

# L'HOMME D'ÉTAT

*ANALYSE  
DE L'ESPRIT POLITIQUE*

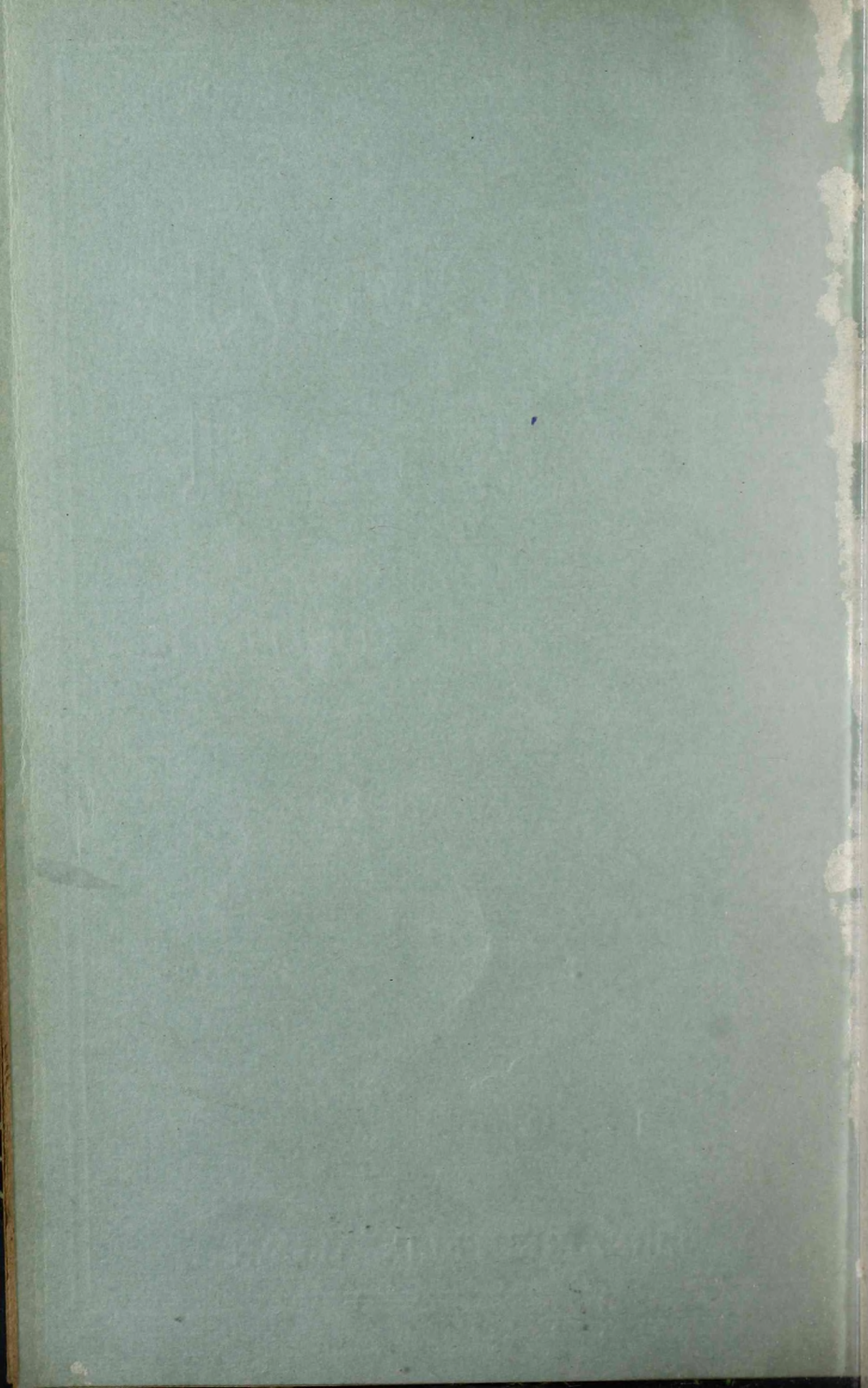
PAR

**JULES KORNIS**

Professeur à l'Université de Budapest

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

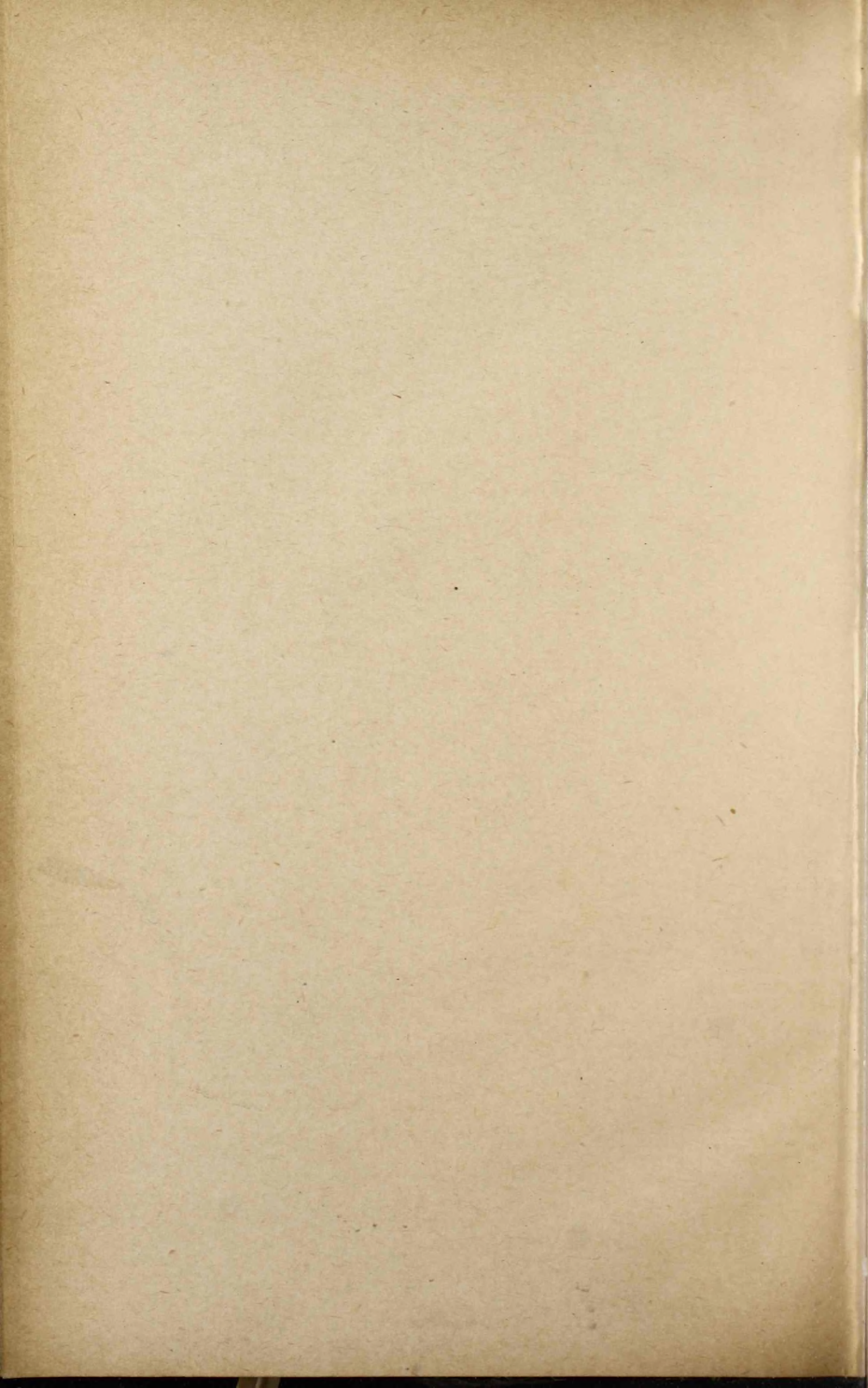




Polit. O. 5086.

# L'HOMME D'ÉTAT





# L'HOMME D'ÉTAT

*Analyse de l'esprit politique*

PAR

**JULES KORNIS**

Professeur à l'Université de Budapest

PARIS

**LIBRAIRIE FELIX ALCAN**

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108.

---

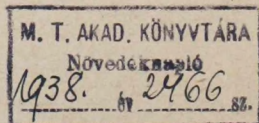
1938



Imprimé en Hongrie

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction  
réservés pour tous pays

Imprimerie de la Société Franklin, Budapest



## INTRODUCTION

# L'HOMME D'ÉTAT ET L'HISTOIRE

L'homme d'Etat, force motrice de l'histoire. — La politique d'aujourd'hui peut-elle produire de grands hommes d'Etat? —  
Morale et psychologie de l'homme d'Etat.

### L'homme d'Etat, force motrice de l'histoire

Depuis très longtemps, on se demande quelle est la force motrice déterminant le cours de l'histoire : est-ce la foule? est-ce l'individu? Bien que, dès le cinquième siècle avant Jésus-Christ, l'extrême démocratie des Grecs ait montré l'importance du rôle des foules, dans le tableau brossé par l'historiographie à travers les âges, c'est l'aspect individuel qui avait une part prépondérante : sur la vaste fresque de l'histoire, seuls les profils marquants des grandes personnalités, telles que rois, hommes d'Etat, chefs de guerre, étaient toujours mis en relief, tandis que les foules se trouvaient reléguées dans l'obscurité estompée de l'arrière-plan. La Révolution Française a vu la tête du roi tomber dans la poussière et les ministres de l'ancien régime diminuer aux yeux de la foule jusqu'à devenir des figures insignifiantes. Condorcet, philosophe de l'histoire de la Révolution, commence aussitôt à professer une conception *collectiviste* : l'histoire, selon lui, était jusque-là celle des individualités, mais désormais c'est la foule anonyme qu'on verra au premier plan des événements. Et lorsqu'au début du dix-neuvième siècle, Auguste Comte inaugure les recherches sociologiques, il assigne à l'histoire comme tâche unique le soin de définir les lois d'évolution de l'âme collective. La





sociologie, science jeune, ayant pris un grand essor au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, a prétendu ordonner à sa soeur aînée, l'histoire, de limiter ses recherches aux forces anonymes de la collectivité et de ne plus s'occuper de l'individu qui, d'après elle, n'est que le produit du milieu. Car le génie créateur, l'homme d'Etat, aussi puissant qu'il soit et dont on a coutume de dire qu'il fait époque, n'est, au fond, que la résultante de son temps ; tout au plus formule-t-il d'une façon heureuse ce qui vit déjà à l'état informe et latent dans l'esprit de son époque, dans les conditions des Etats et dans celles des civilisations.

Les grands hommes ou prétendus tels ne font que se laisser porter par les événements auxquels ils ne peuvent résister. Quant au cours de l'histoire, il est fixé d'avance par ses données générales ; c'est toujours le sort qui décide, non pas le génie, le caractère ou la volonté des individus. Sans les grands hommes l'histoire serait la même, puisque, à défaut d'eux, d'autres auraient occupé leur place pour mettre en oeuvre les possibilités inhérentes à l'évolution. Mieux encore, un penseur français n'hésite pas à déclarer que si au siège de Toulon une balle eût tué Napoléon, un Hoche ou un Kléber, un Desaix ou un Marceau eussent pu prendre aussitôt sa place. Mais Napoléon était là pour occuper cette place vacante et comme les circonstances se trouvaient grandioses, il fut grand.

Malgré la démocratisation de l'histoire due surtout aux théories économique-historiques du marxisme, la vieille conception populaire de l'histoire individualiste et le culte des héros survivent ; on dirait même que depuis la guerre mondiale cet individualisme s'est renforcé. Le culte des héros fut toujours cher au peuple qui personnifie en un seul homme, comme dans une sorte d'accumulateur, toutes les forces de la nation, depuis l'Achille des Grecs jusqu'au Soldat Inconnu de nos jours. L'histoire de l'humanité, selon Carlyle, est au fond l'histoire de ces grands hommes. C'est à eux que le genre humain est redevable de tout ce

qui est précieux, de tout ce qui est progrès. Ceux qui croient au monothéisme de la conception collectiviste de l'histoire, ne font en réalité que sacrifier au polythéisme qu'est le culte voué aux grands héros historiques. Il suffit de songer d'une part au matérialisme historique du bolchevisme d'après lequel, l'individu n'étant rien, seules les forces économiques décident du cours de l'histoire — et, de l'autre, au culte quasi mystique voué à Lénine depuis sa mort. Paradoxe savoureux : la doctrine de Lénine, issue du marxisme, proclame de la façon la plus absolue l'exclusivité et la toute-puissance des facteurs économiques en tant qu'élément déterminant l'histoire, tandis que les adeptes de ce dogme attribuent la mise en marche de toute la machine soviétique, ce tournant de l'histoire, à la puissante initiative de Lénine, à son travail personnel, à sa force, à sa volonté, à son individualité suggestive. Les penseurs bolcheviks eux-mêmes constatent cette contradiction qu'ils croient pouvoir justifier par une explication bizarre en déclarant que dans le mécanisme de l'histoire, Lénine est un «écrou» spécial, une pièce plus importante que toutes les autres. Mais, s'il en est ainsi de Lénine, pourquoi ne pas reconnaître que dans le passé également, l'histoire a toujours connu des «écrous» humains et des «volants» individuels, c'est-à-dire, pour quitter cette artificieuse terminologie mécanique, des grands hommes, des héros. L'énergie logique de cette question nous amène aussitôt en pleine conception individualiste de l'histoire et nous conduit au culte des héros. Malgré la conception représentant la foule anonyme comme la seule force motrice de l'histoire, le culte des héros en Russie soviétique se manifeste de la même manière et revêt les mêmes rites que par le passé : on fait à Lénine des funérailles fastueuses ; à Moscou, sur la Place Rouge, on lui élève un mausolée gigantesque où son corps embaumé est gardé comme la plus sainte des reliques. Le vieux culte religieux du peuple s'empare de la figure de Lénine, son tombeau devient un lieu de pèlerinage, son cerveau, ce



puissant organe qui conçoit le système soviétique, est placé dans un reliquaire comme le coeur de tel saint de la chrétienté. C'est que la foule reste toujours la même : elle adore ses héros. Plus le rôle de la foule grandit, et plus son culte pour les héros s'exalte.

Sur les théories livresques du déterminisme historique l'emportent toujours, dans la réalité, la puissance des demi-urgences de l'histoire et l'instinct des peuples portés spontanément à l'admiration des héros. C'est mal poser la question que de demander : est-ce l'individu ou bien la foule qui décide de l'histoire ? La question ainsi formulée ne tient pas compte du fait que l'histoire est la résultante commune de deux forces et de leur action réciproque, c'est-à-dire de la nature et de l'homme. Par ailleurs, les éléments géographiques, biologiques et raciaux ont également leur importance. L'être moral chez l'homme n'est pas uniquement le fait de l'individu pris isolément, et encore moins celui de l'âme collective, mais le produit des deux facteurs ainsi que de leur action réciproque. Ce n'est ni l'individu ni la foule qui constituent la force motrice de l'histoire, mais bien les deux facteurs réunis, ayant chacun une signification essentielle. La collectivité sociale détermine plus ou moins l'individu, et, dans une mesure plus ou moins grande, l'individu influence l'âme collective. L'histoire de l'humanité n'est pas uniquement l'histoire des grands hommes, pas plus que celle des foules. C'est seulement en théorie que l'on peut séparer ces deux facteurs : dans la vie réelle, ces éléments se pénètrent intimement et s'influencent l'un l'autre.

L'individu naît au sein d'une collectivité sociale ; c'est là qu'il grandit et qu'il développe ses forces ; les traditions, la conscience historique de la collectivité agissent sur lui aussi bien que le système des valeurs et les courants d'idées qui lui sont propres. C'est ce milieu éducateur qui lui fait partager le patrimoine culturel rassemblé à travers les siècles, afin que les individus des nouvelles générations l'enrichissent de leurs apports. L'individu ne peut donc se

soustraire à l'influence du climat spirituel où il vit. Les devoirs, les problèmes qui se posent pour lui, résultent des conditions historiques préexistantes, qu'il s'agisse de religion, d'art, de morale, de science, ou de politique. Platon serait incompréhensible sans Socrate ; Luther et son action seraient inimaginables au XII<sup>e</sup> siècle ; le génie gigantesque de Michel-Ange se serait différemment épanoui s'il avait vécu deux siècles plus tôt ; César, au temps des guerres puniques, n'eût pu créer la monarchie à Rome ; Napoléon lui-même n'eût pu s'emparer du pouvoir absolu, ni devenir empereur tout-puissant si les dix ans de la Révolution française ne l'avaient point précédé, alors que chacun appelait de ses vœux une main ferme ; enfin, dans un autre milieu historique, avec un décalage de cinquante années seulement, l'Allemagne de Bismarck et l'Italie de Cavour eussent été irréalisables. Donc, l'individu, étant lié aux conditions historiques de la collectivité, dépend également de la foule. Il a besoin de la foule pour réaliser ses idées et ses désirs. S'il ne peut pas éveiller d'écho dans les masses, si l'âme collective reste insensible à son action, malgré tout son génie, il ne jouera aucun rôle décisif dans l'histoire.

Cependant, bien que même la grande personnalité soit issue du sol de son milieu et de son époque, elle ne peut être déduite intégralement de ces seuls facteurs, ni être uniquement comprise à l'aide de ceux-ci. Des millions d'hommes vivent dans ce même milieu et dans les mêmes conditions, et pourtant quelques-uns seulement se distinguent parmi eux pour s'élever au-dessus de leur époque et de leur milieu, et inaugurer une ère nouvelle dans l'évolution, en créant du nouveau, du moins en qualité, et en l'intégrant dans l'histoire. Le grand homme ne se borne pas seulement à formuler clairement ce qui vit déjà, à l'état informe, dans l'esprit de l'époque, mais il éveille des idées nouvelles, il ouvre la perspective de buts nouveaux que nul ne s'est encore proposés. Il soulève et résout des problèmes qui, avant lui, ne rencontraient que l'indifférence générale.



La puissance d'une grande individualité capable de transformer l'histoire devient surtout manifeste, lorsque son époque se refuse à la comprendre et que, pour s'imposer, il lui faut lutter pendant des années, jusqu'à sa mort peut-être. L'histoire des sciences et des arts connaît d'innombrables luttes désespérées de ces héros de l'art et de la pensée. Et combien d'hommes d'Etat ont dû lutter âprement pour leurs idées, durant toute une vie! Ils veulent rompre avec ce qui existe, avec le passé, ils tâchent de réa liser leurs projets, — et rompre avec les traditions implique toujours la lutte. Maintes fois la force d'initiative du grand homme ne parvient pas au triomphe grâce à l'aide de la foule qui tient à ses habitudes, mais bien au contraire, n'y arrive que contre le gré de la foule. C'est par sa force de volonté et sa puissance suggestive que le grand homme d'Etat adoucit et transforme l'âme collective, éveille et augmente même la réceptivité de la foule à l'égard des idées nouvelles, imprimant ainsi une nouvelle direction au cours de l'histoire. Il n'est pas nécessairement le prisonnier de la situation donnée : sa force exceptionnelle réussit à briser la résistance de l'histoire.

Celui qui, dans l'histoire, veut supprimer l'initiative individuelle et, considérant chaque personnalité comme une quantité mécaniquement remplaçable, attribue la direction de l'histoire exclusivement à la foule, n'a qu'à imaginer cette dernière sans quelques-unes de ses grandes figures, telles que Périclès ou César, Cromwell ou Napoléon, Bismarck ou Cavour, Clemenceau, Mussolini, Kemal, etc. Une telle image négative est l'argument le plus convaincant pour démontrer l'importance de l'action individuelle comme facteur décisif de l'histoire : à défaut de telle ou telle grande figure, que de choses ne seraient pas arrivées ou au moins se seraient passées tout autrement.

Certes, l'homme d'Etat, si grand soit-il, ne saurait tirer quelque chose du néant. Les conditions historiques de l'unité allemande et italienne : la communauté de race, de

langue et de civilisation, l'évolution et les traditions historiques communes, enfin l'idée nationale, ce *verbum regens* du siècle, étaient toutes données en effet. Cependant c'est Bismarck et c'est Cavour qui ont su réunir en un seul faisceau les forces et les aspirations éparses de leur peuple et qui les ont utilisées pour réaliser l'unité nationale. Ces hommes d'Etat exceptionnels ont reconnu la force déterminante des conditions historiques, et triomphant de tous les obstacles, ils les ont mises au service de leur idée. C'est là le secret de leur grandeur : par leur force et leur volonté individuelles ils ont développé les forces collectives d'une manière plus rapide et plus rationnelle que si ces mêmes forces avaient dû se développer « d'elles-mêmes ». La logique immanente de l'histoire, qui réside dans les conditions et les événements, apparaît et se clarifie dans la conscience de quelques esprits exceptionnels avant qu'elle soit mise au jour par le cours automatique des événements. L'homme d'Etat discerne cette logique par lui-même et à temps, dans la situation historique, et précisément c'est ce qui fait sa grandeur.

Mais, si importantes qu'elles soient, la force d'initiative et l'oeuvre personnelles de l'individu restent, cependant, sans effet durable et s'enlisent dans le sable mouvant de l'histoire, si elle ne sont pas secondées par des conditions historiques objectives et si l'imagination subjective et la volonté personnelle ne trouvent pas un terrain solide dans la situation existante. Le cas de Frédéric le Grand est assez caractéristique à cet égard ; lui qui voulait créer quelque chose de durable, étudia avec ferveur Charles XII, ce météore de la Suède, laquelle connut sous ce roi un essor aussi éclatant qu'éphémère.

La psychologie sociale moderne, ou plutôt une branche de cette science, la psychologie des foules, a brillamment justifié le rôle et l'importance de l'individu comme facteur décisif de l'histoire. Il appert de ses recherches que la foule, l'âme collective, ne peut guère concevoir de projets, proposer



des buts ou arriver à une résolution. Là, comme partout ailleurs, l'unité motrice, le centre d'activité est l'individu. Ce sont toujours les chefs, les individus qui lancent les idées, suggèrent les résolutions et orientent la manière de penser et l'action de la foule. Par la porte dérobée de la psychologie des foules, l'individu rentre donc sur la scène comme force motrice de l'histoire et ne cède pas sa place à la foule. Certes, il ne doit pas ignorer les aspirations et les intérêts de celle-ci ; mais il peut influencer et diriger ses dispositions dans les limites toujours changeantes de la situation historique. Comme d'ailleurs la scène de l'action politique est toujours trop étroite pour la grande foule, les chefs seuls peuvent y jouer et diriger le drame politique. La foule se persuade bien souvent que c'est sa volonté qui fait la loi, alors que c'est toujours celle des chefs, inspirée par la presse ou la tribune publique, qui la fait. Et, paradoxe étrange, c'est la loi du petit nombre qui prévaut dans la politique. «Les nations — dit Paul de Lagarde — ne consistent pas en millions, mais en quelques hommes conscients des devoirs de leur nation et qui, précédant les zéros, les transforment en nombres effectifs». Par rapport au passé, le temps présent est, sans doute, celui des foules. La démocratisation générale semble avoir augmenté l'influence des foules, à l'encontre, par exemple, des monarchies absolues. D'autre part, leur niveau intellectuel s'est sensiblement élevé, de sorte que l'activité politique n'est plus seulement le privilège d'un cercle restreint de personnes instruites. Mais, malgré tout, la foule est restée ce qu'elle était. Jadis, les chefs de la vie de l'Etat étaient choisis par l'arbitraire du monarque ; aujourd'hui ces mêmes chefs sont désignés par la foule : cependant leur rôle et leur influence sont aussi décisifs que par le passé.

A l'époque du Congrès de Vienne, les monarques absolus découpèrent, arbitrairement et sans consulter les peuples, la carte politique de l'Europe. Cent ans plus tard, en 1919, à la conférence de la paix à Paris, ce sont les chefs élus démocra

tiquement par la volonté des foules, les Wilson et les Clemenceau, les Lloyd George et les Orlando qui, selon leur propre individualité, ont décidé du sort des peuples en *arbitri mundi*. Certes, ils dépendaient plus ou moins des foules et de l'opinion publique, mais ils pouvaient les diriger selon leurs buts particuliers. La carte de la nouvelle Europe était déjà achevée, lorsque la foule s'est dressée contre les *big four* : le Congrès de Washington s'est détourné de Wilson, Clemenceau n'a pas été élu président de la République, Lloyd George a dû céder sa place aux socialistes de son pays : aujourd'hui il est chef de parti sans partisans. Et, depuis, d'autres chefs ont réussi à gagner et à diriger les mêmes foules.

La conception *théorique* du rôle de la foule et de l'individu dans l'histoire, reflète toujours, du moins partiellement, la situation politique du moment. Au milieu de la Révolution française, Condorcet insiste sur le rôle tout-puissant de la foule ; après l'entrée en scène de Napoléon, les penseurs romantiques ne veulent voir dans le vaste drame de l'humanité, que la force individuelle du génie. Quand, dans les années d'avant-guerre, la classe ouvrière commence à jouer un rôle de plus en plus prépondérant, on voit aussitôt se développer les théories sur le règne des foules même dans le passé, en opposition avec le héros, l'individu. A en croire la présentation rétrospective soutenue par la doctrine du suffrage universel moderne, c'étaient toujours la foule anonyme et les intérêts économiques qui auraient décidé du sort des peuples ; le culte des héros ne serait qu'illusion naïve. Toujours selon cette théorie, la guerre mondiale fut la lutte des foules, non pas celle de personnalités gigantesques : après le crépuscule des dieux, voici celui des héros.

Aujourd'hui, cette conception devient de plus en plus rare. Dans la perspective historique de la grande guerre, les profils des personnalités ressortent toujours plus nettement sur le fond obscur des foules. Le culte même du «Soldat Inconnu» témoigne de cet instinct infaillible des masses



qui préfèrent à l'abstraction une personne concrète, fût-elle fictive. La foule donne instinctivement raison au général athénien qui préférerait une armée de cerfs conduite par un lion à une armée de lions conduite par un cerf.

Ce n'est pas un fait du hasard que le plus brillant représentant de la théorie du culte des héros soit précisément l'Anglais Carlyle, puisque sa philosophie n'est que le reflet des conceptions individualistes des Anglo-Saxons : *Men not measures!* La personnalité de l'homme d'Etat est en même temps un programme politique. Car on peut rédiger à volonté les plus beaux programmes théoriques, le seul gage de leur exécution est toujours le caractère, l'intégrité personnelle de l'homme d'Etat.

### **La politique d'aujourd'hui peut-elle produire de grands hommes d'Etat?**

Même en Angleterre, pays classique de la politique, on se plaint que les grandes individualités politiques soient en voie de disparaître. Les politiciens qui occupent actuellement la scène sont pour la plupart âgés et s'attachent surtout aux traditions ; malgré leur souplesse et leur habileté technique, il leur manque la force d'initiative et une certaine fraîcheur de vues pour résoudre nos problèmes modernes. Les parlements vieillissent doucement et la microcéphalie politique se généralise, bien que la politique reste, pour chaque nation, la plus délicate et la plus importante des tâches. Car tout tient à elle : la prospérité de la vie économique et de la vie culturelle ou leur dépérissement. L'Etat est la concentration suprême des pouvoirs, et l'homme d'Etat en est le représentant dont le rôle dans chaque pays et à toute époque est décisif.

Pourquoi, précisément aujourd'hui, cette raréfaction des grands hommes d'Etat? C'est parce que, selon Mussolini, la politique est devenue infiniment compliquée ; on ne s'intéresse plus qu'aux finances ; les hommes ne veulent plus

gouverner, mais être gouvernés et vivre en paix (V. Emile Ludwig : *Entretiens avec Mussolini*). Explication un peu sommaire, car s'il est juste de dire que la politique est devenue compliquée, on ne saurait cependant affirmer que seules les questions économiques retiennent la curiosité des hommes. La question est plus complexe : il y a d'abord une illusion d'optique d'ordre psychologique. Les hommes d'Etat, dans la perspective historique du passé, sont agrandis, tandis que l'absence de cette perspective diminue ceux de nos jours. La mémoire historique collective idéalise le passé : de là l'éloge des bons vieux temps (*aetas aurea*) et le type éternellement humain du *laudator temporis acti*.

Cependant, malgré cette tendance à rapetisser les hommes d'Etat de nos jours, on ne saurait contester l'existence de certaines grandes individualités contemporaines qui sous nos yeux mêmes ont changé le cours de l'histoire. Sans la volonté de Mussolini, l'Italie sombrerait dans l'anarchie ; le chef de la Turquie nouvelle, Kemal, réorganise et modernise son pays en train de péricliter ; le maréchal Pilsudski réalise l'unité de sa nation ; MacDonald, après la guerre, s'oppose au courant communiste et sauve ainsi son pays et l'humanité ; puis, en 1931, il rompt avec son propre parti pour relever son pays de la crise où il se trouvait. Nous pourrions allonger la liste ; toutefois, nous devons reconnaître que la situation de l'homme d'Etat est beaucoup plus difficile aujourd'hui que par le passé. La raison en est dans les antagonismes d'ordre idéologique, social et économique propres à notre époque.

Alors que dans les époques passées prévalait une conception du monde généralement homogène, de nos jours, au contraire, les oppositions idéologiques s'affrontent dans tous les domaines. Nous assistons par exemple à la renaissance de l'idéalisme en philosophie, mais en même temps au règne du matérialisme technique. Dans le domaine social, nous voyons d'une part, la démagogie communiste et de l'autre, la ploutocratie capitaliste. Sur un autre plan, c'est



la poussée inespérée de l'internationalisme et, en même temps, du nationalisme le plus expansif. Dans l'air, résonnent côte à côte les discours humanitaires et le cliquetis des nouveaux engins du réarmement. Vu les proportions gigantesques que revêtent ces oppositions irréductibles, la tâche de l'homme d'Etat devient excessivement ardue. L'homme moyen a le sentiment que nous sommes à un tournant de l'histoire qui promet des changements profonds et redoutables ; et tout cela exige de l'homme d'Etat moderne des capacités exceptionnelles.

Mais, tandis que l'esprit de notre temps pose ainsi devant l'homme d'Etat des exigences accrues, il entrave en même temps l'épanouissement des capacités individuelles. C'est que, dans la vie moderne, les individus s'uniformisent, s'adaptent au type collectif, sous l'influence de la technique, de la mécanisation du travail, de la rationalisation poussée à l'excès. C'est ainsi que, dans la vie politique, chacun doit entrer dans un parti, se soumettre à sa discipline, faire partie d'une organisation englobant tous les individus, toutes les classes, tout l'Etat. C'est ce qui amène forcément l'individu à s'effacer. Dans la vie politique, un député n'est le plus souvent qu'un simple chiffre, une pièce de la machine, qui souvent même trouve une certaine satisfaction à s'assimiler au type uniforme. Le parti étant tout-puissant, chacun doit s'y adapter et c'est ainsi que presque partout le pouvoir politique passe aux mains des médiocres. D'ailleurs la démocratie n'est guère favorable à la sélection des grandes individualités. Elle favorise ceux qui flattent les instincts et les passions des masses, et ceux pour qui la politique est une profession et un gagne-pain. Ces politiciens ne connaissent qu'une mission : celle d'obéir toujours à la foule. C'est ainsi que, selon le mot de Faguet, la démocratie s'identifie avec «le culte de l'incompétence».

Dans la plupart des pays, la vie parlementaire d'aujourd'hui n'est pas un terrain favorable à l'éclosion des grands talents politiques. L'ancien modèle des parlements, celui

d'Angleterre, fut constitué à l'origine pour la discussion publique (*public discussion*) des affaires communes, et par une classe historique plutôt homogène qui avait à peu près les mêmes idées et les mêmes traditions sociales. Forte de sa foi libérale, également prête à persuader et à se laisser persuader, cette classe a donné à la nation une longue lignée de brillants hommes d'Etat qui luttèrent, au cours des siècles, *in loquendo et agendo*, pour leur vérité... Cette situation a changé avec le suffrage universel. Aujourd'hui, dans toute l'Europe, les partis politiques sont des groupes d'intérêts, les députés dépendent de leur parti, les séances publiques n'ont plus d'importance sérieuse. Il ne s'agit plus de persuader, mais de défendre les intérêts de telle classe ou de tel groupement de la société. Déjà les noms des partis expriment le plus souvent leur partialité. Chacun représente un groupe économique, une partie seulement de la communauté, si bien que les forces morales et spirituelles de la nation doivent agir en dehors d'eux, en dehors du parlement.

Les nations se stratifient aujourd'hui selon les intérêts sociaux et économiques. La *volonté générale* est représentée par la majorité numérique, — majorité souvent très précaire, — qui pourtant ne saurait être considérée comme la volonté du peuple tout entier. Il arrive que, le parlement étant impuissant, quelque personnalité énergique finisse par s'emparer du pouvoir. C'est dans une telle situation qu'un homme d'Etat peut donner sa mesure. Mais il ne peut rester *dictateur* que si, doué d'une force de suggestion suffisante, il est soutenu par un grand mouvement populaire et sait satisfaire les aspirations et les besoins du peuple. Un homme d'Etat créateur peut, grâce à son *élan vital*, éliminer les oppositions, unir les partis et suggérer un idéal plastique à la collectivité nationale comme l'a fait Mussolini.

L'homme d'Etat moderne doit disposer d'une immense force d'initiative et d'intelligence, étant donné *l'intégration économique et spirituelle de notre globe*. Les anciens hommes d'Etat n'avaient en vue que quelques pays voisins ou plus



éloignés dont ils observaient les aspirations politiques, économiques, militaires. Par contre, l'homme d'Etat d'aujourd'hui doit suivre de près l'évolution du monde entier, sa pensée doit embrasser l'horizon de tout l'univers. Car tout se tient sur la terre, les plus petites nations doivent avoir une politique mondiale ; les sphères d'intérêts des peuples chevauchent les unes sur les autres et ne connaissent pas de distances.

Au centre de la politique mondiale s'intercale aujourd'hui le problème économique. La politique internationale est dominée par la recherche des ressources économiques et des débouchés. Celui donc qui conduit le char de l'Etat doit posséder des connaissances économiques approfondies et avoir un coup d'oeil sûr. Tous les traités de paix sont nés sous le signe de l'impérialisme économique. Indépendamment de la «revanche», fondée sur des droits historiques, le retour de l'Alsace-Lorraine apporte du charbon et du fer à la France ; l'Angleterre, pour paralyser une rivale dangereuse, enlève à l'Allemagne, à l'issue de la guerre mondiale, sa flotte et ses colonies ; la Pologne, pour avoir un accès à la mer, demande la création du corridor et, pour avoir du charbon, réclame les mines de Silésie ; dans le traité de Trianon, échafaudé sous l'étiquette des frontières ethnologiques, les Tchèques prennent la région purement hongroise du Csallóköz avec Pozsony (Bratislava) pour avoir un débouché sur le Danube, et les Roumains s'emparent des centres ferroviaires, villes foncièrement hongroises, malgré tous les arguments ethnographiques qui plaident en faveur de la Hongrie ; enfin, tous les grands conflits récents éclatent à propos d'une mine de charbon ou bien d'un puits de pétrole. Le libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle proclamait encore, du moins en principe, la séparation de la politique et de l'économie ; aujourd'hui ces deux facteurs de puissance se pénètrent et s'identifient entièrement. Or, en présence d'une telle situation, l'homme d'Etat moderne doit mettre en harmonie les intérêts politiques de son pays avec la vie économique mon-

diale. Mais c'est là une tâche extrêmement difficile, surtout depuis la guerre, les traités de paix ayant disloqué les anciennes unités économiques et troublé les formes, les proportions et tout l'organisme des échanges internationaux. L'Europe, tout comme l'Amérique, perd lentement ses marchés ; les pays agricoles, les colonies, les dominions s'industrialisent rapidement, — et, par contre-coup, les marchés se rétrécissent. La surproduction augmente encore, surtout par suite de la rationalisation de la production : la machine, ce triomphe de l'esprit humain, finit par ruiner et évincer l'homme.

La gravité de la situation se trouve encore accrue par le renforcement du nationalisme des Etats anciens et nouveaux, et par le protectionnisme économique qui en résulte. Nationalisme et capitalisme marchent de pair vers l'expansion, économique d'abord, puis politique. Aujourd'hui il existe en Europe 27 Etats, au lieu des 21 d'avant-guerre, ce qui complique passablement le système des frontières douanières. Chaque Etat, — même l'Angleterre, — abandonne le libre-échange. Quant aux Etats nouveaux ou agrandis après la guerre, ils tendent à l'autarchie ; anciens pays industriels, ils développent leur agriculture, et les Etats agraires s'industrialisent hâtivement. Cet esprit d'expansionnisme économique, encore nourri par le nationalisme, gagne le globe entier ; le Japon rattrape déjà l'Europe, la Chine se modernise, les Indes boycottent les marchandises anglaises, les Dominions deviennent indépendants, la Turquie évolue à vue d'oeil et la Russie industrialisée menace les marchés de la production occidentale.

Comment sortir de la crise mondiale ? Voilà le problème brûlant qui se pose à tous les hommes d'Etat d'aujourd'hui. Certains d'entre eux voient nettement les remèdes : révision des traités de paix, suppression des frontières douanières, rétablissement de la confiance entre les peuples. Seulement, la volonté et le courage manquent, et le grand laboratoire politique du monde, la Société des Nations, travaille avec trop de lenteur. Et, comme en dépit de tant de réunions et



de discours, les résultats sont plutôt minces, l'opinion tend de plus en plus à admettre que, par rapport au passé, le présent est bien pauvre en hommes d'Etat d'envergure, et que le «*macro-anthropos*» de Novalis, ce rêveur optimiste du romantisme, a définitivement cédé le pas au *micro-anthropos* moderne. Jugement sévère et qui ne tient pas suffisamment compte des immenses difficultés soulevées par les temps présents.

### Morale et psychologie de l'homme d'Etat

Le mot profond que Napoléon prononça devant Goethe à Erfurt, disant que la politique est le destin de la nation, n'a rien perdu de sa valeur. L'objet de la politique est, surtout, la vie économique, seulement cette vie économique est fonction de la politique. Par conséquent, c'est encore et toujours l'homme d'Etat et non point l'économiste qui dirige les destinées d'une nation.

Mais quels sont les signes distinctifs de la grandeur d'un homme d'Etat? Quelles sont les qualités de l'*homo politicus*?

Il y a un type idéal dont l'homme d'Etat réel se rapproche plus ou moins sans l'atteindre, car il représente l'homme d'Etat *tel qu'il devrait être* et non pas tel qu'il est. Ce n'est donc pas la psychologie, mais l'éthique qui définira les qualités essentielles du grand homme d'Etat. Seulement, comme ces qualités, ces «vertus», ne filtrent qu'à travers sa structure morale et son activité intellectuelle, il va de soi que, dans nos analyses, les points de vue psychologique et éthique se confondent étroitement.

Aristote déjà s'intéresse profondément aux traits caractéristiques de l'homme d'Etat : «Ceux qui, — dit-il, — veulent se charger des plus hautes fonctions publiques, doivent posséder trois qualités. D'abord, l'attachement à la constitution, puis toutes les capacités nécessaires à la direction des affaires, enfin un caractère et un sentiment de la justice infaillible.»

Ce portrait idéal de l'homme d'Etat offre un ensemble de traits épars plutôt qu'une unité organique. Et, cependant, cette unité existe, car tous les traits d'un caractère sont en étroite corrélation en s'intégrant dans un ensemble homogène. La splendeur d'un grand caractère, dit le comte Nicolas Zrinyi, homme d'Etat hongrois du XVII<sup>e</sup> siècle, est faite de milliers de rayons épars, comme ces étoiles du ciel qui font ensemble la Voie Lactée.

La source commune des qualités morales et intellectuelles de l'homme d'Etat, c'est la *conscience de sa vocation*. L'homme d'Etat profondément convaincu de sa mission historique sent qu'il est de son devoir de mettre ses forces au service de cette mission. Cette conscience de la vocation suppose toujours un *idéal politique* comme : l'indépendance nationale : idéal de la liberté ; la puissance politique de la nation : idéal impérialiste ; la délivrance des couches sociales inférieures : idéal démocratique ; le bien-être matériel du peuple : idéal social ; le relèvement moral et intellectuel de l'humanité tout entière : idéal humanitaire.

Si un tel idéal pénètre l'âme, le désir naturel de se vouer tout entier à son idéal prend naissance : c'est l'amour, l'*éros politique*. L'individu s'abandonne à l'objet de son idéal pour lequel il est prêt à tous les sacrifices, à toutes les souffrances. Cette ferveur est contagieuse et recèle une grande *force suggestive*. Sous son impulsion l'individu devient orateur éloquent, habile manoeuvrier et puissant organisateur. Comme il cherche les moyens les plus sûrs de réaliser son idéal, un *sens aigu des réalités* se développera en lui : il saura juger avec justesse les hommes aussi bien que les choses et évitera ainsi le danger de planer dans les nuages, au-dessus de la ferme réalité.

Ces moyens une fois reconnus, il s'appliquera de toutes ses forces et dirigera toute sa *volonté* vers la réalisation de son idéal. La force de la volonté est le trait fondamental de l'homme d'Etat ; de plus, c'est elle qui permet de mesurer la profondeur de la conscience qu'il a de sa vocation, de sa mission.



C'est encore de cette source toujours vive que découle un autre trait moral de l'homme d'Etat : la *conscience de sa responsabilité* qui lui fait apprécier à chaque moment, les effets que son action ou sa passivité peut exercer sur le destin de la nation. Ce sentiment de la responsabilité s'accompagne tout naturellement du sentiment de la justice et du sentiment social.

Il est donc certain que la morale de l'homme d'Etat idéal repose sur la conscience qu'il a de sa vocation. Mais le problème prend un tout autre aspect si l'on cherche dans l'histoire comment, et dans quelle mesure cet idéal se réalise chez tel ou tel homme d'Etat. Les grands maîtres de l'art politique, ceux dont l'esprit se rapproche le plus de ce type idéal, justifient, par leur vie et par leur oeuvre, l'unité organique et la cohésion naturelle des traits de caractère précités. La garantie et la justification logique de cette unité est le style politique de l'homme d'Etat. Le style dans la politique, c'est l'attachement conséquent au même motif fondamental. Les moindres actions des grands hommes d'Etat sont déterminées par le même motif, par le même idéal politique sans lequel il n'y a pas de style, pas d'inspiration, pas de personnalité politique. En observant les actes d'un Périclès ou d'un César, d'un Pitt, d'un Gladstone ou d'un Cavour, nous voyons que chacune de leurs manifestations porte la marque de leur style personnel, résultat de la morale politique qui leur est propre. Un grand homme d'Etat est en même temps un grand homme. Ce qui fait sa vraie grandeur, ce sont d'abord ses traits de caractère moraux : sentiment de sa vocation, attachement à son idéal, volonté inflexible, «*érôs*» politique et conscience de la responsabilité, cette dernière accompagnée du sentiment de la justice et d'un vif sentiment social. Ajoutons à cela certains traits psychologiques qui sont les moyens les plus importants pour réaliser son idéal politique : force suggestive, faculté d'organisation et sens aigu des réalités, qualités résultant de la raison lucide, de l'intuition instinctive et de connaissances positives sans cesse élargies.

Mais, après avoir défini le type idéal de l'homme d'Etat, nous devons encore examiner la psychologie réelle du véritable homme d'Etat, sa *forma mentis*. Quels sont les types psychologiques qui se rapprochent le mieux de cet idéal? Comment les différencier quant à leur pensée, à leurs sentiments, à leur volonté? dans quelle mesure leurs facultés politiques sont-elles fonction de leur origine sociale, de leur milieu? Les réponses à ces questions comportent exclusivement l'étude de faits psychologiques et de leurs corrélations. «Ne parlons donc, — dit Machiavel, ce grand psychologue politique, — ne parlons donc pas de princes idéaux; prenons-les tels qu'ils sont réellement.» Nous pouvons toujours comparer l'image réelle à l'image idéale et mesurer ainsi la vraie grandeur de n'importe quel homme d'Etat.

Nous ne nous occuperons pas ici de la psychologie individuelle de tel ou tel homme d'Etat, mais seulement des *types généraux* résultant de leurs traits et de leur structure psychologiques communs. Ainsi, on distingue le type rationnaliste qui se laisse dominer par la froide raison; le type intuitif qui obéit à ses sentiments spontanés; le type agressif, toujours bouillant et exalté et son contraire, le type dépressif; les idéalistes opposés aux réalistes; les classiques à tête froide et les romantiques fantasques; le type statique enfin, qui voudrait tout conserver dans l'état existant et son pendant, le type dynamique poussant toujours à rénover. Tous ces types, autant de schémas, apparaissent comme des abstractions par rapport aux individualités politiques vivantes qui sont forcément plus nuancées, plus spontanées, plus chaudes, plus personnelles. Cependant l'auteur de cet ouvrage cherche à leur conserver toute leur vitalité, et considère les hommes d'Etat comme les forces vives de leur époque dont ils déterminent le cours, comme les personnages actifs du drame ardent qu'est la vie politique. Il sait qu'en analysant leurs idées, leurs velléités, leurs passions et les autres éléments moteurs de leur esprit, il travaille sur des catégories psychologiques qui ne sauraient traduire les



nuances innombrables de l'âme humaine, ses profondeurs, ses replis secrets.

Cette analyse qui considère l'art politique comme une sorte de psychologie appliquée, accorde un rôle important aux hommes d'Etat eux-mêmes : ceux-ci nous diront comment ils se voient intérieurement et quels sont, d'après eux, les traits caractéristiques de l'homme d'Etat. Ces observations introspectives sont les moyens les plus aptes de la « Wesenschau » de l'âme politique permettant d'en discerner les éléments essentiels. On pourra nous objecter que l'homme d'Etat, actif de nature, n'a ni le temps ni le talent de s'observer, de méditer, de réfléchir. Il arrive pourtant, — et cela surtout chez les plus grands, — qu'on s'examine soi-même, qu'on s'élève par la réflexion au-dessus de l'action instinctive, d'une part en raison du sentiment de la responsabilité qui est précisément le propre de l'homme d'Etat, de l'autre à cause des critiques contre lesquelles l'homme d'Etat tient à se défendre. C'est ce que nous constatons abondamment dans les discours de Périclès ou de Cromwell, dans les testaments politiques de Richelieu et de Frédéric le Grand, dans les mémoires de Napoléon, dans la correspondance de Bismarck, etc. Certes, l'excès de réflexion paralyse l'action de l'homme d'Etat et en limite la spontanéité ; c'est pourquoi les hommes d'Etat ne méditent sur eux-mêmes que *post festa*, dans leurs mémoires et leurs apologies. Là ils deviennent prolixes, citent mille détails, trouvent des ressorts psychologiques à leurs moindres actions et une explication logique aux souvenirs fragmentaires de leur carrière. D'autre part, leurs récits sont souvent teintés de vanité, de « bovarysme » ; ils encourent tous les risques que comportent l'observation et le jugement de soi-même. Quand il observe les autres tout en s'observant soi-même, et qu'il entend les jugements de ses critiques, l'homme d'Etat est obligé de comparer constamment l'image qu'on fait de lui à l'image qu'il se fait de soi-même. Mais l'appréciation portée sur soi-même est toujours par trop subjective ; l'homme d'Etat

qui s'analyse et qui se juge rétrospectivement ne peut pas toujours constater si telle de ses décisions lui fut inspirée par la force des choses ou par son initiative spontanée. La plupart des actions politiques découlent de la nature des choses, sont déterminées par la force inhérente aux situations; en d'autres termes, elles résultent d'une adaptation instinctive aux circonstances. L'homme d'Etat aime cependant à nous présenter les événements avantageux comme autant d'actions conscientes, tandis qu'il tend à attribuer au «hasard», au «destin», à la «logique des choses» les événements défavorables ou même tragiques.

Les mémoires, malgré ou grâce à leur subjectivité, sont d'excellents livres d'images psychologiques: ils montrent, vrais documents humains, les petites et les grandes de l'homme. Napoléon, dans ses mémoires, nous paraît un grandiose auteur dramatique: le drame qu'il écrit de son époque est un mélange de poésie et de vérité. Depuis la guerre mondiale, la plupart des généraux et des hommes d'Etat qui en furent les protagonistes ou les acteurs de second ordre, tâchent de justifier leur rôle en d'interminables mémoires. Rien de plus caractéristique, à cet égard, que l'apologie égocentrique du prince de Bulow qui, mû par sa vanité, parle constamment de lui-même, décline toutes les responsabilités, attaque tous ses anciens collaborateurs, pour étaler ses propres mérites et se trouver un alibi historique. Quelle modestie et quelle objectivité par contre dans les «Idées et Souvenirs» de Bismarck!

Tout en nous servant de la psychologie pour mieux pénétrer la politique, nous n'entendons nullement confondre la politique et la psychologie: en d'autres termes nous nous garderons bien de juger subjectivement les hommes d'Etat, et comme exemples pour nos analyses, nous choisirons de préférence des hommes d'Etat de grandeur monumentale et reconnus déjà par l'histoire. Si cependant l'auteur se trouve obligé parfois de faire figurer dans son tableau quelques hommes d'Etat contemporains, il choisira



les plus importants et les plus caractéristiques pour notre époque, comme c'est le cas, par exemple, de Lénine dont personne ne saurait plus contester l'influence et la force démoniaques. Nous évoquerons par ailleurs les portraits de tel homme d'Etat japonais, chinois ou hindou, afin que la valeur logique de nos conclusions ne vienne pas à être restreinte par des considérations géographiques ou raciales.

Notre documentation biographique et psychologique est puisée dans les domaines les plus divers et les plus larges, sans que nous ayons cédé un seul moment à ce qu'on appelle la *furor biographicus*. A côté des hommes d'Etat vrais et supérieurs, nous analyserons parfois, pour bien faire ressortir l'opposition, les ratés ou les anormaux. Nous tâcherons d'éclairer l'âme de chacun à la lumière de ses propres écrits ou paroles : les citations bien choisies dramatisent d'elles-mêmes leur sujet et rendent la réalité encore plus saisissante.

Selon les peuples, les époques et les situations historiques, les actions des hommes d'Etat offrent une très grande variété. Mais l'*homo politicus*, en tant que type fondamental, reste le même dans chaque peuple et à chaque époque, selon le mot de Frédéric le Grand qui, dans un essai de jeunesse, dit que l'esprit et les passions de l'homme demeurent toujours et partout les mêmes et que, par conséquent, leurs effets doivent également être identiques. Les mobiles des actions politiques se ramènent toujours aux mêmes instincts, et les méthodes politiques qui en découlent sont identiques, malgré la diversité des époques et des peuples qui ne les colore qu'extérieurement. Les *amis et ennemis* politiques se comportent de la même manière chez les Grecs ou les Romains que chez les Allemands et les Français modernes ; Démosthène trouve son frère spirituel en Clemenceau, César en Napoléon, Cromwell en Lénine. La *forma mentis* de l'homme d'Etat reste la même à travers les siècles ; la teneur en change selon les temps et les peuples,

mais les formes essentielles : mentalité, instincts, volonté, passions, demeurent les mêmes.

Les traits de l'âme collective reviennent également dans les diverses générations. Depuis les temps les plus reculés, les mouvements politiques ont la même structure mentale et usent de la même dialectique psychologique. Ainsi, par exemple, chaque idée nouvelle tend à l'universalité et évolue dans le sens de la totalité. La Révolution française se déclenche sous le signe de la liberté universelle ; le communisme veut unir tous les prolétaires du monde. On a conservé un papyrus égyptien (cité par K. Jaspers : *Die geistige Situation der Zeit*. 1932) qui donne une image de l'Egypte bouleversée par le communisme il y a 4500 ans : c'est comme si cela avait été écrit sur Moscou en 1917 ou sur la Hongrie en 1919 : « . . . les relevés officiels sur les blés ont été saisis, les révolutionnaires prennent pour eux autant de blé qu'ils veulent . . . les citoyens font la queue devant les moulins . . . le vol et le meurtre règnent . . . on n'ose plus emblaver, ni bâtir, le pays est dénudé comme un champ de lin fauché ; torturés par la faim, les gens arrachent aux porcs leur pâtée . . . les enfants sont eux aussi dégoûtés de la vie . . . le règne de la canaille commence . . . ceux qui n'avaient rien, sont devenus riches, les riches de l'ancien temps sont dispersés sans défense . . . » A travers les brumes de plusieurs milliers d'années, on discerne les mêmes contours de l'âme collective éternelle que ceux dont l'ombre plane encore sur les terres de Russie.

\*

L'histoire est un drame immense dans lequel les volontés s'unissent et se heurtent tour à tour. Mais la volonté présuppose une liberté d'action, un caractère, une conviction, un idéal personnels, nourris de passions profondes. Ce sont ces mobiles dramatiques de l'âme que l'auteur se propose de rechercher dans le caractère des hommes d'État. Le psychologue de la politique est en même temps le dramaturge de l'histoire.





# PREMIERE PARTIE

## MORAL DE L'HOMME D'ETAT

### CHAPITRE I

#### LA CONSCIENCE DE LA VOCATION POLITIQUE

Importance de la conscience de la vocation chez l'homme d'Etat. — Genèse de la conscience de la vocation politique. — Aspect métaphysique de la conscience de la vocation. — Conscience de la vocation et pessimisme. — Absence de la conscience de la vocation.

#### **Importance de la conscience de la vocation chez l'homme d'Etat**

La conscience de la vocation est dans l'esprit de l'homme d'Etat vraiment le centre grand, d'où rayonnent chacun de ses traits moraux et spirituels. Cette vocation, cette mission dévolue par le sort à l'homme d'Etat ne saurait être confondue avec une carrière embrassée au hasard, ou sous une pression extérieure quelconque ; elle est déterminée par une voix intérieure ; c'est, selon l'expression des anciens, la *daimonion*, la *vocation*. Les plus grands parmi les hommes d'Etat ne « choisissent » pas sciemment la carrière politique ; ils sont nés pour elle et trouvent instinctivement leur chemin. Dans la plupart des cas, ils ignorent eux-mêmes ce qui les pousse vers la politique : ils agissent sous la magie d'une puissance intérieure irrationnelle, échappant au contrôle de la raison. Saint François d'Assise est né saint, Mahomet prophète, Michel-Ange sculpteur, Shakespeare poète, Beethoven musicien, César



grand capitaine, Newton physicien, Kant philosophe, Edison technicien, Périclès, Auguste, Richelieu, Cromwell, Cavour, Bismarck, Léon XIII, Clemenceau, Poincaré, etc. sont nés hommes d'Etat. Leur carrière est une vocation intérieure et non point une forme de vie extérieure. *Politicus non fit sed nascitur*. Si l'âme de l'homme politique n'est pas poussée par le souffle d'une vocation dont il devient un jour ou l'autre conscient, il ne sera jamais un véritable homme d'Etat ; il restera un simple technicien de la politique, de même que tant de poètes, d'artistes, de savants, de soldats qui n'ont embrassé leur carrière que par le caprice du sort et qui y sont restés de simples tâcherons. Ils n'ont pas obéi à une vocation intérieure en quelque sorte autonome, mais vaquent simplement à des occupations extérieures que leur imposèrent des forces hétéronomes. Aucune méthode psychotechnique ne saurait déterminer à l'avance si quelqu'un a bien ou mal choisi sa carrière, seule son activité ultérieure pourra justifier ou condamner son choix. Aux yeux de l'individu, ses dons et ses aptitudes apparaissent sur le plan subjectif, comme vocation. Cette faculté qui, dans son for intérieur, se manifeste par le sentiment de la vocation, a été appelée par l'Eglise du nom de *charisma*, grâce surnaturelle accordée par Dieu pour le salut de l'homme (*gratia gratis data*). Saint Paul énumère vingt charismes de ce genre, dont quatre se rapportent au gouvernement de l'Eglise et, dans un sens plus large, à la politique. Selon la croyance de l'ancienne Eglise, les fidèles — et parfois même ceux qui manquaient de sainteté — recevaient ces charismes, don divin, à des époques, en des lieux imprévus et de manière inopinée. Le charisme est aussi le terme le meilleur pour désigner les talents accordés par Dieu à l'homme d'Etat, et qu'accompagne la conscience intérieure de sa mission. C'est là une force mystique que la raison chercherait en vain à expliquer par l'époque, l'origine et le milieu. Elle est ou elle n'est pas.

Chez un homme d'Etat «charismatique» (le mot est de

Max Weber), la conscience constante du *but final* existe, et l'atteindre est considéré par lui comme un *devoir absolu* pour lequel il lutte de toutes ses forces et endure toutes les souffrances avec fermeté. Cette conscience du devoir dirige toute sa vie comme un seul et même principe, prête à son existence un sens supérieur, en fait un tout, donne à sa vie une structure solide et harmonieuse. «La vocation est l'épine dorsale de la vie» — dit Nietzsche. L'homme médiocre, lui aussi, arrive à résoudre des problèmes, mais ceux-ci manquent d'unité intime : ils viennent l'un après l'autre, isolés, au lieu d'être reliés comme les maillons d'une chaîne. Ils se présentent tout faits : l'individu agit et poursuit sa route. Son activité s'exerce toujours dans le présent, sans s'inspirer du passé et sans envisager l'avenir. Un homme sans vocation est une sorte de mécanisme simple, sans mémoire et sans prévision : certes, il accomplit son devoir, mais ce faisant il n'est qu'une vis interchangeable d'un appareil. Une telle vie, dans son ensemble, manque de plastique et d'unité, — caractéristiques que la vie de l'homme d'Etat n'acquiert elle-même que par la conscience intérieure de la mission : seule la force de celle-ci donne une ferme cohésion aux diverses phases de sa vie et les fonde en une unité solide, telle, dans la plupart des cas, une statue produisant un effet esthétique. La conscience de la vocation confère le style et l'unité à la figure historique de l'homme d'Etat.

D'un point de vue *objectif*, la vocation de l'homme d'Etat consiste à mettre le pouvoir de l'Etat au service des buts communs de la nation. Du point de vue *subjectif*, la vocation est le rapport conscient de l'homme d'Etat aux buts objectifs de la nation : il se sent appelé à réaliser ces buts. Ce sentiment de la vocation s'affirme avec une force particulière et prend la forme de l'*impératif catégorique* du devoir au moment où la nation est menacée d'un danger. L'homme d'Etat croit alors fermement qu'il sait ce dont l'Etat a besoin, ce qui est capable de l'élever ou de le sauver.



Cette foi en sa mission n'est cependant qu'une inspiration subjective. Il importe en plus qu'elle devienne la conviction d'autrui, celle de la nation : la *vocation* intérieure doit être complétée par l'appel venant de l'extérieur ; il faut que la nation, reconnaissant les talents d'un grand homme et sa foi en sa vocation, mette elle-même en lui sa confiance. C'est ainsi que l'archange Gabriel apparut à Daniel et lui dit : « Je suis venu pour te dire que tu es l'*homme des désirs* ». La nation appelle de ses vœux un chef charismatique ; elle s'en remet à lui de la direction de son destin. Le socialiste Lassalle lui-même a bien senti l'importance que revêt cette convergence féconde de la conscience de la vocation chez l'homme d'Etat et de la foi que met en lui la nation ; dans son discours sur Fichte, prononcé en 1862, il déclare : « Qu'est-ce qui fait la grandeur d'un homme ? Une seule chose : concentrer en soi, comme dans un foyer, l'esprit de la nation à laquelle il appartient et qui l'aide à trouver son expression propre et son développement ; alors, l'esprit national sent en cet homme l'affirmation et l'incarnation la plus claire de la nation elle-même. » Si une nation, surtout quand elle est dans la détresse, ne trouve pas un chef en qui elle puisse sentir incarnés son esprit et ses idéaux, elle éprouve une étrange nostalgie de l'homme d'Etat charismatique. Ce n'est pas l'effet du hasard si dans les périodes historiques, comme celle que nous traversons aujourd'hui, on médite autant sur les possibilités et les conditions de l'avènement d'un génie conducteur d'hommes. La fréquence des préoccupations de cet ordre est la caractéristique d'une nation ou d'une époque. La nation aspire à une puissante individualité conductrice qui lui rende sa confiance en elle-même, exprime ses aspirations inconscientes en les concentrant en soi-même et les représente comme une incarnation de la conscience populaire. La vocation intérieure de l'homme d'Etat répond à la nostalgie instinctive du peuple : la *vox populi* et la *vox ducis* sont alors identiques. Un homme d'Etat

de grande classe ne peut aujourd'hui sortir que du sol de l'âme nationale et ne saurait être, — comme le rêvent des psychotechniciens prétentieux, — produit artificiellement comme un homoncule. De deux choses l'une : ou bien on est né, ou bien on ne l'est pas pour sentir la conscience de sa mission, pour l'insuffler à la nation, afin que celle-ci la reconnaisse et se sente une avec lui. Ce n'est pas une sélection extérieure, ni le pouvoir officiel qui placent arbitrairement l'homme d'Etat à la tête de la nation, mais c'est par lui-même qu'il devient graduellement chef et qu'il se place dans la continuité historique de la vie nationale. Pourquoi? Parce qu'il porte en lui-même la conscience de sa mission, de sa vocation et personnifie le caractère, la volonté et la substance morale de la nation. Pour un tel homme, l'Etat n'est point une entreprise, une immense société anonyme dont il serait le directeur général, mais un organisme historique, l'expression du pouvoir de la nation dont il se sent instinctivement solidaire, dont il a la conscience de partager le destin et dont il est responsable au premier chef. La nation, aux yeux de l'homme d'Etat, ne signifie pas seulement la génération présente, mais un organisme historique immortel, l'unité spirituelle et morale d'une longue lignée de générations dont les racines s'enfoncent dans les siècles, voire dans les millénaires, et s'étendent jusque dans un avenir lointain. L'homme d'Etat doit voir avec les yeux des morts, des vivants et même de ceux qui ne sont pas encore nés.

### **Genèse de la conscience de la vocation**

La conscience de la vocation est le produit d'une longue maturation morale, l'aboutissement d'une longue incubation psychique. A son origine se trouve tantôt un manque dont souffre la nation ou la société, une nécessité ressentie par elle, ou par l'état arriéré de la nation, tantôt une crise, ou une contradiction inquiétante, telle la répartition



tenue pour injuste des droits ou des biens, ou une injustice faite à la nation, du moins à certaines de ses couches. Tout cela provoque dans l'individu une certaine agitation subjective, qui ne cesse de le préoccuper.

Cette incessante agitation — vrai remous de l'âme — tourbillonne sans répit et cherche sa voie. Une *ambition* se fait jour dans l'homme, tendant à résoudre le problème, cette ambition étant activée par un puissant ressort sentimental. Comme la limaille de fer est attirée par l'aimant, toutes les ressources morales de l'homme d'Etat se figent sur le problème, — anomalie ou injustice, — qui le tourmente. Ce sentiment directeur et l'aspiration à une solution peuvent tantôt exister dans l'âme à l'état latent, tantôt s'affirmer nettement, et polarisent l'âme en quelque sorte. Tout à coup, ce sentiment directeur vague et mi-conscient se condense, se clarifie et devient la conscience de la vocation. L'homme d'Etat sent *qu'il est appelé* à résoudre tel ou tel problème. Sa mission apparaît à l'horizon de son âme comme une étoile naissante, d'abord indistincte et confuse comme à travers un épais brouillard, puis elle grandit et s'illumine ; l'objet de la mission se précise dans ses grandes lignes. Une *foi* profonde en sa force naît alors en lui, sa *confiance en soi* s'accroît et sa *volonté* cherche le chemin qui lui permettra d'atteindre l'objet de sa vocation et de réaliser son idéal politique et social en dépit de tous les obstacles. C'est ainsi que s'engagent sur la voie historique le héros de l'indépendance d'une nation ou l'homme d'Etat sous la direction duquel s'affirment la puissance de la nation et ses efforts impérialistes. C'est ainsi que se conçoit l'idéal du héros des réformes sociales et qu'il se fraye un chemin. Le système des buts de l'idéal politique et celui des moyens de le réaliser se précisent de plus en plus et le service de ces buts a de quoi remplir toute une existence de lutte.

Un des exemples les plus frappants de la conscience de la mission politique nous est offert par la vie de Cavour.

A l'âge de 21 ans, précisément pour une querelle d'ordre politique, il abandonne la carrière militaire et se consacre à l'agriculture. Mais déjà sa mission future se dessine en son esprit, ne serait-ce que sous une forme humoristique. «Quand on se lance tout jeune dans la vie politique, — écrit-il dans une lettre, — le coeur tout neuf et l'âme pleine d'orgueil, quoi d'étonnant si l'on s'abandonne aux mirages les plus trompeurs de la vanité, de l'ambition et de la gloire? Moi, je m'y suis jeté tout entier et j'avoue qu'il y eut une époque où j'aurais considéré comme naturel de me réveiller un beau matin premier ministre d'Italie» (Maurice Paléologue : *Cavour*). Et en effet, cette ambition il la réalisa, et même la dépassa. Il devint l'artisan du *Risorgimento*, le créateur de l'*Unita Italia*, consacra une puissance de travail incroyable à la préparation politique, économique, militaire et diplomatique de l'idéal séculaire de l'unité nationale auquel il ne cessa de travailler, animé d'une passion politique toujours vivace. Il avait senti qu'il était le seul à pouvoir la réaliser. Par ailleurs, Cavour fut un excellent psychologue de cette conscience de la vocation. Chez un homme d'Etat créateur, la vocation se manifeste dans le fait que toute son âme se concentre sur une seule tâche à laquelle tend toute sa vie : il ne cesse d'y penser et elle devient promptement le centre de cristallisation de son esprit. Cavour, esprit constructeur par excellence, voit exactement les choses. Jeune officier, — il n'a pas encore quitté l'armée, — il écrit dans une de ses lettres : «Si l'on veut se faire un nom et sortir de la moyenne, vous ne devez pas disperser votre talent, le partager entre plusieurs objets. Convergés dans une lentille, les rayons du soleil sont capables d'allumer du bois ; diffus, ils sont impuissants». En effet, c'est là un des secrets des grandes créations de l'homme d'Etat prédestiné.

La conscience de la vocation de l'homme d'Etat est d'ordinaire stimulée par le sentiment que la masse de la nation reconnaît son rôle de dirigeant, professe les mêmes



idéals politiques, et que l'âme collective est animée par les mêmes aspirations, les mêmes sentiments directeurs que lui-même. Cependant la véritable pierre de touche de la conscience de la vocation, c'est que l'homme d'Etat réalise l'idéal de sa vocation pour la nation, *malgré* même les grandes masses de cette nation, parce qu'il voit les buts et les moyens qui restent encore cachés à la foule : seule sa politique défend les intérêts réels de la nation quand bien même elle est incomprise. Ce type est représenté par Bismarck, ce Wotan de l'histoire allemande moderne. Ce n'est qu'à l'âge de trente-cinq ans qu'il prend sérieusement conscience de sa mission politique. Son indépendance morale et sa fierté lui font dès son jeune âge mépriser la carrière de bureaucrate, et il aspire à une profession plus libre où il puisse faire valoir ses talents sans rencontrer aucune limite. La vie d'un propriétaire foncier ou d'un homme politique lui paraît correspondre à cette aspiration. Dans une lettre écrite vers l'âge de 23 ans à l'une de ses parentes, il donne de son âme une analyse saisissante et approfondie ; l'on y retrouve déjà des indications sur l'idée qu'il se faisait de la carrière politique : «Le bureaucrate prussien me fait penser au musicien d'un orchestre ; qu'il soit premier violon ou qu'il joue du triangle, il doit exécuter sa partition sans influencer l'ensemble. Quant à moi, par contre, je ne puis jouer que comme il me plaît à moi ou pas du tout . . . C'est l'amour de la patrie qui a attiré aux fonctions publiques plusieurs hommes d'Etat célèbres, surtout en régime absolutiste, mais le plus souvent c'est l'ambition, le désir de commander, de se faire aduler et de devenir célèbre. *J'avoue que moi-même je ne suis pas exempt de cette passion et que certaines distinctions comme celles des soldats à la guerre, celles des hommes d'Etat de pays au régime constitutionnel libre tels que Peel, O'Connell, Mirabeau, etc., acteurs de puissants mouvements politiques, ont une force d'attraction irrésistible sur moi, comme celle de la lumière sur les phalènes.*» Il

s' imagine être arrivé à un grade important dans la hiérarchie bureaucratique et avoir conquis l'auréole qui échoit aux Conseillers intimes, la vénération de ses proches. Mais tout cela n'est que sottise vanité, comme c'est le cas du dandy fier de ses vêtements ou du banquier fier de son argent. «C'est chose insensée et stérile que de chercher son propre bonheur dans l'opinion des autres. Un homme intelligent doit vivre pour lui-même et pour ce qu'il considère comme juste et vrai, non point pour l'impression qu'il exerce sur les autres, ni pour les commentaires dont il fait l'objet avant et après sa mort.» Il se dit que même en consacrant toutes ses forces à la carrière de fonctionnaire pour laquelle il devrait sacrifier son indépendance d'esprit, il ne deviendra, dans le meilleur des cas, que gouverneur de province, et ce encore seulement vers la quarantaine, alors qu'il sera déjà desséché dans la poussière des dossiers, devenu hypocondre, perclu de douleurs dans la poitrine et les reins à force d'être assis, et que sa femme ne sera plus pour lui qu'une infirmière. «C'est pourquoi, — continue-t-il, — j'ai pris la ferme résolution de ne pas faire le sacrifice de mon indépendance, de mes forces vitales et de mon activité.»

Ces paroles de jeunesse sont en quelque sorte des fenêtres par lesquelles nous pouvons voir s'esquisser les contours du caractère du futur Bismarck, l'homme d'Etat fier, toujours indépendant, méprisant la foule, allant son propre chemin, conscient de sa mission, chef d'orchestre qui dirige à merveille le concert de la politique européenne. Autodidacte de la politique, il se lance dans l'arène brusquement, sans expérience ni préparation spéciale. Mais comme il est aussi exempt de ces préjugés politiques qui sont inculqués par l'éducation, il verra bientôt clair, grâce à la perspicacité innée de son génie. Dès son entrée dans l'arène politique, une seule pensée directrice l'anime : l'unité allemande. Il sent que sa vocation est de la réaliser et c'est par ce sentiment que se réveillent les forces qui sommeillent en lui. A peine se présente-t-il à



l'Assemblée des Ordres réunis en 1847 qu'il proclame que la Prusse est dépositaire de la puissance de la nation allemande, appelée à forger l'unité du Reich en le délivrant de la situation misérable due au particularisme des petits pays indépendants. C'est pourquoi, en 1851, à l'Assemblée de Francfort, il lutte contre la tutelle de l'Autriche. L'unité allemande constitue la mission consciente de sa vie : dans la première période de sa carrière, il crée cette unité, dans la deuxième, il la consolide et la développe. Son génie, son «érôs» politique ne connaît pas d'obstacle. Il sait que le sort de l'unité allemande se décidera sur les champs de bataille, et il réclame des réformes militaires. Lorsque la majorité libérale et progressiste refuse de voter les crédits nécessaires à l'armée, il déclare sur un ton de défi que les grands exploits se réalisent non pas par de simples scrutins, mais par le fer et par le sang. Et en effet c'est par la force qu'il réalise ses réformes. L'argent nécessaire, dit-il, il le prendra où il le trouvera. Ayant violé la Constitution, cet homme d'Etat, si obstiné à poursuivre sa mission, devient l'homme le plus impopulaire de l'Allemagne ; on l'accuse d'abus de pouvoir. On prétend que sa politique est un suicide pour son pays ; on dit qu'il lance délibérément la nation dans une catastrophe, qu'il n'a d'autre talent que celui du danseur de corde. Un attentat est perpétré contre lui. On le traite d'«étouffeur de la liberté» lorsqu'il s'assure à l'avance l'amitié de la Russie en concluant, en 1863, un accord pour la répression de la révolution polonaise. Mais il poursuit imperturbablement son chemin, sans regarder ni à droite ni à gauche, et en n'écoutant que l'inspiration intime de sa vocation. Il fait plusieurs guerres à brefs intervalles et en une dizaine d'années, sa mission est remplie : l'unité du Reich est réalisée.

Souvent, la conscience de la vocation se manifeste brusquement, avec une force élémentaire, lorsque l'Etat se trouve en danger et que l'homme d'Etat doit résoudre un problème concret. Dès l'âge de 27 ans, le grand Pitt est

membre de la Chambre des Communes ; on l'appelle *the great Commoner*, il prononce de brillants discours, devient le leader des whigs, toutefois il a peu d'occasions d'accomplir de véritables actes politiques. Mais lorsque la nation britannique est menacée d'un grave danger, il réclame, au mépris de la volonté du roi, l'exercice du pouvoir, car il sent que la mission lui est dévolue de résoudre ce grave problème. « Mylord, dit-il au duc de Devonshire, je suis certain de pouvoir sauver la patrie et que personne d'autre ne peut la sauver » (Macaulay : *Pitt, Earl of Chatham*, p. 162) ; et en peu de temps, il réussit à remporter, grâce à la flotte anglaise, des victoires sur les Français au Canada, aux Indes et en Europe, et évince la France du Nouveau Monde. Toute la nation se soumet avec enthousiasme à sa volonté presque dictatoriale et consent toujours de nouveaux sacrifices, car elle croit à la mission et à l'étoile de Pitt. Il fut l'incarnation idolâtrée de la force, de la fierté et de la dignité de la nation, celle de *l'expansion of England*.

Disraeli, plus tard Lord Beaconsfield, petit-fils d'un juif italien immigré, devait également, sur le crépuscule de sa vie et après sa mort, devenir un héros national dont le culte est perpétué par une puissante association nommée *Primrose League* en souvenir de la fleur favorite de l'homme d'Etat. Mais quelles luttes surhumaines ne dut-il pas livrer ! Que de préjugés sociaux ne lui fallut-il pas vaincre avant d'avoir sa sépulture à Westminster ! Dans sa jeunesse — il ne reçoit le baptême qu'à 13 ans — il n'est pas encore anglais de sentiment ; c'est pourtant lui qui plus tard sera l'animateur du nouveau mouvement impérialiste britannique. Ce n'est pas la conscience de sa mission supérieure ou un idéal politico-social qui l'oriente vers la vie politique, mais une immense soif de pouvoir, un orgueil incommensurable, le désir brûlant du succès. C'est seulement plus tard qu'un idéal politique se développe en lui peu à peu, mais toujours sous la forme de l'égoïsme et de la soif de domination individuels transposés sur le plan national sous



l'aspect de l'impérialisme. Dans les dernières années de sa vie, il prend toutefois une conscience plus nette de la mission qu'il accomplira dans sa carrière politique.

Quant au développement de la conscience de la vocation, il est d'une nature personnelle : il dépend de la structure morale de l'individu et des circonstances extérieures, si bien qu'on ne saurait établir dans ce domaine des types nettement définis. Nous en rencontrerons d'ailleurs un grand nombre d'exemples en parlant soit des objets de la vocation politique, soit des idéals politiques. En somme, on peut distinguer comme cas types, deux catégories en ce qui concerne le développement de la conscience de la vocation politique : développement lent et tardif ou précoce et rapide.

Se basant sur une large documentation statistique, Fritz Giese a comparé les âges où de grands chefs de file de l'humanité dans les diverses sphères d'activité ont pour la première fois manifesté leur génie. Nous ne citerons que quelques catégories : arts, musique, sciences, mathématiques et physique, vie publique, politique et science militaire. Voici dans toutes ces catégories la moyenne de l'âge où les dons exceptionnels s'affirment en donnant des signes indéniables de génie.

Vocation	10	15	20	25	30	35	40	au dessus de 40 ans
	a n s							
Musique . . . . .	3,9%	3,6	30,2	31,0	11,6	3,3	0,8	0,8
Mathématiques .	—	—	13,2	76,5	8,1	0,5	—	—
Physique . . . . .	—	—	23,6	63,0	12,0	0,9	—	—
Science militaire	0,3	18,6	77,6	2,4	0,3	0,3	0,3	—
Politique . . . . .	—	—	5,5	27,0	30,0	17,7	7,6	11,4

C'est incontestablement dans la musique que les dons se manifestent le plus tôt. Viennent ensuite l'art militaire et les mathématiques. C'est en politique que le talent se manifeste le plus tard : la plupart des hommes d'Etat ne

commencent à donner la mesure de leurs capacités que vers la trentaine, mais nombre d'entre eux ne débutent qu'à quarante ans. Ceci est d'ailleurs fort compréhensible car l'entrée dans la vie politique est subordonnée à des conditions d'ordre social et juridique, qui sont rigoureusement prescrites non seulement dans l'Etat idéal de Platon, mais aussi dans les Etats modernes ; tel est le cas par exemple de la limite d'âge minima de l'éligibilité, qui est de 30 ans dans la plupart des pays. Selon cette statistique, dans les carrières pratiques, les génies mûrissent avec relativement plus de lenteur que dans les autres. Cependant, au fond, De Maistre a raison de dire : Qui n'a pas vaincu à trente ans ne vaincra jamais.

### **L'aspect métaphysique de la conscience de la vocation**

Tout peuple qui atteint un certain niveau de civilisation s'attribue une mission historique particulière et, usant d'une naïve interprétation métaphysique de l'histoire, a le sentiment que sa mission historique lui a été assignée par Dieu. Non seulement le peuple juif mais tous les autres peuples se considèrent comme les élus de Dieu. C'est l'égoïsme collectif d'une nation qui se sublime dans la conscience de sa mission, le désir d'expansion, celui d'asservir les peuples étrangers, bref, l'impérialisme instinctif cherche inconsciemment une justification supérieure et transcendantale, qu'il trouve dans la tâche à lui assignée par Dieu, dans la conscience de sa mission. Chaque peuple considère son existence et son expansion comme des choses providentielles ; c'est dans ce sentiment mystique qu'il puise ses forces pour la lutte. Cette sanction surnaturelle est le moteur de l'histoire des Juifs, c'est en elle qu'Alexandre le Grand cherche une justification de l'hégémonie gréco-macédonienne. C'est aussi une des sources morales de l'impérialisme romain où puise Virgile en idéalisant la domi-



nation universelle du divin Auguste, et c'est le modèle romain, transposé, bien entendu, sur le plan chrétien, qui inspire les grands peuples du moyen âge. De très bonne heure, la nation française se considère comme l'instrument de la diffusion du christianisme et du progrès, comme un glaive entre les mains de Dieu. C'est cet idéal qui inspire les premiers Codes des Francs, la Chanson de Roland, la Légende de la Pucelle et les oraisons de Bossuet, enfin les méditations historiques de Joseph de Maistre (Cf. Alexandre Eckhardt : *La foi du peuple français en sa mission et la littérature française*. Budapest. 1931). Le peuple anglais, lui aussi, au cours du moyen âge, s'est considéré comme le peuple élu : nous en trouvons les preuves dans l'Histoire britannique de Geoffrey, désignant Brutus, fils d'Enée comme étant l'ancêtre des Britanniques, qui fera souche dans une île lointaine entourée par l'Océan et dont les descendants couronnés règneront sur tous les peuples de la terre. Telle est aussi l'idée qui est à la base des légendes du roi Arthur, des poèmes glorifiant Henri III comme le plus grand souverain du monde entier, et même de l'« Utopie » de Thomas Morus. Le protestantisme — ou plus exactement sa forme fortement teintée de politique : le puritanisme calviniste — assigne, avec Cromwell, à la Grande-Bretagne la mission divine de conquérir l'Europe au christianisme réformé. Le peuple italien voit sa mission historique dans la perpétuation de la culture romaine et de la puissance de l'Empire. Tel est le fil qui relie Dante à Machiavel et à Mussolini. Le siècle des lumières ayant fait disparaître l'aspect religieux de la conscience de mission, les peuples se donnent désormais pour but de propager la civilisation : la justification transcendente se mue en idéal humanitaire et revêt un caractère de morale laïque. Aujourd'hui, les Anglais essayent de justifier leur mainmise sur les Indes et les Dominions, les Français leur pénétration coloniale et leur influence en Europe orientale, par leur mission civilisatrice. Le messianisme panslave a pris la forme du

bolchevisme dont l'objectif est d'assurer la domination universelle de l'idée salvatrice.

Chez les hommes d'Etat, la conscience de la vocation est déterminée par le sentiment national, par le destin historique et par la situation de leur pays. Il est donc naturel que la mission divine de leur nation se confonde, dans leur sentiment, avec leur propre vocation. Et inversement, ils considèrent leur vocation particulière comme émanant de la divinité dont ils se sentent l'instrument qui doit accomplir le destin historique de la nation. Ainsi donc le sentiment de la mission de l'individu et de la nation ayant une sanction divine commune, s'identifie sur le plan extérieur et intérieur à la fois.

Une des idées maîtresses de la théocratie juive est le choix des chefs, des princes du peuple par Dieu. Mais d'une manière générale, tous les princes ont cherché à donner une base céleste à leur pouvoir, depuis les Pharaons-dieux et Alexandre le Grand qui, dans le temple d'Amon se fit proclamer fils d'Amon par l'oracle et, à Milet, fils de Zeus, jusqu'aux Empereurs romains qui, imitant l'exemple de Jules César, se font vénérer comme des dieux. Le grand principe du christianisme est que tous les pouvoirs — et par conséquent, le pouvoir politique aussi — viennent de Dieu. C'est pourquoi les rois règnent par la grâce de Dieu et non point par le caprice arbitraire du peuple. La démocratie et l'évolution philosophique détruisent ou du moins écartent cette justification du pouvoir et de l'autorité des princes dans la plupart des pays : le pouvoir d'Etat se sécularise.

Les princes croient régner du fait de leur naissance, par la grâce de Dieu, et être investis, de par leur origine, des attributs métaphysiques du pouvoir. Par contre, l'homme d'Etat se sent dépositaire d'une inspiration divine particulière qui est sa mission, inspiration politique non pas héréditaire, mais individuelle. L'une des manifestations attardées du premier de ces



deux types est, dans l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle, le tsar Nicolas I<sup>er</sup>, qui d'ailleurs n'était pas dépourvu de dons politiques. Il était entièrement pénétré de l'idée du caractère divin de sa mission et croyait fanatiquement que lui, le tsar de toutes les Russies, était un puissant instrument historique entre les mains de Dieu. C'est pourquoi son ambition était de diriger personnellement le mécanisme de l'Etat jusque dans ses rouages les plus infimes. Il avait la conviction absolue de son infaillibilité en matière politique : n'était-ce pas Dieu qui l'inspirait ? La défaite que subirent ses armées au cours de la guerre de Crimée fut pour lui une profonde désillusion ; il lui sembla que Dieu lui avait retiré sa confiance et que sa mission était terminée. Quand il tomba malade, il refusa l'assistance des médecins, afin que ceux-ci ne pussent s'opposer à l'oeuvre de la mort. Sa vie est une poignante tragédie de la foi en la mission.

L'une des figures les plus typiques de l'homme d'Etat fermement convaincu de l'origine céleste de sa mission est celle du puritain Cromwell. De bonne heure il sent l'appel divin, c'est Dieu qui l'a envoyé sur la terre pour diriger les destinées de son peuple, *the Lord's people*. Le pouvoir n'est pas pour lui une fin en soi comme pour bien des dictateurs, mais uniquement un moyen d'établir la domination de Dieu et du peuple anglais. « Si quelque chose s'est passé, dit-il au Parlement, c'est Dieu qui l'a fait, et non nous, ses misérables instruments ». Il se considère d'ailleurs comme le glaive de Dieu, devant soumettre à la vraie foi non seulement l'Angleterre, mais l'Europe tout entière. Il aime à se dire *Civis Romanus* — citoyen romain — et s'efforce de faire respecter le nom anglais par les autres peuples, comme autrefois était redouté le nom romain. La conscience de sa mission divine est née de son puritanisme calviniste. En effet, tandis que Luther s'inclinait devant le pouvoir séculier, Calvin établit une république à constitution ecclésiastique en donnant à sa religion une tendance politique nettement agressive.

La foi religieuse qu'il avait dans sa mission particulière venant du Seigneur, justifiait aux yeux de Cromwell toutes les violences, depuis la dissolution réitérée du Parlement jusqu'aux massacres, en passant par l'exécution du roi. Il n'a accepté, affirme-t-il, de gérer les affaires de l'Etat que *sur l'inspiration de Dieu*, car seul le glaive pouvait assurer le maintien de l'ordre que l'attitude du Parlement menaçait. (Voir la biographie de Cromwell par Guizot.)

Les partisans des dictatures actuelles liront sans doute avec plaisir le grand discours de Cromwell, prononcé le 22 janvier 1655, où il flétrit le système parlementaire en usant des arguments tant à l'honneur aujourd'hui. «A votre ombre, dit-il en s'adressant aux parlementaires, au lieu du raffermissement de la paix et de l'Etat, au lieu de la réconciliation des honnêtes gens, n'ont poussé que chardons et épines. Au cours de votre session de cinq mois, vous avez semé, pour le plus grand péril de l'Etat, plus de dissensions, plus de mécontentements et d'impatience, qu'on n'en a vu pendant plusieurs années. Vous avez fait germer une nouvelle inquiétude parmi les nations, et excité tous nos ennemis extérieurs et intérieurs. Ces paroles ne doivent pas sembler trop dures ; elles sont absolument vraies, aussi vraies qu'un problème de mathématiques». C'est encore sa mission divine qui le raffermît dans sa résolution de dissoudre le Parlement : «Si je n'avais pas la ferme conviction que le gouvernement est l'émanation de Dieu, depuis longtemps j'aurais tout abandonné. S'il est l'oeuvre de Dieu, il subsistera, s'il est l'oeuvre de l'homme, il périra comme tout ce qui vient uniquement de l'homme». Seule une foi aussi fanatique pouvait faire inscrire sur le drapeau des puritains cette fière devise : «*Vestigia nulla retrorsum*».

Sur son lit de mort, en proie à une fièvre ardente, c'est encore au nom de sa mission qu'il prie Dieu de lui conserver la vie : «Seigneur, je suis ta misérable créature. Tu m'as choisi, moi indigne, comme instrument de tes desseins. Cette



nation désire que je vive ; elle croit qu'il en serait ainsi mieux pour elle et que ta gloire en serait mieux servie».

Cette mission, qu'il sentait inspirée par Dieu, il la réalisa pleinement : il unit à l'Angleterre l'Irlande et l'Ecosse, mit fin à l'anarchie intérieure, éleva sa patrie au rang de la première puissance maritime, en battant la plus forte marine de l'époque, celle des Pays-Bas ; il ravit la Jamaïque aux Espagnols ; les vaisseaux anglais voguèrent librement sur toutes les mers. Dunkerque devint port de guerre et arsenal anglais. Et c'est en quelque dix ans qu'il donna pareil essor à l'impérialisme anglais. Quelle force suggestive, quelle volonté d'airain étaient en lui, quelle foi indéfectible il avait en la mission divine ! Cette force réunit en lui les idéals laïques et religieux, l'idéal de l'Ancien Testament et celui de l'impérialisme romano-britannique.

Par la suite, la mission des hommes d'Etat perd sa tendance évangélisatrice, mais l'empreinte de son origine céleste n'en subsiste pas moins. Napoléon croit avec un certain fatalisme en sa mission, mais il redoute sa mauvaise étoile. — « Vous croyez — dit-il un jour à l'un de ses aides de camp — que c'est une grande chose que d'être Empereur des Français et roi d'Italie ; je n'ai pas cette illusion. Je suis l'instrument de la Providence ; elle me soutiendra tant que j'accomplirai ses desseins, puis elle me cassera comme du verre ». Ce génie de l'action, ce conquérant du monde, portait dans son âme le sentiment très net qu'il dépendait du destin et d'une puissance supérieure. « J'ai un maître qui n'a pas d'entrailles, c'est la nature des choses », écrit-il de Pologne à Joséphine. Sa mission, il la considère comme voulue par le destin : « J'ai sacrifié toute ma vie, mon repos, mes intérêts et mon bonheur à ma mission. » Son adversaire le plus éminent parmi les hommes d'Etat allemands, le baron Stein, pendant qu'il met au point ses grands projets politiques et administratifs et qu'il les réalise, se croit sans cesse l'instrument de la Providence,

responsable devant Dieu du sort du peuple allemand. Bismarck, lui aussi, a le sentiment que malgré ses faiblesses il est l'élu de Dieu. «Je suis le soldat de Dieu, — écrit-il à sa femme le 3 mai 1857, — et je dois aller où il m'envoie. Je suis persuadé qu'il m'enverra à l'endroit voulu par lui et qu'il orientera ma vie comme il lui semblera nécessaire». Au Reichstag, il déclare à plusieurs reprises qu'il se considère comme un instrument élu par Dieu. «Ma foi chrétienne et évangélique, — dit-il un jour (le 10 février 1872) à la Diète de Prusse, répondant aux attaques du Centre, — me prescrit comme tâche de défendre, par tous les moyens, le pays où je suis né, au service duquel Dieu m'a créé et où je remplis une haute fonction».

Combien la conscience de la vocation devient plus intense par l'inspiration divine et par le sentiment du devoir qui en découle, l'exemple caractéristique du jeune Lassalle est là pour le montrer. Quoique libre penseur et socialiste, lorsque son père lui demande pourquoi il a choisi comme but à sa vie précisément la défense des intérêts de la classe ouvrière, il essaye de s'affubler du prestige de la mission divine : «Parce que Dieu m'a donné la force, je le sens, qui me rendra capable de soutenir la lutte. Parce que je peux lutter et souffrir pour ce noble but. Parce que je ne peux tromper Dieu en faisant un mauvais emploi des forces qu'il m'a accordées dans un certain but. Parce que, en un mot, je ne puis faire autrement». (Lassalle : *Reden und Schriften*. Klassiker der Politik. Vol. 15. 1926. p. 9).

Ces exemples, qui pourraient être multipliés à l'infini, montrent qu'une des sources spirituelles de l'inspiration politique des hommes d'Etat et de leur persistance à la suivre est cette garantie surnaturelle considérée comme absolue, qui ne peut venir que de Dieu, suprême puissance. C'est là le côté métaphysique de la conscience de la mission.



### Conscience de la vocation et pessimisme

La conscience de la vocation est l'optimisme même. L'homme d'Etat élu croit qu'il a une mission pour l'accomplissement de laquelle il possède les facultés nécessaires. Aux yeux du psychologue, la conscience de la vocation n'est autre chose que la projection subjective d'un certain don. Celui qui se sent chargé d'une mission ou doué d'un talent, croit instinctivement pouvoir réaliser la tâche acceptée. Consciemment et inconsciemment il est poussé par le désir d'agir ; donc il a la foi en son pouvoir de détourner le cours automatique des événements, de modifier le destin aveugle. Si cette foi lui fait défaut, s'il est *a priori* pessimiste, il ne peut avoir la conscience de sa mission ni la volonté d'agir. Et comme la carrière politique est par excellence le champ de la volonté et de l'action, des luttes et des chocs, et le théâtre de l'activité sans relâche, elle est incompatible avec le pessimisme mélancolique et élégiaque. Celui qui ne croit pas que la réalisation de ses idées et de son programme est possible, celui qui fixe son regard sur des obstacles momentanés et qui se laisse trop rapidement décourager, n'a pas la nature spécialement propre à une vocation politique. L'optimisme naturel des hommes d'action donne pour ainsi dire la mesure de l'intensité de la conscience qu'ils ont de leur mission.

Avant qu'un individu ne s'engage dans la voie de sa vocation, il doit envisager ce qui l'attend et mesurer les obstacles à surmonter pour pouvoir réaliser sa tâche. La meilleure analyse de cet examen de conscience de l'homme politique nous est donnée dans la première partie dialoguée de l'*Utopie*, œuvre du grand homme d'Etat humaniste anglais, Thomas Morus. Cette analyse repose sur des sentiments vécus : malgré l'insistance du roi Henri VIII, Morus avait hésité pendant plusieurs années à entrer dans la vie politique :

Le pessimisme de Morus ne révèle aucune vocation poli-

tique. Il ne croit pas à son talent, de plus devant la jalousie, l'impuissance, l'étroitesse de vue et la corruption des conseillers, — les parlementaires d'aujourd'hui — et l'esprit belliqueux et arbitraire du chef de l'Etat, qui convoite toujours le bien d'autrui, Morus n'espère même pas qu'il lui soit possible de modifier, si peu soit-il, la vie de l'Etat. On dirait que Morus avait prévu son propre destin : ce grand talent diplomatique, politique et littéraire, ce noble caractère, favori et chancelier de Henri VIII, mourra sur l'échafaud pour avoir refusé de confirmer par son serment la légalité du divorce de son roi d'avec Catherine d'Aragon.

Et pourtant, l'importante œuvre de Morus déployée jusqu'au moment de ses démêlés avec son souverain, prouve que même des âmes pessimistes n'ayant pas foi en leur vocation politique sont capables de grandes réalisations. En effet, les esprits de ce genre ont deux visages : celui de la vitalité instinctive et du sentiment naturel du devoir qui, en pratique, poursuit son chemin, et d'autre part celui de la réflexion purement théorique, qui s'arrête devant chaque obstacle et en exagère l'importance. Dans la plupart des cas, le pessimisme est le pâle produit spirituel de ce deuxième aspect de l'âme politique, celui de la réflexion.

### **Absence de la conscience de la vocation politique**

Quelle que soit la carrière que l'on est amené à choisir par le destin, elle permet de donner libre cours aux dispositions particulières de l'individu, quand bien même celles-ci s'accorderaient peu avec le champ d'activité propre à cette carrière. Quiconque possède une aptitude très nette dans un domaine, s'efforcera de mettre en harmonie sa profession « officielle » et ses penchants réels et s'exercera tout particulièrement dans celle des branches de sa carrière qui est la plus susceptible de lui permettre de faire valoir ses dons spéciaux. L'homme qui possède des dispositions pour les sciences abstraites sera un savant non seulement



s'il embrasse la carrière de professeur, mais aussi s'il se fait prêtre, soldat, juge ou ingénieur. Instinctivement, il s'engagera dans les voies théoriques de sa profession. S'il a une nature autoritaire et un penchant à la domination, autrement dit s'il est ce que les Allemands appellent *Machtmensch*, il exercera son autorité, que le destin le fasse homme politique ou soldat, industriel ou homme d'affaires, voire instituteur. S'il est né avec le génie de l'organisation, celui-ci ne manquera pas de s'affirmer quelle que soit la carrière choisie par lui. Le génie mathématique n'exige pas, pour s'épanouir, la carrière de mathématicien, il se peut déployer chez un ingénieur, un médecin ou un militaire. Le talent littéraire ou musical peut trouver à s'exprimer quelle que soit l'activité professionnelle de l'homme qui en est doué. Ainsi donc, les dispositions innées sont à même de se manifester dans n'importe quel champ d'activité, quelque éloigné qu'il paraisse de la vocation proprement dite. Evidemment, le cas idéal c'est quand l'occupation extérieure et les dispositions intérieures se recouvrent complètement. C'est le désaccord entre l'une et l'autre qui explique psychologiquement le « violon d'Ingres », le dilettantisme, l'amateurisme et ce que les Anglais appellent « hobby ».

Qu'il s'agisse d'hommes ou de choses, la politique est à tel point universelle, elle embrasse si complètement tous les domaines de la vie que les talents et les dispositions les plus variés y peuvent trouver un terrain pour s'employer, tout au moins sous une forme voilée ou d'une manière indirecte. La politique n'est pas un métier au sens propre du mot, mais l'application de diverses facultés aux tâches assignées par la vie de l'Etat. La *forme* des facultés peut être la même dans diverses carrières, seule leur *substance* varie. Ce qu'on entend par talent politique n'est autre chose, quant à la forme, qu'un ensemble de penchants se manifestant aussi dans d'autres domaines de la vie ; seulement, en politique, ces penchants sont mis au service des tâches particulières à la vie de l'Etat. Bien entendu, la vie politique

exige un plus haut degré d'intensité pour ce qui est de certaines qualités (volonté, sentiment du devoir, pouvoir suggestif, génie de l'organisation, sens de la réalité, intuition, imagination, doigté dans les rapports avec les hommes). Cependant ces qualités sont aussi requises dans d'autres professions, tout au plus, peut-on dire, dans une moindre mesure.

Chez un grand homme d'Etat, ces facultés morales atteignent un degré très élevé et sont en quelque sorte concentrées et réunies comme autant d'instruments par la conscience forte et nette de la vocation. Cette conscience n'est en somme que la projection psychologique des facultés de l'individu, projection s'opérant dans son for intérieur. Ce qui distingue le politicien moyen de l'homme d'Etat, c'est précisément le fait que ce dernier a un sentiment intime et profond de sa vocation, un idéal dont il est entièrement pénétré, et pour lequel il est prêt à souffrir et à accepter tous les sacrifices. Par contre, pour le politicien moyen, la politique est une carrière, sinon un gagne-pain, comme pour d'autres le barreau, l'industrie, la distribution des journaux ou n'importe quelle branche de l'artisanat. Il n'est devenu politicien que parce qu'il a été élu député. Il n'a pas de vocation intérieure, mais seulement une charge extérieure qu'il s'est vu confier par ses électeurs. Sa structure morale est en somme identique à celle des fonctionnaires : il exécute des instructions, obéit à ses supérieurs et fait retomber les responsabilités sur ceux qui lui donnent des ordres. Ces gens ne sont, à vrai dire, que les stériles appareils de la vie politique. Un esprit de bureaucrate aussi terne ne parviendra pas à s'affranchir, même s'il acquiert un certain vernis politique : il manquera toujours d'initiative et de courage, toujours dans l'attente d'instructions, il ne fera qu'un politicien-instrument, instrument parfois utile.

Une des caractéristiques principales d'un véritable homme d'Etat c'est qu'il aspire à des résultats historiques durables dont il assume la responsabilité. Il se propose de transformer de manière durable la mentalité et les senti-



ments de sa nation pour les mettre au service de son idéal (liberté, indépendance, justice sociale et économique, culture, humanitarisme, etc.). C'est pourquoi il crée des institutions de caractère stable, réalise des réformes et, par la parole et par l'action, il façonne l'âme de sa nation et les institutions de son pays en vue de l'avenir. L'artisan de la politique, au contraire, ne vit que pour le présent, il a conscience de son rôle provisoire, navigue au gré des courants de la masse, recherche la popularité et choisit ses méthodes politiques à sa mesure, sans connaître les tourments du sentiment des responsabilités. Pourquoi? Parce que son âme manque de cette force motrice qu'est le sentiment de la vocation supérieure, parce qu'il n'est pas animé par un idéal. Voilà pourquoi la plupart des politiciens ne sont que des figurants derrière l'*homme d'Etat*, leur chef; ce ne sont que des simples soldats attendant les ordres de leurs généraux, et c'est là tout leur rôle. Mais, avouons-le, il ne saurait en être autrement. D'abord, comme partout ailleurs, en politique les hommes de génie dont les talents sont à la hauteur de leur mission sont fort rares. Ensuite, aucun génie politique ne saurait réaliser son idéal ni affirmer son talent si tous les politiciens agissaient chacun à sa tête. La décision appartient au chef, sans elle, pas de discipline et l'armée irait à la débandade. Le manque de vocation et d'idéal est suppléé par la volonté, les dons du chef et la conscience qu'il a de sa mission. La foule n'est jamais une somme des volontés et des intelligences des individus qui la composent : son niveau intellectuel est inférieur à celui des particuliers qui en sont les éléments. Même dans les démocraties les plus extrémistes, la vie politique est dirigée par un ou deux individus, qu'ils s'appellent Robespierre ou Danton, Lénine ou Staline. Au cours de l'histoire c'est toujours le chef qui inspire et façonne la volonté et les sentiments des foules. La volonté autonome des masses est une fiction, c'est toujours le chef qui suggère à la foule ses idéals politiques, qui forme sa volonté et la pousse à l'action, quand bien même, par un artifice psychologique instinctif,

il essaye de donner l'illusion de n'être que l'interprète de la foule, de l'opinion publique, un instrument de la volonté populaire. Cependant la foule n'est jamais convaincue que de ce que son chef lui a suggéré. Ce fait est valable même au cas où nous entendons par foule un parti politique : là, le chef est un *homme d'Etat* charismatique et la foule, les *politiciens*.

La différence quant à l'intensité de la conscience de la vocation explique la distance entre un grand homme d'Etat et un homme d'Etat simplement habile. Quelles sont les caractéristiques de l'habile homme d'Etat ? Le grand homme d'Etat est au service d'un grand idéal et fait œuvre durable. L'homme d'Etat habile ne fait qu'exploiter les circonstances au profit de son pays en écartant les dangers et en surmontant les obstacles. Il tient fermement les rênes du gouvernement, parfois même pendant des dizaines d'années, mais ne développe pas les institutions de l'Etat d'une manière féconde, car sa vocation est de nature superficielle. On chercherait en vain chez lui cet idéalisme et cette foi inébranlable qui inspirent les hommes se vouant à un grand idéal. Sa froide raison n'est pas ouverte aux idées nouvelles, qui ne lui inspirent jamais un élan enthousiaste, au contraire, il cherche à refréner l'enthousiasme des autres. Et comme il n'a pas d'idéal, il modifie volontiers son programme suivant les circonstances ; au lieu d'orienter ses actes d'après des principes établis, il ne poursuit que des buts occasionnels et, pour les atteindre, il ne choisit guère ses moyens. Il préfère baser la politique sur les faiblesses humaines plutôt que sur les qualités : dans ses collaborateurs, il cherche et apprécie la souplesse plus que le talent. Il s'efforce de s'attacher les hommes politiques en les obligeant ; il ne leur porte aucune affection, au contraire, il les méprise. Quand il n'arrive pas à gagner ses ennemis à sa cause par des promesses, il les persécute et cherche à les éliminer. Quand il parle, c'est toujours en polémiste, s'efforçant de mettre en lumière les contradictions logiques ou les erreurs de fait de ses adversaires ; mais il ne soulève jamais de nouvelles idées positives ; c'est plutôt un esprit dialectique s'adaptant aux cir-



constances extérieures qu'un esprit constructif et créateur. A défaut d'une vraie vocation et d'un idéal, c'est un technicien de la politique ; il dirige la législation et l'administration comme un mécanicien, et sans plus d'enthousiasme. C'est un maître dans l'art politique de vivoter au jour le jour. Pourtant son parti est solide et durable, car il doit sa naissance à l'égoïsme, à la crainte, à la patience, à la paresse de penser et de vouloir, à la jouissance et souvent à l'abus du pouvoir et au désir de stabilité gouvernementale.

Un homme d'Etat de ce genre n'est pas populaire, car il n'est pas animé d'idées grandioses et fécondes et ne sait point faire naître un enthousiasme suggestif. Et pourtant il garde longtemps sa place au gouvernail, car le peuple, habitué à le voir à la tête du gouvernement, considère son règne comme naturel et c'est à peine s'il en croit ses yeux lorsqu'il le voit partir. C'est précisément la durée de son administration qui lui confère l'apparence du grand homme d'Etat et le fait souvent passer pour tel dans l'histoire, alors qu'en réalité il n'est qu'un homme d'Etat *habile*. Il ne s'en faut souvent que d'un pas pour qu'il soit un homme d'Etat réellement grand, mais ce pas, il ne le franchira jamais. C'est qu'un grand homme d'Etat doit être aussi un grand homme tout court.

L'homme d'Etat habile qui n'a fait que prononcer des discours, formuler des critiques, faire œuvre d'agitateur politique et de polémiste, qui n'a fait qu'obliger ses partisans ou persécuter ses adversaires, gouverner son pays et le protéger des dangers, est pareil à un acteur : aucune création ne lui survit, tout au plus son nom, car il n'a servi que le présent. Le véritable homme d'Etat créateur peut être comparé à un architecte, à un sculpteur ou à un peintre : ce que son génie a créé demeurera et fécondera l'esprit de nombreuses générations à venir. Il n'a pas travaillé pour le moment présent, mais a servi un idéal supérieur qui peut braver le temps.

## CHAPITRE II

# CONSCIENCE DE L'IDÉAL POLITIQUE

Politique et doctrines. — L'idéal politique. — Idéal de la liberté. — Idéal religieux et national. — Idéal impérialiste. — Idéal économique. — Idéal social. — Idéal humanitaire. — Extension des idéals. — Idéal politique et fiction. — Les idéals démolisseurs de traditions.

### Politique et doctrines

Quel est le but final de la politique et, par conséquent, de l'homme politique ? C'est d'organiser la vie sociale par l'orientation de l'esprit public et moyennant des règles juridiques. Mais quels sont les buts et la base de la vie sociale et de la vie de l'Etat ? Quel est l'idéal ou le modèle qui doit inspirer cette organisation ? Cette question nous conduit en plein cœur du problème de la conception du monde. Le premier qui ait érigé en système les notions de la vie politique, Aristote, répond à peu près ainsi à notre question : « Le premier devoir d'un législateur sérieux est de bien observer l'Etat, les hommes de nature diverse et toutes les associations sociales, pour trouver le moyen de les faire participer à la vie qui est la bonne et au bonheur qu'ils peuvent atteindre. » (*Politique*. 1325 a.) Mais, — peut-on demander encore — en quoi consiste cette vie qui est la « bonne » pour les hommes et pour l'Etat ? C'est que le véritable homme d'Etat ne considère pas d'un oeil indifférent l'évolution de la vie sociale, il n'abandonne pas le sort de son peuple au libre jeu des forces sociales, mais considère comme étant son devoir et comme répondant à sa vocation d'intervenir dans leur jeu et d'en diriger le cours. La société, à ses yeux, n'est pas un chaos mécanique et aveugle, mais



quelque chose ayant un sens raisonnable, un but précieux. Cette société, cet Etat tels qu'ils existent, il veut les transformer selon le sens, la valeur, le but et l'idéal qu'il tient pour justes.

C'est à quoi vise Aristote : que l'homme d'Etat prenne en considération la réalité sociale et politique et qu'il la transforme selon le modèle qu'il tient pour juste dans la vie. Par là, Aristote indique en même temps les grandes lignes générales de la doctrine politique.

En substance, toute doctrine philosophique veut donner une réponse logique à deux questions primordiales et d'ordre universel. D'une part : quelle est la réalité du monde? en quoi consiste le monde? quels sont ses éléments premiers? est-ce la matière, ou bien l'esprit? quels sont les rapports existant entre ces derniers? De l'autre : quelle est la valeur de ce monde, quel en est le sens pour moi? que dois-je faire dans ce monde, quelles valeurs dois-je réaliser? L'objet des premières questions est d'ordre théorique ; celui des dernières est d'ordre pratique. Aux premières questions c'est une conception méthodique et consciente, c'est-à-dire la philosophie, qui va répondre par un certain système des notions et concevoir le monde dans le cadre de ce système comme un ensemble homogène ; aux dernières questions la philosophie répond par un tableau des valeurs qui règlent l'attitude pratique de l'homme dans la vie. Ce côté appréciation est, en tant qu'élément de la conception du monde, beaucoup plus important que la conviction toute théorique concernant la réalité et la connaissance de l'univers. La question de savoir si l'on adhère au dualisme ou au monisme, à l'idéalisme ou au matérialisme, en d'autres termes, si l'on voit l'essence du monde dans l'esprit ou dans la matière, ou dans les deux à la fois, ne tient pas uniquement à notre raisonnement logique et théorique, mais avant tout, à notre appréciation qui est *irrationnelle*, qui procède des profondeurs de l'instinct et des sentiments, qui définit et colore d'avance, selon notre structure et nos inclinations indivi-

duelles et sans que nous nous en apercevions, les points de départ de la pensée théorique. Puis à la lumière de notre conscience, la raison, avec son appareil logique, tâche de justifier ultérieurement ce que l'âme a pressenti quant à l'essence de la réalité. Donc ce n'est pas la connaissance, ni la raison, mais l'appréciation qui est à l'origine de toute conception du monde. Pour l'idéaliste, c'est l'esprit, pour le matérialiste c'est la matière qui représente le principe et la valeur suprêmes ; pour la conception mécanique du monde, ce même principe et cette même valeur sont l'inéluclabilité des lois de la causalité, réduisant les qualités à la quantité ; enfin, la conception téléologique voit ce principe et cette valeur dans la liberté du but et de l'action. En dernière analyse, toutes les conceptions peuvent se ramener aux différents types de l'appréciation, ultime racine de la conception du monde.

Quant à l'appréciation elle-même, elle est le discernement direct, intuitif des valeurs, discernement dont les racines plongent dans le sol irrationnel des sentiments. Pour celui donc qui n'arrive pas à concevoir la valeur de telle ou telle chose, qui, comme on dit, n'y est point «sensible», cette valeur ne peut être démontrée par le raisonnement, par des arguments logiques. De même qu'on a beau expliquer à un daltonien ce que c'est que la couleur rouge ; de même que tous nos arguments ne feront jamais comprendre à un sourd ce que c'est que le do ; de même qu'à celui qui reste aveugle et sourd à l'égard des valeurs esthétiques, nous ne pourrons jamais «prouver» l'harmonie de tel coloris, le charme de telle mélodie : de même, à un homme élevé dans un nihilisme moral complet, on ne pourra jamais faire comprendre par des arguments logiques, les valeurs morales absolues que sont l'honneur, l'humanité, l'amour du prochain, ni l'immoralité absolue du vol ou de l'ingratitude. De pareils arguments et explications restent indirects et apparents si la base de l'appréciation, la faculté de pénétration fait défaut dans l'âme de l'individu. L'acte direct de l'apprécia-



tion d'une valeur ne peut surgir ou se préparer que sous l'action d'un facteur affectif : exemple, suggestion, entraînement enthousiaste, présentation plastique, c'est-à-dire par la voie irrationnelle. L'individu éprouve ou non le sentiment de la valeur de quelque chose, selon qu'il est sensible ou insensible aux valeurs en question ; par le pur et simple intellect la valeur ne peut pas être appréhendée. Les grands biens de la civilisation (religion, code moral, oeuvres d'art, systèmes juridiques, institutions sociales et politiques, etc.) dans lesquels les valeurs se réalisent, sont plus ou moins muets en eux-mêmes ; ils ne parlent qu'à celui qui possède, à leur égard, un certain sens d'appréciation ; tous ces biens de la culture sont des instruments de musique qui ne se font entendre qu'aux âmes dont les cordes sont au même diapason et qui sont capables de résonner.

Déjà la nature de l'appréciation explique la lutte permanente entre les divers types de la conception du monde. C'est que consciemment ou inconsciemment, la base de ces doctrines est toujours une appréciation quelconque, donc ces différences ne peuvent être éliminées par des arguments tirés de la raison. Les preuves et les réfutations, le raisonnement logique, ne jouent ici qu'un rôle indirect, extérieur, secondaire. Au fond, c'est le germe original, irrationnel de l'individualité humaine, son appréciation d'origine affective qui décide et aucun raisonnement purement intellectuel, si brillant qu'il soit, ne saurait convaincre l'individu, ni le détourner de sa position première. Le côté théorique et la structure idéologique de la conception du monde ne sont que des auxiliaires pour justifier cette position qui dérive de l'essence la plus intime et irrationnelle de l'individu, de ses sentiments et de son attitude personnels en présence de la vie, de ses impressions vécues, de sa vision du monde. C'est pourquoi les conceptions philosophiques présentent, au cours de l'histoire de la pensée, certains types plus ou moins constants dont la divergence réside surtout dans la différence typique des appréciations. Telle conception a un

caractère plutôt esthétique basé sur l'appréciation du penseur qui a le sentiment que le monde est la réalisation de la beauté et qui justifie ce sentiment après coup, d'une façon systématique. Telle autre conception est purement éthique : aux yeux d'une personnalité pleine d'élan, toujours prête à agir, le monde est un vaste champ d'action, une matière pour exercer notre volonté, pour affirmer notre triomphe moral. Par contre, l'origine d'un troisième type, à conception rationaliste, se trouve dans la structure mentale de l'homme purement intellectuel : aux yeux de celui-ci l'évidence logique est la valeur suprême, la limpidité rationnelle de la connaissance est le commencement et la fin de toute la conception du monde. Il élimine du monde et de la vie toute contingence et contradiction d'ordre personnel et n'y laisse subsister comme valeur suprême que la réflexion ; le monde, pour lui, est l'incarnation de la Raison, le développement extérieur de l'Esprit.

Le style même de la conception philosophique dépend donc, en première ligne, de la structure morale de l'individu : «tel homme, telle philosophie», déclare Fichte. Il en est exactement de même pour un autre aspect de la conception du monde, celui qui consiste à adopter, en face de la vie politique et sociale, une position basée sur des principes universels : nous voulons parler de la *doctrine politique*. La politique de chaque individu dépend d'abord de sa personnalité. Ce qui importe avant tout dans la genèse de notre conception politique, ce n'est point la conviction froide, posée et rationnelle concernant la réalité et l'essence de l'Etat, mais bien l'appréciation individuelle des valeurs qui nous fait préférer instinctivement telle forme et organisation d'Etat à toutes les autres. Qu'il ait ou non une formation théorique, chaque homme d'Etat, du fait de considérations, d'appréciations et d'inclinations inconscientes résultant de son être moral, de sa personnalité, éprouve d'avance une préférence pour certaines formes de la vie politique et sociale, et poursuit à travers celles-ci, consciemment ou



non, un modèle ou un idéal qu'il voudrait réaliser. Il a beau justifier ultérieurement son attitude par des arguments rationnels : les sources de sa position remontent, en fait, à ses sentiments et ses appréciations de nature irrationnelle. Le choix et le développement des points de vue politiques découlent déjà de l'appréciation latente, alogique. Même si l'on se réfère à l'expérience, l'appréciation inconsciente, l'attitude instinctive et affective n'y perdront point leurs droits : dans ce domaine encore, ce sont elles qui régissent le plus souvent la sélection des éléments essentiels, les faits à retenir.

Si nous considérons maintenant les pierres angulaires des doctrines politiques, leur architecture logico-théorique d'une part et la personnalité de leur créateur de l'autre, nous les trouvons colorées de sentiments et d'appréciations. Pourquoi un système politique est-il socialiste ou individualiste ? C'est la personnalité du théoricien politique qui l'explique d'ordinaire ; ce sont les expériences et le point de vue de ce théoricien quant à la valeur de l'individualité et de la collectivité qui s'érigeront ensuite en système à l'aide d'une argumentation logique. Quant à l'homme d'Etat pratique, sa conception du but de l'Etat procède encore davantage de ses mouvements instinctifs, de ses appréciations d'ordre affectif : très souvent, l'homme d'Etat pratique ne songe même pas rétrospectivement à prouver son point de vue en usant d'arguments logiques ou à lui donner une forme conceptuelle ; il tend, lui, à l'action directe, sans l'intermédiaire de la réflexion. La mentalité politique pratique revêt toujours une structure toute sentimentale, mais qui reste cachée à l'homme d'Etat lui-même ; les arguments, les raisonnements viennent s'y ajouter comme une superstructure. C'est pourquoi les idées politiques présentent une telle variété de nuances, parce que les réflexions théoriques ultérieures se fondent, en fait, sur la structure intime du sentiment vital instinctif et des appréciations subconscientes et que cette structure, étant irrationnelle,

s'appuie non pas sur l'intellect logique, mais sur le tréfonds toujours vague des sentiments. C'est de cette même structure intime que dépendent en premier lieu la façon dont l'homme d'Etat conçoit, en principe, dès le début, les questions politiques, l'idéal politique qu'il tient à réaliser, les dispositions de son esprit — libérales, conservatrices ou radicales, — par conséquent le choix du parti auquel il adhère. Fondée sur l'appréciation initiale instinctive, cette certitude irrationnelle de l'homme d'Etat peut être si puissante, sa doctrine politique latente peut lui paraître si évidente qu'il ne sent même pas le besoin de la justifier par la logique, par des arguments conscients. Sans aucun examen critique approfondi, il se décide par intuition et ne sera amené à la réflexion qu'en présence d'un cas nouveau, dont il n'avait pas encore l'expérience.

La volonté et l'action de l'homme d'Etat doivent se proposer d'avance des buts pour justifier sa manière d'agir. S'il dépose un projet de loi, s'il conçoit une réforme de la constitution, s'il conclut des accords de politique extérieure, s'il organise des institutions nouvelles ou édicte des décrets, il doit toujours avoir en vue des buts. Seulement ces buts, en dernière analyse, aboutissent à des fins supérieures et permanentes, à des convictions et à des principes fondamentaux qui pénètrent toute la législation, toute la politique intérieure et extérieure de l'Etat. Derrière le programme de chacun des partis (dont celui qui a la majorité dirige la vie de l'Etat), il se trouve toujours une certaine conception du but et de l'idéal de l'Etat, conception qui se ramène tout naturellement à une appréciation spontanée. Si d'après cette conception l'individualité est la plus grande valeur humaine, elle ne verra dans l'Etat qu'un moyen devant permettre à l'individu de développer librement ses forces. C'est de ce sentiment de valeur *individualiste* que procède la thèse de l'homme d'Etat libéral qui s'oppose à l'intervention de l'Etat dans la plupart des domaines de la vie sociale. Par contre, la conscience de valeur *universaliste*



n'attache de prix qu'à la collectivité et n'apprécie l'individu qu'en tant qu'il en sert les fins. C'est du sol de cette appréciation instinctive que jaillit l'idéal *socialiste* : l'individu doit se fondre entièrement dans l'Etat. L'âme politique pénétrée de ce sentiment de valeur socialiste exclusive tendra donc à socialiser l'ordre légal et toutes les institutions, à abolir la propriété privée, à détruire les libertés individuelles. L'homme d'Etat attaché uniquement à des valeurs *utilitaires* n'aura en vue que les biens matériels, la prospérité économique de l'individu et de la collectivité ; son idéal est l'Etat prospère. En revanche, cet autre homme d'Etat dont l'esprit est porté vers les valeurs *idéales*, ne songe qu'aux tâches spirituelles et culturelles de l'Etat ; son idéal est un pays à culture solide. L'Etat, selon cette doctrine, ne doit pas se soucier seulement du bien-être matériel et de la sécurité des citoyens (tâches conservant cependant la primauté), mais il doit pourvoir à ce que ses citoyens, en plus de l'existence purement physique, aient accès à la vie supérieure de l'esprit, au monde de la science et de l'art, et mettre en valeur les ressources intellectuelles immanentes de la nation. L'Etat n'est pas seulement un percepteur d'impôts, mais aussi l'incarnation de fins et de valeurs morales et spirituelles, de la dignité et du prestige de la nation. De même on peut ramener les autres doctrines et tendances politiques à leur première source : les types fondamentaux de l'appréciation.

Donc, être libéral ou socialiste, radical ou conservateur, nationaliste ou internationaliste, signifie que l'on adopte tel système de valeurs en ce qui concerne le but et l'idéal de l'Etat. Le programme politique des hommes d'Etat n'est au fond que l'application d'une doctrine, d'une conception du monde. De même, un principe politique n'est, en dernière analyse, qu'un acte d'appréciation visant l'idéal de l'Etat. Consciemment ou non, les hommes d'Etat et les partis agissent toujours sous l'influence de cette conviction quand ils jugent l'organisation ou l'ordre juridique de l'Etat tels

qu'ils existent et proposent les réformes qu'ils voudraient y apporter. Depuis la démocratisation des parlements, les oppositions doctrinales se sont partout accentuées dans la politique et dans la constitution des partis ; c'est que, jadis, tous les partis représentaient la classe dominante, avec sa conception homogène du monde, tandis que les groupes parlementaires d'aujourd'hui représentent les couches sociales les plus diverses, et des appréciations très variées, en même temps qu'opposées les unes aux autres.

La véhémence des luttes politiques s'explique par la nature de l'appréciation qui s'affirme derrière la politique, et surtout par deux particularités de l'appréciation : *l'ardeur* exceptionnelle et le caractère *sentimental* et *irrationnel*. Nos jugements et nos conclusions qui se rapportent à la réalité, aux faits, se meuvent pour la plupart, pour ainsi dire, à la périphérie de notre vie spirituelle ; les faits purs, nous les constatons « froidement », avec une certaine indifférence. Par contre, nos jugements de valeur, — et par conséquent nos idées politiques, — viennent du centre profond de notre « moi » comme autant de sensations « ardentes » et intimes. Le monde des valeurs est plus près de nous que le monde des réalités : il nous importe beaucoup plus d'être bon, beau, politiquement juste, que d'être, que d'exister simplement. L'ordre causal réel et nécessaire des choses est bien moins émouvant que l'ordre idéal des valeurs. Si pourtant la réalité nous touche, c'est qu'elle est déjà éclairée par le rayonnement des valeurs. La découverte d'une loi physique, si importante soit-elle, ne pourra jamais émouvoir les âmes avec la même force que, par exemple, le cri pessimiste de Rousseau, dans l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle, proclamant que civilisation, sciences et arts, toutes ces gloires de l'humanité, sont sans valeur et même nocives, puisqu'elles corrompent l'âme humaine naturellement innocente. De même, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'attrait de Schopenhauer puis de Nietzsche séduit tout le monde car tous deux traitent non pas de la nature, non pas de la réalité, mais du prix,



de la valeur de la vie humaine : l'un, pessimiste, refuse toute valeur à la vie, l'autre, d'un optimisme héroïque, ne voit de valeur que dans la vie et dans l'exaltation de cette vie jusqu'à l'idéal du «surhomme».

Les appréciations politiques sont d'une nature particulièrement «ardente», car, en dernière analyse, elles frôlent toujours les valeurs morales : leur élément vital est la justice, le droit, la liberté, l'humanité, l'égalité, la défense des faibles, etc. C'est ce qui explique la grande vitesse initiale des nouveaux courants politiques. La virulence et la force de percussion du libéralisme ou de la démocratie, du socialisme ou du bolchevisme sont toujours très puissantes au début, parce que les conceptions de valeur qui se cachent derrière ces mouvements trouvent aussitôt leur écho dans les âmes accordées au même diapason. Plus, dans un mouvement politique, les valeurs politiques s'associent étroitement aux valeurs morales, plus cet écho sera intense. C'est pourquoi chaque courant ou action politique tâche de se rehausser du prestige des valeurs morales. Rien n'a pu révolter autant contre les Allemands les peuples du monde que l'accusation d'avoir violé *l'honneur international* en envahissant la Belgique ; que d'avoir méprisé la force éthique de *l'humanité* par le bombardement des trains et des hôpitaux de la Croix rouge ; que d'avoir foulé aux pieds, par la mutilation de la cathédrale de Reims, les valeurs esthétiques et morales de l'art, de l'histoire et de la religion. Aux yeux de l'humanité, ce sont surtout les valeurs morales qui justifiaient le fameux programme wilsonien demandant pour les peuples censés opprimés, la liberté et le droit de disposer d'eux-mêmes. D'autre part, les pays mutilés et les minorités nationales qui gémissent actuellement sous le joug étranger, mettent également leur espoir dans l'idéal de justice des peuples, qui tôt ou tard doit triompher. Malgré tous les abus enregistrés dans la pratique au profit de l'égoïsme du plus fort, l'humanité, tout au moins en théorie, révere les valeurs morales. S'il y a quelque

chose qui freine encore les excès de la force pure, ce n'est pas le droit formel, mais, derrière lui, la valeur morale que l'hypocrisie de la politique internationale reconnaît, du moins en principe ; or, « l'hypocrisie, — dit La Rochefoucauld, — est un hommage que le vice rend à la vertu ».

Au fond de tous les grands courants d'idées ou des mouvements réformistes, il y a l'opposition et la lutte entre deux appréciations, entre deux conceptions de valeurs, la nouvelle et l'ancienne. Plus l'appréciation nouvelle est de nature ardente et profonde, et plus la résistance de la conception traditionnelle sera véhémente. Le christianisme comme la Réforme, la Renaissance comme le libéralisme, le socialisme comme le bolchevisme sont autant de mouvements spirituels dont les origines conscientes ou inconscientes résident soit dans le changement du sentiment de valeur traditionnel, soit dans l'appréciation des valeurs nouvelles, soit au moins dans l'affirmation plus intense d'une des valeurs traditionnelles.

Chaque mouvement, chaque effort de réforme est en même temps une lutte de doctrines, une lutte idéologique, le conflit de deux conceptions du monde. Il est clair, d'après ce qui précède, que par la raison, par la persuasion logique, cette lutte ne peut être apaisée ni dans l'individu ni dans la société, car la contradiction qui s'y cache est d'une nature non point rationnelle et logique, mais sentimentale et irrationnelle. En politique, les problèmes profonds, les vraies questions de principe ne peuvent guère être résolus uniquement par la discussion ou par un compromis, parce qu'elles sont des questions de valeur, difficiles à projeter sur le plan de la logique, car le coefficient affectif de la personnalité des hommes d'Etat s'y oppose. Le seul moyen d'aplanir les différends nés de l'appréciation ne peut être que la suggestion, l'influence affective, ou l'inspiration d'appréciations nouvelles. Autrement, c'est le vote de la majorité ou bien la violence qui résout les controverses politiques.

L'un des traits les plus caractéristiques du véritable



sentiment de valeur, — trait qui joue d'ailleurs un rôle important en psychologie politique, — c'est qu'il est toujours accompagné, par rapport à la valeur qu'il révèle, de la conscience du *devoir*, de *l'obligation de la réaliser* : nous avons le sentiment qu'il est de notre *devoir* de servir et de maintenir cette valeur, de conserver les biens, les objets et les institutions qui la contiennent. Qu'il s'agisse de religion, de morale ou de politique, le véritable sentiment de valeur exige la mise en oeuvre de cette valeur inconditionnelle, que cette réalisation provoque une jouissance ou des souffrances, qu'elle comporte une lutte ou non.

Ce sentiment impératif de réalisation, inhérent aux véritables sensations de valeur, est d'une importance primordiale pour l'évolution de la civilisation humaine. Car si les grandes valeurs morales, comme par exemple, l'amour du prochain, l'humanité, la justice, l'honneur, n'avaient point comporté l'exigence impérieuse de notre conscience de les réaliser absolument, en quoi la vie historique de l'humanité serait-elle différente de celle des bêtes, de leur *bellum omnium contra omnes*? Certes, malgré la reconnaissance formelle des valeurs morales universelles, l'histoire de l'humanité est pleine d'actions immorales et d'une instinctive sauvagerie. Mais combien serait-elle encore plus sombre, si les hommes et leurs chefs ne se sentaient pas retenus par la force impérative des valeurs morales! Tout ce que les hommes ont accompli de grand en fait d'héroïsme moral, en politique, dans les sciences et dans les arts, ils le doivent à leur foi en certaines valeurs absolues et au sentiment impératif qui les poussait à réaliser ces valeurs. Voilà la source profonde du progrès et de l'ascension continue de l'esprit humain.

Il en est de même pour la politique. L'histoire universelle, les luttes politiques, ce courage passionné bravant les pires souffrances et la mort, la ferveur puissante des héros de la lutte politique pour leur idéal, tout cela serait incompréhensible s'il n'y avait pas la *foi*, leur foi dans un idéal

religieux, social ou culturel. Une lutte de principes vraiment absolue n'est possible en politique que si l'homme d'Etat est pénétré de la valeur absolue de son idéal. Si, par contre, il veut se placer au point de vue relativiste et admettre que la valeur même de son idéal peut changer selon les époques et les conditions historiques ; si, luttant pour la liberté de son peuple, il ne croit pas à la valeur de la liberté nationale ; si, champion de la démocratie, il doute des droits du peuple à la souveraineté, comment pourra-t-il mener la lutte et tout sacrifier à l'idéal ?

Les grands hommes d'Etat qui ont tous le sentiment de leur mission, considèrent leur idéal comme une valeur absolue, comme la source intarissable de leur activité et de leur sentiment du devoir. Et si, durant leur vie, ils n'arrivent que lentement, après bien des détours, à leur idéal, ce n'est jamais par manque de foi, mais par suite d'un réalisme prudent qui les force à peser les conditions permettant de le réaliser.

L'esprit sceptique et relativiste de notre époque n'est pas un climat très propice à l'éclosion d'un idéal positif et à l'exaltation de la foi en cet idéal : tout devient incertain et l'anarchie des sentiments et des idées sape et détruit peu à peu les convictions les plus solides. Dans la vie politique, on ne lutte plus pour un idéal ou pour des principes ; grâce à une certaine sophistique, chaque parti politique trouve sa raison d'être, y compris le communisme ou l'anarchisme, car il n'y a plus aucune autorité qui puisse décider absolument si ces partis ont tort ou raison. A partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, les doctrines philosophiques se laïcisent : leur fond de valeurs transcendantes et religieuses s'éclipse. Il en est de même des doctrines politiques : à la divinité, — garantie des idéals et valeurs politiques, considérée naguère comme le centre absolu de la vie et du monde, — se substituent alors des facteurs temporels et relatifs : l'individu, la nation, l'humanité, le progrès, la culture. Certes, c'est encore là une métaphysique des valeurs ; toutefois



ce n'est plus en Dieu, mais dans un facteur immanent et terrestre qu'elle cherche la suprême légitimation de l'histoire et de la société humaines.

Un autre trait caractéristique de l'esprit de notre époque est, à côté du relativisme, le *rationalisme*: tout calculer par la raison et régner ainsi par la technique. Mais le rationalisme extrême ne pourra jamais s'harmoniser avec l'art de la politique ; c'est que la politique est le domaine de l'imprévisible, de l'irrationnel et que là, on va plus loin avec l'intuition spontanée.

Une troisième caractéristique de notre temps est la prédominance des *valeurs économiques*: de moyens, elles deviennent des valeurs en soi. Sur le tableau des valeurs de la conception du monde, c'est à l'échelle des valeurs économico-techniques qu'on mesure les valeurs matérielles aussi bien que spirituelles. Cette prépondérance de l'économie se reflète également dans la politique dont le motif et la sanction suprêmes deviennent les intérêts économiques. Mais ici il y a lieu de se garder d'une fréquente erreur d'optique : l'homme d'Etat qui place le problème économique au centre de sa pensée et de son action, n'est pas encore pour cela un matérialiste pour ce qui est de sa conception du monde. Au contraire, dans bien des cas, il peut être inspiré par l'idéalisme : il sait que les biens moraux et spirituels peuvent être assurés dans une mesure plus parfaite si les besoins matériels et économiques sont satisfaits. Le désespoir de la misère n'est pas le sol qui engendre la morale, car il en sortira plutôt l'anarchie et la débauche. C'est par un devoir élémentaire d'humanité que l'homme d'Etat s'efforce d'assurer aux grandes masses le minimum nécessaire à l'existence.

En général, comme cet exemple le montre, nous sommes enclins à classer les doctrines politiques et leurs idéals dans quelques catégories aussi rigides que rudimentaires, en qualifiant les hommes d'Etat du présent et du passé de socialistes ou d'individualistes, de libéraux ou de conser-

vateurs, de radicaux ou de réactionnaires, de nationalistes ou d'internationalistes. Ces étiquettes ne sont pourtant que des formules, des signes de ralliement qui témoignent de notre inclination à modeler notre pensée sur le dualisme des antithèses. Toutes les définitions politiques courantes, disait Mussolini au Sénat, en 1922, ne sont que des formules scolaires et vides de sens qui permettent à quelques-uns de nous distinguer, et à quelques autres, de nous embarrasser. Les hommes d'Etat ne sont point des abstractions incarnées ; les sentiments et les idées politiques sont beaucoup trop complexes pour pouvoir être caractérisées par une simple étiquette. L'homme d'Etat a beau vouloir se classer lui-même dans telle ou telle catégorie politique, il reste toujours beaucoup plus complexe qu'il ne sait et ne croit lui-même. D'ailleurs son être moral n'est pas une quantité constante, mais un organisme qui change et qui évolue dans sa qualité et qui ne peut-être revêtu définitivement d'un uniforme politico-idéologique tout fait.

### L'idéal politique

La substance de la vocation de l'homme d'Etat est son idéal politique, c'est-à-dire l'idée qu'il reconnaît comme valeur sociale et nationale et qu'il sent dans sa conscience comme obligatoire, donc ce qui *doit* être. L'idéal politique est un modèle représentant une certaine direction de la vie sociale et politique dont la réalisation s'impose à la conscience de l'homme d'Etat et qui détermine le sens dans lequel agira sa volonté. Trois facteurs entrent ici simultanément en jeu. D'abord *l'idéal* qui représente une certaine valeur, et auquel correspondent les appréciations intimes de l'homme d'Etat et son sentiment politique. Ensuite, *la réalité* dans laquelle l'idéal doit être transplanté pour y être réalisé sinon intégralement, du moins dans une certaine mesure. Il faut donc que l'homme d'Etat connaisse la vie sociale et politique pour la développer dans le sens



de son idéal. Enfin, le troisième facteur est *l'action*, la réalisation de l'idéal, l'application pratique de l'effort politique, la mise en œuvre des moyens adaptés à l'idéal et à la réalité, bref, l'art de la politique.

Au lieu d'idéal politique, on dit souvent «idée» politique, mais ce faisant, on ramène d'une manière trop exclusive l'idéal dans le domaine de la raison, en l'intellectualisant comme si l'idéal politique n'était que le fruit d'une fonction de l'intellect, alors que son point de départ psychique et son germe est l'appréciation spontanée qui jaillit du tréfonds de l'individu et à laquelle le monde extérieur ne sert que de stimulant initial. L'idéal plane d'abord dans l'âme sous forme d'un sentiment vague, d'un désir imprécis, puis ce désir, sous l'empire du sentiment de valeur, se clarifie peu à peu et prend une forme précise dans la pensée. C'est sur la base de cet idéal que l'homme d'Etat s'efforce de s'élever au-dessus de la réalité politique et de réformer l'état de choses existant. Il a devant lui un idéal sans lequel il est impossible de concevoir une politique vraie et d'ordre supérieur. C'est sa foi en la justesse de l'idéal qui incite l'homme d'Etat à modifier la répartition du pouvoir de telle sorte qu'elle permette la réalisation de son idéal politique, de son but suprême. Seule une foi absolue en son idéal peut faire naître une œuvre historique vraiment grande. Comme l'idéal est avant tout le résultat de l'appréciation et non point celui de la compréhension, il est accompagné d'un sentiment de certitude irrationnel. L'homme d'Etat ne «reconnait» pas la justesse de son idéal : il y croit inébranlablement. Cette foi, en tant que certitude irrationnelle, est un ressort poussant à l'action avec plus de puissance que l'évidence de la froide raison. «On ne devient martyr, dit en substance Renan, que d'une cause d'où la certitude est exclue». L'idéal a un concomitant sentimental très fort : le mobile dominant l'âme et qui définit et commande les autres éléments de l'esprit. L'idéal est le mobile et le moyen le plus réel et le plus efficace de l'évolution de la personnalité

autonome qui lui permet de choisir pour son action la direction répondant le mieux à l'idéal.

Celui qui par pure ambition ou par vanité devient un chef politique assoiffé de gloire et de pouvoir et qui obtient par sa position des avantages personnels, peut être un politicien habile, un manœuvrier prévoyant, allant de succès en succès, il ne deviendra jamais un homme d'Etat de grand style. Pour faire une politique créatrice, il faut un idéal, que celui-ci soit la liberté, la démocratie, le nationalisme ou le socialisme, ou encore la civilisation, le bien-être social, ou plusieurs de ces idéals réunis en un seul. Aider son prochain, rendre la liberté et la dignité humaine aux opprimés, assurer à tous des droits égaux, ouvrir à chacun des possibilités égales de s'instruire, un tel idéal élève un chef au-dessus de soi-même, et en fait un véritable chef dévoré d'une flamme intérieure qui gagne les autres. Cet idéal, il faut y croire d'une façon absolue. Le relativisme est le mauvais démon de la politique, quand il domine, tout va à la dérive, tout devient incertain, aucun programme précis ne peut être établi. Jamais, quand les jugements de valeur d'un chef sont basés sur le relativisme, il n'a la force nécessaire pour conduire les autres et, faute d'un idéal sur lequel il puisse s'appuyer, il ne tarde pas lui-même à chanceler.

En dernière analyse, toute oeuvre politique de grande envergure est au service d'un idéal considéré comme absolu. L'homme d'Etat qui la réalise est le représentant de *l'idéalisme politique*, ce qui ne saurait l'empêcher de connaître la vie sociale et politique avec une précision quasi scientifique et d'utiliser ces connaissances de façon à réaliser son idéal ou du moins à s'en approcher. On a coutume de parler aujourd'hui avec un certain mépris des *politiques idéalistes* qui ont le courage d'invoquer leurs idéaux politiques : on prétend qu'ils ne connaissent ou ne veulent pas connaître la réalité et qu'ils vivent dans un monde imaginaire. Pourtant, le fait d'être pénétré de l'idéalisme politique ne peut



empêcher personne de connaître admirablement la réalité jusque dans ses moindres détails. Seulement, un homme d'Etat idéaliste voit davantage : il se propose de façonner le monde existant, de le dominer ; il veut intégrer ses idéals dans l'édifice de la réalité. Peu importe si le destin lui donne ou non la possibilité de réaliser son idéal dans son œuvre politique ; la marque de sa grandeur est d'avoir érigé cet idéal, d'avoir soulevé les idées qui s'y rapportent, d'avoir indiqué et suggéré la voie à suivre quand bien même la réalisation ne viendrait que plus tard, grâce aux efforts de plusieurs générations.

Idéalisme et réalisme politique ne se contredisent donc pas. Celui-là même qui est fier d'être un véritable réaliste, a toujours les yeux fixés sur certains buts. Or chaque but présuppose une valeur, puisque si l'on désire l'atteindre c'est parce que l'on en considère le contenu comme précieux pour une raison ou pour une autre. Quand, dans la hiérarchie des valeurs, l'on recherche celle qui correspond au but dont nous venons de parler, on ne manque pas de la reconnaître comme le simple moyen d'atteindre une autre valeur plus élevée — et déjà l'on entrevoit un idéal. Le réalisme politique proprement dit, qui modifie ses buts et ses moyens selon l'opportunité, qui cherche à s'adapter à la réalité et non point à la façonner, rabaisse la politique au niveau d'un aveugle *struggle for life* d'une impitoyable brutalité.

Seule une action politique basée sur la valeur morale d'un idéal politique peut être durable : seul un idéal possède une puissance d'attraction suffisante pour les masses. C'est de l'idéal qu'émanent la passion et les aspirations qui incitent à l'action politique. Consciemment ou inconsciemment, les idéals sont, dans la politique, ces suprêmes entités métaphysiques auxquels se ramènent toute action et tout effort constructifs. Aujourd'hui encore les idéals sont des forces créatrices en politique, ils animent et dirigent la succession mécanique des faits en dépit de cette emprise technique et économique sur l'âme moderne dont on se réclame si volontiers.

Quels sont ces idéals types qui s'imposent le plus fréquemment aux hommes d'Etat, selon leur individualité et leur inclination quant aux valeurs? La plupart des bâtisseurs d'Etat sont poussés à l'action politique par *l'idéal de la liberté et de l'indépendance nationale*, idéal qu'accompagne parfois le désir d'assurer la liberté de conscience. D'autres sont fascinés par la mission historique, par les perspectives de la grandeur de leur nation et de l'extension de sa puissance : c'est *l'idéal impérialiste*. Ce dernier va souvent de pair avec le désir de développer la vie économique au profit de la nation : avec *l'idéal économique*. Souvent c'est l'oppression d'une certaine couche sociale, et surtout des classes inférieures de la société, l'injustice économique et légale entravant tout progrès, bref : l'inégalité des conditions sociales, qui incite l'homme d'Etat à combattre au nom des droits politiques et de la justice sociale, c'est-à-dire au nom de *l'idéal social*. Enfin l'idéal politique peut viser à l'essor moral et matériel, non seulement d'une nation mais de toute l'humanité et ce, en vue d'assurer des conditions de vie dignes d'un être humain : c'est *l'idéal humanitaire*.

Bien entendu, ces idéals politiques ne s'opposent pas l'un à l'autre, mais sont étroitement liés ; leurs sphères se confondent et se renforcent réciproquement. Bien que formellement identiques au cours millénaire de l'histoire, leur substance subit l'empreinte des circonstances historiques. Aristide, Démosthène, Jugurtha, Vercingétorix, Washington, Kossuth, Cavour, Vénizelos, Pilsudski, Kemal Ataturk ont tous combattu pour délivrer leurs peuples du joug étranger, que ce joug fût persan, macédonien, romain, anglais, autrichien, turc, russe ou grec. L'âme de chacun de ces hommes était pénétrée par la conscience de la valeur de la liberté ancestrale.

Pourtant, combien l'objet de ce même idéal a-t-il varié dans ses nuances, selon les époques et les peuples, et combien ses caractéristiques ont-elles été diversement définies par les conditions historiques!



### **Idéal de la liberté**

Lorsqu'une nation est opprimée par une autre et menacée dans son existence, la conscience nationale s'éveille et le peuple subjugué, poussé par la soif de liberté et par un sentiment de fierté nationale, rassemble ses forces pour rompre ses chaînes. Ses énergies se concentrent autour de l'homme en qui le désir de la libération est le plus intense et s'exprime de la façon la plus frappante. Celui-ci deviendra le chef, se sentant appelé à réaliser l'idéal de la liberté nationale, et sera le dépositaire des aspirations du peuple. Au milieu de la grande détresse de sa nation, il sera le sauveur, né pour accomplir une tâche grandiose et en qui se concrétise la volonté de vivre de la nation. Celle-ci communique avec la force rédemptrice de son chef qui, de son côté, lui communique la puissance suggestive de sa personnalité. Sous le signe de la liberté, la nation et son chef unissent leurs forces.

Toute l'histoire universelle, ou presque, peut servir d'illustration au thème de l'homme d'Etat inspiré par l'idéal de la liberté. En effet, la plupart des conflits entre nations proviennent des tentatives faites par l'une d'elles en vue d'en asservir une autre. Cet asservissement une fois réalisé, la nation opprimée, aussitôt qu'elle aura à sa tête un homme d'Etat de talent et animé d'une réelle vocation, essaiera de recouvrer sa liberté. L'idéal politique le plus élémentaire est celui de la liberté et de l'indépendance nationales.

L'homme d'Etat qui s'efforce de libérer sa nation, combat en même temps pour la renaissance morale de celle-ci ; il se propose toujours d'inaugurer une ère de réformes intérieures, garantie définitive de la liberté reconquise. Un exemple typique nous est fourni à ce sujet par le baron Stein qui, en Allemagne, fut le plus grand adversaire de Napoléon et le réorganisateur de la Prusse. La première condition à remplir pour reconquérir la liberté de son pays est, à ses yeux, une réorganisation fondamentale de la

Prusse : réforme constitutionnelle et administrative, responsabilité effective des ministres et de la bureaucratie. «Quinze millions d'Allemands, — écrit-il — sont livrés à l'arbitraire de trente-six petits despotes, de sultans et vizirs de pacotille . . . Que les princes autocrates n'oublient pas que les peuples, eux aussi, sont libres par la grâce de Dieu.» Et le baron Stein réclame la liberté à l'intérieur, afin de pouvoir la reconquérir à l'extérieur contre Napoléon.

Stein s'enthousiasme non seulement pour la liberté de la Prusse, mais pour celle de toutes les nations. C'est là d'ailleurs une caractéristique de tous les hommes d'Etat luttant pour la liberté de leur nation, un trait qui est une conséquence naturelle du sentiment qu'ils ont de la valeur de l'idéal de liberté : celui qui considère la liberté comme une valeur absolue voudrait la voir réalisée chez tous les peuples. On comprend alors que nombre de champions de la liberté luttent également pour la liberté de nations étrangères. En apprenant que l'Amérique du Nord a déclaré la guerre à l'Angleterre pour conquérir son indépendance, La Fayette s'embarque pour l'Amérique en 1776 sur un navire qu'il a frété lui-même, afin de combattre aux côtés des insurgés contre la tyrannique Albion. En France, il est le premier noble à embrasser la cause du Tiers état, il devient le commandant de la Garde Nationale et, sur le balcon de l'Hôtel de Ville, il épingle la cocarde tricolore à la poitrine de son souverain. Son ardent amour de la liberté le fait revenir à Paris lors de la Révolution de Juillet 1830 et, vieillard, il redevient commandant de la garde nationale. Sa carrière rappelle un peu celle de Kosciuszko, champion de l'indépendance polonaise. Celui-ci lutte d'abord pour l'indépendance d'un peuple étranger ; aide-de-camp de Washington, il prend part à la lutte contre l'Angleterre. Par la suite, il montrera dans sa patrie même combien son âme est éprise de liberté, il lutte non seulement contre les Russes, mais contre toute oppression sociale, et il affranchit les serfs polonais. L'ennemi lui-même rend hommage à son ardent



idéalisme : lorsqu'il meurt en Suisse, le tsar Alexandre fait transporter ses cendres à Cracovie où il est enterré dans la sépulture des rois polonais. L'autre champion polonais de la liberté, le général Bem, ressemble à Kosciuszko. Dans les luttes de 1848 pour l'indépendance, il joue un grand rôle dans toute l'Europe centrale. A la nouvelle de la révolution de Vienne, il accourt dans la capitale autrichienne et met tout en oeuvre pour que la ville tienne jusqu'à l'arrivée de l'armée hongroise. Puis il offre ses services à Kossuth et réalise de véritables miracles avec l'armée hongroise de Transylvanie. Lorsque l'armée nationale hongroise est écrasée par le flot russe, Bem se réfugie en Turquie et y prend du service pour lutter contre le Russe, ennemi héréditaire de sa patrie. La résolution de combattre les Moscovites est si fortement ancrée en son âme qu'il se fait musulman et prend le nom de Mourad Tevfik Pacha, afin de pouvoir conduire les armées turques contre ses ennemis!

L'universalité de l'idéal de liberté amènera le grand révolutionnaire italien Mazzini à conspirer dans plusieurs pays européens et à combattre non seulement pour la liberté du peuple italien, mais aussi pour celle des autres nations. A Londres, il conclut avec Kossuth, Ledru-Rollin et Ruge, une alliance européenne pour la libération des peuples opprimés. Garibaldi offre également l'exemple généreux d'un homme capable de lutter sa vie durant, avec une ténacité inébranlable, pour l'idéal universel de la liberté. Tout jeune encore, cet ex-matelot de Nice, inspiré par Mazzini, s'engage dans un corps de francs-tireurs et se fait condamner à mort. Son amour romantique de la liberté le conduit jusqu'en Amérique du Sud, où il luttera pour l'indépendance des Etats sud-américains. Puis il rentre en Italie pour retourner ensuite en Amérique. Enfin, comprenant que l'unité italienne ne pourra être réalisée que grâce aux efforts de Cavour, en s'appuyant sur la monarchie sarde, il abandonne ses principes républicains et embrasse la cause de la monarchie afin de délivrer son pays de la tyrannie autrichienne. C'est

un passionné de la politique ; non seulement il est membre du Parlement de Turin, mais en 1870, lorsque l'intégrité de la France se trouva menacée, il devient député à l'Assemblée Nationale de Bordeaux, où il déploiera une activité intense.

Le secret de la réussite de l'oeuvre puissante réalisée par Cavour réside dans son ardent amour de la liberté et la conscience de sa vocation qui en découlait. C'est ce qui explique comment son esprit réaliste et son intuition lui ont fait deviner quelles étaient en Europe les vraies forces politiques qu'il devait par la suite mettre au service de son idéal. Quel effort diplomatique dut-il déployer pour qu'en 1856, au congrès européen succédant à la guerre de Crimée, il réussît à exposer, à la séance de clôture, les revendications de la petite Sardaigne et à mettre à nu les plaies dont souffrait l'Italie ! C'est en partant de ce point qu'il trace sa ligne historique qui passera tout droit par Solferino et Sadowa pour aboutir à Sedan. L'idéal de liberté de Cavour est identique à l'aspiration de son peuple à l'unité : il puise sa force dans la nation. En 1858, le vieux Metternich dira d'ailleurs de lui : « Dans l'Europe entière il n'y a plus qu'un seul diplomate, c'est, — malheureusement — Cavour. »

En examinant le rôle des hommes d'Etat à la veille et au cours de la Grande Guerre, nous trouvons dans l'idéal de la liberté l'un des principaux mobiles de leur activité : ils s'efforcent de libérer leurs frères de race de la domination étrangère. Pendant plus d'un demi-siècle, les hommes d'Etat français dirigent toute leur activité diplomatique sur la reprise de l'Alsace-Lorraine. Clemenceau est élevé par son père dans l'amour fanatique de la liberté, dans l'admiration de la Révolution Française et dans le culte de Robespierre ; sous Napoléon III, il lui inculque la haine de la dictature et l'amour de la démocratie. Le pessimisme et la véhémence de Clemenceau font de lui une nature plutôt agressive et négative que constructive. Il n'a qu'un seul idéal positif : recouvrer les provinces perdues en 1870. Bismarck aurait



voulu détourner de l'Alsace-Lorraine le regard de la III<sup>e</sup> République et l'aiguiller sur la politique coloniale. Clemenceau le comprit et devint un adversaire acharné de l'expansion coloniale de la France. «Notre devoir, disait-il, n'est pas de fonder un empire en Indochine, mais de raffermir la République en France», et il fit tomber les uns après les autres les gouvernements français, car il tenait davantage à la délivrance de l'Alsace-Lorraine qu'à l'or affluant des colonies. Poincaré, le Lorrain consacra aussi toute sa carrière politique et diplomatique à la libération de sa province natale. Et comme il ressort des documents diplomatiques sur les origines de la guerre publiés récemment, cette aspiration est une des raisons et non des moindres de la tournure que prirent les événements en juillet 1914.

L'un des champions de la liberté les plus remarquables de la Grande Guerre est Joseph Pilsudski. Le grand idéal qu'il poursuit dès sa jeunesse, est la libération de la Pologne ployée sous le joug russe. Fort de la conscience qu'il a de sa mission, il ne connaît aucun obstacle. Durant la guerre russo-japonaise, il fomenta une révolte à Varsovie. En 1914, dès que la guerre éclate, il organise les Légions polonaises et combat vaillamment contre la Russie dans les rangs de l'armée austro-hongroise. En novembre 1918, il devient le chef de la Pologne ressuscitée. Il réorganise son pays et bientôt il se battra une fois de plus contre l'envahisseur russe et jouera un rôle primordial dans la seconde délivrance de son pays.

Les hommes d'Etat dirigeant les pays balkaniques suivent eux aussi la colonne de flamme de l'idéal de la liberté. Leur grand rêve est la libération de leurs frères de race. Evidemment les moyens qu'ils emploient pour réaliser cet idéal sont parfois sujets à caution. Le grand idéal de jeunesse de Pachitch est l'unité yougoslave. C'est à ce but qu'il consacre sa vie dès le moment où il suit les cours de l'Université de Zurich, où il se lie d'amitié avec les anarchistes russes, en particulier Bakounine. Et au crépuscule

de sa vie, il est en effet le fondateur de la Yougoslavie, qui devient un Etat plus étendu qu'il ne l'a jamais rêvé : Pa-chitch est le modèle de la volonté politique tenace et inébranlable, au service d'un idéal politique. L'idéal de Venizelos se rapproche de celui de l'homme d'Etat serbe, son but fut de libérer tous les Grecs du joug turc.

Malgré la facilité avec laquelle fut fondé l'Etat tchécoslovaque en automne 1918, cette création fut cependant précédée d'une intense propagande dans l'opinion internationale, afin de libérer les Tchèques de la domination autrichienne. Telle fut la tâche que s'assigna Thomas Masaryk. Grâce à son agitation en mai 1918, Wilson admit la pensée d'un Etat indépendant tchécoslovaque et reconnut la commission Masaryk comme gouvernement *de facto*.

Dans la situation la plus critique qu'ait connue son pays, Kemal Pacha met toute sa confiance dans les forces vitales de son peuple et croit fermement à la possibilité de le libérer de la tutelle étrangère, et de réorganiser sa vie nationale. Il a le pressentiment très net qu'un rôle important lui sera dévolu dans cette oeuvre. Lorsque son heure arrive, il brise la porcelaine du traité de Sèvres et conduit la nation turque, grâce à son puissant génie d'organisation, sur des voies nouvelles. A l'origine du changement incroyable et subit qui s'est produit en Turquie, nous retrouvons l'idéal de liberté et la volonté d'un homme.

Le mouvement d'émancipation irlandais, qui remonte à plusieurs siècles, arrive à une accalmie relative après la Grande Guerre par la reconnaissance de l'Etat libre d'Irlande. Cette conquête a coûté la liberté et la vie de nombreux héros nationaux et hommes politiques irlandais. Celui qui luttera avec le plus d'acharnement pour la conquête de la liberté irlandaise est de Valera, fils d'une mère irlandaise et d'un père espagnol. Il débuta comme simple professeur de mathématiques dans un lycée. Condamné à mort en 1916, c'est au seul effet du hasard qu'il doit d'avoir échappé à l'exécution. Bientôt il est de nouveau jeté en



prison. Il s'évade alors et organise l'insurrection des sinfinners, de terrible mémoire. La reconnaissance de l'Etat libre d'Irlande ne lui suffit d'ailleurs pas, seule l'indépendance complète satisfera son ardent patriotisme.

En passant en revue les hommes d'Etat envoûtés par l'idéal de la liberté, plus d'un trait commun s'impose à l'attention : la force de la conscience de la vocation, sa manifestation précoce, un dévouement absolu, un courage intrépide, une agitation continuelle, une volonté ferme et incroyablement tenace, une force de suggestion qui entraîne les foules et un puissant génie d'organisation.

Cependant, au fond de l'âme de chacun d'eux se cache un paradoxe psychologique : ils luttent tous pour la liberté, mais leur tempérament dictatorial ne souffre pas la contradiction ; de Kosciuszko jusqu'à Kemal on retrouve la même intransigeance. Cette disposition s'explique d'ailleurs non seulement par leur caractère mais aussi par leur vocation et leur situation sociale et historique : les grandes actions historiques exigeant la concentration de toutes les forces de la nation ne peuvent être réalisées que par une seule nature impérieuse, par une seule volonté, une seule direction. La liberté de la nation ne peut être conquise que par l'oppression de la liberté individuelle.

### **Idéal religieux et national**

De par son origine, le christianisme est un mouvement apolitique, strictement limité à la vie religieuse. «*Mihi nihil magis alienum est quam respublica*» (rien ne m'est plus étranger que la chose publique) dit Tertullien au II<sup>e</sup> siècle. Les peuples d'Europe qui se soumettent au christianisme trouvent dans la religion la garantie surnaturelle de leur existence en tant qu'Etats, et même de leur expansion ; mobiles religieux et nationaux — surtout là où il s'agit de combattre les païens — (Tartares, Sarrasins, Arabes) se fondent en un même idéal. La vie religieuse et



la vie politique sont étroitement liées et leurs liens se resserrent encore du fait que de nombreux hommes d'Etat sont de hauts dignitaires ecclésiastiques. La Réforme elle-même n'arriva pas à relâcher l'union intime entre religion et nation et sous sa forme calviniste, — ainsi que le montre l'exemple de Cromwell — elle en fit la base d'une expansion où le prosélytisme marchait de pair avec l'impérialisme. Chaque nation se considère comme le peuple élu de Dieu, ayant une mission particulière assignée par lui. Aux heures critiques, aux moments de détresse, la nation se recommande à la protection du Seigneur, de la Vierge Marie, de ses saints rois, de ses héros nationaux, en implorant leur secours. La foi religieuse est, selon l'enseignement de l'histoire, l'une des sources essentielles des grands efforts nationaux.

Idéal national et idéal religieux s'unissent et s'identifient même, surtout là où une nation unie par la religion est l'objet des persécutions de la puissance dominante. Un exemple frappant nous en est fourni par les Irlandais : catholique et Irlandais signifie à peu près la même chose pour les Anglais. Pendant la cruelle oppression séculaire, l'idéal national et le sentiment religieux ont communiqué dans la même foi : de là leur force puissante et tenace. C'est cette force qui se manifeste avec violence chez Daniel O'Connell au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Voyant l'oppression humiliante que subissent ses frères catholiques irlandais, il décide de délivrer sa religion et sa nation. Par son action, il a tracé à la politique irlandaise la direction qu'elle a suivie jusqu'à nos jours. Le chef du centre allemand, Windthorst, l'adversaire le plus remarquable de Bismarck, et l'habile défenseur des droits politiques du catholicisme allemand pendant le *Kulturkampf*, eut un rôle qui rappelle en maints points celui de l'illustre O'Connell.

La conjonction de l'idéal religieux et de l'idéal politique se manifeste parfois sous un aspect abstrait et théori-



que ; l'incarnation la plus parfaite de ce type est Gladstone. Dès ses débuts, sa politique est teintée de métaphysique et de religion. Il se destine tout d'abord à l'Eglise et restera théologien durant toute sa vie. Il considère la politique comme un domaine de la vie religieuse dont la tâche est d'améliorer le genre humain, surtout par l'éducation. Le but suprême est transcendantal. Parfois, dans ses discours, il a les accents d'un missionnaire ; il en possède la véhémence et la conviction suggestive. Cependant ses penchants métaphysiques paralysent parfois son sens des réalités et rétrécissent son horizon : il ne veut pas se rendre compte de certains aspects de la réalité qui lui paraissent incompatibles avec les principes transcendants de sa politique. Le trait essentiel de son esprit est une tendance à partir toujours de principes abstraits et à négliger parfois les exigences de la réalité.

L'idéal politique et l'idéal religieux s'unissent harmonieusement dans la noble figure de Gandhi. Il incarne un nouveau type de mouvement politique et national dans le monde moderne : c'est la religion qui chez lui décide des méthodes politiques. La nécessité seule le pousse à embrasser la carrière politique. C'est sa conscience qui l'oblige à ne pas laisser l'Inde sans chef politique, après la mort de Tilak. «Si je prends maintenant part à la vie politique, — dit-il en 1920, après de longues méditations, — c'est seulement parce que j'ai l'impression que la politique nous enserme comme l'étreinte d'un boa : on ne peut s'en dégager. Je veux donc lutter contre ce serpent . . . *J'essaie d'introduire la religion dans la politique*». (GANDHI : *Speeches and Writings*, 1896—1922). Grâce à son évolution morale et à la conscience de sa vocation, il est depuis longtemps en mesure de jouer ce rôle. Ses principes politiques se précisent dès sa jeunesse sous l'influence de Ruskin (Unto this Last) et de Tolstoï. Cependant, le succès politique est pour lui fonction de la renaissance morale. Il prêche la non-coopération avec les Anglais, attitude dont la condition première est l'union

morale des castes hindoues. Pour conquérir le droit de vote pour les parias, il est prêt aux plus grands sacrifices et accepterait volontiers de mourir de faim pour cette cause. La non-coopération lui apparaît comme un acte religieux de purification. Ainsi, il réunit les idéals de la religion, de la nation et de l'humanité. Ce n'est pas contre l'Occident qu'il lance l'ordre de non-coopération, mais contre la civilisation matérielle et sa conséquence : l'exploitation des faibles. Gandhi ne combat que contre les vices de l'Occident, non contre ses vertus.

### L'idéal impérialiste

«La tendance à l'impérialisme, — dit Mussolini (*Entretiens*, p. 63) — est l'une des forces élémentaires de la nature humaine... Dans tous les cas, c'est le signe de la force vitale de l'homme ; tant qu'on vit, on est impérialiste ; on ne cesse de l'être que quand on meurt». Le dictateur psychologue parle avec justesse du monde des instincts de l'homme. Il existe en effet dans l'homme un sentiment et une conscience du pouvoir. Le propre des êtres organiques est — lorsqu'ils se sentent les plus forts — d'assujettir ou de vaincre les plus faibles précisément pour éprouver ainsi leurs forces : ils possèdent une conscience vitale de leur force. Il en est également ainsi chez l'homme ; non seulement il assure sa subsistance, mais instinctivement il déploie ses forces, se propose de dominer ses semblables, ce qui, bien entendu, ne peut être réalisé qu'à leur détriment. Chacun veut être «plus» qu'il n'est, étendre son pouvoir, afin d'exercer son influence sur le plus grand nombre possible d'individus. Or, comme le pouvoir suprême est celui de l'Etat, qui est la source de la plupart de tous les autres pouvoirs, la politique est le domaine particulier des aspirations autoritaires et l'homme d'Etat est le type par excellence de l'homme autoritaire. La tendance à connaître la sensation du pouvoir et à en jouir, est ce qui caractérise



le mieux l'homme d'Etat : il incline volontiers à mettre tous les domaines et toutes les valeurs de la vie au service de cette «volonté de puissance» (*Wille zur Macht*), c'est-à-dire à exploiter les facultés, les craintes, la vanité, la cupidité, l'intérêt économique, le sentiment religieux, l'élan combattif, l'estime de la nation pour le courage, en même temps que son respect des particuliers considérés comme instruments de puissance, et à utiliser envers d'autres nations sa soif inextinguible de prestige et sa foi mystique en une mission historique. Seul a du prix à ses yeux ce qui sert son système de domination ; ce qui s'y oppose n'a pour lui aucune valeur. Ainsi donc, pour conserver et étendre sa puissance, il emploie les forces organiques de la société, la science, la technique, la religion, l'ordre juridique, l'art, la vie économique.

Un des traits principaux de la tendance impérialiste — c'est qu'elle *ne connaît pas de limites*. Elle cherche toujours à conquérir et à dominer ; il lui *faut* sans cesse élargir son pouvoir, le faire passer sur de nouveaux terrains. Plus la puissance de l'impérialiste grandit, plus ce désir est vif. Et comme son pouvoir ne saurait s'accroître à l'infini dans la même direction, il en cherche d'autres. La conscience de la puissance est caractérisée par un trait profond, irrationnel : l'âme humaine ne peut tranquillement jouir du pouvoir, elle aspire toujours à le voir augmenter. Le pouvoir est semblable à la tête de la Gorgone aux boucles d'acier étincelant, autour desquelles s'enlacent des serpents : quiconque la regarde reste figé, ne peut plus en détacher les yeux : sans cesse il lui faudra plus et plus de pouvoir ; cette aspiration est en quelque sorte l'*auto-dialectique* du pouvoir, l'essence de l'impérialisme. Parmi les notes posthumes de Pachitch, on a trouvé ce paradoxe : «la vie ne vaut la peine d'être vécue que pour le pouvoir, mais celui-ci ruinera tôt ou tard la vie de celui qui en est épris».

Dans la sensation de puissance accentuée, l'imagination et le sentiment se mêlent d'une façon particulière ; les

deux vont toujours de pair : le sentiment est la source de nouvelles combinaisons de représentations ; le sentiment de puissance est un moteur particulièrement fort de cette imagination combinante qui se rattache aux objets et aux modes toujours nouveaux de l'extension de la puissance. Tout grand homme d'Etat impérialiste possède une grande puissance d'imagination. Cependant, chez ceux qui se trouvent à l'apogée de la puissance, tels Annibal, Alexandre le Grand, Napoléon ou Ludendorff, le sens des réalités s'estompe, la vision réaliste des faits cède la place aux excès de l'imagination, ce qui détermine finalement une chute tragique. La *césaromanie* fait naître des idées fantasmagoriques même dans l'esprit des plus grands ; leur imagination primitivement constructive leur fait concevoir des plans politiques gigantesques, des projets militaires et économiques destinés à changer la face du monde. Quoi qu'il en soit, la tragédie d'un Annibal, d'un César ou d'un Napoléon égarés dans le royaume de l'irréalisable ne manque pas d'un certain charme esthétique. Politique et esthétique se rencontrent, par le truchement de l'imagination impérialiste, dans la majesté tragique de la chute du pouvoir.

C'est encore l'imagination impérialiste qui anime le type des *aventuriers politiques* poussés par la soif de domination et le désir de s'affirmer. Percant à la faveur de temps troubles, ces hommes s'ingénient à broser le tableau d'une société idéale et à le suggérer aux foules, si bien qu'ils réussissent ainsi à renverser subitement l'ordre existant. Les ambitions propres à ce type révolutionnaire ne se laissent imposer aucune limite ; leur dynamisme instinctif ne connaît pas d'entraves. Tels sont les « héros » révolutionnaires dont l'existence même reste ignorée jusqu'à leur apparition soudaine ; subitement ils surgissent pour disparaître avec la même rapidité par les trappes de la vaste scène de l'histoire : les Robespierre, les Marat, les Danton, les condottieri, les conquistadores, dont les raids téméraires apportèrent l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud à la cou-



ronne d'Espagne, mais qui, par leur inhumanité et leur avidité, souillèrent le nom des Espagnols : les Pizarre, les Cortez, les Balboa ; tels encore les conquérants anglais de l'Inde, les Clive, les Warren Hastings, les nababs, dont la cupidité ambitieuse et insatiable finit par révolter la société anglaise elle-même.

Toutefois, l'ambition individuelle poursuit souvent des buts élevés, des visées idéales ou du moins idéalisées. L'un des mobiles des aspirations impérialistes de Périclès est l'idéal de la culture hellénique. Alexandre le Grand n'est pas qu'un grand conquérant : au fond de ses aspirations à dominer le monde, existe la pensée de fondre les civilisations orientale et occidentale. Les conquêtes et les tendances monarchistes de César ne procèdent pas uniquement des visées égoïstes de cette personnalité géante, elles sont l'expression de son désir de voir l'empire romain raffermi et unifié. L'âme ardente de Mahomet n'est pas uniquement stimulée par son désir d'expansion et sa soif de vengeance personnelle, mais aussi par la conscience subjective qu'il a de sa mission divine. Et l'on pourrait multiplier à l'infini les exemples de ce genre.

L'homme d'Etat de tempérament impérialiste communique cette ambition individuelle à sa nation : son impérialisme individuel devient alors un impérialisme collectif, national, voire même mondial. L'aspiration d'une nation à étendre sa domination sur d'autres pays, se réveille dès qu'elle possède un homme d'Etat qui par sa structure morale est apte à actualiser les instincts expansifs de sa nation, et à écarter par son talent politique, diplomatique et militaire les obstacles qui pourraient surgir. L'impérialisme n'est au fond qu'un nationalisme accentué. Cependant le vague instinct expansif que l'homme d'Etat ambitieux arrive à faire pénétrer dans la conscience de la collectivité nationale, possède une base objective, le plus souvent d'ordre économique. Le surpeuplement des grands Etats industriels, leurs besoins en matières premières,

la nécessité de trouver des débouchés aux stocks toujours plus grands de produits manufacturés font naître, par la nature des choses, le désir de conquête : l'Etat a besoin de territoires lui fournissant des matières premières, lui ouvrant des marchés pour y écouler ses produits et faire fructifier ses capitaux. Ces efforts mercantiles sont dès le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècles à l'origine de l'idéal *impérialiste* moderne des pays européens visant surtout à la conquête des pays d'outre-mer ou des contrées arriérées au point de vue économique. La source première de l'impérialisme est le nationalisme, la seconde le capitalisme. C'est l'idéal impérialiste qui a été la cause de toutes les guerres des cinquante derniers ans : l'expansionnisme britannique explique la guerre des Boers, celui de la Belgique la conquête du Congo ; la politique coloniale des Etats-Unis entraîna la guerre contre l'Espagne pour l'annexion des Philippines ; l'on retrouve les tendances expansionnistes de la Russie à l'origine des guerres russo-turque et russo-japonaise et de la tutelle nationale ou religieuse exercée par la Russie tzariste sur les petits peuples des Balkans. Aujourd'hui encore le désir de s'emparer de lignes ferroviaires, de canaux, de gisements de pétrole et de mines est une des principales causes de la rivalité des Puissances. La Grande Guerre elle-même fut provoquée, abstraction faite de l'esprit de revanche existant alors dans certains milieux français, par les aspirations des impérialismes russe et anglais, jaloux, non sans raison, de l'extension rapide de l'impérialisme germanique.

Les tendances impérialistes passent pour criminelles aux yeux de l'opinion internationale : peuples et hommes d'Etat dissimulent donc leurs sentiments impérialistes avec beaucoup plus de soin qu'autrefois et rejettent les responsabilités sur les autres nations. Les commissaires du peuple des Soviets qualifient d'impérialistes tous les Etats capitalistes, alors qu'ils sont eux-mêmes tout ce qu'il y a de plus impérialistes. Aux yeux des Anglais, toutes les Grandes Puissances sont impérialistes, excepté bien



entendu l'Angleterre ; parler d'impérialisme britannique, c'est une insulte pour les Anglais. Ayant conquis un cinquième du globe, ils n'ont pas agi en impérialistes, mais en «civilisateurs». Chose caractéristique, le mot «impérialisme» ne figure même pas dans l'*Encyclopaedia Britannica* (A. Salz : *Das Wesen des Imperialismus*. 1931. p. 5.).

Examinons maintenant l'idéal impérialiste en tant que mobile du génie politique tel qu'il est incarné en quelques hommes d'Etat éminents.

Périclès, le plus grand homme d'Etat de la Grèce antique, fut un chef du type essentiellement autoritaire. Tant qu'il se trouva à la tête d'Athènes, ce fut une démocratie de nom, — dit Thucydide, auteur de sentiments aristocratiques, — mais en réalité, ce fut le règne du premier citoyen. Son idéal politique même était impérialiste : une Grèce unifiée devenue grande puissance avec Athènes comme Etat dirigeant. C'est pourquoi il invite tous les Etats grecs à un Congrès panhellène à Athènes pour discuter son projet, mais Sparte refuse. En vain Périclès lui fait la guerre, la rivalité entre Athènes et Sparte subsiste. Lorsque Périclès se rend compte que ni la diplomatie ni la force matérielle ne suffisent à assurer la suprématie d'Athènes, ses aspirations impérialistes augmentent : cette hégémonie, il l'atteindra par la force de l'esprit, la supériorité de la civilisation athénienne. Périclès restera l'exemple classique d'un homme d'Etat capable d'unir la politique autoritaire et réaliste avec les aspirations idéalistes. Il personnifie le plus noble idéal impérialiste.

Le premier représentant de haute classe de l'*impérialisme mondial* est Alexandre le Grand. Il subit fortement l'influence de l'esprit hellénique. Entre vingt et trente-trois ans il change la face du monde et marque d'une profonde empreinte le IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ. Il donnera l'exemple à tous les conquérants, depuis les Empereurs romains jusqu'à Napoléon, en passant par les grands souverains du moyen âge. Quel fut l'idéal impérialiste mûri dans son

génie? Réaliser l'union de l'Orient et de l'Occident dans le cadre d'un Empire immense allant de la Mer Egée jusqu'au Gange et assurer l'unité culturelle de l'humanité par le pouvoir de l'Etat. A l'origine de ses aspirations à l'hégémonie universelle, il ne faut pas chercher uniquement ses appétits effrénés de Macédonien plein d'ardeur ; ses plans avaient, en plus, une base idéologique nettement définie. Alexandre fut le disciple d'Aristote et nourri de civilisation grecque. Le programme méthodique de sa politique intérieure et extérieure vise à fondre les peuples en une vaste unité. C'est pour y arriver qu'il renforce ses armées d'Occident par d'importants éléments orientaux ; il reconnaît les divinités orientales, épouse les filles de princes exotiques et revêt volontiers le costume national des peuples orientaux ; par la colonisation, il mélange systématiquement les races de son empire. Il fait soigneusement étudier les moeurs et coutumes des divers peuples afin que le mélange des races et leur interpénétration soient aussi efficaces que possible, car il n'ignore pas que sans une communauté d'esprit et de civilisation, l'immense Empire ne tarderait pas à se disloquer. Aux forces centrifuges de l'histoire il oppose des forces centripètes et unificatrices. Son projet s'avérera sans doute une utopie : une divergence foncière sépare l'âme occidentale de l'Orient. Il n'en reste pas moins que l'action d'Alexandre fut une géniale tentative au IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ en vue d'établir l'unité culturelle et morale de l'humanité. Or, aujourd'hui, deux mille ans plus tard, alors que l'endosmose intellectuelle ne connaît plus les obstacles de l'espace et du temps, cette oeuvre d'intégration ne progresse qu'avec une lenteur extrême, et porte sur des connaissances intellectuelles et techniques d'ordre extrinsèque plutôt que sur la conception des valeurs et les tréfonds de la vie morale.

Rien ne caractérise mieux l'esprit impérialiste de Jules César que le fait que son nom est devenu un terme de droit constitutionnel désignant les souverains d'Etats



puissants : «Kaiser», «Czar», «Császár». Du haut de sa statue colossale c'est l'*Imperator* conquérant et autoritaire qui nous regarde. Les artistes de l'antiquité conférèrent aux empereurs qui le suivirent (Auguste, Trajan, etc.) ces mêmes traits physiognomoniques révélateurs d'énergie.

Il arrive assez fréquemment qu'un futur monarque s'appuie d'abord sur le peuple pour satisfaire ses ambitions autoritaires. «Le peuple, — dit Platon (*République*, VIII, 16) — place ordinairement au-dessus de soi un homme à qui il accorde certains privilèges et le fait grand et puissant». «Les tyrans, — ajoute-t-il — sont, à leurs débuts, défenseurs du peuple». C'est par le peuple que parvinrent au pouvoir Périclès, Marius, Cromwell, Robespierre, Mazarin et de nombreux dictateurs modernes sans parler de César lui-même qui s'imposa par la démocratie. Ce n'est que lorsque le Sénat l'élut dictateur à vie, après avoir triomphé de tous les obstacles qui s'étaient dressés sur son chemin, qu'il entreprit la réalisation de la grande oeuvre de sa vie : transformer en monarchie universelle la république dont la constitution de cité-Etat était trop arriérée pour permettre l'administration d'un vaste Empire. Ce n'est pas en vain que Jules César demeura si longtemps aux pieds de Cléopâtre, dans Alexandrie, la ville d'Alexandre le Grand : il fut inspiré par l'idéal politique du grand Macédonien : une monarchie absolue ayant à sa tête un souverain-dieu. Il s'entoura d'un culte divin ayant un clergé spécial. Cependant l'antique vertu romaine, éprise de liberté, se révolta contre cette prétention et le divin César mourut en tyran, transpercé de vingt-trois coups de poignard. Brutus et ses amis ne pouvaient pardonner à l'ancien jeune démocrate d'être devenu un monarque omnipotent.

L'impérialisme de César laissera des traces durables dans l'histoire. Auguste et les autres empereurs qui lui succéderont pendant de longs siècles représentèrent tous l'idéal et les institutions de la monarchie universelle, tels qu'ils avaient été définis par César. Et même l'Empire

romain germanique sous sa forme chrétienne subsistera, du moins de nom, jusqu'à l'avènement d'un autre esprit césarien : Napoléon. Mais par ailleurs, à l'époque de la migration des peuples apparaît sur l'arène de l'histoire un puissant génie politique barbare qui fut en même temps un grand capitaine, Attila ; l'idéal planant devant lui était la domination universelle de l'Empire Romain. Il réussit en effet à créer un immense empire : en l'espace de vingt ans ses conquêtes s'étendent de la Volga jusqu'au Rhin, mais dès sa mort, les conditions historiques favorables faisant défaut, son empire croulera, colosse aux pieds d'argile. Son oeuvre ne fut qu'une puissante vague dans le flot torrentiel de l'histoire.

Trait caractéristique de la nature intime des grands conquérants impérialistes : Alexandre le Grand, Jules César, Attila, Charlemagne ou Napoléon, — donc qu'il s'agisse de souverains barbares, semi-barbares ou civilisés, — tous font de leur personne l'objet d'une apothéose symbolique, s'entourent, directement ou indirectement, d'une auréole divine. Païens, ils se proclament dieux, — chrétiens, en se faisant couronner, ils entendent être vénérés comme des envoyés de Dieu. L'aveugle passion du pouvoir éprouve toujours un besoin d'idéalisation, de sublimation métaphysique, et cherche à s'appuyer sur les forces mystiques surnaturelles.

Le fait semble naturel chez un homme autoritaire qui met la domination et l'expansion politique au service de la *religion*. La conscience qu'un tel homme a de son ascendant personnel réside dans la force d'attraction de la nouvelle religion dont il est le prophète. Le principal représentant de ce type est Mahomet. Il est à la fois prophète et homme politique, prophète en fondant l'Islam et homme politique en le propageant. Grâce à son intuition admirable d'homme d'Etat, il synthétise la religion et les aspirations conquérantes des Arabes : il fonde une religion mondiale en même temps qu'un empire universel. Une



vingtaine d'années après la mort de Mahomet, la Perse est déjà conquise par les Arabes et les provinces asiatiques et africaines de Byzance sont soumises au Croissant. C'est sa volonté de domination et ses instincts de conquérant qui continueront à stimuler ses successeurs, califes arabes ou sultans turcs.

De même qu'en Orient, le facteur religieux est à la base des aspirations de l'islamisme à l'hégémonie universelle, en Occident le début du moyen âge est caractérisé par la politique expansionniste du christianisme. Les vagues des grandes migrations balayèrent l'ancien Empire Romain. Mais à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle, un organisateur et un chef d'armée génial, Charlemagne, souverain impérialiste, réussit à réunir une fois encore les peuples germano-romains en un immense empire. L'idéal de Charlemagne est de propager et de raffermir le christianisme chez les peuples voisins encore païens. Sa volonté a raison de la résistance des Saxons païens, des Bavarois, des Slaves d'outre-Elbe, des Danois et des Avars. Ses armées traversent même les Pyrénées et affrontent les Arabes. L'immense Empire des Francs imposera plus tard aux peuples d'Europe, de l'Atlantique au Danube, de la Mer du Nord jusqu'au Volturne, l'unité de la civilisation chrétienne. Charlemagne conçoit sa mission divine comme une lutte contre les fils du diable — n'est-il pas le soldat du Christ? — et dans cette lutte, il se sent responsable devant Dieu. C'est pourquoi, sur l'invitation du Pape, il croit devoir accepter le titre d'Empereur romain, sorte de reflet, dans le monde médiéval, du prestige de l'Empire romain païen, qui ne disparaîtra définitivement qu'en 1806.

Trait caractéristique, les personnalités avides de pouvoir et de conquêtes ne se trouvent pas satisfaites par une simple conquête territoriale et par l'accroissement de leur prestige politique et militaire. C'est ainsi que la politique de Périclès, d'Alexandre le Grand, de Jules César, voire d'Attila, est empreinte de l'amour de la civilisation et du

désir de la rehausser. Leur oeuvre politique s'écroulera rapidement, mais leurs efforts civilisateurs laisseront dans l'histoire des traces durables. Cet état de choses procède d'une cause psychique profonde : aux yeux des grands impérialistes, la civilisation et la science constituent un élément essentiel de l'accroissement de leur puissance. *L'impérialisme politique et le développement de la civilisation sont des alliés naturels.*

Le facteur religieux greffé sur l'idéal politique impérialiste reprend une importance particulière par la Réforme, surtout dans ses formes calvinistes. C'est là l'origine de l'impérialisme universel anglais dont l'évolution révèle le mieux tout le fond moral ainsi que l'idéologie à la base de l'idéal politique expansionniste. Cromwell considère comme une mission divine assignée à lui-même et au peuple anglais, de poursuivre les conquêtes britanniques au nom de la religion réformée, conquêtes dont le but est d'assurer le salut de la chrétienté entière. Cependant ce n'est là qu'une formule idéalisant l'aspiration instinctive de l'impérialisme britannique qui cherche à affirmer ses forces. En effet, la plus grande puissance maritime d'alors, les Pays-Bas, dont l'écrasement ouvre à la flotte britannique toutes les mers, est précisément protestante, et sa religion est proche des puritains. Quoi qu'il en soit, la puissante volonté de domination du Lord Protector ne tardera pas à inculquer l'idéal de l'impérialisme dans l'âme de la nation anglaise.

La vocation historique d'un grand homme d'Etat est de définir le but clair et précis des aspirations instinctives et confuses de sa nation, de concentrer ces aspirations dans un programme et de diriger les efforts de son peuple vers le but assigné. Tel fut le rôle de Cromwell. Cependant, au bout d'un siècle, son idéal s'estompe dans l'âme anglaise et redevient un obscur instinct subconscient. Au cours de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les adeptes de l'idéal de *l'expansion of England* sont moins des hommes d'Etat



que des commerçants et des voyageurs animés d'un «impérialisme privé», comme Clive, jeune comptable au début de sa carrière, qui, par sa volonté inébranlable et son génie d'organisateur, jeta les bases de la puissance britannique aux Indes, ou comme Warren Hastings, son successeur. Cet idéal impérialiste est glorifié par de nombreux poètes, comme Thomson, dont le fameux poème, assez creux d'ailleurs, deviendra un chant national anglais :

Rule Britannia, rule the waves  
Britans never shall be slaves.

Ce n'est qu'à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle que cette oeuvre de conquête instinctive est poursuivie, désormais sciemment, par le parlement britannique qui concentre alors les énergies de la nation sur cet objectif ; ses efforts se traduisent notamment sur le plan diplomatique. Après Cromwell, c'est Pitt qui, le premier, s'applique à servir méthodiquement l'idéal impérialiste. Il se propose de briser la puissance commerciale et coloniale de la France, pour débarrasser ainsi l'Angleterre d'un concurrent dangereux. L'importance du rôle de Pitt réside en ce qu'il a su saisir le moment historique propice et en tirer le meilleur parti pour fonder l'Empire mondial britannique. S'il avait laissé échapper cette occasion, les aspirations anglaises se seraient trouvées réduites à des limites bien plus étroites.

La séparation des Etats-Unis de l'Angleterre est un rude coup pour les hommes d'Etat britanniques. La politique coloniale basée jusqu'alors sur l'exploitation pure et simple sera abandonnée et l'on tâchera de réunir la métropole et les colonies dans une communauté spirituelle et morale d'ordre supérieur. Pitt lui-même se propose d'étendre aux colonies les libertés publiques en vigueur en Angleterre et considère les possessions d'outre-mer comme des membres égaux de l'Empire. Burke, homme d'Etat doublé d'un moraliste, s'attaque aux «politiciens mécaniques» qui veulent

baser la politique coloniale de la Grande-Bretagne sur des considérations d'intérêts au lieu de la fonder sur la communauté spirituelle de l'origine et de la religion et sur les valeurs morales qui lui sont inhérentes. Le grand économiste Adam Smith, partant du principe du libre échange, considère que les colonies ont des droits égaux à ceux de la mère-patrie et propose de convoquer leurs représentants dans un Grand Parlement Impérial. Un autre grand économiste anglais, Jeremy Bentham, théoricien utilitariste, élabore, l'année même de la Révolution Française, un vaste programme pacifiste où il réclame la dissolution de la marine de guerre et l'abandon des colonies, car, — affirme-t-il, suivant le rationalisme naïf de son siècle, — l'intérêt de l'humanité passe avant celui de la nation. Cependant ces théoriciens ne trouvent aucun écho dans l'esprit de la nation avide de conquêtes. En vain, la pensée de ces savants est-elle précisée par un homme d'Etat de grande envergure, essentiellement pratique, comme Cobden : sur ce point, on ne l'écoute pas. Au cours de la troisième décennie du siècle dernier, Cobden veut diminuer le budget de l'armée de terre et de mer qui, d'après lui, ne servent que les intérêts de l'aristocratie anglaise. L'occupation de Gibraltar est — à son avis — un exemple classique de violence brutale ; l'assujettissement des Indes est immoral, par conséquent, armée et administration britanniques devraient se retirer de ce pays. En 1846, il formule un projet de désarmement général conforme en tous points à l'esprit du pacifisme actuel : les litiges entre Etats devraient à l'avenir être tranchés non point par la guerre mais par un tribunal d'arbitrage, au même titre que le sont les différends entre particuliers. Imbu de l'optimisme social du libéralisme, il croit que le vrai chemin du progrès est le libre jeu des forces, — sans aucune intervention de l'Etat. Le libéral Gladstone, féru de théories, est favorable aux idées de ce genre et essaie de faire valoir dans sa politique extérieure les considérations morales, en opposition



absolue avec le conservateur Disraeli. Chaque fois qu'il détient le pouvoir, l'élan de l'impérialisme britannique fléchit.

A un point de vue idéologique, il peut paraître surprenant de prime abord que les utilitaristes anglais étant prêts à renoncer, le cœur léger, aux colonies et aux conquêtes, en invoquant les valeurs morales de la liberté et de l'humanité, les représentants de l'idéalisme, dont le plus éminent est Carlyle, essaient, au contraire, de justifier l'impérialisme anglais en se réclamant précisément de l'ordre supratemporel des valeurs religieuses et morales. Au XIX<sup>e</sup> siècle, Carlyle croit à la mission divine de la nation anglaise, tout comme Cromwell, — qu'il considère comme son modèle et dont il publie les discours et les lettres, dans lesquels il voit les éléments d'une véritable épopée nationale anglaise, — y avait cru au XVII<sup>e</sup> siècle. Au fond de son âme, Carlyle est convaincu que l'Anglais représente un type tout à fait supérieur de l'humanité.

Pour un peuple ayant une telle mission, la puissance signifie en même temps le droit. Voilà ce qu'avait appris Carlyle des grands idéalistes allemands. A Fichte, il a emprunté le culte des héros et des peuples héroïques, à Hegel, ses théories sur la puissance et la guerre en tant que créatrices de droit. «Puissance et droit, dit-il, notions nettement différentes à première vue, finissent, après un certain temps, par devenir synonymes... La conquête qui au début semble basée sur l'iniquité et la violence, finit par être justifiée aux yeux de tous et s'affirme comme droit. Après une observation minutieuse, nous arrivons à cette conclusion que dans ce monde toute conquête durable s'est avérée salutaire aussi bien pour le conquérant que pour le conquis». «Celui à qui Dieu permet d'occuper une possession, en a le droit. La cause du puissant est une cause juste. Il en est ainsi dans le monde entier, précisément parce que le monde a été créé par Dieu et la justice et non par Satan et le mensonge». «Les Romains qui ont

conquis le monde ont su le conserver sous leur domination parce qu'ils savaient le mieux gouverner le monde». Or, la mission historique des Romains a passé à l'Angleterre. En somme, Carlyle justifie moralement les aspirations de l'impérialisme anglais en faisant apparaître la colonisation britannique comme l'intérêt de *l'humanité tout entière*.

Cet idéal impérialiste sublimisé est réalisé en politique pratique à une cadence rapide par un homme lui-même ambitieux et possédé par l'esprit de domination : Disraeli. Il considère les Anglais comme la race la plus parfaite, après la sienne propre, la race juive. Or, l'histoire universelle est d'après lui l'histoire des races. Jeune écrivain, il ébauche dans son roman *Tancred* les rêves de l'impérialisme britannique : l'un de ses héros proclame que les Anglais ont besoin de l'Ile de Chypre pour contrôler la route des Indes et l'Egypte, et que la reine d'Angleterre pourrait, à bon droit, prendre le titre d'Impératrice des Indes. Devenu homme d'Etat, Disraeli réalisera ces deux aspirations. Alors que les libéraux et en particulier Gladstone témoignent de bien peu de fermeté dans leur politique coloniale, Disraeli introduit dans le programme des conservateurs, comme un chapitre essentiel, la politique coloniale impérialiste. Il essaie de créer une étroite communauté morale, juridique et économique entre la métropole et les colonies. Quant aux foules des travailleurs, il se propose de les gagner à l'impérialisme en insistant sur l'aspect social de l'expansion : le sort des ouvriers va s'améliorer, puisque l'ouverture de nouveaux débouchés leur procurera du travail.

C'est la tendance expansionniste de l'impérialisme britannique qui anime le plus ardent des impérialistes anglais, Cecil Rhodes. Jeune encore, il part pour l'Afrique du Sud où il rassemble une fortune énorme. C'est un colonisateur né dont la passion est d'enrichir sa patrie d'immenses territoires neufs. Il ne recourt pas à la guerre, il travaille le plus souvent par la persuasion ; il met à profit



sa souplesse et ses dons politiques. Il étudie les méthodes de la politique colonisatrice des Romains et en copie délibérément la technique. En dehors des Romains dont la mission — il le croit, lui aussi, — a passé aux Anglais, il admire surtout Napoléon dont il collectionne les bustes et les manuscrits. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle il fonde en Afrique du Sud une vaste colonie anglaise qui porte aujourd'hui son nom : Rhodésie. Son imagination impérialiste ne connaît pas d'obstacles. Il réclame la construction du chemin de fer du Cap au Caire, afin de relier l'Égypte à l'Afrique du Sud et de réunir sur le drapeau anglais le Bouc, symbole de l'Afrique du Sud, et le Croissant. Il rêve d'ailleurs d'une paix éternelle, de la *pax britannica* qui devrait régner sur l'humanité dès que le monde entier serait dans les griffes du lion britannique. (Une dialectique analogue était à la base des traités de paix dictés par les vainqueurs de la Grande Guerre). Un certain nombre d'écrivains, dont Swinburne et Kipling, reprennent le thème de l'impérialisme à la Rhodes. La majorité de la nation les suit. Cependant la guerre des Boers, au déclenchement de laquelle Rhodes ne fut pas tout à fait étranger, priva l'impérialisme anglais de son auréole morale si souvent invoquée. Cette fois-ci les Anglais ne s'attaquaient pas à une race de couleur, mais à une population blanche et chrétienne, de plus, à propos de cette guerre on ne pouvait se réclamer d'aucun prétexte idéaliste puisqu'il s'agissait de la conquête de l'or et des diamants du Transvaal, donc d'un but essentiellement égoïste. En 1899, Salisbury a donné du processus historique de l'impérialisme une définition d'une franchise cruelle : «Les grands Etats deviennent toujours plus grands, et les petits toujours plus petits». Mais il n'a pas dit ce qui adviendrait lorsqu'il n'y aurait plus de petits Etats. Les grands seraient-ils alors réduits à s'entre-dévorer?

L'idéal de l'hégémonie britannique est le rêve qui hante, dès sa jeunesse, la génération anglaise de la fin du XIX<sup>e</sup>

siècle. Lord Curzon, déjà comme collégien et plus tard comme étudiant d'Oxford, ne pense qu'à l'Inde et à l'Extrême-Orient. Dès son plus jeune âge il concentre toute son attention sur la question d'Orient et dans le cercle scolaire des étudiants d'Oxford, la *Debating Society*, il passe pour une sorte de monomane des questions asiatiques. Le vieux Disraeli le complimente en termes flatteurs : «Ce jeune homme, dit-il, s'est spécialisé, chose excellente en politique». De très bonne heure Curzon est nommé secrétaire pour l'Inde, puis vice-roi. Son but principal est de faire triompher l'impérialisme anglais aux dépens de l'influence russe en Asie. Dans toute une série d'ouvrages, il analyse les problèmes de l'Orient. Son esprit impérialiste s'affirme résolument dans la dédicace de *Problems of the Far-East* (1894). L'auteur dédie cet ouvrage «à tous ceux qui voient dans l'Empire britannique le plus puissant instrument pour le Bien dont la Providence ait jamais doté le monde».

Depuis la guerre des Boers, l'impérialisme anglais qui jusque-là avait poussé à de nouvelles conquêtes, fait patte de velours : il redoute la perte de ses anciens territoires et n'en convoite plus de nouveaux. L'intervention de l'Angleterre dans la Grande Guerre a été dictée plutôt par un instinct d'auto-défense préventive en présence de l'impérialisme germanique. Mais bien que l'Angleterre ait cessé de convoiter des territoires, elle n'en conquiert pas moins de nouvelles colonies : la Grande Guerre a réalisé le rêve de Rhodes en attribuant à l'Angleterre une grande partie des colonies allemandes en Afrique. Ainsi les possessions de l'Angleterre forment aujourd'hui un bloc allant du Caire au Cap.

Depuis la guerre mondiale, le sentiment de l'impérialisme se lie d'une façon frappante dans l'âme anglaise aux souvenirs de l'Empire Romain en Grande-Bretagne. Estompés au cours des siècles, ces souvenirs se sont effacés, sauf les traces qu'en a conservées le vocabulaire de la



langue anglaise. L'affinité entre la Rome antique et l'Angleterre moderne s'est réduite à un simple parallélisme historique ; dans la rhétorique de l'école de Carlyle, on rappelait volontiers que l'une avait été la plus grande puissance civilisatrice de l'antiquité, ayant su imposer son emprise à une multitude de peuples barbares, et que l'autre jouait le même rôle dans les temps modernes, chacune d'elles tenant d'une main le glaive, de l'autre la Table de la Loi, et soumettant aussitôt à ses lois les pays conquis par le glaive. La technique de l'expansion, telle qu'elle a été appliquée par ces deux puissances universelles, présente d'ailleurs une similitude étonnante. Cependant le mélange du sang romain et du sang britannique est tombé peu à peu dans l'oubli ; l'opinion publique anglaise n'en avait plus guère conscience. Les historiens anglais négligeaient pour la plupart cet aspect de l'affinité romaine, qui ne cadrerait pas avec leur théorie a priori d'après laquelle la race, les institutions et la civilisation anglaises étaient d'origine germanique. Les historiens les plus considérés, Stubbs et Freeman, étaient partisans de cette hypothèse et ne témoignaient qu'un intérêt relatif pour le passé des Celtes latinisés. Il y a un demi-siècle, Green considérait le Schleswig comme le berceau de la race anglaise. En général, pendant longtemps, la science anglaise ne faisait que peu de cas des tribus romanisées qui avaient construit les villes britanniques et des routes bien avant que les navires corsaires de Hengest et de Horsa n'aient accosté les grèves d'Albion. Tennyson dit lui-même dans un poème : *Norman and Saxon and Dane are we*. D'après cette théorie, les Anglais seraient une race essentiellement nordique, n'ayant dans les veines que du sang germanique.

A la suite de la Grande Guerre, les Anglais abandonnent cette hypothèse. Ils commencent à être gênés par leur origine germanique et cherchent à adapter leur conception de leur provenance historique à la politique des alliés. Ils se remettent à l'étude du passé romain de la Grande-

Bretagne. Ce n'est plus dans le Schleswig ni en Scandinavie qu'ils cherchent leur berceau et la source de leur culture, mais dans l'Empire méditerranéen de l'antiquité et dans sa civilisation. De nombreux auteurs rappellent que les légionnaires romains s'étaient fixés en grand nombre dans l'Ile, qu'ils avaient épousé des femmes indigènes et que leurs lointains descendants conservent encore aujourd'hui l'empreinte physique et morale de cette origine. Le plus vaste Empire des temps modernes, l'Empire Britannique, n'aurait jamais pu se former s'il ne s'était rattaché aussi étroitement à l'Empire Romain. Ainsi l'Anglais d'aujourd'hui peut se considérer, à côté de l'Italien et du Français, comme l'héritier direct des Romains.

La volonté de domination des grands hommes d'Etat impérialistes, quand ils ne sont pas souverains de par leur naissance, n'est le plus souvent nourrie que par l'ambition personnelle : la conscience de leur talent les pousse à s'élever au-dessus de la masse et à conquérir le pouvoir. Le désir d'assister à l'épanouissement de la puissance collective s'éveille plus tard et devient leur idéal. La conscience qu'ils ont de leur propre pouvoir se transforme alors en impérialisme national. C'est à cette catégorie qu'appartient Richelieu, fondateur de l'impérialisme français. Deux idées l'inspirent, idées impérialistes convenant à sa nature autoritaire : en politique intérieure, le pouvoir absolu du roi, en politique extérieure, l'hégémonie européenne de la France. La mission individuelle de Richelieu finit d'ailleurs par s'identifier à la mission politique et historique dévolue par le sort à la France. Trait typique chez les hommes d'Etat impérialistes, ils travaillent activement au progrès culturel. Richelieu met en oeuvre toutes les ressources morales et matérielles de sa nation, pour lui assurer l'hégémonie en Europe. Il y réussit, encore que de nombreux fruits de ses initiatives ne soient recueillis que par Mazarin.

Cet idéal de suprématie européenne formulé pour la première fois par Richelieu et vers lequel tendent les efforts



de Mazarin, de Colbert et de Louis XIV, se transforme en idéal de suprématie mondiale chez Napoléon, la plus puissante des personnalités impérialistes. Cet idéal, chez le grand Corse, émane de son instinct individuel de conquête. Ce n'est que par la suite qu'il se confond avec l'idéal national français qui a pour Napoléon la valeur d'un instrument devant faciliter l'épanouissement de sa personnalité autoritaire. Toute sa volonté se concentre sur cet idéal de suprématie mondiale qui devient le mobile de tous ses actes.

Le génie de Napoléon représente *l'impérialisme pour l'amour de l'impérialisme*. C'est parmi les Jacobins qu'il apprend les méthodes de la politique autoritaire ne reculant devant rien. Il devient cynique envers les hommes qu'il méprise et dans lesquels il ne voit que les instruments de sa politique. C'est la passion du pouvoir qui explique aussi sa cruauté : l'exécution des prisonniers de Jaffa, du duc d'Enghien, de Palm, etc. C'est un véritable César, mais souvent le poignard de Brutus scintille dans son ombre. Il ne cesse de menacer, d'insulter, de terroriser. Ses traités de paix sont impitoyables et de par leur nature, ils constituent le point de départ de guerres nouvelles jusqu'au moment où il impose à ses adversaires le traité de Tilsit qui marque le commencement de son déclin. En méditant sur son destin à Sainte-Hélène, il explique sa chute par les trois erreurs foncières qu'il a commises : il n'a pas anéanti la Prusse, il n'a pas renforcé la Pologne et n'a pas compris la Russie. Et pourtant ce sont là des illusions. Il fait fausse route en affirmant qu'il aurait dû user de méthodes plus violentes envers la Prusse afin de l'asservir plus complètement et, en quelque sorte, de dénationaliser, de «dépaysier», — comme il dit — l'Allemagne. Était-il possible de dénationaliser un grand peuple comme l'Allemagne, de l'asservir complètement ? En ce qui concerne le Tzar, celui-ci n'aurait en aucune façon toléré que la Pologne fût soumise à la tutelle de la France et une guerre eût été inévitable. Napoléon a donc raison en disant qu'il n'a pas compris le Tzar et la Russie. Cette

croissance erronée selon laquelle il aurait pu maintenir l'Europe entière dans une servitude perpétuelle, accompagna l'Empereur jusqu'à son tombeau. Son esprit impérialiste ne put comprendre que le pouvoir en tant que but en soi ne peut être qu'éphémère.

Napoléon avait-il un idéal politique d'ordre supérieur? Les conquêtes pour l'amour de la conquête, la puissance, les victoires procèdent, au fond, chez lui, de l'égoïsme s'abritant derrière le mot d'ordre de la gloire. Est-ce pour la liberté qu'il lutta? Non, car il asservit, au contraire, les peuples libres! Est-ce donc pour améliorer le sort des humains? Non certes; il détruisit sans sourciller le foyer de millions d'individus. Son aspiration à dominer le monde aurait-elle eu donc pour mobile l'idéal du bonheur de toute l'humanité, l'idéal humanitaire? Assurément non, car il n'utilisa ses dons admirables que pour lui-même, ou tout au plus pour les Français. Il méprisait les «idéologues» visant à des buts supérieurs. Ce grand conquérant est un réaliste de l'égoïsme. Sa volonté et son intelligence travaillent avec une puissance extraordinaire, sans le contrôle de sa conscience et de son sens des responsabilités. Rien ne l'arrête quand il s'agit de parvenir au but qu'il s'est fixé; tous les moyens lui sont bons, pourvu qu'ils conduisent au succès. Quel fut le succès final? La destruction de l'Europe. Ce que Napoléon a créé, a presque entièrement disparu dans les flots du temps, telle la fumée de ses canons sur les champs de bataille de l'Europe. Son activité a eu cependant une conséquence durable: le réveil de la conscience nationale des peuples, grands et petits. Sans Napoléon, on n'aurait pas vu Fichte, le prophète politique, et l'unité allemande n'eût pas été réalisée de sitôt grâce aux efforts de Bismarck. Les aspirations à l'unité italienne et illyrienne furent également inspirées par Napoléon. Ce qui dans son oeuvre a une valeur réelle et impérissable, c'est la législation et l'organisation administrative qu'il a données à la France. Et vers la fin de sa vie, l'Empereur lui-même s'en rendit bien compte.



L'idéal d'un homme d'Etat impérialiste revêt à toutes les époques et chez tous les peuples une forme identique : étendre les frontières du pays, imposer sa volonté à son peuple et aux peuples étrangers. De ce point de vue, peu importe si l'homme d'Etat est fils de l'Orient ou de l'Occident, du moyen âge ou des temps modernes. Le Japon impérialiste d'aujourd'hui est l'oeuvre d'Ito. Dès son jeune âge, celui-ci se fait un idéal : s'assimiler la culture supérieure de l'Europe, s'approprier la technique occidentale, et faire du Japon une grande puissance. Il est encore adolescent — vers le milieu du siècle dernier, — lorsque les ports japonais s'ouvrent aux navires étrangers. Le stade d'évolution où se trouvait le Japon à cette époque correspond au moyen âge européen. Le président des Etats-Unis envoya au Mikado un chemin de fer en miniature, un appareil de télégraphie et un appareil photographique, engins qui firent sensation dans le pays. Mais l'âme japonaise restait méfiante à l'égard de la civilisation européenne, qu'elle considérait comme dangereuse pour les traditions ancestrales de la nation. Peu à peu, les conquêtes de cette civilisation étrangère pénétrèrent au Japon : navires, armes, machines, livres aussi. Les Japonais ne pouvaient les produire eux-mêmes, ils avaient besoin de spécialistes étrangers. Le jeune Ito, descendant d'une modeste famille, comprit l'importance d'une assimilation rapide des sciences modernes, condition première de la grandeur future de sa nation. Il sentit naître en lui la vocation de réformateur. Ayant appris l'anglais, il étudia les ouvrages politiques, économiques et historiques étrangers. Dès lors, son idéal se précise : faire du Japon, en l'eupéanisant, la plus grande puissance asiatique. Pour atteindre ce but, il ne recule devant aucun obstacle. Avec quelques-uns de ses amis, il s'engage sur un bateau anglais comme mousse et quitte son pays, bravant les lois qui interdisent alors à tout sujet du Mikado de sortir de l'Empire du Soleil Levant. Il se rend en Angleterre, où il étudie sur place la civilisation européenne. En 1864, il

revient dans son pays ; cependant il ne peut débarquer qu'en se donnant pour médecin. Dans une atmosphère des plus hostiles, il commence son action : la modernisation du Japon. Bientôt, l'accès à la cour impériale lui est ouvert. Conseillé par lui, l'Empereur Mutsu-Hito reçoit en 1869, pour la première fois, les ambassadeurs étrangers.

Cependant les obstacles s'opposant à la modernisation du pays s'accumulaient sans cesse. Ito dut lutter vigoureusement contre les partisans de l'ancien régime féodal. C'est pourquoi il faisait rédiger les décrets impériaux dans un langage archaïque, tout en insistant sur l'utilité des réformes qu'ils introduisaient : il faisait de son mieux pour ménager les traditions antiques. Ito, qui représente une merveilleuse synthèse de l'Orient et de l'Occident, a deux visages, comme Janus, l'un asiatique et conservateur, l'autre européen et moderne. La civilisation occidentale, il ne l'aime pas pour elle-même, mais parce qu'il y voit un instrument permettant d'accroître la puissance de sa patrie. Pour servir ce même but, il réorganise l'administration et refond la constitution japonaise. Ito est un éclectique de génie qui réussit à fondre admirablement la vieille tradition et le progrès moderne dans le cadre d'une réforme susceptible d'obtenir l'agrément de la nation. Pourtant, son «idolâtrie de l'étranger» lui vaut bien des attaques ; mais ayant toujours en vue son idéal impérialiste, il ne se laisse arrêter par aucun obstacle. Il comprend que la situation géographique du Japon le prédestine à devenir, en Asie, une grande puissance maritime, à l'instar de l'Angleterre en Europe. C'est pourquoi, aux environs de 1890, il rêve d'une puissante flotte japonaise. Grâce à la prodigieuse force suggestive que lui communique son idéal, il décide l'Empereur, le Parlement et toute la nation à accepter les efforts et les sacrifices nécessaires pour construire une flotte moderne. «Nous avons comprimé les dépenses de notre Maison, — proclame un Edit impérial en 1893 — et pendant six ans nous verserons annuellement la somme de 300,000 yens au Trésor,



Nous invitons nos sujets civils et militaires à verser pendant cette même période à la Caisse des Constructions Navales un dixième de leur traitement ou de leur solde.» Galvanisé par l'exemple de l'Empereur, le peuple est prêt à tous les sacrifices, dont il recueillera les fruits : victoires sur la Chine, conquête de la Corée et défaite infligée à la Russie. Ito a assisté à l'essor inouï de son pays, à son expansion territoriale, à son européanisation. En 1909, déjà prince, il est abattu par les balles de deux Coréens. Mais le rêve qu'il avait échafaudé un demi-siècle auparavant, était dès lors une réalité : le Japon est devenu une puissance moderne, l'égale des puissances européennes (Cf. l'étude de L. Ries : *Meister der Politik*. III<sup>e</sup> vol. pp. 405—443).

La figure de Li-Hung-Tchang, le grand homme d'Etat chinois qui, pendant un demi-siècle, joua dans son pays le même rôle qu'Ito au Japon, bien qu'avec moins de succès parce que dans d'autres conditions psychologiques, aurait sans doute inspiré Plutarque. L'idéal de Li est également l'introduction de la culture européenne en Chine et la modernisation de l'appareil désuet de l'Etat auquel il veut substituer un fort pouvoir central. Mais alors qu'au Japon, Ito était rempli de l'optimisme des créateurs, lui, à la vue du désarroi qui règne en Chine, cherche avant tout à sauver son pays et à écarter les catastrophes qui le menacent. Les grandes puissances européennes et le Japon convoitent les territoires chinois et, considérant la Chine comme une proie facile pour leur impérialisme politique et économique, lui extorquent la signature de traités de plus en plus humiliants. Les efforts pacifiques de Li échouent en raison de la rapacité et de l'injustice des Grandes Puissances de même qu'à cause du conservatisme et de la méfiance de ses compatriotes. Il lui faut des nerfs solides et beaucoup de sagesse pour surmonter, pendant de longues années, les obstacles qui se dressent sur son chemin. Tout comme Ito, il travaille fiévreusement à introduire dans son pays les formes techniques et économiques de l'Europe et à assimiler l'art mili-

taire des peuples occidentaux ; il fonde des écoles supérieures spéciales, réorganise l'armée et la flotte. Il veut une Chine forte et moderne afin que le Japon et les Puissances occidentales n'osent plus s'attaquer à son pays avec autant de désinvolture : il veut opposer l'impérialisme à l'impérialisme.

Son idéal politique est Bismarck ; il lui rend visite en Europe et lui fait ériger une statue en Chine. Cependant son oeuvre de réformes échoue finalement : l'âme chinoise, si elle est capable de s'assimiler la technique moderne, manque du dynamisme nécessaire pour l'animer. Après la Révolte des Boxers en 1901, c'est à Li qu'incombe la tâche de conclure un traité humiliant avec les Européens ; il ne survit que quelques semaines à l'outrage fait à sa nation, et ses rêves de voir une Chine modernisée une fois évanouis, il meurt tué par le chagrin. Li-Hung-Tchang est une des figures les plus tragiques de l'histoire (V. l'étude de O. Franke : *Meister der Politik*, vol. III. pp. 443—477.). Pourquoi la douloureuse figure de Li a-t-elle sa place dans la galerie des hommes d'Etat impérialistes ? Ito est le représentant d'un *impérialisme dynamique* avide d'expansion, tandis que Li incarne *l'impérialisme statique* s'appliquant à conserver son patrimoine territorial. La Corée appartenait à la Chine, mais sa population n'était pas chinoise. Pourtant Li lutta obstinément pour empêcher cette région de passer au Japon, parce que le sentiment de l'autorité et de la souveraineté de la Chine le lui commandait. En donnant un sens restreint et statique à ce terme, tous les Etats sont a priori impérialistes quand ils défendent leurs territoires. Dans ce sens du terme, les hommes d'Etat de la Suisse neutre ou de la Belgique ne seraient-ils pas impérialistes en défendant par exemple au canton du Tessin de se rattacher à l'Italie, ou aux Flamands de se séparer des Wallons ?

Le triste exemple de la Chine illustre d'une façon frappante le fait qu'encore aujourd'hui, — peut être même plus que jamais — malgré un pacifisme onctueux et les singu-



lières méthodes de la S. D. N. — l'idéal impérialiste reste le vrai moteur de la grande politique : là où l'on trouve un pays faible, riche en ressources naturelles, comme la Chine, qui avec une population de 400 millions d'âmes est pourtant impuissante, on assiste à l'avidité rivalité de toutes les Grandes Puissances. Aujourd'hui, la terre entière est conquise et partagée par les grands ; et ceux-ci ne peuvent plus faire de conquêtes qu'aux dépens les uns des autres. Le globe tout entier devient une unité économique, une immense usine qui extrait, transforme et stocke tous les biens du sol. L'idéal impérialiste revêt un aspect de plus en plus économique.

### **Idéal économique**

A la base de chaque idéal politique existe le culte d'une certaine valeur. La source de l'idéal de la liberté remonte à la valeur de la dignité individuelle et nationale. L'idéal impérialiste est nourri par la conscience qu'une nation a de sa grandeur et idéalisé par l'éclat des valeurs religieuses et morales : la mission universelle dévolue par Dieu à la nation, la diffusion de la civilisation et le bien-être de l'humanité. Il est des hommes d'Etat pour qui la *valeur économique* vient en première place, parce que les autres valeurs politiques sont considérées comme en dérivant.

L'idéal économique est d'ordinaire étroitement lié à l'idéal impérialiste : la richesse et la puissance d'une nation forment une inséparable unité. La prospérité économique crée la puissance, et la puissance contribue à donner un essor nouveau à la vie économique. Mais à côté du type nationaliste de l'idéal économique, il en existe un autre, *anational* ou *international*, qui attend le bien-être et le « bonheur » de l'humanité précisément de l'abolition des barrières nationales et du développement des seules forces économiques. Ces deux types sont représentés de la façon la plus caractéristique, le premier par Colbert, le second par Cobden.

Colbert est l'incarnation de l'idéal politique de l'*homo*

*oeconomicus*. Dès sa jeunesse, comme secrétaire de Mazarin, il met de l'ordre dans les affaires financières du cardinal ; dès qu'il arrive au pouvoir, il veut redresser et réorganiser les finances de la France. Il crée l'administration centrale des finances, unifie le régime fiscal et le système des douanes et s'ingénie constamment à trouver de nouvelles ressources économiques. L'unité de l'Etat exige en même temps l'unité dans la vie économique. Les grandes réformes de la justice et de l'administration ne servent à ses yeux qu'un seul but : faire de la France une entité économique unie et puissante. La France doit être l'Etat le plus riche, donc le plus fort de l'Europe. Il oriente l'attention du roi et de la nation vers la conquête de nouvelles colonies pour s'y procurer de l'or et de l'argent comme l'ont fait les Espagnols et les Portugais, seul moyen de développer la puissance de la nation. Il trouve honteux que la France ne possède qu'environ 500 vaisseaux, alors que la petite Hollande dispose d'une flotte commerciale de 15000 bateaux et l'Angleterre, de 3000. La France, pour être riche, doit à son tour faire du commerce avec le monde entier, développer l'esprit d'entreprise, fonder à l'instar des Anglais et des Hollandais de grandes compagnies et leur octroyer des privilèges. Ces compagnies peuvent acquérir sans bruit des colonies et l'on battra ainsi les adversaires avec leurs propres armes. Colbert fonde la Compagnie des Indes Orientales et Occidentales, les Compagnies commerciales du Levant et des Pyrénées. Il étend ainsi sur le monde entier le commerce français, jusqu'alors insignifiant, et éveille chez ses compatriotes le goût de l'entreprise et de la concurrence. C'est Colbert qui pose les premiers jalons de l'influence française dans le Levant et ceux de la colonisation en Afrique Occidentale, au Sénégal et aux Indes. Il donne un nouvel essor à l'armement et commence l'aménagement des grands ports français d'aujourd'hui. Il favorise l'industrie, encourage les exportations et acquiert de nouveaux débouchés aux produits français. Dans sa passion économique il va jusqu'à considérer l'organisation de la vie



économique, de la production et du commerce comme la tâche la plus importante de l'humanité et comme le seul sens de l'histoire. Toutefois, en dernière analyse son idéal économique vise un objectif d'ordre politique et impérialiste : l'hégémonie économique de la France s'étendra, d'elle-même, par dessus les autres Etats européens sur le globe entier, et par là s'établira la base de sa puissance politique. C'est pourquoi Colbert se soucie au plus haut point de voir les colonies peuplées de Français et s'intéresse à l'accroissement de la population française. Il ne se laisse embarrasser par aucune considération morale sur la dignité humaine : il considère les hommes comme de simples machines organiques mises au service de la prospérité économique. «Cent cinquante filles, des juments, des chevaux et des moutons sont prêts à partir pour le Canada», écrit-il, et il prévoit des punitions pour les soldats qui ne seraient pas encore mariés quinze jours après l'arrivée des filles. Le Canada est, depuis plus de cent cinquante ans, colonie anglaise, mais la langue et la civilisation de ses grandes villes ont, encore aujourd'hui, une forte empreinte française. L'influence de la politique de Colbert se fait encore sentir, par dessus le flot des siècles. Colbert est le prototype de l'homme d'Etat à orientation économique-technique. Pour lui, la société n'est autre chose qu'une vaste exploitation, un immense atelier.

Le type anational de l'idéal économique-politique est représenté par Cobden ; il a en vue le bien-être économique non seulement de son propre pays, mais aussi de l'humanité tout entière. C'est un curieux exemple de *self-made man* ayant trouvé sa vocation politique en partant de sa propre profession. Dans sa jeunesse, il fut berger, ouvrier, commis voyageur et, finalement, industriel. Adolescent encore, l'idéal économique se cristallise dans son âme. La lutte qu'il mène pour atteindre le but de sa vocation politique remplit toute sa vie. Il a vraiment une mission à accomplir. Dans ses oeuvres de jeunesse déjà, il se fait le champion du libre-échange, qu'il considère comme une infaillible pa-

née, grâce à laquelle l'Angleterre pourra, par des moyens pacifiques, étendre son hégémonie sur le monde entier. Au Parlement, par son éloquence et sa logique, il réussit à convaincre Peel de la nécessité d'abolir les droits d'entrée sur les céréales et d'instaurer le libre-échange. Peel, conservateur, faisant une brusque volte-face, adopte le point de vue libéral et, par la suite, la vie économique anglaise connaît en effet une période de grande prospérité. Le principe du *free-trade* reste, encore aujourd'hui, en théorie sinon en fait, le dogme principal d'un nombre important d'économistes de Grande-Bretagne.

L'idéal économique évoluant dans l'âme de Cobden prend de l'envergure et devient une conception de politique universelle. Cobden estime en effet que le libre échange est la première condition de la paix internationale. A ses yeux la liberté des échanges est appelée à détruire les barrières séparant les pays, «derrière lesquelles règnent l'orgueil, la vengeance, la haine et la jalousie qui, une fois déchaînés, inondent la terre de sang». Aussi travaille-t-il avec zèle à la conclusion de traités de commerce entre l'Angleterre et les autres pays, bien que lui-même n'accepte jamais aucune charge publique et refuse plusieurs fois des portefeuilles ministériels. Il est le grand artisan du traité de commerce franco-anglais de 1860. «Il faut — dit-il — que par le libre échange des marchandises, ces deux nations créent entre elles une étroite interdépendance. Nouer des alliances, c'est la méthode de Dieu ; les autres systèmes ne valent rien». Les méthodes militaristes et guerrières surtout finissent par être néfastes aux deux parties. Aussi s'oppose-t-il à l'impérialisme anglais : il déclenche une campagne contre la guerre de Crimée, contre l'expédition de Chine et en général contre toute la politique agressive de Palmerston. Il n'hésite pas à proposer à son pays de réduire l'armée et la flotte, de renoncer aux Indes et à une partie des colonies et de donner même l'exemple du désarmement général. Il organise des associations pour la paix et est un des premiers



apôtres du pacifisme au sens actuel du mot. Il s'attachait sincèrement à son idéal, au risque même de compromettre sa popularité.

### L'idéal social

L'idéal social des hommes d'Etat procède du sentiment profond qu'ils ont des valeurs morales et de la dignité humaine : ils s'efforcent de donner à la société une organisation dans laquelle règne le respect due à la personnalité humaine, où les bien matériels et spirituels soient répartis aussi équitablement que possible, où il n'existe ni exploités ni exploités pas plus que des couches sociales privilégiées et des déshérités ne possédant aucun droit. L'idéal social a deux aspects : l'un est l'aspect moral : la justice sociale ; l'autre, l'aspect économique : assurer à l'individu une existence digne d'un homme. C'est pourquoi depuis les Gracques, qui voulurent partager les terres, jusqu'aux socialistes ou communistes d'aujourd'hui, les divers mouvements sociaux ont une telle force de percussion. Deux grandes passions humaines se trouvent en effet à la base de ces mouvements : une aspiration d'ordre idéal et moral tendant à la justice ou ce qui est censé être la justice, et d'autre part l'instinct de conservation, l'envie d'arriver à une situation meilleure, aspiration vers un but *matériel et économique*. Toutefois, si matérialiste que soit la conception des courants socialistes régissant aujourd'hui les mouvements de masse, il est indéniable que l'esprit des foules est, au fond, idéaliste. A la base de tout mouvement de masse il y a aussi des mobiles moraux : liberté, égalité, répartition équitable des biens, etc. Ce qui est en accord avec ces idées est seul capable d'enthousiasmer la foule.

Trois facteurs peuvent donner un relief particulier à l'idéal social : la *religion*, la *nation* et l'*intérêt international d'une classe*. C'est ce qui détermine l'aspect principal que revêt la politique des hommes d'Etat voués à l'idéal social.

Les hommes d'Etat de la première catégorie sont ceux qui ont été appelés au service de l'idéal social par leurs sentiments religieux, l'amour du prochain ou la charité chrétienne. Ce qui les attire surtout vers cette vocation, c'est l'abîme profond qui existe entre la doctrine morale chrétienne et la vie réelle de la société. Voilà pourquoi le théologien devenu homme politique (p. e. Fr. Naumann, Seipel, O. Prohászka) se met au service de l'idéal social à la suite des expériences qu'il a faites dans son oeuvre pastorale : la vue de la misère de l'ouvrier, la vie sans joie des mineurs, la fumée sombre des faubourgs ouvriers, éveillent le désir de remédier aux abus du capitalisme. Quel est le programme typique de tels hommes d'Etat ? Pas de belles paroles, mais du pain, non pas seulement des sermons, mais aussi la réalisation pratique de la justice sociale ; pas d'oeuvres accidentelles de charité, mais la garantie, par des institutions légales, du minimum nécessaire à l'existence.

Un tel idéal social et religieux inspira l'oeuvre du Pape Léon XIII. Jeune encore, comme nonce apostolique à Bruxelles (1843) il trouve en Belgique un mouvement catholique actif et fécond où les questions sociales sont au premier plan. C'est là que le jeune prélat se rend compte de la valeur et de la force de l'organisation. Instruit par les enseignements recueillis au cours de ses voyages à Cologne, à Londres et à Paris, il continue à développer le programme de la politique sociale moderne, idéal qu'il voudrait assigner à l'Eglise. Il reçoit les encouragements de l'évêque de Mayence, Mgr Ketteler, pionnier des idées socialistes-chrétiennes, et de l'évêque de Genève, Mgr Mermillot, censeur impitoyable des abus du capitalisme et qui réclamait des réformes sociales chrétiennes. La conscience d'une vocation politique s'éveille dans l'âme du jeune nonce. Il veut organiser, inspirer, combattre par la volonté et par l'intelligence les obstacles entravant l'évolution sociale moderne, et jeter les bases d'une nouvelle et active politique sociale de l'Eglise. Mais son rappel en Italie empêche sa vocation de s'épanouir.



Archevêque de Pérouse pendant trente ans, il suivra pourtant son penchant politique. Il se rend de plus en plus compte qu'en présence de l'évolution de l'Etat moderne et démocratique, l'Eglise ne peut rester éternellement passive. Il vaut mieux qu'elle accepte la lutte sur le terrain démocratique qui d'ailleurs est le sien. L'Eglise doit se mettre à la tête de ceux qui revendiquent le progrès et les réformes sociales modernes. Entre 1876 et 1878, l'archevêque lance plusieurs lettres pastorales, qui sont autant de véritables programmes politiques pour l'Eglise : «L'Eglise Catholique et le XIX<sup>e</sup> siècle»; «L'Eglise et la Civilisation matérielle»; «L'Eglise et la Civilisation morale». S'appuyant sur la théorie politique de Saint Thomas d'Aquin, il se rapproche dans ses oeuvres, de l'idéal du progrès social moderne.

Ayant fortement pénétré l'esprit de son époque, devenu pape, il s'éloigne peu à peu de la passivité rigide et de l'intransigeance politique de Pie IX qui se refusait à admettre l'idée de l'Etat moderne. Léon XIII n'adopte pas la devise conservatrice de Boniface VIII : «Les pieds de Rome ne sont pas de plume mais de plomb». C'est un véritable artiste de la politique, mais ce qui l'intéresse surtout, c'est la politique sociale; c'est surtout à ces problèmes que sont consacrées ses encycliques, toutes rédigées par lui-même. Il insuffle une vie nouvelle aux mouvements sociaux et à la politique catholiques, parce qu'il comprend l'esprit démocratique de son temps; il regarde sans parti pris l'organisme de l'Etat moderne. Il estime que, devant Dieu, toutes les formes d'Etat, monarchies ou républiques, ont le même droit à l'existence. Aux luttes stériles, il préfère la compréhension. Il s'efforce de connaître le monde, de le conquérir par ses propres armes, et de concentrer les diverses forces sociales du catholicisme du monde entier. Dans son encyclique sur «L'organisation chrétienne des Etats» (1885) il encourage les catholiques à sortir du domaine étroit des affaires communales et à participer au gouvernement des Etats, car s'ils restent inactifs, ils laisseront le

champ libre à ceux dont les principes sont loin d'assurer le bonheur de l'Etat.

Léon XIII fut la première personnalité assumant de hautes responsabilités qui reconnut l'importance décisive du problème social ; il voyait dans la question ouvrière non pas une affaire privée de l'industrie capitaliste ou — chose courante, à cette époque, dans la plupart des pays — une affaire de police du prolétariat, mais au contraire, le problème cardinal du présent et de l'avenir de l'humanité, problème à la solution duquel il faut travailler avec d'autant plus d'énergie que le développement de l'industrie élargit sans cesse le fossé qui se creuse entre la classe ouvrière et les autres classes de la société. Avec son sens aigu et inné de la politique, ce grand pape sut prévoir l'importance qu'il y aurait à faire concorder les idées religieuses avec le mouvement social ; il voyait clairement quelle source de forces nouvelles s'ouvrirait pour la religion si l'Eglise jouait un rôle dirigeant dans la solution du problème ouvrier. Contrairement aux hommes d'Etat qui, comme Bismarck, considéraient le problème ouvrier comme une simple question économique et matérielle à régler par le pouvoir d'Etat, Léon XIII insistait aussi sur le côté moral et religieux du problème exigeant, pour le résoudre, la collaboration de l'Eglise et de la société avec l'Etat. De la politique sociale, dont la base morale et la force motrice sont l'amour du prochain, il fit une tâche primordiale de l'Eglise et s'appliquait à assurer une unité d'orientation aux mouvements catholiques déjà entrepris en ce sens dans le monde entier. Les éléments pratiques et précieux du socialisme moderne furent assimilés par lui à l'idéologie chrétienne. Il empêcha ainsi la socialdémocratie de monopoliser les remèdes aux maux sociaux. Dans son encyclique célèbre (*Rerum novarum*, 1891) sur un ton dont la fermeté était alors insolite, il déclara que «notre temps a livré les ouvriers sans défense à l'inhumanité et à l'avidité sans borne des patrons». Il rappelait en même temps travailleurs et employeurs, pauvres et riches à leurs devoirs ;



il exigeait du pouvoir public l'impartialité envers tous les citoyens, aisés ou non, il recommandait aux Etats de créer une législation pour la protection ouvrière, il leur suggérait de réglementer la durée du travail en général et du travail des femmes et des enfants en particulier, et encourageait les ouvriers à organiser des caisses de secours mutuel. Le Pape voulait faire de l'Eglise, cette puissance conservatrice, un facteur du progrès démocratique social. Un demi-siècle à l'avance il prévoyait cette grande force du socialisme qui allait transformer la vie des Etats et orienter les législations dans une nouvelle direction sociale. Il se préoccupe de la situation sociale des catholiques dans tous les pays du monde. Dans sa lettre aux évêques d'Irlande, il prophétise que les «justes revendications des Irlandais seront réalisées» (1882). Avec quel tact met-il fin, en même temps, au *Kulturkampf*, par une lettre adressée à l'Empereur d'Allemagne et où il lui rappelle «combien il est nécessaire, à un moment où la société chancelle jusque dans ses bases, d'éduquer aussi les sujets, par la voie de la religion, en vue de l'accomplissement de leurs devoirs civiques». Durant la guerre du Tonkin (1885) il gagne l'empereur de Chine à la défense du christianisme, par une lettre dans laquelle il affirme que les missionnaires, s'abstenant de toute activité politique, s'emploient à élever le peuple dans la vénération de Dieu et l'obéissance aux lois. Dans une lettre à l'Empereur du Japon, il définit le christianisme comme un facteur social soutenant l'édifice de l'Etat.

A la base du second type de l'idéal social, se trouve le désir qu'éprouve une *nation* de développer sa force et rehausser sa valeur. Le but poursuivi par cette conception est d'organiser un Etat national et social où chaque couche de la société puisse déployer ses forces pour le bien de la communauté. Auparavant déjà l'Etat s'est fort avancé dans la voie du progrès avant d'envisager l'abolition des inégalités juridiques et politiques. Cette lutte a rempli toute l'histoire des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Mais aujourd'hui

l'Etat considère comme une de ses tâches primordiales d'aplanir les inégalités sociales et de trouver le moyen d'éliminer les oppositions économiques et sociales. Ainsi se développe dans les Etats modernes la politique sociale qui est, en apparence, une activité avant tout économique mais qui, en dernier ressort, en tant qu'action visant à une plus juste répartition des biens matériels et spirituels, est une tendance d'ordre moral : la vie économique doit être organisée de manière à répondre à l'idéal de la justice, de telle sorte que la dignité humaine de chaque travailleur soit garantie si possible par la possession du minimum nécessaire à l'existence. C'est le seul chemin vers une saine évolution de l'organisme national. Ainsi l'Etat a non seulement le droit, mais encore le devoir d'intervenir (contrairement aux principes du libéralisme individualiste) dans la vie économique, pour empêcher les conflits entre les diverses couches sociales et faire en sorte que ce soit le capital qui soit au service du travail et non pas le travail au service du capital.

Un troisième type d'idéal social est exclusivement déterminé par l'*intérêt international de classe* du prolétariat industriel. Ici, le but est d'amener la domination exclusive de la classe ouvrière dans le monde entier. Sous sa forme social-démocrate, et bien qu'internationaliste, cette conception reconnaît encore les intérêts de la communauté nationale (Lassalle, Jaurès) ; plusieurs points de son programme sont identiques aux objectifs et aux méthodes du national-socialisme. C'est précisément à ce programme que ce dernier a emprunté plusieurs de ses revendications en les traduisant toutefois dans le langage nationaliste de la politique. Sous sa forme *communiste*, ce courant est uniquement international et rêve de l'abolition des barrières nationales pour instaurer le règne universel du prolétariat.

Etudions les caractéristiques de l'homme d'Etat national d'après les figures de Bebel et de Lénine.

Dans la structure psychique de Bebel, qui se trouvait



déjà au berceau de la social-démocratie allemande et qui fut pendant plus d'un demi-siècle une de ses personnalités les plus marquantes, nous retrouvons tous les traits caractéristiques des grands chefs socialistes : foi inébranlable dans l'idéal économico-politique socialiste ; dévouement total et désintéressé à cet idéal et qu'aucun obstacle ne rebute : plus d'une fois il subit plusieurs années de forteresse ; soif insatiable de savoir, et en outre un réel effort autodidactique : l'ancien tourneur écrit des ouvrages de politique sociale et historique de haute valeur, toutefois, avec une agressivité impitoyable il s'attaque à tout ce qui fait obstacle à son idéal socialiste, surtout à toute tentative d'expansion nationaliste ; il s'en prend aux visées de la Prusse à l'hégémonie dans le Reich, à la réorganisation du Reich, aux efforts de l'impérialisme allemand pour développer l'armée et la flotte. Il est l'apôtre de l'internationalisme, il défend la Commune de Paris et organise l'Internationale Ouvrière.

Enfin un paradoxe psychologique : tout grand chef socialiste ou communiste est au fond un impérialiste autoritaire n'admettant pas la contradiction et dont le ton est toujours apodictique. Il lutte pour la liberté du peuple, de la classe ouvrière — et il est un dictateur. Tel est déjà Robespierre, l'incorruptible, dédaignant les biens de ce monde et se vouant, dès ses débuts, à la défense des pauvres dont il sent profondément la misère. Plus tard, il décide les Jacobins à proclamer les nouveaux droits de l'homme, il subordonne la propriété privée au bien public, afin de servir ainsi les intérêts de la classe ouvrière si gravement touchée par l'avilissement des assignats. D'accord avec cet autre fanatique qu'est Saint-Just, il publie les décrets de Ventôse, déclarant la saisie des biens des suspects pour en faire ensuite bénéficier les prolétaires. Et cet homme pénétré d'un si haut sentiment social, est en même temps le dictateur sanguinaire de la Terreur, qui fait tomber sans pitié des milliers de têtes innocentes.

Nous retrouvons la même conformation psychique chez

les chefs de la Commune de Paris, aussi bien que chez Lénine et les autres leaders du communisme actuel. Même chez les tribuns moins énergiques, si la conscience de la vocation les inspire, on retrouve cette nature impérative, exigeant l'obéissance absolue... au nom de la liberté. Tel fut Bebel. «Quand il suivait son inspiration, — dit Robert Michels (*Bedeutende Männer*. 1927. p. 7.) — il ne tolérerait aucune contradiction. Alors il était dictateur. Toute sa vie, il conserva quelque chose de son père, l'adjudant prussien».

Singulière contradiction : souvent un homme dont la nature était primitivement asociale devient un homme politique, surtout si un instinct vigoureux le pousse à l'action. Pour satisfaire le sentiment qu'il a de sa force et de sa puissance, mécontent de la situation sociale et politique de son milieu, instinctivement, il réunit des acolytes autour de lui, fonde un parti, devient un chef et arrivera au pouvoir, bien que le mobile secret qui le pousse inconsciemment soit un égoïsme de nature asociale. Au fond il méprise les hommes, il n'a pas d'amis ou si par hasard il en a un, il se brouille bien vite avec lui. Son opinion diffère par principe de celle de ses amis, et ses contradictions le condamnent à la solitude. Pourtant, il s'impose à la société et il la transforme selon le sentiment et les idées qu'il a des valeurs. C'est que cet homme essentiellement antisocial et misanthrope cherche précisément ce qui lui manque : l'idéal social. Le désir de cette intégration morale par une attirance vers ce qui est à l'opposé du caractère foncier d'une personnalité, détermine assez souvent la naissance d'un idéal. C'est ainsi que Schopenhauer, cet égoïste acrimonieux et misanthrope, bâtit toute sa philosophie sur la pitié, sentiment qui lui manque, tandis que Nietzsche, sensitif, délicat, replié sur lui-même, se fera le prophète du combat, de la violence brutale, du surhomme, de l'*Übermensch*, écrasant les faibles sans aucune pitié.

La structure mentale de Lénine est faite de contradictions semblables. Il est issu d'une famille noble ; son père était



conseiller d'Etat. Lycéen, il fait déjà partie d'une organisation révolutionnaire qui se nourrit de Marx. Son frère veut perpétrer un attentat contre Alexandre II, mais il est découvert, condamné à mort et exécuté. Dès lors, Lénine ne vivra que pour délivrer la Russie du joug tsariste. Il termine ses études de droit à l'Université de Kazan, passe ses examens, mais reste un révolutionnaire professionnel, ennemi juré de l'ordre social existant. Il fréquente les usines et les ateliers, excite les ouvriers à la révolte, organise des grèves, installe une imprimerie clandestine, rédige un journal révolutionnaire et le diffuse lui-même en secret. Il deviendra le chef du prolétariat avec lequel, ni par ses origines, ni par son métier, il n'a pourtant rien de commun. Son être foncièrement asocial se crée un idéal social extrême et lutte pour lui avec un dédain absolu du danger. Il pourrait mener une vie paisible, mais la conscience de sa vocation le pousse, et au péril de sa vie il continue son activité parmi les ouvriers. Arrêté, il est déporté en Sibérie. A trente ans, il rentre en Russie, continue sa propagande, puis, menacé d'une nouvelle arrestation, se réfugie à l'étranger, vit péniblement en France, en Angleterre et en Suisse. En 1902, on le voit à Paris exposer, dans une conférence, les projets révolutionnaires qu'il entend réaliser en Russie par la terreur. Ses amis l'appellent Robespierre. Il se brouille avec la plupart de ceux qui, comme Trotzky, estiment ses projets irréalisables. En 1908, il commence à correspondre avec Maxime Gorki ; il a une foi inébranlable en ses idées raillées par ses camarades. Il ne fait aucune concession à ceux qui pensent autrement que lui.

La grande guerre éclate. Avec son sens aigu des réalités, l'idéologue qu'est Lénine pressent dès septembre 1914 que l'issue en sera favorable à ses plans. «Pour nous, écrit-il, la défaite du tzar sera le moindre des maux, car sa tyrannie opprime une grande partie des nations du monde. Le mot d'ordre de la guerre ne peut être que les Etats-Unis d'Europe. Mais il faut inculquer aux masses l'idée que cette formule

serait un non-sens et un leurre sans l'effondrement des monarchies russe, allemande et autrichienne». Après la révolution de Kerenski, un député social-démocrate allemand, Liebknecht, vient à son aidé. En wagon plombé, Lénine rentre en Russie. Arrivé à Saint-Pétersbourg il exige aussitôt la réalisation de son ancien programme. Quand il a la victoire, il donne libre cours à ses instincts dictatoriaux. De théoricien, il devient homme d'action, organisateur d'une énergie incroyable, manoeuvrant des masses immenses. Le bolchevisme est l'oeuvre personnelle du cerveau et de la volonté de Lénine. Son oeuvre théorique n'est qu'un prologue à son action. Ses livres sont ternes et plats et ses développements marxistes trahissent un talent médiocre. Ses discours sont sans couleur et sortent d'une gorge enrouée. Mais, ses mots d'ordre et ses actes hypnotisent les foules et la magie historique du tzar tout-puissant a été vite supplantée par la mystique qui entoure aujourd'hui encore la figure du dictateur.

### L'idéal humanitaire

L'idéal social qui exige le respect de la dignité humaine et la défense des faibles, rentre déjà en partie dans la sphère de l'idéal humanitaire. Mais ici, dans le sens plus strictement politique du terme, nous entendons par idéal humanitaire la valeur et l'idée de la *solidarité humaine* universelle qui essaie de mettre en harmonie les intérêts nationaux avec ceux des autres peuples, ceux de l'humanité. La politique de l'homme d'Etat de grande classe, tout nationaliste qu'elle est, doit être pénétrée par la conscience de la solidarité humaine et de la solidarité internationale. Au point de vue moral et historique, le grand homme d'Etat est en même temps un grand homme qui s'efforce de résoudre les problèmes de son pays tout en demeurant en harmonie avec le but moral suprême de l'humanité et qui est capable de s'élever au-dessus des intérêts particuliers de sa nation, en ne perdant jamais de vue



l'idéal de la justice universelle. C'est là un des plus graves problèmes politiques, et c'est pour ainsi dire la pierre de touche de la grandeur de l'homme d'Etat. L'éclat de la gloire auréole d'ordinaire la tête de celui qui réussit à étendre victorieusement la puissance de sa nation. Mais la question demeure de savoir s'il fut vraiment grand au point de vue humain, s'il a contribué à accroître le trésor commun de l'humanité.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les représentants de l'idéalisme allemand, en particulier Fichte, voyaient la tâche et la destination de l'humanité dans l'effort pour faire épanouir de la façon la plus parfaite les forces spirituelles qui sommeillent en elle. Mais l'humanité apparaît toujours morcelée en nations diverses. Celles-ci ne peuvent contribuer au progrès de la cause commune de l'humanité qu'en développant dans la plus grande mesure possible leurs particularités individuelles. C'est ainsi que la conception cosmopolite du siècle de la Philosophie, qui s'enthousiasme pour l'idéal de l'«universel humain», s'est complétée, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, par le romantisme et l'idée nationaliste. Donc, le nationalisme n'est nullement en contradiction avec l'idée universellement humaine pas plus d'ailleurs qu'avec le progrès du genre humain. En effet, lorsque les diverses communautés nationales mettent en valeur leurs énergies particulières, elles travaillent en même temps au progrès de l'humanité tout entière. Toute nation en tant qu'individualité ethnique distincte, — de même que l'Etat qui en constitue le cadre politique — n'a de raison d'être que si elle contribue à enrichir et à développer le patrimoine spirituel de l'humanité. Ainsi seulement une nation devient, parmi les peuples, un élément indispensable dans l'évolution de l'humanité. Seule cette mission historique lui confère le droit à la vie.

Mais qui décidera si une nation a rempli son rôle historique ou non? Toute nation de quelque importance considère comme sa mission et son droit moral d'imposer aux

peuples voisins et même au monde entier sa puissance et sa culture qu'elle estime la plus précieuse de toutes. Ces desseins impérialistes sont généralement idéalisés par la mise en avant de motifs d'ordre moral élevés, tels que l'intérêt commun de la civilisation humaine. La vie des nations physiquement faibles s'épuise en luttes incessantes soutenues pour se défendre. La force de l'idéal impérialiste l'emporte toujours sur l'idéal humanitaire. Pour le plus fort, la puissance passe toujours au rang de droit. Tel est l'esprit qui règne par exemple à la Société des Nations, fondée pourtant précisément sous le signe de l'idéal humanitaire et de la solidarité universelle. Cet aréopage international se croit juridiquement et moralement appelé à décider quelle nation remplit sa mission historique pour le bien de l'humanité. Quant à la manière de trancher cette question, elle se manifeste par l'esprit qui prévaut dans la protection des minorités. A ce sujet, il est caractéristique de rappeler la proposition du rapporteur de la commission des minorités, M. Mello-Franco, aux termes de laquelle la tâche de la protection des minorités est «de préparer graduellement les conditions nécessaires à la réalisation de l'unité nationale totale.» Donc, si précieux que soient, au point de vue de l'humanité, le génie d'une minorité ethnique et sa culture particulière, il faut que cette minorité se fonde dans la nation majoritaire qui domine et ce, pour la seule raison que cette minorité fut arrachée par la force brutale à sa mère-patrie. Mais par ailleurs, le délégué de l'Angleterre, Sir Austin Chamberlain, a tenu, en 1925, un langage analogue : «L'objet des traités sur les minorités et le but du Conseil . . . sont d'assurer aux minorités le degré de protection et de justice qui les mettra graduellement à même de se fondre dans la communauté nationale à laquelle elles sont incorporées.»

Les propositions de ces deux hommes d'Etat s'expliquent par les traditions et les aspirations de leurs propres nations. M. Mello-Franco suit naturellement les façons de penser du Nouveau-Monde qui a fait sienne la doctrine



du «melting-pot», visant à l'absorption des minorités *immigrées* et professant comme une exigence naturelle l'assimilation des étrangers à la population autochtone. Il applique cependant cette manière de voir à des minorités européennes autochtones qui habitent les mêmes régions depuis de longs siècles et y sont chez elles mais que les traités de paix ont contraintes à vivre, sans avoir été consultées, dans le cadre d'Etats nouveaux. L'Anglais Chamberlain parle également selon l'idéologie impérialiste de sa nation qui a toujours exigé, avec une supériorité de nation civilisatrice, la stricte obéissance des peuples conquis. Les déclarations qui viennent d'être citées, montrent clairement que la Société des Nations n'est au fond que le camouflage de la politique impérialiste des Grandes Puissances par l'idéal humanitaire et pacifiste. Quelle contradiction cynique que de prétendre défendre les droits des minorités nationales «en préparant les conditions de leur assimilation!» Les conquérants d'autrefois imposaient immédiatement par la force leur langue et leur culture à la nation subjuguée, ou bien l'exterminaient purement et simplement. La méthode courtoise du pacifisme international d'aujourd'hui est beaucoup plus subtile : aux malheureuses nations opprimées, elle prescrit, en guise d'ordonnance, l'assimilation totale, c'est-à-dire la mort lente, après une longue agonie.

Si, malgré le niveau actuel atteint par la civilisation et le terrible cataclysme par lequel le monde vient de passer, l'idéal humanitaire a encore si peu de force *réelle* en politique, faut-il alors s'étonner de voir aux époques plus anciennes, moins avancées et subissant l'emprise d'instincts confus, ce généreux idéal briller si faiblement et poindre non dans l'esprit des hommes d'Etat pratiques, mais tout au plus dans celui de rêveurs, de théoriciens? La valeur éthique des mots d'ordre tels que solidarité humaine, humanité, paix, ne sert d'ordinaire qu'à dissimuler des desseins impérialistes et à leur fournir des prétextes idéalisés. L'homme

d'Etat qui, même au prix de sérieux sacrifices, subordonne les aspirations impérialistes de sa nation à l'intérêt et à la paix commune de l'humanité, est une exception. Du point de vue individuel aussi bien que collectif, l'essence même de la politique est la lutte ; pour que la paix éternelle règne enfin, il faudrait que la politique se reniât elle-même. La politique est une guerre silencieuse, la guerre c'est la politique tonnante. La politique n'aime que la paix armée : *pacem armatus amavit* (Lucaïn).

Dans toute l'antiquité, un seul homme d'Etat de grand style offre les traits pacifiques de l'humanité : Auguste, l'empereur pacifiste. Il organise l'administration de son immense Empire. Durant trente-quatre ans, Rome, comme par miracle, connaît la paix, grâce au pacifisme de son empereur et à la conscience qu'il a de sa vocation. Son sentiment humanitaire porta ses fruits : l'humanité prospéra. «Durant son règne, — dit après sa mort un de ses proconsuls, — le monde entier prit un visage nouveau.»

L'histoire politique du moyen âge et des temps modernes n'est qu'une série ininterrompue de guerres : chaque nation s'efforce de s'étendre aux dépens des autres. La paix «définitive» ne semble pouvoir être assurée qu'au prix d'une nouvelle guerre, afin d'écraser complètement la nation ennemie pour qu'elle ne puisse plus se relever et qu'elle vive «en paix». Situation tragique : même pour servir sérieusement l'idéal humanitaire, il faut parfois recourir à la guerre. Pour nous aider à percevoir l'énigme de cette étrange contradiction, la noble figure du président Lincoln sera le meilleur des guides.

Toute sa substance psychique, son origine, son évolution politique, le poussent vers l'idéal de la liberté et de l'humanité. Il débute comme pauvre journalier, puis devient épicier de village. La véritable démocratie qui règne alors en Amérique fait qu'à 25 ans il est élu député de l'Illinois. C'est alors que pour la première fois, et avec de l'argent emprunté, il achète des vêtements de ville pour se présenter convena-



blement à la Chambre. Dès sa jeunesse, il abhorre le traitement cruel qu'on fait subir aux esclaves nègres. En 1831, il assiste à la Nouvelle-Orléans à une foire aux esclaves et ce spectacle laisse en lui une impression ineffaçable. Le sentiment de l'humanité s'émeut en lui et il prend conscience de sa mission : lutter contre une pratique qui est la honte de son pays et de toute l'humanité. C'est un des motifs impérieux qui le poussent à la carrière politique. Jusqu'au bout il restera fidèle à cet idéal pour lequel il fera même le sacrifice de sa vie.

A peine entré à l'Assemblée Législative (1837), il fait une déclaration solennelle contre l'esclavage, fondé sur l'injustice la plus révoltante. Il ne parvient d'abord qu'à défier l'égoïsme de l'opinion publique, mais plus tard, son action réveille peu à peu le sentiment moral des Américains. Il met au service de son idéal un don magnifique de suggestion. Dix ans plus tard, envoyé au Congrès de Washington, il présente une motion tendant à abolir graduellement l'esclavage, mais ses efforts restent sans succès. Notons bien que Lincoln ne faisait pas lui-même très grand cas de l'âme nègre ; il ne contemplait pas la race noire avec le sentimentalisme romanesque de la «Case de l'oncle Tom» ; il en connaissait parfaitement les tares et les déficiences. Mais son sentiment de la justice, la haute conscience qu'il avait de la dignité humaine et son idéal humanitaire se cabraient à la vue de millions d'êtres humains menant une existence plus pénible que celle des bêtes de somme. Il n'est pas satisfait de voir les Etats du Nord renoncer les uns après les autres à l'esclavage. Il sait que des Etats libres et des Etats esclavagistes ne peuvent vivre en commun dans le cadre économique de l'Union. «Tout compromis est impossible», — écrit-il en 1850. Il s'attriste en apprenant que les Etats du Sud défendent l'esclavage non pas comme un mal nécessaire mais comme un droit naturel et sacré, dont ils exigent même l'extension. «Une maison divisée ne saurait subsister», dit Lincoln. De même, un Etat moitié libre,

moitié esclavagiste ne saurait se maintenir longtemps. Il est élu président et se trouve en présence de la situation la plus confuse qu'on ait jamais vue depuis les luttes de l'Indépendance, c'est-à-dire depuis un siècle. L'existence même de l'Union est en jeu. Lincoln cherche par tous les moyens à réconcilier le Nord et le Sud, mais le conflit est inévitable. Le 1<sup>er</sup> septembre 1861, Lincoln affranchit tous les esclaves se trouvant sur le territoire de l'Union. Il ne recule même pas devant une guerre fratricide pour réaliser son idéal humanitaire et accomplir la tâche la plus ardue qui ait été imposée jusque-là à un Président de l'Union. Il conduit la guerre avec sagesse et aussitôt après son triomphe, une balle meurtrière le sacre martyr de l'idéal auquel il a voué sa vie. Sa figure est désormais entourée de l'aurole du mythe national. Ce qu'il y avait en lui d'imperfection terrestre et humaine disparaît, et il reste l'incarnation de l'idéal humanitaire.

Lincoln appartient au type de l'homme d'Etat pratique que son bon sens naturel et ses sentiments innés mettent au service de l'idéal humanitaire, qu'il finit par faire triompher même au prix d'une guerre. Par contre, Woodrow Wilson est le prototype de l'homme d'Etat doctrinaire qui s'enthousiasme pour une humanité abstraite et qui, au nom de l'idéal de la solidarité internationale, entraîne son peuple dans la plus grande guerre du monde, sans pourtant servir réellement son idéal. Toute sa vie, il est un idéologue et non pas un homme d'Etat. Il s'est accoutumé à étudier les hommes et les choses dans les livres et non point dans la réalité vivante ; il voit des peuples et des hommes de carton, et non des hommes et des peuples vivants. En face de réalistes, connaissant bien la vie, comme Clemenceau et Lloyd George, il ne pouvait avoir gain de cause. Aussi se bornait-il à ressasser ses principes généraux et son programme idéologique et abstrait. Si ses quatorze points, — lieux communs usés de la rhétorique américaine, — ont connu d'abord un certain succès auprès des nations, c'est



qu'il lança la formule de la «dernière guerre» dans un style prophétique, prêchant la croisade contre toute guerre nouvelle, préconisant un nouveau système de sécurité et un ordre nouveau, à une époque où les peuples étaient totalement las de l'effusion de sang. Il veut la guerre pour réaliser la «paix éternelle» afin que désormais aucune puissance ne puisse déclencher arbitrairement un conflit. L'instrument devant servir ce but est la Société des Nations. C'est pour elle qu'avec une volonté tenace Wilson lutte dans l'arène de la politique mondiale. Il ne connaît ni les traditions historiques, ni la mentalité des peuples européens mais, en tant qu'homme politique américain et excellent psychologue de sa propre nation, il sait que le seul moyen de galvaniser les foules, est de leur assigner un idéal élevé, en l'enveloppant dans des formules captivantes habilement choisies. Les masses ne sont pas sceptiques, elles ont besoin de foi ; peut-on imaginer foi plus belle que la foi en une paix éternelle ? Grâce au mot d'ordre de la paix perpétuelle et de sa garante la Société des Nations, Wilson réussit à émouvoir l'Amérique et à l'entraîner à jouer un rôle actif dans la grande tragédie. Mais il emploie les mêmes méthodes psychologiques à l'égard des peuples européens : en faisant miroiter à leurs yeux le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il démembre l'ancienne monarchie des Habsbourg et en lançant les paroles magiques de la démocratie, il pousse à la révolution l'Allemagne exténuée. Sans Wilson et ses formules morales, la victoire des Alliés n'aurait pas eu lieu en 1918. Ses attitudes de Messie s'avérèrent une excellente méthode psychotechnique en politique. Quant à son ignorance et à son manque d'énergie, c'est là une autre question. Les traités de paix signés en série imposent à la plupart des peuples des conditions diamétralement opposées aux quatorze points de Wilson : d'où la guerre latente qui se poursuit de nos jours. Wilson croyait être un rédempteur, apportant à l'humanité un nouvel âge d'or. Non seulement les alliés, mais même les nations du camp adverse croyaient à sa mis-

sion. Après l'effondrement du front allemand, il sembla que le sort du Vieux Monde fût entre les mains du prophète politique du Nouveau Continent. Les déceptions que réservèrent aux peuples la Conférence de la paix et la Société des Nations, n'en furent que plus amères. Dès 1920, le peuple américain lui-même jugea Wilson en renversant son parti et en refusant d'entrer dans la Société des Nations. Le triste destin de Wilson est empreint du tragique de l'idéal humanitaire. Lui-même, croyait fermement à l'idéal qu'il prônait. Il n'était pas un charlatan, mais les traités de paix ont été la plus grande mystification du monde. L'idéal humanitaire de Wilson, tel que sa naïveté doctrinaire lui a permis de le réaliser, a réduit maints peuples en esclavage et les a condamnés à une lente agonie. Aux vainqueurs, nations vivantes, réelles et non abstraites, il ne sut pas faire accepter ses principes d'un rationalisme abstrait et faisant fi de l'évolution historique. Les traités de paix ont renvoyé une légion de graves problèmes à la Société des Nations qui les noie à son tour dans la confusion des conciliabules interminables de ses commissions. Aucune des idées de Wilson n'a été sérieusement réalisée : la paix perpétuelle est plus éloignée que jamais. William Allen White a pu écrire, lors de la mort de Wilson : «Dieu lui a donné une vision et le diable un caractère ambitieux. L'homme est parti, la vision est restée.»

Mais une vision n'est qu'un rêve poétique si l'on ne rencontre pas des hommes d'Etat doués de sens pratique qui, du monde vide des idées, où les peuples faits de chair et de sang, de passions et de traditions historiques ne peuvent respirer, le transplantent dans la réalité. De tels esprits qui réalisèrent, au moins pour un certain temps, leur idée humanitaire dans l'arène politique des nations, furent Briand et Stresemann.

Après la guerre mondiale, les peuples épuisés aspirent à la paix et à une entente durable. Le fond du problème : la question des rapports franco-allemands, se pose dès lors. Le germanisme abattu a senti le moment psycholo-



gique où il aurait pu conclure une paix équitable avec la France. Briand est un des premiers à comprendre que l'hégémonie militaire, l'occupation de la Ruhr, sont insuffisantes à assurer le rétablissement de la prospérité française alors que, de l'autre côté de la frontière, un grand peuple se débat dans un chaos économique et, livré au désespoir, aspire à la vengeance. L'idée de la réconciliation franco-allemande hanta Briand plus vivement que quiconque après la guerre. Il se jura de consacrer sa vie à empêcher le retour des horreurs d'un conflit armé. Le fruit de ses efforts, secondés du côté allemand par un Stresemann, homme d'Etat qui lui ressemble, fut l'accord de Locarno, oeuvre pratique de paix. La mise sur pied en fut laborieuse et n'était pas sans exiger de la part de Briand et de Stresemann une grande somme de courage politique et personnel : ne pouvaient-ils pas connaître le sort de Rathenau ? Briand crut alors les deux grandes nations sur le point de s'entendre. Avec quelle joie et quelle solennité il fit entrer l'Allemagne à la Société des Nations. « Arrière les canons, arrière les mitrailleuses ! » — s'écria-t-il. Pendant mille ans, ces deux grandes nations se sont assez battues, désormais elles doivent rivaliser pacifiquement, et si un différend éclate entre elles, il sera jugé par un tribunal d'arbitrage.

Stresemann est attaqué en Allemagne pour sa politique de paix, comme Briand l'est en France. Quand il s'en plaint à Briand, celui-ci lui riposte en riant : « Consolez-vous, vous avez vos racistes, moi j'ai mes Camelots du Roi. » Tous les deux sont d'ailleurs nationalistes ; Stresemann, jusqu'à la fin de la guerre, resta un ardent annexioniste ; il voulait annexer le littoral des Flandres, surtout pour des raisons d'ordre économique ; de son côté Briand était patriote français jusqu'aux moelles. Mais la guerre les avait convaincus que le souci des intérêts de la nation ne signifie pas forcément que des adversaires ne puissent collaborer pour réaliser les valeurs humaines et universelles d'ordre supranational. Ne furent-ils pas trop optimistes ? Les quelques années

écoulées depuis Locarno permettent d'affirmer, semble-t-il, que leurs espoirs étaient démesurés. L'oeuvre de Locarno n'est restée qu'un épisode, et les vagues des forces égoïstes immanentes de l'histoire continuent à déferler comme auparavant. L'idéal continue à planer au-dessus de la réalité.

Herriot est un esprit apparenté à l'esprit de Briand : c'est le sentiment de l'humanité qui l'entraîne dans la carrière politique, mais le sentiment national le retient, malgré ses tendances socialisantes, sur le bord de l'abîme du communisme. Dans l'âme de cet homme d'Etat le sentiment humanitaire et le nationalisme sont sans cesse aux prises.

L'idéal humanitaire s'empare généralement de l'âme dans le jeune âge et en devient le moteur politique pour toute la vie. Les exemples de l'empereur Auguste, de Lincoln, de Briand, d'Herriot caractérisent bien ce type. Mais il arrive aussi que le grand idéal de l'humanité soit le dernier refuge des espoirs brisés, de l'amère résignation. C'est alors une fiction calmante, une sorte d'anesthésique. En 1879, après les déceptions sans nombre qu'il a vécues, seule sa foi en l'humanité permet à Louis Kossuth de dominer son désespoir et de reprendre courage. Il est émouvant de le voir s'engager sur les chemins de cet idéal abstrait, chemins parsemés de nouvelles illusions. Son âme, toujours encline à l'utopie, abandonne, dans sa vieillesse, aux idées éthérées de la solidarité universelle des nations. Dans le désert des espoirs déçus, Kossuth veille et prête l'oreille au grondement du volcan européen pour ne pas être pris au dépourvu par son éruption et pouvoir, autant que possible, en tirer parti pour la cause de son pays. Mais le grand patriote hongrois attendit vainement ; le volcan trouvait toujours des exutoires, et se soulageait par des éruptions partielles. Une seule expérience reconfortante lui resta, expérience qui de son propre aveu maintint sa foi, même après le compromis austro-hongrois de 1867 : l'idéal de l'humanité. C'est à Boston, en 1852, qu'il le rencontra pour la première fois, et le souvenir de cette expérience vécue han-



tera désormais, tel un rêve, l'esprit de l'illustre champion de l'indépendance hongroise.

Quand il fut reçu au Capitole de Boston par le Sénat et la Chambre de l'Etat du Massachusetts, Kossuth aperçut en effet une phrase de l'un de ses propres discours gravée sur l'arc de triomphe érigé devant le Capitole : «*There is a community in the destinies of humanity*». «Et le gouverneur de cet Etat riche, libre et cultivé, — écrit Kossuth, — me prit la main et, me désignant ces mots, face au ciel de Dieu, m'invita à dire à ma nation qu'elle devait avoir confiance en la Justice sacrée et être assurée que la puissante République des Etats-Unis d'Amérique agirait envers elle selon cette sainte vérité». Dans sa vieillesse, Kossuth songea souvent à cette reconnaissance solennelle de la solidarité des peuples. «C'est un sou épargné du passé qui, même s'il est démonétisé aujourd'hui, peut, dans l'avenir, avoir de nouveau une valeur!» (*Oeuvres*, t. I. p. XVII).

### Elargissement des idéals

L'individu devient homme politique quand son âme est gagnée par le feu d'un idéal politique. Or le rayon de cet idéal, étant en étroite liaison avec d'autres idéals, ne cesse de s'étendre et sa sphère de s'élargir. Quiconque lutte pour la liberté de sa nation veut aussi son indépendance économique ; quiconque aspire à l'extension de la puissance de sa nation, voit son idéal impérialiste se déplacer de plus en plus vers le plan économique ; de même, la sphère de l'idéal social empiète sans cesse sur le domaine de l'idéal humanitaire. En politique tout se tient.

A cet égard on se trouve en présence de deux types d'hommes d'Etat, le type *partiel* et le type *universel*. Le premier ne représente qu'un idéal strictement limité, surtout s'il agit en défenseur des intérêts d'une seule couche sociale. Tels furent, dans l'antiquité, Démosthène, Marius et Sylla et, de notre temps, ceux qui essaient de gouverner

l'Etat au nom d'un idéal exclusif, correspondant tantôt aux intérêts de l'aristocratie de naissance, tantôt à ceux de la ploutocratie, ou bien des masses populaires ; d'autres, rentrant dans cette même catégorie, ne considèrent la vie de l'Etat que sous l'angle de l'impérialisme racial, religieux ou économique. L'homme d'Etat vraiment grand est toujours un politique *universel* qui s'efforce de développer sa nation et son Etat dans tous les sens, comme une entité organique, tout en se préoccupant en particulier de l'idéal dont les circonstances historiques de l'époque exigent en premier lieu la réalisation. Tels sont Périclès, César, Charlemagne, Saint Etienne de Hongrie, Mathias Corvin, Richelieu, le vieux Pitt, Napoléon, Kossuth, Bismarck, Cavour, Disraeli, Gladstone, la prince Ito, Mussolini. Dans la plupart des cas, un tel homme d'Etat se voue, au début de sa carrière, au culte d'un seul idéal, mais à mesure que son rayon d'action s'élargit, ses efforts embrassent tous les problèmes de l'Etat, bien qu'il reste fidèle à son idéal initial qui détermine sa politique.

Dans la vie politique actuelle, il devient de plus en plus difficile pour un homme d'Etat dirigeant de servir l'idéal des intérêts universels de l'Etat, car les partis dont il est issu représentent les intérêts de certaines professions, de certains groupements économiques ou certains idéals sociaux particuliers. Les partis ont tendance à identifier les intérêts particuliers économiques et sociaux avec ceux de l'Etat. Considérés séparément, ils constituent dans la politique des forces centrifuges. Les mettre en harmonie pour servir les buts de l'Etat intégral, telle est précisément la tâche de l'homme d'Etat digne de sa vocation.

L'homme d'Etat qui assume un poste dirigeant ne saurait plus représenter exclusivement les intérêts de la classe sociale ou professionnelle dont il est issu, il doit s'élever au-dessus des intérêts particuliers et garder son indépendance, sinon il serait le simple agent d'un groupe d'intérêts, mais non un véritable homme d'Etat. Sa pensée



doit embrasser des catégories plus rapprochées de l'universalité et ne point se confiner à l'horizon étroit d'intérêts partiels.

Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, deux conceptions de l'Etat s'affrontent en politique. L'une est le *libéralisme individualiste*, d'après lequel l'origine de l'Etat remonte à un contrat : les hommes constituent un Etat afin de mieux défendre leurs intérêts. Suivant cette thèse, l'Etat n'est que le défenseur des intérêts de l'individu. Telle est la base historique du parlementarisme moderne. De l'autre côté, nous trouvons la conception *universaliste* : les intérêts et les droits de la communauté passent avant ceux de l'individu. L'Etat comme tel a un but et une tâche spéciaux qui passent avant les intérêts des particuliers, intérêts qui doivent être limités dans l'intérêt de la collectivité. Dans le premier cas, les droits sont mis au premier plan, dans le second, les devoirs. L'Etat n'est pas uniquement une communauté d'intérêts, mais aussi une communauté morale. Le véritable homme d'Etat a en vue non pas les intérêts particuliers, mais bien ceux de l'Etat, en tant qu'organisation et puissance de toute la communauté. Le parlement est l'arène où s'affrontent les intérêts de divers groupements, mais l'homme d'Etat doit être au-dessus de la mêlée. C'est pourquoi son rôle est plus difficile aujourd'hui qu'autrefois : c'est une conciliation perpétuelle. Cela explique aussi pourquoi il y a tant de revirements dans la vie politique de nos jours. L'homme d'Etat surgit d'un parti, d'un groupement d'intérêts. Arrivé au pouvoir, il prend conscience de sa responsabilité et se voit obligé d'envisager les intérêts de l'ensemble de la nation : dès lors, on le qualifie de traître. C'est là un aspect tragique de la vie parlementaire. Voilà pourquoi le gouvernement doit être, dans une certaine mesure, indépendant des partis et du parlement. C'est le seul moyen pour lui de «dépolariser» nombre de questions dans l'intérêt même de la nation,

### Idéal politique et fiction

Il est dans la nature même de l'idéal d'être une idée brillant d'un éclat lointain et dont, par nos efforts, nous pouvons graduellement nous rapprocher, mais dans la plupart des cas, sans réussir à la réaliser intégralement. Comme l'individu croit profondément à la valeur de son idéal, cette croyance implique la conscience impérieuse du devoir qu'il a de réaliser intégralement celui-ci. Cependant l'homme politique proclame souvent des idéals auxquels il ne croit pas, uniquement pour atteindre, à l'ombre de ceux-ci, son véritable but : le pouvoir. L'idéal n'est pour lui qu'un moyen psychologique : il le sait irréalisable, utopique. Il l'abaisse alors et en fait une *fiction* politique. La fiction est, dans la pensée théorique, une hypothèse que l'on forge exprès, tout en ayant conscience de son invalidité, et que l'on n'utilise que comme un instrument de la pensée. Son application est justifiée par son utilité pratique. Le physicien, par exemple, se rend parfaitement compte qu'il n'existe pas, dans la réalité, de corps absolument rigide, de liquide absolument incompressible, et pourtant il a recours à ces notions qui lui permettent de déduire certaines idées jusqu'à leurs conséquences finales. Quant aux résultats théoriques auxquels aboutit le penseur, les fictions en sont éliminées, comme l'architecte enlève l'échafaudage d'un bâtiment achevé. Il en est de même en politique. Toutefois, dans ce domaine, l'auteur de la fiction, pour mieux parvenir à ses fins, dissimule habilement sa conviction de l'irréalisabilité de son idée. La forme extérieure de la fiction politique est un mot d'ordre habilement lancé. En politique, la fiction est un moyen important, car elle peut satisfaire l'inclination de la foule qui aspire à l'idéalisme et veut des illusions. L'importance des fictions politiques augmente dans la mesure où, avec le développement de la démocratie, la foule participe à la vie politique. La fiction substituée à l'idéal n'est en fait qu'une tromperie, un «bourrage des crânes». Au fond,



chaque parti use de fictions dès qu'il proclame que le peuple est derrière lui et qu'il représente la volonté de toute la nation. En effet, chaque minorité veut donner l'illusion qu'elle représente la majorité.

La fiction politique naît spontanément de la lutte politique, de l'émulation pour gagner les faveurs de la foule, de l'opinion publique. Le meilleur moyen d'y parvenir est, pour un homme politique, de dessiner, en face d'un présent triste, l'image d'un avenir meilleur qu'il prétend être le seul à pouvoir réaliser. L'abus des fictions n'est autre chose que de la démagogie : l'exploitation des instincts et de l'imagination des foules. Dès que le démagogue arrive au pouvoir, l'amer désenchantement commence. La raison en est qu'une fiction a été substituée à l'idéal. La fiction consciente et intentionnelle est — pour appeler les choses par leur nom — un mensonge que le politicien essaie d'affubler des apparences d'un idéal, de la vérité et de la bonne foi. Pris sur le fait, il se tire d'affaire comme ce ministre anglais qui, attaqué pour avoir dit des contre-vérités, répondit en souriant : «Ce n'est qu'une inexactitude de terminologie».

Certaines fictions, mises au service de l'égoïsme collectif, s'enfoncent comme de faux dogmes dans l'âme de toute une nation. Telle est par exemple la fiction de l'humanité du peuple anglais, affirmant que la Grande-Bretagne ne veut jamais la guerre. Le père de l'impérialisme anglais, Disraeli, a déclaré : «Il n'y a pas de pays auquel la paix tienne plus au cœur qu'à l'Angleterre : la politique de paix est une politique spécifiquement anglaise. L'Angleterre n'est pas une puissance agressive, car elle ne convoite rien». Et pourtant, elle a toujours convoité quelque chose : sous le gouvernement Disraeli, c'était Chypre et l'Égypte, après la Grande Guerre, les colonies allemandes en Afrique et les gisements de pétrole de Mossoul. Comment d'ailleurs l'Angleterre pourrait-elle tenir en main un cinquième du globe si elle n'avait jamais rien convoité ? En 1914, lorsque la guerre mondiale éclata, lord Grey affirmait que «cette guerre avait

été imposée à l'Angleterre». A propos de ses guerres coloniales l'Angleterre n'a jamais oublié de proclamer qu'elle luttait «pour la civilisation humaine».

Il n'y a pas de fiction plus téméraire que la «conscience des peuples» invoquée si souvent par les hommes d'Etat aux réunions de la Société des Nations. Comme si l'humanité pouvait jamais avoir une conscience collective! Ce n'est là que pure fiction : si uniforme que puisse devenir la civilisation humaine et si intense que soit la fusion de l'humanité, il y aura toujours une notable différence de niveau intellectuel entre les divers peuples, et c'est là une source de puissance particulière. La «conscience de l'humanité» est une formule très séduisante qui favorise un simulacre de moralisation de la politique ; en outre, c'est un prétexte bien trouvé qui permet à la diplomatie de se décharger insensiblement sur autrui de ses responsabilités. Ce qui importe c'est *l'apparence*, ce que croient les foules, et non point la vérité. La plupart des instruments diplomatiques (comme par exemple les actes qui précédèrent immédiatement l'explosion de la guerre mondiale) sont rédigés de manière à y faire entrer d'avance des fictions. Le diplomate habile prépare ses notes en songeant à l'historien de l'avenir et s'efforce de rejeter a priori toutes les responsabilités sur l'adversaire. Ainsi Bismarck, tout en préparant la guerre contre la France prend soin que la déclaration de guerre soit faite par Napoléon III. En décembre 1858, Cavour dit à O. Russel : «Je forcerai l'Autriche à nous déclarer la guerre».

L'idéal qui donne l'image de la réalité telle qu'elle devrait être, contient implicitement la critique de la réalité telle qu'elle est : de tout ce qui n'est pas en harmonie avec l'idéal. Les grands hommes d'Etat qui ont cherché à refondre, conformément à leurs idéals, l'âme de leur peuple et le régime sous lesquels ils vivaient, ont tous été de grands accusateurs et des censeurs sévères des régimes existant à leur époque. Ils signalaient les défauts typiques de la nation, flétrissaient ses erreurs, dénonçaient les fictions personnelles des politi-



ciens et les fictions collectives de leur peuple pour montrer à ce dernier le chemin du relèvement. Tels furent dans l'antiquité Démosthène et Caton et dans les temps modernes Pitt et Burke, le baron Stein, Fichte, Clemenceau.

### Les idéals démolisseurs de traditions

L'idéal est toujours une pensée attendant d'être réalisée, opposée au traditionalisme et comportant le désir de modifier les formes et conceptions existantes. La plupart des gens, par la force de l'habitude et des idées traditionnelles portant sur les valeurs, ne peuvent voir les choses que sous l'angle des vieilles catégories, ce qui les empêche a priori de les voir exactement et sans parti pris. L'histoire est une lutte éternelle entre la tradition et les nouveaux idéals, dans les sciences comme dans l'art et dans la vie morale, y compris la politique. La moitié du monde aspire à changer l'état de choses existant, réclame des réformes et tend au progrès, l'autre moitié reste fortement attachée à la situation établie. La question est de savoir dans quelle proportion l'ancien et le nouveau, la tradition et l'idéal, doivent être alliés, et à quelle cadence l'oeuvre nouvelle, l'idéal, doit être réuni au vieil édifice.

Chacun des deux types d'hommes d'Etat donne à ce problème une solution différente : l'homme d'Etat *continuateur* ne progresse qu'avec modération, et l'homme d'Etat *reconstructeur* réalise des réformes radicales. A la première catégorie appartiennent ceux qui, tout en respectant les traditions, procèdent au développement organique de l'état de choses existant, en ayant en vue la continuité historique, qu'ils se gardent de briser par de brusques innovations. L'autre type rompt avec les traditions, bouleverse et détruit l'ordre social et économique existant auquel il substitue, par des méthodes révolutionnaires, quelque chose de tout à fait nouveau, un système construit ordinairement par la raison pure,

La plupart des hommes d'Etat rentrent dans la première catégorie ; nombre d'entre eux jouissent d'une grande estime auprès de leurs contemporains, mais ils sont moins appréciés de la postérité, car ils n'ont pas inauguré une époque nouvelle. Quant aux hommes d'Etat reconstructeurs, dont la vie se passe en combats acharnés pour l'idéal, il arrive parfois qu'ils succombent dans la lutte ou qu'ils soient réduits à battre en retraite. Seule la postérité reconnaît leurs mérites. Les héros des luttes pour l'indépendance nationale et des révolutions victorieuses sont des hommes d'Etat reconstructeurs : Cavour, Bismarck, le prince Ito, Mussolini, Kemal Ataturk, Hitler ; parmi les initiateurs désabusés de réformes avortées, rappelons Turgot, le baron Stein, Wilson, Li-Hung-Tchang.

Bien entendu il existe de nombreuses nuances intermédiaires entre ces deux types principaux. Dans la réalité, le reconstructeur lui-même n'est souvent qu'un continuateur qui toutefois détermine avec fermeté, pour un long avenir, le sens de l'évolution et assigne l'idéal du progrès comme but à atteindre. D'un côté c'est un réformateur radical inaugurant une époque nouvelle, de l'autre, c'est un conservateur des traditions.

Une rupture soudaine et radicale avec la tradition historique constitue un grave danger pour toute la structure morale d'une nation, pour sa conception des valeurs sociales et pour sa civilisation. Un abîme profond s'ouvre entre le passé et l'avenir ; le présent n'est plus une transition continue entre les deux. On ne veut plus du passé et quant à l'ordre nouveau, il n'est pas encore assez clair et solide : l'âme, incapable de s'adapter au monde nouveau, s'y sent déracinée, et sa force créatrice tarit. Une rupture révolutionnaire avec la tradition comporte les horribles souffrances qui accompagnent les convulsions historiques : des couches sociales, voire des peuples entiers y succombent ou du moins sont, pour de longues années, rejetés en arrière sur le chemin du progrès,



Aussi le véritable homme d'Etat veille-t-il à ce que l'évolution suive le chemin du progrès organique et graduel ; il a un sentiment profond de l'importance du culte des traditions au point de vue de la politique nationale. Le souvenir historique n'est pas pour lui la simple connaissance d'une certaine quantité de faits ; il considère le passé avec compréhension, respect et piété. Notre temps, malgré son radicalisme social et son orientation économico-technique, a le *culte de l'histoire*. A aucune époque, les musées et les bibliothèques n'ont fait l'objet d'autant de soins qu'aujourd'hui, à aucune époque les monuments historiques n'ont été protégés avec autant de piété. Même dans les pays comme la Russie Soviétique où le fanatisme détruit tout ce qui rappelle le passé, le sens historique s'affirme : on fait déjà entrer le temps présent dans la sphère de l'histoire et on l'idéalise par la perspective historique, quand on crée un musée Lénine et qu'on entretient un véritable culte des héros.

Cependant la culture historique ne se borne pas à conserver les documents et à connaître les événements passés. Elle comporte nécessairement leur *compréhension*, la reconstitution vivante du passé dans l'âme des contemporains. On ne peut assimiler les valeurs de l'histoire que si l'on y reconnaît l'origine, les étapes et la continuité de notre évolution, et si l'on sent que nous, le présent, nous sommes portés sur les épaules du passé. Le sens historique, le respect et la piété pour le passé se développent si l'on a une vision nette du chemin ascendant de l'évolution. Seule l'histoire peut nous montrer ce qu'est l'homme en réalité, car c'est là qu'il se présente sous les aspects les plus variés : l'histoire est pour l'esprit humain la connaissance de soi-même. C'est cette connaissance qui confère à l'évolution organique son caractère conscient et systématique. C'est ce qui fait que l'homme est homme, dans le sens spécifique du terme, en face des générations animales, inconscientes de leur passé et de celui de leur race. L'homme a réellement une histoire

et lui seul en a conscience. La mémoire historique et la conscience des valeurs historiques sont les plus puissants facteurs de cohésion nationale, et c'est cela qui fait de la nation une véritable nation. Privée de cette conscience historique, la nation cesse d'exister comme telle et n'est tout au plus qu'un pays. L'homme d'Etat qui trouble la conscience historique, en méprisant et en raillant le passé, travaille à l'anéantissement de sa nation.

Certes, l'homme d'Etat peut avoir des idéals d'un caractère radical et de nature à entamer fortement les traditions. Mais quant à savoir jusqu'où il peut aller et à quelle allure il peut poursuivre son idéal, c'est son sens historique qui doit en décider. L'étude approfondie du passé, la culture historique permettent à l'homme d'Etat de juger et d'apprécier le présent avec plus d'objectivité. S'il ne vit que dans le présent, il incline à concevoir son époque d'une façon *absolue* et unilatérale ; il est facilement porté à considérer l'état de choses existant comme le seul possible. La culture historique, au contraire, le met à même d'envisager aussi les choses sous leur aspect *relatif*. Il sait alors que toute situation est le résultat d'une évolution continue et que le présent n'est lui-même qu'un maillon dans cette longue chaîne de changements. Instruit par les analogies historiques, il n'est pas surpris par les faits dont il retrouve l'équivalent dans l'histoire ; il juge et apprécie le présent et le passé plus librement et avec plus d'objectivité, en tenant compte des conditions particulières à chaque époque. En même temps il est plus tolérant dans ses jugements sur autrui : *nil humani a me alienum puto*. La conscience historique élargit l'horizon de l'homme d'Etat, multiplie les ressources de son esprit, assure l'objectivité dans ses appréciations et la tolérance dans ses jugements — grâce à quoi il ne donnera pas dans le rationalisme naïf et doctrinaire ou dans le radicalisme frivole qui croient que la société peut être totalement transformée et d'une manière durable selon des plans inspirés par la seule raison.



La vocation du véritable homme d'Etat est de réaliser son idéal, c'est-à-dire la valeur politico-sociale nouvelle inhérente à celui-ci. Ses aspirations réformistes signifient précisément qu'il s'efforce de modifier le présent, la tradition existante. Mais alors — peut-on se demander avec Nietzsche — sa culture historique n'entrave-t-elle pas l'homme d'Etat dans son activité réformatrice? L'éternelle contemplation du passé, cette incessante rétrospection en quête d'analogies historiques ne paralysent-elles pas la spontanéité de sa vision du présent et de l'avenir? Le culte assidu des traditions n'étouffe-t-il pas en son âme la volonté intuitive, l'instinct de l'action, le sens de l'initiative? La multiplicité des enseignements de l'histoire n'est-elle pas une lourde charge capable de momifier l'esprit de l'homme d'Etat et de la rendre stérile et surtout insensible aux inspirations de la vie frémissante qui l'entoure? Le culte du passé n'est-il pas propre à décourager l'homme d'Etat et à lui faire perdre toute envie d'entreprendre des réalisations nouvelles en lui suggérant l'idée pusillanime que le présent précaire ne saurait égaler le passé heureux? L'ambiance crépusculaire émanant de l'esprit historique ne finit-elle pas par miner la foi dans le progrès, dans le renouveau, dans les réformes?

Il importe donc d'assurer un juste rapport entre l'idéal politique et la conscience historique; cela revient à dire qu'en formulant les idéals de l'avenir, il faut réserver une juste part à la connaissance du passé; en effet l'influence de celle-ci, loin d'entraver les élans vers l'avenir, les favorise au contraire, en rappelant les fautes commises dans le passé et les enseignements qu'elles comportent. *Conscience du passé et action créatrice sont deux facteurs d'égale valeur dans toute politique saine.* Leur équilibre peut seul assurer la direction juste de l'évolution organique. Une large culture historique est indispensable pour que l'action de l'homme d'Etat soit consciente et méthodique. A défaut du sens et de la connaissance de l'histoire, il risque de s'égarer dans des utopies; en revanche, le culte excessif

des traditions paralyse l'action politique et la condamne à la stérilité.

Il est curieux d'examiner la relation entre la conscience historique et les révolutions, bouleversements violents de l'ordre traditionnel. L'âme révolutionnaire renferme toujours en soi un profond paradoxe : elle travaille au bouleversement de l'ordre jusqu'à ce qu'elle arrive au pouvoir. La révolution fonde un nouvel ordre politique social, fait de nouvelles lois, mais ces innovations, elle s'efforce aussitôt de les conserver, d'assurer leur durée, de les «historiser», et pour ce faire, elle n'hésite pas, le plus souvent, à recourir à des moyens plus violents que ceux appliqués par le régime précédent. L'esprit révolutionnaire, tout en restant radical, a des aspirations historiques : il veut perpétuer dans l'histoire l'ordre qu'il a établi. On est surpris de voir dans quelle mesure même un mouvement aussi révolutionnaire que le *fascisme* est pénétré de principes historiques. D'après Mussolini, «chaque révolution crée des formes nouvelles, des mythes et des rites nouveaux ; cependant il faut également exploiter les vieilles traditions et les transformer». (Emil Ludwig, *Entretiens avec Mussolini*, p. 72.) Technicien et psychologue de la révolution, le *Duce* analyse d'une façon intéressante le mélange de l'idéal nouveau et de la tradition historique dans les révolutions : «Dans la majeure partie des cas, — dit-il — les révolutions débutent en révolutions cent pour cent, puis lentement l'esprit nouveau s'efface, se confond avec l'ancien, fait des concessions sur plus d'un point et en arrive à cinquante pour cent et même à moins. Nous avons procédé inversement. J'ai commencé par cinquante pour cent. Pourquoi ? Parce que l'histoire m'a appris que le courage de la plupart des révolutionnaires s'évapore après le premier assaut. Dans d'autres pays, les révolutionnaires se font de plus en plus conciliants, chez nous de plus en plus intransigeants et catégoriques... Puisque je me proposais de rénover complètement la nation, il me fallait procéder lentement, pour



y accoutumer le peuple. Les Russes ont agi autrement : chez eux le terrain était vide, ils pouvaient le défricher pour construire la maison dans la forêt. Mais où en serions-nous aujourd'hui si j'avais commencé par tout détruire?»

Et depuis, Mussolini n'a pas changé d'idée : aujourd'hui, pas plus qu'hier, il ne songe à détruire ce que le passé a laissé de précieux et ce qu'il contient de forces constructives. Le cas de Mussolini constitue précisément l'illustration historique de la thèse d'après laquelle le radicalisme à base historique est possible en politique. C'est ce que prouvent d'une manière convaincante la théorie fasciste de Mussolini aussi bien que son action politique évoquant avec vigueur les époques très anciennes de l'histoire.

C'est dans l'*Encyclopedia Italiana*, au mot *Fascisme*, que le *Duce* a exposé la doctrine idéologique de la politique fasciste et sa philosophie de l'histoire. « . . . Le fascisme est aussi une *conception de l'histoire* d'après laquelle l'homme n'est pas digne de ce nom s'il ne prend sa part à l'oeuvre de la communauté spirituelle dans laquelle il vit : la famille, la société, la nation et même l'histoire, oeuvre commune de toutes les nations. D'où la valeur que représentent les traditions du souvenir historique, de la langue, des coutumes, des vêtements et des règles de la vie sociale. *En dehors de l'histoire, l'homme n'est rien*. C'est pourquoi le fascisme est opposé à toute abstraction matérialiste de l'individu, selon les conceptions du XVIII<sup>e</sup> siècle, et hostile à toute utopie et à tout retour au jacobinisme ». Ainsi donc Mussolini qui, jusqu'à la *Marche sur Rome*, fut toujours un révolutionnaire extrémiste, déclare la guerre, au nom de l'histoire, au rationalisme politique révolutionnaire du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Et Mussolini demeure sur la base historique non seulement dans la mise au point théorique du fascisme, mais aussi dans son activité politique. Il remonte même jusqu'à la Rome antique pour recouvrir d'une patine historique le nouvel idéal politique italien. Au fond de l'âme italienne

sommeillait le souvenir de la grandeur et de la gloire de l'Empire Romain : il suffit que par sa force suggestive, Mussolini le réveillât et lui ouvrît une perspective historique adéquate, pour qu'aussitôt la conscience historique de la nation s'affirmât avec une force irrésistible. Lorsqu'en 1919, l'anarchie menace le peuple italien victorieux dans la grande guerre, c'est dans la Rome ancienne que Mussolini puise la foi en l'avenir de sa nation. L'antidote de cette hystérie collective qu'est le bolchevisme, Mussolini le trouve dans l'organisation militaire de la Rome antique, dans la discipline du *fascio*. Il organise des légions, des centuries, des cohortes, il appelle les soldats de l'idée nationale, légionnaires, et les chefs, consuls. Les aigles romaines, étendards des capitaines victorieux de la Rome antique, réapparaissent et les fascistes ressuscitent le salut de leurs ancêtres, les légionnaires . . . Certes, Mussolini est révolutionnaire et dictateur démocrate à l'exemple de César, mais son nouvel idéal politique a ses racines dans les traditions millénaires : idéal et histoire se fondent dans sa politique.

De leur côté, les hommes d'Etat anglais excellent dans l'art de concilier les nouveaux idéals politiques avec le respect des traditions, ce qui permet à la vie politique et sociale de leur pays d'évoluer organiquement. Depuis Cromwell, l'Anglais répugne à tout changement dramatique et l'homme d'Etat anglais est en politique le représentant typique du progrès continu, de l'évolution paisible.

C'est peut-être la figure de MacDonald qui incarne avec le plus de plasticité ce caractère à la fois organique et historique de la politique anglaise. Les conceptions de MacDonald sont socialistes. Cependant, — et c'est la caractéristique du sens historique des Anglais, — jamais les chefs du Labour Party n'ont accepté sans réserve le principe du marxisme radical, d'après lequel la société nouvelle ne peut-être édifiée que sur les ruines de l'ancienne. La vieille maison, disent les marxistes, ne peut être transformée en maison nouvelle. Dès le début de sa carrière,



MacDonald, le socialiste anglais, s'oppose à cette conception et en 1905, dans son ouvrage «Socialisme et société» il montre par où pèche la comparaison : certes, une maison ne peut-être réédifiée sans être démolie, mais la société, elle, n'est pas une construction mécanique, c'est un organisme vivant, qui suit une évolution historique. Il faut l'envisager sous un angle biologique : la société actuelle est la mère de la société future.

Le sens historique inhérent au génie anglais donne à MacDonald la force nécessaire pour la lutte tenace qu'il mène contre le communisme. Son action a non seulement sauvé le parti travailliste anglais, mais écarté aussi un danger redoutable menaçant l'Europe, voire le monde entier. La grandeur d'âme de l'ancien chef du Labour Party est d'autant plus digne d'admiration que durant la guerre mondiale il fut, pour son pacifisme, frappé d'ostracisme dans son pays et que son parti même se détourna de lui. Malgré tout, MacDonald a gardé son sang-froid ; même dans une retraite forcée il n'est jamais hanté par le ressentiment. Un autre socialiste persécuté aurait peut-être été contaminé par le communisme, — MacDonald entreprend, dès 1919, une guerre sans merci contre cette doctrine.

Dans l'esprit de MacDonald, le socialisme n'est pas la rupture avec la tradition, mais bien son couronnement. Son sens historique lui fait considérer avec respect les vieilles coutumes politiques anglaises, les cérémonies et les formes du parlementarisme britannique qui, pour un étranger, peuvent sembler aujourd'hui vides de sens, sinon comiques. Il respecte avec piété les rites religieux et les usages consacrés de la vie sociale, auxquels il se conforme scrupuleusement. Il en comprend toute l'importance psychologique, il y voit les souvenirs des luttes passées, une tranche de l'histoire de sa nation. Toutefois son penchant historique ne diminue pas le dynamisme de sa personnalité. MacDonald tient avant tout au progrès, et après seulement à la conservation des valeurs déjà existantes.

## CHAPITRE III

### L'EROS POLITIQUE

Amour de l'idéal politique. — Politique et désintéressement. —  
Politique et bonheur.

#### Amour de l'idéal politique

Dans *Le Banquet*, Platon considère comme la vraie force de l'amour, de l'éros, cette transfiguration, cet ennoblement qui n'exige pas une prompte satisfaction physique, mais incite à la lutte pour l'être aimé. C'est pour-quoi l'amour qui recèle une si intense faculté d'idéalisation, est un puissant animateur de création artistique. L'amour est donc aussi une force créatrice spirituelle, non pas en lui-même, mais parce qu'il électrise, stimule l'être tout entier, exalte en lui le sentiment de la vie et éveille des facultés qui sans lui ne se seraient jamais manifestées. Le réveil de l'instinct sacre poète le jeune homme le plus sec et le plus terre-à-terre.

Cependant, Platon élargit la notion de l'amour. Par éros il entend en général le désir de créer, les efforts tendant à réaliser les idéaux. Cet amour raffiné et sublimé de l'idéal, objet des aspirations de l'homme est, en fait, l'oeuvre créatrice de l'esprit qui, des sens, élève de plus en plus l'homme pour l'amener aux idées du Bien et du Beau. Dans la science et dans l'art, créer veut dire aimer et rechercher sans cesse le Vrai ou le Beau. C'est de la même façon que jaillit l'amour de l'idéal dans la politique : l'âme aime un idéal social et veut l'atteindre par l'organisation de la société et de l'Etat d'après l'objet de ses vœux. L'éros politique possède la même puissance que l'amour



sensuel, seulement son objet n'est pas une femme, mais des objectifs précieux, des idéals. L'imagination grecque représente cette force magique dans le mythe charmant d'Eros (Amor) et Psyché. Eros est un bel adolescent débordant de la joie de vivre, mais qui aime à faire souffrir autrui. Il expose Psyché à toutes sortes d'épreuves et de chagrins afin qu'elle soit purifiée par la flamme de la souffrance. Ici, Eros est l'esprit divin qui pousse les hommes au bien et, par la lutte, les rend dignes du bonheur.

L'érôs politique présente maintes ressemblances avec l'amour sensuel, car au prix de la lutte il veut atteindre un idéal. D'après une théorie psychologique de l'amour, celui-ci naît de telle sorte que dans l'âme, au seuil de la conscience, une image idéale reste longtemps vague, sans se préciser. Sur cette image se projettent les traits propres de l'individu, ses aspirations morales et ses jugements de valeur. Enfin, l'âme s'éprend de l'être qui incarne en quelque sorte les traits imprécis de cet idéal. L'imagination embellit et idéalise encore davantage l'être aimé. En même temps naît le désir de la possession, de la possession exclusive, d'où la souffrance causée par l'éternelle jalousie. Voilà pourquoi un des traits essentiels de l'amour est la souffrance de l'inquiétude. Il existe même des *doloristes* chez qui dans l'amour, la souffrance a la prépondérance et qui aspirent à la douleur amoureuse. Ils n'ont le sentiment d'aimer réellement que s'ils sont tourmentés, s'ils sentent la tempête autour d'eux. Le bonheur de l'amour serein équivaut presque pour eux à l'indifférence ; dès que cessent les tourments de l'inquiétude, l'amour s'enfuit et le dévouement, l'ardeur prêts à tous les sacrifices s'éteignent. L'érôs politique possède des traits analogues. Au début, l'idéal politique n'est, dans l'âme, qu'une lueur vague et diffuse ; plus tard une image concrète prend forme et c'est sur la réalisation de cet idéal que l'homme d'Etat charismatique concentre tous ses efforts. Cet idéal vise un des objets de la vie sociale ou politique que l'homme d'Etat apprécie,

qu'il « aime ». Cet amour de l'objet politique met en action ses facultés et développe ses énergies latentes. L'homme d'Etat aspire à la réalisation de son idéal, puisqu'il aime. Il se heurte à des obstacles sans nombre, l'idéal est l'objet de ses vœux ardents, pour lequel il lui faut lutter et souffrir. Celui qui aime vraiment l'idéal et en considère la réalisation comme son devoir absolu, aime et recherche la lutte et la souffrance. Il représente alors le type de *doloriste politique*. Un tel homme politique n'est dans son élément que lorsqu'il peut lutter et souffrir. Dès que cette lutte et ces souffrances diminuent en intensité ou cessent, l'âme de l'homme d'Etat se rapproche de l'indifférence politique. Les philistins s'étonnent souvent de voir que tel homme auquel sa fortune et sa haute position pourraient assurer une vie paisible et exempte de soucis, lutte et souffre sans cesse dans des querelles politiques exacerbées. La clef psychologique de ce problème réside dans l'érôs politique, la passion qui pousse l'individu vers l'idéal dans la politique et ne lui laisse pas de repos avant de s'être au moins rapproché de son idéal. Voilà pourquoi celui dont l'âme est vraiment échauffée par son idéal politique, est prêt à tout immoler et fait volontiers le sacrifice de sa santé, de sa sécurité, de sa fortune, de sa vie. « Il faut que les chefs soient les amoureux de l'Etat, « philopolis », — dit Platon, — ils doivent subir l'épreuve dans le bonheur et dans l'infortune ; ni les souffrances, ni la peur, ni aucune vicissitude de la vie ne doivent les amener à répudier cet axiome ; qui ne résiste pas à l'épreuve doit être écarté, mais celui qui subit toutes les épreuves et en sort en tous points intègre, comme l'or du feu, doit se voir confier la barre ; il faut le récompenser et l'honorer de son vivant et après sa mort. » (*La République*, VI. 15). L'homme d'Etat inspiré de l'érôs politique est obsédé par son idéal qui porte au maximum sa capacité de travail, détermine à l'avance la direction de ses pensées et donne à ses sentiments une vivacité prodigieuse. Sa passion politique n'est



pas un feu de paille éphémère, mais brûle en lui avec la même ardeur jusqu'à la fin de sa vie.

Si, dans le coeur, — remarque subtilement Nietzsche, — un désir invincible s'agite et nous pousse à nous frayer un chemin même par la violence et si ce désir entretient constamment notre feu intérieur, un talent même médiocre (chez des politiciens et des artistes) devient peu à peu une force naturelle presque irrésistible (*Menschliches, Allzumenschliches*).

Toute grande vie a sa signification intérieure, son sens immanent, qui s'épanouit en elle, pour lequel l'être vit, travaille, lutte, souffre, se réjouit et meurt. Ce « principe vital intérieur » — qu'Aristote appelle *entelecheia*, — renferme le but, le *telos* de la vie. C'est ce qui joue en tant qu'idéal, un rôle décisif dans la vie d'un grand homme d'Etat, l'idéal pour lequel il lutte toute sa vie, au service duquel il met son élan vital, son amour de la politique, le contraint comme par une fatalité, à créer, à lutter, à souffrir. L'homme d'Etat de grand style aspire à l'idéal comme au but de sa vie, parce qu'il l'aime, et cet amour passionné donne à son oeuvre un caractère quasi artistique. Lire la biographie de tel grand homme équivaut parfois à contempler une statue qui s'ébauche peu à peu, mais ici, c'est le sculpteur qui se façonne lui-même selon son idéal de vie. Sur les instants passagers de son existence les valeurs inhérentes à son idéal déversent les rayons de l'éternité : l'érôs de l'homme d'Etat démêle dans l'éphémère l'éternel, et dans le fini, l'infinité.

### Politique et désintéressement

Celui qui a la véritable vocation politique, possède aussi un idéal politique et c'est l'érôs politique qui tend à le réaliser. Deux critères moraux caractérisent ce dernier : le *désintéressement* et une intense capacité de supporter la *souffrance*.

Ce qui importe avant tout dans le caractère de l'homme d'Etat, c'est la proportion entre le désintéressement et l'égoïsme inné, ou pour employer une métaphore empruntée au langage commercial : sa solvabilité morale. Celui qui pense en premier lieu à lui-même et à l'heure présente au lieu de songer à la réalisation de son idéal politique et à l'avenir, ne peut être un grand homme d'Etat. La Bruyère dit avec raison : «Ne penser qu'à soi et au présent, c'est la source d'erreurs en politique».

Les Romains désignaient l'Etat non par le mot terne de *Status* (ce terme signifiait primitivement l'ensemble des ordres souverains et plus tard seulement l'Etat actuel), mais par le mot beaucoup plus expressif de *res publica*, chose publique.

Ceux qui veulent faire de la *res publica* une *res privata* et en tirer profit, commettent un crime contre l'Etat. Le particulier, — fût-il un homme d'Etat tout-puissant, — ne doit jamais user, à des fins personnelles, de la *res publica*, de ses institutions, de ses biens. Il en est de même pour les partis : le parti politique qui ravale l'Etat au grade d'un Etat de partisans et qui, pour ses fins particulières, veut tirer profit du pouvoir public, des institutions et des richesses publiques, doit être considéré comme coupable.

Le désintéressement, cette marque de l'idéalisme moral, est la première condition de la grandeur d'un homme d'Etat et sans laquelle il ne saurait devenir un héros de la vie publique et de l'histoire. Le désintéressement est un attribut du caractère héroïque, si bien que, par exemple, on ne parle jamais des «héros de la vie économique». Schliemann fut un héros en tant qu'archéologue désintéressé, mais non en sa qualité de commerçant. Joseph Chamberlain fut un héros de la politique anglaise en tant que promoteur résolu de la nouvelle politique douanière, mais non comme grand industriel. Le grand réorganisateur de la vie économique allemande, Hugo Stinnes, vers la fin de sa carrière,



devint homme politique et fit valoir également son génie d'organisation dans ce domaine; toutefois il ne devint jamais un homme d'Etat de grand style, parce que, même en politique, son orientation était commandée par ses intérêts commerciaux, par la puissance économique. C'était un organisateur et non pas un chef politique : la caractéristique principale de ce dernier est l'ascendant moral et spirituel qu'il exerce sur la nation. Rathenau, malgré sa fin tragique, ne fut pas un héros de l'histoire politique allemande. En dépit de ses livres empreints d'idées sociales extrémistes, sa figure reste, pour l'opinion publique, celle d'un directeur de vaste société anonyme. Dans ses ouvrages, il se pose en ascète, tel un Savonarole moderne, mais en réalité il ne cesse jamais d'être un grand capitaliste multimillionnaire. Riche lui-même, il attaque les riches, dénonce le luxe, ce qui ne l'empêche pas d'habiter un ancien château royal aménagé pour son usage en villa luxueuse. Il ne put gagner la vraie confiance des socialistes, parce qu'en réalité il était égoïste; quant aux capitalistes, ils se méfiaient de lui, parce qu'en théorie il était désintéressé. Il fut entraîné par le désir du pouvoir et par une ambition dévorante. L'aspect tragique de son existence est le manque d'harmonie entre ses théories et sa vie pratique.

Le peuple est doué d'une intuition très fine pour sentir le désintéressement du héros et la sincérité de son dévouement. Seules les valeurs d'ordre spirituel, idéal, peuvent avoir leurs héros : la foi religieuse, la liberté et la force militaire d'une nation, le courage moral, les sciences et les arts ont les leurs, mais jamais les biens matériels. Comme le disait Goethe : «C'est l'enthousiasme qui actionne l'histoire».

L'instinct de la possession, la joie de la conquête comptent parmi les plus grandes forces motrices de l'existence humaine et pour les refouler, il faut un puissant empire sur soi-même. L'instinct de la possession éclate déjà brutalement chez l'enfant qui veut tout avoir pour soi. Ce même sti-

mulant, raffiné avec l'âge, l'accompagnera jusqu'à la tombe. C'est la source psychologique des abus de pouvoir et d'influence politique et de la corruptibilité ; de là cette définition cynique de la politique : « L'art de faire passer nos propres intérêts pour ceux de la communauté ». Une situation aisée est en politique un avantage inestimable : l'homme d'Etat qui jouit de l'aisance, est totalement indépendant. Il ne fait pas la chasse aux postes bien rétribués, n'est pas envieux et ne profite pas de son influence politique pour ramasser illégalement une fortune et se livrer à des spéculations illicites. Son incorruptibilité commande le respect, inspire même la crainte.

L'homme d'Etat étant le serviteur de la *res publica* et sa morale ayant pour caractéristique principale le désintéressement, il ne saurait jamais confondre la politique avec les affaires. Au contraire, une de ses tâches principales est justement de lutter contre la prépondérance des intérêts particuliers et contre la corruption, surtout aujourd'hui où la pratique parlementaire implique pour ainsi dire que le député soit l'agent des intérêts privés de ses électeurs. L'homme d'Etat ne doit pas employer son prestige politique à s'enrichir, à augmenter sa fortune. Il peut ambitionner le pouvoir dans l'intérêt de son idéal, mais jamais il ne doit aspirer à gagner une fortune. L'histoire nous montre de nombreux cas où l'opinion publique pardonne à l'homme d'Etat son désir de pouvoir, ses excès, sa cruauté, ses volte-face, ses infidélités à ses principes, mais jamais une fortune issue de la politique. Il peut faire fusiller ou pendre ses adversaires par centaines, cela n'entachera pas son honneur politique, mais s'il vole un centime des deniers publics, cet acte restera inexcusable. Par contre, une vénération particulière entoure celui qui, durant sa carrière politique, loin d'avoir ramassé une fortune, a sacrifié la sienne.

Pour illustrer ce dernier type, il serait difficile de trouver des modèles plus plastiques que Périclès et Thomas Morus. Comme le disait Plutarque : « Le respect dont jouissait



Périclès était dû à sa vie irréprochable, à la confiance que l'on accorde à un homme dont le caractère incorruptible et insensible à l'argent est au-dessus de tout soupçon. Lui, grâce à qui l'Etat, grand et riche, devint encore plus grand et plus riche, lui dont le pouvoir dépassait celui de beaucoup de rois et de tyrans, n'augmenta pas d'un seul drachme la fortune que son père lui avait léguée.» (Chapitre XV). Quand Morus, plutôt que de faciliter le divorce illégal d'Henri VIII, eut résolu de quitter son poste de chancelier qui venait immédiatement après celui du roi, il connut une grande misère. Cet homme politique intègre, durant sa longue carrière, n'avait pas amassé la moindre fortune. Il restait donc sans argent et incapable même de subvenir aux besoins de sa famille. On dit que, ne pouvant plus acheter de bois, il se réchauffait avec les siens à un feu de luzerne. (W. Walter : *Thomas Morus*. p. 190.)

Combien cet autre savant qui cent ans plus tard occupa le poste de Morus : Bacon, le philosophe, parut basement égoïste ! Lord-Chancelier, il accepte de l'argent des plaideurs venus demander justice, accorde des concessions contre argent comptant, jusqu'à ce que le Parlement le démasque. Quand la commission d'enquête découvre ses agissements et les livre à la publicité, Bacon avoue lui-même par écrit : « Cherchant aussi loin que possible dans ma mémoire, et examinant ma conscience, je me reconnais coupable de corruption. Je renonce donc à toute défense et je m'en remets à la grâce et à la merci (grace and mercy) des Lords. » Ceux-ci le condamnent à quarante mille livres d'amende et à l'emprisonnement dans la Tour de Londres, lui interdisent l'accès de toutes fonctions publiques et l'excluent du Parlement.

Il est surprenant de constater à quel point, au temps de la Renaissance, le relâchement des mœurs, le goût du faste, la soif des plaisirs rendirent les hommes d'Etat avides et corruptibles. Amasser une fortune était à cette époque une ambition tout à fait naturelle chez un homme public.

Les correspondances et autres documents qui nous restent sur l'élection de Charles-Quint au trône impérial révèlent quels pensions et cadeaux pécuniaires touchèrent les Electeurs et les Ordres de l'Empire.

L'homme d'Etat désintéressé n'attend pas de rémunération matérielle. Sa récompense est toute morale : se rapprocher de la réalisation de son idéal. Byron, dans le chant IX de son *Don Juan* attaque ironiquement Wellington qui, pour ses victoires, reçut une donation de 200,000 livres, puis une autre, de 400,000. Après son triomphe définitif sur Napoléon, loin de rentrer dans son pays comme un Cincinnatus, il se fit attribuer divers postes politiques bien rémunérés.

Robespierre, ce cruel fanatique, répétait que «la morale est la base éternelle de l'Etat». Sa tête tomba sous les coups de ses ennemis qui le dénoncèrent comme étant un tyran, mais ils reconnurent en même temps qu'il s'était entièrement sacrifié à la cause de la Révolution. L'autre tribun, Danton, est d'une étoffe bien différente. Les principes passent pour lui après l'intérêt personnel, sa vénalité le rend hésitant ; c'est un avocat d'affaires, pêchant dans l'eau trouble de la Révolution. Ce géant paysan, au regard perçant, au visage grêlé, avec sa voix de tonnerre, est un orateur d'une puissance redoutable. Dans le chaos de la Révolution, il s'enrichit sans cesse. Sa vénalité ne recule devant aucune compromission. Dès 1789, il est l'espion des Anglais et touche aussi sur les fonds secrets du roi, par l'intermédiaire de Mirabeau. Il confisque des biens ecclésiastiques et les vend à son profit. Il fait massacrer par milliers des personnes suspectées de royalisme, pour effrayer les aristocrates, et pour en sauver quelques-uns à prix d'or. Il va jusqu'à s'offrir à Pitt, en secret, pour sauver la tête du Roi contre une certaine somme. L'argent de Pitt tardant à venir, Danton vote la mort du roi. Envoyé en Belgique, il profite de sa mission pour accroître sa fortune d'une façon éhontée. Certes, ce n'est pas sans quelque raison que l'In-



corruptible l'envoya à la guillotine. Dans son réquisitoire, Saint-Just souligna surtout sa basse vénalité : « Les amis de Mirabeau, — dit-il — se vantent ouvertement de lui avoir fermé la bouche ». (*The World's Famous Orations*. T. VII, p. 156). Mais Danton sait que le sort qu'il va subir sera aussi celui que connaîtra son pire ennemi : « Une courroie me suffit, crie-t-il au bourreau — garde l'autre pour Robespierre. » Celui-ci devait en effet le suivre quatre mois plus tard sur l'échafaud.

L'opinion publique française n'a jamais pardonné à Talleyrand de s'être tiré des décombres de l'Empire comme un des hommes les plus riches de France. C'est le prototype même de l'homme politique sans idéal, qui ne poursuit d'autre but que la satisfaction de l'égoïsme sans bornes. Se plaçant par delà la notion du bien et du mal, c'est un technicien de la politique, le représentant inégalable du cynisme élégant, profitant sans vergogne des « pourboires diplomatiques ». En 1810, il demande au tsar Alexandre un million et demi de francs pour les services qu'il lui a rendus en secret. Mais bien avant déjà, en 1797, comme ministre des affaires étrangères du Directoire, il avait voulu extorquer 50,000 livres sterling à la délégation américaine bien qu'elle représentât une nation qui lui avait offert un asile sûr au moment où la Révolution voulait le mettre à mort. Lors de la sécularisation des biens religieux allemands, l'ex-évêque d'Autun reçut des princes allemands des sommes énormes. Le prince de Weilburg lui offrit en 1804 quatre millions pour obtenir la présidence de la République Batave. La réponse de Talleyrand se fit attendre un an, et le prince porta la somme à quatorze millions. Il fut aussi grassement payé par l'Autriche, à l'insu de Napoléon. Au Congrès de Vienne, le roi de Saxe lui donna six millions afin de pouvoir conserver son trône. Murat, de même, lui versa 840,000 francs et Ferdinand V le paya de 3,700,000 frs. (G. Lacour-Gayet : *Talleyrand*. 3 vol. 1928—1931.)

On pourrait continuer cette revue peu édifiante et rappé-

ler le cas de l'homme de génie que fut le général Marlborough, accusé en 1711 de détournement par le Parlement anglais, affaire à la suite de laquelle la reine lui retira ses titres et ses dignités. Napoléon même fut accusé par ses ennemis d'avoir amassé une trop grande fortune et pratiqué le népotisme.

Certaines accusations atteignirent aussi Jules Grévy, le deuxième Président de la République Française. Déjà vers 1877, quand Mac-Mahon manifeste l'intention de se retirer de la vie publique, on parle de Grévy, homme probe et modeste, comme de son successeur éventuel. Un des députés le trouvait trop «terne». «J'ai peur de cet homme, — disait-il — il ne boit pas, ne joue pas, n'a pas d'aventures, bref, il est ennuyeux». Et pourtant, plus tard, sur de simples soupçons en rapport avec les agissements de son gendre Wilson, Grévy, innocent, fut obligé d'abandonner la présidence.

C'est encore la calomnie qui interrompit pour une longue période la carrière de Clemenceau, homme d'une probité puritaine. Avec une agressivité incroyable il fit tomber un grand nombre de ministères; sa puissance résidait précisément dans son désintéressement, car le *Tigre*, après les carnages qu'il exécutait, laissait toujours à d'autres la curée, sans rien vouloir pour lui-même, refusant surtout la présidence du conseil, bien que cette solution parût presque toujours la plus naturelle. Et pourtant les accusations de ceux qui le craignaient, réussirent à le tenir éloigné pendant de longues années de toute activité politique. Il avait en effet fondé un journal, *La Justice*, dont le commanditaire n'était autre que Cornélius Herz. Quand celui-ci fut mêlé au scandale de Panama, il entraîna Clemenceau dans sa chute. Celui-ci eut beau se défendre, ni la Chambre, ni ses électeurs de Toulon ne consentirent à l'écouter. Il s'exila donc de l'arène politique, où il ne reparut qu'au moment de l'affaire Dreyfus.

Autrefois, dans la société féodale, les fonctions de législateur étaient une charge d'honneur, *nobile officium*. L'indé-



pendance morale des législateurs n'était exposée à des tentations que du côté du pouvoir souverain, par l'offre de donations et de charges. Les membres des parlements démocratiques modernes touchent une indemnité pour avoir leur existence assurée et conserver ainsi leur complète indépendance morale. Or, parallèlement à la démocratie moderne, s'est développé le capitalisme avec ses divers organismes économiques, consortiums, sociétés anonymes qui cherchent à utiliser à leur profit l'influence et l'autorité du législateur, au détriment de l'intérêt public. On procure ainsi aux députés des postes financiers grassement rétribués pour les tenir en main par les liens de leurs intérêts privés et pour influencer d'avance leur conception politico-économique dans un sens favorable aux organismes capitalistes. C'est ainsi que surgit le problème de l'incompatibilité dans le parlementarisme moderne, problème qui préoccupe très vivement l'opinion publique des divers pays, surtout depuis la guerre. Cependant les lois codifiées ne peuvent être appliquées que dans les cas flagrants d'incompatibilité patente. Le fond du problème reste toujours moral : c'est la conscience du législateur qui le tranche. Et comme le disait le vicaire de Wakefield : «Une morale qu'il faut sans cesse surveiller, ne mérite guère la surveillance.»

### Politique et bonheur

Aux yeux des philosophes de l'antiquité, au V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, la politique passait déjà pour un métier des plus ingrats. Dans un de ses écrits pseudoplatoniciens, le sophiste Prodicos déclare : «Que de dangers ne comporte le métier politique entouré de tant d'honneurs ! Qui peut réussir par la grâce de la foule ? Tel qui est adulé et applaudi par la foule aujourd'hui, quelques jours après sera raillé, exilé, sifflé, puni, condamné à mort puis regretté. Ami politicien, où sont morts Miltiade, Thémistocle, Ephialte ? Et dix autres qui, hier encore, étaient de grands capitaines ? »

De Périclès à MacDonald, la plupart des hommes d'Etat se posent des questions pareillement pessimistes en songeant à eux-mêmes et à d'autres politiques. Dans la plupart des cas, la carrière de l'homme d'Etat n'est pas une épopée mais un drame passionnant, pavé de tragiques souffrances. Toute la vie de César est une lutte sans trêve contre le Sénat et Pompée, jusqu'au jour où il est poignardé par Brutus qui lui devait tant ; Thomas Morus monte sur l'échafaud à cause de la cruauté de son souverain ; Cromwell, ce géant de la volonté, malgré les succès qu'il remporte, est la proie de déchirements intérieurs ; Colbert, le fondateur de la puissance politico-économique française, est renvoyé par son roi comme un domestique et son cercueil est lapidé par le peuple. Pitt meurt prématurément, succombant non seulement à la maladie qui le ronge, mais aussi à une angoisse éternelle pour l'avenir de son pays et à l'amertume que lui cause la corruption de la vie politique anglaise de son époque. Napoléon craint pour sa gloire et son pouvoir jusqu'à Sainte-Hélène, où il se tourmente sur les ruines de sa grandeur passée. Le talent et le patriotisme du Baron Stein échouent contre le despotisme de son prince. Aux luttes de Lincoln, de Gambetta, de Jaurès, du prince Ito, de Rathenau, du comte Tisza, mettent fin des balles meurtrières. Le grand patriote chinois Li-Hung-Tchang meurt à la suite de la paix honteuse qui met fin à la révolte des Boxers. Bismarck put dire à juste titre : *In serviendo patriae consumor*. Pourtant il prévoyait que son oeuvre serait détruite par ses successeurs. En 1895, quelqu'un l'apostrophait comme «un homme heureux» ; Bismarck protesta en disant : «Si je comptais les rares minutes où j'ai goûté le sentiment du bonheur fugitif, elles ne feraient guère au total plus de vingt-quatre heures». Disraeli, après avoir réalisé pleinement tous les rêves de sa jeunesse, soupirait avec mélancolie au crépuscule de sa vie : «Tout porte à croire que je suis heureux, mais moi, je ne puis me cacher la vérité. Je suis las et profondément malheureux. La fortune, le succès, la



gloire, la puissance peuvent augmenter le bonheur, mais non le créer.» «L'histoire universelle, — dit Hegel dans sa *Philosophie de l'Histoire*, — n'est pas le sol où croît le bonheur.» Le proverbe français est juste et profond, qui dit : «Les peuples heureux n'ont pas d'histoire», et en effet, les époques heureuses sont des pages blanches dans l'histoire.

Quel rapport y-a-t-il donc entre la politique et le bonheur? Quel bonheur connaît l'homme d'Etat? Par vocation, il examine toujours les côtés sombres et les fardeaux de la vie pour les éclaircir et les alléger ; il est sans cesse dans le feu de la lutte, il blesse et il est blessé. Mais d'abord, quelle est la mesure du bonheur? Est-ce le plaisir? S'il en est ainsi, la politique n'est certainement pas le jardin d'Epicure de la félicité. La vie politique n'est certainement pas la source des délices ; au contraire, elle étale, dans toute leur crudité, les tares de la nature humaine : la méchanceté, l'avidité, la jalousie, l'égoïsme, l'esprit d'intrigue ; sans répit, l'homme d'Etat est aux prises avec ces forces malignes qui le font souffrir. Mais la véritable source du bonheur est tout autre que le pur plaisir. L'homme est relativement heureux si la vie qu'il mène et l'activité qu'il déploie répondent à sa structure morale, c'est-à-dire si la tendance intérieure de ses facultés est en harmonie avec les formes extérieures de sa vie. Mussolini a cité un jour les fières paroles de Nietzsche : «Dois-je poursuivre mon propre bonheur? ... Non, c'est mon oeuvre que je poursuis!» Mais ni Nietzsche, ni Mussolini n'ont remarqué qu'il n'y a pas contradiction entre les deux termes, qu'au fond c'est une seule et même chose, et que l'homme est heureux quand il peut travailler à son oeuvre, selon sa vocation, fût-ce au prix des plus grands périls. Le bonheur n'est pas fait seulement de joie, de soleil, mais aussi d'ombre, de souffrance. Le bonheur vient de la *vocation* dont l'homme d'Etat ou quiconque a le sentiment intime et qui le pousse sans cesse à faire valoir ses facultés, sans égard aux souffrances et aux risques que cela comporte. Car le sentiment réel de la mission renferme la conscience

de l'idéal et la conscience du devoir qui en résulte pour l'individu de mettre en oeuvre ses forces. Le véritable homme d'Etat a le sentiment d'être le véhicule de valeurs supérieures aux contingences personnelles : ces valeurs, il les considère comme absolues ; il travaille, souffre et, s'il le faut, meurt pour elles. La force de la conscience intime qu'il a de sa mission et de sa destinée, élève l'homme charismatique au-dessus de l'hédonisme du vulgaire philistin. Même s'il souffre, il est heureux de savoir que la lutte qu'il mène pour son idéal est utile à la communauté, à la nation, à l'humanité. De là vient l'*amor fati* du grand homme d'Etat : le courage avec lequel il affronte tous les périls. La prison, les balles, la potence, la ruine, l'exil attendent le héros des luttes d'indépendance, et malgré tout il suit sa voie. Que son propre peuple ne le comprenne pas, qu'on le haïsse, qu'on l'exile, qu'on l'oblige à vivre dans l'émigration ou en prison, il n'en continue pas moins d'aimer sa patrie, la communauté nationale. «*Right or wrong, my country*» disent les Anglais. «Qu'elle ait tort ou raison, c'est ma patrie!» Il faut aimer la patrie telle qu'elle est. Pareil sentiment pénètre Socrate qui, condamné à mort, refuse de fuir par respect pour les lois, sentiment qui donne la mesure de sa grandeur.

Sans le désintéressement, sans cet idéalisme visant à la réalisation de valeurs suprapersonnelles, toute l'histoire de la politique serait inintelligible. Le «bonheur» bourgeois, avec sa terne platitude, n'est nullement la clef psychologique permettant de déchiffrer l'énigme des grandes personnalités. Sans luttes pénibles intérieures et extérieures, sans déchirements intimes, sans efforts, sans risques ni périls personnels, il n'y a pas d'homme d'Etat de haute classe. La route plate et sans danger n'est pas celle de la politique de grand style. La souffrance s'élève plus d'une fois à la hauteur d'une véritable révélation intime : l'homme d'Etat discerne des choses auxquelles, sans elle, il n'aurait jamais songé.

L'esprit politique créateur a besoin, de temps à autre,



de l'insuccès, de la chute, du doute et même du désespoir, comme d'un feu purificateur moral pour reconnaître encore plus profondément son idéal et les tâches concrètes qui lui incombent, pour remplir de l'eau fraîche, des pensées et des efforts nouveaux le puits tari de son âme. Si, extérieurement, cette période de sa vie est inactive, l'homme d'Etat n'en profite pas moins : il regarde de plus loin les forces et les aspirations politiques, il en acquiert une vue d'ensemble plus juste et plus objective. Le succès ininterrompu, le perpétuel triomphe, l'incessante satisfaction de la vanité, finissent par lasser l'ambition et la volonté, et dessèchent l'âme. Mais si, entre temps, l'homme d'Etat est obligé de se retirer de la politique ou des premières lignes de combat, il acquiert plus de souplesse, il devient plus tendu vers l'effort, il cherche de nouvelles tâches et dirige sa volonté vers de nouveaux objectifs. Le plus souvent, la retraite intensifie les énergies. « Reculer pour mieux sauter. » L'insuccès est le grand maître de l'homme d'Etat, car il trempe sa volonté mieux que de faciles triomphes.

D'ailleurs, le succès extérieur n'appartient pas forcément aux attributs qui font la grandeur d'un homme public. Celui qui ne cherche dans la politique que le succès visible, doit renoncer à l'harmonie intérieure de son âme. La lutte pour les idéals comporte souvent des insuccès et impose des arrêts forcés. La réussite ininterrompue est bonne pour les âmes faibles, mais non pour les âmes royales. La véritable grandeur de l'homme d'Etat apparaît non pas au faite du succès, mais dans les sombres vallées de l'échec. Le tragique inhérent à l'insuccès rehausse la figure historique du héros, la rend plus humaine et exalte à son égard la piété historique. Sans sa fin tragique, César ne serait-il pas demeuré surtout dans la mémoire des peuples comme un tyran tout d'abord démocrate ? La figure de Charles-Quint ne semble-t-elle pas plus sympathique par le fait qu'il eut la force de renoncer à son empire pour se retirer dans un couvent ? Sans Sainte-Hélène, ne penserait-on pas à

Napoléon, avant tout, comme à un despote sanguinaire? Et n'est-ce pas grâce à son meurtrier que Lincoln s'est élevé à cette grandeur quasi mythique aux yeux de la postérité? L'histoire justifie donc les paroles de Mussolini : «Le patriotisme n'est qu'un sentiment. Il ne devient une vertu qu'à force de sacrifices. La vertu s'accroît dans la mesure du sacrifice.» Et l'on pourrait ajouter que le suprême sacrifice est celui de la vie : c'est le maximum du patriotisme.





## CHAPITRE IV

### LA VOLONTÉ ET SA PUISSANCE

La volonté, essence de la personnalité de l'homme d'Etat. — Puissance de la volonté. — Ténacité de la volonté. — Type de l'homme politique arriviste. — Héros politiques de la volonté. — Type du politicien-soldat. — Type de l'homme politique à volonté faible. — Capacité de travail de l'homme d'Etat.

#### **La volonté, essence de la personnalité de l'homme d'Etat**

La conscience de sa vocation commande à l'homme d'Etat de s'efforcer à réaliser son idéal politique avec fidélité et persévérance, en affrontant tous les obstacles. Donc, la fermeté de la conscience de la vocation implique déjà que la volonté forte et tenace est une des marques les plus caractéristiques de la personnalité de l'homme d'Etat.

L'histoire de l'analyse de la vie psychique montre que dans l'explication des faits de l'esprit, la primauté de l'intellect l'emporte nettement. Jusqu'à ces derniers temps la plupart des psychologues essayaient de déduire toute action humaine des objectifs clairs de l'intelligence, des représentations susceptibles d'être placées en face du moi, des données positives de la conscience. En effet, dans la vie morale, seul est clair ce que traversent les rayons de l'intelligence, aussi donne-t-on facilement dans l'erreur qui consiste à intellectualiser toute la vie morale. De là vient que, dans la sphère des facteurs psychiques touchant à la politique, c'est-à-dire en psychologie politique, ce point de vue intellectualiste prévaut d'ordinaire également. En effet, en tant que science, la politique est idéologie, oeuvre



de l'intelligence, et l'on a une forte propension à appliquer ce schéma intellectuel de la pensée à la *politique réelle et vivante*, à la pratique de l'art politique, aux actes politiques. Et pourtant la réalité de la politique pratique — à l'opposé de la science politique — est avant tout l'oeuvre de la *volonté* et de l'*action*. Les idéals, les visées, les conceptions politiques ne sont que des motifs, des raisons d'ordre intellectuel, qui demeurent de pâles représentations si la volonté et l'action ne sont pas là pour les transplanter dans la réalité. Par conséquent, le seul idéal véritable et efficace est celui dont la valeur intrinsèque est en harmonie avec la direction de la volonté de l'individu pleinement conscient de cette valeur, en même temps que du devoir absolu. Combien il y a d'hommes politiques dont le cerveau bouillonne continuellement de buts théoriques, d'idéals et projets rationnels, mais qui n'arrivent jamais jusqu'à l'action ! En politique, la psychogénétique des actions est beaucoup plus importante que la pure idéologie, sur laquelle pourtant insistaient jusqu'ici la plupart des analystes. D'où les nombreuses et amères déceptions des politiciens à tendances théoriques, des soi-disant idéologues, qu'accompagnent le sentiment d'avoir été trompé et même, ultérieurement, une impression d'irréalité.

«L'intelligence, — dit Müller-Freienfels — est comme le phare éclairant l'automobile ; mais le moteur qui nous fait avancer, travaille dans l'obscurité, et n'est éclairé que très peu ou pas du tout par les lampes». Ce moteur, c'est la volonté. La lumière de la réflexion peut avoir une influence plus ou moins grande, elle peut permettre d'éviter ce qui est évidemment une fausse route, indiquer la direction juste, mais l'essentiel est le moteur : la volonté. C'est là la vraie profondeur de l'âme et sa force propulsive unique. La volonté occupe la première place, l'intelligence n'est, en quelque sorte, que son organe, qui analyse, dissèque, éclaire, mais ne crée pas, sans la volonté. Que l'on ne voie pas là une dépréciation de l'intelligence, car volonté, senti-

ment et intelligence constituent dans la vie morale réelle une unité indissoluble, et nous ne les séparons par voie d'abstraction que pour les fins de l'analyse psychologique. Dans nos états d'âme, de ces trois ordres de faits, c'est tantôt la volonté, tantôt le sentiment, tantôt l'intelligence qui prédomine.

Mais, ceci posé, la vie pratique, et surtout la politique en tant qu'effort tendant à la répartition du pouvoir de l'Etat, ont pour caractère fondamental, non pas l'intelligence ou le sentiment, mais la volonté, le *vouloir*. Bien entendu, même dans la vie politique, *l'intelligence* joue aussi un rôle important, car l'action doit être guidée par des buts, des projets, des idéals. Les *sentiments* ont également leur importance qui est notable : la sympathie et l'antipathie, l'affection et la haine, le sentiment du droit et du devoir, la conscience et le sentiment des responsabilités, l'amour-propre et la vanité, l'ambition et le sentiment de l'honneur, l'envie et la fierté, sont autant de mobiles très actifs de la vie politique. Toutefois la primauté revient à la *volonté*, dont la force et la fermeté sont à même de franchir les obstacles qui se dressent devant la réalisation des idéals et des buts fixés par l'intelligence.

*Tout homme d'Etat de grand style est en premier lieu un génie de la volonté.* On peut être un cerveau génial, élaborer, par voie de réflexion, des théories et des plans politiques très considérables, et pourtant s'avérer un homme d'Etat incapable, parce que la force de volonté et la ténacité nécessaires à la réalisation font défaut.

Les hommes de science portés à une abstraction par trop exclusive croient que, tout comme eux, les contemplateurs qui réfléchissent toujours, n'agissent pas dans la pratique, et que par contre les hommes d'action politique agissent, mais sans réfléchir. Sans doute, ce type existe également. L'homme d'Etat, né homme d'action, n'hésite ni ne raisonne longtemps en présence de la solution à donner aux problèmes politiques, mais choisit intuitivement, et comme dans un



éclair, le chemin le plus direct et le plus rapide : l'action. L'homme qui appartient au monde de la politique est, par excellence, l'homme actif, le type «dyonisiaque» instinctif et non pas le type «apollonien», réfléchissant sans cesse, mesurant d'abord avec précision toutes les possibilités et s'analysant lui-même. Le coup frappé par l'homme d'action vaut souvent davantage que la conclusion tirée par le penseur. Son type extrême, très fréquent dans la vie politique, est l'individualité pétulante, atteinte d'hyperactivité, dont l'énergie débordante exige un exutoire : l'objet de l'action lui est presque indifférent, c'est l'activité vitale qui lui importe ; il est sujet à une sorte de contrainte qui le pousse à être toujours actif, afin de pouvoir satisfaire la *libido agendi* toujours tendue en lui. Il ne discerne pas la discordance entre les nécessités de la réalité concrète et les actes politiques inutiles.

Deux traits essentiels de la volonté jouent un rôle particulièrement important dans la définition du caractère du véritable homme d'Etat : la puissance et la ténacité.

### Puissance de la volonté

La puissance de volonté se manifeste par la forte résolution et le vigoureux élan dont fait preuve l'individu en exécutant son acte et en surmontant les obstacles tant extérieurs qu'intérieurs (provenant des instincts ou des pensées contradictoires) qui s'opposent à l'action. La mesure de la puissance de volonté est l'importance des difficultés à vaincre. Celles-ci loin d'effrayer le véritable homme d'Etat énergique, le stimulent : il est dans son élément s'il se heurte à des obstacles et peut ainsi donner la mesure de son énergie. La puissance de volonté a deux aspects psychiques. Le premier est le *courage*, qui ne se laisse arrêter par aucune entrave, qu'elle soit d'ordre personnel ou objectif. L'autre est la *concentration* totale de l'esprit sur un seul point : l'homme à la volonté énergique concentre tout son être et toutes

ses facultés sur l'objet de sa volonté et ne laisse détourner son attention vers rien d'autre : *omnia ad unum*.

Ces deux qualités s'affirment fortement dans l'âme des héros de l'art politique. Sans courage personnel, la lutte épique qu'ils soutiennent dans l'arène de la politique ne se peut guère concevoir. Combien y en a-t-il qui, lorsqu'ils prennent conscience de leur vocation, n'ont à leur disposition ni ressources matérielles, ni force morale, ni l'appui que donnent l'autorité et l'organisation ; et pourtant ils sont assez téméraires pour affronter, tout inconnus qu'ils sont, la lutte, et finissent par triompher. Cela est possible uniquement parce qu'ils se concentrent d'une façon absolue sur leur objectif et que toute l'énergie qui est en eux se résout en actes. En outre, comme tout leur être tend vers l'action, la particularité typique des grands hommes d'Etat est la taciturnité et le repli en soi-même. Ce sont là les signes naturels d'une puissante volonté.

### Ténacité dans la volonté

La puissance de volonté n'éclate que dans l'énergie avec laquelle s'exécutent des actes isolés. Pour que l'individu en réalise dans le même sens tout une longue série, il faut que sa volonté soit *tenace*. L'homme énergique n'est pas nécessairement persévérant et conséquent dans ses actes. Sa volonté peut avoir une grande force explosive, mais sans la constance durable, impliquant la reprise méthodique des efforts tendant au but fixé : en somme, elle peut manquer de ténacité. La véritable intensité de la volonté est fonction de deux éléments, c'est en quelque sorte le produit obtenu en multipliant la force du vouloir par la durée. La puissance de volonté, c'est-à-dire le courage et la concentration, représente la forme psychique *active* ; la patience, la persévérance, la ténacité constituent par contre la forme psychique quasi potentielle d'une puissante volonté tendant vers un but fixé. Des actes volontaires courageux dus



à des éclats de passion, ne sont pas en eux-mêmes un signe de l'intensité de la volonté, car alors il manque encore l'autre facteur, la ténacité, la persistance, la durée. A l'homme d'Etat qui tend à réaliser son idéal politique, la volonté tenace est particulièrement nécessaire. S'il est armé d'une volonté forte et constante, la contrainte des conditions historiques peut, temporairement, l'écarter du but qu'il s'est fixé, mais il y revient toujours avec persévérance. L'homme politique passionné, exalté, mais à qui manque une forte volonté, oublie vite le but qu'il s'était proposé, et se laisse emporter facilement par ses accès intermittents de volonté.

La forme caractéristique de la volonté tenace est la *patience*. Un trait propre aux grands hommes d'Etat est qu'ils savent *attendre*. La patience est une des plus grandes vertus de l'homme d'Etat. Non seulement les actes de bravoure et de hardiesse, mais encore la patience et la persévérance ont aussi leur héroïsme. C'est également le signe d'une forte volonté que l'abnégation avec laquelle l'homme d'Etat se garde de rien brusquer, sait renoncer au succès rapide dans l'espoir d'une plus grande réussite ou, comme disait Bismarck, «épier la chance». C'est là une des clefs secrètes du succès des hommes d'Etat anglais, pleins de sang-froid. Ils restent des joueurs de golf jusque dans la politique : le golf, que presque chaque homme d'Etat anglais pratique avec passion, n'est pas seulement une école et un champ d'entraînement de patience et de volonté tenace, mais encore un symbole de la politique anglaise elle-même. Elle ne précipite pas l'évolution, mais la laisse mûrir et n'intervient qu'au moment le plus opportun. Le golf est aussi une école de tactique politique.

Tous les hommes d'Etat de grande envergure se rendent compte à quel point il importe de savoir attendre. C'est pourquoi Bismarck, après avoir été congédié, récriminait dans sa solitude de Friedrichsruhe contre les façons cavalières du nouvel esprit politique allemand, dont il désapprou-

vait l'impatience et le programme de constructions navales qui en procédait.

Voyons maintenant le revers de la médaille : la forme négative de la volonté. Comment se présente le caractère de l'homme politique auquel manquent les traits de la volonté que nous venons de définir?

Celui qui n'a pas une volonté forte, est un homme politique *impressionniste* et impulsif : sensibilité exaltée pour les changements, promptes réactions en présence de faits nouveaux, intense faculté de les assimiler rapidement, voilà ce qui le caractérise. Cependant un tel caractère passe d'une impression à l'autre, de tel but à tel autre, au gré des événements, il est incapable de vouloir, ou d'exécuter quoi que ce soit. Un être si amorphe, d'un caractère si malléable n'est pas fait pour être un homme politique. S'il le devient tout de même, il sera un « politicien en liège », qui n'a pas de poids propre, qui vogue au gré des flots politiques du moment. Il n'est que le simple reflet des circonstances et des impressions de son milieu, c'est le hasard qui décide ses attitudes, et pour peu de temps seulement. Il est hésitant, sa volonté est sans constance et manque d'unité cohérente ; il est capricieux, explosif et versatile. Son esprit vit dans une perpétuelle vibration et reste sous l'empire irrésistible des impressions. Napoléon III est, pour ainsi dire, le modèle psychologique de ce type.

Celui qui n'a pas le *courage de vouloir*, est un homme politique du genre Hamlet. Ces personnes n'agissent jamais ; elles méditent, pèsent les données du problème et font des discours. Chez elles, c'est effectivement l'intelligence qui a la primauté et qui règne sur la volonté. La source psychique de l'« hamlétisme » politique est souvent la pléthore des connaissances, qui paralyse la volonté. Celui qui sait trop, examine à l'excès le pour et le contre, les avantages et les désavantages d'une affaire ; son incolore objectivité ne lui permet pas de décider, et le rend constamment hésitant. Un individu de ce genre est atteint, comme



le disait Nietzsche, de «totalisme» : il veut prendre en considération et apprécier toutes les conditions, et laisse entretemps passer le moment propice à l'action. L'homme politique qui veut examiner toute chose «objectivement», reste inactif, il lui manquera toujours le courage de l'initiative. On pourrait dire que le vouloir ne peut être fort, que si le savoir est, en quelque sorte, limité. Vouloir très fortement quelque chose, équivaut à être, dans l'intérêt d'un idéal ou d'un but, exclusif, et même borné. D'où ce phénomène surprenant, que les hommes politiques ayant une volonté très forte sont souvent très ignorants, tandis que des hommes d'une grande érudition et versés dans toutes les branches de la culture, lorsqu'ils arrivent au pouvoir, s'avèrent impuissants ; leur culture, par suite de la façon dont ils pèsent les conditions sous tous leurs aspects, les écrase en quelque sorte, si bien qu'ils sont incapables de vouloir réellement, et que s'ils finissent par vouloir, leur volonté est paralysée par le poids logique et toujours conscient des arguments contraires. L'exemple caractéristique des hommes d'Etat ignorants, mais qui précisément pour cela ne sont pas troublés dans la conscience de leur volonté est Lloyd George ; il décide toujours rapidement et résout en quelques minutes les problèmes les plus ardues sans aucune inquiétude d'origine théorique. C'est un homme purement pratique, ce qui lui a permis, à lui, simple avocat, de devenir pendant la guerre un excellent ministre de la guerre et des munitions. Il sentait toujours ce qu'il devait faire, et la force directrice de sa puissante volonté était son instinct télépathique, dépourvu de toute connaissance théorique, et possédant seulement le sens de la réalité.

Quand quelqu'un n'a que l'apparence de la volonté tenace, il fait un homme politique obstiné, entêté. L'obstination et l'entêtement ne sont pas les signes d'une volonté réellement ferme. L'obstination n'est qu'une volonté stérile basée sur une décision non réfléchie ; quand l'individu se

sent incertain, il finit par trancher à l'aveuglette (selon le nombre pair ou impair de ses boutons, par exemple) et persiste dans sa décision d'une manière irraisonnable. Les hommes politiques dont la volonté est faible, sont souvent les plus obstinés. Il est vrai qu'en général, pour ce qui est de leur intelligence, la *lex parsimoniae naturae*, — la loi de la parcimonie de la nature — est rigoureusement valable. L'entêté est un obstiné qui de l'objet de sa volonté fait un principe, mais cela d'une façon absolument unilatérale et avec une pointe d'amour-propre, et se pique «d'avoir des principes». L'obstiné veut pour le plaisir de vouloir, mais ne se demande pas pourquoi il veut ; le têtu se plaît à justifier son entêtement à l'aide de principes.

Souvent, le manque de fermeté dans la volonté s'explique par la susceptibilité excessive de l'homme d'Etat. Si une âme noble, fine et sensible rencontre une opposition malveillante, l'envie et les intrigues, elle se retire bientôt. Tel fut par exemple Lord Rosebery, ce grand seigneur riche, élégant et d'une rare érudition, qui par deux fois fut ministre des affaires étrangères et une fois premier ministre d'Angleterre, mais toujours pour peu de temps. Il fut dégoûté par les tristes aspects de la politique. Son esprit avait, en plus de la politique, d'autres ressources : les lettres, la science, les sports, les voyages, les plaisirs esthétiques.

### Le politicien arriviste

A l'origine du manque de persévérance il y a souvent, non seulement la susceptibilité morale, mais encore la faible conscience de la vocation. La mesure de la conscience de la vocation est justement la ténacité nécessaire pour écarter progressivement les obstacles barrant le chemin de l'idéal. Conscience de la vocation et puissance de volonté constituent une unité inséparable. C'est sur ce point que l'homme politique ayant une vocation diffère de l'arriviste. Ce dernier n'est pas sans avoir une certaine force



de volonté, une certaine énergie personnelle et une certaine ténacité ; de même, il est capable de concentrer ses efforts sur tel ou tel objectif. Seulement, son but n'est pas de réaliser une valeur d'ordre supérieur, un idéal : il n'aspire qu'à son bonheur et à sa gloire personnels, objectifs que toutefois il ne réussit pas à atteindre. La fièvre qui fouette ses efforts ambitieux incessants, consume sa force, et il se brise relativement vite. Aussi, dans le destin ironique de pareils personnages se mêlent le comique et le tragique. Leur énergie est incapable de se redresser et de se renouveler après l'insuccès, car elle puise ses forces dans l'égoïsme et non dans l'idéal. Si la réussite ne vient pas, le stimulant fait également défaut. C'est ce qui explique la nervosité constante et intense des politiciens arrivistes : l'absence de succès les fait souffrir, leurs peines sont un sacrifice inutile. En concentrant leur volonté, ils s'intéressent non pas aux choses, mais à eux-mêmes : de là, leurs souffrances. La puissance de leur volonté n'est pas l'énergie et la force extensive propres aux facultés innées qui cherchent à s'affirmer, mais le produit d'une «volonté de vouloir» artificielle.

Quel est donc le signe distinctif du politicien arriviste ? L'ambition personnelle sans talent sérieux et sans idéal. Il prend ses désirs illimités pour les signes du talent : il se croit sculpteur parce qu'il a, par hasard, un ciseau ; mais quant à une image idéale qu'il se croit appelé à tailler, il n'en a pas. Il possède un jugement rapide qui lui permet de discerner promptement les conditions propices à ses desseins. Il a du flair ; il est habile à saisir les moyens ; il est tenace dans les décisions et dans la volonté touchant son intérêt personnel. Mais comme nul feu d'idéal supérieur ne brûle dans son âme, il incline facilement aux changements, il n'a pas de principes. La ténacité de sa volonté signifie seulement qu'il est conséquent dans ses efforts pour mettre toujours ses actes en accord avec ses intérêts personnels : il est le politicien secret de l'expansion personnelle et non

pas l'homme franc, serviteur de l'intérêt public. C'est cette particularité qui est son arme principale dans les luttes de la vie. La politique est un terrain qui convient particulièrement à une nature arriviste et ambitieuse qui, dans la vie publique, trouve aisément l'occasion de mettre en relief ses facultés, travaillant pour l'apparence, pour la façade : son agilité, sa serviabilité, sa réceptivité aux mots d'ordre, son penchant à flatter les chefs et les foules. Il aime à se couvrir du masque de la vertu, et du désintéressement. Et pourtant, comme disait Boileau : « Il est plutôt ami de la vertu que vertueux. » Tout ce qu'il peut produire et qui a apparence de valeur, il l'étale en public : l'arriviste est en même temps un exhibitionniste politique.

Son esprit est absorbé par une activité en majeure partie intellectuelle : dialectique du raisonnement, échafaudage de plans, syllogistique des argumentations rationnelles. Au fond, c'est un sophiste politique. Comme tel, il est fort habile dans l'art de la persuasion, mais il est moins solide dans le caractère, dans la fidélité à soi-même, dans la continuité de ses manières de voir et dans le dévouement loyal à des idéals. Son domaine véritable est l'intellectualité, car la réflexion est l'élément le plus mobile et le plus versatile de la vie psychique, tandis que les sentiments, les grandes passions, les traits volontaires du caractère sont beaucoup plus fermes et beaucoup plus immuables. Lorsque ses projets et sa rhétorique font faillite, il prétend toujours qu'il a été « mal compris », qu'il a dit « autre chose », — ou bien il nie, sans sourciller, tout ce qu'il avait affirmé. Il aime les mots équivoques, ces fleurs de la lâcheté, les formules transactionnelles, les compromis vagues, qu'il peut interpréter à son gré, et qui lui permettent d'éviter momentanément les collisions. Il sait à la fois tout justifier et tout réfuter.

Généralement il table sur les traits négatifs du caractère humain : la jalousie, l'envie, la haine. Il est habile à se faire aimer au moins temporairement. Grâce à la faculté instinctive qu'il a de se faire valoir, il est virtuose dans l'art de



manoeuvrer les gens. Il est serviable jusqu'à se rendre indispensable, diligent comme une fourmi, prudent dans la parole, maître dans le silence, modeste si la situation l'exige, insolent et agressif si cela favorise ses buts ; il n'ose jamais être original et indépendant, il observe toujours les faits et gestes de ceux qui sont au-dessus de lui ; il fait semblant de ne rien ambitionner, mais il attend qu'on l'appelle à une situation importante ; s'il parle de quelque chose de très lointain comme d'une possibilité et que précisément cela se réalise, aussitôt il le présente comme sa propre idée, sa propre invention, d'où la formule souvent employée dans les conversations politiques : « je l'avais prédit... ». Il cherche des relations avec le plus grand nombre possible d'hommes influents, afin de pouvoir les utiliser à l'occasion ; il est bien avec tout le monde et considère comme un luxe inutile d'avoir des ennemis, puisqu'il n'a ni principes, ni convictions qui l'entraîneraient forcément dans la lutte. Il ne sait être ni un vrai ami, ni un vrai ennemi. Il est partout, et pourtant il n'est nulle part, c'est-à-dire que là où sa présence pourrait être dangereuse pour lui, il peut toujours exciper d'un alibi. Instantanément il est versé en tout : il est doué d'une grande imagination pour concevoir des possibilités si celles-ci lui sont favorables. Il n'exprime jamais sa véritable opinion, car il veut éviter tout heurt, d'autant plus que sa conviction est toujours amorphe : elle revêt des formes différentes selon les changements de direction du pouvoir, comme l'eau selon la forme du récipient dans laquelle on la verse. Son caractère inné est le *mimétisme* : le politicien arriviste s'enveloppe toujours de la nuance protectrice de son milieu pour donner le change sur sa véritable nature. Il se montre toujours tel que l'exigent les doctrines de son milieu et les appréciations professées par celui-ci en matière politique et sociale : il vit d'emprunts intellectuels à courte échéance. Telle est la méthode qu'il emploie pour « percer », et dont les effets peuvent être mesurés exactement au cours de sa vie.

Quand le politicien arriviste est en butte à des difficultés et à des attaques, il se tapit et se cache sous l'eau jusqu'à ce qu'il sente que les vagues se sont apaisées à la surface. D'ailleurs, il aime à jouer le rôle de la grenouille-baromètre qui dans son bocal descend ou monte quelques échelons selon la température politique : tantôt il flaire ses intérêts à droite, tantôt à gauche. Finalement personne n'aura plus confiance en lui. Il proclame sa fidélité tant qu'il se chauffe au soleil du pouvoir. Mais il est le premier à se sauver dès que quelques nuages en voilent les rayons. Plus piteux encore que ses volte-face d'opinion est la dialectique avec laquelle il essaie toujours de se justifier lui-même. Son pathos se fait plus ardent à mesure que cela exige de lui moins de sacrifices ou lui apporte plus de profit. Son intelligence maligne et froidement calculatrice n'est jamais sentimentale, sauf si ses projets font faillite. Il n'est en bons termes qu'avec les vivants, il tourne le dos aux morts, car il n'a plus rien à attendre d'eux. Il ignore la pieuse gratitude et la fidélité. Il prend l'attitude de l'endurance héroïque quand, par ailleurs, tout ce qu'il pourrait faire, ce serait de s'armer de patience. Mais dès qu'il voit que le pouvoir qui l'a abattu, chancelle, il éclate en bruyantes manifestations de mécontentement, il excite à la révolte, il use du moyen de la satire, car il ne risque plus rien. Il parle toujours de responsabilité, mais dans son for intérieur il en a une peur atroce et, s'il le peut, il s'en décharge sur autrui. Il n'aime pas agir virilement lui-même, mais préfère se réfugier derrière la responsabilité collective et anonyme, et voter en secret de façon négative. Il promet tout ce qu'on veut à tout le monde, même, il promet bien plus qu'on ne lui demande, pour montrer sa bonne volonté et pour gagner des amitiés. Mais, lorsqu'il n'arrive pas à réaliser ses promesses, il ne fait qu'accroître, malgré lui, le nombre de ses ennemis. Il a une excellente mémoire, fertile en associations d'idées, mais, si ses intérêts l'exigent, il est un virtuose de l'oubli.



### Les héros de la volonté en politique

Une politique tendant à réaliser des idéals est fondée sur la puissance inflexible de la volonté. Son représentant, l'homme politique du type actif, est généralement une nature pleine de forces robustes et réunissant le maximum de vivacité d'esprit et de volonté : il ne se sent à l'aise que dans l'activité continue et intense, il travaille sans arrêt et craint le repos qui est pour lui un état de stagnation stérile. De toutes les activités humaines, la politique est peut-être la plus dynamique. Si l'on retranche de l'esprit des héros de l'art politique l'enthousiasme pour un idéal, la passion politique et l'énergie indestructible de la volonté, — c'est Samson qui est devant nous, dépourvu de sa force. C'est l'érôs politique et une puissance de volonté gigantesque qui font de l'homme public un héros de l'édification de l'Etat.

Ce n'est pas pour rien que Bismarck fut surnommé le «Chancelier de Fer». Le trait le plus frappant de sa physiologie politique est le courage et la puissance inflexible de la volonté. Ce qu'il s'est fixé comme juste but, il le réalise en dépit de tous les périls et au prix des luttes les plus rudes, «par le fer et par le sang». Il aime le danger. La plus grande des vertus est à ses yeux le courage personnel. Parmi ses innombrables décorations, qui, disait-il, «appartiennent à la garde-robe d'un ministre», celle qu'il estime le plus est une médaille reçue dans sa jeunesse pour s'être jeté à l'eau afin de sauver un homme qui se noyait. Mais c'est avec le même courage qu'il se jeta, chaque fois qu'il le fallut, dans les flots de l'agitation politique la plus véhémente.

Si Bismarck fit plus d'une fois triompher sa volonté à l'encontre de la nation, du parlement et même du roi, l'esprit merveilleusement divers et la volonté téméraire de Cavour purent s'étayer sur la volonté de sa nation ; c'est

là qu'il puisait force et courage, pour s'opposer parfois, lui, président du conseil d'un petit Etat, à l'Europe tout entière, et pour surmonter des obstacles extrêmement difficiles.

L'homme de volonté, courageux et toujours prêt à agir n'aime pas le repos, mais recherche la lutte et l'action où son courage et sa volonté sont mis à l'épreuve. Il ne vit ni dans le passé, ni dans le présent, mais dans l'avenir, car sa substance morale tend toujours vers l'action : l'homme de volonté aime à conjuguer les verbes au futur. Tel fut, durant un demi-siècle, la Tigre audacieux et agressif de la politique française, Clemenceau. «Le repos, — écrit il — n'est pas l'état d'âme des hommes libres». Il ne rêve jamais de l'harmonie de la paix, mais de l'action, du combat. «Nous devons savoir, dit-il, ce que nous voulons. Si nous voulons quelque chose, il faut que nous soyons assez courageux pour le dire, et si nous le disons, nous devons le faire.» Trait typique de son caractère, il ne voulait jamais entendre parler de compromis avec l'adversaire vaincu, toujours il voulait réaliser son programme, intégralement, de façon dictatoriale. Il est radical quand il s'agit de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il est radical dans la guerre et dans la conclusion des traités de paix, et impose toujours avec autorité sa volonté aux autres. Lui-même, est en principe démocrate ; il parle sans cesse de la liberté, mais lorsque l'énergie de sa volonté redoutable le porte au pouvoir, il devient un dictateur impérieux et impitoyable. Un modèle émouvant de courage personnel, de résolution et de volonté intrépide fut le comte Etienne Tisza. Malgré les attentats perpétrés contre lui, il garde son calme serein. C'est en vain qu'on le presse, dans les derniers jours d'octobre 1918, de se retirer parce que sa vie est menacée : «Je ne me cache nulle part, — dit-il, — je mourrai comme j'ai vécu». Avant la guerre, avec une inébranlable volonté, il mate l'obstruction parlementaire et n'hésite pas à recourir à la force contre les députés récalcitrants. Il use même de la contrainte, parce qu'il discerne les dangers qui s'accumulent sur son



pays. Sa volonté courageuse avait ses racines dans sa profonde conscience du devoir.

Outre la force de percussion de la volonté, la constance et la persévérance sont les principaux critères de la personnalité de l'homme d'Etat. Ces qualités font qu'il n'affirme pas seulement son énergique volonté dans ses actes isolés, ou encore au stade initial d'une série d'actions, mais qu'il est à même de soutenir son effort d'une manière égale dans une oeuvre complexe et dans la réalisation de tâches ardues et de longue haleine. La volonté persévérante est la vraie volonté constructive. Sans volonté énergique et ferme, aucune oeuvre humaine vraiment grande ne peut voir le jour, dans le domaine politique pas plus qu'ailleurs.

Dès son enfance, Disraeli s'efforce de tremper au mieux sa volonté. Sans cette volonté tenace, toujours tendue vers des buts fixés, sa carrière serait incompréhensible : comment, sans elle, ce jeune juif aurait-il pu, voilà cent ans, s'élever à plusieurs reprises au rang de premier ministre de la plus grande puissance du monde et dont la conception des valeurs sociales est la plus conservatrice qui soit au monde ? Comment eût-il pu détenir durant un demi-siècle les positions sociales les plus hautes dans un pays où la vie politique était alors complètement monopolisée par la *gentry* et par l'aristocratie ? Que de barrières sociales, à cette époque infranchissables, dut-il abattre par sa persévérance inlassable ! Un détail en dit long sur sa ténacité : il ne put accéder au Parlement qu'à sa cinquième tentative électorale : tout autre à sa place, aurait depuis longtemps abandonné ces vains efforts. La Chambre ne veut pas écouter son premier discours. Il est accueilli de tous les côtés par un vacarme et des clameurs ironiques. Mais lui, malgré ces manifestations d'animosité, garde son sang-froid. «Maintenant, je m'assieds, dit-il, mais le temps viendra où vous m'écoutez». Et il n'abandonna pas la partie avant qu'on l'écoutât enfin, et même avec respect comme on écoute un chef. Lorsqu'il voulait quelque chose, il le voulait de toutes ses forces. Au

cours des longues discussions du Congrès de Berlin, le vieux Disraeli fit preuve d'une telle énergie qu'il finit par faire triompher tous ses projets malgré l'opposition de la Russie, rivale de l'Angleterre. Il inspira du respect même à Bismarck, également entêté. «Le vieux juif, — disait-il — c'est un homme!»

Quelle volonté tenace était nécessaire aussi à Stresemann pour remplir le rôle historique qui lui fut dévolu en 1921, lorsqu'il accepta la charge de chancelier pour relever le Reich de ses ruines ! Il fallait stabiliser le mark qui perdait chaque jour de sa valeur. Il fallait étouffer le coup d'Etat d'Hitler en Bavière et la révolte communiste en Saxe, concentrer des troupes en Thuringe, assurer le retour au Reich du Kronprinz, réduire le nombre des fonctionnaires, faire face à l'agitation provoquée par l'occupation de la Ruhr. Quelle persévérance était nécessaire pour transformer en forces constructives tant de forces centrifuges sociales, pour tirer l'Etat du chaos et renforcer son autorité. Tous ces efforts exigeaient une somme d'énergie surhumaine. Il était fatal qu'un pareil surmenage ne tardât pas à le consumer. Les politiciens «poids léger» s'enfuient généralement au premier danger sérieux. Il faut estimer l'homme d'Etat qui a le courage et l'énergie nécessaires pour saisir le gouvernail du vaisseau de l'Etat aux heures les plus sombres. Seules la volonté, la foi en sa propre force, et la profonde conscience de son devoir et de sa mission lui permettent de s'attaquer à une tâche aussi lourde.

Le chancelier d'Autriche, Seipel, qui entreprend de relever son pays de ses ruines, au milieu de difficultés incroyables, est un homme de la même trempe. Sa force vitale se rompt, mais non son âme. Il retarde toujours la cure que lui recommandent ses médecins : «La politique d'abord, dit-il, la santé après.» Même avec une forte fièvre, il négocie, fait des discours. Au forum, c'est un infatigable combattant, sur son lit de douleur, un patient silencieux. Il se consume dans l'accomplissement de sa mission.



La forme négative de la volonté tenace est la patience : l'art d'attendre la chance avec calme et abnégation. L'homme d'Etat doit savoir non seulement quand il lui faut vouloir, mais aussi quand il ne doit pas vouloir, mais attendre patiemment. Dans cette tactique volontaire Washington était passé maître. Quelle persévérance il lui fallut pour organiser l'armée américaine, rapprocher les Etats tiraillés en sens inverse et faire la guerre à l'Angleterre avec des moyens combien précaires ! Que de fois la lutte semble désespérée : et pourtant il ne l'abandonne pas, parce qu'il sent que le sort du nouvel Etat est dans ses mains. Il observe, attend, manoeuvre avec prudence, patient *Fabius Cunctator* américain, en escomptant un changement propice dans la politique internationale. Le succès couronne sa patience : entre-temps la France, l'Espagne et la Hollande se tournent également contre l'Angleterre. Washington reçoit l'aide française et remporte la victoire. Il fonde un immense empire qui devra se transformer graduellement de pays en nation. Au-dessus de cette évolution morale qui dure encore aujourd'hui, et offre le spectacle le plus intéressant de l'histoire universelle, plane le génie de Washington.

Mussolini, dont la volonté fit tourner brusquement la roue du sort de tout un royaume, établit toute une théorie psychologique de la volonté politique. « Je suis convaincu, dit-il, que *la primauté appartient à la volonté*. Même si elle est erronée. Sa négation, l'immobilité perpétuelle, est une malédiction. Je suis né sous le signe du mouvement. Je suis un dynamique » (*Entretiens*, p. 210.). La nature de Mussolini continuellement tendue vers l'action, qui a fait et vécu le drame de la vie, fut instinctivement attirée vers la forme active de la poésie, vers le drame. Jeune, il avait une prédilection pour le Guillaume Tell de Schiller. Il écrivit même une étude sur ce drame de la liberté. Il composa lui-même des drames, mais ne les publia pas (par exemple « La guerre des moteurs » dont le sujet, — le vol d'un secret de fabrication —

représente la lutte du travail contre le capital). Il y a quelques années, c'est lui qui conçut l'idée d'un drame sur Napoléon, avec, comme protagoniste, Fouché, ce Protée politique ; Mussolini fit le scénario et Forzano l'élabora («Les Cent Jours»). Pareillement, c'est le *Duce* qui esquissa les lignes directrices d'un drame sur Cavour, avec, à l'arrière-plan, la Paix de Villafranca, si tragique pour les Italiens. Ce vif penchant pour le drame est symptomatique chez ce grand maître des actes politiques. Il est étonnant que Mussolini, chef au dynamisme ardent, considère la patience comme une très grande vertu d'homme d'Etat. Il est fier d'avoir donné à traiter à ses élèves, il y a trente ans déjà, alors qu'il était instituteur stagiaire, le sujet suivant qui plut beaucoup à ses supérieurs : «C'est par la persévérance que nous atteignons notre but». A la même époque il écrit son second article dont le titre est : «La vertu de la patience». «Il est probable, dit-il, que j'ai senti à ce moment déjà combien cette vertu m'est nécessaire. En effet, je prépare toute chose pendant longtemps. Ces deux techniques se tiennent : *patience dans les préparatifs, promptitude dans l'exécution*» (*Ibid.* p. 207).

Un homme sûr de soi-même, débordant de talent et de ferme volonté se sent généralement maître souverain de ses actes ; il est profondément convaincu que c'est sa volonté qui façonne, dans le sens de son idéal, la partie du monde située dans la sphère de sa domination, et non pas le destin aveugle ou la contrainte des conditions historiques. «La fatalité! — ironise Mussolini, — les hommes d'Etat l'invoquent chaque fois que quelque chose n'a pas réussi» (*Entretiens*, p. 80). Et pourtant ce génie de la volonté, si conscient de sa propre force, parle de pressentiments, d'intuition, de présomptions fécondes, qui font présager à l'esprit les tournants inévitables du destin. Mussolini avait pressenti l'attentat qui fut perpétré contre lui à Bologne : toute la journée il était d'humeur sombre. Cependant il ne fit prendre aucune mesure spéciale pour assurer sa sécurité. Pourquoi? «Parce



qu'au fond, dit-il, je suis fataliste» (*Ibid.* p. 190). Ce qui est diamétralement en contradiction avec la pensée que nous citons tout à l'heure. Son âme se scinde, pour ainsi dire, en deux : sa puissante volonté défie la fatalité, tandis que les pressentiments affectifs surgissant de temps à autre des profondeurs du subscscient pour effleurer le seuil de la conscience, échappent à la souveraineté de son *moi*.

Outre l'énergie active et la persévérance inlassable, une autre qualité de la volonté peut encore être mise en relief et c'est *l'indépendance* : résistance aux suggestions étrangères, sauvegarde de la spontanéité de la volonté.

A coup sûr, le régime de l'absolutisme offre à l'affirmation illimitée d'une volonté politique indépendante un terrain beaucoup plus propice que la démocratie parlementaire moderne, où l'homme d'Etat est obligé de soumettre l'autonomie originale de sa volonté aux restrictions que constituent les doctrines de son parti. C'est pourquoi l'on rencontre aujourd'hui beaucoup moins de volontés indépendantes, personnelles et spontanées qu'autrefois.

Le nouveau type de l'homme d'Etat moderne est le génie organisateur. Quel est le secret de l'organisation éconómico-sociale ? La faculté de penser et d'agir avec ténacité, esprit de suite et largeur de vues. Cette pensée et cette activité organisatrices, dont l'importance s'accroît sans cesse du fait de l'extension considérable des proportions de la vie économique, sociale et politique, ont pour moteur la *volonté*. L'exemple moderne le plus éclatant du génie d'homme d'Etat organisateur est Hoover. Après la guerre, dans le monde anglo-saxon, quand il s'agissait d'organisations de grande envergure, le terme *to hooverise* était devenu à peu près synonyme de *to organise*. Cependant la persévérance de la volonté personnelle de l'organisateur ne suffit pas à elle seule, il faut qu'il s'y ajoute sa faculté d'inspirer à d'autres une volonté en complet accord avec la sienne. Le mystère de l'organisation consiste donc à choisir avec perspicacité les hommes, à leur assigner les directives à suivre,

à les investir de responsabilité et d'autorité, et puis à les laisser en paix.

Lorsqu'en 1921, le président Harding appela Hoover à la tête du ministère du commerce, ce ministère était relativement insignifiant : les services les plus différents en relevaient, tels que la pêche et les phares. C'était une plaisanterie courante que de dire que le ministre du commerce n'était bon que «qu'à allumer la lampe sur les côtes et à mettre les poissons au lit.» Hoover développa dans une mesure incroyable la sphère de ses attributions, et ce fut lui le père de la *prosperity*, période de vigoureux essor économique inaugurée sous son administration. Comment fit-il de son ministère le service le plus important ? Grâce à ses facultés d'organisation. Il connaissait bien le monde entier et ses besoins économiques, car il avait voyagé un peu partout, du pôle nord à l'équateur. Il organise le commerce extérieur américain : à l'aide d'experts envoyés sur place, il recherche méthodiquement de nouveaux débouchés ; il convoque les grands industriels et leur prouve que la fabrication d'une trop grande variété de marchandises n'est pas rationnelle, qu'il vaut mieux simplifier la production, la «standardiser» à quelques types. Et c'est ainsi que Hoover déverse sur le monde qui, au lendemain de la guerre, est de toute façon à court de produits industriels, des marchandises américaines de consommation courante, bon marché et capables de soutenir victorieusement la concurrence. C'est Hoover qui introduit la production en masse, qui le premier, cherche à tirer du pays même les matières premières importées auparavant de l'étranger, le caoutchouc des Iles Philippines par exemple, brisant ainsi le monopole anglais du caoutchouc. Il fait rechercher les causes des pertes dans la production, inaugure des méthodes de production plus rémunératrices, réduit au strict minimum le transport par fer ; il transforme les forces hydrauliques en électricité, fait établir des barrages sur le Colorado, crée des lignes aériennes commerciales, etc. Après ses grands succès, il ne lui



en coûte pas beaucoup de se faire élire président des Etats-Unis. Sa carrière n'est pas à proprement parler politique, et pourtant il est l'homme politique le plus utile qui soit. Il n'ambitionnait pas la politique et pourtant, grâce à son génie d'organisation, il fit de la politique sur le plan national et sur le plan universel. Et la même politique qui le porta si haut, le mit ensuite à l'écart : même le génie d'organisation d'un Hoover ne put l'emporter sur la crise économique mondiale. (Pour la biographie de Hoover, voir Will. Irwin : *Herbert Hoover*. 1929.)

### Le politicien-soldat

Le soldat, s'il entre dans la carrière politique, emporte avec lui l'inflexible discipline propre à l'esprit militaire : au lieu de la logique, il se laisse guider, en premier lieu, par la force de sa volonté et cherche à fléchir celle des autres même en usant de contrainte, s'il le faut. Le soldat devenu homme d'Etat a une conscience plus nette du pouvoir et exige, par conséquent, plus de discipline. Sa volonté politique porte avant tout sur le maintien de l'ordre, non seulement parce que celui-ci est l'essence de l'Etat, mais parce que la vocation particulière de l'âme militaire est justement la sauvegarde de l'ordre et de la sécurité intérieure et extérieure. L'homme d'Etat-soldat veut diriger la vie de l'Etat dans le même esprit de discipline que l'armée. L'alternative rigide : ou bien . . . ou bien . . . est le symbole de sa façon de penser en matière politique : il veut immédiatement trancher d'un coup de sabre le noeud gordien de la politique, d'autant plus qu'il a dans ses mains l'armée qui donne du poids à sa volonté et qui en constitue la sanction. Aussi, lorsque le pouvoir a déjà épuisé, sans avoir atteint son but, tous les moyens dont dispose la démocratie parlementaire, fait-il appel à l'homme de la volonté absolue : au soldat. Mais c'est là déjà un appel à la force. Trait typique du soldat-politicien, il est l'homme de la volonté et de l'action et non

pas des paroles. Il dédaigne le Parlement et les parlementaires qui ne font que déclamer, avec force dialectique, en se donnant de l'importance, mais qui n'agissent pas. De par sa nature et son métier, le soldat homme-d'Etat incline à la dictature : en homme ayant l'habitude de la responsabilité, il se met facilement au-dessus du Parlement et le dissout même par la force, la conscience tranquille, car il le tient pour une assemblée de gens qui bavardent sans avoir sérieusement conscience de leur responsabilité, qui jugent de toute chose sous un angle personnel ou partisan, qui excitent à la révolte, s'attaquent à l'autorité de l'Etat et à l'ordre public, alors que c'est ce dernier que le soldat a le plus au coeur, sachant, — comme disait Mussolini — que : « pour atteindre le maximum d'efficacité nationale, il faut le maximum d'ordre. »

C'est le même mobile psychologique qui travaille dans l'âme de la foule quand au milieu de l'anarchie et de l'apathie succédant à une révolution ou à une série de révolutions, chacun aspire enfin à l'ordre, à la consolidation. Et l'on en voit la garantie, non pas dans les artifices du politicien, mais dans le caractère impératif, droit et autoritaire du soldat, et dans la puissance absolue de sa volonté. C'est ainsi que César, Cromwell, Napoléon rétablirent l'ordre. Depuis la guerre, chez les nations déçues et énervées par les révolutions, doutant de tout et d'elles-mêmes, est née l'ardente nostalgie d'avoir à leur tête un homme fort, un soldat, un dictateur ; elles voulaient de rudes Achilles et non les intrigants Ulysses de la politique. Elles sont même prêtes à renoncer temporairement aux conquêtes de la liberté qui, poussées à l'extrême, les ont d'ailleurs plongées dans le chaos. C'est ainsi que le désir de l'ordre appelle au gouvernail de l'Etat un Hindenburg, un Pilsudski, un Kemal, un Primo di Rivera. D'ailleurs le démo-libéralisme même se voit obligé de s'incliner devant le côté constructif des dictatures modernes et de reconnaître l'oeuvre immense qu'elles ont réalisée. Déjà Aristote s'est rendu compte qu'il n'existe pas de sys-



tème politique absolument parfait, que les divers peuples, à diverses époques, ont besoin de régimes différents, pour avoir une vie publique saine, au lieu de dépérir par suite de l'application de systèmes purement théoriques et rationnels et pour l'amour de quelques phrases sonores. C'est ce qui justifie, à certains moments critiques de l'histoire, la dictature, régime que les Romains, pionniers du système des libertés publiques, avaient eux-mêmes admis.

Les traits de caractère du soldat homme d'Etat relevés tout à l'heure se retrouvent dans de nombreuses figures marquantes de l'histoire. Quelle puissance de volonté que celle du jeune consul César lorsque, pour des raisons militaires, politiques et sociales, il impose, par la force, la nouvelle loi agraire. Le Sénat s'oppose à la distribution massive des terres aux vétérans, de peur que le patrimoine de l'oligarchie ne s'affaiblisse et que les bénéficiaires du partage des terres n'appuient militairement celui à qui ils devront leurs biens. César, le Consul démocrate, se détourne du Sénat égoïste et fait appel au peuple. Son collègue, le consul Bibulus veut l'empêcher de promulguer la loi arrachée de force. César le chasse, promulgue la loi et la fait exécuter. Sans se soucier de l'opposition, il installe en Campanie comme colons, 20,000 soldats prolétaires avec leurs familles. L'oligarchie devient naturellement son ennemie mortelle. Mais c'est en vain qu'elle guette l'occasion de traîner César devant le tribunal au moment où il n'est pas investi de fonctions officielles, elle n'y réussit pas. Le fier conquérant de la Gaule ne se soucie pas du Sénat, il franchit le Rubicon, s'empare de Rome, défait Pompée, et le soldat démocrate devient dictateur et monarque. Il écrase ses ennemis par la force mais essaie ensuite de les gagner par la bonté : « Seul César réunit en lui la volonté du soldat et le génie du sage », — dit un de ses admirateurs d'aujourd'hui, dictateur lui-même, Mussolini. « Au fond, c'était un philosophe qui voyait tout *sub specie aeterni* : il aimait la gloire, toutefois son ambition ne lui fit pas répudier l'humanité » (*Entretiens*. p. 67).

César, à l'époque où il débuta dans la politique, n'était pas encore un soldat de métier, mais soldat, il le fut dans l'âme dès sa naissance. Voilà pourquoi il réussit, ayant passé la quarantaine, à forcer l'admiration du monde par son génie militaire lors de la conquête de la Gaule. De même, le grand dictateur anglais, Cromwell, était né soldat. Propriétaire terrien et député, il n'a jamais porté les armes. Lorsque le Parlement organise une armée contre le roi, c'est Cromwell qui en est le commandant, et son génie d'organisateur et de chef militaire se développe en quelques mois dans une telle mesure qu'il remporte d'éclatantes victoires sur tous les ennemis. Mais il agit avec la même dureté de soldat à l'égard du Parlement, qu'il dissout à plusieurs reprises, car il n'y voit qu'une assemblée de bavards critiquant et menaçant le pouvoir de l'Etat. Cromwell homme public est une âme de soldat qui fonde sa puissance sur l'armée.

L'incarnation du type autoritaire de l'homme d'Etat soldat est Napoléon. Il fait prévaloir la mentalité militaire jusque dans la diplomatie. C'est en chef de guerre qu'il considère la vie politique. Le principe de stratégie militaire selon lequel il faut aller chercher l'ennemi chez lui pour l'anéantir, et qu'il applique brillamment en tant que soldat, Napoléon le transporte intégralement dans le domaine de la politique ; cependant, il n'est pas toujours bon, lors de la conclusion de la paix, d'exaspérer l'ennemi, ni d'en extraire la dernière goutte d'énergie vitale. En effet, une telle paix ne sera qu'une trêve provisoire.

Napoléon est une des plus puissantes volontés qu'ait connues l'univers. Dans les manifestations de son esprit, la volonté instinctive a toujours la primauté et le rôle de la raison se borne plutôt à la recherche des moyens. Napoléon ne réfléchissait que quand il voulait, et il pensait ce qu'il voulait.

Lorsqu'une âme de soldat s'adonne à la politique, elle pratique forcément l'impérialisme à l'intérieur du pays comme au dehors. Combien Bismarck dut lutter en 1866



pour que les généraux de l'état-major prussien n'humiliassent pas trop l'Autriche après Sadowa, ce qui n'aurait aucunement cadré avec ses projets pour l'avenir : il comptait avec une guerre franco-prussienne dont le succès pouvait être compromis par l'esprit de revanche d'une Autriche poussée à bout. La paix de 1871 même eût été plus dure pour la France, si Bismarck, en homme d'Etat prévoyant, n'avait pas modéré l'impérialisme des généraux. Les erreurs de la guerre mondiale et des « paix de Carthage » qui la suivirent eurent, en grande partie, pour origine le fait que, de chaque côté, les militaires, avec leurs vues exclusives, ont fortement empiété sur le domaine de la politique. Un soldat politicien de cette catégorie fut entre autres le général Ludendorff, véritable incarnation de la puissance de volonté et de l'ambition. Tout comme il avait pris le fort de Liège à lui seul, en voiture, accompagné uniquement de son aide-de-camp, avec un courage admirable, il voulait trancher en toute circonstance les questions compliquées de la politique par un coup de bravoure à la hussarde. Le succès militaire ne lui suffisait pas. Il aspirait à des lauriers politiques. Il relégua au second plan le chancelier, et au lieu des hommes d'Etat ce fut lui qui, à la tête du grand quartier général, dirigea aussi, en fait, la politique. C'est ainsi que malgré ses hommes d'Etat, l'Allemagne se lança dans la guerre sous-marine à outrance, ce qui provoqua l'intervention de l'Amérique. Un autre soldat politicien, l'amiral Tirpitz, y contribua également. Bien que le nombre de submersibles nécessaires pour atteindre le but de la guerre sous-marine soit loin d'être assuré, malgré les constructions accélérées, il ouvre la lutte sans se soucier des conséquences politiques possibles : l'intervention de l'Amérique dans la guerre. Etant soldat, il est naturellement farouche annexionniste : il revendique les côtes de Flandre pour avoir en face de l'Angleterre une forte base navale.

Partout dans le monde, les hommes présentent les mêmes types psychiques, qu'ils vivent en Occident ou en Orient,

sur les étendues neigeuses du Groënland ou dans les pays tropicaux de l'Amérique du Sud. La Chine, par exemple, est gouvernée depuis le début de notre siècle par des soldats politiciens, car seul un soldat est à même de faire de l'ordre au milieu des éternelles révoltes et des luttes entre le Sud et le Nord. L'affaiblissement du pouvoir impérial a démontré mieux que toute autre preuve la nécessité d'un pouvoir central vraiment fort, pour empêcher l'anarchie et éviter la désagrégation de l'Empire. Phénomène historique typique : partout et à toute époque, si des troubles pareils se produisent, l'ambition d'un talent militaire se réveille pour se substituer au souverain légitime. Un exemple dans l'histoire de la Chine contemporaine en est Yuan-Chi-Kay. La cour impériale l'envoie contre les rebelles, mais il manœuvre de telle sorte que la dynastie soit obligée de fuir. Yuan se fait alors proclamer premier président de la République Chinoise, et oblige l'Assemblée Nationale à entériner cette résolution. Ni les éléments révolutionnaires, ni les loyalistes ne lui font confiance ; à force de volonté et par la contrainte militaire, il annihile toute résistance. Il étouffe la nouvelle révolution, dont les meneurs s'enfuient au Japon. Le soldat devient alors dictateur et se fait élire empereur en 1916, non sans user de violence. Au moment où Yuan s'apprête solennellement à l'antique rite du sacre impérial, apparaît l'ambassadeur du Japon qui, d'accord avec les puissances occidentales, oppose le veto de son gouvernement à ce que la Chine redevienne une monarchie, c'est-à-dire un Etat au pouvoir central fort, et que cesse l'anarchie qui leur permet de pêcher en eau trouble et de dépouiller le pays de ses richesses naturelles. Yuan n'a plus l'énergie qu'il faudrait pour poursuivre la lutte ; le grand soldat est incapable de rétablir l'ordre. Accablé de chagrin, il quittera bientôt ce monde avant d'avoir été couronné empereur. (Voir O. Francke : *Meister der Politik*.)

Les qualités politiques éternelles et typiques de l'âme militaire se dessinent avec une netteté frappante sur la



rude physionomie du dictateur espagnol Primo de Rivera. Tout jeune, il manifeste ses grands talents militaires, notamment en 1897, au cours de la guerre pour les Iles Philippines. Sa simplicité et sa franchise naturelles, son intime communion morale avec la nation et l'armée lui assurent la sympathie de tous. Soldat, il s'occupe sans cesse de politique, ce qui est d'ailleurs une vieille tradition en Espagne, au Portugal et dans les pays de l'Amérique latine où souvent les généraux ont la haute main sur la vie politique.

Le 12 septembre 1923 Primo de Rivera fait un *pronunciamiento*, suspend la Constitution et établit la dictature militaire. Mais il déclare ne considérer ce régime que comme une transition, en attendant qu'une Constitution convenant mieux à la situation de l'Espagne puisse être instaurée. Ses méthodes dictatoriales sont radicales : il réprime le séparatisme, le syndicalisme et le bolchevisme, réforme le système fiscal, améliore le niveau de vie des ouvriers, réorganise l'administration, comprime le budget, réduit d'un seul coup de moitié le déficit existant. A la place des anciens chefs de clans politiques, il confie partout les affaires à des experts d'une probité irréprochable. Au début, la grande masse de la nation ne regrette nullement la chute du système parlementaire compromis, et même, la dictature jouit d'une certaine popularité. Les paysans sont plus satisfaits, car la dictature défend la production agricole par des droits de douane ; la classe ouvrière profite des barrières douanières, car la production et l'embauche augmentent. De nombreuses mesures sociales prises par Rivera servent directement les intérêts de la classe ouvrière vis-à-vis des patrons.

Mais le nombre des adversaires de la dictature croît de plus en plus : les aristocrates, obligés de faire des déclarations d'impôts plus sincères ; les fonctionnaires, mécontents de la hausse du coût de la vie due aux droits de douane ; les artistes et les écrivains, de plus en plus impatients de secouer le joug de la censure ; les hommes des anciens partis

politiques, auxquels il n'est plus possible de pêcher en eau trouble, soupirent après les libertés d'autrefois. En vain le Marquis de Estella imite la dictature de Mussolini : la différence éclate partout. La dictature du Duce est issue des foules mêmes, tandis que Rivera s'est proclamé d'abord dictateur et n'a cherché qu'ensuite à gagner les foules. Les dictatures venant d'en haut diffèrent toujours, quant à leurs répercussions psychologiques, des dictatures venant d'en bas, issues organiquement des masses. Le gouvernement du dictateur de l'Espagne a beau être infiniment supérieur par l'honnêteté et l'efficacité, aux gouvernements parlementaires, ses prédécesseurs : l'honneur national sent dans la dictature une dégradation, une humiliation. La situation devient dès lors de plus en plus tendue. Le roi lui-même s'inquiète, le pouvoir illimité du dictateur le gêne. A l'insu de celui-ci, il demande un jour par télégramme l'avis de divers gouverneurs militaires sur la dictature, et le lendemain, il reçoit le fier soldat avec ces mots : « J'accepte votre démission. » Le roi tentera ensuite une nouvelle expérience avec le général Berenguer et l'amiral Azuar, mais son trône est dorénavant perdu, tandis que Primo de Rivera, abandonné par son roi et amèrement déçu, meurt bientôt à l'étranger.

### **La politicien à volonté faible**

Un homme dépourvu d'une volonté courageuse et ferme peut échafauder, en théorie, des projets politiques grandioses, des programmes féconds, sans jamais parvenir à les réaliser, parce qu'il est incapable d'agir. En politique, un tel caractère ne sera qu'un théoricien ou un lyrique. La borne frontière du romantisme politique est l'action : elle seule peut mettre fin au raisonnement sentimental. La politique est en premier lieu un vouloir et une action pratique ; ne peut être un homme d'Etat agissant que celui en qui la volonté et la force d'action l'emportent sur la raison et le sentiment.



Le type de l'homme d'Etat à volonté faible est représenté généralement par le fonctionnaire devenu homme politique. Sa mentalité bureaucratique est habituée à s'adapter, à obéir, à servir. Un tel homme qui n'a pas été élevé pour diriger, qui n'ose jamais contredire, ne pourra tenir sa place dans l'atmosphère orageuse de la politique où il faut être armé d'une volonté énergique. Vénus naquit de l'écume des vagues glauques de la mer, le bureaucrate, lui, devient politicien en surgissant de la poussière des dossiers. Il ne sortira jamais de la grisaille : il est ennuyeux, pédantesque, et se donne de l'importance ; il est conformiste et incapable de vouloir ; il fait passer son impuissance pour de la prudence critique. Tel fut le chancelier allemand, par ailleurs respectable, Bethmann-Hollweg, qui resta jusqu'au bout fonctionnaire et ne fit jamais figure d'homme d'Etat dans toute la force du terme. Ce que l'empereur exige, il l'exécute docilement. Il s'est opposé à la violation de la neutralité de la Belgique, sans tirer les conséquences de son attitude. Dès 1915, il soulève l'idée de la *Société des Nations* et voudrait conclure la paix ; cependant, en idéologue qu'il est dans la réalité, il cède toujours aux exigences des généraux. Il est contre la guerre sous-marine à outrance, sachant que l'Amérique possède des ressources inépuisables en hommes, en argent et en matières premières. Pourtant il se soumet à Tirpitz et à Ludendorff, et reste en fonctions ; même, il désarme Helfferich qui combattait avec énergie l'idée de la guerre sous-marine. Il comprend la nécessité d'une transformation démocratique de l'Empire, mais n'a pas la force d'agir dans ce sens. Toujours, il hésite, il tergiverse. Au fond, c'est une nature philosophique : il aime les idées générales surtout dans le domaine de l'éthique ; en politique il invoque volontiers l'impératif catégorique du devoir : ce n'est pas pour rien que Kant est sa lecture préférée. En lisant aujourd'hui ses discours, on a l'impression d'avoir affaire à un terne doctrinaire plutôt qu'à un homme politique dirigeant et actif. Il n'a pas le feu sacré, il est inca-

pable d'entraîner son auditoire. Ce n'est pas l'homme de la volonté et de l'action : c'est un instructeur peu intéressant.

Beaucoup estiment que le nombre des hommes de volonté faible s'accroît sans cesse dans la vie publique. On en cherche la cause lointaine dans le système de l'éducation qui n'est pas fait pour développer la volonté, impose l'adaptation et l'obéissance, bride le courage, l'initiative personnelle et l'indépendance de la volonté et enraye les possibilités d'action individuelle. Pourtant un homme doué d'une volonté forte et d'un esprit indépendant, peut beaucoup mieux arriver dans la vie que celui qui attend éternellement d'autrui ses directives et dont la mémoire est encombrée de connaissances inertes. Seule une volonté inébranlable et toujours en éveil peut mener à l'amélioration de l'état de choses existant et à de sérieux efforts réformistes ; sans elle, l'individu se soumet aux conditions données, il a le culte des impasses et se montre incapable de progrès. Il est hors de doute qu'une éducation développant méthodiquement la volonté, peut ouvrir à l'action des réservoirs d'énergie de plus en plus profonds. Cependant le germe de la volonté d'un homme d'Etat de grande envergure est congénital à la structure morale de sa personnalité : le génie de la volonté naît et ne devient pas : *nascitur et non fit*.

### La capacité de travail chez l'homme d'Etat

Quand l'homme d'Etat a le sentiment que sa vocation historique est de réaliser un idéal, son éros politique est capable de renforcer dans une mesure incroyable sa volonté et ses énergies actives. Nous avons indiqué plus haut que la grandeur d'un homme d'Etat est fonction de sa volonté ; et quant à la volonté, elle se traduit par la création, par le travail constructif.

Dans son testament politique rédigé en 1752, Frédéric le Grand écrivait : « Toutes les branches de gouvernement sont en rapport intime l'une avec l'autre : finances, poli-



tique, armée constituent une unité indissoluble.» Et en effet, dans la vie de l'Etat tout se tient organiquement. Celui qui gouverne le vaisseau de l'Etat, doit donc avoir une vue d'ensemble de toutes les conditions et de tous les changements y survenant. Il doit veiller à tout. La vigilance universelle doit être un des principaux traits de son esprit, et elle exige le maximum de la capacité de travail. Le véritable homme d'Etat créateur, qui n'a pas une âme de bureaucrate, veille jour et nuit et travaille sans relâche. Son labeur se poursuit naturellement à un rythme varié. Une seule chose allège cette activité et cette tension continues : c'est la diversité. Voilà l'une des sources de la prodigieuse capacité de travail de l'homme d'Etat : il se délasse d'une affaire terminée en s'attaquant à une autre. C'est un véritable *perpetuum mobile* psychique.

Le sentiment de la nécessité de cette vigilance universelle, de son devoir moral et de sa vocation amène souvent l'homme d'Etat à épuiser ses forces ; il se surmène et ruine sa santé. Une autre cause de ce surmenage est souvent la fière conviction que lui seul est en mesure de régler toutes les affaires et de les ajuster organiquement dans l'ensemble de la vie publique. Ses collaborateurs font, à ses côtés, figure de simples valets ou, tout au plus, de rapporteurs techniques qui ne prennent pas l'habitude de travailler indépendamment ni d'agir sous leur responsabilité : c'est lui seul qui se sent responsable de tout. Ce trait typique est à l'origine de maintes tragédies et il est cause de morts prématurées. Le grand homme d'Etat est aussi un artiste : un artiste en politique. Mais tandis que le peintre ou le sculpteur laissent des oeuvres complètes et terminées qui n'ont plus besoin d'être poursuivies ou achevées, l'oeuvre de l'artiste en politique n'est jamais finie : après sa mort, elle doit être continuée sous une forme qui varie suivant les circonstances. Mais l'ambition qui anime l'artiste de la politique, le pousse à réaliser lui-même la plus grande partie de cette oeuvre, à enfoncer le plus profondément possible les fondations de l'édifice

auquel travailleront les générations futures. Dans cette oeuvre, dans cette lutte qu'il croit inachevée et que, partant, il poursuit à une cadence rapide, il se consume avant l'heure.

Colbert possède une capacité de travail prodigieuse. Le fardeau colossal de l'Etat français repose sur ses épaules ; il est ministre des finances, du commerce, des communications, de la marine et de la justice, et en partie même de la guerre. Et dans tous les domaines, non seulement il élabore les réformes les plus radicales, mais il veille de près à leur exécution rigoureuse. Durant de nombreuses années, il n'a pas d'autre divertissement, pas d'autre joie que la variété dans le travail. Cela seul explique l'oeuvre gigantesque et durable réalisée par lui dans les domaines les plus divers.

La conscience de ses buts confère à Napoléon une force de volonté extraordinaire et une activité inégalable. Sa puissance de travail est illimitée. Il est capable de présider pendant douze heures le Conseil d'Etat ; autour de lui tous fléchissent, mais son esprit reste infatigable et lucide. Il est, comme disait de lui Goethe, en 1828, en état d'inspiration permanente. Sa résistance physique elle-même est admirable. Il lui arrive de rester à cheval quinze heures de suite.

Gladstone joue, dès sa jeunesse, un rôle de premier plan dans la politique : il est constamment dans le feu de l'action et consacre ses rares loisirs à une activité scientifique extrêmement étendue. Pourtant, en 1886, à l'âge de 77 ans, il parle encore au Parlement, sans arrêt, pendant près de quatre heures ; à 84 ans il est toujours Premier Ministre du plus grand empire du monde et même, en 1894, il prononce un discours, le dernier sans doute, mais toujours avec la force et le charme d'autrefois.

La politique éveille dans l'individu une ambition telle et une conscience de la responsabilité historique si forte que même si de par sa nature il a un penchant à la paresse, il fait subitement preuve d'une capacité de travail quasi inépuisable. Bismarck confesse lui-même que dans sa jeunesse il était paresseux et que c'est la politique qui lui a



appris à travailler. Dès 1835 il écrit à un de ses amis qu'il est devenu un travailleur sans pareil et ne dort que six heures par jour. En 1853 il dit encore : « Je m'étonne moi-même de voir dans quelle mesure j'ai réussi à vaincre mon dégoût d'écrire et ma paresse innés. » Ses collaborateurs se plaignent plus tard de ne pouvoir régler la moindre affaire sans sa décision personnelle. Dans son bureau, sa volonté n'admet pas la contradiction : il travaille énormément et fait travailler chacun jusqu'à l'épuisement ; ce n'est que dans les affaires purement techniques, où il se sent tout à fait incompetent, qu'il laisse la main libre aux autres. Mais dès qu'il approfondit la matière et pense avoir une opinion personnelle, il finit par prendre des décisions, même dans les questions de cet ordre. Quelle est la capacité de travail de Bismarck ? Ses oeuvres nous répondent à cette question : en huit années (1862—1870) il règle, bravant trois grandes puissances, la question du Schleswig-Holstein, exclut définitivement l'Autriche de la Confédération Germanique, défait la France et fonde l'Empire.

Dans le triomphe et dans l'organisation du bolchevisme russe, la part du lion revient à Lénine en raison de son énorme capacité de travail. Il concentre tout le pouvoir entre ses mains ; au milieu des périls et du désarroi, c'est lui qui décide de tout dans l'immense empire. Il pense à tout : les ouvrières de telle usine ont-elles reçu les tabliers neufs auxquels elles ont droit ? Comment pourrait-on électrifier les villages ? Est-il vrai que le syndicat central du naphthe paye aux ouvriers dix arsines au lieu de trente ? Cette minutie est une des sources de sa force suggestive et de l'attachement qu'il inspire.

Le devoir de vigilance universelle pèse d'un poids particulièrement lourd sur l'homme d'Etat du type dictatorial : il se sent responsable de tout et sait qu'une défaillance de sa part entraînerait l'écroulement du régime. Depuis Jules César, les dictateurs sont tous de grands travailleurs. Tel est par exemple Mussolini. Il est chef du parti fasciste et, comme Premier Ministre, chef de tout l'appareil de l'Etat,

(*Capo del Governo*), il dirige les affaires de cinq à huit ministères et surveille même les départements qui ont à leur tête des ministres titulaires. Au fond, il est le seul ministre en Italie. Mussolini s'intéresse à tout, sait tout et trouve du temps pour tout. Il faut qu'on le tienne au courant de tout ce qui concerne la politique, la vie économique, la science et les arts italiens. Rien ne se règle sans son approbation ou sa permission, et malgré cela, les affaires ne restent pas en souffrance. Tous les jours on lui soumet des centaines de propositions qu'il règle instantanément, par un *si* ou un *no*, sans aucune formalité bureaucratique.

Le danger qu'encourt l'homme d'Etat occupé sans trêve par mille affaires diverses, est de n'avoir ni le temps, ni l'énergie de s'occuper sérieusement des questions importantes et d'en approfondir suffisamment les détails. Sans s'en apercevoir, il devient superficiel. Mais ce n'est pas tout. Si l'homme public a un idéal et une vision d'ensemble sur le développement de l'Etat et envisage des réformes grandioses, les grandes lignes directrices ne risquent-elles pas de se trouver éclipsées par les besognes schématiques et futiles qui reviennent chaque jour? «Ce danger existe, — dit Mussolini (*Entretiens*, p. 188). La besogne quotidienne peut stériliser l'esprit. Pour parer au mal, l'homme a besoin de se retremper de temps à autre dans la nature vivante des foules et des individus : alors la volonté de création subsiste et l'on se dégage de la stérilité bureaucratique.» Assis derrière un bureau, il n'est pas possible de gouverner efficacement une nation. Pour ce faire, il faut absolument rester en contact permanent et direct avec la vie des diverses couches de la société et observer sur place les diverses nécessités morales et matérielles de la nation. C'est ce que sentaient les souverains absolus qui, inconnus et déguisés, se mêlaient au peuple pour mieux connaître son état d'esprit et ses aspirations.

La pierre de touche de l'expérience psychologique de l'homme d'Etat est le choix de ses collaborateurs. Machiavel



dit que pour juger de la véritable nature d'un homme d'Etat, il suffit de connaître les collaborateurs dont il s'est entouré. Si ces derniers sont des personnes éminentes et fidèles, l'on peut dire que cet homme d'Etat est un sage, pour avoir su choisir et s'attacher ces hommes de valeur. Sinon, l'homme d'Etat, dès les premiers pas, commet une grave faute.

Phénomène typique, le génie politique doué d'une forte volonté qui fait tout à lui seul, choisit d'ordinaire comme collaborateurs des hommes médiocres et à volonté faible. Il veille à ce que des personnalités de grande intelligence et douées d'une volonté indépendante ne se trouvent pas sur son chemin, de crainte qu'elles ne viennent à l'éclipser. Un tel homme d'Etat est enclin à changer fréquemment de ministres, car il les trouve incapables de suivre l'allure impétueuse de sa pensée et de ses projets. Bismarck raconta au comte Andrassy en 1877 que l'empereur Guillaume I<sup>er</sup> trouvait déjà exagéré le congédiement trop fréquent des ministres et qu'il y mettait obstacle. «Un jour Sa Majesté me demanda ce que j'avais à reprocher à un ministre dont je sollicitais le renvoi. Rien, Sire, — répondis-je, — sauf que c'est un sot . . . Oui, oui . . . remarque l'empereur, vous prenez tout le monde pour des sots. Vous finirez par en penser autant de moi, seulement, moi, vous ne pourrez pas me renvoyer». D'ailleurs, outre l'empereur, d'autres reprochèrent également à Bismarck de «consommer» trop rapidement ses ministres. Le chancelier répondit qu'en Prusse, la «consommation» de ministres était encore moins forte que dans les autres pays, ce qui était dû, disait-il, à son «obligeance confraternelle».

L'homme d'Etat du type dictatorial veut tout régler lui-même et fait peu de cas de l'avis de ses collaborateurs. Cela n'est pas dangereux pourvu que son génie et sa capacité de travail puissent suppléer à l'énergie des autres. Mais s'il ne s'agit là que d'une conviction subjective et qu'en réalité l'homme d'Etat ne suffise pas à sa tâche, cela devient néfaste. Wilson, suivant son inspiration de

prophète et la conscience de sa mission, voulait tout faire par lui-même. Au début il garde encore le colonel House comme collaborateur intime, mais comme celui-ci le contredit sur diverses questions, Wilson se détourne de lui. Il va donc seul à Paris, sans aide, avec, pour tout bagage, sa mentalité de doctrinaire et son ignorance des réalités pratiques. Aussi devient-il la proie facile des hommes politiques d'Europe, d'une grande expérience et rompus à toutes les ruses ; Clemenceau ridiculise cet « envoyé de Dieu » et raille sa « noble candeur ».

On rappelle souvent que les monarques d'autrefois savaient mieux choisir les ministres que ce n'est le cas aujourd'hui dans la démocratie parlementaire. Renan va jusqu'à prétendre qu'aujourd'hui les hommes doués de hautes qualités politiques ne peuvent devenir ministres, car peut-être n'arrivent-ils même pas à se faire élire députés. En 1774, par exemple, Turgot put encore facilement devenir ministre, tandis qu'aujourd'hui sa modestie, sa gaucherie et son manque de talent oratoire compromettraient déjà ses débuts. Pour qu'il pût arriver en 1774, il suffit à Turgot d'avoir été compris et apprécié par l'abbé Viry, le prêtre philosophe, dont les conseils étaient fort écoutés par la femme du tout-puissant Maurepas ; recommandé par celle-ci, Turgot obtint la faveur du roi. Cependant Renan a négligé un fait que Faguet avait déjà remarqué, à savoir que Turgot ne resta ministre que deux ans . . . L'on peut ajouter que par la réforme des finances, Turgot provoqua la colère des intrigants de la Cour et des classes privilégiées et que par ailleurs la *guerre des farines*, due à la mauvaise récolte, l'aurait balayé de son siège ministériel même dans un régime essentiellement démocratique. On a vu des monarques choisir merveilleusement leurs ministres et tenir à eux, même si ceux-ci les gênaient. Louis XIII souffrait souvent du joug de Richelieu qui était en réalité son maître. De même, en dépit de toutes les intrigues de la Cour, Louis XIV ne se sépara de Colbert que quand celui-ci commence de



vieillir. Par son habileté, Metternich put s'assurer pour un demi-siècle la confiance de la Maison de Habsbourg, et cela en des temps très bouleversés. Bismarck fut désigné pour diriger l'Etat non par l'Assemblée Nationale de Prusse, mais par Guillaume I<sup>er</sup>, grand connaisseur d'hommes. En revanche, il est certain que Lord Derby ne put qu'à grand'peine faire agréer Disraeli comme ministre par la reine Victoria ; d'autre part, c'est grâce à la nature autocratique de Guillaume II, qu'après Bismarck, l'incapable général Caprivi, le capricieux Bülow et le terne bureaucrate Bethmann-Hollweg furent chanceliers. Cependant la démocratie parlementaire «intégrale» n'est pas non plus une garantie absolue du choix infaillible des hommes à placer à la tête de l'Etat. Plus d'une fois le pathos oratoire sans force active, la démagogie sans talents, le jeu des coudes de l'arriviste dépourvu de facultés sérieuses réussissent, en régime démocratique, à porter certaines personnes au pouvoir.

Si l'homme public est un véritable esclave de l'Etat, trouve-t-il, au milieu de son labeur écrasant, du temps pour se distraire, et si oui quels sont ses divertissements préférés ? Ce n'est qu'en usant de son temps avec la plus stricte économie qu'il peut éviter de devenir une sorte de machine, un ouvrier standardisé de la politique.

La distraction et les jeux préférés auxquels s'adonne l'homme d'Etat, quand il n'est pas sur la scène de la politique, caractérisent bien sa personnalité et souvent révèlent tout son être moral. Thomas Morus se délassait en jouant du violon et Frédéric le Grand de la flûte. Mussolini jouait du violon mais il l'abandonna, voilà peu de temps. Comme il le dit lui-même, jouer du violon est pour lui, au début un réconfort, mais ensuite une cause d'énervement ; une demi-heure de violon le calme, une heure l'énerve. «Il en est de même de tous les poisons». Les beaux violons qu'on lui offre, il en fait cadeau à de jeunes musiciens doués, mais dénués d'argent. (*Entretiens*. p. 216.) Il aime particulièrement la fougueuse «marche de Rákóczi», frémissante de

dynamisme de la « Damnation de Faust » de Berlioz. Sa distraction préférée est le théâtre, — rien d'étonnant, il s'y entend si bien sur la scène de la politique, — et il répète souvent que la vie n'est belle que dramatisée par le risque. Il a fait reconstruire des théâtres antiques et transformer le *Teatro Constanzi* de Rome en Opéra d'Etat. Les idées maîtresses ainsi que certaines scènes des « Cent Jours » et de « Villafranca » sont également de lui. Ce sont des drames historiques, mais pleins d'allusions et d'analogies où se reflète l'actualité de nos jours.

De nombreux hommes d'Etat sont des jardiniers passionnés. Herriot cultive des roses, Kossuth s'occupait beaucoup de botanique à Turin : il avait une riche collection de plantes.

Le délassement de Gladstone consistait à couper du bois chez lui, sur ses terres : il notait dans son journal chaque fois qu'il réussissait à abattre un tilleul ou un frêne. Son grand adversaire, Disraeli, aimait les fleurs et surtout les primevères. Asquith, Balfour et Bonnar Law étaient d'excellents joueurs de golf. John Burns pratiquait la boxe et l'aviron ; le véhément Churchill est un fervent du polo. L'occupation préférée de Lord Grey, la pêche, allait très bien avec sa profession de diplomate : en effet l'une et l'autre exigent une grande patience. Il a même écrit un livre (*Flyfishing*) sur la pêche à la mouche artificielle. Le savant Balfour, à côté de ses nombreux ouvrages scientifiques, rédigea une brochure sur le golf. Ce jeu occupe dans la vie anglaise une place particulièrement importante. On plaisantait beaucoup le successeur de Balfour, Bonnar Law, de ce qu'il ne fût qu'un simple quincaillier. A en croire les bruits, le fait explique par ce qu'il était un brillant joueur de golf. Ce jeu demande autant de patience et de persévérance que la politique.

Dans le monde féodal, les hommes politiques étaient des gentilshommes propriétaires terriens, dont la distraction principale était la chasse. Les membres des parlements



démocratiques d'aujourd'hui ont hérité de cette passion. La chasse, de nos jours encore, est un divertissement très aimé du monde politique. D'ailleurs entre la politique et la chasse il existe également un rapport psychologique assez profond ; toutes les deux exigent la même forme de concentration mentale : épier la chance. L'amour de la nature s'est réveillé à nouveau chez l'homme moderne, aussi le *week-end* est-il devenu en quelque sorte obligatoire dans la vie politique anglo-saxonne. Hoover, orphelin de père et de mère, jouait autrefois dans la ferme de son oncle, en Californie, avec des enfants indiens ; ils attrapaient des écureuils, pêchaient, se confectionnaient des flèches, et c'est de ces Indiens que le futur président apprit l'amour des montagnes et des bois. Aujourd'hui encore il pêche et, en excursion, il fait lui-même la cuisine. Les enfants indiens lui enseignèrent entre autres à économiser le bois pour faire du feu.

Frédéric le Grand écrit à l'âge de vingt ans : «Toute ma vie je fus malheureux . . . J'ai toutefois un ultime refuge : un coup de pistolet peut me délivrer de cette vie et de ses souffrances». Et plus tard, quelle ambition sut enflammer le jeune monarque assoiffé de gloire ! Dans ses lettres, il avoue franchement plus d'une fois que c'est la passion de la gloire qui le pousse à faire la guerre, à supporter les fatigues et le travail : il veut laisser un nom dans l'histoire. Septuagénaire, avec la sagesse du vieux Faust, il voit cependant le but de la vie dans l'action créatrice : «Celui qui améliore ses terres, rend fécond le sol inculte, dessèche les marais, est bien celui qui remporte la victoire sur la barbarie». Pour le véritable homme d'Etat, le but de la vie n'est ni l'éternelle lutte stérile, ni l'intrigue, ni le combat pour le pouvoir et la gloire, mais le développement de ses facultés constructives dans l'intérêt de la communauté : la *création*. S'il en a la possibilité, l'ardent désir de réaliser son idéal augmente ses énergies volontaires et sa capacité de travail dans une mesure incroyable et fait de lui un surhomme de la politique.

## CHAPITRE V

# LE SENTIMENT DE LA RESPONSABILITÉ

Le sentiment de la responsabilité chez l'homme d'Etat. — Responsabilité individuelle et responsabilité collective. — Responsabilité et démocratie.

### Le sentiment de la responsabilité chez l'homme d'Etat

Conscience de la vocation, érôs politique et sentiment de la responsabilité constituent une inséparable unité. Le véritable homme d'Etat a conscience de sa vocation, il lutte pour un idéal et il a un sentiment profond de la responsabilité historique de ses actes qui décident souvent du sort de millions d'individus. Le fond de la morale politique est la conscience des responsabilités : c'est la qualité principale de l'âme d'un homme d'Etat. Une conscience subtile et sensible vit en lui et il tend toujours à mesurer l'effet que ses actes ou son inaction exercent sur le sort de certaines couches sociales et même de la nation tout entière. Etre un homme d'Etat dirigeant, c'est avoir conscience de sa responsabilité. Malheur à la nation où chez ceux qui président à ses destinées, le sentiment de la responsabilité s'est affaibli et se trouve supplanté par l'instinct aveugle des intérêts personnels.

En politique, aux principes de l'éthique vient s'ajouter quelque chose de plus, et de plus grave. Il ne suffit pas que l'homme d'Etat observe dans ses actes les lois morales. L'effet du sentiment purement moral se borne à la pureté des intentions, sans égard aux conséquences de l'acte. Le jugement



éthique n'examine que le sentiment, tandis que le jugement politique doit tenir également compte de l'effet qu'ont eu les actes. L'homme d'Etat n'est pas seulement responsable de ses intentions : en plus de cela, quand on le juge, on examine si ses intentions, sa volonté se sont traduites par des actes ayant *réellement* profité aux intérêts de l'Etat. L'histoire est obligée de condamner l'homme politique animé de la meilleure volonté s'il a précipité dans la misère des millions d'êtres humains, son pays tout entier. La responsabilité politique est beaucoup plus grave et sa sphère plus large que la responsabilité morale. La nation condamne l'homme d'Etat, eût-il eu les meilleures intentions, si son activité n'a pas eu d'heureux résultats. C'est pourquoi le héros politique est un héros tragique.

Les politiciens grégaires obéissent toujours à autrui, sans jamais diriger la marche des événements. Ils peuvent être très consciencieux et scrupuleux dans leurs propres affaires, mais lorsqu'il s'agit de prendre une décision en un instant critique pour le pays, ils craignent d'assumer des responsabilités, n'osent intervenir et préfèrent se retirer. Par contre, le véritable homme d'Etat déploie pleinement ses dons de dirigeant précisément dans les heures les plus graves. C'est au milieu des périls qu'une sorte de contrainte irrésistible, le sentiment de sa mission, le pousse à saisir les rênes trop lâches du char de l'Etat et aller lutter au premier rang. Tout d'un coup, il a le sentiment que le destin de la nation repose sur lui, dépend de sa force d'action et que c'est lui qui *doit* le diriger. Mais en même temps, il est profondément pénétré du sentiment de sa responsabilité et il est prêt à se sacrifier lui-même si sa cause échoue.

Conscience de la vocation, action combattive et sentiment des responsabilités constituent une inséparable trinité de l'âme politique.

Un des éléments essentiels du sens des responsabilités politiques est la conscience historique, la connaissance intime et vécue du rôle que le pays a joué jusque-là dans le

grand drame de l'histoire humaine. A quel acte en est ce drame? Quelle mission justifie l'existence historique de la nation, son maintien et son avenir? L'homme d'Etat est un facteur actif de la conscience historique de sa nation. Qu'est-ce que la conscience historique? C'est le sentiment et la connaissance que la nation a de sa propre identité individuelle. Le *moi* individuel, s'il ne se souvenait pas de ce qu'il était hier, saurait-il ce qu'il est aujourd'hui? Il en est de même pour les grandes individualités collectives que sont les nations : c'est la mémoire historique qui maintient vivante dans l'esprit des générations successives la conscience de leur identité nationale et de leur continuité. C'est seulement ainsi qu'une génération peut sciemment relever la précédente, prendre sa place dans le courant du temps, poursuivre l'oeuvre du passé, prolonger la ligne du passé dans le futur et avancer vers l'avenir avec des forces fraîches et selon un plan établi à l'avance.

Cette conscience historique doit vivre avec une intensité particulière dans l'âme de l'homme d'Etat qui dirige le destin de la nation, car elle est une des sources du sentiment de la responsabilité historique qui pèse sur l'homme d'Etat. La conscience historique et une vue pénétrante de l'histoire font comprendre à l'homme d'Etat qu'une génération ne peut construire que sur les épaules de l'autre et que les générations se relient l'une à l'autre comme les maillons d'une chaîne dont la rupture est la perte de la nation : toute génération est responsable du sort des suivantes. C'est la conscience historique qui met l'homme d'Etat à même de penser non pas aux instants présents, mais aux siècles à venir. La connaissance de l'histoire nationale et de l'âme de sa nation, telle qu'elle est révélée par le passé, rend l'homme d'Etat capable de diriger son regard au-dessus des devoirs quotidiens, vers les grands buts permanents de la nation et vers les idéals éternels qui sont indépendants de la succession des générations. Tous les membres d'une génération ont une part de responsabilité historique. Toute-



fois les hommes d'Etat, en qui se concentre la force politique de la nation, sont les professionnels de cette responsabilité. C'est en eux que le sentiment des responsabilités historiques doit vivre avec le plus de force. Aussi le grand homme d'Etat constructeur ne peut-il être un caractère révolutionnaire «pour l'amour de l'art» et se laisser emporter par les passions aveugles ; il ne peut être assez téméraire pour risquer tout sur un coup de dés, en interrompant par la violence la continuité de l'évolution historique de sa nation. L'homme public ne doit jamais oublier qu'il ne représente pas sa propre personne, mais la force et la dignité historique de l'Etat. C'est là souvent la tâche la plus difficile, qui demande un grand effort moral, une abnégation, une maîtrise de soi quasi surhumaines. Toutefois, conscient de sa responsabilité, il doit renier sa propre nature et ses intérêts personnels pour servir l'intérêt de la collectivité.

Dans sa résolution et ses actes, l'homme d'Etat doit être inspiré par le bien public, le *bonum commune*, la *salus publica*. S'il en est autrement, on peut lui en demander compte. Mais peut-on définir en général, quant à son contenu, la base et la mesure de la responsabilité de l'homme d'Etat ? Quelle est la caractéristique du bien public ? Est-ce la volonté de la majorité de la nation, le profit de la majorité ? Et quel est le critère sûr de celui-ci ? L'essence du bien public que les hommes politiques invoquent si souvent, ne peut être définie d'une manière générale, dans certains cas concrets, il ne peut être que très approximativement déterminé et alors même il n'est guère possible de le faire de manière évidente, puisqu'il est toujours le résultat d'une appréciation subjective. L'homme d'Etat imbu du sentiment de sa responsabilité veille à ce que ses actes ne favorisent pas exclusivement une certaine couche sociale ; il a soin de ne jamais perdre de vue l'intérêt de toute la nation. Ce qui est, par exemple, favorable aux industriels, peut nuire aux agriculteurs et *vice-versa*.

La conclusion de chaque traité de commerce soulève une quantité de graves problèmes de ce genre. Bref, la responsabilité politique est un problème complexe, aux aspects multiples, où les appréciations subjectives et les impondérables ont également leur part.

La base de la morale de l'homme d'Etat est la conscience de ses responsabilités : l'homme fort, l'âme royale, a le courage de répondre de ses actes ; au contraire, les plébéiens de la politique redoutent la responsabilité, ils aiment à s'en décharger sur autrui ou sur une situation de fait : l'homme d'Etat incapable invoque prudemment la logique des faits, la fatalité, la force majeure, le pouvoir lénifiant du temps, le sentiment de l'égalité, la *salus rei publicae*, la dignité de la nation, etc. Mais en fait, ces invocations ne servent, pour la plupart, qu'à camoufler la responsabilité individuelle.

Par contre, le véritable homme d'Etat qui agit en pleine conscience de son but, assume toujours la responsabilité de ses actes ou, si le pouvoir veut lui imposer des actes contraires à sa conscience, il en rejette d'avance la responsabilité.

Bismarck désapprouve le système « collégial » du cabinet prussien, qui gouverne sur la base du vote de la majorité des ministres. Comme il le disait, on ne peut jamais demander compte à une assemblée, mais seulement à un individu. La fière conscience du Chancelier de fer ne cherchait jamais de pareils retranchements : il prenait toujours lui-même la responsabilité de ses actes. La sanction finale de son sentiment des responsabilités, qu'il invoqua plus d'une fois, c'était sa conscience devant Dieu.

La crainte des responsabilités est la principale source psychique de cette abondance de « Mémoires » et de « Journaux » d'hommes d'Etats et de chefs d'armée parus depuis la grande guerre : tous, de Bülow à Poincaré, cherchent à grouper les faits et à peindre leurs contemporains de façon à diminuer leur propre rôle dans les événements défavorables, et au contraire à le faire paraître aussi grand que



possible dans les succès politiques ou les victoires militaires. Les mémoires sont les documents les plus précieux pour l'étude de la psychologie de la responsabilité. Ils prouvent dans quelle mesure alarmante s'est affaiblie, chez l'homme moderne, la conscience des responsabilités, sentiment qui régnait si vivace chez les anciens : l'homme d'Etat moderne n'est plus poursuivi par les farouches Erynnies de la tragédie antique qui, comme une meute, traquent le coupable et entonnent un chant d'épouvante qui brise sa force et obscurcit son esprit.

### **Responsabilité individuelle et responsabilité collective**

«Que veut être chacun?» demande le subtil psychologue politique, E. Faguet, dans son excellent ouvrage sur la responsabilité portant le titre : *Et l'horreur des responsabilités*. Il répond aussitôt lui-même à cette question : «Irresponsable. C'est l'histoire de la France depuis un siècle». On pourrait ajouter : c'est même l'histoire de l'humanité depuis toujours. Car du domaine de l'histoire la question peut être très facilement transposée sur le plan de la psychologie humaine. Les caractères forts mis à part, en chacun, depuis l'enfant qui vient de jouer quelque mauvais tour, vit l'instinct qui le pousse, simplement pour se défendre, à nier, — si les choses tournent mal, — qu'il est l'auteur de l'acte incriminé ou du moins à minimiser son rôle, à en rejeter la responsabilité sur des facteurs inconnus. Un des signes de la force de caractère est justement de reconnaître ouvertement ses actes et d'en assumer la responsabilité.

L'horreur instinctive de la responsabilité a pris dans la vie publique une excellente forme institutionnelle : la décision corporative. L'individu se dérobe à la responsabilité personnelle, en ce sens que les décisions sont prises collectivement et, de plus, au scrutin secret. De la sorte, la responsabilité des décisions et des actes incombe à tous, c'est-à-

dire à personne. La responsabilité est collective, donc impersonnelle, et l'on ne peut montrer personne du doigt en disant : *Ille fecit*. La responsabilité anonyme, impersonnelle, est le refuge des âmes faibles, mais ce n'est plus une responsabilité. L'individu seul peut avoir le sentiment de la responsabilité, mais non pas un corps constitué. La différence surprenante qui s'observe entre les votes publics et secrets dans certaines assemblées, sur la même question, montre bien que la responsabilité individuelle et la responsabilité collective sont deux choses bien distinctes. De grandes actions ne peuvent être réalisées qu'en présence d'une responsabilité personnelle. Même si, du point de vue formel et juridique, c'est une assemblée qui décide, l'opinion publique considère toujours comme moralement responsable la personnalité dirigeante qui, par son ascendant, oriente l'attitude de l'assemblée et l'inspire par ses propositions.

Dans la vie politique il faut parfois user de la force, de la « poigne », pour éviter l'anarchie, justement dans l'intérêt supérieur de la communauté. Cependant cette responsabilité ne peut être rejetée sur un appareil anonyme, un comité, un directoire, car généralement on en connaît bien le *spiritus rector*, l'esprit dirigeant, qui ne se dissimule derrière le paravent d'une assemblée qu'afin que la responsabilité soit partagée en apparence, au point de vue juridique. D'ailleurs, les commissions sont les cimetières de la responsabilité. Celui qui propose de renvoyer une affaire devant une commission, ne vise souvent, ainsi, qu'à partager une responsabilité gênante et à la transformer de responsabilité personnelle en responsabilité impersonnelle.

### Responsabilité et démocratie

Faguet relève avec justesse la différence entre l'absolutisme d'autrefois et la démocratie moderne, quant au sentiment des responsabilités. Le souverain de jadis, régnant *ex Dei gratia*, à qui la foi religieuse attribuait un pouvoir



venant de Dieu même, devait ressentir une responsabilité écrasante devant Dieu, car il n'existait pas de tribunal humain devant lequel il fût sérieusement responsable, à l'exception, tout au plus, au début du moyen âge, du Pape armé de son redoutable pouvoir d'excommunication. De son côté, l'homme d'Etat, en tant que conseiller, n'était responsable qu'envers son souverain. A présent, le souverain, tout comme l'homme d'Etat moderne, n'est responsable que devant le peuple, c'est-à-dire qu'en fait il ne l'est devant personne. Il sait que tout dépend du succès ; on l'aimera, on respectera son autorité aussi longtemps que la chance le favorisera ; mais il sera abandonné, haï et chassé aussitôt que la fortune cessera de lui sourire. Le souverain absolu fait un pacte avec Dieu ; le souverain élu par le peuple, avec le hasard, — dit en substance Faguet.

Le climat de la démocratie parlementaire moderne est bien fait pour dessécher dans les âmes le sentiment de la responsabilité, bien qu'en apparence, contrairement au régime absolu, elle soit fondée sur le principe de la responsabilité, puisqu'il existe un « ministère responsable ». En effet, qui est responsable dans un Etat démocratique moderne ? Commençons par en bas. Les électeurs sont responsables de leur vote. Souvent, néanmoins, ils ne connaissent même pas leur élu, surtout quand le scrutin de liste est appliqué. Donc, pour les électeurs, on ne peut guère parler sérieusement de responsabilité. Le deuxième facteur est le député. Celui-ci décide et vote dans la plupart des cas, non pas selon sa conscience, mais suivant les résolutions de son parti, et cette contrainte de la discipline du parti augmente à mesure que dans la démocratie moderne s'accroît la lutte des partis. Dans les parlements modernes, les organisations de parti ont beaucoup plus d'importance que les individus. Seule une puissante personnalité exceptionnelle, douée d'une grande force suggestive, est capable d'exercer son emprise sur le parti, à condition de faire semblant de le suivre et non de le conduire. Donc, les personnalités

puissantes elles-mêmes s'efforcent de rejeter une part de la responsabilité sur le parti. Dans plusieurs pays, les membres du Parlement sont élus au scrutin de liste. Or, ce système étouffe toute conscience de la responsabilité individuelle. En fait, c'est le comité du parti qui décide du choix des députés et non pas l'électeur. Les membres influents du parti se font toujours désigner eux-mêmes par le comité des candidatures, dont la responsabilité est impersonnelle. Il en résulte que le parti vieillit de plus en plus et se pétrifie, car les jeunes n'y trouvent plus place pour venir revigorer son esprit. Et comme le député est étroitement subordonné au parti, la responsabilité et l'indépendance législatives ne sont que pure illusion. On voit ainsi se cristalliser la figure du *politicien professionnel* qui vit de la politique et qui, à défaut de mandat parlementaire, devient tout à fait insignifiant, parce que sa personnalité n'a aucun poids propre. Ne peut être un homme politique indépendant, avec une conscience profonde de sa responsabilité, que celui qui est un homme de valeur même en dehors du Parlement ; celui-là ne doit pas son importance à la politique, mais au contraire c'est lui qui donne à la politique la valeur de sa personnalité. Un tel homme sera toujours libre de suivre ses convictions car, même en dehors de l'enceinte du parlement, il demeure une personnalité respectée possédant sa propre valeur : aussi ne sombrera-t-il pas dans l'obscurité du néant. Dans la Faculté de médecine de certaines Universités américaines, il existe des *whole time professors*, « professeurs pris tout le temps », bien rémunérés, à qui la pratique privée est interdite afin qu'ils ne deviennent pas des *money-makers*, des « faiseurs d'argent », et que le désir de faire fortune ne les détourne pas de leur vocation de chercheurs. Les dirigeants de la vie politique devraient également être tout à fait indépendants, comme ces professeurs, afin d'être à l'abri de toute tentation et de pouvoir se vouer entièrement à leur vocation politique, en n'écoutant que leur conviction. Et pourtant le député est l'agent parlementaire d'un parti chez lequel la respon-



sabilité personnelle est supplantée par la responsabilité impersonnelle et collective que comportent les résolutions de parti. Et derrière le parti se trouvent de nouveau des forces anonymes qui en remplissent la caisse : certains groupements d'intérêts, cartels, puissances financières, presse même, etc., ce qui permet d'organiser la campagne électorale.

Ainsi donc, électeurs et députés n'assument pas de responsabilité personnelle. Et le troisième des facteurs, celui des ministres «responsables»? Mais ceux-ci ne sont à leur tour que les délégués des partis et, eux non plus, n'éprouvent guère le sentiment de la responsabilité, car ils sont obligés de faire ce qu'exige le parti qui les a délégués et qui les couvre de son vote. En ce qui concerne la responsabilité ministérielle, la situation est encore pire au sein d'un gouvernement de coalition. Depuis que, dans la plupart des parlements, l'évolution de la démocratie a produit une pléthore de partis, le seul moyen de former une majorité gouvernementale consiste à réunir un groupement *ad hoc* des partis. Les ministres ne sont alors que les hommes de confiance des partis coalisés, et ce n'est pas leur volonté personnelle qui décide, mais le parti qui est derrière eux. Aussi, le sentiment de la responsabilité personnelle des ministres se trouve-t-il sensiblement diminué. C'est pourquoi les coalitions de ce genre, au lieu d'avoir un programme gouvernemental net et précis, n'ont qu'un amalgame de vagues compromis péniblement élaborés et basés sur des formules équivoques. Les ministres dépendent de leur parti, dont la responsabilité est collective. Le ministre ne dirige pas, il est dirigé. Si toutefois il est une forte personnalité et veut réaliser de grands projets sous sa responsabilité, il arrive facilement que ses projets censés contraires aux intérêts du parti, provoquent le veto de ce dernier : l'initiative politique du ministre est alors paralysée. L'histoire montre pourtant que les grandes décisions et les actes politiques féconds tiennent non pas à l'appui d'un

parti qu'on a réussi à gagner, mais à la résolution de quelques personnes, ou d'un seul homme, sachant prendre des responsabilités.

Le dernier maillon dans la chaîne des responsabilités politiques est le chef de l'Etat. Seulement, l'esprit de la démocratie parlementaire moderne veut que le chef de l'Etat soit obligé de choisir le président du Conseil dans le parti ou dans la coalition majoritaire, tous les autres ministres devant être nommés sur la proposition du premier ministre. Donc, une fois de plus, ce n'est pas le chef de l'Etat qui est responsable, mais la majorité parlementaire, c'est-à-dire un pouvoir collectif et anonyme. Dans la république, la magistrature suprême est rarement offerte à des personnalités marquantes pleines d'énergie : on préfère les hommes plutôt ternes, dépourvus d'une puissance de volonté redoutable. Clemenceau et Briand se virent refuser la présidence. Un ancien Président de la République Française a fait cet aveu : «Durant toute ma présidence je me suis tu, constitutionnellement».

Voilà donc le cercle vicieux du principe de la responsabilité dans les démocraties modernes : en pratique nul n'est responsable, la responsabilité n'existant que dans les théories constitutionnelles.

Où donc est la sanction des responsabilités de l'homme d'Etat? Uniquement dans sa *conscience*. Mais la conscience ne peut être réellement sensible qu'en tant qu'elle est inspirée par une conception des valeurs absolue : une atteinte à des valeurs qu'on estime absolues, provoque des remords. L'idéologie religieuse avait assuré à la conscience une telle base absolue : l'homme d'Etat se sentait responsable devant Dieu. Mais aujourd'hui cette suprême base de valeur métaphysique chancelle de plus en plus : faute de sanction religieuse, la conscience des hommes d'Etat devient de plus en plus souple et penche vers le relativisme.

Le revers de la médaille, dans la démocratie parlementaire, c'est que, relativement parlant, elle habitue assez



facilement les hommes politiques à prendre des responsabilités à la légère. Les membres de la majorité décident sur des questions techniques auxquelles ils ne peuvent se connaître. Le député rhéteur qui intervient à tout propos, finit par attribuer à sa propre voix une autorité qui lui fait croire qu'il se connaît réellement en tout. Nulle part le dilettantisme ne sévit de manière aussi effrénée que dans les parlements. Heureusement il existe des commissions techniques, sans quoi la décision appartiendrait exclusivement à ceux dont «la clairvoyance n'est pas entravée par la rigidité des connaissances techniques». Le politicien non spécialiste a tendance à «politiser» les questions techniques et les juge sous l'angle des intérêts de parti, et surtout de la popularité. Ensuite l'homme d'Etat technicien devra déployer de grands efforts pour «dépolitiser» les questions, à l'encontre des politiciens avides de popularité, et pour désinfecter en quelque sorte l'atmosphère par une critique raisonnable. Un autre inconvénient est que le député n'étant pas expert dans la plupart des affaires et devant cependant voter conformément à la décision de son parti, le sentiment de la responsabilité s'affaiblit graduellement en lui, pour la bonne raison qu'il décide et vote sans se baser sur sa propre expérience, ni sa propre réflexion. Depuis un certain temps, les hommes d'Etat tendent à faire trancher les questions difficiles, — surtout dans le domaine économique, — par les représentants de la science, par des experts dont l'autorité, comme on l'a vu aux conférences économiques internationales, est sans appel. C'est un procédé vraiment commode pour les politiciens, parce qu'il constitue un nouvel échappatoire aux responsabilités : «les experts l'ont dit, c'est à eux qu'incombe la responsabilité».

En régime parlementaire, le premier venu peut devenir homme d'Etat ou ministre, chargé de conduire des affaires techniques, sans avoir pour cela de profondes connaissances spéciales ni aucun titre ou qualité, quoique, dans la vie

moderne, on exige des diplômes et de hauts titres d'aptitude pour obtenir le plus modeste des postes. Mais devenir ministre, dirigeant suprême des services publics, c'est là chose possible pour n'importe qui, pour un homme tout «nouveau», pour le premier venu. Comment un ignorant peut-il assumer la responsabilité? Passe encore s'il s'appuie sur les anciens fonctionnaires et n'agit pas à sa tête, portant la confusion dans les affaires. Fait regrettable, dans la démocratie moderne il est fréquent que des politiciens se voient confier la direction de certains domaines du travail national et y exercent le pouvoir suprême, alors qu'ils n'ont ni vocation, ni connaissances, ni expérience qui les qualifient pour ces charges, de sorte qu'ils ne peuvent, en toute conscience, en assumer la responsabilité. On a souvent fait observer en riant, — dit en substance Faguet avec sa fine et mordante ironie — qu'il est bien rare de voir un ministère tomber entre les mains de quelqu'un de compétent. On confie l'Instruction Publique à des avocats, le Commerce à des écrivains, la Guerre à des médecins. Beaumarchais a caractérisé la démocratie bien plus que la monarchie absolue, quand il écrivit : «Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint».





## CHAPITRE VI

### LA FORCE DE SUGGESTION

La force suggestive de l'homme d'Etat. — La puissance de la parole. — La puissance de la plume.

#### **La force suggestive de l'homme d'Etat**

L'homme d'Etat de grand style est placé devant sa nation comme un tableau de Rembrandt : peint en «clair-obscur», avec les procédés de l'optique politique, il reste toujours en lui quelque chose de mystérieux, d'impénétrable qui, sous des taches brillantes et nettement visibles, fait deviner la vocation supérieure, quasi transcendante de son caractère politique. La nation voit la silhouette plus claire de sa nature spirituelle, et ainsi elle croit en ses hautes qualités; en son talent. Elle y mêle également une poésie mystique, elle sent en lui une supériorité humaine tout comme dans un tableau de Rembrandt, qui représente des figures banales, des hommes en chair et en os, choisis dans un milieu simple, mais auxquels le peintre a su insuffler la magie d'une vie d'ordre supérieur. Le trait mystique inhérent aux grandes personnalités politiques est ce qui suggestionne les foules ; de son vivant déjà, l'âme populaire tisse des légendes autour de sa figure et après sa mort, à travers la brume de la perspective historique, on l'idéalise de plus en plus. L'homme d'Etat est l'incarnation même de la dignité et de l'autorité souveraine de l'Etat, les froids rayons émanant de la face d'airain de l'Etat se répandent sur lui. Il est conscient de la force imposante et de la dignité de l'Etat, parce qu'il n'est pas un simple particulier, mais le représentant du pouvoir public.



Toutefois sa véritable force, aux yeux de la nation, réside, non point dans l'autorité officielle de l'Etat, mais dans l'énergie suggestive de sa propre personnalité, dans la foi en sa vocation et en son talent. Les hommes aiment à être conduits, ils jouissent même du triomphe de la force individuelle ; ils ont confiance en elle au milieu du désarroi de la vie moderne, ils croient que, grâce à sa supériorité intellectuelle, l'homme d'Etat les sauvera de l'abîme. La force exerce un pouvoir magique, surtout si le dirigeant et les masses dirigées sont liés par un idéal commun. L'homme d'Etat de haute classe, dont l'âme brûle pour un idéal politique, veut naturellement faire aussi rayonner sur d'autres son éros politique. L'amour de l'idéal politique se transforme inconsciemment en force suggestive. Cependant cet idéal n'est pas subjectif, mais a quelque chose d'objectif ; en apparence il est indépendant de la personne de l'homme d'Etat : c'est l'idéal politique que celui-ci représente, éclaire, inspire, s'efforce de réaliser. C'est le même idéal qui anime la foule ; la conception de valeur politique qui, jusque-là, instinctivement ou mi-consciemment, somnolait en elle, le dirige et l'éclaire devant les masses. L'homme d'Etat incarne la puissance du génie inspirateur et organisateur. La communauté d'idéal est le lien moral entre lui et sa nation. Il n'est pas un simple agent ou un propagandiste de son idéal, mais le missionnaire imbu d'un sentiment profond de la grandeur de sa tâche. Le monde invisible de l'idéal prend corps aux yeux de la foule et devient une réalité vivante dans la personne du dirigeant : c'est ce qui explique l'ascendant moral du chef. En apparence le chef subordonne la foule non pas à sa propre personne, mais à l'idéal ; de là son contact personnel avec les masses, qu'il domine. Cependant celles-ci tout comme l'enfant, inclinent à confondre la valeur avec le véhicule de la valeur, à identifier la valeur avec la personne qui ne fait que la représenter. C'est ce qui est souvent la cause de grandes déceptions : déçue par la personne de l'homme

d'Etat professant un idéal et luttant pour une valeur, la foule se sent abusée par cet idéal même.

A un poste de chef n'est appelé que l'homme d'Etat possédant une force suggestive: il relève les sceptiques et les désespérés, inspire aux faibles du courage et de la foi; le peuple sent que ce chef cherche la vérité honnêtement et sincèrement, qu'il est son représentant, non seulement lorsqu'il flatte ses instincts, mais alors même qu'il lui demande des sacrifices. Si l'homme d'Etat est capable de faire naître ce sentiment grâce à la force suggestive qui émane de sa personne, il peut faire des miracles, électriser et redresser rapidement l'âme de la nation, même lasse, sombrant dans l'apathie ou sur le point de se noyer dans l'anarchie. Quelques années suffisent à rendre presque méconnaissable un pays, si le destin lui a fait don d'un homme d'Etat capable de l'inspirer, de l'organiser, de l'encourager au travail. Par contre, l'Etat périlite brusquement, lorsque ce chef meurt ou se retire.

Une des sources de l'influence suggestive de l'homme d'Etat sur la foule est la *simplicité*, l'accessibilité de ses idées et de ses expressions. En effet, si l'idéal le pénètre et devient le maître exclusif de son âme, il trouve les moyens d'expression les plus simples; il fait saisir les vérités les plus graves et les plus compliquées avec simplicité; les tensions d'ordre sentimental, à peine accessibles à la raison, sont ramenées à quelques notes fondamentales dont la mélodie simple est comprise et sentie par tous. Mais par là il excite en même temps l'imagination de la foule, ce qui, en politique est un important élément de suggestion. Tous les sujets ne s'y prêtent pas. La liberté, un ordre social plus juste de la société, l'extension de la puissance nationale, sont des idéals qui portent sur l'avenir et qui, pour pénétrer et enflammer les âmes, exigent une très forte imagination. Un art beaucoup plus difficile est de décider la nation à des privations de longue durée, à des sacrifices, de lui présenter de nouvelles lois fiscales ou douanières avec tant de plasti-



cité impressionnante qu'elles éveillent l'intérêt et fassent travailler l'imagination dans un sens positif.

Tout chef doué d'un éros politique se sent le représentant du peuple entier ; il parle et agit comme s'il s'appuyait sur l'ensemble de la nation, bien qu'il n'ait derrière lui qu'une certaine couche ou un groupe de la société. Cette illusion exerce une grande force inspiratrice et une véritable puissance attractive. L'homme politique parle au nom d'une nation, de l'humanité, ou peut-être des masses ouvrières du monde entier, qui sont des masses mystérieuses, insaisissables, incontrôlables. Mais invoquer des quantités de ce genre, c'est augmenter la force convaincante de la suggestion, accroître l'assurance et la confiance en soi, ce qui se reflète ensuite sur les membres de la nation, de la foule.

La source principale de la force suggestive de l'homme d'Etat est la foi en son honnêteté, en son dévouement, en son puritanisme. Le peuple pardonne l'égoïsme intellectuel, les volte-face, et même le terrorisme et la tyrannie. Mais il ne pardonne jamais à l'homme d'Etat de s'être enrichi grâce à la politique.

Le secret de la puissance magique de Napoléon réside non seulement dans ses triomphes mais aussi en ce prodigieux fluide sentimental qui émanait de sa personne. C'est le culte voué au chef adoré qui résonne dans les cris de «Vive l'Empereur!» que poussent des grenadiers mourants ; la force vitale agonisante sent en lui le représentant de la race, de la nation : l'individu meurt, mais la race doit vivre avec son chef.

L'idéal de l'indépendance politique et économique de l'Inde immense est incarné dans la figure fragile de Gandhi : avec sa force ensorcelante, c'est la grande âme enfermée en cette frêle enveloppe qui règne en ce moment sur les Indes.

Au premier abord on croirait que pour devenir un grand homme d'Etat au sein d'une nation et pour exercer

sur l'âme collective une influence suggestive profonde, il faut être un fils de cette nation. On n'est pas peu surpris de relever dans l'histoire la facilité relative avec laquelle des hommes de sang étranger arrivent à exercer une influence inspiratrice sur la vie d'une nation et à se ranger parmi les héros politiques. César Borgia, ce prince de la Renaissance si typiquement Italien, est espagnol. Mazarin et Napoléon sont Italiens, dans sa jeunesse, ce dernier se considérait même comme un patriote italien. Le prince Eugène de Savoie, qui exerça une influence si décisive sur le sort de l'Empire des Habsbourg, non seulement dans le domaine militaire, mais aussi dans la politique intérieure et extérieure, était d'origine franco-italienne ; Disraeli était juif et devint pourtant, après avoir vaincu de nombreux obstacles, un des hommes les plus populaires de l'impérialisme anglais. La langue maternelle de Cavour était le français, dans son extérieur il n'avait rien d'italien, il n'avait jamais appris le latin, il n'avait aucun sens de l'esthétique, ni des valeurs historiques et nationales de la Rome antique. Une grande partie de l'Italie lui était inconnue. Mais par l'idéal de sa vie : délivrer et unifier l'Italie, il conquiert l'âme italienne. Gambetta descendait d'une famille italo-juive. Son père parlait encore français avec l'accent italien. Gambetta lui-même, sous Napoléon III, lorsqu'il eut l'âge de passer devant le conseil de révision, ne s'y présenta pas, parce qu'il se considérait comme «étranger». Mais 15 ans plus tard à peine, après Sedan, il devient l'animateur de l'ultime résistance nationale. De Valera, l'illustre patriote irlandais, est de père espagnol. L'histoire offre d'ailleurs nombre d'exemples de trônes occupés par des familles de sang étranger qui y parvinrent non seulement par la conquête ou par le mariage, mais aussi par élection : *Nemo est propheta in patria sua*.

Comme conclusion historico-psychologique de ces faits, Guglielmo Ferrero énonce «la loi de la singularité» d'après laquelle le sang étranger est le plus apte à prendre une



influence et à imposer la prédominance dans la vie d'une nation : il exerce plus de prestige que le sang national. (*L'Europa giovane*. Milan. 1897.) Ferrero voit le fondement de cette loi dans la loi psychologique universelle de «l'intégration morale» : la source de la force suggestive de l'homme d'Etat de sang étranger résiderait dans la différence qui le sépare du caractère national ; son caractère diffère de celui de la grande masse de la nation et, pour ainsi dire, le complète. Il a des traits de caractère précieux qui manquent à la nation et qui, aux yeux du peuple, sont capables d'aider celle-ci. C'est pourquoi le peuple l'admire d'instinct et le suit avec dévouement. La nation voit en un tel homme d'Etat, non pas l'épanouissement, mais le complément de son propre esprit : elle reçoit de lui ce qu'elle n'a pas. Les contraires s'attirent toujours, en s'inspirant un respect réciproque. Les couleurs complémentaires s'unissent dans le blanc qui les concilie. C'est ainsi que Disraeli, le moins britannique des hommes d'Etat britanniques, devint une idole.

### La puissance de la parole

Un des principaux moyens de manifester sa force suggestive est, pour l'homme d'Etat, le discours. En régime démocratique, il n'est guère possible pour quiconque de se faire valoir comme homme d'Etat dirigeant. Chez les Grecs, l'éloquence politique se développe parallèlement à la démocratie. La carrière de Périclès est l'exemple le plus beau montrant bien quelle puissance politique revenait à l'éloquence dans le monde antique.

Les plus grandes figures de l'antiquité (Platon, Socrate, Aristote) méprisaient la rhétorique considérée comme fin en soi, et la qualifiaient de sophistique. Lorsque sous le règne des Macédoniens et plus tard des Romains, les Etats grecs perdirent leur indépendance, la rhétorique prit une forme théorique, elle se transforma en un exercice scolaire et littéraire, préparant surtout à la déclamation solennelle.

Au temps de l'hellénisme et de l'empire romain, l'idéal intellectuel qui prévaut prend un caractère essentiellement rhétorique ; mais dans cette éloquence, le côté esthétique et juridique l'emporte sur l'objectif politique. L'idéal, c'est l'homme possédant la technique du beau style. Déjà du temps de Cicéron, un Romain instruit ne se concevait pas sans une culture rhétorique grecque. Cet idéal est ressuscité dans l'humanisme de la Renaissance.

L'éloquence politique moderne est née avec le parlementarisme anglais qui, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, est un modèle pour l'Assemblée Nationale française et le Congrès américain, puis, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, sera imité par les autres Etats européens, où les diètes féodales se transforment graduellement en parlements plus ou moins démocratiques, dont le but est primitivement de régler les affaires de l'Etat par la voie de discussions publiques (public discussion). Or, ceci ne peut se faire qu'au moyen de discours. La puissance de la parole, en politique, dépend d'ailleurs, en partie, du tempérament des nations. Elle atteint le maximum chez les peuples méridionaux, faciles à s'enthousiasmer et ayant une nature sentimentale et suggestible ; chez les peuples nordiques, la parole est un moyen d'explication plutôt qu'un but en soi. L'homme d'Etat orateur subjugue l'âme des peuples méridionaux, mais ne fait que convaincre l'âme des peuples nordiques. Pour le méridional au sang ardent, un beau discours est un plaisir esthétique, un enivrement spirituel. La parole coulant agréablement, la voix tantôt d'une douceur veloutée, tantôt tonnante, le rythme du flux torrentiel des mots, la modulation de la voix suivant le sujet, la mimique exprimant les variations du thème ensorcellent l'âme comme le fait la musique. L'effet de l'éloquence artistique est avant tout d'ordre sentimental et irrationnel, où le rôle de la logique s'éclipse. L'orateur improvise en somme un concert avec son propre instrument, la parole.

Nombre d'hommes d'Etat sont poussés vers la carrière



politique justement par la conscience qu'ils ont de leurs facultés rhétoriques. Soit dans le monde, soit à des conférences d'associations ou à des réunions de café, des assemblées syndicales, tel ou tel a pu constater qu'il est bon orateur, qu'on l'écoute avec attention et intérêt. Sa confiance en soi augmente et son ambition politique s'éveille. Il se rallie à un parti et grâce à son talent oratoire, notre homme gravit peu à peu les échelons de la carrière politique, peut-être même sans posséder de dons sérieux. S'il est avocat, il aiguisé au barreau son talent d'orateur. La vie politique de tous les pays montre que le Palais, par son caractère rhétorique, est un terrain particulièrement propice à la politique. Ce n'est pas un hasard que les chefs de la Révolution et de l'Assemblée Nationale : Danton, Robespierre, Saint-Just, aient été justement des avocats et que sur les ruines de l'effondrement qui suivit la défaite de Sedan, ce fussent Gambetta, Thiers et Grévy, figures d'orateurs-avocats, qui s'élevèrent.

En démocratie, le talent oratoire, le *donum oratorium* est un des critères principaux de l'homme politique, car c'est moins par le contenu logique d'un discours que par son esthétique purement extérieure et sa force sentimentale qu'il peut gagner la foule. Diriger la politique sans avoir un certain talent rhétorique n'est guère possible dans la prolixe démocratie, bien que la direction des affaires ne puisse naturellement pas se borner à l'effet de la parole pure, sans action. L'orateur toujours prêt à parler, doué d'une vive imagination, spirituel dans l'attaque et dans la défense, maître dans l'art de la repartie humoristique et satirique, représenté dans la politique une force considérable. Ce qui en impose aux foules, ce ne sont pas en premier lieu les idées claires et nettes, mais les paroles sonores : l'élément le plus important de la rhétorique populaire est le mot à effet. L'âme de la foule est faite plutôt pour la foi et la suggestion que pour le jugement indépendant ; *unusquisque mavult credere, quam iudicare* : chacun aime mieux

croire que réfléchir, disait Sénèque, voilà près de 2000 ans. Aussi la démocratie court-elle toujours le risque de voir la simple rhétorique passer au rang de vérité : ainsi, les politiciens sont les grands alchimistes des mots, qui essaient de transformer la boue en or et l'or en boue. Dans le premier cas ils ont en vue leurs propres idéals et dans le second, ceux de leurs adversaires qu'ils critiquent. Le propre de l'orateur populaire est de ne pas examiner une question dans son ensemble, sous tous ses aspects, mais d'en saisir un seul trait négatif, de l'isoler, de l'éclairer d'un seul point de vue, de la critiquer et d'en dire finalement : voilà le tout !

Autrefois l'homme politique devait connaître avant tout la mentalité du souverain et de ses conseillers. Aujourd'hui, il lui faut pénétrer le caractère de la foule, qu'elle soit une multitude vague, confuse, rassemblée au hasard, ou la soi-disant opinion publique, qui est, au fond, toujours insaisissable. L'une et l'autre sont impulsives, accessibles aux suggestions, impatientes, capricieuses ; l'homme d'Etat doit être constamment sur ses gardes. La force motrice caractéristique de la vie des foules modernes est la réclame que la technique a développée d'une façon admirable ; elle exerce un effet profond car, des journaux aux transparents des carrefours et des avions, partout elle saute aux yeux et frappe l'esprit. Un élément psychologique du même ordre dans la vie politique est *l'ubiquité* : être partout présent, parler, répéter mille fois la même chose pour l'inculquer dans les esprits, employer de préférence des formules sensationnelles et s'imposant automatiquement à l'attention. Voilà la psychotechnique des campagnes électorales d'aujourd'hui. Dans la démocratie moderne, l'homme politique, lorsqu'il répète une dizaine de fois par jour la même chose, se transforme pour ainsi dire en gramophone.

Le succès de l'orateur politique est accentué dans une forte mesure par la beauté physique. La prédilection esthétique pour le type apollonien est particulièrement vive dans les foules ; l'extension du droit de vote aux femmes aug-



mente encore cette force suggestive. La beauté physique seule, sans contenu intérieur, est sans valeur. Mais si le contenu existe, il est mieux servi par un extérieur d'Apollon que par l'aspect repoussant d'un Vulcain boiteux. Un extérieur agréable exerce un effet suggestif non seulement sur l'auditoire, mais aussi sur l'orateur : il augmente l'assurance de l'homme politique, atténue sa gêne ou sa pusillanimité éventuelle ; la conscience d'avoir éveillé la sympathie des masses intensifie en lui le sentiment qu'il a de son ascendant sur la foule. Il n'est pas obligé de jouer des coudes pour se faire remarquer, ni d'élever la voix pour être écouté : la foule le suit d'elle-même. Alcibiade, qui par sa seule présence captivait l'attention, était un orateur apollonien par excellence.

Mais plus importante que la beauté extérieure et qu'une voix insinuante, est la foi de la foule en la personne de l'orateur, en sa sincérité et en l'honnêteté de ses convictions. Mirabeau, qui était grêlé et «laid comme Vulcain» fut pourtant un tribun populaire d'une rare puissance.

Le peuple aime vraiment ceux qui partagent le mieux ses souffrances et ses efforts, et qui, en même temps, savent les exprimer de la façon la plus colorée et la plus émouvante. Le démagogue cherche à se donner cette apparence, il se conduit en comédien, et fait semblant d'éprouver les sentiments, les instincts et les désirs de la foule. Il peut réussir pendant un certain temps. Mais seules les paroles jai'llies d'une conviction réelle peuvent exercer une action durable.

Atteindre un grand effet oratoire, éveiller et suggestionner la foule, ce n'est pas encore de la démagogie. Celle-ci se distingue surtout par deux traits caractéristiques. D'abord, les promesses sans scrupule faisant passer des utopies pour des réalités, quand l'orateur sait d'avance que la rhétorique de ses paroles ne pourra jamais être suivie par la dynamique des actes ; bref, c'est flatter sciemment les instincts du peuple (démo-colatie). Ensuite, le démagogue excite une classe sociale ou professionnelle contre une autre ou

contre le gouvernement, au lieu de s'adresser à l'ensemble du peuple qui renferme toutes les classes sociales et toutes les catégories professionnelles. Avec de telles méthodes, un politicien même dépourvu des moyens de la suggestion oratoire, peut devenir un démagogue à succès.

Dans l'homme d'Etat préoccupé de l'intérêt de toute la nation, se développe généralement le don rhétorique qui lui permet de parler au coeur et à la raison de chacun. Il parle de façon que tous les membres de la multitude confuse, sans distinction de profession, de couche sociale, de niveau intellectuel et d'âge, le comprennent et s'enthousiasment pour lui. Le paysan tout comme l'ouvrier, le garçon de magasin tout comme le professeur d'université, les vieux comme les jeunes, les hommes comme les femmes pénètrent sa pensée et s'assimilent entièrement tout ce qu'il dit. Le véritable orateur est concret et plastique et non abstrait et plat, compréhensible et pratique et non doctrinaire et technique, bien qu'il, dans les milieux où la chose est nécessaire, il sache montrer son érudition technique et théorique.

L'éloquence politique d'aujourd'hui n'a pas de règles rigides ; pour ce qui est de la construction des discours, elle ne connaît plus ces prescriptions traditionnelles et mesurées qui caractérisaient l'antiquité. Composition et style dépendent de la situation ; tantôt c'est l'élégante réserve, tantôt l'éclat farouche ; ici la dissection froide et logique, là une mordante satire, tantôt la gravité, tantôt l'humour hautain qui s'imposent. Et ce qu'il faut avant tout, c'est que l'homme politique se mette au diapason de ceux à qui il s'adresse, car ainsi seulement il peut leur insuffler sa passion politique. Briand par exemple avait le don exceptionnel de trouver immédiatement le contact spirituel direct avec ses auditeurs, même lorsque ceux-ci lui étaient hostiles.

Il est fréquent que l'homme d'Etat du type actif, au début de sa carrière, ne possède même pas le don minimum d'orateur. Mais comme un fort souffle politique l'anime,



entravé dans l'action, il est obligé de lutter pour ses idéals il devient graduellement un orateur à effets, et même un excellent orateur. Le talent rhétorique est d'ailleurs souvent remplacé par un fanatisme aveugle. (Karl Liebknecht ou Rosa Luxemburg p. ex.)

L'accusation dirigée le plus fréquemment contre la plupart des parlements du monde, c'est que leur activité se borne au simple culte des paroles. Mais ceci vient de la nature même des discussions publiques.

Au fond, la gloire des hommes d'Etat est perpétuée non pas dans leurs discours, — les paroles s'envolent, et c'est tout au plus si les historiens les liront un jour, — mais dans leurs créations ou dans l'effet historique de l'agitation qu'ils ont déployée au service de leurs idéals. D'ailleurs la différence d'effet est énorme selon que nous entendons ou lisons un discours ; le charme spontané émanant de la personnalité vivante manque au discours lu, tout comme la force poignante de la voix, et l'atmosphère du moment qui ne revient plus jamais. Il y a très peu de discours qui, même imprimés, conservent leur force première, continuent à convaincre et à entraîner, enthousiasment les amis et découragent les adversaires. Les discours de la plupart des grands orateurs deviennent, avec le temps, «classiques», mais déjà la génération suivante ne les lit plus ; la situation historique contemporaine ne vivant plus dans les esprits, ces grands discours apparaissent à la postérité comme trop longs, confus, et par trop détaillés ; leur essence, leur arôme s'est évaporé. Généralement, ce sont les discours minutieusement préparés d'avance, et qui à leur époque n'eurent justement pas d'effet, qui deviennent ensuite les lectures littéraires classiques des écoles. Il est caractéristique que la patrie du parlementarisme, la riche Angleterre, n'ait pas songé, jusqu'en 1877, à faire fixer par des sténographes officiels les discours parlementaires et à les éditer. On laissait entièrement au hasard le soin de conserver les discours des députés ; c'est l'initiative privée, sous les auspices de

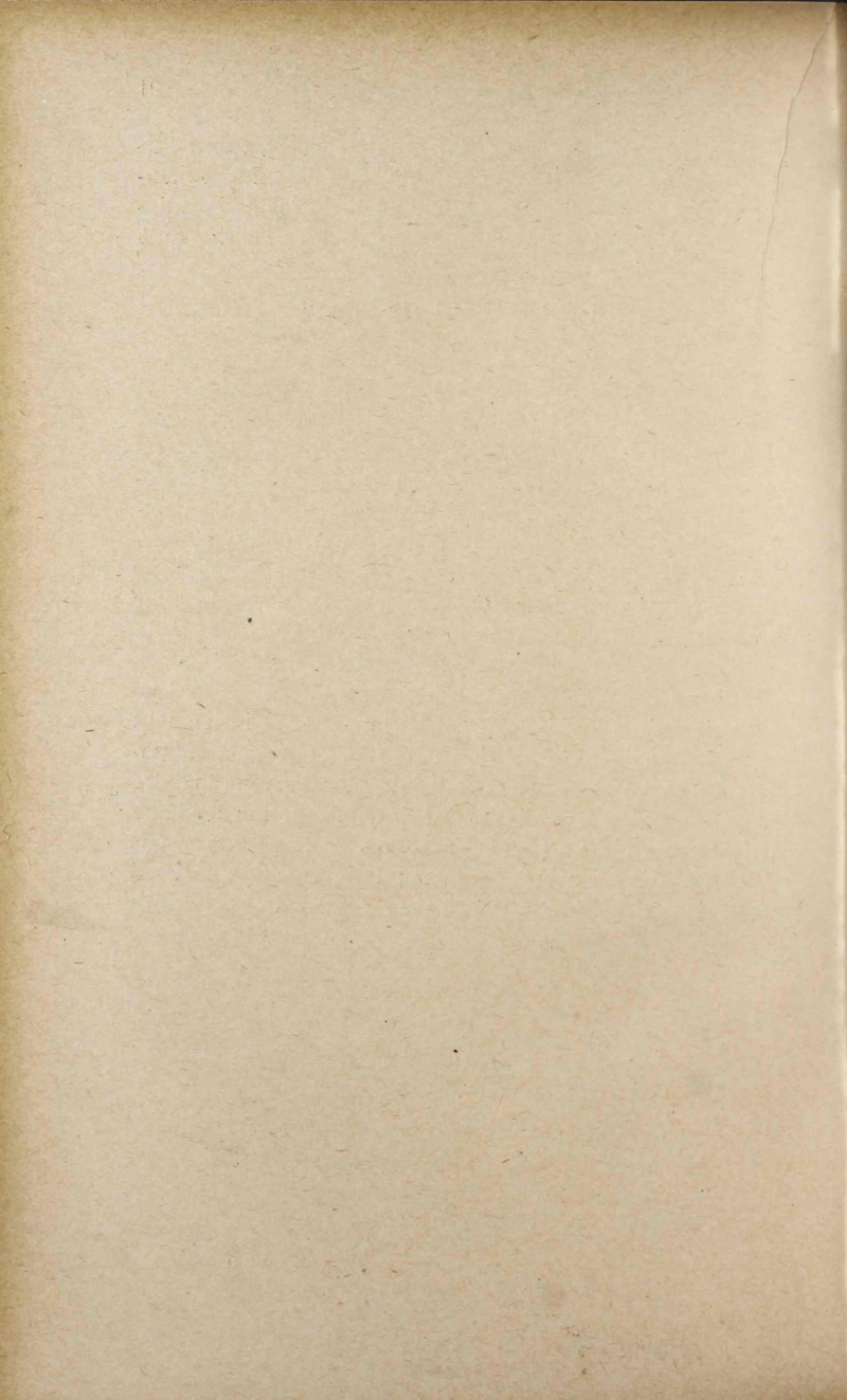
la *Hansard Parliamentary Debates*, qui se chargea de l'édition, souvent seulement fragmentaire, des discours prononcés au parlement. Et cette édition même ne fut que médiocrement appréciée des Anglais, plus sensibles à l'action qu'à la parole.

### La puissance de la plume

Pour gagner l'opinion publique à ses idées, l'homme politique utilise, outre la parole, un autre moyen pratique pour suggestionner les foules : c'est la puissance de la plume et de la presse. Il éclaire, éduque, suggère, expose ses projets, attaque, se défend, propose. Dans la démocratie moderne, le recours à la plume est très fréquent chez les hommes politiques, d'autant plus que nombre d'entre eux sortent des rangs des journalistes. «Au point de vue technique — dit Mussolini — le journalisme est une bonne école pour les diplomates et les hommes d'Etat, car il accoutume à la prompte compréhension des faits et à la mobilité de la situation.»

Aujourd'hui l'activité journalistique est un instrument normal pour l'homme politique. De Lloyd George à Mussolini, les hommes d'Etat prennent la plume pour répandre leurs idées, d'autant plus que le rayon d'action de leurs écrits ne se limite pas aux frontières de leur pays, mais s'étend à tous les points du globe ; le journalisme national a élargi son rayon d'influence pour devenir la presse universelle.





## CHAPITRE VII

### LA CONNAISSANCE DES HOMMES

L'homme, matière de la politique. — La psychosophie de l'homme d'Etat. — La misanthropie de l'homme d'Etat. — L'homme d'Etat, maître en l'art des compromis. — Connaissance de l'âme nationale. — Connaissance de l'esprit du parti.

#### **L'homme, matière de la politique**

La matière que l'homme d'Etat façonne, tel un sculpteur, sur le modèle de son idéal politique, n'est jamais un objet inanimé : c'est l'homme, tous les hommes qui lui ont confié le pouvoir. Qu'il dépose un projet de loi, qu'il modifie la Constitution, qu'il conclue un traité ou qu'il émette des décrets, c'est toujours l'homme qu'il a en vue, bien qu'en apparence il s'agisse d'impôts, de marchandises, de propriétés, de droits de douane, etc. Comme la politique est, en somme, l'exercice du pouvoir sur les hommes et que les conditions humaines sont toujours provisoires et changeantes, l'homme d'Etat, sans cesse sur ses gardes, doit reconquérir le pouvoir chaque jour et lutter, sans aucun répit, contre les instincts, les intérêts, l'ambition, l'envie et l'avarice des hommes. Cette nature des humains est le matériel qu'il doit utiliser dans son oeuvre de construction tout en veillant sans cesse à ce que rien ne soit détruit de ce qu'il a une fois édifié. Donc, pour réaliser son idéal politique, il doit disposer d'une profonde connaissance des hommes (psychognose) et doit savoir les manier sur le plan psychologique (psychotechnique). Et puisque la politique est appelée à régler des relations humaines et que son sujet, l'homme vivant, est l'être le plus dangereux et le plus ca-



précieux qui soit, il s'ensuit logiquement que la politique est bien l'art le plus difficile.

L'homme d'Etat ne doit pas, ne peut pas idéaliser la nature humaine : c'est avec un franc réalisme qu'il doit la considérer et la prendre telle qu'elle est dans la vie. Les hommes ne sont pas des anges, mais des êtres en chair et en os, et, bien que doués d'intelligence, ils sont souvent égoïstes, envieux, lâches, infidèles, ingrats, malins, intriguants, jaloux, avares, haineux et mutins.

Cependant, si le type humain est ainsi fait, il faut l'éduquer afin qu'il devienne tel qu'il devrait être, car, malgré le pessimisme diabolique de Méphistophélès, il possède aussi les germes de la vertu : il peut être aussi désintéressé, dévoué, persévérant, courageux, fidèle, sociable, capable d'ordre et de sacrifice. Cet art de manier psychologiquement l'homme reste toujours pour l'homme d'Etat le meilleur *instrumentum regni*. Dans quelle mesure sait-il discerner la qualité réelle des hommes et des forces sociales? Comment relier ces forces et les ordonner organiquement pour en créer une «œuvre» politique? Voilà en quoi consiste le véritable art de l'homme d'Etat. Cette «œuvre» sera-t-elle durable dans l'ensemble de sa construction? N'a-t-on pas négligé des forces psychologiques qui lui restent toujours hostiles et qui, la rongant et l'attaquant, finissent par renverser toute la construction? Ce sont là autant de questions que seule l'histoire peut trancher, après coup. L'action constructive de l'homme d'Etat n'est pas une œuvre purement personnelle, comme celle de l'artiste, mais une œuvre sociale, puisqu'elle doit gagner le consentement et l'âme des autres, leur faire comprendre son but et ses moyens, c'est-à-dire collaborer avec l'âme collective. Dans cette œuvre le leader de l'opposition même est un associé et un collaborateur, car l'homme d'Etat fait entrer aussi la critique féconde de l'adversaire dans sa propre œuvre politique. La politique est un art : l'art de construire une société. Mais l'homme d'Etat ne peut réaliser une création organique

que s'il arrive à rallier de façon durable les forces morales de la société.

Quelles sont les conditions de cette réussite et quels en sont les principaux facteurs?

Déjà la Politique d'Aristote contient quelques fines observations psychologiques, valables encore aujourd'hui, — sur l'homme d'Etat avisé tenant toujours compte de la mentalité des hommes et de l'opinion publique qu'il doit façonner. Par quels moyens l'homme politique (et ici Aristote pense au tyran) peut-il gagner l'âme des particuliers et l'opinion du peuple? «Qu'il s'occupe d'abord des choses publiques; qu'il ne fasse pas de ces dépenses qui, d'habitude, révoltent le peuple, lorsque l'on extorque par exemple, l'argent des travailleurs et des miséreux pour en gratifier ceux qui ne les méritent nullement; il doit rendre compte, au contraire, de ses recettes et de ses dépenses... Puis, quand il fait rentrer les impôts et les autres prestations publiques, qu'il le fasse manifestement au seul profit des finances de l'Etat. Qu'il ne se montre jamais brutal, mais noble, modéré et de telle humeur, que celui qui le rencontre, loin de le redouter, s'incline devant lui avec respect... Qu'il soit modéré dans les plaisirs physiques, ou du moins, qu'il évite d'offusquer les autres par sa conduite... Qu'il soigne et organise l'Etat comme un intendant consciencieux... S'il doit distinguer quelqu'un, qu'il ne choisisse jamais un homme téméraire et audacieux (car un tel caractère est enclin à l'attaque dans tous les domaines); par contre, s'il lui paraît utile de dépouiller quelqu'un de son influence, qu'il le fasse petit à petit; qu'il n'enlève pas à celui-là toute son autorité en une fois... Une atteinte à la fortune déplaît à ceux qui aiment l'argent, une atteinte à l'honneur, aux gens honnêtes et ambitieux... Puisque l'Etat se compose de deux parties: la classe des pauvres et la classe des riches, le mieux est que chacune d'elles croie qu'elle doit sa sécurité à l'Etat, et qu'aucune des deux n'ose attaquer l'autre. D'ailleurs c'est toujours la partie



la plus forte qu'il faut d'abord gagner au pouvoir (*Politique*. 1314 b—1315 a).

Déjà ces conseils psychotechniques d'Aristote, concernant l'art de la politique, se fondent sur l'hypothèse que les types humains sont plus ou moins définissables, les cordes sensibles de l'âme humaine plus ou moins maniables et que l'on peut connaître d'avance, du moins jusqu'à un certain point, la structure morale des humains et calculer leurs attitudes. Le plus grand homme d'Etat est celui qui sait le mieux pénétrer l'âme des autres et qui sait le mieux utiliser leurs caractères pour servir ses fins. La politique est le domaine du tact psychologique le plus délicat ; ce tact est inné, aussi ne pourra-t-on jamais l'apprendre. Comment l'homme d'Etat réussit-il à inspirer confiance au plus grand nombre possible d'hommes ? Comment triomphe-t-il des préjugés et des malentendus, motifs purement subjectifs, qui, pourtant, constituent souvent des obstacles plus graves que les conflits d'intérêts positifs ? En politique, comme partout ailleurs, ce n'est pas seulement la réalité qui importe, mais aussi et tout autant, l'apparence de la réalité, telle qu'elle se reflète dans la conscience des hommes. Ce qui est décisif, ce n'est pas la réalité, mais la façon dont les hommes la conçoivent, c'est-à-dire l'idée qu'ils s'en font. Souvent, il peut y aller du sort des nations : pendant et après la guerre mondiale ce n'est pas la situation géographique, historique, ethnique et économique *réelle* de la Hongrie qui comptait aux yeux du monde, mais *l'idée* que, par suite d'une propagande hostile, les hommes d'Etat responsables et l'opinion mondiale se sont faite de ce pays. L'homme d'Etat doit veiller aux apparences, aux conceptions des hommes, aussi bien qu'à la réalité elle-même : il lui faut façonner la mentalité politique dans le sens le plus favorable à la réalité politique correspondant à ses idées. C'est que les hommes ne voient pas les choses comme elles sont, mais les voient comme ils sont eux-mêmes ; en d'autres termes, ils les considèrent non pas dans un miroir plan,

mais dans le miroir concave ou convexe de leur propre nature psychologique : *we see the things not as they are, but as we are.*

### La psychosophie de l'homme d'Etat

Quels sont, pour un homme d'Etat, les moyens les plus propres à employer pour façonner l'opinion des hommes de la manière répondant le mieux à ses fins? Aucune psychologie «scientifique» ne pourra répondre à cette question. Car ce problème n'est point l'objet de la psychologie, mais celui d'un tact inné, d'une certaine sagesse psychologique se perfectionnant par l'expérience, c'est la *psychosophie*. Cette discipline, même si elle donne des conseils, demeure dans les généralités, comme par exemple le fait Bacon, ce grand psychologue politique : «Si tu veux gagner quelqu'un, ou bien tu connais déjà sa nature et ses habitudes et tu le diriges en conséquence ; ou bien tu connais ses desseins et ainsi tu arrives à le convaincre ; ou bien tu connais ses défauts et ses faiblesses et alors tu peux l'intimider ; ou bien enfin tu connais ceux qui s'attachent à lui par intérêt et alors tu le gouvernes par ceux-ci.» (Bacon : *Of Negotiating.*)

La faculté intuitive de se transposer sur le plan psychologique d'autrui, la perception subtile des moindres réactions psychologiques et la manière de se comporter en conséquence : voilà autant de qualités importantes chez un homme d'Etat, et qui en font un habile tacticien politique. Le comte Etienne Széchenyi, grand homme d'Etat et penseur hongrois du XIX<sup>e</sup> siècle, avait analysé, dans plusieurs de ses ouvrages, cet aspect de l'âme politique. Si l'on considère les exigences qu'il pose à se sujet à l'égard de l'homme d'Etat, on peut distinguer deux types extrêmes d'homme politique : la force de l'un réside dans la forme de l'accessibilité, celle de l'autre dans la forme de la distance.

L'homme d'Etat appartenant au premier type, laisse approcher de lui les hommes, leur fait sentir d'une façon



directe le charme et l'attrait de sa personnalité ; il pénètre ainsi facilement l'âme des autres et les conduit avec souplesse dans l'axe de ses idées. Il préfère éviter les obstacles plutôt que de les heurter de front ; il ne tranche pas brutalement les noeuds, mais les dénoue lentement, en usant de son influence suggestive. Tel fut Briand, ce «diable de la souplesse», qui triomphait toujours et vite des âmes qui voulaient lui résister : il faisait chaque fois croire aux autres que c'était leur idée qui triomphait, alors que c'était lui-même qui leur avait suggéré la sienne propre, selon la sagesse de Méphistophélès : *Du glaubst zu schieben und du wirst geschoben* (Tu crois pousser et c'est toi qu'on pousse). Certes, la souplesse et les ruses psychotechniques ne suffisent pas toutes seules, en elles-mêmes. Il y a des hommes politiques charmants, souples et sympathiques, dont la gaieté et les anecdotes sont partout les bienvenues, et qui cependant, avec leur esprit élastique et accommodant, n'exercent aucune influence sérieuse, parce que l'on sent obscurément qu'ils n'ont aucune conviction profonde, qu'ils sont superficiels. On les aime sans les respecter ; ils inspirent une affection souvent chaleureuse, mais non le respect, sentiment plus froid, mais qui est la base solide de la confiance.

La puissance spirituelle et politique de l'autre type vient du mode de la distance : il n'admet pas qu'on l'approche de trop près, il se tient éloigné des autres ; c'est un isolé. Il remplit ses devoirs, il est loyal envers ses partisans, mais il est froid : il y a toujours un abîme entre les autres et lui. Le rôle prépondérant d'un tel homme d'Etat repose sur sa valeur, son grand talent : il sent que personne ne peut rivaliser avec lui, il est au-dessus de tous les autres. Sa personne commande le respect, sans faire rayonner la chaleur spontanée de l'affection. Curieux paradoxe psychologique : c'est la *suggestion par la froideur*. La suggestion est, au fond, un courant de sentiments chaleureux, tandis que l'homme d'Etat qui se confine dans le mode de la distance sait suggérer ses idées, envoûter les hommes et se les attacher par

la froideur du respect. Il ne fait que de rares apparitions en public et se manifeste rarement, mais les rayons glacés de son génie supérieur trouvent leur chemin sinon dans le coeur, du moins dans la raison des hommes dont il attire le dévouement et l'obéissance tout comme l'aimant attire la limaille de fer. On estime davantage l'homme politique sévère et distant que celui qui est complaisant, prolixe et par trop liant. La raison en est, entre autres, un certain égoïsme instinctif : si l'homme d'Etat est une forte individualité, les autres hommes politiques, médiocres, assument bien moins de responsabilité ; c'est le chef qui se charge de tout et qui répond seul de tous ses actes, sans les discuter au préalable et sans consulter personne.

Périclès, élu chef d'Etat, sut exploiter avec succès, même dans une extrême démocratie, le mode de la distance. « Il renonça, dit Plutarque, à toutes les invitations et distractions, si bien que, pendant son service public, qui pourtant fut d'une assez longue durée, il n'alla pas une seule fois dîner chez un ami. Car le contact familial est dangereux pour toute espèce de grandeur ; en société intime, il est difficile de garder la dignité et l'autorité . . . Périclès évita le contact permanent avec le peuple et pour ne pas se rendre ennuyeux, il ne l'approchait que de temps en temps ; il se gardait de prendre la parole et de paraître à tout moment devant le peuple, se réservant pour les occasions exceptionnelles et chargeant du reste ses amis et ses orateurs dévoués. »

### **La misanthropie de l'homme d'Etat**

L'attitude distante des hommes d'Etat vient souvent du dédain ou même de leur haine des hommes : ils connaissent si bien la nature des êtres politiques, qu'étant incapables de les apprécier et de les aimer, ils ne peuvent que les dédaigner, et les utiliser comme de simples instruments. Aussi voit-on fréquemment le chef politique s'endurcir de plus en plus, jusqu'à devenir un orgueilleux despote : alors il



ne souffre près de lui aucun caractère fort et indépendant, et la critique lui est insupportable. Les chefs de gouvernement, les dictateurs, les personnalités puissantes, aiment généralement à s'entourer de collaborateurs insignifiants. Leurs ministres ne sont que leurs valets de chambre intellectuels, ou tout au plus leurs rapporteurs techniques, instruments dépourvus de pensée, au milieu desquels le président du Conseil n'est pas *primus inter pares*, mais *capo del governo*. Le cerveau capable, indépendant, l'égal du chef, «ne mérite pas la confiance», car il va jusqu'à oser contredire. Mais ainsi, le chef perd lentement tout contact avec la vie et avec la foule, car il n'existe en ce cas ni critique, ni contradiction, ni résistance suggestive.

D'ailleurs, entre hommes politiques, une amitié vraiment profonde, fidèle et durable ne peut s'établir que s'ils sont liés non par une sympathie purement personnelle et par l'intérêt, mais par une tâche supra-personnelle, par un idéal commun : il faut qu'ils aient la conviction qu'ils doivent servir côte à côte, en se complétant et s'aidant mutuellement. Cette communauté d'idées est en dernière analyse le destin de la nation. S'ils ne sont pas pénétrés par cette conscience, et si leurs rapports sont d'ordre purement personnel sans être en même temps d'ordre objectif, la jalousie et la soif du pouvoir les diviseront tôt ou tard : l'individualiste égocentrique ne tardera pas à percer bientôt. Dans le meilleur des cas, ils deviendront des adversaires courtois ; dans le pire, des amis hostiles l'un à l'autre. Mussolini, qui malgré ses talents de suggestionner la foule, se dit misanthrope, avoue n'avoir pas d'ami intime, d'abord à cause de son tempérament, ensuite à cause de son opinion sur les hommes.

Mais si, dans l'âme de tant d'hommes d'Etat, le résultat sentimental de nombreuses expériences politiques est la misanthropie, comment eux-mêmes espèrent-ils trouver de l'amitié et un appui auprès des hommes ? Ou bien alors est-il plus efficace de gouverner du haut d'une austère supériorité, en usant de la force que la crainte nous confère ? Ces

questions ont été soulevées déjà par le premier grand psychologue de la politique réaliste de l'âge moderne : Machiavel. Et la réponse qu'il y fait est dure et sombre : La crainte donne beaucoup plus de sécurité que l'affection. (*Le Prince*. Chapitre XVII.)

Mais si, encore aujourd'hui, la crainte, la terreur au sens où l'entend Machiavel, est sans doute un important moyen de gouvernement, comme le montre le triste exemple de la dictature soviétique, le règne brutal et impitoyable de la violence ne peut cependant guère être durable dans l'actuelle démocratie. L'amour, ou pour le moins la sympathie des foules pour les dirigeants, ainsi que la popularité qu'ils ont acquise, constituent un moyen de gouvernement au moins aussi efficace que la crainte, qui doit céder sa place au respect des lois, d'autant plus que celles-ci sont établies par le peuple même, par la voie de ses représentants. L'observation rigoureuse de ces lois, comme leur exécution, ne relèvent pas de la terreur, mais du respect des lois.

Déjà Machiavel avertit l'homme d'Etat qu'il doit se garder de se venger cruellement de ses adversaires. Il lui conseille, au contraire, de ne pas les exaspérer, mais de les gagner habilement à sa cause afin de pouvoir gouverner en paix. Dans le *Punch*, journal satirique anglais, le célèbre dessinateur Leech non seulement ridiculisa impitoyablement Disraeli chaque semaine pendant des dizaines d'années, mais encore il le représentait de façon à lui attirer le mépris de ses concitoyens. Néanmoins, à la mort du caricaturiste, Disraeli alloue une pension à sa veuve et lorsque cette dernière meurt, la pension continue à être servie à ses orphelins.

### **L'homme d'Etat, maître en l'art du compromis**

La politique est l'art des compromis. En effet, l'Etat n'est pas quelque chose d'achevé, de déterminé pour l'éternité, mais un système habile de forces intérieures et extérieures et la lutte toujours renouvelée de ces forces cherchant



à s'équilibrer. La tâche de l'homme d'Etat est précisément d'assurer l'équilibre entre ces forces et ces tendances multiples : la tradition et sa *vis inertiae* s'opposant à la force impulsive du progrès ; les mouvements religieux et les mouvements radicalisants ; la minorité capitaliste et les masses ouvrières ; la campagne et la ville ; l'industrie et l'agriculture ; les jeunes et les vieux ; les forces centripètes de la nation majoritaire et les forces centrifuges des minorités nationales. De même, au dehors, en face des pays voisins, l'homme d'Etat doit également sauvegarder l'équilibre, la souveraineté de la nation, sa dignité morale et ses intérêts économiques. Dans la plupart des cas, il lui est impossible de se confiner dans des alternatives par trop nettes, « tout ou rien », mais il lui faut chercher des voies transactionnelles. Jusqu'à quelle limite ? C'est la sagesse de l'homme d'Etat et son sens des réalités qui le diront. Le métier politique est une intelligente adaptation aux nuances et aux degrés divers, une incessante amélioration des moyens.

Pour atténuer la tension continuelle entre les forces sociales diverses et opposées, il faut non seulement de vastes connaissances objectives et techniques, mais aussi une profonde sagesse et un doigté affiné. L'homme d'affaires d'aujourd'hui commence, certes, son travail par l'arithmétique, mais il le finit par la psychologie, car force lui est de reconnaître de plus en plus l'importance capitale revenant aux éléments psychiques dans le travail, dans la vie économique. De même, l'homme politique comprend de mieux en mieux, outre la nécessité du savoir technique, l'importance des facteurs psychologiques et de l'art de manier les hommes. Le climat psychique de la politique est loin d'être égal, il est tantôt chaud, tantôt froid, les maladies s'accusent rapidement. Aussi, l'homme politique doit-il être un bon psychothérapeute sachant équilibrer l'action du froid et du chaud dans le climat moral, c'est-à-dire établir un *compromis* entre les tendances opposées.

Quand dans la vie quotidienne, on dit de quelqu'un

qu'il est un bon politique, ou qu'il agit politiquement, on entend par là qu'il sait manoeuvrer les gens, qu'il connaît leur nature et parvient à ce qu'il veut en usant de moyens pacifiques, sans une lutte violente. Cette habileté pratique, cette sagesse efficace passe, dans l'opinion courante, pour de la ruse, de la fausseté, de la roublardise. Même s'il n'est pas exact que la politique avilisse le caractère (mot qu'on attribue à Bismarck, d'ailleurs à tort) il est incontestable qu'elle expose le caractère à nombre de tentations et de dangers. L'habileté, qui n'est pas condamnable en elle-même, se mue facilement en ruse, la prudence en duplicité, le doigté en routine et duperie électorale, la représentation des intérêts du peuple en démagogie, l'ambition légitime en désir égoïste du pouvoir et en orgueil. La politique habitue l'homme d'Etat à une lutte sans répit, ce qui l'amène peu à peu à voir dans le plaisir de la lutte une fin en soi ; par simple habitude, il formule des critiques, fait de l'opposition et de l'obstruction, même lorsqu'il pourrait atteindre son idéal plus rapidement par des moyens plus simples ou peut-être par un compromis. En revanche, tel autre, au contraire, alors qu'il devrait lutter pour ses principes et pour ses convictions, incline à des compromis honteux, plus commodes pour lui et plus utiles.

Les hommes politiques aiment à manoeuvrer ; les médiocres pratiquent la tactique élémentaire, en essayant de ranger les petites unités de combat politique selon leurs desseins toujours variables. Par contre, l'homme politique de valeur emploie une tactique d'ordre supérieur, il tâche de regrouper des corps de troupe politiques plus importants, et d'égarer l'adversaire par d'habiles manoeuvres. Chez celui qui s'habitue ainsi aux procédés de la tactique continuelle, qui lui valent souvent des succès, il se développe une passion comparable à celle du joueur. De même qu'un des traits caractéristiques, et l'un des mobiles psychiques du jeu, est le plaisir qu'on ressent à pouvoir déployer ses forces intellectuelles ou psychiques, plaisir que le succès intensifie sans



cesse, l'homme politique se réjouit de pouvoir faire jouer ses facultés de tacticien : ce n'est pas le but objectif qui l'inspire avant tout, mais la joie qu'il éprouve à faire valoir ses dons rhétoriques, ses talents de débater, sa force combattive et ses connaissances juridiques ou autres. Dès lors, la politique procède réellement de la passion du jeu, elle devient désintéressée, dirigée non par un motif objectif, mais par le plaisir subjectif.

La tactique joue toujours, en politique, un rôle important, même chez les personnalités à volonté puissante, qui aiment à trancher par l'épée les noeuds gordiens de la politique. Les hommes de ce genre manoeuvrent au moins jusqu'au moment où ils peuvent prendre l'épée bien en main, comme par exemple le fait César.

Les hommes politiques venus de la diplomatie apportent dans leur nouveau champ d'activité les procédés de leur ancien métier : subtilité de langage, froide courtoisie, — et dans la politique même, ils restent les maîtres habiles de la manoeuvre et du compromis. L'exemple de Metternich est frappant à ce propos.

La politique du « juste milieu », qui évite les extrêmes, est souvent un dur métier, plein d'amertumes, et pourtant c'est celui que la plupart des hommes d'Etat dirigeants sont obligés de pratiquer. Souvent une somme quasi sur-humaine de doigté psychologique est nécessaire pour gagner et conserver la confiance de la gauche et de la droite. Mais grâce à la séduction magique de leur personnalité, c'est là qu'excellent précisément les grands charmeurs de la politique.

Dans les temps d'après-guerre, un des plus grands politiques de ce genre conciliateur fut Stresemann. Dès sa jeunesse, il travaille à l'apaisement social. A ses débuts, conseiller municipal de Dresde, il s'efforce d'empêcher le « quatrième ordre » de se détourner de l'idée de l'Etat allemand, et quoique représentant de la ploutocratie industrielle, il propose d'admettre aux commissions les conseillers muni-

cupaux sociaux-démocrates, attitude qui lui vaudra les attaques véhémentes de la presse conservatrice. Dès 1910 lors de son voyage d'études en Amérique, redoutant un conflit armé, il proclame la communauté de destin germano-anglo-saxonne et la nécessité de coordonner les efforts économiques allemands et anglais. Dans tous les domaines, il aspire à l'union, à la synthèse, à la suppression des frictions inutiles. Ce n'était pas, chez lui, signe de faiblesse, de paresse ou de lâcheté ; s'il le fallait, il savait faire preuve de la volonté la plus ferme, affrontant tous les obstacles. Seulement, le principe psychotechnique dont il s'inspirait, c'était de vaincre sans que l'adversaire ressente la défaite. C'est là le secret de l'art politique. Quant au succès obtenu au détriment d'autrui et partant éphémère, Stresemann n'y voit qu'une satisfaction gratuite d'efforts ambitieux. Il faut, au contraire, que chacune des deux parties profite d'un compromis judicieux et qu'aucun ne songe à la vengeance. Ainsi il arrive à concilier les deux grands groupements industriels allemands et à les réunir en vue de l'action commune ; il parvient à atténuer l'antagonisme entre employeurs et ouvriers ; enfin, c'est dans le même esprit qu'avec Briand il écarte les obstacles se trouvant sur la voie de la solidarité européenne. Si violente qu'ait été plus tard la réaction de l'opinion allemande contre son «Erfüllungspolitik», il est hors de doute qu'à cette époque-là, le compromis était la meilleure des méthodes : elle réduisit *ad absurdum* les exigences de réparations formulées par les vainqueurs, préparant ainsi le grand coup d'éponge de la conférence de Lausanne. On peut constater maintenant que Stresemann était un grand tacticien en fait de revendications politiques et économiques et qu'il voyait juste en fixant l'ordre dans lequel il lui fallait procéder pour atteindre pacifiquement ses objectifs.

Dans la psychotechnique des grands hommes d'Etat, avec quoi ceux-ci atténuent la tension des âmes et aplanissent la route des accords, *l'humour* tient une place qui n'est



pas négligeable. L'humour, en tant que comique d'une nuance tragique, contient toujours quelque chose de sérieux et d'universel. Au contraire, les plaisanteries continuelles, les manières de farceur mêlant la plaisanterie aux grandes affaires sérieuses et traitant de façon satirique toutes les affaires, sont chose qui ne convient pas à un homme d'Etat digne de ce nom. Mais d'autre part l'homme politique toujours morose, morne, sec, à la physionomie impassible, n'est pas non plus fait pour attirer des sympathies et inspirer la confiance. Un des prototypes caractéristiques de ces hommes d'Etat aigris est Colbert ; déjà ses yeux trop enfoncés, son visage ridé, ses sourcils noirs et froncés lui donnaient un extérieur peu engageant. Les solliciteurs étaient découragés par son calme froid et son silence obstiné. Ses contemporains l'appelaient *vir marmoreus* — l'homme de marbre.

L'augmentation des impôts et autres charges publiques ne fut jamais de nature à produire un effet politique encourageant. Et cependant l'esprit inventif et agile trouve même dans ce domaine des procédés suggestifs : qu'il suffise de rappeler à ce propos l'action de Helfferich, ministre des finances d'Allemagne pendant la guerre, qui, rompant avec le système bureaucratique des emprunts de guerre employés jusque là, sut, par des moyens publicitaires quasi américains, hypnotiser, pour ainsi dire, les foules et réunir des souscriptions.

### La connaissance de l'âme nationale

Pour qu'elles soient vraiment efficaces, les méthodes psychologiques doivent être adaptées, en politique, à la tournure particulière de l'esprit d'une nation. Généralement c'est un fils de cette nation même qui répond le mieux à cette tâche, puisqu'il pense lui-même selon la mentalité de son peuple. En réalité, l'homme d'Etat, dans le sens abstrait, est inexistant : il n'y a que des hommes d'Etat anglais, français, italiens, russes, hongrois, etc. Chacun a son caractère national particulier, même ceux qui sciemment veulent

être internationaux et se défaire de toute trace de l'esprit national qu'ils dédaignent comme très inférieur à l'universel humain et qu'ils considèrent pour ainsi dire comme une survivance d'époques primitives. Ils ont beau se couvrir du vernis rouge de l'internationalisme, les Lénine et les Staline restent Russes ou Géorgiens par toutes leurs fibres, de même que leurs méthodes politiques sont foncièrement russes. La dictature bolchevik est le reflet de l'âme nationale russe au même titre que le fut l'autocratie tzariste ; seules les formes extérieures sont changées.

Quelle est, au point de vue de la connaissance des hommes, la différence entre l'homme d'Etat d'autrefois et celui d'aujourd'hui ? L'homme politique de jadis s'efforçait de pénétrer, en premier lieu, la pensée des représentants du pouvoir public, de qui dépendait le destin du pays ; il tâchait de s'accommoder de la tournure de leur esprit pour les vaincre ensuite ; donc il devait voir clair dans l'âme des souverains, des diplomates, des ministres, des hommes politiques, des généraux. Dans la démocratie d'aujourd'hui, l'homme d'Etat doit connaître, en plus, le peuple, — sujet même du pouvoir public — ses façons de penser, ses dispositions morales, afin de pouvoir le guider. Aussi, aujourd'hui, les véritables grands réformateurs de nations ne sont-ils plus les aristocrates qui, à l'époque de l'absolutisme, où seuls le souverain et ses conseillers décidaient de tout, usèrent avec un instinct si raffiné de toutes les ressources de la politique et de la diplomatie ; aujourd'hui, les grands réorganiseurs des nations sont des fils du peuple, qui, vivant au milieu du peuple, en connaissent mieux les besoins, le tempérament, la mentalité, la manière de réagir, en un mot : connaissent mieux l'âme populaire. Ce sont de tels hommes qui savent le mieux modeler l'esprit du peuple, l'orienter dans un sens nouveau, satisfaire ses aspirations morales et s'il le faut, le dominer. Ce n'est pas un hasard si Mussolini, fils de forgeron, ayant passé la plus grande partie de sa vie au sein du peuple, est aujourd'hui le dictateur de l'Italie ;



son sens de la psychologie des foules, qui eut une part si considérable dans son ascension et dans la refonte de l'âme italienne, est quasi infaillible. Hitler, ex-ouvrier peintre ayant passé par le lycée, a vécu dans le peuple, il connaît sa misère, ses besoins économiques, ses aspirations intellectuelles, la mentalité de l'ouvrier. Soldat, il eut l'occasion de pénétrer l'esprit des foules, d'observer la force de la propagande et les caractéristiques de l'âme collective. C'est à cela qu'il doit une grande partie de son succès.

Aujourd'hui, ni les salles brillantes des palais, ni l'atmosphère des cours, ni la grise pénombre des bureaux, ni les hauteurs stratosphériques de la théorie où planent les chaires d'université, n'offrent un terrain propice à la formation d'un grand homme d'Etat. Celui-ci puise plutôt ses forces dans la connaissance de la vie réelle, tumultueuse, palpitante de luttes.

Chez l'individu, c'est la conscience, la force du *moi*, qui tient en respect les passions, les instincts primitifs ; l'homme d'Etat est précisément cette conscience, ce contrôleur spirituel de l'âme nationale. Il connaît les moyens de la convaincre, de la gagner à ses idées, de diriger sa volonté. L'homme politique français triomphe par des idées rationnelles, l'Anglais par des considérations morales, l'Italien par la suggestion sentimentale d'une rhétorique enthousiaste. Il n'existe pas de règle doctrinaire dans ce domaine. C'est l'intuition subtile de l'homme d'Etat qui lui indique, dans le cas donné, le moyen psychologique à employer. En ce sens, la politique est le culte de l'âme nationale, la sauvegarde vigilante de la conscience collective : *cura animarum*, confiée à l'homme d'Etat, chef de la nation.

Tout grand homme d'Etat est un excellent connaisseur de l'âme de sa propre nation. Napoléon, politique réaliste de tout premier ordre, sut deviner avec une infaillible sûreté l'âme, la mentalité, le tempérament du peuple français, avide de gloire, et il s'y adaptait à merveille. C'est pour quoi il réussit si bien à donner des fondements solides à

l'administration française et à établir d'une façon durable, dans son code civil, le sens juridique du peuple français.

Les grands réformateurs nationaux estiment que la première condition de la purification et de la refonte morale de l'âme collective, c'est que la nation arrive à se connaître sincèrement elle-même. C'est une tâche ingrate pour l'homme d'Etat que de porter la toge noire de Caton, car tout censeur moraliste considère sa propre époque comme la pire, et incline à voir la morale du «bon vieux temps» sous des couleurs plus roses. La poussière du temps estompe les traits sombres du passé, tandis que sous le jour cru du présent, les moindres tâches ressortent avec netteté.

L'homme d'Etat de haute classe ne connaît pas seulement l'âme de sa nation : il est capable aussi de se transposer sur le plan de l'esprit des autres peuples pour observer les relations mutuelles des Etats : il voit alors son propre nationalisme dans le miroir du nationalisme étranger. Cela lui permet d'exercer une auto-critique et de mieux mesurer les aspirations et la force réelle de sa propre nation.

L'oeuvre politique ne peut être durable que si le nouvel esprit qui l'anime est pour ainsi dire innervé dans les âmes. Mussolini, grand psychologue politique, n'ignore pas qu'il ne suffit point de transformer l'organisme du pouvoir public, mais, qu'il faut, en plus, que l'âme collective soit mise en harmonie avec le nouveau système : à un nouvel Etat il faut un esprit nouveau. Tel est le but de l'importante organisation des loisirs dans l'Etat fasciste : le but du *Dopolavoro*.

### La connaissance de l'esprit de parti

Les partis politiques sont un produit organique de la vie de la société : ils sont les organes politiques et l'incarnation des aspirations, des intérêts, des idées s'affirmant dans la vie sociale. Dans chaque Etat, les partis politiques se constituent pour représenter, dans le corps législatif, par la force de l'organisation, certains besoins et efforts spiri-



tuels ou matériels de la société. Les partis concentrent donc en un organisme la volonté d'une couche sociale d'orientation homogène afin de contrôler et d'orienter la vie de l'Etat selon leurs propres idéals. Voilà pourquoi les oppositions qui se font jour sporadiquement au sein de la société elle-même, se manifestent dans la rivalité des partis avec une intensité sensiblement accentuée. La vie des partis est une lutte continuelle pour les idéals et les intérêts de la partie de la société qu'ils représentant. Chaque parti combat pour arriver au pouvoir et pour réaliser ses idéals, en vue de réformer par voie législative, conformément à ces derniers, l'ordre juridique existant. Les partis diffèrent l'un de l'autre selon leurs tendances à modifier l'ordre légal établi. Leur orientation dépend non seulement des intérêts directs en jeu, mais aussi de leur conception des valeurs, de leur idéologie. Un parti digne de ce nom n'est pas un groupement *ad hoc*, il possède un programme positif et s'inspire d'une foi politique, dont il cherche à assurer le triomphe non pas en tant que fonction temporaire de la situation politique du moment, mais en tant qu'organisme historique destiné à une existence durable. C'est ce qui distingue le *parti* de la clique ou de la fraction réunies non par un intérêt objectif, mais par l'intérêt purement personnel et n'ayant qu'un caractère éphémère.

Cependant, la fixation des buts, l'établissement du programme, l'idéal commun ne sauraient suffire à constituer un parti actif, vigoureux, capable de conquérir et de garder le pouvoir. Le sentiment puissant qui, venant d'une certaine couche sociale, appelle le parti à la vie, s'affaiblit par la suite, diminue d'intensité, le programme primitif s'étiole et se réduit à une série de pâles notions politico-économiques ; avec le temps il ne peut plus enthousiasmer les foules et les pousser à l'action. Les directives du programme, établies avec minutie, seront peu à peu interprétées par les membres du parti selon des nuances idéologiques diverses, et, l'effectif des affiliés croissant, on en verra un nombre tou-

jours plus grand ne plus approuver tous les points du programme. Le credo politique du parti, dont le terme principal est inséré dans le nom qu'il adopte, ne répond plus ni à sa doctrine, ni au sentiment de tous les membres. On ne peut accoller des mots d'ordre à des tendances politiques aussi facilement que des étiquettes à une marchandise. Le livre de Carl Schmitt : *Politische Romantik* (2<sup>e</sup> édition, 1925) montre bien tout ce que renferme le romantisme politique. En Angleterre par exemple, en fait de politique, des conservateurs comme Wordsworth et Walter Scott et des révolutionnaires comme Byron et Shelley appartiennent au même courant romantique. Il y a un romantisme de la Restauration et un romantisme de la Révolution, il y a des romantiques conservateurs et d'autres qui sont socialistes.

Le programme d'un parti peut englober un ensemble de généreux idéals sociaux et économiques, les membres du parti peuvent y croire avec une conviction profonde ; tout cela n'est encore que généralité qui, à elle seule, n'engendre pas encore l'action. La puissance active du parti dépend de son *organisation*. Le parti est fort s'il est une phalange unie. Un complexe de principes et d'idées politiques générales et abstraites, si bien formulé qu'il soit, ne suffit pas ; il faut en outre que le parti sache au jour le jour ce qu'il devra faire en telle ou telle circonstance donnée. C'est l'organisation du parti qui en décide.

Toute organisation doit avoir une tête. C'est là une autre ressource importante du parti : la personnalité du chef qui fixe les buts concrets, définit les moyens, réfléchit, dirige, commande, manifeste sa volonté, agit et fait agir. C'est lui qui possède la force suggestive tenant toujours en éveil la conscience de l'unité et de la solidarité ; il freine l'esprit critique, distribue les tâches et sait incorporer les membres dans le système disciplinaire du parti. *L'autorité du chef* est la garantie suprême de la discipline du parti. Si le parti n'a pas un chef dont la personnalité entraîne spontanément chacun, et dont la volonté domine, il s'émiettera dans la



tempête de la première crise sérieuse, ou pour le moins il sera incapable d'une action efficace. Un chef ne peut diriger la politique s'il doit lutter sans trêve contre les fractions de son propre parti, qui le tirent tantôt à droite, tantôt à gauche, lui prodiguent sans cesse des conseils, se mêlent de son activité de chef, l'inquiètent et le troublent.

Donc, les facteurs psychologiques de la vie d'un parti sont les suivants : le *programme du parti* assigne les buts à atteindre, définit l'idéal politique qui réunit les membres en un groupe fermé, les anime et les inspire ; le *sentiment commun* lie les membres en une unité plus intime, les incite à l'action ; l'*organisation* ordonne le travail, et enfin la *discipline du parti* assure l'unité de l'action, ainsi que son efficacité. L'âme et le centre de tout ce système est le *chef* du parti, dont la personnalité fait rayonner l'idéal, maintient l'ardeur des troupes, organise le travail et sauvegarde par son autorité la discipline commune. Dans la vie politique, ce qui compte le plus souvent, ce n'est pas le programme, mais la personnalité. On peut à son gré et à n'importe quel moment rédiger un programme dans le plus beau style, mais la véritable garantie de l'exécution réelle, c'est l'honnête volonté de l'homme d'Etat qui le dirige et la fermeté de son caractère. C'est pourquoi on dénomme généralement les partis d'après le nom de leur chef ; le programme est incarné par la personne, dont le seul nom représente déjà un idéal politique et toute une orientation.

Aux Etats Unis, la campagne électorale pour la présidence tourne toujours autour des personnes, parce qu'entre l'idéologie du parti républicain et celle du parti démocratique, il n'existe pas de différence fondamentale. D'ailleurs, dans la vie des partis politiques américains, le programme positif est complètement rejeté à l'arrière-plan. Le but est de garnir les postes de l'administration d'un personnel affilié au parti respectif.

Pour bien avoir son parti en mains, il faut au chef une grande expérience des hommes. Cependant, aux yeux d'un

homme d'Etat de grande classe, le parti n'est qu'un simple moyen au service de l'intérêt national. Le véritable homme d'Etat ne vit pas pour le moment présent ; bien qu'attentif aux circonstances du moment, il est toujours au-dessus des événements du jour et des partis, il a les yeux fixés sur les grands buts lointains qu'il poursuit et dont il s'efforce d'approcher. L'intérêt du parti lui-même ne peut le faire dévier de cette voie.

Au parlement, l'attitude de l'homme d'Etat dirigeant est d'une importance capitale. Un sens psychologique très développé est nécessaire pour soulever une question au moment opportun, pour la traiter avec habileté et pour agir à l'égard des adversaires de la manière la plus utile. L'art de diriger les débats, de bien choisir l'heure de la franchise ou des réticences, de la retraite ou de l'attaque, le choix précis de l'objectif — tout cela dépend du chef et de son expérience des hommes. Le but principal, c'est de faire prévaloir la volonté des hommes au pouvoir. Le Parlement critique sans cesse, et certains groupes de l'opposition montent continuellement en épingle les fautes des ministres, les erreurs du gouvernement et se font une arme de la détresse du peuple. Le Parlement, comme disait J. Stuart Mill, est pour la nation, «une commission de réclamations en même temps que l'assemblée où se forme l'opinion nationale». Là, il faut accepter la lutte, car l'on n'y peut commander, mais tout au plus convaincre ou voter.

En dernière analyse, le chef de la majorité parvient à imposer sa volonté, mais seulement après un débat public. On peut qualifier ce système de dictature camouflée imposant la volonté majoritaire unilatérale, mais ce n'est pourtant pas l'absolutisme. Somme toute, il faut trancher les problèmes et pour ce faire, il n'y a guère d'autre moyen que le vote de la majorité dirigé par la volonté de son chef. L'absolutisme est justement l'absence de cette discussion publique, dont la règle constitue l'essence même du régime parlementaire.





## CHAPITRE VIII

# LE SENS DES RÉALITÉS

Éléments psychologiques du sens des réalités. — Les entraves au sens de la réalité. — Réalisme et histoire.

### Éléments psychologiques du sens des réalités

L'homme d'Etat dont l'âme est tendue par la conscience intérieure de sa vocation, poursuit un idéal, le but final de sa mission, qu'il s'efforce de réaliser. Or, le plus souvent, l'idéal n'est qu'une pensée brillant dans le lointain, une réalité dont on ne peut approcher que graduellement et au prix de longues luttes. L'idéal, en tant que but suprême, s'effrite ainsi, sur le chemin qui y mène, en plusieurs objectifs plus immédiats qui le servent en tant que moyens d'y arriver. Mais, pour réaliser ces buts intermédiaires, l'homme d'Etat doit bien connaître les réalités de la vie et de la société, afin de pouvoir les façonner selon ses fins.

En politique, le domaine le plus important à ce point de vue est, outre la connaissance des hommes, la connaissance du monde objectif qui sert de théâtre à la politique. Dans les deux cas, nous employons le mot de *connaissance*, bien que cette notion soit maintes fois beaucoup plus complexe que ce qu'on pourrait qualifier de simple résultat d'une fonction intellectuelle. Ce que nous nommions tout à l'heure connaissance des hommes est loin d'être une sorte de connaissance théorique, mais une manière de se comporter dans le commerce avec les gens ; cette conduite ne procède ni d'un calcul rationnel, ni de réflexions préalables ; mais c'est un certain tact, une certaine habileté instantanée à traiter les gens de manière engageante, à prendre aussi-



tôt dans toute circonstance, l'attitude voulue, à prononcer les paroles qui conviennent le mieux. Ce don particulier que l'on appelle communément tact, entre en jeu quand l'individu a un but, nourrit un dessein à l'égard des gens avec lesquels il prend contact. Sous l'effet de ce dernier, toutes les ressources de son esprit susceptibles de servir ce but se déclenchent sans réflexion, comme en un éclair, et lui font prendre l'attitude propre à favoriser son dessein. Après coup, cet homme ne pourra lui-même se rendre compte pourquoi dans telle situation instantanée qu'il ne pouvait prévoir et partant méditer, il a parlé ou agi précisément comme il l'a fait et non autrement. Le dessein, le but qu'il avait à l'esprit, a déterminé d'avance l'attitude qu'il fallait adopter en présence d'une situation inopinément surgie.

L'homme d'Etat de grande classe prend des positions promptes et fermes non seulement à l'égard des hommes, mais également en présence des faits, des réalités objectives ; il est vrai qu'alors on ne parle pas de tact, mais de sens des réalités. Tout comme il sait suivre la nature des hommes, il suit la nature des choses, adaptant son action aux nuances de la réalité et l'appuyant sur l'essence des faits et sur leur régularité. Il ne lui suffit pas d'avoir un idéal et un principe déterminant les directives générales de son action : instantanément il sent ce qu'il doit faire *hic et nunc*, à un moment donné et dans une situation déterminée. Il a un sens très sûr, non seulement pour juger avec la raison, mais encore pour sentir intuitivement quelle est la bonne direction concrète dans laquelle le développement des faits doit être orienté. Si ce sens de la réalité lui fait défaut, l'homme d'Etat s'égare dans le monde des idéals abstraits et ne retrouve plus le chemin qui conduit à la réalité vivante. C'est le politicien fantasque qui se laisse facilement bercer de l'illusion que les objets de son imagination sont d'ores et déjà des réalités.

C'est ainsi que se séparent les deux types d'hommes politiques : l'*idéaliste* et le *réaliste*. Dans l'esprit du premier,

ce qui importe est toujours l'idéal, le moyen de le réaliser, la question de la mise en oeuvre pratique étant reléguée à l'arrière-plan. L'esprit du second est, en quelque sorte, réglé sur la réalité ; il se plie magistralement aux conditions réelles pour faire pas à pas le chemin qui mène à l'idéal, tout en demeurant de pied ferme sur le terrain de la réalité.

Le sens de la réalité est un des attributs les plus importants de l'homme d'Etat. Il doit percevoir les faits concrets de la vie de l'Etat et leurs corrélations particulières alors même qu'ils sont imperceptibles pour autrui. Comme en un éclair, il découvre dans la situation politique la possibilité susceptible de servir son but, il l'exploite pratiquement et trouve le bon chemin. Il lui faut des yeux de lynx pour percevoir tout ce qui tombe dans son champ visuel, mais il importe que son horizon ne soit pas étroit mais au contraire aussi vaste que possible, afin de saisir d'un coup d'oeil la situation dans toute sa réalité. Celui qui est dénué de ce sens des réalités allant au fond des choses, restera toujours en politique un dilettante distingué. D'ailleurs la politique est l'art où les dilettantes et les charlatans sont le plus nombreux.

Les connaissances techniques, le travail constant et zélé ainsi que l'érudition ont, certes, une grande valeur également en politique, toutefois la vraie qualité politique est le *sens des réalités*, ce don psychologique mystérieux d'apercevoir et d'exploiter au moment voulu les possibilités favorables. Stresemann disait un jour à quelqu'un qui lui reprochait de tourner tous les obstacles : « En géométrie, le chemin le plus court est la ligne droite ; en politique, c'est celui qui comporte le moins d'obstacles. Dois-je employer le meilleur de mes forces à abattre les murailles que le manque d'intelligence a mises sur ma route. N'est-il pas mieux et plus juste de les contourner, afin d'atteindre plus vite mon but ? »

Un des traits du sens de la réalité est que l'homme d'Etat sait attendre le moment offrant des possibilités favorables,



guetter l'occasion propice où l'action pourra être le plus efficace. Ce n'est pas un hasard que tant d'hommes politiques aiment la chasse ; bien des traits sont communs à ces deux occupations ; là comme ici, il faut savoir rester en silence à l'affût et ne tirer qu'au moment propice pour abattre le gibier.

Le sens de la réalité, tout comme le tact, implique déjà la faculté de la prompte adaptation qu'aucun préjugé ou dogme politique ne vient entraver. C'est le don qui, pendant la guerre, fit défaut par exemple à Asquith ; élevé qu'il était dans les dogmes du libéralisme, il croyait qu'un pays peut être gouverné en temps de guerre comme on le gouverne en temps de paix.

C'est encore le sens de la réalité qui indique à l'homme d'Etat à quel domaine de la politique il doit, en un moment donné, attacher une importance prépondérante. Il n'est pas possible, en effet, de déterminer, en principe, l'importance relative des divers éléments de la politique. Cela dépend à chaque moment de la situation de l'Etat. On ne saurait déclarer péremptoirement que par exemple la politique économique a toujours une importance majeure : ce serait juger le passé et l'avenir à travers le présent. Les facteurs moraux de la vie des nations : sentiment de dignité, de liberté et d'indépendance, traditions, conception irrationnelle des valeurs, sont souvent des facteurs plus décisifs que l'intérêt économique. D'autres soutiennent la priorité de la politique extérieure. Il est hors de doute qu'à certains moments, c'est elle qui prime, notamment quand il s'agit de défendre, en face des pays voisins, l'indépendance de la nation, son intégrité territoriale ou ses besoins d'expansion. Un homme d'Etat donne la vraie mesure de son sens des réalités en même temps que de sa valeur intime en définissant avec justesse l'objectif sur lequel il doit, le moment venu, concentrer ses propres forces et celles de sa nation.

### Les entraves au sens de la réalité

Deux dangers surtout menacent et peuvent paralyser le sens juste de la réalité chez l'homme d'Etat : le premier relève de la psychologie des foules ; c'est la puissance de l'opinion publique et des mots d'ordre ; l'autre relève de la psychologie individuelle : c'est l'esprit de suite doctrinaire. En son langage singulier, Bacon appellerait le premier *idolum fori* et le second *idolum specus* du sens de la réalité.

Parallèlement au progrès des sciences et de la technique, la tendance à l'objectivité s'est fortement accentuée dans l'esprit de l'homme moderne. Dans la plupart des domaines de la vie, le savoir pèse plus lourd que les phrases, les connaissances techniques pèsent plus lourd que le sentiment, les faits sont plus forts que la dialectique, et les statistiques que les mots. Toutefois là où *l'appréciation* joue un rôle prépondérant, comme c'est le cas en politique, le sentiment, la rhétorique, la persuasion, les mots d'ordre, l'imagination, la fiction, la popularité demeurent de puissants facteurs. Leurs effets menacent d'affaiblir le sens de la réalité chez l'homme d'Etat s'il n'est pas une personnalité assez forte, et de troubler sa clairvoyance. L'homme doué d'un infaillible sens de la réalité ne se laisse pas duper par la force suggestive des formules et des mots d'ordre, mais en pèse tout de suite le contenu réel, quelque puissante que soit leur magie sentimentale, quelle que soit la fascination qu'ils exercent sur les foules. Il est fréquent qu'une nation soit emportée par un enthousiasme idéal (et la presse joue un grand rôle dans ces mouvements) et l'âme de la foule excitée, souvent de façon artificielle, s'enflamme pour une idée qui n'est pas conforme à l'intérêt national, voire, qui est nettement contraire à la raison d'Etat. Quel sens puissant de la réalité et quelle force de volonté ne faut-il pas alors à l'homme d'Etat, pour ne pas se laisser emporter par le flot des mots d'ordre, pour s'y opposer même au prix de sa popularité,



et pour garder le bon sens qui seul convient en face de la réalité.

Quelle force magique ont aujourd'hui encore, en démocratie, les mots d'ordre de la Révolution française : liberté et égalité ! Combien l'empire de ces mots, d'ailleurs respectables, trouble aujourd'hui même le sens de la réalité chez l'homme d'Etat. Ceux qui ont un sens plus profond des réalités s'aperçoivent aussitôt que pour satisfaire l'un on ampute nécessairement l'autre, puisqu'il s'agit en l'espèce d'idéals essentiellement contradictoires : ou bien il y a *égalité* — et alors il n'y a pas de liberté, car l'individu ne peut développer librement ses propres forces et il est obligé de se noyer dans la grisaille de l'uniformité mécanique ; ou bien il y a *liberté*, et alors il n'y a plus d'égalité, puisqu'il est impossible d'enfermer la vie individuelle dans des schémas identiques. L'art de la politique consiste à trouver le moyen de concilier et mettre en harmonie, dans la réalité, ces deux principes, pour que la vie de l'individu et celle de la communauté soient supportables.

L'emprise exercée par les mots d'ordre sur le sens de la réalité est due, dans la plupart des cas, à la soif de popularité des hommes d'Etat, à la suggestion des foules qu'ils subissent, et à leur vanité qui, d'avance, leur présente les réalités sous un jour faux et obscurcit insensiblement leur vision nette et objective des faits. Cependant le véritable réaliste est capable de vaincre en lui la vanité, cet embellissement personnel des apparences.

L'autre source typique de l'obscurcissement du sens de la réalité est l'obstination de l'homme d'Etat à s'attacher obstinément à ses idées premières, le manque de la souplesse commandée par la situation. Généralement les idéals politiques peuvent être approchés non par de brusques percées de front à la hussarde, mais bien par un travail lent et graduel. L'homme d'Etat doit fixer son idéal, mais souvent, se heurtant au mur de la réalité, il n'y peut parvenir qu'en suivant un chemin tortueux. La récente évolution du so-

cialisme le prouve on ne peut mieux. La social-démocratie, en effet, s'est assigné pour but la réalisation d'utopies lointaines, mais pourtant elle a eu assez de souplesse pour renoncer à la logique étroite de ses principes, pour s'accommoder de l'empire des conditions du moment et s'efforcer de réaliser graduellement ses idéals. L'exemple de Bebel, de Jaurès, adversaires de l'«action directe» et ne négligeant aucune possibilité d'introduire des réformes, celui de Lénine même qui n'a pas hésité à rétablir en partie la propriété privée quand les circonstances l'ont exigé, sont caractéristiques à cet égard.

L'instauration d'un nouveau régime politique différant des traditions exige le maximum de sens de la réalité mais exclut en même temps l'attachement rigide aux principes primitivement érigés. Quand on lui demanda si, après dix années de pouvoir, ce qu'il avait atteint correspondait à ce qu'il avait projeté, Mussolini répondit par un *non* catégorique : «Ce n'est pas la voie que j'avais imaginée. Mais le pèlerin est le même. La route a changé, car ainsi l'a voulu l'histoire. L'individu est demeuré identique. L'expérience modifie le projet primitif. La matière de l'homme politique, l'homme, est une matière vivante. Il en est autrement chez le sculpteur, qui travaille avec le marbre, le bronze ou la pierre. Ma matière à moi est mobile, variée, soumise à l'influence des morts et même à celle des femmes. Toute cette matière est tellement élastique que généralement le résultat d'un geste n'est pas toujours celui que l'on prévoyait». (*Entretiens*, p. 188).

### Sens des réalités et histoire

La vision pratique que les hommes d'Etat anglais ont de la réalité et qui n'a rien de la théorie rigide, est un des facteurs historiques les plus importants et typiques de l'essor de leur puissance nationale. L'Angleterre, île défendue par la mer, engage toutes ses grandes guerres sans y être sufisam-



ment préparée. Au début, elle est toujours prise au dépourvu et essuie des échecs ; mais sans se décourager, tenacement, elle poursuit la lutte en cherchant à s'adapter aux besoins de la réalité ; selon le mot de Wellington : « Elle ne gagne qu'une seule bataille, mais c'est toujours la dernière. » Elle trouve à toute époque un excellent chef ou un génie organisateur, soldat ou homme d'Etat, ou quelqu'un dont l'esprit réunit en une seule personne ces deux qualités. Cromwell, homme d'Etat, n'avait jamais été soldat, et cependant il organisa très bien l'armée du Parlement, défait le roi, les Irlandais, les Espagnols, les Hollandais et une armée écossaise dont l'importance numérique était triple de la sienne. En 1655, il dit lui-même au Parlement : « D'après mes expériences dans la vie militaire, j'ai compté au début sur quelques déceptions, quelques défaites, qui préparent souvent de grandes victoires. » Ces paroles caractérisent très bien la ligne générale de l'histoire de l'Angleterre jusqu'à la grande guerre. En somme, Cromwell n'avait guère de connaissances techniques, mais il avait un sens infailible des réalités et une puissante volonté d'organisation. Il en était de même pour Marlborough, les deux Pitt, Wellington et jusqu'à Lloyd George.

Le Français, rationaliste, aime les idées générales et les déductions logiques qu'il en tire ; aussi, la plupart des mots d'ordre politiques à effet ont-ils été lancés en France, pays des expériences de formes d'Etat. Pour formuler des idéals, la France est la première nation politique, tout comme l'Angleterre l'est dans l'action. N'empêche qu'en fait d'hommes d'action, la France a eu aussi Richelieu, Colbert, Thiers, Clemenceau.

Napoléon est l'incarnation du génie de l'action possédant un sens aigu de la réalité. Il aime à dire avec une nuance de dédain : « Necker, c'est un idéologue ; La Fayette, un idéologue. » L'idée, le but n'ont pas de sens pour lui avant qu'il n'ait choisi les moyens de réalisation et qu'il n'en dispose. Alors seulement il est dans son élément : il prévoit tout,

minutieusement, et il ne lui reste plus qu'à mettre en marche le moteur de sa volonté. Son sens aigu des réalités s'est traduit magnifiquement par ses nombreuses batailles, par son admirable oeuvre législative et organisatrice. Cependant, plus tard, il fait faillite en raison de son insatiable soif de domination et de conquête : la passion impérialiste illimitée qui le poussait à tout écraser, le rendit aveugle en face de la réalité. Talleyrand, l'homme de la froide raison, le pressentit à temps. Après la bataille d'Austerlitz, il lui recommande de ne pas trop humilier l'Autriche, voire de la gagner comme alliée. Mais le sens de la réalité abandonne le vainqueur triomphant de la bataille des trois Empereurs : il ne l'écoute plus. Déjà, à Tilsit, Talleyrand, instruit par l'expérience, entrevoit les premières lézardes dans l'audacieux édifice napoléonien, ainsi que les changements et les petites fissures. Il quitte son poste de ministre des affaires étrangères et se sépare de l'Empereur qui court à sa perte. La tragédie se produit effectivement quelques années plus tard, parce que ce génie grisé par les succès dans son impérialisme effréné, finit par ne plus compter avec les réalités.

A ce point de vue Bismarck présente avec Napoléon un contraste frappant : aucun succès ne peut altérer son réalisme. De la position de l'Allemagne il a une vision nette, même au sommet de ses victoires. Il connaît les conditions politiques, l'âme et les capacités des hommes d'Etat et des diplomates, aussi bien que la situation historique et économique, non seulement dans les autres Etats allemands, mais aussi en Autriche, en France, en Angleterre et en Russie. C'est à ces conditions qu'il adapte, au moment voulu, ses moyens d'action, le ton de ses négociations et le poids de sa puissance militaire. Après la constitution de l'Empire Allemand, son principe primordial, exposé plus tard dans ses Mémoires, c'est que l'Allemagne ne peut se mesurer à la fois qu'à une seule grande puissance. Le principe d'un seul adversaire était déjà la pensée dominante des Romains, principe dont Machiavel admirait tellement l'application dans leur his-



toire : Rome ne fit jamais la guerre à la fois à deux ennemis importants ; s'il avait été simultanément attaqué par deux adversaires avec des forces fraîches, l'Empire aurait sans doute péri. Le réalisme de Bismarck l'incite à s'engager dans la même voie. Sentant qu'il ne pourrait jamais se concilier la France, il estima que l'Allemagne devait veiller particulièrement sur les relations et la paix avec la Russie et l'Angleterre, et en conséquence ne devait pas menacer les intérêts de la Russie dans les Balkans, ni la suprématie maritime de l'Angleterre, sinon ces deux puissances entraient immédiatement en coalition et, alliées à la France, encercleraient l'Allemagne. Ce cauchemar des coalitions, qui hantait Bismarck, — la grande guerre mondiale le vit se réaliser. Pourquoi ? Parce qu'aux successeurs de Bismarck l'inspiration du sens des réalités vivantes faisait défaut. Bülow ignorait les traditions et l'esprit de la politique anglaise, il était incapable de juger à sa juste valeur l'importance et la force historique de la tension entre Londres et Berlin. Aussi ne continua-t-il pas l'oeuvre de Bismarck, fasciné qu'il était par la politique navale, le chemin de fer de Bagdad, l'égalité sur terre et sur mer et l'expansion coloniale. Le développement excessif de la flotte ne fit qu'irriter l'Angleterre, et aboutit à l'isolement et à l'encerclement de l'Allemagne. Le sens réaliste de Bismarck qui, lui, n'était pas un illusionniste politique comme ses successeurs, avait nettement pressenti ce danger.

La vue réaliste de Bismarck fut moins sûre en ce qui concerne l'avenir de la social-démocratie. Il croyait que le grand problème social et économique pouvait être résolu par la force : il n'entendait pas les remous qui montaient du fond de la société. En 1893, il fit, devant A. von Brauer, une déclaration dont quelques passages sont devenus, à la lumière de la révolution d'octobre 1918, de véritables prophéties : « Je ne crois pas à l'avenir de la social-démocratie. Ses utopies ne seront pas réalisables, tant que les hommes préféreront la liberté aux prisons. Il se peut évidemment

que par suite de l'impuissance des gouvernants, les choses en arrivent à tel point qu'en Europe, comme c'est maintenant le cas de la France, nous soyons tous des républiques radicales. Dans ce cas-là, chez nous, la situation ne sera ni pire ni plus incertaine qu'en France aujourd'hui. Ainsi donc, ceux qui ont le plus à craindre de la social-démocratie, ce ne sont pas les propriétaires, mais les souverains : les premiers finiront par composer avec la république radicale et sauront se défendre contre l'abolition de la propriété privée, qu'au fond les petites gens eux-mêmes ne désirent pas. Mais si le mouvement révolutionnaire continue à se développer sans être entravé, les souverains seront balayés. Il est absurde qu'une monarchie laisse librement travailler les sociaux-démocrates, comme si ces derniers visaient, à l'instar des autres partis, des buts licites. *Aqua et igni interdicti* ! Voilà comment les Romains traitaient les ennemis de l'Empire. Nous pouvons profiter aujourd'hui encore des enseignements de leur merveilleuse expérience politique . . . Il serait indiqué de mettre quelques-uns des principaux meneurs sous les verrous et de déclarer explicitement par un acte législatif que les chefs sociaux-démocrates sont hors la loi. » Cependant, Bismarck ne se contenta pas de la persécution. Avec son sens aigu des réalités, il essaya de réaliser la plupart des revendications socialistes, mais par le pouvoir légal de l'Etat ; il tâcha d'administrer au corps de la société le contre-poison de la législation ouvrière. Il considérait l'Etat non comme une simple entité juridique, mais comme un organisme social dont le devoir est de défendre les classes économiquement faibles. C'est lui qui instaura les assurances sociales obligatoires pour les ouvriers en cas de maladie, accidents, incapacité de travail et vieillesse. Cette oeuvre monumentale de politique sociale demeura longtemps sans pareille en Europe.





## DEUXIEME PARTIE

# PSYCHOLOGIE DE L'HOMME D'ETAT

### CHAPITRE I

## DIVERS TYPES DE L'ÂME POLITIQUE

Structure complexe de l'âme politique. — Unité morale et style politique. — L'homme d'Etat objectif et l'homme d'Etat subjectif. — L'âge et la politique. — L'esprit abstrait et l'esprit concret. — Statisme et dynamisme en politique.

### Structure complexe de l'âme politique

Dans les chapitres précédents nous avons étudié les principales qualités constituant la nature morale du véritable homme d'Etat. Leur racine principale est la *conscience de la vocation*, dont la substance est l'*idéal politique*, et qui est stimulée par la passion fervente de l'*éros politique*. Son instrument réalisateur est l'énergie inlassable de la *volonté*, sa suprême instance morale, la *conscience des responsabilités*, son fluide propagateur, la *force suggestive* émanant de l'individu. Elle s'appuie sur deux auxiliaires précieux : le *sens de la réalité et la connaissance de l'âme humaine*.

Comme nous avons pu le constater, ces qualités normatives ne se retrouvent chez les hommes d'Etat que dans une mesure plus ou moins forte : au cours de l'histoire, elles apparaissent sous des formes intermédiaires très variées, constituant des types divers. Tandis que jusqu'ici, nous avons examiné l'âme politique pour ainsi dire d'en haut,



sous l'angle des exigences idéales posées à l'esprit, notre examen portera maintenant sur l'aspect opposé du problème : quel est le rôle typique que jouent dans la vie politique *l'intellect* avec sa capacité de discernement et sa faculté discursive, les *sentiments humains* tels que l'amour et la haine, le sentiment de la puissance et l'empire sur soi, l'ambition et la vanité, enfin *la volonté* par l'attachement aux doctrines ou par l'adaptation aux réalités. Le but de notre examen sera de rechercher dans quels types ou peut faire rentrer les divers hommes d'Etat en partant de ces points de vue psychologiques.

Le véritable homme d'Etat n'est pas un individu quelconque, un «homme moyen», mais une personnalité marquante, nettement définie. Aussi la prédominance de certains de ses traits psychiques permet-elle de le ranger dans tel ou tel type déterminé. Entre l'individualité et le type, il existe un rapport que l'on ne doit pas négliger. En raison de certains de leurs traits, les individualités rentrent dans un type commun, tandis que le type se différencie en individualités. Le type n'est pas une notion de catégorie inaltérable, un schéma fixe dans lequel une personne ou un objet, du fait de ses propriétés, rentre ou ne rentre pas, mais c'est un filet souple par lequel on saisit les qualités ou les faits plus ou moins analogues. Le type consiste en une certaine constance du caractère, déterminée par la prépondérance de certaines particularités de l'individu, par la prédominance de certains penchants ou de certaines fonctions. Dans le type, certaines qualités apparaissent ordinairement ensemble, en corrélation : la présence de l'une permet de conclure à la présence de l'autre qui, d'habitude, l'accompagne. Ces qualités figurant pour la plupart en commun constituent la *structure morale typique* d'une personnalité. Il serait faux de comparer cette *structure* à un *mécanisme*, car alors que le bon fonctionnement d'un mécanisme quelconque exige la présence de toutes les pièces, la *structure morale* ne contient au contraire les qualités typi-

ques et leurs concomitantes que dans une mesure plus ou moins grande. La structure morale est la corrélation plus ou moins intense de certaines propriétés morales prépondérantes.

De par sa nature même, cette structure comporte une certaine unité : les qualités qui la composent sont homogènes, concordantes et cohérentes. Mais — se demandera-t-on — est-ce cette structure morale, bien équilibrée et harmonieuse qui est propre aux esprits combattifs, dynamiques, échauffés par la passion politique, que sont pour la plupart les hommes d'Etat, déchirés souvent par les dispositions les plus contradictoires : tendresse du cœur et froideur de la raison, dévouement et égoïsme, haine et amour, pitié et cruauté, soif de lutte et désir de repos, emportements brusques de la volonté et hésitations scrupuleuses, fatalisme résigné et activisme débordant se disputent à tour de rôle leur âme.

«Pourquoi faut-il que je sois en harmonie avec moi-même?» se demande le grand Bismarck. Au cours de son voyage à Gastein, en 1865, il se rappelle le mot de Goethe : «Deux âmes se combattent en moi!» «En moi, ajoute-t-il, non seulement deux âmes mais toute une armée d'âmes se combattent comme dans une guerre civile». Il avoue lui-même que son âme est pleine d'antithèses ; en effet, au cours de sa longue carrière, Bismarck nous apparaît continuellement déchiré par un dualisme tragique : la volonté de puissance et la conscience du devoir s'affrontent perpétuellement dans son âme, il est en proie à une lutte continuelle entre sa soif d'action et son profond désir de repos ; vengeance et fidélité, volonté de créer et esprit critique, génie grandiose et mesquinerie humaine, emportements brusques et calme olympien se livrent bataille en lui. Le fondateur de l'Empire allemand, le grand défenseur du principe de la monarchie, était au fond, une âme révolutionnaire : ses débuts à la Diète de Prusse, aussi bien que la façon dont il traita les hommes politiques et les souverains



au cours de sa carrière, son audace, ses manières agressives ses menaces perpétuelles en témoignent. Cependant cette âme révolutionnaire est tout entière au service de l'ordre, mais c'est son ordre à lui. Il réclame une liberté illimitée, pour lui-même, mais une discipline sévère pour les autres. La structure de son âme est révolutionnaire, mais son attitude extérieure s'inspire du conservatisme. Éternellement en butte à son conflit intérieur, son esprit ne connaît pas de répit.

Son contemporain Cavour, autre grand homme d'Etat créateur de l'époque, est également un caractère complexe. Il est bien difficile d'identifier sa personnalité, étant donné ses qualités contradictoires. «Il réunit — dit un de ses biographes — la témérité et la prudence, l'obstination et l'élasticité, la puissance de l'énergie volontaire et l'affabilité persuasive, le calcul méthodique et la prévision intuitive, l'intelligence pénétrante et la puissance de l'inspiration, l'imagination vivace et la froide logique, un sens égal pour les principes généraux et pour les faits positifs, l'intérêt matériel et la passion patriotique».

L'âme de Gladstone représente également un curieux alliage de qualités des plus contradictoires. Quatre fois premier ministre durant une carrière politique de soixante-trois ans, il est conservateur et révolutionnaire à la fois ; dangereusement impulsif, il montre parfois une prudence excessive, si bien qu'on l'accuse d'hypocrisie. La dualité de son âme reste totalement incompréhensible à ses contemporains. Elevé dans le culte des traditions propre aux Anglais, il incline au conservatisme, surtout en théorie : dans ses oeuvres scientifiques, il représente l'orthodoxie la plus farouche, affirmant que l'Iliade et l'Odyssée sont en entier l'oeuvre d'Homère, que la succession des livres de l'Ancien Testament correspond à un ordre chronologique réel, etc. Par contre, il pousse aux réformes le plus hardiment radicales en ce qui concerne la Constitution, la politique extérieure anglaise et l'Eglise anglicane. Ses convictions reli-

gieuses, très proches du catholicisme romain, ne l'empêchent pas d'être un des chefs les plus intransigeants de l'Eglise protestante non-conformiste. Les brusques volte-face de sa longue carrière politique sont sincères, mais les attitudes contradictoires qu'il adoptait ont fait croire à la plupart de ses contemporains qu'il sacrifiait les intérêts de la société à son ambition personnelle. Il énonce des principes sans les suivre lui-même. Il se pose en défenseur des institutions qu'il sera le premier à attaquer le lendemain. Dominé par ses sentiments et ses impulsions, Gladstone est un impressionniste indevinable, bien qu'en maints cas il fasse appel à la froide logique, quasi *more mathematico*.

Mais à côté des grands hommes politiques de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie, celui qui, à cette époque, présidait aux destinées de la France, Thiers, avait également une âme à deux faces : son subconscient, ses sentiments l'entraînent vers le conservatisme ; mais, par son activité politique consciente, il est un véritable radical, un rationaliste français. Ses instincts l'attirent vers l'ordre, la tradition, la discipline, l'autorité ; au contraire, son rationalisme fait de lui un héritier de la pensée voltairienne, qui vise à instaurer dans la société l'ordre rationnel, fût-ce au prix d'une révolution. Le secret des multiples revirements qui marquent sa longue carrière politique réside dans cette dualité de son esprit ; en somme les deux grands facteurs psychologiques de cette carrière si variée sont l'amour de la patrie et une ambition passionnée, double ressort de toutes ses actions (à la fin de sa vie, il revint brusquement à ses opinions de jeunesse et à son radicalisme intégral). Rusé, égoïste, vaniteux, ambitieux, il est en même temps habile et souple. Ses qualités n'ont pas échappé à Balzac à qui il servit de modèle pour peindre son Rastignac. Mais en revanche, il faut reconnaître son dévouement, son désintéressement, son courage, sa conscience des responsabilités historiques et son énergie volontaire, qualités qui s'affirmèrent surtout dans la situation tragique que traversa son



pays. Dans son caractère, les impulsions instinctives et sentimentales luttaienent avec l'élément rationnel et conscient, et ces deux ordres de facteurs agissent plus d'une fois en des sens diamétralement opposés.

Du reste, chez la plupart des hommes d'Etat, l'harmonie de la structure morale est rompue par la lutte continue de deux forces contradictoires : l'affirmation et la négation de leur propre *moi*, l'ambition et l'esprit de sacrifice. Conflit de l'instinct et de la raison, de l'intuition et de la logique, de l'*homo divinus* et de l'*homo faber*, lutte éternelle, dualité inéluctable que l'on retrouvera dans toute l'histoire.

### Unité morale et style politique

Après examen approfondi, les qualités morales apparaissent néanmoins comme rentrant dans la cadre de la synthèse d'ordre supérieur qu'est la personnalité et montrent plus ou moins d'unité quant à leur structure : toute grande personnalité a sa propre architecture morale qui la caractérise. La personnalité est une unité complexe — *unitas multiplex* — qui déploie une activité autonome cohérente tendant vers un but unique, malgré l'extrême complexité, voire l'opposition de ses éléments disparates. A travers tous les conflits, toutes les oppositions qui peuvent fourmiller dans la nature d'un homme politique, une recherche tant soit peu approfondie permet de découvrir le noyau qui est à l'origine de sa carrière et de son oeuvre politique, cette «forme maîtresse» qui fait l'unité de la nature politique de l'individu. Les caractéristiques de l'individu, si complexes et si contradictoires soient-elles, présentent cependant une certaine unité immanente : toute grande personnalité a son style personnel. La biographie des hommes d'Etat ne suffit pas à définir ce style ; on le sent seulement comme une sensation quasi esthétique que les mots ne peuvent exprimer. S'il s'agit d'un tableau, l'on sent : c'est un Raphaël ; en entendant un air d'opéra, on se dit : cela ne peut être que du

Verdi ; en lisant un poème on identifie même l'auteur par le style. Tout cela on le sent, on le saisit d'une manière intuitive, irrationnelle. Il en est de même en politique : les hommes d'Etat ont également leur style personnel ; l'unité de leur esprit perce dans leur art politique, à travers toute la complexité de leurs actions, de leurs plans, de leurs attitudes.

Le discernement intuitif du style politique nous permet tout au moins de formuler un jugement négatif : nous sommes en mesure d'affirmer avec certitude que telle action ou tel courant politique ne peut être l'oeuvre de tel homme politique, tout comme notre sens du style nous permet de déclarer catégoriquement que tel poème ne saurait être l'oeuvre de Victor Hugo, par exemple. Ce que l'on peut attribuer à l'esprit capricieux, inquiet de Napoléon III, ne saurait être le fait de Disraeli, l'homme des froids calculs. Dans l'individualité de tout grand homme politique il y a un noyau constant dont l'action unifiante se manifeste dans toutes les péripéties de la vie, si variées qu'elles soient. Même les actions politiques qui se contredisent — et l'on en trouve dans la carrière de chaque homme d'Etat, car la politique est « l'art de s'adapter » — s'intègrent dans une unité psychologique supérieure : dans ces cas-là, c'est précisément l'esprit capricieux, ou la souplesse, l'inconséquence et la versatilité qui caractérisent le style politique en question. D'ailleurs, style artistique et style politique diffèrent nettement l'un de l'autre en ce que l'artiste, n'étant pas lié de manière absolue à la réalité, peut donner libre cours à ses penchants, à son imagination : rien n'empêche son style de rester uni ; l'homme politique au contraire, demeure toujours strictement lié aux conditions de la réalité auxquelles il lui faut s'adapter précisément dans l'intérêt de son but final et cela même aux dépens de l'unité et de la pureté de son style.

Les hommes d'Etat dirigeants sont en même temps les représentants de l'esprit de leur époque, dont ils sentent



les idéals et les tendances supra-individuels que leur personnalité absorbe en les représentant et en les servant. Ceci ajoute encore à l'unité de leur style. S'ils président à la vie politique, c'est qu'ils agissent dans l'esprit de leur époque, de ceux qu'ils gouvernent. Ainsi, le style de l'esprit du temps est leur style à eux. Le style impérialiste de César ne pouvait procéder que des aspirations de Rome à l'hégémonie mondiale ; un siècle plus tôt, César aurait échoué. La politique réactionnaire de Metternich n'était possible qu'après la Révolution française et l'époque napoléonienne, sous l'égide de la Sainte-Alliance. Les méthodes politiques d'un Bismarck, d'un Cavour sont déterminées par les aspirations à l'unité nationale qui se firent jour à cette époque. La politique coloniale anglaise, dont Disraeli fut le champion, n'eût guère été faisable cinquante ans auparavant, de même que Napoléon n'aurait pu instaurer le style politique de l'Empire sans la nostalgie de l'âme française, lassée de la révolution, vers une forte autorité centrale. Les dictatures de Mussolini, de Kemal, de Pilsudski, de Lénine furent le résultat du désarroi général qui suivit la guerre. En somme, la politique est le point d'intersection de l'individualité de l'homme d'Etat et de l'esprit des temps.

### **L'homme d'Etat subjectif et l'homme d'Etat objectif**

Dans l'analyse de la personnalité un important point de vue typologique est de savoir si celle-ci est dominée par la *raison* objective ou par les *sentiments* qui reflètent les différents états de son *moi*. De ce chef, les personnalités peuvent être classées dans deux vastes groupes : le type *objectif* et le type *subjectif*. Il en est de même en ce qui concerne les hommes d'Etat. On parle couramment de l'homme de la raison et de l'homme du sentiment, on distingue le type de l'homme d'Etat classique de celui de l'homme d'Etat romantique ; même, il ne serait pas déplacé de parler du type apollonien, froid, opposé au type dionysiaque. Cette discrimination,

basée sur l'opposition entre la raison et le monde des sentiments, est complétée par l'examen du rôle qu'est appelée à jouer la volonté, ce troisième facteur capital, dans le nuancement du type objectif et du type subjectif. Tout cela, bien entendu, n'est qu'une ébauche de types généraux qui, par la suite, seront traités de manière plus concrète quand nous aborderons l'étude des subdivisions déduites des types principaux.

L'homme d'Etat du type *objectif* est froid, réservé, flegmatique, de maintien égal, peu communicatif, conscient de sa dignité; il est majestueux, sans condescendance, ce qui fait que souvent on le suspecte d'orgueil. Pourtant, dans bien des cas, ce prétendu orgueil n'est, chez lui, qu'une sorte d'auto-défense, le moyen de s'interdire de parler d'un sujet qu'il ne connaît pas à fond. L'activité des hommes de ce type est en premier lieu guidée par la raison; leur jugement est pondéré; ils se distinguent par la prudence et l'horreur du risque. Un tel homme incline fortement à la contemplation, ses plans sont le fruit d'une longue évolution, mais il s'y attache avec obstination. Il est minutieux dans la définition de ses idéals et de son programme, l'imagination ne l'emporte jamais chez lui sur la réalité: c'est souvent un Fabius Cunctator de la politique, qui manque l'occasion d'agir pour s'être trop occupé des conséquences logiques de son acte. Par dessus tout, il tient à se faire une image adéquate de la réalité, sur la base d'une preuve méthodique; il considère la réalité politique et sociale comme un tout, qu'il veut faire entrer comme tel, d'une manière objective, dans sa conception. Or, cette tendance à l'intégrité logique et à la précision fait qu'il répugne à improviser; c'est un orateur classique, froid, qui mesure d'avance la portée de chacune de ses phrases. La froide logique prédominant dans sa nature, l'ardeur intime, le pathos fascinant, la force de suggestion lui font défaut. Sa personnalité inspire le respect plutôt que l'affection. Il peut convaincre, mais non conquérir. L'activité de la raison est prépondérante en lui et si



elle n'est pas secondée par le sens des réalités, il incline fortement à penser en pures doctrines. Homme de principes, il tend tout droit à son idéal ; sa pensée et son action politique rappellent l'architecture ogivale : c'est un homme d'Etat *gothique*. Par son idéal et ses principes élevés, il peut inspirer le respect et même le dévouement, et peut emporter l'esprit dans les hauteurs mystiques des voûtes où planent les idéals — mais malgré tout il laisse les âmes froides, aucune force suggestive d'action n'émane de sa personne. Un tel homme n'est pas capable d'enthousiasmer la foule, à laquelle il ne fait qu'en imposer.

L'homme d'Etat du type *subjectif* est enthousiaste, d'une spontanéité remarquable ; ses idées politiques sont empreintes de sentiment, ses réactions sont vives, brusques, rapides. Son esprit fertile ne connaît pas le calme, il foisonne d'idées, son imagination a des ressources inépuisables. Ses pensées surgissent par essaims, jaillissent, se bousculent, mais il n'a pas la patience de les approfondir, de les préciser ; la tendance à un système doctrinal, logiquement fermé, lui est étrangère. En général, il n'est pas l'homme des programmes fixes de longue haleine, l'homme qui s'attache à ses idées avec ténacité pendant de longues années. En revanche, il évolue plus facilement que l'homme à principes rigides. Ses idées lui viennent avec aisance, mais leur source est moins la réflexion logique que l'intuition et l'imagination. Aussi change-t-il d'opinion avec une facilité relativement grande, il incline aux volte-face politiques inopinées ; fortement impressionnable et impulsif, il a une imagination hardie. Se laissant guider surtout par l'intuition et l'instinct, il aime à s'attaquer à tel problème, tel détail de la vie politico-sociale, qu'il traite alors avec une fougue passionnée ; ce faisant, il incline à considérer son sujet sous l'angle des sentiments et à s'y plonger si bien qu'il finit par ne voir dans le monde que ce seul problème ou — en usant d'une généralisation arbitraire — par projeter sur un secteur entier de la vie la nature en détails

fragmentaires, à l'opposé de l'homme d'Etat objectif qui, développant ses idées avec logique et méthode, tend à la totalité.

C'est un orateur ardent, suggestif, dont l'éloquence et l'imagination captivent l'auditoire ; il exprime ses idées *in statu nascendi*, au lieu de préparer des discours minutieux et froids. Grand improvisateur, il confond son talent avec le travail créateur. Ses répliques sont cinglantes, rapides ; maître des situations imprévues, c'est un conquérant d'hommes. Sa vie sentimentale intense fait que ses discours sont passionnés ; la doctrine pure n'est pas son fort, il est ennemi de l'abstraction. Son style oratoire plastique a parfois tendance à s'enfler ; souvent les idées s'y perdent dans une trop riche ornementation sentimentale : si l'homme d'Etat du type objectif rappelle le style gothique, l'homme d'Etat subjectif rappelle le style *baroque*. C'est un homme de combat, un agitateur aux réactions sentimentales intenses, au tempérament sanguin. Politicien de parti et organisateur, son action est fondée sur son rayonnement suggestif, sur son ascendant personnel : il sait rendre l'espoir aux hésitants, et inspirer la persévérance. Son exemple multiplie l'énergie des autres. L'individualité du type apollonien est comme une lumière sans chaleur, tandis que le dionysiaque, dont l'éclat dure moins, fait fondre toutes les résistances. La vie de l'homme d'Etat du type objectif ressemble à un drame classique régulier, formant un tout complet où tout épisode sert logiquement l'action principale. La vie du politicien subjectif est une pièce romantique où fourmillent les contradictions et qui défie les règles, mais qui abonde en scènes grandioses et poignantes.

Cette esquisse psychologique ne représente naturellement que deux types extrêmes. En réalité, le caractère de la plupart des hommes d'Etat constitue des formes intermédiaires entre ces deux pôles. Si l'on classe Richelieu, Colbert, Metternich ou Disraeli parmi les hommes d'Etat objectifs, cela ne signifie nullement que les sentiments n'aient joué



aucun rôle dans leur activité politique. De même, il faut savoir faire la part de la raison lucide dans l'activité de Cromwell, Clemenceau, Briand, Lloyd George ou Winston Churchill, exemples du type subjectif. Il ne s'agit pas ici de l'exclusivité, mais seulement de la prédominance de la raison ou des sentiments, dont l'heureux équilibre est parfois surprenant dans le caractère d'un Bismarck, d'un Cavour, d'un Thiers, d'un Gladstone, ou d'un Mussolini. Leur caractère unit la passion à la logique, la réflexion logique à l'intuition ; l'imagination et le sens de la réalité y marchent de pair ; la fidélité à leurs doctrines ne les empêche pas de s'adapter aux exigences du moment, grâce aux multiples ressources de leur personnalité.

### L'âge et la politique

La plupart des hommes appartiennent dans leur jeunesse au type subjectif, tandis que la vieillesse les rapproche du type objectif, et que dans l'âge viril ils représentent la transition entre les deux types.

L'homme politique jeune présente, dans la plupart des cas, toutes les caractéristiques du type subjectif : les sentiments, les passions sont le principal mobile de la jeunesse débordant d'énergies qui cherchent à s'affirmer. Il est animé de sympathies et d'antipathies passionnées, d'un courage intrépide, d'un amour-propre et d'une ambition que les expériences de la vie n'ont pas encore mitigés. La lutte pour la liberté nationale ou l'idéal des réformes sociales sont les motifs qui le poussent d'ordinaire à l'action politique, son âme respire une candeur idéaliste que n'a pas encore flétrie la connaissance approfondie de la nature humaine et de la vie réelle.

Aussi la jeunesse représente-t-elle en majeure partie le radicalisme ; ses débuts sont marqués par une tendance à la critique exagérée, elle se révolte contre l'ordre traditionnel, réclame des réformes radicales et voudrait transformer le

monde de fond en comble, et par conséquent se refuse à tout compromis. Le jeune politique prétend faire le bonheur de l'humanité et voudrait refaire le monde à son image. Aussi n'a-t-il pas de respect pour les traditions, il les hait même, car ce sont autant d'entraves à la réalisation de ses idées. Il veut rompre radicalement avec le passé pour inaugurer enfin un ordre politique social nouveau et rationnel, il méprise les enseignements de l'histoire parce qu'il est un rationaliste naïf : rationaliste, parce que sans expérience, idéaliste parce qu'il croit pouvoir façonner la réalité au gré de la raison. Aussi la plupart des mouvements réformistes naissent-ils parmi les jeunes. D'autre part, ce rationalisme si particulier à la jeunesse, ne signifie pas du tout la primauté de la raison critique, objective, examinant les conditions de la réalité sous leurs aspects multiples ; ce rationalisme représente au fond le règne de la « raison pure » et de l'imagination poussée par des sentiments instinctifs et ébauchant dans le vide des idées abstraites l'image d'une réalité idéalisée, pleine d'éléments subjectifs. La jeunesse n'a pas de passé, donc pas de titres dont elle puisse se prévaloir même dans le domaine des réformes : sa vitalité débordante, sa force nouvelle, les *possibilités* qu'elle a devant elle — en somme, sa jeunesse même — sont le principal titre qu'elle peut invoquer.

Le vieux politique est, presque toujours, du type objectif ; les sentiments et les passions ont, chez lui, fait place à la raison calme et pondérée. « Tout homme est un Adam — dit Goethe — car une fois il est chassé du paradis des passions ardentes ». Avec le déclin physique, l'esprit perd de sa vigueur agressive et s'intellectualise. La tendance à l'abstraction succède à l'imagination plastique de la jeunesse. Le vieillard ne forge plus de ces vastes plans dont la réalisation exigerait une volonté de fer ; il préfère critiquer les projets des jeunes, en invoquant son expérience. Il est conservateur : il n'a plus aucune réceptivité pour les valeurs nouvelles, il ne les comprend pas. Il ne se sent plus à l'aise



au milieu des nouveaux courants politiques, souvent il voit mal les choses et les juge de même : « L'écriture la plus claire devient illisible à latombée du jour » (Goethe). L'homme politique sur le retour a souvent tendance à tout critiquer avec hauteur, parce que ses propres forces créatrices sont taries. Cet esprit critique est, chez les vieux, un signe de faiblesse, tandis que chez les jeunes il procède d'une vitalité débordante. Le vieillard s'efforce de sauvegarder l'ancien état de choses : la marche de sa pensée est analytique, alors que le jeune homme qui veut créer, même au prix de la destruction de l'ordre existant, est plutôt un penseur synthétique. « Presque toutes les grandes choses ont été faites par les jeunes », écrit Disraeli dans *Coningsby*. Faute d'énergie créatrice, la vitalité du vieillard se dessèche peu à peu, se pétrifie dans un formalisme vide. Il sent que le livre de sa vie n'aura plus de chapitres nouveaux et féconds, mais tout au plus un épilogue, quelques notes marginales, une mise au point du passé. Mais ce n'est là, bien entendu, que le type général, et qui comporte de nombreuses exceptions. De même que certains vieillards furent des génies créateurs dans l'art et dans les sciences (Platon, Kant, Michel-Ange, Le Titien, Verdi, Goethe, Ibsen), on peut citer un grand nombre d'hommes d'Etat qui atteignirent l'âge patriarcal sans perdre de leur force créatrice (Pitt le vieux, Disraeli, Gladstone, Thiers, Clemenceau, Briand, Bismarck, Léon XIII, Kossuth). Le style politique de l'âge avancé est calme, philosophique, portant l'empreinte d'une certaine élévation. L'individu n'est pas une monade suivant une évolution isolée, mais subit sans cesse les impressions du milieu ; cette évolution morale est continue, bien qu'elle passe par des changements brusques, jusqu'à ce que dans la vieillesse, elle se parachève. Dès lors, l'individu aura développé tout ce que son être recélait. C'est pour cette raison que de grands artistes, comme Michel-Ange, Dürer ou Rembrandt, préférèrent les vieux modèles aux jeunes. L'homme vieux est arrivé à une pleine maturité, il n'attend

plus de changements de la vie : de là son calme, sa patience. Un curieux paradoxe est à signaler à ce sujet : le jeune est toujours pressé d'agir, comme s'il craignait de manquer de temps, tandis que le vieillard est lent, pondéré, calme patient, comme s'il avait encore devant lui de longues années à vivre.

Du fait de leur nature opposée, jeunes et vieux sont des adversaires. Pères et fils s'affrontent : tant que nous sommes jeunes, nous ne cessons de combattre les vieux ; une fois la vieillesse atteinte, nous sommes mécontents des jeunes. Il semble cependant que cette lutte des générations n'ait jamais été aussi acharnée que de nos jours. La guerre mondiale a provoqué des glissements énormes dans la stratification de la société et ses effets rappellent ceux des cataclysmes géologiques de la préhistoire : la refonte morale produite par la guerre dans la nouvelle génération, aurait nécessité en d'autres temps tout un âge d'homme. Dans tous les domaines, qu'il s'agisse de politique, de littérature ou d'art, le sentiment de la jeunesse, quant aux valeurs, a passé par une métamorphose rapide et s'est trouvé subitement écarté de la conception des vieux. L'appréciation des diverses valeurs étant un fait psychologique d'ordre affectif et irrationnel échappant aux démonstrations de la logique, les vieux ne comprennent pas les jeunes et *vice versa*. Le déséquilibre actuel de la vie économique mondiale ne fait qu'aggraver la situation : la jeunesse ne trouvant pas à employer ses forces et réduite à la misère, envie les vieux installés dans leurs situations et ayant une vie plus facile. Mais il est en outre une raison plus profonde à cet antagonisme, celle que signalait Faguet, voilà plusieurs dizaines d'années : la pénétration de plus en plus accentuée de la *démocratie*.

Au sein des collectivités primitives, où l'évolution est lente, le pouvoir appartient aux vieux parce qu'ils ont l'expérience, ils connaissent mieux les traditions, les précédents, l'origine historique des choses. Ils sont vénérés par tous : la *gérontocratie* est une forme de gouvernement très



ancienne. La société primitive met d'autant plus sa confiance dans les conseils des vieux, des patriarches, que ceux-ci ne sont plus sujets aux passions, aux caprices et que, n'ayant plus d'ambitions personnelles, leur jugement est objectif. Vieux et sage, *géron* et *sophos* sont à peu près synonymes chez les Grecs anciens. Mais l'autorité des «anciens», basée premièrement sur leur expérience, sur leur mémoire, fut lentement mais sûrement rongée par la vulgarisation de l'écriture et des livres. Ce qui était jusqu'alors le privilège des vieux — écrit Faguet — devint rapidement accessible aux jeunes. La mémoire des vieux cessa d'être «la bibliothèque de la nation», la jeunesse pouvant désormais s'instruire sur toutes choses dans les livres. Par ailleurs, du fait de la démocratisation des connaissances, l'autorité des vieux s'affaiblit aussi bien que le culte des traditions historiques. Dans la Grèce antique de la démocratie et de Périclès, les comédies raillent déjà les vieux qu'elles représentent comme des bavards ennuyeux, pédants et têtus. Les auteurs pouvaient être certains du succès auprès d'un public composé en majeure partie de jeunes gens.

En ridiculisant les vieillards Molière continue les traditions de Plaute et d'Aristophane, et au XVIII<sup>e</sup> siècle le mouvement rationaliste et démocratique procède dans la même direction : on s'attaque aux vieux, prêcheurs du conservatisme et obstacles au progrès, adversaires des réformes, donc ennemis qu'il faut combattre. Les vieux exigent le respect pour leur âge, mais la foule — écrit Faguet — ne respecte personne ; elle s'enthousiasme, elle aime ; cependant, elle refuse le respect même à celui qu'elle adore. La foule hait ou adore, mais elle ne respecte pas. Or, lorsque les vieux ne se sentent plus respectés, ils se retirent avec résignation, craignant la force brutale de la jeunesse ; c'est une sorte d'émigration morale. Aujourd'hui même, où la lutte entre jeunes et vieux connaît une acuité particulière, en maints endroits ce sont les vieux eux-mêmes qui, las du combat, appellent les jeunes pour les remplacer.

Nicolas Murray Butler, président de l'Université Columbia, une des sommités de la science américaine, affirme que les hommes âgés, ceux qui dirigèrent les peuples avant et pendant la guerre mondiale, sont incapables de s'écarter de leur idéologie surannée, de renoncer à leurs formules usées, de puiser aux sources fraîches et nouvelles de la vie. «La vie a changé, mais eux, ils ferment les yeux. L'obstination des vieillards ruine le monde». Le terme de *gérontocratie* a donc singulièrement changé de valeur. Tandis qu'autrefois elle signifiait une pieuse vénération, elle représente aujourd'hui une forme de gouvernement bizarre, persiflée, grotesque, quoique le mot lui-même règne encore dans la terminologie politique : «Sénat» et «sénateurs» reflètent toujours l'ancien prestige dont jouissait l'âge.

La lutte éternelle continue, et avec plus d'âpreté encore. Les générations qui ont fait la guerre sont convaincues que les vieux qui se survivent à eux-mêmes, barrent le chemin de leur réussite ; par contre les vieux, obstinés, croient que si l'on n'y met ordre, les jeunes finiront par tout détruire. «Les pères — écrit Nietzsche — ont beaucoup à faire s'ils veulent réparer le fait d'avoir des fils». Les vieux sont des *beati possidentes* qui ne veulent rien céder aux jeunes du patrimoine et du champ d'action qu'ils ont acquis, tandis que les jeunes, *rerum novarum cupidi*, brûlent du désir de prendre la place de ces «anachronismes vivants», pour travailler à leur tour à faire triompher leurs idées et à se faire, eux aussi, un patrimoine. Dans la succession éternelle des générations, les vieux se cramponnent au *passé*, les jeunes aspirent à l'*avenir* dont ils sont les artisans. Mais la loi inexorable de la nature exige que les uns et les autres s'affrontent sans cesse dans le *présent*.

Le rythme précipité de la vie de notre époque enrichit ce drame d'une nuance nouvelle : les vieux veulent paraître jeunes. C'est la jeunesse qui représente la vitalité, le dynamisme. Par conséquent, les vieux cherchent à se donner un semblant de jeunesse. L'allure vertigineuse de la vie mo-



derne leur vient en aide ; aujourd'hui le passé n'a aucun relief, le flux des impressions nouvelles ensevelit tout ce qui est d'hier, tout est vite oublié. Passé récent et passé lointain se confondent : ce qui est arrivé hier est déjà vieux jeu ; tout ce qui est passé, c'est du passé, sans qu'il soit fait de distinction. Le présent domine tout et les générations se confondent en lui : les vieux font semblant de ne jamais vieillir, et les enfants se conduisent en personnes mûries par l'âge. La différence de l'âge s'estompe, mais avec elle décline, voire disparaît également le respect de la vieillesse. Ainsi, les jeunes se font vieux et les vieux veulent à tout prix paraître jeunes ; leur habillement, leurs manières, leurs gestes imitent la jeunesse folâtre. Mais ce faisant, les vieux renoncent spontanément au respect dû à l'âge ; ils comblent eux-mêmes le fossé qui les séparait de la jeunesse. La vie politique nous offre le même spectacle. Nombre de vieux hommes politiques affichent un faux élan, un extrémisme outré qui ne sied qu'à la jeunesse. Ils sont atteints d'un singulier *juvénilisme* : de là leur adhésion ostensible aux idées extrémistes de l'époque pour faire croire qu'ils sont encore capables d'évoluer, que leur jeunesse est éternelle. Certes, l'idéalisme n'est pas le privilège de la jeunesse : l'homme est jeune tant qu'il a des idéals. Seulement, la jeunesse ardente et la sage vieillesse n'ont pas les mêmes idéals. A la première sied la vertu de la beauté, à la seconde la beauté de la vertu.

Entre jeunesse et vieillesse, représentant le type subjectif, respectivement objectif, se situe *la maturité*. La structure morale de l'homme mûr montre l'équilibre des sentiments et de la raison. Sa conception du monde et son activité politique témoignent de la fermeté et de la constance de son caractère, dont quelques traits peuvent encore se modifier, mais non l'ensemble. Le jeune homme hésite encore dans le choix d'une tâche à poursuivre dans sa vie, tandis que l'homme mûr a déjà fait son choix : toutes ses énergies sont concentrées sur un terrain fixe : il veut construire l'oeuvre de sa vie. Le jeune homme rêve à quelque

chose de grand et d'extraordinaire ; l'homme mûr se confine dans les limites de la réalité possible. C'est l'âge de la création positive ; la tension des passions est modérée par l'intelligence réaliste ; dépouillé des ardeurs et des illusions de sa jeunesse, l'homme mûr n'est plus révolutionnaire, mais aspire à des réformes parce qu'il est sensible aux valeurs nouvelles.

Un exemple frappant de l'antagonisme entre jeunes et vieux en politique est la longue lutte qui opposa le jeune empereur Joseph II, à son vieux chancelier Kaunitz. L'un et l'autre adoptèrent pour doctrine le rationalisme du XVIII<sup>e</sup> siècle. En politique extérieure, leur programme est également identique : rechercher l'amitié russe contre la puissance grandissante de la Prusse. Mais le vieux chancelier et le jeune empereur envisagent des voies et des moyens différents pour atteindre le même but. Kaunitz est un grand seigneur très ancien régime, poli et veule ; le jeune Joseph II, souverain quasi bourgeois dans ses manières de penser, est, au contraire, d'une fermeté opiniâtre, et il a pleine conscience de son pouvoir. C'est l'antagonisme moral de deux générations qui se reflète dans leur duel politique.

Aux débuts de sa carrière, l'homme politique jeune aime afficher volontiers des idées radicales ; ce n'est que plus tard qu'il deviendra conservateur. Telle fut l'évolution de Disraeli qui débuta avec un programme d'un radicalisme avancé. Dans son âge mûr il se rallia aux modérés et se mit à la tête du parti conservateur des tories. Dans ses romans, il esquisse l'image de la «jeune Angleterre», notamment au point de vue politico-social. (*Coningsby, or the new generation*, 1844 ; *Tancred, or the new crusade*, 1847). La vieille conception de l'Etat britannique est régénérée par Disraeli : sa réforme de la loi électorale double le nombre des électeurs, permettant ainsi aux classes inférieures d'exercer progressivement leur influence sur la gestion des affaires de l'Empire.

Son grand adversaire au parlement britannique, Glad-



stone, suit un chemin inverse pendant plus d'un demi-siècle. Ses débuts politiques sont marqués par le conservatisme qu'il abandonne pour passer plus tard au libéralisme parfois radical et devenir un militant de la démocratie progressive. Ses idéals politiques sont tels que leur réalisation menace d'ébranler les fondements de la vieille Angleterre. Ce même Gladstone qui, dans sa jeunesse, voulait soumettre l'Eglise à la souveraineté de l'Etat, instrument, selon lui, de la force divine, lutte dans son âge mûr pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Son autre grande idée, trop radicale pour l'époque, fut le *home rule* irlandais qui émut même son propre parti et y provoqua une scission.

La guerre mondiale, qui fit tant de victimes parmi les jeunes, fut l'oeuvre d'hommes politiques âgés. On est frappé de voir que les chefs de gouvernement qui dirigèrent les nations pendant la guerre, étaient à peu près tous d'un âge avancé : le vieil Asquith en Angleterre, Boselli, un vieillard, en Italie, Hertling, le chancelier septuagénaire de l'Allemagne et même Clemenceau qui, malgré son grand âge, avait su garder l'énergie et l'ardeur de sa jeunesse. La «révolution des jeunes» qui balaya l'Europe à la fin de la guerre et qui dans plusieurs pays porta au pouvoir les jeunes générations, fut la réaction. C'est de la jeunesse que les nations attendent le relèvement. Le fascisme de Mussolini érige en principe le droit des jeunes au pouvoir. «Chez nous — dit Mussolini — la limite d'âge ne compte pas, bien que je préfère la jeunesse. A d'éminents jeunes talents j'ai confié des charges comportant de hautes responsabilités : Grandi, Stefani, Volpi, Gentile et d'autres, je les ai observés à l'action, je les ai sondés dans la conversation et je me félicite de voir de tels hommes agir avec esprit d'initiative». Cela n'empêche pas d'ailleurs Mussolini de changer ses jeunes ministres à des intervalles de deux à trois ans.

### Pensée abstraite et concrète en politique

Les types subjectif et objectif forment un cadre trop général, qu'il nous faut encore analyser en considérant les divers aspects de la vie morale. En les examinant sous l'angle de l'*activité intellectuelle*, du raisonnement, l'individu appartenant au type subjectif est caractérisé, ordinairement, par sa pensée *concrète*, tandis que chez celui du type *objectif* on décèle un fort penchant à l'*abstraction*.

L'individu du type *concret* est un observateur minutieux, ses perceptions sont exactes, ses représentations vivaces et plastiques, son imagination prompte à combiner. Sa pensée s'attache si possible au concret : il conçoit tout *hic et nunc*. Il a un sens aigu des réalités. Ce qu'il y a d'objectif dans son esprit est fortement teinté de sentiments. L'homme du type *abstrait* ne tend pas à la réalité avec une même ardeur spontanée ; l'image sensorielle de la réalité, il la tisse aussitôt de ses catégories spéculatives, il la travaille au point de vue conceptuel, il la met pour ainsi dire au froid ; il y cherche ce qui est universel au point de vue de l'espace et éternel au point de vue du temps. Sa pensée n'est pas de nature sensitive et plastique, mais abstraite et doctrinaire. A l'opposé de l'homme du type concret qui envisage le monde *sub specie temporis*, l'individu du type abstrait considère les réalités *sub specie aeternitatis*.

Le vrai politique pratique représente le type concret : il recherche partout le *contenu* de la réalité, et prend les hommes et les choses tels qu'ils sont, dans leur diversité nuancée et mouvante. Par contre, l'homme d'Etat du type abstrait, dans la réalité concrète et complexe, aperçoit, en premier lieu, la *forme*, l'idée, la régularité, aussi incline-t'il en politique à l'idéologie et souvent à l'utopie. Cependant que la pensée du premier est guidée surtout par l'empirisme, et s'appuie sur la seule expérience, le second est rationaliste ; s'inspirant de la raison, il définit la physionomie de la société telle qu'il la juge désirable et ses propres tâches concrètes, il



les déduit des buts spéculatifs fixés par sa théorie de l'Etat. L'esprit vivace et sensible du premier réagit immédiatement aux vibrations les plus fines de la vie politique ; ce qu'il saisit de préférence, c'est le spécifique, le singulier, le détail qu'il fouille avec l'art d'un grand peintre de la politique. Par contre, l'homme politique du type abstrait préfère construire a priori même l'image de la «réalité» avec les idéals et les principes de la vie politico-sociale ; dans la diversité des faits, il relève le commun, l'unité, il recherche ce qui est conforme aux principes ; la spéculation théorique prime, chez lui, l'expérience. Un tel homme demeure, même dans le domaine de la politique pratique, un théoricien naïf. De là les illusions et les déceptions amères que connaissent les hommes d'Etat exclusivement idéologues. Tel un mathématicien, il vit dans un monde platonique des chiffres et des formes politiques ; son programme d'action est déterminé par des éléments donnés *a priori* : par voie de déduction synthétique, au lieu de l'arrêter par voie d'induction, sur la base de l'analyse des faits. S'il examine quand même les faits, il y saisit aussitôt les particularités communes, il en réduit l'unité immanente, son coup d'oeil embrasse le contour englobant toutes les singularités : il est le Rodin de l'art politique. L'homme politique du type concret est l'ami de la réalité, à laquelle il s'adapte avec beaucoup de souplesse — l'homme du type abstrait s'en tient, avec une obstination rigide, à telle et telle doctrine. Le premier est un pluraliste de la politique, plongé dans les détails, l'autre un moniste, qui veut imposer ses principes à la réalité.

Bien entendu, ces types extrêmes ne s'incarnent pour ainsi dire jamais dans l'histoire ; ce ne sont que des modèles destinés à représenter les tendances de l'esprit des hommes d'Etat. L'homme politique du type concret n'est pas non plus sans avoir des principes et des idéals plus ou moins conscients, et d'autre part celui du type abstrait ne vit pas non plus dans un monde tout à fait imaginaire. Mais dans l'un existe un penchant prépondérant à observer les réalités,

l'autre s'inspire plutôt de principes ou de doctrines abstraites. Le génie politique de l'homme d'Etat monumental est une heureuse synthèse de ces deux tendances qui se complètent : une telle personnalité politique réunit en elle la spéculation doctrinaire et l'analyse réaliste, la conception abstraite et la pensée concrète, l'idéalisme et le réalisme. Il voit loin, à la fois dans le temps et dans l'espace, mais sans pour cela perdre de vue la réalité qui l'entoure.

Les hommes d'Etat de l'histoire politique de l'Angleterre sont pour la plupart des caractères du type concret. Pitt, Canning, Palmerston, Lloyd George, tous observent en premier lieu les conditions effectives de la politique intérieure et extérieure et quant à l'application des grands principes abstraits, ils s'y adaptent après coup, avec une grande souplesse. Par son sens aigu des réalités, suivant avec la rapidité de l'éclair les faits concrets, Napoléon diffère, en général, de la tournure d'esprit des hommes d'Etat français, enclins au rationalisme et à la déduction théorique. Napoléon, génie intuitif, haïssait les idéologues, les rationalistes philosophes, les apôtres doctrinaires de la Révolution. Les grands *self made men* de la vie politique américaine, tout en tenant à certains principes abstraits, n'ont jamais perdu de vue pour cela la réalité concrète, même s'ils s'aventurent sur le terrain du rationalisme politique, ils s'orientent vers sa forme pratique : l'eudaimonisme social. Ainsi, le rationalisme de l'ancien imprimeur Benjamin Franklin est en réalité une philosophie très pratique, une conception utilitariste et essentiellement bourgeoise. L'oeuvre de sa vie répond en tous points à sa sagesse pratique. Il fait paver les rues de sa ville, Philadelphie, organise la milice, le service de pompiers et les premiers corps de gardiens de nuit. Le premier hôpital public de l'Amérique est également son oeuvre, ainsi que la première bibliothèque publique. L'ancien bûcheron A. Lincoln, ce grand président, malgré son instruction rudimentaire, sut résoudre un des plus graves problèmes politiques et stratégiques des Etats-



Unis, parce que spontanément, sans être embarrassé par les abstractions savantes, grâce à son sens intuitif des réalités, il sut toujours trouver l'attitude commandée par la situation concrète. Cavour et Bismarck incarnent également le type concret : observateurs perspicaces des faits, ils trouvent instantanément la meilleure manière d'intervenir, pour utiliser à leurs propres fins tant les personnes que les choses. Les doctrines abstraites sont pour eux tout au plus des instruments de psychotechnique.

Les représentants les plus typiques de la *pensée politique abstraite* se trouvent certainement parmi les souverains et hommes d'Etat du XVIII<sup>e</sup> siècle. Frédéric le Grand n'était encore qu'héritier du trône de Prusse quand il écrivit à Christian Wolff, promoteur de la théorie du rationalisme politique en Allemagne et qui dédia au prince son ouvrage sur le droit naturel : «La tâche des philosophes est de produire des idées, et celle des rois, de les exécuter». Mais personne peut-être n'a suivi ce chemin avec une logique aussi sévère que Joseph II d'Autriche, cet empereur si fier de ses idées progressistes, cet autocrate à l'âme idéaliste, mais fanatique et intolérant. Dans son esprit, l'idée de l'Etat revêt une importance tout à fait absolue ; aussi, pour assuér le bien-être public — raison d'être de l'Etat — Joseph II ne s'embarrasse-t-il d'aucune force, d'aucun sentiment historique. Le droit historique et la Constitution, l'Eglise, l'opinion publique, la volonté du peuple : rien ne compte pour la pensée abstraite de ce tyran rationaliste qui croit que le souverain a le droit de rendre son peuple heureux, fut-ce malgré lui. Tout pour le peuple, mais rien par le peuple. Dans les citoyens de l'Etat, Joseph II ne voit pas des êtres pensants, ayant leurs joies, leurs douleurs et leurs aspirations personnelles, mais de simples instruments d'une doctrine, autant de rouages uniformes dans l'énorme mécanisme de l'Etat. Leur tâche se borne, par conséquent, à en assurer le fonctionnement précis et impeccable. Dominé par les principes abstraits, Joseph II veut tout uniformiser :

il ne tient aucun compte de la diversité morale et historique de la monarchie qu'il gouverne : il veut éliminer toute différence, il veut tout niveler, imposant dans tous les domaines ses principes rationnels, par des méthodes quasi mathématiques. Ceux qui ne partagent pas ses idées, pèchent, selon lui, par manque de logique.

Au début, les idées de Frédéric le Grand ne diffèrent guère de celles de Joseph II, mais chez lui, le rationalisme politique se trouve contrebalancé par un sens aigu des réalités. Son caractère est beaucoup plus éloigné du type rationaliste pur que celui de Joseph II ; son rationalisme politique est dû, surtout, à l'influence de Voltaire et à la mode philosophique de l'époque. La structure morale de Frédéric le Grand présente l'alliage du type concret et du type abstrait ; dans sa jeunesse, il est l'homme des idées, tandis que son âge mûr le rapproche de plus en plus des réalités de la vie politique. Au fond, Frédéric le Grand est un représentant du siècle des lumières : ses plans et son action, c'est de la raison qu'il veut toujours les déduire, et les justifier par la logique. Le «goût philosophique» voltairien : «le sens de l'ordre et de la corrélation des choses», est intense dans son esprit. C'est ce penchant inné à la philosophie qui le pousse vers le rationalisme. Il aime à envisager le monde et l'existence humaine de la hauteur des principes, sous l'angle des catégories supérieures de la pensée ; au lieu d'observer exclusivement les détails, les aspects plastiques du monde, il cherche à en obtenir une vision d'ensemble, à le voir dans son intégralité générale. C'est pourquoi il parle si souvent de la «totalité de vue». A ses yeux, l'homme véritable, «l'homme raisonnable», est celui-là seul dont les actes sont guidés par les principes et que la raison élève au-dessus des contingences de la nature. En fait de politique, il préconise l'omnipotence de la raison logique ; cinquante ans avant la parution de la «Critique de la raison pure» de Kant, Frédéric formule la doctrine de la «politique pure» qu'il applique à la situation de l'Europe à son époque.



(*Considérations sur l'état présent du corps politique de l'Europe*, 1738. *Oeuvres de Frédéric*. VIII<sup>e</sup> vol. pp. 3—27) Il y expose que tout, dans ce monde, se passe selon une corrélation logique des faits. L'homme politique habile dépiste les lois, «les principes permanents» de l'évolution politique, et ne laissant rien au hasard, pénètre l'enchaînement des causes historiques dans les événements du passé et du présent, «pour pouvoir tout juger et tout prévenir». Ainsi la vie des peuples se révèle à la raison comme une chaîne ininterrompue de phénomènes logiques. L'homme d'Etat rationaliste — selon Frédéric le Grand — est donc en mesure de calculer l'avenir et d'y adapter ses plans. «Tout homme raisonnable — dit-il, — mais surtout celui que Dieu a destiné à gouverner ses semblables, doit établir un projet de gouvernement aussi fixe et logique qu'une démonstration géométrique».

Mais cette philosophie d'Etat rationaliste ne reste pas chez Frédéric le Grand une vaine idéologie détachée de la vie ; au contraire, elle se relie à la réalité vivante. Lui-même, le «philosophe de Sans-Souci», avouera plus tard, non sans regret, que la théorie pure ne peut jamais devenir maîtresse de la vie. Aussi, en matière de politique pratique, Frédéric le Grand est-il bien loin d'être un candide idéologue, un froid raisonneur : au contraire, c'est un réaliste très «terre à terre», mais qui pourtant ne dédaigne pas les enseignements de la raison quand il s'agit de façonner la réalité. Toute sa politique extérieure et intérieure, ainsi que sa profonde connaissance des hommes et des choses, sa grande habileté psychotechnique, témoignent qu'il n'était pas du tout un rêveur rationaliste.

Le chancelier Kaunitz, maître absolu des destinées de l'Autriche durant un demi-siècle et adversaire acharné de Frédéric le Grand, s'inspire également des idées rationalistes propagées par les philosophes français du siècle des lumières. A ses yeux également, la politique n'est qu'un problème d'arithmétique où il s'agit de calculer l'avenir par des raison-

nements. Les explosions triomphales des forces historiques irrationnelles que sont les sentiments humains et la volonté, comme la Révolution française ou certains actes de Frédéric le Grand qui, bien que ne suivant pas les voies du raisonnement logique, n'en sont pas moins de robustes réalités, n'arrivent cependant pas à ébranler les convictions théoriques de Kaunitz. Le chancelier autrichien était victime d'une illusion d'optique : il croyait que sa politique ne s'inspirait que des principes de la raison, alors qu'en réalité, dans son subconscient, d'autres facteurs instinctifs ne laissaient pas d'orienter son action : sa grande expérience, son intuition profonde, son sens aigu des réalités. Son arithmétique politique n'était qu'une apparence et ses hautes et multiples facultés ne découlaient pas uniquement de la raison logique (comme il le croyait lui-même) mais aussi de ce que Kaunitz savait discerner les particularités des personnes et des faits et en tenir compte, qu'il avait un sens très fin pour distinguer l'essentiel de l'accessoire, et qu'il sentait ce qui était irrémédiable et ce qui pouvait attendre. Kaunitz attribuait tout en politique à la compréhension purement intellectuelle ; cependant, ce qui le guidait en fait, c'était aussi l'intuition, son expérience manœuvrière, son sens infallible des impondérables, facteurs qui, certes aidés par la raison logique, inspirèrent son activité au cours d'une vie dont la majeure partie se passa dans une lutte continuelle contre un adversaire aussi redoutable que Frédéric le Grand. Tous les deux exaltaient constamment la raison, mais l'un et l'autre n'en étaient pas moins déterminés dans leur activité concrète par les ressorts irrationnels de l'âme.

Il est des situations où le penseur politique rationaliste et abstrait revêt les qualités propres au type concret et pratique si les faits sociaux et historiques, au lieu de suivre la voie des principes rationnels, se révoltent contre ceux-ci et détruisent l'Etat. Mirabeau est un partisan irréductible des idées rationalistes du siècle de la philosophie : c'est au nom de la raison que son âme volcanique se jette dans la



Révolution. Mais lorsque la Révolution éclate et menace de tout ensevelir sous sa lave ardente, il devient d'un jour à l'autre le porte-parole de la sage modération. Désormais il mettra tout en oeuvre pour défendre l'autorité morale du roi et de l'Etat contre l'anarchie qui gronde.

Il ne faudrait pas croire qu'un réveil, ramenant les hommes publics du monde des rêves idéologiques à celui des sombres réalités, fut le privilège des hommes d'Etat du XVIII<sup>e</sup> siècle. De tout temps, d'amères désillusions surprennent les hommes politiques inspirés par l'abstraction doctrinaire. L'histoire de notre siècle en fournit un exemple frappant en la personne de Wilson.

### Statisme et dynamisme en politique

Les récentes recherches psychologiques ont révélé l'importance qu'il y avait à établir le degré de mobilité dans la conception des choses de l'esprit par l'individu. Quelle sensation spontanée l'individu a-t-il, — selon ses impressions — de la nature et de la vie sociale, quant à la structure et à l'évolution de celles-ci? Il y a, en effet, des hommes qui conçoivent les phénomènes en premier lieu comme des choses stables et sous la forme qui apparaît comme étant permanente et invariable. L'attention de ces personnes se porte spontanément non pas sur les aspects changeants des choses, sur ceux qui montrent une évolution ininterrompue, mais sur leurs aspects stables, constants, substantiels. C'est là le type de l'homme *statique*.

D'autres, au contraire, se pénètrent, en premier lieu, des objets variants, vivants, mobiles, actifs, malgré eux ils projettent de la vie dans les choses ; tout « vit » pour ceux-là. Même quand les choses semblent immobiles, ce n'est à leurs yeux qu'une apparence de repos, une forme virtuelle du mouvement et de l'action. C'est le type *dynamique*.

En politique, l'homme *statique* devient *conservateur*,

cependant que l'homme *dynamique* est *progressiste*. Pour le premier, l'ordre social est quelque chose de stable, d'immuable ; le changement, le mouvement dans la société n'est pour lui qu'une apparence. Par contre, le second projette sa propre activité, sa propre tension intérieure dans les institutions sociales, dans l'Etat qu'il veut voir sans cesse évoluer et progresser. *Quieta non movere*, tel est le principe de l'homme d'Etat statique, tandis que l'homme d'Etat dynamique se réclame de l'idée d'Héraclite : *panta rei*. Pour le premier, toute valeur est absolue ; le second tend au relativisme : il estime que les valeurs changent sans cesse, dans l'espace et dans le temps. L'homme statique et conservateur manque de souplesse ; ses réactions sont lentes et réfléchies ; ce qui existe déjà l'entrave dans la mise en oeuvre de ses impressions nouvelles. Il représente le *stabilisme* politique. L'homme politique progressiste, dynamique, est souple, très sensible aux impressions nouvelles auxquelles il sacrifie aisément ses conceptions antérieures. Aussi lui arrive-t-il facilement de se contredire, c'est l'homme de *l'impressionisme* politique. Les écoles des deux grands penseurs de la Grèce antique, Xénophane et Héraclite, survivent dans la politique ; pour le premier, l'existence réside dans l'immuabilité, pour l'autre dans le changement perpétuel. Le symbole d'Héraclite était le feu ; celui de la politique progressiste est la torche.

Dans la lutte des idées et des efforts visant à façonner la vie sociale, l'homme d'Etat statique, en tant que penseur conservateur, représente les forces qui veulent maintenir l'ordre existant. Il se préoccupe d'assurer la continuité de l'ordre ancien et la parfaite cohésion intime entre le présent et le passé ; avec un sens historique intense, il veille au culte des traditions et s'efforce d'assurer que les phases nouvelles de l'évolution demeurent dans la ligne de la légitimité. L'homme politique conservateur considère avant tout l'ensemble de la société ; à ses yeux, l'individu se fond dans la collectivité et n'a pas de valeur ni d'importance propres, mais seule-



ment par rapport au sens et aux fins supra-individuels de la société et de l'Etat. L'homme d'Etat conservateur penche à la conception collectiviste de la société basée sur l'ordre, sur l'obéissance de l'individu. Parmi les deux fonctions fondamentales de la vie, savoir : la conservation et le développement de soi-même, l'homme d'Etat statique vise à la première.

L'activité de l'homme d'Etat dynamique est, au contraire, fondée sur les principes du progrès et de l'évolution et vise à faire valoir les forces de l'individu. Il veut laisser libre jeu aux forces latentes, sans se soucier de la continuité des traditions. Son objectif à lui n'est pas collectiviste ; ce à quoi il aspire, c'est l'épanouissement libre de l'individu : par ses instincts aussi bien que par la réflexion, il est partisan résolu de l'individualisme. Son esprit aspire à l'émancipation ; dans tous les domaines, il s'enthousiasme pour la liberté, pour la libre affirmation de l'individualité, pour le nouveau, pour le « progrès ».

Quelles sont les forces qui décident de l'orientation d'un homme politique, qui le poussent vers le conservatisme ou vers les idées libérales ? Un des facteurs les plus importants est la structure morale de l'individu, le statisme ou le dynamisme inné : il y a des hommes instinctivement hostiles à toute innovation, à tout changement, tandis que d'autres préfèrent la nouveauté, les changements, les réformes, parce que les formes traditionnelles les ennuiant. Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer le rôle que peuvent jouer, dans l'orientation politique de l'individu, sa situation sociale, sa profession, son éducation, son milieu. Le grand propriétaire foncier et l'agriculteur, en général, penchent vers le conservatisme : pour eux, l'ordre est la suprême valeur sociale. Le commerçant incline plutôt au libéralisme, parce que sa profession exige la liberté individuelle. L'aristocratie est toujours et partout conservatrice, parce qu'elle veut sauvegarder ses privilèges ; par contre, les démocrates des couches sociales inférieures qui veulent monter, représen-

tent le type dynamique et progressiste, parce qu'ils ne peuvent que profiter des changements.

Une certaine parenté existe habituellement entre les types statique et abstrait d'une part, et les types dynamique et concret de l'autre. L'homme d'Etat du type statique est enclin, d'ordinaire, au raisonnement abstrait et doctrinaire ; ce qu'il retient des faits de la vie politique, ce sont les traits communs, l'unité, les idées qu'il utilise pour justifier le passé et les traditions plutôt que pour construire l'image de l'avenir. Par contre, l'homme dynamique est doué d'un certain sens pour saisir les détails, les traits particuliers des faits multiples et variés de la vie politique. Dans son activité pratique, il sait tenir compte des facteurs irrationnels que la raison logique ne peut expliquer.

La grandiose figure historique d'Edmund Burke, le fondateur de l'école politique conservatrice en Angleterre, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, est certainement un des meilleurs modèles de l'homme d'Etat statique. Il incarne deux caractéristiques primordiales de la doctrine conservatrice : les vues aristocratiques et le strict attachement aux traditions historiques.

Né d'une famille pauvre, le jeune Burke gagne sa vie comme correcteur d'imprimerie. Puis il occupe des postes de secrétaire auprès de plusieurs lords. Dans ce milieu, son esprit s'imprègne d'idées aristocratiques. Entré au parlement où il jouit d'une grande considération, il soutient que les couches inférieures de la société n'ayant pas atteint une maturité politique suffisante, sont inaptes à gouverner. Son idéal politique est une constitution aristocratique, confiant les destinées de la nation à une minorité riche et cultivée qui, grâce à son indépendance matérielle, peut servir la chose publique avec désintéressement ; en outre, cette classe sociale a les plus fortes dispositions naturelles aux vertus politiques, telles que le *common sense*, la sage prévoyance et la fidélité aux traditions. C'est cette classe sociale indépendante qui assurerait le mieux la sauvegarde des intérêts



des citoyens, sans les flatter ni rechercher leur faveur. La démocratie, régime où le peuple est adulé, aboutit au règne de l'impéritie politique.

L'autre trait principal du caractère essentiellement statique de Burke est le *culte pieux des traditions*. Sa Bible est la Constitution britannique. Il est un adversaire irréductible de la Révolution française et de son rationalisme politique qui prétend imposer à toutes nations ses dogmes. L'homme abstrait de la Révolution n'est qu'une fiction pour Burke, tel le Robinson de l'économie politique classique. Un bon gouvernement représente nécessairement la continuité historique ; or, la Révolution ne fait que détruire toutes les institutions qui se sont formées au cours des siècles. L'adoration de la raison pure et la foi aveugle dans le progrès rationnel, à quoi la Révolution française a dû sa naissance, n'est qu'une illusion. Jamais les révolutionnaires français n'arriveront à réorganiser l'existence humaine uniquement selon des principes rationnels et abstraits ; leurs innovations, leurs réformes ne sauraient durer, car elles sont contraires à la véritable nature de l'homme. Burke va jusqu'à prophétiser l'avènement d'un autocrate, il prévoit l'arrivée de Napoléon, qui liquidera les conquêtes de la Révolution, qui rétablira le régime de l'autorité, car, selon Burke, la Révolution n'est qu'anarchie, destruction des fondements des lois et de l'ordre. Par le culte qu'il voue à l'esprit historique, Burke est un des pères spirituels du romantisme politique, non seulement en France (Chateaubriand, de Maistre, Bonald), mais aussi en Allemagne, où le romantisme politique, s'élargissant, devient l'historisme universel, si caractéristique du XIX<sup>e</sup> siècle (Savigny, Gentz, v. Stein, Niebuhr, Humboldt, et même Hegel).

Une autre incarnation classique de l'homme d'Etat statique est Metternich, défenseur fanatique de la stabilité sociale, restaurateur des traditions du passé en présence de l'esprit révolutionnaire. Né en Rhénanie, sa jeunesse est bouleversée par les horreurs de la Révolution française,

et ces impressions déterminent toute sa carrière. La Révolution le chasse de l'université de Strasbourg, puis de celle de Mayence, sa famille doit fuir également. Réfugié à Vienne, Metternich entre au service de l'empereur et épouse la petite-fille du chancelier Kaunitz. Imbu de l'universalisme politique qui caractérise l'Allemagne dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, il s'oppose à toute visée nationaliste. L'idéal politique qui l'inspirera jusqu'à la fin de ses jours, c'est le rétablissement de l'équilibre européen bouleversé par la Révolution française et par Napoléon. Il s'efforce de restaurer l'état de choses d'avant la Révolution ; le regard de Metternich est dirigé non pas *en avant*, mais *en arrière*. Il est l'incarnation même du statisme politique social.

Dans l'âme de Metternich toute ambition de créer du nouveau fait totalement défaut. Si — bien rarement d'ailleurs — il lui arrive d'avoir des velléités instinctives de réformes, il les refoule en lui-même pour mettre toutes ses forces au service du conservatisme. Son tempérament absolument statique l'empêche de discerner les nouvelles énergies sociales déclenchées par la Révolution et par l'Empire, énergies dont l'entrée en jeu n'était pas injustifiable et qu'un homme d'Etat habile et prévoyant eût dû savoir exploiter pour ses propres fins. Mais Metternich se cramponne, par principe, à l'ancien ordre ; sa grande intelligence et son sens manoeuvrier ne lui servent qu'à dresser des barrières contre les nouveaux courants de l'évolution. Enfin, la Révolution de Vienne, en 1848, fut le raz-de-marée qui rompt la digue : l'homme d'Etat tout-puissant doit fuir ; l'oeuvre de cinquante années s'écroule en quelques heures.

Le type *dynamique* dans sa forme pure est représenté en politique par le révolutionnaire-né, qui veut toujours du neuf, éternellement révolté qu'il est contre tout ce qui existe. Il ne se contente pas d'avoir atteint son but : une fois réalisée, sa propre création lui semble périmée et il ne tarde pas à la détruire. Mais la plupart des révolutionnaires,



une fois leur but atteint, adoptent volontiers les qualités de l'âme statique : ils se métamorphosent en conservateurs, pour sauvegarder et stabiliser les « conquêtes » de la Révolution, mais ceci, bien entendu, sous leur autorité. L'ancien révolutionnaire n'admet plus de révolution, il est hostile aux efforts dynamiques qui de nouveau cherchent à s'affirmer, afin de poursuivre le changement.

Les hommes du type dynamique ont un penchant particulier aux extrémismes politiques. On les voit tantôt à l'extrême-gauche, tantôt à l'extrême-droite, mais jamais au « juste milieu ». Leur esprit perpétuellement avide de changement méprise cette voie, « piste de l'impuissance ». Dostoïewski appelle ces natures extrêmes « des hommes à double profondeur » car, écrit-il, ils sont capables de réunir en eux-mêmes tous les contrastes possibles et leur âme peut toucher deux abîmes à la fois : l'élévation des idéals les plus sublimes — et l'abîme de la dépravation la plus abjecte. Ces hommes sont pareils à une harpe dont on a enlevé les cordes du milieu, qui ne peut donner que les sons les plus hauts et les plus bas de la gamme. Les grandes volte-face politiques sont également le propre des hommes du type dynamique extrême. Celui qui, aujourd'hui, est un radical à outrance, sera demain peut-être le plus parfait conservateur, mais là encore, il demeure extrémiste, obéissant ainsi au dynamisme de sa nature.

De tels revirements ne sont pas rares chez les hommes politiques adeptes des idées radicales. Bebel, le grand chef du parti socialiste allemand, en fin psychologue, se méfiait toujours de ceux qui, dans son parti, se réclamaient des idées communistes ou anarchistes et l'accusaient d'opportunisme. Au cours de sa longue carrière politique, il lui arriva maintes fois de retrouver ces mêmes éléments à l'aile d'extrême-droite du parti socialiste, sinon même dans un parti bourgeois . . .

La grande figure historique de Clemenceau est un bel exemple de l'homme d'Etat dynamique enclin aux revire-

ments. Arrivé au pouvoir, l'ancien champion de la liberté et des idées démocratiques agit en dictateur. Tandis qu'au paravant il ne cessait de réclamer à grands cris la liberté de presse et de réunion, lorsqu'il est nommé président du conseil, en 1907, il interdit aux socialistes de fêter le 1<sup>er</sup> mai, renforce la police de Paris par des régiments de province, persécute la C. G. T. A ceux qui lui reprochent son passé, il répond ironiquement : «Maintenant, je suis de l'autre côté de la barricade.»

L'histoire de toutes les nations abonde en ces Ulysse de la politique, qui ne trouvent leur place dans aucun parti, qui sont en contradiction avec tout le monde et surtout avec eux-mêmes, et qui font preuve d'un talent tout particulier pour oublier souverainement leurs anciennes convictions. Ce sont, pour la plupart, des natures dynamiques, au tempérament violent, impressionnables aux réactions rapides. Nous nous contenterons d'en présenter encore deux exemples dignes d'intérêt.

A ses débuts politiques Joseph Chamberlain donne dans l'extrémisme socialiste : il propose en 1870, sur le modèle français, la proclamation de la république en Angleterre, et rend un chaleureux hommage à la Commune de Paris ; il lutte pour la liberté des échanges, pour l'indépendance de l'Irlande, pour la liberté de l'enseignement, du travail, de l'Eglise ; bref, pour la liberté dans tous les domaines. A son avis, les lords ne vivent que des mérites de leurs ancêtres : «Ils sont — dit-il — pareils aux pommes de terre : le meilleur d'eux-mêmes est sous terre.» Par conséquent, il faut supprimer la Chambre des Lords. Elu député libéral, il appartient à la fraction radicale de son parti, puis il devient ministre du Commerce dans le cabinet Gladstone, mais il ne tarde pas à se brouiller avec son chef. En 1886, il fonde un nouveau parti et fait tomber le gouvernement Gladstone. Puis, il adhère au parti conservateur et devient ministre des Colonies dans le cabinet Salisbury. A cette époque, ses convictions politiques sont diamétralement opposées à celles de sa

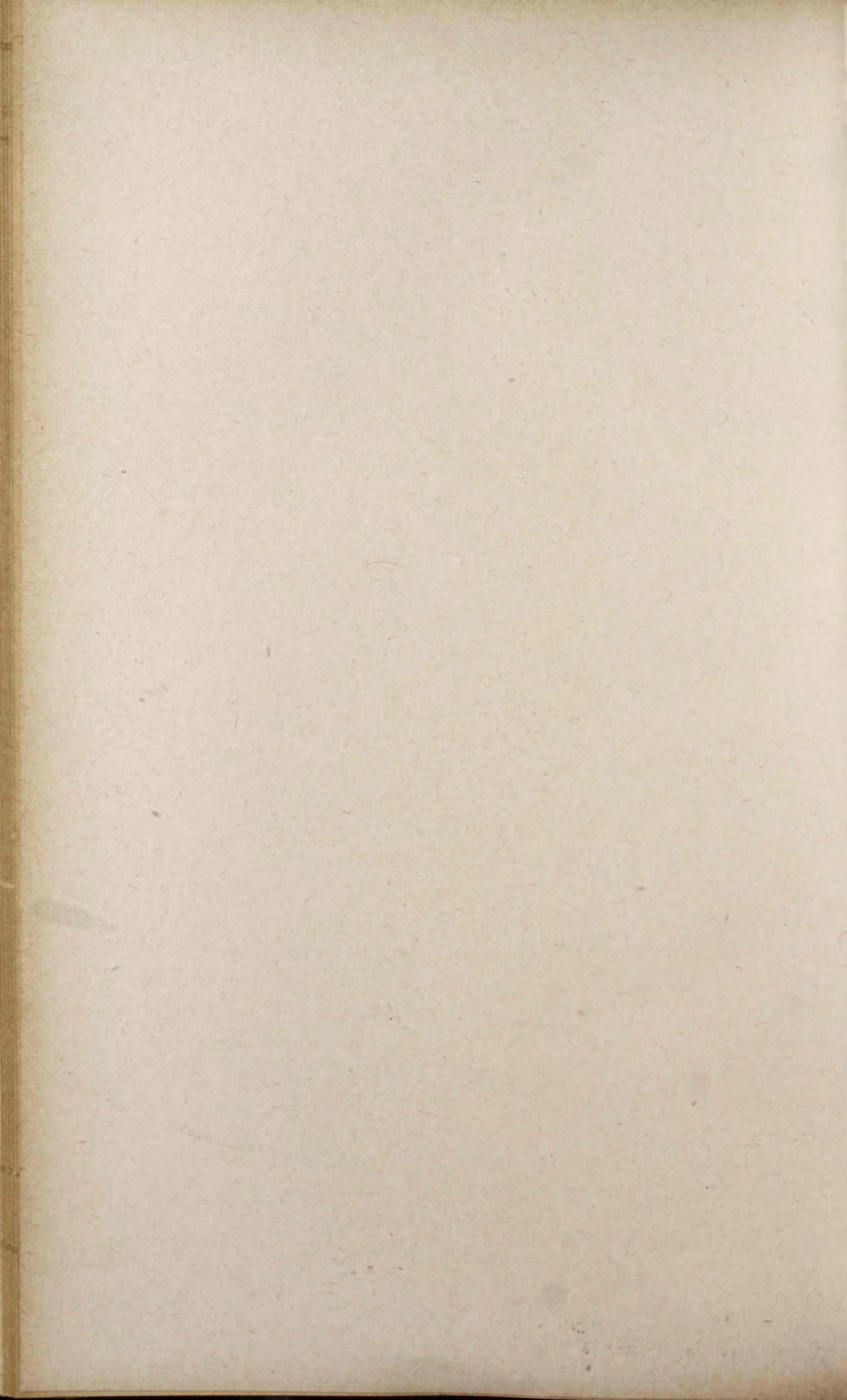


jeunesse : il lutte contre le *home rule* irlandais, contre la séparation de l'Eglise et de l'Etat, fait l'apologie de la Chambre des Lords, et va jusqu'à chanter les louanges des conservateurs — lui, l'ancien libéral extrémiste! — et leur sens social. Il défend maintenant tout ce qu'il avait auparavant combattu et s'attaque furieusement à ses anciennes idoles.

Parmi les hommes politiques anglais contemporains, c'est sans doute Winston Churchill qui incarne le mieux les côtés brillants et les ombres de l'esprit dynamique. Avidé d'aventures et de lutte, toujours à la recherche de sensations nouvelles, dans sa jeunesse il se fait soldat et journaliste, il prend part à la guerre hispano-américaine et sud-africaine aussi bien qu'à la campagne des Indes. Sa nature agitée se manifeste également dans sa carrière politique. Il débute dans les rangs du parti conservateur, mais, présentant l'échec du cabinet Baldwin, quitte son parti et entre dans le groupe libéral. Compagnon d'armes de Lloyd George, il lutte pour la liberté du commerce. Grâce à sa grande intelligence et à sa capacité de travail il devient, tout jeune, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Colonies, puis ministre du Commerce. Quelque temps après, il est déjà ministre de l'Intérieur, puis de la Marine, lui, l'ancien adversaire acharné des armements. Les conservateurs craignent pour la flotte, à tort d'ailleurs, car entre temps Winston Churchill a beaucoup appris et il s'attelle à sa nouvelle tâche avec un grand enthousiasme. Il ne tarde pas à introduire dans la marine plusieurs réformes fécondes. C'est un esprit d'une souplesse admirable, aux ressources multiples et variées qui font que dans n'importe quel domaine nouveau, il est aussitôt à l'aise, il va tout de suite au fond de toutes choses. Il est brillant journaliste, historien excellent, — on lui doit, entre autres, une admirable biographie de son père — excellent soldat en même temps qu'expert économique réputé, grand orateur et homme politique plein d'un dynamisme qui convient à la fécondité de ses talents. L'agi-

lité de son esprit fait de Churchill un véritable romantique de la politique et les paroles de Mussolini, — homme d'Etat dynamique par excellence — s'appliquent bien à lui : «Notre vie doit être un drame.» Le plus souvent, le héros des véritables drames de la politique est non pas un esprit statique, mais une personnalité dynamique.





## CHAPITRE II

# L'INTELLIGENCE DANS LA POLITIQUE

Le raisonnement politique. — L'intuition politique. — L'imagination politique. — Types d'imagination politique. — Types de raisonnement politique. — Science et politique. — Culture générale et culture spécialisée dans la politique. — La philosophie dans la politique. — Histoire et politique. — Le droit et la science économique dans la politique. — Le savant dans la politique.

### Le raisonnement politique

La plupart des hommes ne font que subir inconsciemment les changements historiques et sociaux où ils ne jouent que le rôle de sujets passifs. D'autres, au contraire, prennent conscience des événements et dès lors ils éprouvent un vif désir d'y intervenir, de les orienter à leur gré, dans l'intérêt des buts qu'ils poursuivent. Tel est le rôle de l'homme d'Etat : il se refuse à obéir passivement aux événements, il veut les façonner selon sa propre volonté, il veut les dominer.

Pour y arriver, il lui faut d'abord connaître les conditions de la réalité et être doué d'assez de discernement et de perspicacité pour prévoir le processus éventuel de l'évolution : « gouverner, c'est prévoir ». La prévoyance de l'homme politique n'a rien de commun avec les expériences des astrologues faiseurs d'horoscopes. L'homme d'Etat sait que l'avenir est façonné non seulement par les lois inhérentes aux choses, mais aussi par la volonté humaine, et qu'au fond, cet avenir n'est pas fait de fatalité inéluctable, et qu'il ne peut pas être calculé d'avance par des méthodes mathématiques. Sa tâche consiste donc d'une part à discerner les tendances de l'époque dans le flot des faits du



présent pour relever la direction naturelle de l'évolution, tout en tenant compte, dans ses conclusions, des qualités immuables de la nature humaine, en composant ainsi d'avance les scènes du drame grandiose qu'est la vie politique. Ce qui fait le charme esthétique de l'art politique, c'est que l'avenir ne se dévoile jamais totalement ; les péripéties du destin ne peuvent ni être prédites avec exactitude, ni être rationalisées : la politique et l'histoire sont pleines d'éléments irrationnels.

Juger exactement le présent et construire l'avenir : telle est la tâche logique de l'homme d'Etat, dont l'accomplissement se heurte à de nombreux obstacles. D'abord, en ce qui concerne son époque même, son champ de vision est nécessairement fort limité : il ne peut considérer la vie que sous un certain angle, et ne voit que tel ou tel secteur de la vie sociale. Il lui est impossible de saisir la totalité objective de son époque, car pour ce faire il lui faudrait être en dehors de celle-ci. Mais la plupart des hommes, jugeant sur les détails et sans voir l'ensemble de la société, ce qui leur révélerait l'esprit de l'époque et le sens de l'évolution, usent de fiction, et prétendent avoir saisi l'ensemble, dans son sens total. C'est pourquoi, légèrement ils accusent les hommes d'Etat de « ne pas marcher avec leur temps », de n'avoir « aucun sens de l'esprit de l'époque, d'être des « anachronismes vivants ». D'ordinaire ces accusations ne sont pas fondées sur une connaissance réelle de la conscience de l'époque en sa totalité, ce ne sont généralement que des mots sonores, représentant des sentiments vagues. A vrai dire, il n'existe même pas une conscience de l'époque, qui soit une entité morale collective. Dans toute époque, les générations différentes vivent ensemble et représentent des types psychiques divers. Ce n'est que plus tard, après coup, quand telle ou telle époque est depuis longtemps révolue, que dans la perspective historique, l'esprit en apparaît comme quelque chose d'homogène, d'uni ; ce n'est que par le recul historique que se révèlent les traits communs d'un diapason

moral. Mais dans le présent, chacun veut faire passer ses opinions personnelles pour les «idées maîtresses» de l'époque, et prétend les imposer aux autres comme autant d'exigences légitimes de l'esprit des temps où il vit.

Quel est le pronostic qu'à force de raisonnement l'homme d'Etat peut dresser touchant les tendances du présent et les perspectives générales de l'avenir? Cela ne peut être que la prévision des possibilités. Mais ce n'est pas «pour l'amour de l'art» que l'homme d'Etat cherche à dévoiler l'avenir ; il veut agir, modifier le présent et fixer la marche de l'évolution conformément à ses plans. Il considère l'avenir comme pouvant être modifié par sa volonté. Cet élément volontaire est un facteur essentiel dans le jugement et la prévision de l'homme d'Etat : ce qu'il prévoit comme devant se produire de soi-même, il entend le favoriser, ou l'empêcher, ou l'amender, selon que cela paraît désirable ou non en regard de ses buts. Cette prévision et cette volonté sont le facteur déterminant des tendances réformatrices, des initiatives d'ordre constitutionnel, économique, social ou culturel de l'homme politique.

L'homme d'Etat est un homme d'action pratique qui entend former l'avenir. Il s'ensuit une caractéristique très importante de sa manière de raisonner : il recherche l'enchaînement des causes non par voie régressive comme le fait l'historien méditant sur les événements d'une manière rétrospective — mais par voie progressive : dans toute situation, il pense aussitôt aux conséquences qui suivront et aux actes qu'il devra mesurer à celles-ci. Son esprit scrute non les causes mais les conséquences, sa réflexion est, en premier lieu, téléologique et non causale : elle vise les buts et recherche les moyens permettant de les atteindre. Pour l'homme d'Etat, la causalité devient téléologisme ; ce qui est but pour lui, est, pour l'historien, dans la perspective du passé, une série de causes.

Cette manière de penser progressive est une attitude psychologique naturelle chez l'homme politique. Pour cal-



culer d'avance ses réactions, il lui faut prévoir toutes les conséquences possibles de ses actes ; pour éviter d'être pris au dépourvu, il faut qu'il sache façonner la réalité dans le sens de l'évolution qu'il désire.

La réflexion sensée, lucide, pondérée, circonspecte, assure un avantage considérable en politique : c'est la base de l'action la plus sûre et la plus durable. Aussi les plus grands hommes d'Etat créateurs appartiennent-ils à la catégorie *objective*. Ces hommes savent garder leur calme, leur objectivité lucide au moment voulu. Leur âme peut être la proie de convulsions passionnées, mais leur pensée reste claire, objective, observant la logique immanente des choses. Tels des sommets volcaniques couverts de neige, rien ne trahit, à l'extérieur, ce qui les émeut ou les tourmente. Au contraire, l'homme politique du type subjectif et émotif et qui peut être d'ailleurs une personnalité attrayante, suggestive et sympathique, se laisse souvent emporter par ses sentiments, par ses émotions ; la passion, le caprice, l'imagination obscurcissent et troublent sa réflexion en l'écartant de la réalité ; un tel homme sera indécis, incohérent dans ses jugements ; *ce* qu'on lui dit, ne lui importe pas, mais ce qui le préoccupe toujours c'est de savoir *qui* l'a dit. Son âme, emportée par une affectivité trop intense, ne sait pas suivre le sage conseil de l'*Imitation de Jésus-Christ* : *Ne quaeras quis hoc dixit, sed quid dixit, attende.*

Quelques exemples historiques permettent d'illustrer la clarté du raisonnement du véritable homme d'Etat et la tendance progressive de sa réflexion. Devant les grands problèmes de sa carrière, Bismarck avait toujours une prévision juste des conséquences possibles de son action ; il savait toujours diriger les événements de façon à favoriser ce qui pouvait être utile et éviter ce qui pouvait être dangereux pour les intérêts de l'Allemagne. Avant de prendre une décision importante, il avait toujours une vision claire et logique de l'enchaînement des faits qui pouvaient suivre. Son imagination et son intuition profonde l'y aidaient d'ail-

leurs beaucoup. Sa prévision de la guerre mondiale et de l'effondrement de l'Allemagne est frappante d'exactitude. Après sa démission, la ligne droite et cohérente de la politique allemande devient tortueuse, se brise en zigzags capricieux. Angoissé par cette politique, Bismarck déclara : «Vingt ans après la mort de Frédéric le Grand, à l'issue de la bataille d'Iéna, ce fut la débâcle de l'ancienne Prusse ; vingt ans après ma démission, si les méthodes actuelles restent en cours, ce sera la débâcle de l'Empire allemand.» En effet, la catastrophe se produisit vingt ans après la mort du «Chancelier de fer». Bismarck voyait d'un mauvais oeil les manières provocantes et agressives de Guillaume II : il craignait que les Allemands ne perdissent tout sens de la mesure et ne finissent par attirer contre eux la colère du monde entier.

Mais Bismarck avait prévu avec non moins de sûreté le danger social que devait comporter pour l'Allemagne le mouvement socialiste-communiste. La vie politique ne manque pas de ces «prophètes après coup» qui, en présence de tel ou tel événement survenu, se flattent à haute voix de l'avoir prévu de longue date. Le *vaticinium ex eventu* est le passe-temps favori des politiciens. Mais Bismarck fut plutôt, pour ainsi dire, un «historien de l'avenir» ; les événements n'ont jamais démenti ses prophéties. Dans son livre *Gedanken und Erinnerungen* il expose que dès 1870 il avait songé à la formation d'une Triple Alliance dont le but premier devait être de renforcer l'idée conservatrice et monarchique parce que, dit-il, l'évolution antimonarchiste aboutit à la république sociale. Si les gouvernements monarchiques n'éprouvent pas le besoin de s'unir pour la défense de l'ordre établi, «je crains, dit-il, que leurs chances de victoire ne s'en trouvent singulièrement réduites dans les luttes sociales de l'avenir». En 1887, il conseille à Guillaume I<sup>er</sup> d'avertir le tzar Alexandre III, — au cours de pourparlers en vue d'écarter la guerre alors menaçante — que «la prochaine guerre sera moins la lutte d'un gouvernement contre



l'autre, que la guerre du drapeau rouge contre les éléments d'ordre et de discipline».

Cette même pensée qui inspire à Bismarck des craintes prophétiques, réjouit Lénine lorsque, la guerre mondiale ayant éclaté, il annonce dans ses lettres et proclamations communistes que la guerre favorise la victoire du prolétariat, parce qu'elle aboutira à l'effondrement du tsarisme et à l'avènement de la révolution sociale.

En parlant des prophéties politiques déduites par la voie de la logique, il est intéressant de rappeler le cas de MacDonald. Au lendemain de la guerre, le parti libéral détient une forte majorité au Parlement, à la Chambre, mais MacDonald prévoit dès ce moment l'échec de Lloyd George et la défaite totale de son parti. Dans sa fameuse Lettre Ouverte (*Open letter to a young liberal*), il n'hésite pas à affirmer que le libéralisme est dans l'histoire le titre d'un chapitre clos. A ses débuts, le libéralisme était la politique de la lutte que les classes moyennes menaient pour leur émancipation au point de vue politique, économique et social. A cette époque le parti libéral était le parti de la jeunesse. La lutte est terminée depuis longtemps ; le libéralisme a vaincu, mais il s'est pétrifié dans la victoire, il n'a donné naissance à aucune idée nouvelle, il n'a plus d'énergies rénovatrices, ni de mission morale et a cessé d'être l'Evangile de l'avenir. Un tel parti est voué à la mort. Et MacDonald avait raison : après une agonie de dix années, les élections de 1931 ont abouti à l'échec définitif du parti libéral.

### L'intuition politique

Dans certains moments, dit en substance Louis XIV dans ses Mémoires, la sagesse commande de nous confier au hasard ; c'est la raison elle-même qui nous conseille alors de suivre je ne sais quelle inspiration ou instinct, supérieur à la logique et qui semble venir du Ciel. Personne ne saurait nous dire quand il faut s'y fier et quand il faut s'en méfier ;

ni les livres savants ni la théorie ne nous apprendront là-dessus quoi que ce soit, mais une certaine hardiesse de l'âme et un jugement judicieux peuvent toujours discerner cette inspiration.

Ce royal psychologue du XVII<sup>e</sup> siècle aperçoit avec justesse l'importance qui revient, à côté de la réflexion logique (discursive), à cet autre auxiliaire précieux de l'âme politique, qu'est l'*intuition*, — la perception instinctive, directe et spontanée des éléments concrets et personnels de la politique. Dans la matière de la politique : les situations et les hommes, il y a toujours quelque chose d'irrationnel qui échappe au raisonnement logique. Ces éléments que la logique n'arrive pas à concevoir sont ce que Bismarck appelait les *impondérables*, «dont l'influence pèse souvent plus que l'argent ou les armées». L'instinct politique, l'intuition spontanée, peuvent seuls le saisir. C'est grâce à l'intuition, cet organe mystérieux de l'âme, que l'homme d'Etat peut se retrouver rapidement et avec aisance au milieu des conditions et des situations complexes et variées que produit la vie politique, et saisir l'essence des problèmes. Cette subtilité psychique faite de doigté, de présence d'esprit, de pénétration analytique ne s'apprend pas dans les livres comme une suite d'idées ; c'est un don instinctif, inné, un charisme, que le commerce intense avec le monde, l'expérience multiple et variée peuvent, certes, approfondir, mais qui, au fond, est un don originel de l'âme et «semble venir du Ciel». L'instinct politique et son expression : l'intuition, sont comme une sensation vitale ; celui qui les possède, fait de la politique comme le poisson nage ou l'oiseau vole, sans l'avoir jamais appris.

Dans l'art complexe de la politique, souvent ce n'est pas le syllogisme logique mais l'intuition qui permet de saisir le «moment psychologique», le seul instant propice où une situation compliquée peut être résolue. Si on laisse échapper ce moment, il ne revient jamais. Le saisir et inspirer la solution juste à l'homme politique, telle est l'oeuvre



de l'intuition. C'est là que réside ce qui est *art* dans la politique.

De même qu'on parle d'inspiration artistique, nous sommes en droit de parler d'inspiration politique. On dirait que ce n'est pas l'artiste ou le poète qui pense, mais une puissance étrangère qui l'habite : la muse, le génie, la voix intérieure, la divinité. L'artiste, lui, n'est pour ainsi dire que le spectateur passif du drame qui se déroule en son for intérieur ; son propre *moi* semble s'effacer. Maints hommes d'Etat affirment avoir vécu des moments semblables : au lieu d'établir un plan ou une stratégie politique, ils ont simplement obéi à ce que leur dictait une inspiration soudaine : leur pensée jaillit subitement des profondeurs ténébreuses du subconscient. *Es denkt, sollte man sagen, sowie man sagt: es blitzt*, dit Lichtenberg.

Napoléon parle souvent d'une inspiration de cet ordre ; la plupart des grandes idées de Briand étaient le fruit d'une improvisation inspirée ; Bismarck aimait à dire que ses idées les plus heureuses en politique avaient surgi d'un seul coup, Dieu sait d'où. Est-ce autre chose qu'une inspiration heureuse qui fait pressentir à Disraeli, en 1875, l'importance du canal de Suez, chemin des Indes pour l'Empire britannique. Dès qu'il apprend que le Khédive, pour sortir d'un embarras financier, a l'intention de vendre les actions du canal, Disraeli, agissant sous sa responsabilité personnelle, sans prévenir le Parlement, se rend aussitôt acquéreur des actions, grâce à un prêt des Rothschild et plus tard, au congrès de Berlin, il assure à la Grande-Bretagne, pour la défense du canal, la possession de l'île de Chypre. «A la veille de la *Marcia su Roma*, raconte Mussolini, j'éprouvai plutôt la vocation d'un artiste que celle d'un prophète». La date de la «marche sur Rome» fut ajournée par le conseil fasciste, néanmoins, subitement, comme «obéissant à une intuition», Mussolini la fixa au 28 octobre : c'était le moment psychologique. «Un jour de retard pouvait tout compromettre, la Marche sur Rome ne pouvait se faire que précise-

ment ce jour-là». D'ailleurs, Mussolini obéit volontiers aux voix secrètes de son âme. «Je pressens toujours les dangers imminents — dit-il. Il y a certains jours où je m'abstiens de toute initiative». Le 31 octobre 1926, à Bologne, il est accablé par une forte dépression atmosphérique, un sombre pressentiment le tourmente tout le jour. Le soir, c'est l'attentat.

Mais les grandes inspirations, les idées fécondes, les conceptions créatrices en politique sont, au fond, aussi peu l'oeuvre d'un moment que ne le sont les grandes découvertes dans le domaine de l'art ou de la science. Seule leur apparition sur le plan de la conscience est soudaine, subite, explosive, mais cette éclosion instantanée est à l'ordinaire précédée d'un long processus de préparation qui, lui, passe inaperçu. Telle une perle dans les profondeurs de la mer, une idée accompagnée d'une forte tendance peut persister à l'état latent durant des années dans les tréfonds de l'âme de l'homme politique sans être éclairée par les rayons de l'attention. Puis, à un certain moment cette idée, déclenchée par un fait d'actualité, perce soudain et apparaît à la surface de la conscience. Donc, en politique, aussi bien que dans l'art et la science, l'inspiration n'est pas l'agent générateur des grands projets et des grandes créations, elle n'est qu'un élément d'un processus psychologique depuis longtemps en marche, élément qui en marque le point critique et qui le projette à la surface de la conscience. Aussi l'inspiration ne marque-t-elle jamais le commencement absolu d'une activité créatrice, pas plus qu'elle n'en est le terme parce que l'activité devient dès lors *consciente*. L'idée, en germe, à l'état amorphe, vit quasi inconsciemment dans l'âme ; elle prend une forme de plus en plus précise et enfin, au moment propice, elle jaillit et parvient dans les régions éclairées de la conscience. C'est l'inspiration ; mais son apparition subite, «en coup de foudre», n'est qu'une apparence, car elle est précédée d'une importante activité intellectuelle. Nous admirons la rapidité presque inexplicable avec la-



quelle Napoléon prenait ses décisions. L'Empereur l'expliquait lui-même par le fait qu'il était « toujours prêt » : la promptitude avec laquelle il concevait ses tâches et ses plans d'action, résultait, en fait, d'un continuel travail de préparation extrêmement complexe, du calcul préalable de toutes les éventualités. « Je travaille constamment, dit-il en substance à Roederer ; je médite beaucoup. Si je suis toujours prêt à la riposte et à l'action, c'est que je n'entreprends rien sans avoir longuement médité et sans avoir prévu ce qui pourrait survenir . . . Je travaille sans cesse, aussi bien au théâtre qu'à table ; souvent je me réveille la nuit pour réfléchir ».

Intuition et inspiration politiques sont donc deux choses bien distinctes. La première est le discernement rapide, direct, instinctif, non raisonné, de la substance des situations et des hommes ; la seconde est l'éclosion subite sur le plan de la conscience d'une activité spirituelle d'abord plus ou moins inconsciente et plus ou moins longue. Bien souvent, la limite entre les deux disparaît ; parfois même, il est difficile de les séparer nettement de la réflexion logique. L'intuition est au fond une réflexion subite, ne revêtant la forme ni d'idées ni de mots, et où l'individu ne peut s'expliquer les raisons de ses pensées. Celles-ci surgissent si rapidement, qu'il ne sait même pas d'où elles viennent. De là, la nature souvent irrationnelle et affective de la réflexion non justifiée par la raison ; souvent, ce n'est qu'après coup que les pensées sont coulées dans le moule des mots et trouvent une justification logique et consciente. L'intuition est le principal élément du sens des réalités.

Grâce à l'application des catégories biologiques aux phénomènes de la vie psychique, mais surtout sous l'influence de l'intuitionnalisme de Bergson, la philosophie du XX<sup>e</sup> siècle a pris une orientation fortement anti-intellectualiste : les éléments prédominants de la vie psychique ne sont pas l'intelligence ou le sens logique, mais l'instinct, l'intuition qui en procède, les éléments irrationnels d'ordre

sentimental et volontaire. Depuis la guerre, cette tendance philosophique a pénétré également dans la politique : le *fascisme* est la politique de l'intuition, des forces instinctives et de l'activisme. Lorsque, dès 1920, on demandait à Mussolini de définir le programme de son parti, il répondit : Le fascisme n'a pas de programme idéologique officiel, ce programme ne peut être établi qu'après coup, sur la base de l'action fasciste. La résolution et l'action qui découlent de l'intuition ne doivent pas être limitées par un programme *a priori*. Un programme raisonné ne pourrait que violer la réalité sociale, paralyser le libre déploiement des énergies instinctives et créatrices de l'âme. Le fascisme veut sauvegarder la puissance créatrice des énergies instinctives et irrationnelles : il est anti-intellectualiste. L'action spontanée et immédiate domine tout. «A l'origine était l'action» — dit souvent Mussolini. Les grands hommes, l'élite de la société, doivent réaliser leur conception spontanée des valeurs. Ce nouveau sentiment des valeurs et l'action qui en découle spontanément, constituent la substance de la bonne politique. Pour cette doctrine politique, qui souligne l'importance des éléments irrationnels de l'âme, le régime préféré est la dictature, la domination illimitée d'une grande personnalité déployant librement ses forces, — au lieu du parlementarisme qui, naïvement, croit pouvoir aplanir les oppositions d'intérêt, à force de discussions et par la persuasion logique de l'intelligence. Foin de ces vues doctrinaires ! Qu'à la logique raisonnée, — qui est la mort de l'action — se substituent l'intuition du dictateur et son énergie active libre de toute entrave. Ce n'est pas en vain que dès sa jeunesse, Mussolini éprouvait tant de sympathie pour Nietzsche, ce philosophe du surhomme instinctif, de l'*Übermensch*, avide de pouvoir et n'obéissant qu'à ses impulsions irrationnelles.



### L'imagination politique

«Pour faire une forte politique réaliste, il faut être hanté par des visions hardies», disait Stresemann. A première vue, cette pensée nous semble contradictoire : en effet, qu'y a-t-il de commun entre une politique froidement calculatrice, appuyée sur l'austère réalité — et l'imagination ardente planant au-dessus du monde réel? Et pourtant la politique, en tant qu'art créateur, ne peut rien faire sans l'imagination. L'homme d'Etat veut perfectionner la vie sociale dans le sens de son idéal politique : en d'autres termes, il veut créer quelque chose qui n'existe pas encore. Sans l'imagination, c'est une impossibilité. Toute création nouvelle exige de l'imagination, c'est-à-dire l'expression d'une aspiration, d'un but, par une image plastique, basée sur une combinaison nouvelle de représentations déjà existantes. L'homme dépourvu d'imagination plastique ne peut rien créer de nouveau dans quelque domaine que ce soit, en politique pas plus qu'ailleurs.

L'imagination créatrice, aussi bien en politique que sur le plan scientifique ou artistique, est toujours au service d'une tâche, d'une aspiration, ou d'un idéal, et ses oeuvres sont autant d'instruments qui servent à réaliser un modèle, un idéal, vivant dans l'âme du créateur. Chez l'homme politique la conscience de sa vocation doit aller de pair avec l'imagination, qui lui permet de donner une forme plastique à son idéal et de combiner d'avance les conditions du réel, de manière à forger les instruments nécessaires à la réalisation de son idéal. Dire d'un homme d'Etat qu'il est dépourvu d'imagination, c'est faire la critique la plus défavorable qui soit de son intelligence politique : cet homme est incapable de créer.

L'imagination, fonction de l'esprit consistant à combiner des images d'une manière plastique, et le raisonnement, activité abstraite, se confondent ordinairement dans la vie psychologique d'une manière à peu près inséparable. Le

raisonnement établit des corrélations logiques entre les objets : il dispose les notions des choses suivant des rapports d'identité, d'analogie, de causalité ; il établit entre elles des relations dans l'espace et dans le temps et relève entre elles des rapports de coordination et de subordination. Cette action combinatrice opérée par le raisonnement sur un plan abstrait, est continuellement complétée par le travail de l'imagination, — combinaison plastique des objets, et cela surtout dans les domaines où, — comme c'est le cas en politique, — il ne s'agit pas de notions abstraites (comme par exemple dans les mathématiques) mais de situations concrètes, de personnalités humaines, de choses individuelles. Dans le domaine politique, imagination et raisonnement sont liés de la manière la plus intime. Le raisonnement de l'homme d'Etat n'est pas abstrait mais plastique, car la matière qu'il cherche à façonner est elle-même pour la plupart du temps, concrète, individuelle, et par conséquent plastique. Il y a certes, en politique également, des éléments qui, de par leur nature même, sortent du domaine de l'abstraction, telles les données statistiques, les considérations juridiques, etc. Mais dès que, sur ce terrain, les ressources du raisonnement logique s'épuisent, les contingences irrationnelles de la politique entrent en jeu, et c'est là un monde, où le raisonnement fondé sur les faits purs et sur les arguments purement rationnels fait faillite, car les faits sociaux se prêtent aux interprétations les plus contraires. La stricte discipline des relations et des lois de la logique est dès lors impuissante à orienter l'homme d'Etat, qui doit imaginer et prévoir diverses éventualités. Et dans cette *prévision*, que nous avons déjà étudiée en tant que raisonnement, l'imagination joue un rôle des plus importants.

L'imagination de l'homme politique est toujours au service d'un but, d'une tâche, et ce fait même la rapproche du raisonnement, parce que la conscience du but limite d'avance les déplacements de l'imagination. La fantaisie de l'enfant, du malade en proie à la fièvre, ou du maniaque,



s'exerce sans aucune entrave, aucune sélection critique. Mais une imagination créatrice comme celle de l'homme d'Etat ou de l'artiste est une activité mentale au service d'un but déterminé. Dans l'exubérante profusion des images qui surgissent spontanément, elle choisit celles qui sont en harmonie avec le but de la création et rejette tout le reste. C'est précisément cette sélection critique qui constitue le trait d'union entre *l'imagination créatrice* et le *raisonnement créateur*. Dans l'un et l'autre s'affirme l'action déterminante de la conscience que l'individu a de sa tâche.

Si le secret du génie créateur de l'artiste et de l'homme d'Etat est également l'imagination créatrice consciente du but à atteindre, qu'est-ce qui distingue pourtant les deux activités imaginatives? L'artiste, à ce qu'il semble, peut donner un envol tout à fait libre à son imagination, sans être aucunement entravé par la réalité : «la voie lactée baigne son front, et ses pieds foulent le fond des profondeurs». L'homme d'Etat, au contraire, s'il ne dégénère pas en rêveur politique, est obligé d'ajuster son imagination aux cadres de la réalité et de la tenir en lisière, sur le sol des possibilités et des vraisemblances, au lieu de la laisser s'envoler dans les sphères idéales. Toutefois, à examiner de plus près l'imagination de l'artiste, on voit qu'elle ne peut non plus gambader à son gré, car toute création artistique d'une réelle valeur doit comporter une vérité immanente, c'est-à-dire exprimer les aspects vraiment caractéristiques des choses, ce qu'il y a de typique et d'éternel en elles, même s'il demeure indifférent pour nous de savoir si les sujets créés par l'imagination existent ou non dans la réalité. Les héros des drames de Shakespeare, des romans de Dickens ou des épopées de Dante n'ont probablement jamais vécu, ou s'ils ont vécu, ce n'était certainement pas exactement dans les conditions mêmes où l'imagination du poète les a placés. Pourtant la valeur artistique de ces oeuvres est de nous faire sentir les types caractéristiques et éternels de l'homme réel. Par là même, l'oeuvre de l'imagi-

nation créatrice est reliée à la réalité ; cependant, elle n'est pas une forme individuelle et concrète du réel, mais une forme d'ordre supérieur, le «reflet céleste» du monde réel, l'idée platonique de la réalité.

L'imagination politique de l'homme d'Etat travaille certainement aussi dans ce sens : dans la diversité des multiples facteurs individuels de la politique, il lui faut saisir, par son imagination, les traits généralement typiques, les éléments en quelque sorte constants, les types universels, pour construire sa politique sur cette base. Ainsi, par exemple, avant d'entreprendre l'exécution d'une réforme agraire, il faut qu'il ait une vision vivante de l'état d'esprit moyen du paysan pauvre ; avant de rédiger un projet de loi concernant un nouveau genre d'impôt, il faut que le législateur se fasse une image claire de la structure psychologique caractéristique des contribuables visés ; avant de faire une déclaration importante en matière de politique extérieure, il ne faut pas que le degré de sensibilité ou la manière typique de réagir de la nation étrangère dont il va parler, soient inconnus de l'homme d'Etat. Grâce à son imagination, l'homme d'Etat doit toujours se placer dans des situations concrètes et entrer dans l'esprit d'autres individus, mais de telle sorte qu'à travers ces dispositions particulières, il puisse toujours discerner les traits typiques et universels. Ainsi, l'imagination politique, elle aussi, est une activité mentale servant à explorer et à modeler la réalité à sa manière propre.

La faculté de discerner les aspects typiques éternels des choses forme le trait d'union entre l'imagination créatrice de l'artiste et celle de l'homme d'Etat. Une puissante imagination constructive est l'apanage de tous les grands artistes et de tous les hommes politiques de haute classe. Cette parenté profonde paraîtra moins surprenante, si l'on considère que l'imagination créatrice est également un des traits essentiels du savant qui cherche à connaître la réalité objective. Comme l'écrit Herbart, en froid penseur qu'il est :



«Le raisonnement scientifique nécessite autant d'imagination que la création poétique ; il est difficile de dire qui, de Newton ou de Shakespeare avait plus d'imagination». En effet, ceux qui se sont immortalisés dans le domaine des sciences, étaient tous doués d'une grande imagination, ce qui est d'ailleurs une condition indispensable du raisonnement scientifique, de la recherche de vérités abstraites. La pensée scientifique, à l'assaut du domaine de l'inconnu, est éperonnée par l'imagination ; c'est celle-ci qui permet de concevoir les conditions et les possibilités des phénomènes ainsi que leurs conséquences ; ce n'est qu'à l'aide de l'imagination que le savant parvient à construire une hypothèse sur ce qui échappe encore à l'expérience. La justification logique ne fait ordinairement que suivre l'activité de l'imagination. Celle de l'astronome vit dans l'infini du temps et de l'espace ; elle voit la naissance de mondes qui ne luisent d'abord que de la pâle lueur des nébuleuses, puis brillent comme des soleils, pour se refroidir et s'épaissir ensuite. Les théories des atomes de la physique et de la chimie modernes témoignent d'une imagination plus hardie et plus riche que les mythes poétiques de la Grèce antique. La corrélation, la hiérarchie des éléments de la réalité ne sont pas immédiatement accessibles à l'intelligence humaine ; c'est l'imagination qui doit d'abord échafauder ces corrélations, en se les figurant comme des hypothèses, en relevant les interdépendances et les parentés entre des faits qui paraissent à première vue totalement hétérogènes. Le discernement de ces corrélations n'est d'abord qu'une présomption, une vision de l'imagination, qui ne reçoit que plus tard, éventuellement, sa justification logique, au prix d'un long travail méthodique.

Si le raisonnement scientifique, visant à la connaissance objective de la réalité, ne peut se passer d'imagination, n'est-il pas naturel que l'homme politique travaille également avec son imagination constructive, quand il projette dans l'avenir la ligne de l'évolution de la société, sans cesse

en mouvement, en voie de devenir. L'homme politique doué d'imagination arrive avec plus de facilité à dépouiller logiquement ce qu'il a observé sur les phénomènes sociaux : son imagination lui donne une vue d'ensemble sur la multitude des faits et sur leurs interdépendances dans tous les domaines de la vie nationale. C'est l'imagination qui lui permet de voir au-delà de l'actualité, d'entrevoir les éventualités de l'évolution future, d'anticiper sur l'avenir. Sans une imagination suffisante, il ne peut fixer un but ferme, il poursuit une activité sans programme, au hasard des situations momentanées, et risque de sombrer dans le marais de l'opportunisme, au gré des intérêts de partis ou des caprices de l'opinion publique. Par ailleurs, s'il a un idéal et de la volonté, mais pas d'imagination, il ne saura pas projeter dans l'avenir la juste combinaison de l'évolution de la réalité aux aspects multiples, il donnera dans un doctrinarisme plat et obstiné et voudra à n'importe quel prix imposer son idéal à la nation.

Certes, l'imagination créatrice est un grand don pour l'homme politique, cependant, plus son imagination est vive et plastique, plus il risque d'être entraîné loin des réalités et d'oublier que les situations, les conditions sociales imaginées pour l'avenir ne sont pas encore *réelles*, mais seulement *possibles* et que par conséquent elles ne sont pas équivalentes aux objets de l'expérience critique. Au contraire de l'homme politique *positif*, l'homme politique *fantasque* confond ses propres illusions avec la réalité. Imagination et raisonnement doivent aller de pair ; mais, dans le cerveau du fantasque, la première l'emporte sur le second et échappe au contrôle critique du raisonnement. Pour le fantasque, l'illusion n'est jamais en défaut ; c'est, au contraire, la réalité qu'il trouve stupide et vide de sens.

Le politicien fantasque poursuit les mirages de son imagination ; il se heurte bientôt à la réalité et cette déception lui vaut un désenchantement douloureux. Parfois même des hommes politiques éminemment réalistes se laissent empor-



ter par leur imagination débordante, tel Gustave-Adolphe qui rêve au trône russe, puis au trône de l'empire allemand. La grandeur de Napoléon s'explique par son imagination prodigieuse jointe au sens des réalités ; mais souvent la première s'empare de lui. Ses projets éblouissants sont la preuve d'une imagination débordante : tantôt il veut occuper Constantinople et l'Égypte pour rentrer à Paris par Vienne, tantôt il s'inspire de l'exemple d'Alexandre le Grand et songe à la conquête des Indes. La campagne de Russie est également le fruit de son imagination surchauffée qui n'a pas tenu compte des austères réalités. Sa grande idée est de pacifier l'Europe entière sous son sceptre. D'ailleurs, Napoléon, fin psychologue des foules, n'ignorait pas la valeur de l'imagination comme moyen de gouvernement : « Il faut gouverner l'homme par l'imagination, écrit-il, sans cela, c'est une brute ». Son neveu Napoléon III est le type de l'homme d'Etat fantasque ; il est plein de projets romanesques, d'hypothèses fantastiques. Son caractère politique, sous l'emprise d'une imagination inconstante, est plein d'hésitation, d'incertitude et de contradictions. Lord Palmerston disait de Napoléon III : « Le cerveau de cet homme est comme une garenne ; les idées y naissent sans cesse comme des petits lapins ».

Mais quel est le ressort de l'imagination politique, quelle est cette force qui déclenche les séries et les combinaisons d'images de l'avenir et qui les alimente en énergie ? Nous la retrouvons, cette suprême force motrice de l'esprit, partout où l'imagination est appelée à jouer un rôle, chez le poète et chez le savant aussi bien que chez l'homme politique : c'est un facteur irrationnel : le sentiment et l'ambition. Ce qui éperonne l'imagination créatrice dans tous les domaines, y compris la politique, c'est la sensation d'un besoin, un désir, une ambition inassouvie accompagnée d'une tension sentimentale. La volonté d'émancipation d'une nation opprimée, la lutte pour l'affranchissement de couches sociales exploitées, la conscience de la dignité hu-

maine, le sentiment de la justice sociale, le désir de conquête et d'enrichissement, la vengeance, l'ambition, le sentiment de la grandeur nationale, — tels sont les mobiles d'ordre affectif qui incitent l'imagination politique à dresser l'image de ce qui n'existe pas encore, mais que la volonté est appelée à réaliser.

La conscience que l'homme politique a de sa vocation et la foi qu'il met dans son idéal sont les sources intarissables de son imagination orientée vers la réforme de l'ordre social. Chez l'homme d'Etat également, le principal moteur de l'imagination c'est le *self-feeling*, le sentiment de soi-même : le plaisir qu'il éprouve à déployer librement ses forces, à créer et, — *last but not least*, — à être l'objet de l'attention de la nation entière, sinon du monde entier. L'homme d'Etat, lui aussi, éprouve le sentiment de cette supériorité que ressentent tous ceux qui créent, à l'égard de ceux qui ne créent rien. Par l'intermédiaire de l'imagination, le *self-feeling* passe, involontairement, dans la création, dont le succès engendre la volupté du triomphe qui incite à de nouvelles réalisations. De même que la création artistique, la création politique révèle les replis les plus intimes du *moi* de l'homme politique. L'âme de l'homme politique est en quelque sorte polarisée dans l'activité créatrice : il ne voit les phénomènes sociaux que sous le jour exclusif de ses plans politiques.

L'influence latente, inconsciente des sentiments, projette souvent dans la conscience de l'homme d'Etat des combinaisons inopinées et fécondes d'idées et de plans. La politique est le domaine de la lutte et des frictions incessantes, donc un terrain fécond pour les sentiments et les passions : amour, haine, sentiment de supériorité, fierté, jalousie et envie, vanité et ambition. Toutes ces émotions constituent les forces motrices spécifiques de l'imagination. Mais la plus grande, la plus profonde de toutes ces émotions est *l'érôs politique* : l'amour qui attache l'homme d'Etat à son idéal. « *Amor mi mosse che mi fa parlare . . .* » dit Dante



au nom des artistes. «L'amour de l'idéal politique m'a poussé à créer», — peut dire de soi tout grand homme d'Etat.

### Types de l'imagination politique

Le parallélisme entre l'artiste et l'homme d'Etat, vu l'activité de leur imagination, est tout naturel. Par ailleurs, les artistes aussi bien que les hommes politiques peuvent se diviser en deux groupes : subjectifs et objectifs. L'imagination de l'artiste objectif représente la diversité du monde, l'inépuisable diversité des hommes, de leurs idées et leurs sentiments, de façon que lui-même, le créateur, n'apparaît jamais au premier plan ; son *moi* se fond et s'objective complètement dans ses oeuvres. Au contraire, la personnalité de l'artiste subjectif s'affirme fortement dans ses oeuvres ; on le reconnaît dans ses personnages, dont la douleur et la joie, l'optimisme ou le pessimisme, les idées et les idéals sont, en fait, autant de sensations et d'impressions vécues par l'artiste et caractérisent son propre *moi*. Shakespeare, Goethe, Balzac, Jean Arany sont des poètes objectifs, pendant que Byron, Schiller, Petőfi, Musset sont du type subjectif. L'imagination de l'homme d'Etat objectif absorbe en quelque sorte les riches variétés de la réalité sociale ; il sait les pénétrer chacune selon leur nature spécifique et les utiliser à ses fins. L'homme d'Etat subjectif ne voit la vie sociale que sous l'angle de son *moi*, à travers ses sentiments personnels et tend à ériger ses propres idées en normes générales et à les imposer à la collectivité.

Dans l'histoire, ce type de l'homme d'Etat subjectif, — comme l'explique le comte Albert Apponyi (*Esthétique et Politique*. 1895.) — revêt deux formes, celle du radicalisme et celle du despotisme. «Chacun des deux a, dans l'évolution des nations, son heure providentielle. Il y a des périodes où la tendance des sentiments subjectifs d'un homme s'identifie avec le sentiment qui prédomine dans sa nation, sentiment qui, à un moment donné, est véritablement plus

important que tout et dont l'exclusivité ainsi que la force sauvage inhérente à celle-ci, sont nécessaires pour que puissent être brisés des abus invétérés, des obstinations inexpugnables : c'est alors l'heure des artistes subjectifs de la politique, des radicaux». Quant au type despotique, Apponyi y distingue deux variétés. «L'une s'affirme quand une nation ne se rend pas compte elle-même de ses besoins, voire même de ses propres sentiments, de sorte qu'elle n'est pas à même de déterminer ses buts et les moyens à employer. Après de grandes catastrophes, des révolutions ou des guerres, il n'est pas rare que l'on observe de semblables défaillances de la conscience nationale. En de tels moments, une grande mission s'ouvre pour l'homme d'Etat que les circonstances investissent de la dictature, pourvu qu'il sache mieux comprendre sa nation que celle-ci ne se comprend elle-même, qu'il discerne les moyens de guérison, les besoins de son pays et qu'il sache réaliser avec énergie ce qu'il faut à sa nation. Un pareil régime n'est un despotisme que par la forme, car au fond il s'agit là de la politique de la nation même et non pas de celle de la personnalité au pouvoir. L'homme d'Etat qui assume un tel rôle voit et sent avec l'imagination et le coeur de l'artiste objectif et non de l'artiste subjectif : lui-même ne fait que mettre au jour le contenu de la vie nationale, il n'est, personnellement, que le bras qui agit . . . Quant au véritable despotisme, c'est l'affirmation d'une personnalité puissante, ou bien arrivée au pouvoir à la faveur des circonstances, sa domination s'opérant au prix de l'oppression de l'individualité nationale, au lieu et aux dépens de celle-ci».

Parmi les types ci-dessus caractérisés, c'est au type objectif des artistes de la politique qu'appartient François-Joseph I<sup>er</sup>. Après les tragiques vingt premières années de son règne, son imagination d'ailleurs modérée, exempte de débordements, sait se transposer sur le plan psychologique des peuples disparates de son Empire : après plusieurs guerres malheureuses, il a assez d'imagination pour rompre



radicalement avec ses traditions dynastiques et son passé d'autocrate, pendant lequel il tendait à germaniser et à centraliser sous l'hégémonie de Vienne les pays soumis à son sceptre. L'empereur-roi savait reléguer au second plan ses sentiments personnels, être objectif jusqu'à l'impersonnalité en jugeant les hommes et les situations, et aplanir dans la mesure du possible les oppositions d'intérêts de ses peuples. Son antithèse est l'empereur Guillaume II, représentant du type de l'autocrate exclusivement subjectif, qui marque de l'empreinte de sa personnalité toutes les manifestations de la vie intellectuelle, militaire, politique et diplomatique de son pays.

L'individualité de Mussolini semble réunir les caractéristiques de ces deux types. Dans le désarroi quasi anarchique qui suivit la guerre, Mussolini, mieux que la nation elle-même, sut comprendre sa nation et ses nécessités. Aux heures où la conscience nationale s'obscurcissait, il sut deviner ce dont la nation avait besoin pour revivre. Sa personnalité, son génie extrêmement fécond est le centre du nouveau système politique ; tous les domaines de la vie nationale reflètent son action créatrice ; c'est un artiste subjectif de la politique, doué d'une imagination de haut vol et d'une pénétrante intuition. Mais d'autre part, dans l'action de Mussolini, on dégage la marque de l'imagination objective : il sait déceler les nécessités réelles de la nation et les satisfaire ; ce qu'il apporte de personnel dans son action, est en harmonie avec la structure et les aspirations réelles de l'esprit national.

Un examen parallèle du type objectif et du type subjectif dans l'art et la politique montre la parenté entre l'artiste et l'homme public. Cette affinité devient encore plus frappante si l'on considère les conceptions politiques des artistes. Les poètes du type objectif rentrent ordinairement dans le type objectif en politique même, tandis que les poètes subjectifs — qui sont incontestablement la majorité, — se rangent du côté des idées radicales.

Ainsi Molière, dont le génie objectif a absorbé et reflété tant de caractères divers, est un conservateur quant à ses opinions politiques. Goethe, planant sur l'Olympe, au dessus du tumulte de ce monde, comprend et pardonne tout dans sa poésie, le bien, comme le mal ; de même, en politique, il n'est qu'un spectateur placide de l'ordre établi, et qui comprend tout ce qui est humain, jusqu'à l'impérialisme de Napoléon, étouffant toute liberté ; Goethe, comme ministre, n'a jamais aspiré à des réformes radicales.

Les poètes objectifs et pondérés sont plus rares. La plupart sont d'une sensibilité intense et réagissent violemment aux impressions de la vie sociale. S'ils font de la politique, leur imagination subjective les pousse à des extrémités radicales. Lorsque Lord Byron fait ses débuts dans la politique, la Chambre des Lords discute la loi prévoyant des sanctions sévères contre les ouvriers d'usine révoltés qui détruisent les machines (1812). Le poète s'attaque à la loi ; il prend le parti des ouvriers destructeurs des machines qui ne font qu'augmenter leur misère ; le gouvernement n'a pas le droit de recourir à la force armée contre le peuple et de se détourner des souffrances de citoyens anglais, alors qu'il vole au secours des Portugais. Quittant sa patrie, Byron lutte partout en Europe pour la liberté des autres peuples. Sa fantaisie fougueuse le fait participer aux conjurations des *carbonari* : à Ravenne, il se livre à une propagande révolutionnaire en leur faveur ; il offre son appartement comme dépôt d'armes clandestin. La libération de l'Italie est pour lui « la poésie de la politique ». Mais il lutte avec la même ardeur pour la liberté de la Grèce et ses admirables poèmes ont beaucoup contribué à gagner la sympathie de l'Europe à la cause hellénique. Lorsqu'il s'embarque pour la Grèce, un sombre pressentiment le tourmente, comme Petöfi, le grand lyrique hongrois, avant la bataille de Segesvár où il tomba pour l'indépendance magyare. Le sacrifice de sa vie ne paraît pas



trop grand pour Byron lorsqu'il s'agit de la liberté d'un peuple. La poésie ne satisfait pas ses ambitions : il veut être aussi le héros de l'action, et forcer l'Angleterre à admirer en lui le libérateur de l'Hellade.

Depuis Tyrtée jusqu'à Carducci et d'Annunzio, les mouvements d'émancipation nationale et les révolutions sociales ont toujours inspiré les poètes. Mais lorsque le radicalisme politique se montre sous sa forme sombre et dangereuse, et que le spectre de l'anarchie menace de détruire les biens spirituels, sous le souffle froid de la réalité, l'idéalisme fantasque désabusé se cabre et le poète se dégrise. Heine, par exemple, se plaît sous Louis-Philippe à flirter avec la révolution, qui n'éclatera qu'en février 1848. Or, dès 1841, le poète écrit de Paris à un de ses amis berlinois : « On vit ici dans une atmosphère sombre et étouffante ; l'on ne sait si ne surviendront pas les explosions les plus terribles. J'éprouve une crainte intense à la pensée de l'horreur du règne du prolétariat. Je vous avoue que par crainte je suis devenu conservateur. Cette année-ci, vous aurez peu à rayer de mes articles ; peut-être même rirez-vous parfois de ma modération et de mes angoisses. J'ai regardé au fond des choses et je suis pris d'un vertige étrange, — j'ai peur de retomber en arrière ».

Ainsi, l'imagination poétique n'est pas nécessairement optimiste en concevant l'image d'un meilleur avenir ; il lui arrive d'être pessimiste et alors c'est d'un avenir sombre et menaçant qu'elle se fait une image non moins nuancée.

### **Types de raisonnement politique**

Si, en examinant la manière de penser en matière de politique, nous avons séparé le raisonnement logique, l'intuition et l'imagination, ce n'était qu'aux fins d'analyse. En réalité les fonctions de l'esprit se confondent, s'interpénètrent et constituent une unité organique. La manière de penser typique, caractérisant l'individu, dépend de la

prédominance, dans son esprit, de telle ou telle de ces activités mentales.

Certains hommes politiques, doués d'un vif talent d'observation, aiment à approfondir l'analyse de faits particuliers, à soumettre les idées d'autrui à une critique serrée et à les disséquer, en y démontrant les contradictions logiques, à dissocier en ses éléments, avec une précision rigoureuse, l'imbroglio des faits et des problèmes de la vie sociale. C'est le type de l'esprit *analytique*. D'autres, au contraire, ne s'attardent pas aux détails ; ils ont tendance à subordonner la réalité concrète à des principes généraux. Ce qui les intéresse, ce sont les grandes interdépendances, les considérations d'ordre universel. Tel est le type de l'esprit politique *synthétique*. La principale activité de l'esprit analytique est la discrimination : il voit aussitôt en quoi se distinguent les uns des autres les divers cas ; il décèle rapidement jusqu'aux différences insignifiantes et cachées. Au contraire, la pensée synthétique s'applique à relever les *analogies*, les traits communs, tout ce qui rapproche les phénomènes les uns des autres.

Quels sont l'avantage et le désavantage de l'esprit d'analyse en politique ? Son avantage est la pénétration approfondie des faits politiques et sociaux, ce qui permet d'éclairer leur nature spécifique sous tous leurs aspects, sans en tirer des conclusions hâtives et en évitant les généralisations injustifiées. L'étude minutieuse des faits aguerrit le coup d'oeil du penseur analytique et lui permet de relever les lacunes et les erreurs dans les idées consacrées par la tradition et par la convention et de critiquer les opinions d'autrui. Mais le grand inconvénient de l'esprit exclusivement analytique est de s'arrêter aux détails sans les agréger en des unités plus vastes, sans les intégrer en des ordres supérieurs. Négligeant les analogies associatives, il se complaît en des discriminations logiques aussi subtiles que rigoureuses, ce qui explique son penchant au scepticisme et à la critique. L'homme politique qui ne fait que critiquer,



est nécessairement un esprit analyste. Mais celui qui, pendant toute sa carrière politique, ne fait qu'exercer sa critique d'opposant, finit lui-même par perdre le désir de créer ; ses forces constructives dépérissent. Il ne se sent à l'aise que lorsqu'il se pose en censeur hautain, fort de sa supériorité souveraine, sans être lui-même capable de réaliser quoi que ce soit. Un tel politicien revêt facilement les traits de l'homme négatif, qui ne sait qu'opposer son veto, que déprécier et critiquer le travail des autres, que couper un cheveu en quatre, sans apercevoir la poutre dans ses propres yeux.

Dans la plupart des cas, les hommes d'Etat du type analytique sont des esprits d'opposition, même s'il leur arrive d'accéder au pouvoir. Le sens critique de Clemenceau provoque la chute de toute une série de ministères et le côté négatif reste son fort, même lorsque, pendant la guerre, il est appelé au pouvoir : il fait alors opposition aux pacifistes et les détruit. Le penchant critique l'emporte également dans l'âme de Lloyd George — à tel point que depuis la fin de la guerre, il ne fait que critiquer avec la dernière véhémence ce qui fut en partie son oeuvre : les traités de paix. Il est en quelque sorte l'opposition de lui-même. L'homme d'Etat statique reste souvent figé dans l'esprit d'analyse. Lorsqu'il s'agit d'un mouvement de réforme, il n'en voit que les difficultés, en démontrant les dangers des réformes. Le conservatisme outrancier n'est autre chose que l'analyse et la critique des projets de réforme, et l'exemple de Metternich en est certes le meilleur : cet homme doué d'un esprit lucide et logique, mais dépourvu d'imagination, faisait volontiers passer pour de la prudence critique et rationnelle son impuissance à créer.

Ce qui fait défaut à l'esprit analyste, constitue le principal avantage de l'esprit de synthèse : celui-ci discerne aussitôt les corrélations entre les faits ou les idées et il les développe méthodiquement, parce qu'il établit des rapports, en raison de leur analogie, entre des éléments qui échap-

pent à un esprit porté exclusivement à l'analyse. Les grands systèmes politiques, appelés à présider aux destinées d'une nation durant des siècles, sont l'oeuvre de génies de synthèse, tels Jules César, Richelieu, Colbert, le baron Stein, Cavour, Bismarck. D'ordinaire, l'esprit de synthèse s'allie au dynamisme politique dans ces personnalités caractérisées en même temps par la force du sentiment, par le dévouement passionné à leur idéal politique et par la puissance de leur imagination.

Mais en politique la pensée synthétique comporte plus d'une fois un danger qui consiste à négliger de construire les fondements réels de l'édifice de son système politique, par une analyse et une critique suffisante des faits. Ainsi, laissant de côté l'analyse nécessaire de la réalité, l'homme donne libre cours à son imagination et construit des châteaux en Espagne. La pensée synthétique de Napoléon a créé un chef-d'oeuvre durable : l'organisation intérieure, administrative et juridique de la France, et ce chef-d'oeuvre du génie de synthèse est basé sur la connaissance réelle de l'âme française. Mais en fait de politique étrangère, il manquait à la synthèse des conceptions de l'Empereur la connaissance analytique de l'esprit des nations étrangères. Là, son imagination éperonnée par une volonté de puissance indomptable fut ce qui prévalut : son empire, englobant la presque totalité de l'Europe, devait s'écrouler.

Dans la vie politique, il y a lieu de relever par ailleurs deux types intéressants par la tournure de l'esprit : l'un est celui de la pensée *aphoristique*, l'autre, celui de la pensée *systématique*. Il y a des hommes politiques d'un esprit étincelant, pleins d'idées ingénieuses ; leurs saillies font fortune, leurs jeux de mots brillants, leurs interventions spirituelles font grand effet ; en revanche, ils répugnent à l'activité mentale méthodique et laborieuse, au raisonnement concentré et approfondi. Ils font bon marché des plus graves problèmes : une formule spirituelle, et tout est dit. Leur contraire, l'homme d'Etat *systématique*, ne se contente pas de pareils étincellements d'idées ; il aime appro-



fondir les questions, relever leurs rapports multiples et féconds avec d'autres idées et les intégrer dans un vaste système. La différence de ces deux types représente le conflit éternel entre la légèreté futile et la précision consciencieuse.

Le type que nous rencontrons le plus souvent, dans la vie politique comme ailleurs, est le type *reproductif* ou *imitateur*. Un homme politique de ce genre, très sensible aux impressions venant du dehors, est occupé par les idées d'autrui, qui ne sont pas nées dans son esprit. Ses pensées n'ont pas de vie propre, organique, elles n'ont pas de racines dans son âme. Le politicien reproductif, impressionniste, ne saurait être un héros des principes : il est comme le caméléon qui revêt la couleur de l'arbre qui l'abrite. Il ne produit jamais une idée personnelle ; il ne pense que ce que d'autres ont déjà pensé avant lui. Une situation imprévue le met dans le plus grand des embarras : ne disposant pas d'un « cliché » tout fait, il ne sait que décider. Quel désarroi dans un parlement, si une affaire inopinément surgie nécessite un scrutin subit, en l'absence des dirigeants qui font autorité et auxquels pourrait se conformer le troupeau des esprits imitateurs. Les conservateurs rigides et simplistes sont, en politique, presque toujours des esprits reproductifs : ils ne veulent qu'imiter ce qui est établi, ce qui est traditionnel et en imposer l'imitation aux jeunes générations. Le conservatisme à outrance signifie, au fond, une tendance à reproduire l'histoire.

L'esprit de l'homme politique *productif* suit un mouvement inverse : son activité, partant de l'intérieur, rayonne vers le dehors. Ce qui se conçoit dans un tel esprit, y évolue organiquement, d'une manière autonome. Au lieu d'être l'esclave de ses impressions ou des idées traditionnelles, il conçoit de nouvelles hypothèses, il a des conceptions personnelles. Il n'accepte pas les idées d'autrui sans les soumettre à son contrôle critique en les pénétrant, en les recréant : c'est une voix et non pas un écho. Pendant que l'esprit

reproductif s'appuie principalement sur sa mémoire, la principale fonction mentale de l'homme politique productif est le raisonnement et l'imagination combinative, opérations qui se complètent pour la production d'idées nouvelles.

Tout comme dans la science et dans l'art, l'essor de l'évolution, dans le domaine de la vie politique est donné par l'esprit productif. La politique se résume dans le rayonnement de quelques génies créateurs : son histoire est leur histoire.

### **La science dans la politique**

Dans une lettre adressée à Herder, Goethe écrit que la politique est un art, mais qu'elle nécessite «un grand savoir pour préserver de sottises majeures». Et en effet, la politique est un art en premier lieu. En face de problèmes subtils, l'homme d'Etat met en oeuvre son savoir et le raisonnement logique, mais il est aidé aussi par l'intuition et l'imagination. Les plus grands maîtres se plaisent à mettre en avant non pas le côté intellectuel, mais l'aspect artistique de la politique. Bismarck disait : «La politique n'est pas une science exacte».

Quelle est la différence entre la structure psychologique de l'homme politique et celle de l'homme de science ? Comment cette structure psychique répond-elle au but de la science et au but de la politique ?

La science veut approcher le système des vérités, tandis que la politique vise à saisir les valeurs inhérentes à la vie même. L'instrument de la science, ce sont les notions, les concepts, celui de l'art politique est la perception. Pour ce qui est du spécifique, de l'individuel, des cas isolés, la science s'efforce de les couler dans le moule du général, des notions. L'art politique veut réaliser ce qui est général, ce qui est principe, et l'appliquer à la situation particulière de la nation, à la société considérée comme individualité historique. La science tâche de refléter la réalité



telle qu'elle est, tandis que la politique tend à transformer la réalité sociale dans le sens de son idéal. La science s'attache à la réalité, la politique la veut transformer. Tous ces traits sont de nature à distinguer l'une de l'autre la science et la politique.

Aux buts que poursuivent respectivement la science et la politique, répond, d'une manière frappante, la structure psychologique du savant et de l'homme politique. Le savant est dépourvu de l'activité et de la mobilité propre à la vie concrète, à son allure précipitée, à ses changements incessants ; son esprit cherche en tout l'universel, l'immuable, la loi, le principe, son attitude morale est platonisante. Par contre, l'homme d'Etat, homme d'action, est très sensible à l'inépuisable diversité de la vie, aux situations particulières, aux choses concrètes, aux hommes. La science, l'attitude théorique de l'homme comporte une certaine distance de la vie. Ce que le savant veut connaître, il lui faut se l'opposer, le relever du cercle des expériences directes, c'est-à-dire l'objectiver. Cet éloignement de la vie varie selon les diverses branches de la science ; il est plus fort dans les mathématiques qu'en physique, en chimie, en biologie. Dans tous les cas, la science, avec ses idées générales, demeure nécessairement éloignée à une certaine distance de la vie, de la réalité concrète, individuelle et variée à l'infini. L'histoire elle-même qui s'occupe du singulier, est obligée, pour approcher de la réalité historique concrète, spécifique, et qui n'est qu'une fois déroulée, — de recourir à des concepts généraux : au fond, l'historien même doit tuer la vie animée, afin de pouvoir la décrire. Toute recherche et connaissance scientifique comporte une attitude platonisante. Par contre, le raisonnement politique, bien qu'il ait besoin aussi de conception d'idées, tend à réduire la distance entre la vie et la théorie, à s'enfoncer en quelque sorte dans la vie, pour en saisir la singularité ; son but consiste non pas à encadrer la réalité sociale dans un système rigide de notions,

mais à observer de près la vie palpitante et chaude et à la façonner.

Le théoricien dont l'âme, dans un domaine quelconque, se tourne vers le système des vérités, est naturellement dominé par la tendance à la totalité, et il a un fort penchant à systématiser. Mais ce penchant ne peut se satisfaire, même dans un domaine beaucoup plus sujet aux lois de la logique que ne l'est la vie, surtout la vie politique, changeante, évoluant, incalculable, capricieuse. La vie réelle est plus forte que le système des idées abstraites. Aussi la plupart des hommes politiques actifs se méfient-ils des systèmes théoriques. «Systématique, donc faux», — se disent-ils avec Nietzsche. Chez l'homme d'Etat, homme d'action, la théorie, la justification à l'aide de raisons logiques, l'idéologie par trop absorbante, sont presque toujours reléguées au second plan. Son esprit est toujours prêt à l'action, mais quant à la justification théorique, il la rédige tout au plus après coup, — dans ses mémoires. Lorsqu'il était le chef de l'opposition conservatrice, Disraeli, dont la vaste érudition se complétait d'un penchant à la théorie, disait, faisant allusion au dogmatisme libéral de Gladstone féru de théorie : «Les professeurs et les rhéteurs inventent des systèmes et des principes. Les véritables hommes d'Etat s'inspirent uniquement de l'instinctive volonté de puissance et de l'amour de la patrie. Voilà les sentiments et les méthodes qui créent les grands empires».

Dans l'âme du théoricien, concentrée sur la connaissance exacte de la réalité, le *moi* reste si possible au second plan, les rapports d'ordre objectif et logique sont au premier plan de son esprit. L'attitude psychologique du savant est centripète au premier chef ; en partant du monde extérieur dont il enregistre les faits, il constate : «cela est ainsi fait». Par contre, l'homme politique veut transformer ce monde en partant de son propre *moi* : son âme se dirige vers l'extérieur en vue de l'action sur le monde, elle suit donc une direction centrifuge : «C'est ainsi que



je veux», — est la devise qui résume cette tendance. L'élément décisif de la *vita contemplativa* du savant est le raisonnement ; celui de la *vita activa* de l'homme d'Etat est le vouloir. Et parce que cette volonté se heurte à des obstacles, l'élément de l'homme politique est la lutte pour imposer sa volonté aux autres. Ces traits distinctifs déterminent par ailleurs d'autres caractéristiques en ce qui concerne le rapport de la science et de la politique avec la vie. Le type extrême et pur du savant, «l'homme de la pensée», aime ordinairement la vie solitaire, la retraite ; il est peu sociable et se suffit à lui-même, préoccupé qu'il est du monde objectif sur lequel portent ses recherches, il ne se soucie guère du reste. De par sa nature même, le représentant du type du savant pur n'est pas un être politique. Par contre le véritable homme politique a une disposition toute particulière à s'occuper des relations sociales de la vie ; ce n'est que dans la société qu'il arrive à déployer les forces qui sommeillent en lui ; dans la solitude il est mal à l'aise, parce que son être moral n'aspire pas à la perception des vérités et à la félicité qu'elle donne, mais qu'il veut agir sur les autres, organiser les hommes, afin de transformer avec eux la physionomie de la société. Le type extrême de l'homme politique, «l'homme du pouvoir», considère tout sous l'angle du pouvoir, afin de le conquérir ou de le garder ; aussi est-il partisan du pragmatisme : la vérité n'a de valeur pour lui qu'en tant qu'instrument de domination. Cette conception instinctive de la vérité comme instrument se manifeste dans le fait que l'homme politique pur, le *Machtmensch*, perd peu à peu le sens de l'objectivité. Ses visées politiques colorent d'avance à ses yeux la «vérité» et l'empêchent de voir les choses sans parti pris. La politique tendant exclusivement au pouvoir l'aveugle : il ne voit que ce qu'il veut voir. Dès lors, l'évidence de la pensée cède la place à la violence du pouvoir, à la logique se substitue la rhétorique, à la conviction, la persuasion et au savoir réel, le sophisme.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que chez Aristote dont la «Politique» résume la sagesse politique de l'antiquité, l'attitude du théoricien et celle de l'homme politique pratique ne sont pas aussi nettement opposées. Au sujet de l'activité scientifique et de l'activité politique, il dit en effet : «Ce sont à peu près là les deux formes de vie que choisissent depuis toujours ceux qui luttent le plus ardemment pour la vertu, à savoir : la vie politique et la vie vouée à la science. Certains sont d'avis que la domination sur les hommes, si elle se fait par des méthodes tyranniques, comporte la plus grande injustice ; par contre, si cette domination adopte les principes de la communauté, bien qu'on ne puisse la qualifier d'injuste, elle entrave néanmoins le cours tranquille de la vie individuelle. D'autres pensent le contraire : il n'y a que la vie active et vouée aux affaires publiques (*praktikos kai politikos bios*), qui soit digne de l'homme ; pour exercer quelque vertu que ce soit, l'homme privé n'a jamais autant d'occasions que ceux qui gèrent les affaires publiques et s'occupent des affaires de l'Etat».

La meilleure illustration des traits typiques de l'âme théorique et de l'âme politique est un parallèle entre ces deux grands amis que furent Tocqueville et Cavour. Le premier est un théoricien pur qui croit absolument à la force de la raison en tant que facteur omnipotent dans l'organisation de la société : pour lui les problèmes politiques sont des problèmes philosophiques et la politique elle-même n'est à ses yeux que de la logique appliquée. Il se soucie peu des grandes forces irrationnelles qui grondent à l'arrière-plan de l'histoire : les instincts des foules, la vanité, l'ambition, l'hypocrisie des hommes politiques et des diplomates avides de pouvoir, bref tout ce qui est incalculable dans la vie politique ; dans son esprit, les faits ne sont que les illustrations d'idées abstraites. Cavour est au contraire le type même de l'esprit politique actif, pratique ; il ne s'intéresse qu'aux faits, à la réalité. Il observe



et analyse sans cesse, il esquisse l'image de l'avenir non pas pour se complaire dans cette activité intellectuelle, mais pour faire servir les résultats de son raisonnement à l'action efficace, à façonner la réalité. Tocqueville médite, Cavour agit. Lorsque Tocqueville abandonne la théorie pure pour la politique pratique et devient ministre des Affaires Etrangères de France, il est embarrassé par les remous de la vie politique, il devient hésitant. Au contraire, plus la situation est confuse, plus Cavour se sent à l'aise, car plus il savoure la force régulatrice de la volonté et de l'action et plus il est à même de faire valoir les intelligentes énergies de sa puissante personnalité.

### **Culture générale et culture spécialisée dans la politique**

La condition de l'homme d'Etat — dit en substance Richelieu dans son Testament Politique — n'exige pas le savoir livresque, pédant ; rien n'est plus dangereux pour l'Etat que les hommes qui veulent gouverner un empire d'après les principes appris dans les livres. En agissant ainsi, il finissent souvent par ruiner leur pays, car le passé ne s'accorde pas avec le présent et les conditions varient toujours dans le temps, dans l'espace et selon les individus. La bonté et la force du caractère, ainsi que la sûreté du jugement, véritable source de l'intelligence, sont par contre indispensables à l'homme d'Etat qui doit également être versé dans les sciences et dans l'histoire, connaître la constitution des Etats du monde, et avant tout, celle de son propre pays.

Ainsi, bien qu'indirectement, Richelieu, fondateur de l'esprit politique moderne, pose cette question : dans quelle mesure le savoir est-il nécessaire à l'homme public ? — est-ce la culture générale, ou bien l'instruction technique qui est plus souhaitable pour lui ? quel est l'homme politique « cultivé », à la hauteur de sa tâche ?

La grande erreur de notre époque est de limiter la notion de culture individuelle exclusivement aux connaissances d'ordre intellectuel, alors que la vraie culture ne se rapporte pas uniquement à l'intellect, mais à l'ensemble vivant, organique de l'esprit, donc aussi aux sentiments et à la volonté. Même, ce qui distingue en premier lieu l'homme vraiment cultivé de l'homme primitif inculte, c'est précisément la maîtrise des passions, l'empire sur soi, la différenciation plus nuancée des sentiments, la persévérance de la volonté. Quand nous qualifions quelqu'un de «barbare», — c'est-à-dire d'homme inculte — cela ne vise pas en premier lieu son érudition (il peut s'agir d'un homme très instruit), mais l'ensemble de son être moral : son humeur, l'expression de ses émotions, sa délicatesse d'âme, son attitude en société. Aussi l'homme politique cultivé est-il en première ligne cultivé dans ce sens.

D'ailleurs, la notion de culture, même limitée à l'instruction exclusivement intellectuelle, a deux sens : *instruction professionnelle et culture générale*. Chacune des deux joue un rôle important dans l'activité politique de l'homme d'Etat.

L'instruction professionnelle ou technique embrasse des connaissances et des aptitudes spéciales nécessaires pour exercer une profession définie. La vie de la société repose sur la division du travail et tout membre de la collectivité nationale a son rôle propre et son champ d'action spécial. Pour répondre à sa tâche individuelle, chacun doit avoir une instruction technique adéquate. C'est dans ce sens que l'on parle d'agriculteur, d'artisan ou d'ouvrier cultivés, et non seulement de médecin, d'avocat ou de professeur cultivés. Plus le rayon de l'instruction spéciale est limité, restreint, plus elle est précise, approfondie. Le médecin spécialiste ne s'occupe que de son domaine : il est cardiologue, chirurgien ou ophtalmologiste. Certains avocats sont experts dans les affaires commerciales, d'autres sont criminalistes. Tel savant est physicien, tel autre chimiste ou



historien, et en tant qu'historien, par exemple, se spécialise encore dans l'étude de la Grèce antique, de l'antiquité en général ou du moyen âge. Y a-t-il dans ce sens des hommes politiques bien spécialisés? Naturellement. La plupart des hommes politiques se consacrent à tel secteur du vaste domaine de la vie publique qui s'accorde le mieux avec leurs aptitudes spéciales préalablement acquises. L'économie a ses spécialistes en politique, et les diverses branches : commerce, industrie et agriculture ont à leur tour leurs experts. D'autres, juristes, sont spécialistes en matière de droit public, tels autres se consacrent surtout à la politique sociale, etc. La vie moderne en général, mais surtout la vie politique, est si différenciée que toute branche de la politique exige une instruction technique très poussée, indispensable à leur développement fructueux. Une parfaite honorabilité, des mœurs intègres et la noblesse de l'âme ne constituent pas à elles seules un programme et une vocation politique ; elles n'en sont qu'une condition nécessaire. «Ce n'est pas à l'homme le plus honnête que nous devons confier le poste de chef de gare, mais à un homme qui, en dehors de son honnêteté, est particulièrement versé dans l'administration des chemins de fer ; de même, les bonnes intentions du législateur ne sauraient suffire sans la connaissance des principes du droit, de la politique et de la sociologie» (Faguet : *Le culte de l'incompétence.*)

Tout comme dans le domaine de la science et de la technique, en politique également la vie moderne a donné un puissant essor à la spécialisation. L'autorité de l'homme politique technicien spécialiste s'accroît de jour en jour aux dépens du politicien rhéteur : les présidents du conseil cherchent de préférence à former leur cabinet en faisant appel aux meilleurs spécialistes. L'influence très sensible que, surtout depuis la guerre, l'Etat exerce sur l'économie privée, a conduit les hommes publics à recourir dans une mesure toujours plus grande à des conseillers experts, qui sont étrangers à la politique. Ceux-ci envisagent les réalités

de la vie sans parti pris, sans préjugés de nature politique, en vrais «technocrates» qui ne font que calculer. Ces experts sont, en quelque sorte, les chauffeurs de la politique : ils sont les techniciens des crises économiques et pour sortir du mal, le monde a besoin de leur clairvoyance d'experts, de leur intervention technique. Toutefois, depuis un certain temps, après les nombreuses conférences économiques internationales, on commence à perdre toutes illusions à l'égard des experts : ils font faillite, ou plutôt les hommes d'Etat qu'ils conseillent. Les hommes politiques ne se fiant pas à leurs propres connaissances techniques font appel aux experts ; or, les intérêts nationaux ou particuliers, les jalousies et les ambitions politiques font avorter le plus souvent les prescriptions des experts, si sages et justes qu'elles soient.

Bien que l'instruction technique soit aujourd'hui le point de départ de toute activité politique, elle ne saurait suffire à l'homme d'Etat, parce qu'en politique également, tout se tient. Peut-on en effet, se consacrer à la politique agraire sans connaître les faits et les aspirations de la politique commerciale et industrielle, et inversement ? Peut-on s'occuper de politique financière, de réformes fiscales, sans être parfaitement documenté sur toutes les branches de l'économie nationale et sur leurs corrélations intimes ? L'homme politique voué aux questions culturelles ne saurait non plus isoler, dans sa pensée, les problèmes culturels des autres domaines de la vie nationale, puisqu'il s'agit de satisfaire des besoins intellectuels de l'ensemble de la nation.

Dans le libre développement des forces nationales, culture et vie économique sont inséparablement liées. Un certain degré de bien-être matériel, de richesse nationale est indispensable à la formation d'une culture notable. D'autre part, sans la culture de l'esprit, la prospérité et la civilisation matérielle se trouvent paralysées, car c'est la force de l'esprit qui commande à la matière inerte. L'ordre



de la vie économique et le développement des ressources matérielles d'un pays, la formation des capitaux, la prospérité et l'enrichissement sont conditionnés par des facteurs d'ordre spirituel et moral : l'esprit d'initiative, l'ingéniosité, la faculté d'adaptation de l'esprit, l'impulsion et l'élan des sentiments, la conscience des responsabilités et des devoirs, la force créatrice et la persévérance de la volonté. Politique économique et politique culturelle se confondent donc le plus intimement. Le raisonnement « enrichissons-nous d'abord, nous nous paierons ensuite le luxe de la culture » est d'une simplicité béatement naïve. La vie réelle est beaucoup trop compliquée pour être enserrée dans des formules aussi simplistes. Comment songer à la réalisation du mot d'ordre de la « richesse d'abord » si la foule des paysans illettrés continue à pratiquer les méthodes de production primitives de leurs pères, — à notre époque de mécanisation ? La condition de la prospérité des foules est l'évolution culturelle de ces dernières : seules les masses travailleuses culturellement évoluées sont à même de pratiquer une exploitation rationnelle, de mettre en valeur les ressources naturelles, de soutenir la concurrence des autres nations. Politique économique et politique culturelle ne peuvent réaliser leurs buts respectifs qu'en coordonnant et en conjuguant leur action progressive. Mais l'homme politique qui poursuit une action culturelle doit en outre tenir compte de beaucoup d'autres aspects de la vie nationale. De plus, il doit savoir que seule la culture suffisamment évoluée peut assurer le bon exercice du pouvoir public et la bonne application du droit. C'est en vain que le régime juridique de la nation se démocratise : l'extension des droits n'a de sens que si les membres de la nation sont suffisamment instruits pour user de leurs droits avec justesse. Une saine démocratie politique ne peut être édifiée que sur la démocratie de la culture, sur la civilisation homogène et universelle de la nation.

Ainsi, dans tous les domaines, la politique « technique »

s'élargit pour devenir politique générale, politique nationale. Le principe de la division du travail exige qu'en certaines matières, l'homme politique possède des connaissances techniques particulières. Mais ces connaissances spéciales ne peuvent être unilatérales et se borner à certains détails. L'homme d'Etat doit être plus qu'un savant spécialisé : il lui faut observer les grandes interdépendances organiques, il ne doit pas développer son terrain spécial aux dépens des autres domaines de la vie nationale. La nation est un organisme vivant, ses membres et ses organes ne peuvent évoluer qu'ensemble, d'une manière harmonieuse et proportionnelle. Il faut que l'homme d'Etat ait un sens particulier pour mesurer ces proportions : il ne doit pas surdimensionner la culture de l'esprit au détriment de la culture matérielle et inversement ; il n'a pas le droit de s'engager dans une politique extérieure par trop ambitieuse qui serait en disproportion avec les forces intérieures de l'Etat. L'homme d'Etat de grand style ne peut être un simple «technicien». Pour gouverner l'Etat, il faut que son coup d'oeil embrasse tous les domaines de la vie nationale, avec leurs interdépendances et leurs proportions réciproques, afin de pouvoir, en conséquence, assigner des objectifs justes aux fins de l'évolution future.

Tout cela nécessite, à l'encontre d'une instruction technique unilatérale, une *culture politique générale* à deux aspects : le contenu et la forme. Au point de vue du contenu, la culture générale de l'homme d'Etat signifie qu'il est plus ou moins versé dans toutes les branches de la vie de l'Etat. Tous les grands hommes d'Etat ont été, dans ce sens, des esprits encyclopédiques. Périclès fut non seulement un grand chef de guerre et un diplomate, mais aussi un grand économiste et un animateur culturel. Jules César était un maître dans l'art militaire et en même temps un grand organisateur d'Etat. Richelieu, Colbert, Pitt, Napoléon, Cavour, Gladstone, Disraeli, Kossuth, Mussolini, nous étonnent par l'universalité de leur génie.



Mais qu'est-ce qui explique cette faculté d'embrasser une si vaste étendue de connaissances? C'est l'aspect *formel* de la culture générale : ces hommes ont formellement exercé, entraîné, dès leur jeunesse, toutes leurs facultés intellectuelles. L'universalité ne concerne pas seulement l'étendue de la sphère des connaissances, — ce qui exige une bonne mémoire, — mais aussi l'ensemble des facultés intellectuelles. La culture générale de l'homme d'Etat ne se borne pas uniquement à une pratique plus ou moins grande dans toutes les branches de la vie publique : il faut en plus que son esprit soit formé en vue de recevoir toutes espèces de connaissances nécessitées par la vie politique, c'est-à-dire que son éducation, la tournure de son esprit lui permettent de se familiariser rapidement avec toute matière susceptible de surgir dans la politique et de se l'assimiler. Cette souplesse politique importe beaucoup plus que la connaissance précise de matières très diverses. L'homme politique de talent médiocre mais doué de bonne mémoire peut facilement devenir un érudit dans maintes questions ; mais faute de raisonnement combinateur, il ne sait pas organiser les matières apprises et les utiliser en vue des objectifs à atteindre. Par contre, un esprit rompu au raisonnement, à la réflexion, peut aisément compenser ce qui lui manque en connaissances positives. La raison lucide et le bon sens sont un don beaucoup plus précieux pour l'homme d'Etat qu'une vaste érudition et une forte mémoire. Mais les plus grands maîtres de la politique étaient de ceux chez qui la mémoire et l'érudition s'unissent à l'intuition et à l'imagination plastique accompagnée d'une grande faculté combinatrice.

Un tel homme est le génie politique. Quelles sont les caractéristiques du génie? Le génie est un esprit universel, un *uomo universale* : qu'il soit mis en face de n'importe quel problème, jusqu'alors inconnu pour lui, aussitôt il aperçoit l'essence des choses. Il ne l'a pas étudiée, il la voit pourtant. L'homme doué de talent est capable de

créer de grandes oeuvres, mais seulement dans le domaine qui lui est particulier, tandis que le génie réalise de grandes créations partout où le destin le place. Et comme la vie politique est le domaine le plus riche de l'activité humaine, c'est là que le génie politique peut déployer le plus librement toutes les forces gigantesques dont il dispose. De par sa nature même, la politique est le terrain le plus apte à l'épanouissement de l'esprit universel.

L'homme d'Etat ne s'adonne pas à la méditation, à la théorie, il est un homme de volonté et d'action. Mais, pour fixer ses buts avec justesse et pour bien choisir ses moyens, il a pourtant besoin de la science. Dans ses négociations et ses discussions, l'homme d'Etat doit être au moins égal à son adversaire quant à la possession des matières politiques, juridiques, historiques et économiques, pour s'adapter au raisonnement de son interlocuteur, pour être à tout instant en mesure de justifier sa thèse, de réfuter les arguments opposés, pour choisir le moment où il faut montrer de l'intransigeance ou de la conciliation. Sans culture universelle, il sera unilatéral et gauche. Le grand homme d'Etat anglais Joseph Chamberlain, pour ne citer qu'un exemple, était doué d'une brillante intelligence, sans disposer d'une culture générale adéquate ; c'est pourquoi il ne sut pas pénétrer suffisamment les ramifications compliquées que comportaient sur le plan social les problèmes soulevés. Aussi, manquant de l'esprit critique des érudits, resta-t-il toujours convaincu de sa propre infaillibilité.

Le défaut d'esprit critique et un certain dogmatisme sont ordinairement le propre des hommes politiques autodidactes qui ne sont pas rompus à la gymnastique logico-critique que donne l'enseignement supérieur. La vie politique moderne nous offre, en la personne des députés ouvriers, de remarquables exemples de l'effort individuel vers la culture. Chez les *self made men* du savoir, l'instruction n'est pas un vernis extérieur, comme chez maints hommes



«lettrés», mais le résultat d'efforts laborieux et répondant à des besoins spirituels spontanés. L'instruction laborieusement acquise pour satisfaire une soif de savoir a bien plus de force active et plus de souplesse et de spontanéité que n'en donne l'enseignement purement scolaire. Les connaissances de l'ouvrier qui devient homme politique et même homme d'Etat de premier ordre, ont leur origine dans des nécessités pratiques et demeurent toujours en étroite liaison avec la vie. En revanche, la vision du monde telle qu'un homme d'Etat de ce genre la forme par lui-même est, le plus souvent, par la force des choses, unilatérale et dogmatique, parce que manquant de système et d'esprit critique, fruits de la formation scientifique. Ces hommes sentent eux-mêmes, obscurément, le désavantage qui résulte pour eux de l'insuffisance de leur formation intellectuelle. C'est ce qui explique d'ailleurs que les transfuges de la société bourgeoise qui passent au camp socialiste ou communiste, y font vite carrière, car leur culture plus étendue rehausse leur prestige aux yeux de la foule.

Nous nous sommes demandé quel est le rôle de la culture générale et de l'instruction technique dans l'activité de l'homme d'Etat. Il semble qu'après les considérations qui précèdent, la réponse soit faite. L'homme d'Etat qui veut gouverner et non pas être gouverné a sans doute besoin d'une instruction technique approfondie, mais qui s'élargit tout naturellement en une culture de plus en plus générale, par l'étroite interpénétration des diverses branches de la vie publique, branches qu'il doit toutes observer avec attention. La théorie et la pratique agissent l'une sur l'autre, en politique également, en se fécondant réciproquement. Sans principes directeurs, sans les lumières de la théorie, la pratique reste aveugle ; en revanche, sans l'effet réalisateur, sans la pratique, la théorie est vide. La politique, tout comme les autres arts, n'est pas, au fond, un objet d'érudition : elle nécessite beaucoup de savoir, mais ne peut s'apprendre.

### La philosophie dans la politique

L'homme d'Etat pratique fixe son regard non pas sur les principes éternels, mais sur l'avenir proche, sur les tâches que commande la situation du moment. Il s'attache à convaincre de la justesse de ses projets et de son action l'ensemble de la nation, la foule, par conséquent, des gens auxquels la profondeur philosophique est absolument étrangère. L'analyse et la justification du fond idéologique et doctrinal de son oeuvre le paralysent, semble-t-il, dans son action rapide et efficace portant sur l'actualité. L'homme politique a le sentiment que s'il consacre sa force à justifier son action au point de vue des principes, il ne peut observer avec vigilance la société qui vit autour de lui : « en observant les étoiles, comme Thalès, il tombe dans le fossé, parce qu'il ne se soucie pas de ce qui est à ses pieds » (Platon). S'il plane dans les froides hauteurs des principes, il ne sent pas la chaude palpitation de la vie quotidienne, il ne comprend pas les besoins spirituels de l'homme moyen : sa parole méditative passe, incomprise, au-dessus des masses de la nation : au gouvernail de l'Etat il y aura donc un doctrinaire distant de la vie réelle, un homme qui n'est pas de ce monde. L'homme politique ne doit pas considérer l'Etat avec les yeux du philosophe : ce n'est pas l'idée éternelle de l'Etat qu'il a en vue, à l'instar de Platon, mais la vie réelle de l'Etat, celle de tous les jours, qu'il veut orienter et façonner.

Pourtant, à feuilleter l'histoire, on voit que nombre d'hommes d'Etat se sont lancés dans la vie politique, pour la plupart dès leur jeunesse, justement sous l'effet direct ou indirect des mouvements philosophiques de leur époque, en vue de transformer l'ordre social, selon l'idéal conçu par une certaine tendance philosophique. Les courants et systèmes philosophiques ne sont en quelque sorte que l'expression méthodique de l'esprit d'une époque et de sa civilisation.



Toutefois, la philosophie ne se borne pas à analyser et à résumer l'esprit d'une époque sous la forme d'une doctrine consciente, mais au delà de cette tâche, elle formule de nouveaux idéals de vie dans le sens desquels elle cherche à transformer la vie et l'ordre de la société. Par conséquent, les idées philosophiques revêtent, indirectement, une grande importance pratique et politique : la philosophie devient une véritable puissance spirituelle et une force motrice politico-historique. A la lumière de l'histoire, on discerne parfaitement les fils qui relient aux idées philosophiques les changements d'ordre social, juridique et politique, et non seulement l'oeuvre des savants et des artistes, mais aussi l'oeuvre des hommes d'Etat. Ces idées ne se confinent pas dans le domaine de la froide théorie, mais se popularisent, s'emparent de l'âme des foules, inspirent les hommes publics, suggèrent de nouveaux buts aux hommes d'Etat et deviennent ainsi un puissant facteur historique dans la transformation de la société.

Quel est le sens de l'existence humaine? Quel est le but de la société et de l'Etat? Quels sont les droits et les devoirs de l'individu à leur égard? Ce sont de grands problèmes philosophiques, agités depuis toujours. La position à prendre à leur égard fut de tout temps un problème d'appréciation se posant pour la philosophie, et dépendant de la conception universelle que l'on se fait du monde. Aussi les courants et les programmes politiques sont-ils toujours en rapport très étroit avec les courants philosophiques. Tout système philosophique comporte, en effet, une certaine hiérarchie des valeurs. Il est donc naturel que le philosophe aspire à transplanter dans le domaine de la réalité sa conception de la vie, à transformer l'ordre social selon ses idéals.

Nous ne devons donc pas considérer les philosophes comme des êtres rêvant innocemment dans le vide des idées et occupés uniquement à ourdir le filet de leur système idéologique. Le penseur profondément convaincu de la

vérité de ses conceptions de valeur et de ses idéals, cherche aussi à propager ses idées en usant de toutes les ressources de sa force suggestive, afin de transformer les individus et la société et de les amener dans la ligne de ses idéals. Ainsi les courants philosophiques contribuent, imperceptiblement, mais dans une forte mesure, à former l'esprit de l'époque, à influencer ses convictions politiques, à développer l'organisation de la société ; débordant la sphère étroite où elles sont nées, ces idées se vulgarisent, pénètrent les larges sphères de la société et les stimulent en vue de l'activité politique.

En parlant du rapport entre la conception du monde et la politique, nous avons constaté que les convictions politiques tiennent non pas à la froide intelligence, mais aux appréciations, au côté irrationnel de la conception que l'individu se fait du monde et de la vie. En effet, la philosophie renferme d'un côté des idées qui, par de froids raisonnements, s'adressent à l'intelligence qu'elles éclairent, et de l'autre des idées motrices, saturées de sentiments qui portent sur les valeurs. Les premières enrichissent l'image que l'on se fait du monde, les autres élargissent et façonnent consciemment la vie. Les idées de nature rationnelle, en tant que vérités objectives, valables par elles-mêmes, se détachent de la personne qui les a discernées ; les idées de nature affective se fixent toujours dans le sujet qui les saisit intuitivement et qui est pénétré de la valeur contenue au fond de l'idée. Les idées politiques des philosophes font partie de ces idées-motrices. Toute l'histoire politique témoigne de l'influence qu'elles ont exercée sur les masses, aussi bien que sur les hommes d'Etat.

Les idées dominantes de la Grèce du V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, de même que celles du XVIII<sup>e</sup> siècle en France, — ces deux siècles de la philosophie, — créent le climat spirituel le plus favorable à la démocratie. Ces époques sont appelées les siècles des lumières et pourtant,



au premier plan de l'esprit de ces siècles, se trouvent non les idées éclairant l'essence du monde, mais les idées impulsives agissant sur les sentiments de l'homme. La philosophie de ces époques n'est pas cosmocentrique, mais anthropocentrique : ce n'est pas l'essence ultime du monde extérieur, mais les problèmes du monde intérieur de l'homme qui la préoccupent : les questions de religion, morale, ordre social et politique font alors l'objet de discussions philosophiques dans les plus larges couches de la population. Le siècle des lumières et de la philosophie dans la Grèce antique, comme dans la France du XVIII<sup>e</sup> siècle, débute par la critique de la *religion* traditionnelle. La valeur intrinsèque de l'ancienne religion surnaturelle est mise en négation et la philosophie entend lui substituer une religion « naturelle », ce qui obscurcit dans la conscience publique du peuple l'idée de l'origine surnaturelle et de la sanction divine du pouvoir politique : le peuple lui-même est la source du pouvoir. Les sophistes grecs, comme les encyclopédistes, ne voient dans le droit et la morale que des normes subjectives et relatives, créées par l'homme, sans aucune valeur en elles-mêmes et sujettes à des changements selon les époques et les peuples. Le plaisir, le bonheur, l'intérêt sont pour eux les suprêmes valeurs morales. Cette conception morale eudaimoniste et utilitaire pénètre également la politique : le seul but de l'Etat est le bonheur et le bien-être des citoyens. Chacune de ces deux périodes de lumières philosophiques entend affranchir l'individu des entraves des traditions, pour lui permettre de penser librement, avec sa raison. C'est pourquoi on réclame pour chacun l'égalité des droits et de la liberté, afin que chacun puisse librement faire valoir ses énergies.

Cet individualisme est la condition première de la démocratie politique : tout membre de la communauté, sans égard à sa naissance ou à sa fortune, doit pouvoir exercer une influence égale sur les affaires publiques et fonctionner sans aucune discrimination comme législateur.

Puisque la philosophie de ces époques des lumières nie les valeurs traditionnelles d'ordre religieux, moral, juridique et constitutionnel, le passé, au fond, ne l'intéresse guère, tout au plus y voit-elle une matière à détruire : son intérêt se concentre sur le présent et sur l'avenir. Cette attitude *anti-historique* de cette philosophie implique le *radicalisme* politique qui entend bouleverser, jusque dans ses racines, l'ordre social existant et le remplacer par des institutions sociales «rationnelles». L'esprit de telles époques croyant à la force rédemptrice de la raison et appliquant cette croyance aux idées de la morale et de la politique, est saturé d'un optimisme exubérant qui découle de la conviction que les nouveaux idéals politico-sociaux seront faciles à transplanter dans la réalité. A ces époques où les idées animatrices ayant trait à l'homme et à sa situation sociale sont l'objet de l'attention publique et où l'on est persuadé que le bonheur et le bien-être des individus et de la collectivité dépendent de leur solution, chacun se met à philosopher, chacun prend position avec désinvolture, au sujet des problèmes de l'existence individuelle et de la vie sociale, et la discussion philosophique en arrive toujours à la politique.

Le discours que Périclès, le plus grand homme public du siècle des lumières de la Grèce antique, prononce en commémoration des héros tombés pour la patrie, est, au fond, une dissertation philosophique sur la destination de l'Etat athénien, sur sa haute mission civilisatrice, sur sa structure sociale, sa démocratie, sur l'égalité de ses citoyens, sur l'optimisme caractérisant l'esprit entreprenant des Athéniens. Cette oraison funèbre, résumé classique des idées politiques de son siècle, qui fut celui de la philosophie, constitue en même temps un admirable document qui révèle l'influence profonde que l'atmosphère spirituelle créée par la philosophie exerce sur l'évolution de la politique pratique une nation et de ses hommes d'Etat. Tous les principes politiques exposés dans son discours par Périclès



viennent de la philosophie grecque et se sont infiltrés dans la conscience publique, surtout grâce à l'action vulgarisatrice d'agiles sophistes, pour devenir conscients chez les hommes qui dirigent l'Etat, comme Périclès. Ce n'est pas un effet du hasard que Périclès ait été lié d'amitié intime avec Protagoras, le plus érudit des sophistes et qui méditait beaucoup sur les problèmes de l'Etat et de la société.

En recherchant les effets exercés sur les hommes publics et sur la vie politique moderne par la philosophie de cet autre siècle des lumières que fut le XVIII<sup>e</sup> siècle, on assiste au même spectacle historique. La philosophie se dépouille de son caractère scolaire, elle commence à diriger l'opinion publique, à transformer l'ordre social et l'ordre politique, et devient une puissance dominatrice. Elle suit le même chemin que l'esprit qui avait inspiré le siècle des lumières dans la Grèce antique. Montesquieu, Voltaire, Rousseau et les encyclopédistes s'attaquent aux traditions et à l'autorité historiques. Antihistoriques, parce que rationalistes, ils réclament pour l'Etat et la société une organisation «naturelle», «rationnelle». Ils critiquent avec violence la tyrannie, la monarchie absolue et démontrent que les individus doivent avoir des droits égaux : ils réclament la liberté et l'égalité politique pour tous ; ils rêvent de démocratie intégrale, de dignité humaine et d'amour universel s'affirmant dans les lois et font preuve d'un optimisme débordant : le monde nouveau sera le pays du progrès et du bonheur. Ces nouveaux idéals où bouillonnent de nouveaux sentiments de valeurs politiques, ces philosophes les suggèrent à la nouvelle génération appelée à diriger l'Etat ; pour y arriver, ils usent d'une dialectique passionnée, frémissant de la force impulsive des idées nouvelles, ils mettent en oeuvre toute la vivacité de leur esprit, toute l'ingéniosité de leur imagination, toutes les ressources de leur style à l'élan irrésistible. *L'Esprit des Lois* de Montesquieu (1748) a introduit dans les esprits, non seulement en France mais dans toute l'Europe, le sentiment incoër-

cible de la nécessité des réformes sociales et de l'instauration d'un régime parlementaire calqué sur le modèle anglais. Vingt ans après paraît le *Contrat Social* de Rousseau, qui continue de suggérer des réformes et vingt autres années après, éclate la Révolution. Sur l'Assemblée Constituante, c'est l'esprit de Rousseau qui plane : dès lors, les hommes politiques pratiques ont le même style, la même façon de penser, la même terminologie que le grand philosophe solitaire. *La Révolution française est l'illustration historique du rapport abstrait entre philosophie et politique.* Lorsque l'abbé Sieyès pose cette question : « Qu'est-ce que le Tiers Etat? — Rien. — Que doit-il être? Tout. » — le peuple s'empare lui-même du pouvoir souverain, tout à fait dans l'esprit du *Contrat Social* : c'est là la Révolution dont les idées transformeront la vie politique des peuples de l'Europe. Même, c'est la même philosophie qui avait inspiré, déjà quelques années avant la Révolution française, la Constitution que se donnèrent les Etats-Unis d'Amérique, dont le premier président, Washington, propriétaire foncier auquel toute théorie était étrangère, se laisse cependant aller, — dans son message d'adieu au peuple de l'Union, — à de longues méditations philosophiques sur l'exercice du pouvoir politique. De même, ses successeurs, John Adams et Jefferson, excellents hommes politiques pratiques, consacrent de remarquables ouvrages de philosophie politique à la défense et à la critique de la Constitution américaine, rédigée dans l'esprit du siècle des lumières.

Mais les peuples altérés de liberté et les hommes d'Etat aux sentiments démocratiques n'étaient pas seuls à subir l'influence de ce puissant courant d'idées. Les monarques absolus de l'époque, ainsi que leurs collaborateurs, n'ont pas échappé à son emprise. Marie-Thérèse, son fils Joseph II et leurs ministres, en premier lieu le chancelier Kaunitz, sont pénétrés des doctrines gouvernementales de l'âge des lumières. *L'Esprit des Lois* est le livre de chevet de l'Impératrice Catherine II qui entretient une corres-



pondance suivie avec D'Alembert et invite Diderot à St.-Pétersbourg, pour le consulter sur la réorganisation de l'instruction publique en Russie. Mais le véritable Marc Aurèle du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est Frédéric le Grand, le prince philosophe, l'ami de Voltaire. En théorie, c'est un penseur politique rationaliste jusqu'aux moelles, et un partisan de la liberté de la pensée. Il est fier d'être un monarque éclairé, qui n'est pas le représentant de Dieu, le maître absolu de son peuple, mais le premier serviteur de l'Etat, le père du peuple, et qui n'a qu'un but : le bien de l'Etat. Il coquette avec les idées politiques nouvelles, toutefois son sens réaliste lui fait entrevoir le danger que signifierait pour l'Etat la vulgarisation des théories de Montesquieu et de Rousseau sous une forme radicale. Frédéric le Grand n'hésite pas à saisir lui-même la plume pour réfuter les théories subversives et intolérantes propagées par le baron d'Holbach et par Dumarsais. La liberté de pensée est, certes, chère à son esprit rationaliste, mais en tant qu'homme d'Etat il place l'ordre au-dessus de l'anarchie, où les épigones de Montesquieu menaçaient de pousser l'Etat.

Dans la refonte sociale et politique effectuée par la Révolution française, la philosophie a démontré où aboutit la politique exclusivement rationaliste. Le grandiose drame politique de la raison une fois déroulé, il se déclencha un courant d'idées tout à fait opposé : le *romantisme politique*, rétablissant dans leurs droits les valeurs historiques et la tradition. La philosophie de ce nouveau courant intervient une fois de plus, et dans une forte mesure, dans l'orientation de la politique pratique, dans la restauration, par la Sainte Alliance, de l'ancien ordre social conservateur, selon les vues de Metternich. Ce qu'a détruit la raison enivrée par une conception trop téméraire de l'avenir, le sens historique, jetant un regard sur le passé, entend dès lors le reconstruire. Et pendant une vingtaine d'années, une partie des hommes d'Etat européens s'inspireront du romantisme politique.

Dès avant la Révolution française, il y eut des hommes d'Etat rationalistes dans l'esprit desquels, pour avoir observé la puissance des forces irrationnelles de l'histoire, un doute perçait sur l'omnipotence de la raison en politique. Dans leur esprit, rationalisme et culte de l'histoire se concilient. Un de ces hommes d'Etat à deux visages fut Turgot. Collaborateur de l'Encyclopédie, il est de bonne heure acquis aux idées rationalistes. En physiocrate, il applique, le premier, le principe des sciences exactes modernes, l'inexorable loi de la causalité, à la vie sociale et à l'économie : à l'ordre divin, il substitue les lois de la nature. Et pourtant, à l'époque des lumières, de la philosophie rationaliste, Turgot représente en même temps la pensée historique. En Sorbonne, il expose, dans des conférences très remarquées, sa théorie historico-philosophique sur les trois stades principaux de l'évolution de l'esprit humain : le stade théologique est le premier dans la connaissance de la nature, le stade métaphysique et abstrait lui succède, pour aboutir enfin au troisième, celui de la connaissance quantitative et exacte. Mais le sens historique de Turgot s'affirme d'une façon encore plus remarquable à propos de la nature foncière du langage. D'après lui, le langage résulte non d'une convention rationnelle, mais d'une longue évolution organique. Il n'est pas une invention individuelle, comme le croient les sophistes et les savants rationalistes, mais l'oeuvre lente de la force créatrice de la collectivité d'un peuple, de même que toute la civilisation humaine est le fruit d'une longue évolution de l'âme collective. La thèse rationaliste selon laquelle l'ordre idéal de la société et les lois les plus justes peuvent être conçues par la seule raison, est erronée, car elle exige une longue évolution. Ainsi, cet homme politique de l'âge des lumières représente, au fond, sur la force créatrice de l'esprit collectif du peuple, les idées du romantisme politique qui ne connaît son épanouissement que près de cinquante ans plus tard. Sa carrière politique montre que Turgot fut plus



grand comme savant que comme homme d'Etat : comme ministre il ne réussit pas à réaliser, politiquement parlant, les doctrines physiocratiques.

Après qu'ont déferlé les vagues troubles suscitées par la politique de la raison pure, la nouvelle philosophie politique inspirant les hommes d'Etat de la Restauration fait passer au premier plan de la vie publique, en face du rationalisme, les forces historiques agissant d'une manière mystérieuse. C'est par la voie d'une longue évolution historique que l'esprit collectif crée le droit, la morale, l'organisation de l'Etat, c'est-à-dire toutes les formes objectives de la vie spirituelle : formes que la raison ne peut qu'admirer, mais non imiter. La philosophie rationaliste a conçu la société comme la simple somme des individus considérés comme des atomes : par contre, le romantisme professe, en face de la conception individualiste, l'intégration organique, historique de l'individu dans la société : la collectivité, la nation a la primauté, l'individu n'en est qu'un membre. L'Etat n'est pas une simple invention de la raison pure, une création artificielle qui doit son existence à un contrat conclu dans la forêt vierge en un moment donné, mais le résultat nécessaire d'une longue évolution sociale ; son origine n'est pas dans l'individu et dans sa volonté arbitraire : l'Etat est le produit historique de l'âme collective. Sens politique et sens historique s'identifient dans la conception des hommes d'Etat conservateurs de la période romantique, de Burke jusqu'à Metternich. Parmi les penseurs politiques romantiques (Novalis, Fr. Schlegel, Görres, Savigny, De Maistre, etc.) les hommes d'Etat actifs sont peu nombreux (Bonald, Chateaubriand) ; ils sont, pour la plupart, d'éloquents publicistes, ayant exercé une influence considérable sur l'opinion publique et, par là, sur la vie politique.

Au temps où les effroyables visions de la terreur qui sévit pendant la grande Révolution commencent à s'estomper dans la mémoire, les idées du romantisme politique

qui en sont la réaction, perdent à leur tour leur force de percussion spontanée ; la raison, bien qu'avec plus de modération, réclame à nouveau ses droits en face des facteurs irrationnels de l'histoire. L'école politique des doctrinaires représente à nouveau l'étroite union de la philosophie rationaliste et de la politique. Les doctrinaires sont convaincus que l'orientation politique doit s'adapter à des principes de philosophie politique, et non pas aux conditions existantes. Ce dogmatisme politique revêt une importance d'autant plus grande que ses partisans ne sont pas des théoriciens, des rêveurs, mais des hommes d'Etat actifs : Guizot, Royer-Collard, Tocqueville, Thiers qui, surtout sous le règne de Louis-Philippe, mettent pratiquement en oeuvre leurs doctrines rigides. Ils répudient en principe la révolution en tant que moyen violent ; à la souveraineté du peuple qui ne fait que remplacer la tyrannie des rois par celle des lois, ils substituent la souveraineté de la raison, dont l'évidence exige le régime monarchique pour refréner les excès de la démocratie, voire pour défendre la liberté. Les doctrinaires veulent sauvegarder les conquêtes de la Révolution : l'égalité des droits, la liberté politique, la liberté de la presse, le contrôle parlementaire du gouvernement. Le gage le plus sûr du juste exercice de la liberté politique est, à leur avis, une culture solide ; aussi, pour assurer l'unité, l'esprit de suite et la sage prévoyance dans le règne de la démocratie, entendent-ils assurer une place privilégiée à l'élite intellectuelle de la société. Guizot est l'exemple caractéristique du doctrinarisme : c'est un grand historien et un homme d'Etat fidèle à ses doctrines, mais par trop rigide dans l'action politique pratique où il eut peu de chances. Il a plus de savoir livresque que d'expérience de la vie. C'est un fanatique de la théorie : de généreuses idées naissent dans son esprit et pour elles Guizot est capable de sacrifier toutes les valeurs, au nom de l'idéalisme et de la raison. Les doctrinaires ont donné l'exemple classique de la manière dont la philosophie peut faire faillite en politique.



La pensée d'un même philosophe donne souvent naissance à des courants et à des actions politiques des plus contraires. L'idéalisme de Platon inspira ce chef-d'oeuvre de la pensée chrétienne en matière politique, que fut le *De civitate Dei* de Saint Augustin ; mais le même Platon, par l'intermédiaire de l'abbé jacobin Mably, exerce une influence directe sur la Révolution française et sur le socialisme et bouleverse l'ordre social. Maints actes du parti jacobin, gagné par le délire de la terreur furent la réalisation des idées que Mably avait exposées dans ses *Entretiens de Phocion* (1763) : Mably, comme Platon, professe que «le fondement de la république est la vertu» ; or, la fortune des riches et les privilèges de la noblesse étant contraires à celle-ci, riches et nobles sont les ennemis de la république et il faut les exterminer, afin que la vertu puisse régner dans l'Etat. Voilà jusqu'où dégénèrent les doctrines du divin Platon dans la politique pratique de la révolution : le pseudo-platonisme de Saint-Just et de Robespierre coûta la vie à des milliers d'hommes. Dans un autre ouvrage, Mably relève la pensée platonique selon laquelle la propriété privée, l'inégalité de la fortune, sont les sources de tous les maux de la société et il en conclut qu'il faut abolir la propriété. C'est pourquoi Mably devient la plus grande autorité dont se réclame aussi le parti communiste de Babeuf, et ainsi cet épigone de Platon est l'un des ancêtres du communisme moderne.

L'influence de Hegel, le «philosophe de l'Etat prussien», fut immense, tant dans le domaine de la théorie que dans le domaine de la pratique, et dans les sens les plus divers, tout comme celle exercée par Platon. Ses idées sur la puissance, en passant par Bismarck, le *Machtmensch*, et par les professeurs allemands de politique et d'histoire, sont la source vivante de l'impérialisme allemand aussi bien que de la théorie communiste de Marx, de la féconde propagande socialiste de Lassalle et de l'agitation subversive et de l'action révolutionnaire de Lénine. C'est encore l'esprit de

la dialectique hégélienne dissolvant thèse et antithèse dans la synthèse, que l'on sent dans l'action médiatrice tentée par Haldane, l'homme d'Etat britannique hégélien qui, à la veille de la guerre mondiale, essaya de fondre en une synthèse pacifique l'opposition entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme anglais.

Si l'on observe les idées de la philosophie de l'Etat de Hegel et si on les rapproche de l'histoire politique du siècle dernier, on est frappé par les liens multiples, — facteurs spirituels de nature positive et négative, — qui relient la philosophie hégélienne aux événements de l'histoire européenne. L'histoire du nationalisme de ce siècle n'est, en quelque sorte, que l'illustration des doctrines de Hegel sur le plan de la réalité. Quelles sont ces idées hégéliennes qui pénétrèrent si fortement l'esprit des hommes d'Etat et des théoriciens de la sociologie?

Puissance et nation sont intimement soudées. Dans son essence, la nation n'est pas une formation d'ordre culturel et moral, mais un facteur de puissance absolu, de caractère suprapersonnel. Derrière les changements du monde visible, Hegel entrevoit l'esprit universel en perpétuelle évolution et dont le but suprême est l'*Etat parfait*. C'est en lui que s'équilibrent les grandes antithèses d'ordre universel : le monde d'ici-bas et le monde de l'au-delà, le terrestre et le divin, le sujet et l'objet. Seul l'Etat peut assurer le développement total de la personnalité et par là, la liberté suprême. En effet, c'est seulement dans l'Etat et par l'Etat que l'on peut réaliser les idées du vrai, du bien et du beau. C'est de l'Etat seul que toute civilisation peut recevoir sa signification et sa valeur. Sous tous les rapports, l'Etat incarne la forme suprême de la vie ; l'Etat constitue l'unité la plus complète de la fin et de la valeur du pouvoir, du droit, de la morale et de la religion. Par conséquent, une des tâches de la science, de l'art et de la religion est de renforcer le pouvoir de l'Etat. L'Etat c'est la « substance morale consciente d'elle-même », c'est la « volonté divine



rationnelle», c'est le but et le sens de l'histoire universelle. C'est pourquoi l'Etat a le droit d'exercer le contrôle suprême sur tout, même sur l'Eglise. La philosophie de l'Etat hégélienne pourrait en quelque sorte être exprimée par cette équation : Etat = pouvoir national = droit = moralité = esprit absolu.

Les doctrines de l'hégélianisme sur le pouvoir de l'Etat ont pénétré Carlyle, l'historien impérialiste anglais ; elles inspirent la conception des historiens allemands, comme Ranke, Droysen, Treitschke, sur l'évolution historique et sur l'Etat ; les professeurs allemands de droit et de politique subissent également l'influence des thèses hégéliennes et ils inculquent graduellement à la conscience publique l'idée que la puissance est le facteur le plus important de l'histoire : c'est par la puissance que se manifeste, sous sa forme propre et première, la vie, voire, l'esprit universel lui-même. C'est là que plongent les racines de l'esprit de l'impérialisme allemand, qui trouvèrent dans l'hégélianisme un terrain fécond. Les fruits mûris sous ce climat moral, c'est la politique de Bismarck qui la première sut les récolter, cette politique de Bismarck, dont « la philosophie de l'action, qui, au fond, n'est pas théorique, constitue la réalisation des théories dépourvues d'action ». C'est en Bismarck que s'incarna la philosophie hégélienne de la puissance. Bismarck lisait Hegel et c'est dans l'esprit de celui-ci qu'il se déclare partisan résolu de l'omnipotence de l'Etat et de l'égoïsme national. Les vues du chancelier sur la position et l'autorité du souverain, sur les rapports entre centralisation et autonomie, entre gouvernement et peuple, sur la politique extérieure, sur la valeur des traités, sont toutes dans la ligne des idées de Hegel. Dans le déclenchement du *Kulturkampf* prévaut également le motif hégélien : l'Etat, omnipotent, est au-dessus de l'Eglise même, et peut exiger de celle-ci la soumission, au nom de l'unité de la puissance nationale. C'est ainsi que les idées abstraites de l'hégélianisme devinrent, par le canal de la politique bismarckienne, des

forces actives de l'histoire. Cette évolution a été grandement favorisée par la pénétration de la théorie hégélienne de la puissance, dans l'esprit des milieux militaires : Clausewitz et Moltke étaient partisans de l'hégélianisme et c'est leur influence éducatrice qui détermina la formation de l'esprit du corps d'officiers allemand.

Or, la philosophie de Hegel avec son idéal de l'Etat autoritaire fut non seulement le levain idéologique de l'impérialisme national, mais inversement, par sa méthode dialectique, elle devint la source de l'internationalisme socialiste-communiste et même, par l'intermédiaire de Marx et de Lénine, l'hégélianisme est, au point de vue idéologique, l'aïeul de la révolution bolchévique. Voilà où en est arrivée la figure la plus abstraite de l'histoire de la pensée : en un siècle, sa philosophie idéaliste et purement abstraite prend corps dans le système matérialiste et sanglant de la révolution mondiale, sur le plan de la politique, où l'on ne rêve pas de l'histoire, mais où on la fait.

Marx s'avère nettement le disciple de Hegel, quand il considère que la loi fondamentale des conditions économiques est l'évolution dialectique, où toute existence se fonde dans un devenir continu. Puisque ce devenir n'a pas encore atteint son but, le facteur révolution tient à l'essence de l'histoire. Mais quant à la force motrice de celle-ci, Marx, — qui est dès lors en opposition diamétrale avec Hegel, — la voit dans la production économique. L'évolution dialectique de Hegel, Marx la transpose sur le plan matériel, il applique à la société le matérialisme des sciences naturelles et érige la conception économique de l'histoire, selon laquelle les conditions économiques déterminent nécessairement toutes les phases historiques de l'évolution sociale. Au début, Marx, suivant en cela Hegel, considère l'Etat comme l'incarnation parfaite de la raison et de la liberté. Plus tard, cette conception se transforme et Marx ne voit plus dans l'Etat qu'un instrument entre les mains de la bourgeoisie, servant à l'exploitation et à l'asservisse-



ment du prolétariat. Mais l'évolution dialectique de l'histoire, — selon lui, — aboutira nécessairement à l'abolition de la société bourgeoise, à la suite de la guerre de classes déclenchée par le prolétariat. L'humanité édifiera dès lors une société nouvelle : le prolétariat victorieux prendra possession des moyens de production qui constitueront une propriété collective. Le sommet de l'évolution économique est la société communiste internationale : c'est la renaissance du genre humain. Le prolétaire ne connaît pas de patrie, il ne connaît que l'humanité. Pour établir cette société communiste, le prolétariat doit s'emparer du pouvoir dans les Etats existants et proclamer sa dictature, ce qui n'est toutefois qu'une étape sur le chemin de l'organisation définitive de la société communiste universelle.

L'histoire des mouvements socialistes du dernier demi-siècle, et surtout l'histoire de la Russie depuis 1917, la transformation radicale de la vie politique et sociale dans ce pays, prouvent éloquemment, quelle redoutable force d'action historique a pris la doctrine marxiste. Les enseignements de l'expérience bolchéviste montrent clairement que le stade «suprême» de félicité paradisiaque de la société communiste dont rêvait Marx est aujourd'hui, plus que jamais, une utopie ; mais les conditions préliminaires : collectivisation des moyens de production, domination exclusive et dictature du prolétariat n'en sont pas moins une réalité sanglante, exécutée selon le modèle marxiste.

L'âme jeune qui cherche encore sa voie dans le monde, est souvent enivrée par la philosophie qui lui inspire le sentiment d'avoir une vocation de prophète et de rédempteur appelé à tout réformer, à tout rénover. Ainsi, à l'origine de toute la carrière politique de Lassalle se retrouve la profonde impression laissée par la lecture de Hegel. Le jeune Lassalle, déjà détaché des traditions et très ambitieux, découvre dans l'hégélianisme une grandiose conception synthétique du monde, embrassant le passé, le présent et l'avenir ; la méthode dialectique hégélienne lui apparaît,

de même qu'à Marx, comme une baguette magique permettant de résoudre tout problème obscur. D'autre part, Lassalle subissait l'influence de la littérature socialiste-communiste française ; en somme, c'est uniquement sous l'influence littéraire et idéologique des livres qu'il commence à brosser le tableau idéal futur de l'humanité et qu'il passe au camp socialiste. Donc, chez lui, l'idéal socialiste doit sa naissance non à la pitié éprouvée à l'égard des pauvres et à la douleur provoquée par l'injustice, mais à une construction théorique. En effet, c'était un jeune homme riche, et qui ne dédaignait nullement les jouissances de la vie. S'il y eut un sentiment qui le poussa dans la voie du socialisme, ce ne fut que l'abîme séparant alors de la haute société bourgeoise les fils de la race juive aussi bien que les prolétaires : c'est la force impulsive de ce ressentiment qui agissait sur le jeune Lassalle.

Avec une ardeur incomparable, il se fait agitateur politique, s'attaque à l'Etat bourgeois, réclame le suffrage universel et le rehaussement de la situation des ouvriers au point de vue politique, économique et intellectuel. Il fonde la première organisation socialiste allemande. Ses nerfs sont rongés par cette lutte dévorante. D'ailleurs, c'est un esprit plein de contrastes et de contradictions internes. Tantôt il est un froid raisonneur, tantôt un esthéticien hypersensible ; parfois sceptique et pessimiste, d'autres fois, il se livre à l'optimisme si bien qu'il assure sa fiancée, en termes emphatiques, qu'elle sera la première présidente de la république allemande. Il est comme obsédé du besoin d'être toujours en mouvement ; il souffre d'un fort penchant à l'ubiquité : « L'homme doit voyager et lutter ; sans cela pas de vie véritable » — dit-il. Mais le vrai mobile qui le pousse dans ce sens, n'est pas, en premier lieu, son dévouement idéaliste aux idées, mais son ambition débordante et le culte de son *moi*. Il est dans son élément quand, sous sa parole enflammée, des milliers de gens se rallient à son drapeau, quand il fanatise les foules ouvrières extasiées



par sa parole vibrante. Il aime à s'imaginer en chef idolâtré de millions d'individus, faisant son entrée triomphale à Berlin pour apprendre à Bismarck comment on doit forger en un Etat unitaire les petits pays allemands, par la puissance magique de la démocratie.

Le culte qu'il a voué à Hegel dans sa jeunesse, Lassalle le conserve dans son esprit jusqu'à la mort. Quoique démocrate épris de liberté, il ne peut non plus concevoir l'Etat autrement que comme un pouvoir absolu. L'impérialisme de l'empire allemand fait vibrer aussi son âme. Lorsque la lutte incessante ébranle son système nerveux, le grand agitateur veut abandonner la politique et voudrait retourner à la philosophie. «J'en ai assez de la politique, — dit-il alors. Je m'y passionnerais mieux que jamais, si l'on pouvait entrevoir des événements sérieux... La politique, c'est l'action actuelle et immédiate. Tout le reste, on peut l'atteindre aussi par la voie de la science». Excellente formule résumant les rapports entre science et politique et qui ne pouvait être donnée que par un homme politique doublé d'un savant.

Le chef du mouvement socialiste français, Jean Jaurès, est également un disciple de Hegel. Dans sa jeunesse, la plus forte impression qu'il subit, vient de la lecture de Hegel qu'il étudie comme l'ont fait avant lui Marx et Lassalle : la forme universelle des phénomènes du monde n'est pas l'existence, mais le devenir, le changement. Jeune professeur de philosophie à l'Université de Toulouse, il étudie les origines historiques du socialisme allemand (*De primis socialismi Germanici lineamentis apud Lutherum, Kant, Fichte*, 1892) et ses deux autres livres — *De la réalité du monde sensible* (1891) et *Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire* — montrent également l'influence de la pensée hégélienne. La connaissance et l'appréciation des valeurs de la philosophie allemande et de son influence fécondante sur la pensée devaient être un facteur important, — quand bien même ce n'était qu'un facteur inconscient, —

dans la politique de Jaurès, lorsqu'il exigeait, au risque de voir s'effondrer sa popularité, le rapprochement franco-allemand et la rupture de l'alliance franco-russe. C'est pourquoi il dut mourir au moment où la guerre éclata. Le dialogue mémorable que Jaurès eut avec Jules Ferry, lorsque celui-ci était président du conseil, est bien caractéristique de l'esprit du politicien philosophe qui considère tout sous l'angle des principes, du but final, de l'idéal. «Quel est votre idéal et votre but politique?» demanda Jaurès à Jules Ferry. — «Laissons cela! Un gouvernement n'est pas la trompette de l'avenir» — répondit ce dernier. — «Mais vous n'êtes tout de même pas un empirique; vous devez avoir une doctrine, ... Que voulez-vous donc?» reprit Jaurès. — «Je veux apprendre aux hommes à vivre sans rois et sans Dieu». — «Et moi, je veux leur apprendre à vivre sans entrepreneurs et sans capitalistes!» riposta Jaurès.

L'influence de Hegel sur l'âme russe et sur son évolution politique ne s'est pas uniquement exercée par l'intermédiaire de Marx; elle agit aussi directement par la profonde impression que les idées hégéliennes firent sur le père du bolchevisme : Lénine. Le premier tsar rouge, bien qu'homme d'action dans toutes ses fibres, a un fort penchant théorico-philosophique. Il est l'auteur d'un ouvrage de cinq cents pages consacré à la critique de la connaissance et intitulé *«Matérialisme et Empiriocriticisme»*. Il y applique la méthode dialectique de Hegel pour examiner comment le non-savoir devient savoir. C'est ce même problème que Lénine étudie sur le plan social : comment, par sa dialectique immanente, la tyrannie tsariste se transformera-t-elle en un régime contraire? Lénine croit fermement à ce revirement historico-dialectique, quand, dans les bibliothèques publiques de Londres, de Paris, de Genève, il étudie Hegel et Marx.

L'«esprit universel» de Hegel, devient chez Lénine «matière universelle», mais la dialectique de l'histoire reste la même : tout se transforme pour devenir le contraire de



soi-même ; la guerre mondiale impérialiste et de caractère international aboutira à la révolution intérieure et à la guerre civile ; la tyrannie des tsars cédera la place à la dictature bolcheviste. Lénine qualifiait de traîtres à l'idée ceux qui n'acceptaient pas aveuglément cette dialectique. Cependant, la plupart de ses compagnons d'exil ne croyaient pas en cette métaphysique de l'histoire. Que pouvait, en effet, cette poignée de révolutionnaires émigrés contre la puissance du tsar ? Mais par suite de ses convictions doctrinaires, Lénine devint un dogmatique plus intolérant et plus rigide que ne le fut jamais le chef d'aucune secte religieuse. Et sa foi philosophique réussit à faire s'effondrer le colosse du pouvoir tsariste. Jusqu'à ses derniers jours, Lénine voue un culte reconnaissant à Hegel. Même terrassé par la maladie, il s'ingénie encore à fonder la « Société des amis matérialistes de la dialectique hégélienne », afin d'organiser un centre d'études hégéliennes. Mais Lénine, homme de l'activisme politique, ne s'est pas consacré à la philosophie pour l'amour de la vérité elle-même, Il veut non pas connaître la réalité mais la façonner dans le sens de ses propres buts. C'est un pur pragmatiste de la politique : pour lui n'est vrai que ce qui sert l'action politique. Il déclare la guerre à toute religion, à toute philosophie idéaliste, parce que ces puissances spirituelles constituent une grave menace pour le régime prolétarien ; elles peuvent entraver et paralyser l'esprit révolutionnaire des foules et devenir un bouillon de culture pour la contre-révolution. Il écarte le droit du programme de l'enseignement supérieur, parce que c'est le droit qui défend l'individu et par là s'oppose dangereusement au principe du collectivisme. Dans la conception du monde, seule la dictature idéologique du matérialisme est admise. Si tout est matière, s'il n'y a pas de Dieu, « cet ennemi héréditaire du communisme », si les droits de l'individu et la liberté de la pensée sont abolis, — alors seulement le prolétariat peut régner en maître. Mais Lénine ne se con-

tente pas d'escamoter la philosophie et la science sous le manteau de la politique ; l'art y passe également, car la dictature bolchevique ne voit là qu'un instrument d'agitation, bon pour confectionner des affiches de propagande et — singulier retour à l'individualisme ! — pour perpétuer le culte des héros de la révolution.

Comme nous l'avons vu, l'oeuvre philosophique de Hegel s'est avérée, au cours de l'histoire, une des plus grandes puissances de la politique active. Mais un autre penseur idéaliste : Fichte, dégage également une force politique puissante et vigoureuse, quoique limitée plutôt au germanisme. La philosophie de Fichte, conçue à l'époque napoléonienne, se concentre précisément autour de la volonté, de la force et de la puissance dont a besoin une nation pour livrer son combat politique à mort. L'idéal de l'Etat national comme entité, Fichte l'élève au-dessus de tout ce qui est individuel. A cette période héroïque de l'action, sa philosophie est l'expression du désir ardent de la liberté et de l'activité et l'exaltation de la puissance de volonté, cette essence morale de la politique. Dans sa pensée, l'action passe avant l'existence : dans le système de ses idées, Fichte, avec un esprit de suite remarquable, affirme la primauté de la « raison pratique ». Aux temps les plus critiques, alors que maintes fois le son des trompettes des troupes d'occupation françaises couvre même la voix tonnante de ses « Discours à la nation allemande », Fichte, avec une ardeur passionnée, professe la nécessité d'un renouveau moral de sa nation, dont la condition la plus importante est la foi absolue de celle-ci en sa propre force et le développement de l'individualité nationale en présence de l'étranger. Pour y arriver, il exige l'éducation nationale, concentrée sur la formation de la volonté ferme, inébranlable, parce que « la volonté est la principale racine de l'homme ». L'abstraction idéaliste de sa pensée n'empêche pas Fichte d'être en même temps un politique réaliste au coup d'oeil on ne peut plus perspicace : dès le début du



XIX<sup>e</sup> siècle, il assigne, comme idéal politique, l'union du germanisme sous l'hégémonie prussienne, l'Autriche, étant, à son avis, impropre à cette tâche, parce que ses provinces italiennes et son expansionnisme balkanique la pouvaient entraîner dans des conflits étrangers au germanisme. Fichte est réellement le philosophe de l'activisme. En politique pas plus que dans aucun autre domaine, il ne croit à l'immobilité, mais partout où d'autres ne voient qu'une masse inerte ou mécanique, Fichte aperçoit la vie et l'évolution. Cette philosophie, il l'appelle la « philosophie de la vie », tandis que celle dont le principe est l'expérience et l'utilité, est, aux yeux de Fichte, la philosophie de la mort.

L'oeuvre de Fichte, philosophe de la vie, revêt une haute importance politique du fait qu'elle a contribué dans une très grande mesure à ce que, non seulement les Allemands, mais les autres nations également, prissent conscience d'eux-mêmes. De la conception universaliste et cosmopolite de l'humanité, conception issue de la philosophie du siècle des lumières et qu'il professait lui-même à ses débuts, Fichte, devenu le prophète du nationalisme, développa, d'une manière organique, le droit éternel et spécifique des diverses individualités ethniques, des différentes nations. L'humanité — dit-il dans un de ses Discours à la nation allemande — a pour destination de faire épanouir les forces qui lui sont immanentes. Et puisque, selon le plan universel et divin, l'humanité s'affirme toujours en diverses nations, celles-ci ne peuvent faire progresser la cause de l'humanité universelle, qu'en évoluant selon leur propre individualité. L'individu également, en présence de l'existence temporaire, ne peut compter sur l'éternité que si la nation dont il fait partie se maintient, si elle est éternelle. Voilà pourquoi l'individu doit être prêt à affronter tout, même la mort, pourvu que sa nation puisse vivre. Avec des accents prophétiques, Fichte lance aux Allemands ce cri : Vous ne pouvez pas disparaître du rang des peuples, parce que vous êtes indispensables à l'évolution de l'his-

toire humaine. Il s'agit là non d'un peuple, du germanisme seul, mais de l'intérêt de toute l'humanité. Toute nation qui est un véhicule de la culture, a le droit et même le devoir de vivre.

Mais déjà avant Fichte, Herder conçoit d'une manière analogue les rapports entre la nation et l'humanité. Le but final de l'évolution historique est, d'après lui, l'humanité générale, mais dans le plan universel de l'histoire, les forces spécifiques des nations, leur langue et leur culture particulières sont appelées à jouer un rôle considérable. Ses idées contribuèrent fortement à éveiller la conscience nationale, politique et culturelle des petits peuples. La philosophie de Herder et mieux encore plus tard celle de Fichte, ont grandement favorisé le développement du mouvement panslaviste dans l'ancienne Monarchie austro-hongroise.

Ainsi, comme nous l'avons vu, les idées politiques de l'idéalisme allemand et surtout celles de Fichte et de Hegel ont présidé à la naissance de forces historiques qui ont transformé, voire bouleversé la vie de nations entières. Par son emprise sur les hommes d'Etat et sur la conscience publique, la philosophie s'est avérée une puissance capable de soulever hors de leurs gonds les réalités politiques. Les théories bolchevistes que Lénine a mises en pratique avec une cruelle logique, s'inspirent de Hegel et de Marx. L'autre transformation radicale s'est opérée en Italie : là, le *fascisme* est le nouveau système politique. Nous allons donc procéder à l'examen du mouvement fasciste, du point de vue de la psychologie politique. Est-il vrai que le fascisme soit l'oeuvre du seul instinct politique et de la volonté aveugle et qu'aucune appréciation théorique ne l'ait précédé ? Est-il exact que le fascisme s'appuie uniquement sur l'intuition, dans le sens du courant d'idées irrationalistes prévalant au début du XX<sup>e</sup> siècle ? N'est-ce vraiment que de l'action, après coup, que les fascistes distillent leur programme ? C'est ce à quoi permettent de conclure maintes déclarations



de Mussolini, qui prône souvent l'importance de l'instinct, de l'intuition, de la volonté en politique, tandis qu'il parle avec mépris du rôle rempli par la science dans le domaine de la politique. «Les systèmes sont des illusions — dit-il — et les théories, des prisons». (*Entretiens*. p. 146). «Les philosophes — déclare-t-il au Congrès fasciste de 1925 — peuvent réussir à résoudre dix problèmes sur le papier, mais ils sont incapables d'en résoudre ne fût-ce qu'un seul dans la vie pratique». Dans plusieurs de ses discours, il dit : «Pour sauver l'Italie, il ne faut pas de programmes, mais des hommes et de la volonté . . . La doctrine de foi des fascistes, en tant qu'ils en ont besoin, peut être définie par un seul mot clair : *discipline*.»

Mussolini avoue lui-même que, dans sa jeunesse, et même plus tard une fois devenu journaliste, il s'occupait volontiers de philosophie. Dans les questions philosophiques, il a beaucoup appris de Renan et en fait de syndicalisme, de Georges Sorel. Jeune encore, sous l'influence de Th. Gomperz, il avait commencé à écrire une histoire de la philosophie, qu'il abandonna ensuite. Sa monographie sur les origines du christianisme eut le même sort. «Maintenant, dit-il, en l'an X du fascisme, je ne peux plus faire de philosophie : il me faut *agir* !» Mais à examiner de plus près l'évolution idéologique de Mussolini, l'on découvre aisément les éléments théorico-philosophiques sur la base desquels le système fasciste s'est développé. (Voir à ce sujet l'ouvrage de M. v. Binzer : *Die Führerauslese im Fascismus*. 1929.)»

Au fond, Mussolini est un autodidacte. Sorti de l'école normale, tout en travaillant pour gagner sa vie, il fréquente pendant deux années l'université de Lausanne, mais assez irrégulièrement. C'est dans la maison paternelle qu'il fait connaissance avec la première doctrine sociale : son père, maréchal-ferrant de village, est un fervent adepte des idées de l'anarchiste Bakounine. Dans son enfance, Mussolini lit la traduction italienne des oeuvres de l'anarchiste russe

C'est là qu'il apprend pour la première fois que la révolution est le seul moyen de renverser le régime existant. Au milieu de ses lectures socialistes, à l'université de Lausanne, il est profondément impressionné par Vilfredo Pareto, qui enseignait que la société ne peut jamais être conduite dans la bonne direction par la foule, mais seulement par l'élite. La souveraineté du peuple n'est qu'une illusion; quant aux parlements, il faut les rendre inoffensifs pour que le vrai pouvoir politique puisse être concentré dans les mains de l'élite, de la classe dirigeante. Ce sont là des idées que Mussolini en tant qu'homme politique tâcha de réaliser. Il fut donné à Pareto de voir avant sa mort (1923) le triomphe du fascisme, qu'il a salué avec sympathie parce qu'il incarnait ses propres idées. Mussolini l'avait d'ailleurs nommé sénateur du royaume d'Italie. Mais les oeuvres de Vincenzo Gioberti, philosophe et politique italien, suggérèrent au futur dictateur des idées analogues, surtout en ce qui concerne le caractère d'élite, d'aristocratie intellectuelle du peuple italien. Les idées et les actes de Mussolini se rapportant à la mission civilisatrice mondiale du peuple italien reflètent fortement l'influence de Gioberti.

Une influence décisive a été exercée sur la mentalité politique de Mussolini et partant sur le système fasciste par le théoricien du syndicalisme extrémiste français : Georges Sorel. Celui-ci est également partisan de la théorie de l'élite, mais en plus, il prêche, comme Lénine, *l'action directe*, la prise du pouvoir par la révolution. Le triomphe du socialisme par la voie parlementaire était, au yeux de Sorel, une entreprise trop lente, voire désespérée : au lieu des bulletins de vote, il réclamait la grève générale et la force de choc d'une minorité d'élite révolutionnaire. L'homme moyen est paresseux, incapable d'efforts sérieux. Seule, l'élite a une morale véritable, elle seule a une volonté et un esprit de sacrifice allant jusqu'à l'extrême. L'histoire elle-même est la circulation continuelle des élites qui luttent toujours contre le déclin menaçant et combattent de nos jours contre l'impuis-



sance de la bourgeoisie décadente. Seule une minorité parfaite peut vaincre la majorité corrompue. Mussolini suivit la même voie : la *marcia su Roma* fut la mise en oeuvre de la terreur minoritaire, quoiqu'en faveur d'un autre idéal, de l'idéal national. Mussolini, même devenu dictateur, est resté fidèle à la thèse de Georges Sorel : «Le gouvernement par l'ensemble des citoyens n'a jamais été qu'une fiction». En 1924, lors de sa promotion au grade de docteur *honoris causa* de l'Université de Bologne, le Duce proclame, en s'inspirant de Sorel : «La souveraineté du peuple est une farce tragique ; le parlementarisme est le système de l'irresponsabilité collective. Les ministres ne sont que les serviteurs de la majorité du moment et sont révocables à tout instant. Comment un ministre pourrait-il poursuivre une politique couronnée d'un succès continu s'il lui faut toujours jeter d'abord un coup d'oeil vers la majorité pour savoir si X ou Y n'est pas d'humeur à provoquer une crise ministérielle?»

Les théories de Machiavel, le grand psychologue politique de la Renaissance, sur la conquête et la conservation du pouvoir, ont également contribué à la formation politique de Mussolini. «Certains soirs, autour du feu de forge — raconte le Duce — mon père nous lisait Machiavel. Il a fait une profonde impression sur moi. En le relisant à quarante ans, j'ai ressenti dans mon âme une impression aussi puissante». Dans sa dissertation de docteur *honoris causa* de Bologne, Mussolini présente Machiavel comme l'annonciateur des grands principes du fascisme. En effet, le grand Florentin exige déjà dans le *Prince*, pour le «libérateur de l'Italie» les pleins pouvoirs d'un dictateur ; son idéal militaire est une milice nationale soumise à la discipline la plus rigoureuse. Mais ces postulats sont également les articles les plus essentiels de la doctrine du fascisme.

Mais Mussolini se dit aussi le disciple d'un autre philosophe moderne, qui exalte également la pouvoir : c'est Nietzsche qui professe que l'essence de l'être humain est la

volonté de puissance, la *Wille zur Macht*. Le philosophe allemand a également contribué à façonner l'individualité combattive de Mussolini et ce, d'autant plus aisément que les doctrines de son optimisme héroïque, le jeune Italien à la robuste volonté, les sentait identiques à sa propre nature morale et pour cette raison il les lisait assidûment. Du reste son esprit était très sensible au style de Nietzsche, à la nouveauté et à la force magique de ses accents dithyrambiques. A présent encore, Mussolini, devenu homme d'Etat, aime à citer la devise de Nietzsche : «Vivre dangereusement!», car une vie consacrée à la cause publique est un chemin de combat, semé de périls. Nous ajouterons à cela que la devise du savant est plutôt celle du sage grec : *Lathe biosas!* — «Vivre solitairement!», car la recherche de la vérité pour elle-même et non pas pour l'action, exige le calme parfait. Mais l'homme de volonté qu'est Mussolini, fut également saisi par une autre pensée fondamentale de Nietzsche : Le véritable homme n'aspire pas au bonheur, mais à la création, à «son oeuvre»; ce n'est pas la platitude de la félicité qui l'attire, mais l'ardeur de la lutte. «L'homme, dit Nietzsche, n'aspire pas au bonheur; il n'y a que l'Anglais qui le fasse». La vie humaine et l'effort humain ne sont que l'effort pour conquérir le pouvoir : la substance de l'homme réside toujours dans la volonté de vaincre quelque chose. Pour lui, le monde n'est qu'un objet servant à éprouver et à intensifier la volonté de puissance; c'est dans la lutte, en surmontant les obstacles, qu'il trouve sa satisfaction et qu'il accomplit sa tâche.

Les penseurs préférés de Mussolini et qui ont influé sur son évolution, de Pareto à Nietzsche, en passant par Machiavel, sont tous partisans de l'individualisme aristocratique, de la théorie de l'élite; ils professent que le problème du gouvernement de l'Etat est inséparablement lié à celui des qualités des hommes publics dirigeants. Aussi, le principe aristocratique de l'élite a-t-il marqué de son empreinte tout l'organisme fasciste : tout y est basé sur la nomination



d'en haut, tout *elezionismo* démocratique est éliminé, mais en même temps le principe de l'obéissance hiérarchique est imposé à la foule. On l'a remarqué maintes fois, le système de Mussolini repose non pas sur des programmes, mais sur des personnalités politiques, sur le culte des héros du présent. Le Duce lui-même est fier d'avoir substitué au principe mécanique de la majorité la domination des personnalités éminentes. Le sens profond de la révolution fasciste est, pour lui, d'avoir supprimé le mécanisme d'Etat et instauré à sa place l'Etat à gouvernement personnel. «Le XIX<sup>e</sup> siècle — dit Mussolini — retentissait du mot «chacun», cri de guerre des démocrates. Le temps est venu de proclamer notre devise: «équipe restreinte, mais sélectionnée!» Il déclare la guerre au démo-libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle.

C'est la volonté du chef suprême qui doit rayonner sur les foules par l'intermédiaire des autorités, ce qui est juste le contraire du parlementarisme démocratique. Sur toute la ligne, le système fasciste est organisé de manière à produire, en quelque sorte dans le sens nietzschéen, les chefs éminents, la *classe dirigeante*. Déjà les petits enfants des écoles primaires sont incorporés dans l'organisation *balilla*, pour assurer ainsi, par l'émulation et la lutte, la possibilité de sélectionner les élites d'une manière toujours plus différenciée. La volonté dirigeante suprême émane du chef du gouvernement : tous les pouvoirs se concentrent en lui, il est l'incarnation du pouvoir personnel et du pouvoir public. En vertu de la loi du 24 décembre 1925, le Président du Conseil italien n'est pas *primus inter pares*, comme partout dans les régimes parlementaires calqués sur l'Angleterre, mais *capo del governo*, chef du gouvernement, et n'est responsable ni devant le peuple, ni devant le Parlement, mais uniquement devant le roi, ou plus exactement devant lui-même.

La conception fasciste du rôle politique de l'élite, dont nous venons de retrouver les racines philosophiques dans le sol de l'histoire de la philosophie du récent passé est partie bientôt à la conquête du monde extérieur. Le puis-

sant mouvement national-socialiste allemand voit également les ressorts du progrès dans l'élite de la nation, dans les chefs éminents auxquels la foule se subordonne hiérarchiquement, et non dans les suffrages de la majorité, qui sont censés avoir une égale valeur, selon les thèses du libéralisme et des sociaux-démocrates. «Une doctrine — dit Hitler — qui, en repoussant l'idée de la démocratie des foules tend à ce que cette terre appartienne au peuple le meilleur, donc aux hommes les plus éminents — doit logiquement obéir à ce même principe aristocratique dans le cadre de ce peuple et par conséquent la direction suprême et la plus grande influence doivent être assurées aux meilleures forces de ce peuple. Cette conception du monde est donc fondée, non pas sur le principe de la majorité, mais sur celui de la personnalité».

Il n'est pas sans intérêt de comparer les façons de penser de Mussolini, Italien au sang bouillonnant, et de MacDonald, représentant du sang-froid britannique. Nous avons examiné tout à l'heure le fond philosophique de la politique de Mussolini. MacDonald, lui, est l'antipode du Duce ; il est l'homme du raisonnement circonspect, de la logique qui dissèque tout et ne néglige rien ; aussi, tout en étant socialiste, est-il partisan de l'évolution modérée, fondée sur le développement organique des traditions. En politique MacDonald se refuse à suivre les caprices de l'intuition individuelle à la Bergson, il rejette *l'action directe* préconisée par Sorel, il n'admet pas plus le recours à la violence révolutionnaire, que l'apothéose de l'instinct. Sa conviction est que pour avoir un effet actif sur le progrès, l'instinct doit être ennobli et dirigé par l'intelligence. Il ne croit pas en la violence même si elle devait servir ses propres buts et son propre idéal politique. Quoique Anglais, donc individualisténé malgré toute son idéologie socialiste, il ne peut concevoir la domination solide d'une minorité d'élite, formule contraire à la démocratie et au parlementarisme. Parmi les hommes d'Etat anglais, quoique pour la



plupart ils soient éloignés des doctrines idéologiques méthodiquement construites et justifiées et qu'ils soient plutôt des penseurs pratiques, on en trouve dans les temps récents un assez grand nombre dont la politique s'appuie sur une profonde érudition philosophique. Ainsi toute la carrière de Gladstone porte l'empreinte de l'orientation théologico-philosophique de l'*Oxford-movement* dont il fit partie dans sa jeunesse. Gladstone reste philosophe aussi en politique : il s'obstine à tout considérer sous l'angle de la doctrine libérale. Sa tendance à l'universalité, cet apanage de l'esprit philosophique, reste admirablement vivace en lui jusqu'à la fin de sa vie. Pendant les 62 années de sa carrière politique, il s'occupe assidûment de théologie, d'histoire ecclésiastique, d'études classiques, d'économie publique et de science politique. Il écrit une multitude de livres et de dissertations sur les sujets les plus divers. Son âge avancé ne l'empêche pas de s'intéresser vivement aux progrès de la science dans tous les domaines ; sans cesse il étudie et médite. Pourtant, il sent souvent que ce penchant à la philosophie spéculative et ce doctrinarisme abstrait entravent son esprit dans les luttes ardentes de la politique active.

Les poids morts de la théorie qui gênaient Gladstone dans ses mouvements et lui enlevaient de sa souplesse dans ses manœuvres, sortaient de l'arsenal philosophique de la dogmatique libérale. Son grand adversaire conservateur, Disraeli, se laissait beaucoup moins embarrasser par les principes dans ses luttes politiques. Il est d'abord radical, puis passe aux conservateurs, mais souvent, dans certaines questions (celle du droit électoral par exemple), sous le voile conservateur, il est plus radical que les libéraux eux-mêmes. Et pourtant, il avait, lui aussi, ses principes philosophiques, seulement il les mettait dans la bouche des héros de ses romans à thèse. Ces personnages se livrent à d'interminables spéculations et constatent entre autres, que le secret de l'art de gouverner est de n'avoir pas de princi-

pes. Dans son roman *Tancred*, un jeune Syrien, échauffé par l'ambition politique, dit ceci : « En somme, les hommes doivent être gouvernés ; selon quels principes, peu importe ; et Fakradin sentait qu'il avait un penchant inné à gouverner » Pourtant, vis-à-vis de certains principes, Disraeli ne se montrait pas indifférent. Attiré vers l'art et la poésie, il haïssait l'utilitarisme de Bentham, utilitarisme qui tue dans la vie et dans la politique tout ce qui est grand et beau et, d'une manière plébéienne, rabaisse la poésie, la religion et l'héroïsme moral en ramenant toute valeur spirituelle au niveau de l'utilité et de la platitude. Dans son roman satirique, *Popanilla* (1827), Disraeli, pour railler cette doctrine, fait énoncer par un philosophe une proposition tendant à ce que la montagne des Andes soit démolie et rasée et ce pour la seule raison que cette montagne géante est complètement inutile et partant, ne peut avoir rien de beau et de captivant. Pour les mêmes raisons, ce personnage se dit l'ennemi personnel du Mont Blanc. Dans ses discours parlementaires aussi bien que dans ses romans, Disraeli ne cesse de ridiculiser les politiciens doctrinaires et philosophes, et surtout les disciples de Bentham. Dans son roman *Sybil*, écrit vers 1840, il brosse un tableau de la misère des ouvriers et l'idée politique qu'il y préconise fait déjà penser aux doctrines socialistes.

« Le seul devoir des dirigeants est d'assurer le bien-être des larges masses de la population », écrit Disraeli à l'époque même où Marx et Engels s'ingéniaient à rédiger le manifeste communiste. Dans ses romans, Disraeli ne se révèle pas seulement poète et psychologue, dans la politique il n'est pas seulement un simple routinier et un tacticien instinctif : c'est aussi un philosophe qui occupe une position définie au point de vue des principes, même s'il ridiculise les principes abstraits. Persifler la philosophie, c'est encore de la philosophie, même en politique.

Mais notre examen ne serait certainement pas complet si nous n'évoquions deux philosophes théoriciens du monde



politique anglais, où, d'ailleurs, on montre très peu d'inclination à la théorie et où prévaut un réalisme tout pratique. Il s'agit de Balfour et de Haldane. Ses études à Eton une fois terminées, Balfour devient député conservateur, mais son esprit est partagé entre la politique et la philosophie. Cette dualité n'émane pas de son caractère : l'auteur de *«Defence of Philosophical Doubt»*, en entrant dans l'arène de la politique, ne fait qu'obéir à l'appel de son oncle, Salisbury, chef du parti conservateur. Balfour reste philosophe dans l'âme, et même au milieu des luttes politiques les plus ardentes, lorsqu'après 1890 il devient chef de son parti, alors dans l'opposition, il ne cesse d'être philosophe et médite sur les bases de la foi (*The Foundations of Belief*. 1895). Mais aux divers tournants de la carrière politique de Balfour, on peut sentir que sa large culture scientifique est cause d'une certaine indécision dans son esprit inclinant par ailleurs à un criticisme unilatéral. Son érudition était sans doute plus vaste que ne le permet la souplesse commandée par la politique pratique. Lorsqu'en 1902 Balfour succède à Salisbury comme chef du gouvernement, le dépit fait dire à Chamberlain : «Moi, je ne suis pas un métaphysicien — je ne suis qu'un homme d'affaires pratique».

Lord Haldane, ancien élève de Lotze à l'université de Goettingue, est attiré dans sa jeunesse par les idées philosophiques de Schopenhauer dont il traduit en anglais le principal ouvrage sous le titre : *«The World as Will and Idea»* (1883—1886). La volonté tenace est le propre du caractère britannique, Haldane goûtait donc beaucoup la doctrine de Schopenhauer : la vie n'est que volonté ; c'est dans la volonté, en tant que vie instinctive subconsciente, que réside la forme première de l'existence spirituelle et la connaissance n'est pas la cause de la volonté, mais c'est son instrument : c'est une sorte d'organe vital de la volonté. Plus tard, l'homme d'Etat philosophe incline à la métaphysique hégélienne (*The Pathway to Reality*. 1913), dont la théorie du pouvoir s'accorde bien avec la politique de Haldane, l'impérialisme

libéral anglais. Homme d'Etat pratique, il fut le grand réorganisateur de l'armée anglaise ; sans cette réorganisation qu'il exécuta comme ministre de la guerre, poste auquel il fut nommé en 1905, l'Angleterre n'aurait pu intervenir dans la guerre mondiale. C'est ce même philosophe qui organisa, en 1909, l'éducation militaire de la jeunesse des écoles secondaires et supérieures en Angleterre. Il avait préconisé la militarisation de l'éducation dès le début du siècle, dans un livre consacré à ce problème (*Education and Empire*. 1902) : C'est un homme d'Etat créateur dans tous les domaines : il réorganise l'instruction publique et réforme l'Université de Londres ; il devient lord-recteur de l'Université d'Edimbourg. Mais Lord Haldane est également un grand juriste ; il a eu une grande part dans la réforme de l'administration britannique. Son voyage à Berlin (1912) est inspiré d'un idéal vraiment hégélien : il veut coordonner les intérêts de l'Angleterre et de l'Allemagne comme thèse et antithèse dans une synthèse supérieure. Mais sa bonne foi fait naufrage en raison de l'esprit guerrier de Winston Churchill et de la duplicité de Grey ; du côté allemand d'ailleurs l'amiral Tirpitz ne consentit jamais à limiter les constructions navales comme l'auraient voulu les Anglais. Après la guerre, Lord Haldane puise des consolations dans la philosophie ; la devise de son livre «*The Philosophy of Humanism*» (1922) reflète l'esprit de la métaphysique hégélienne : «*Das Geistige allein ist das Wirkliche*» («La seule réalité est le spirituel»). Durant ses dernières années, Lord Haldane s'intéressa aux théories d'Einstein sur la relativité. Sa longue vie, riche en idées aussi bien qu'en actes créateurs couronnés de succès, démontre éloquentement que les hauteurs glacées de la pensée philosophique et l'arène ardente de la politique peuvent se compléter utilement.

D'ailleurs, cette thèse est justifiée aussi par l'esprit qui caractérise l'Ecole Normale Supérieure, cette excellente institution scientifique française. Cet institut destiné à former des professeurs a donné, en effet, à la France un



bon nombre d'hommes d'Etat de grand mérite. Nous nous contenterons de rappeler des noms comme Jaurès, Léon Blum, Herriot, Painlevé, Tardieu, François-Poncet, Daladier, autant d'hommes d'Etat qui ont occupé ou occupent les plus hautes positions dans la vie politique française. Leur profonde érudition scientifique et surtout philosophique ne les a aucunement desservis dans leur activité politique. Bien que considérant les questions politiques sous l'angle des principes, ils ne donnent jamais dans le doctrinarisme de l'école de Guizot, mais sont des hommes d'Etat pratiques. Et qu'ils soient socialistes ou radicaux extrémistes, ils sont égaux par le patriotisme : par dessus tout, ils sont Français.

Chez les Allemands, «peuple de poètes et de penseurs», il va de soi que la philosophie pénètre également dans le domaine de la politique. Que l'on envisage le baron Stein, romantique, ou les hommes publics allemands partisans de l'impérialisme national et adeptes de Hegel, que l'on regarde les libéraux allemands ou les militants du centre catholique, les leaders du socialisme allemand, ou bien les dirigeants du mouvement national-socialiste dont l'essor fut si prodigieux, — derrière leur attitude et leur action, on discerne, à l'arrière-plan, les contours d'une certaine *Weltanschauung* doctrinale. En 1917, quand la charpente de l'Empire allemand allait déjà en se relâchant, l'empereur confia le gouvernail du vaisseau de l'Etat à un vieillard philosophe et homme politique : le baron Hertling. Ce dernier fut professeur de philosophie pendant plusieurs dizaines d'années, d'abord à l'université de Bonn, puis à celle de Munich. Ses livres ont beaucoup contribué à la renaissance de la philosophie scolastique de Saint Thomas d'Aquin, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est vers 1880 que Hertling, promoteur de la philosophie néo-scolastique, débuta dans l'arène politique pour défendre les intérêts de son Eglise contre Bismarck.

En 1917, quand il accepte la lourde tâche de chancelier,

son oeil de philosophe découvre bientôt que sans une réforme démocratique du parlement et de l'administration, l'Empire allemand ne saurait résister longtemps à l'agitation révolutionnaire du socialisme, partant, à l'effondrement. Hertling veut la paix, mais il s'arrête au principe, il n'a pas la force de volonté nécessaire pour prendre des résolutions importantes. Finalement, il s'accommode de la politique des dirigeants militaires, il cherche des compromis et enfin, épuisé, il démissionne. Son successeur, le dernier chancelier impérial, Maximilien, Prince de Bade, bien que soldat, général de cavalerie, est également un philosophe, qui étudiait assidûment Platon et Kant. En 1917, au milieu de la crise intérieure et extérieure de l'Empire, le prince Maximilien déclara, dans un discours à la Chambre de Bade : «même dans la guerre, l'amour de l'ennemi est la caractéristique de ceux qui sont véritablement fidèles à l'Allemagne». Ces paroles pacifistes lui valent la sympathie et la confiance des gauches, et c'est ainsi qu'en août 1918, lorsque tout craque et menace ruine, Maximilien de Bade devient chancelier, mais trop tard pour faire face aux exigences surhumaines de l'heure, et pour résister au courant précipité des temps.

Les paroles pacifistes du prince Maximilien étaient l'écho de celles de Kant, le philosophe allemand de la paix perpétuelle. Toutefois, c'était un écho par trop tardif, car les furies de la guerre étaient déchaînées depuis déjà longtemps. Kant assigne un rôle considérable aux philosophes, mais *avant* qu'une guerre ait éclaté. Dans une clause secrète ajoutée en forme d'appendice à son ouvrage sur la paix perpétuelle (1795) il suggère : «Les Etats préparés à faire la guerre doivent consulter les directives énoncées par les philosophes au sujet des possibilités de la paix publique». Loin d'être un utopiste, Kant ne demande pas que les hommes d'Etat consultent les philosophes en des cas concrets : tout ce qu'il veut, c'est que ces derniers soient invités «tacitement» à donner leur avis, c'est-à-dire que



les philosophes puissent publiquement dissenter sur les directives générales de la guerre et de la paix. Kant exposait que l'évolution de l'humanité est nécessairement favorisée par la connaissance des buts de l'existence et de l'activité humaine. Acquérir cette connaissance et la diffuser, c'est là une tâche qui appartient en premier lieu aux philosophes. Aussi leurs idées ne sauraient-elles être négligées au point de vue de l'évolution humaine. Il faut donc entendre les philosophes sur la question de la guerre et de la paix, — poursuit Kant, — car celle-ci, en tant que question de droit international, n'est autre chose que le problème de l'évolution intellectuelle et morale de l'humanité.

Quelle fut l'attitude des philosophes pendant la guerre mondiale? En quelle mesure ont-ils accompli la mission élevée d'être les conseillers secrets des hommes d'Etat, selon la grande idée de Kant? Comment le rapport entre philosophie et politique est-il sorti de cette épreuve?

En temps de guerre, lorsque les valeurs les plus sacrées de l'existence humaine sont mises en jeu, la philosophie devient le bien commun de tous. La guerre constitue pour l'homme l'expérience la plus émouvante et la plus dramatique. L'Infini et l'Absolu dont dépend chaque instant de notre existence, ne nous sont jamais aussi proches que dans la guerre. Jamais la vanité et le néant de la vie menée simplement pour la vie ne sont aussi évidents, jamais la valeur infinie des principes éternels n'est aussi manifeste, aussi immédiate. Jamais nous n'éprouvons d'une manière aussi vive la sensation d'être les instruments d'un processus historique infini qui s'accomplit aussi par notre acte, par notre sacrifice. Jamais la mort, dans sa majesté mystérieuse, n'est plus près de nous.

Lorsque la grande guerre éclata, les philosophes se muèrent aussi en hommes politiques. Mais ils ne surent pas eux non plus, se soustraire à la tension universelle des esprits, au délire collectif de la haine réciproque. Au lieu de s'élever à la hauteur de la pensée, planant au-dessus des

contingences nationales et personnelles ; au lieu de tâcher de définir les principes universels sur la base desquels la guerre pouvait être appréciée et de s'efforcer, par là, de retenir l'humanité prête à commettre la folie collective, — plusieurs d'entre eux s'empressèrent, les premiers — au mépris de la dignité philosophique, — de détruire les ponts spirituels que la communauté intellectuelle et morale du genre humain a construits entre les nations, au cours du développement de la civilisation au prix d'un labeur séculaire. Ceux qui auraient dû être les chefs spirituels de leur peuple, et dont la mission eût été d'apaiser l'éruption volcanique des passions, n'ont pas su, dans la plupart des cas, s'élever au-dessus de l'esprit grégaire de la foule aveuglée. Ceux qui avaient défini les lois de la psychologie des foules ont illustré ces mêmes lois par leur propre exemple : mêlé à la foule, l'individu perd sa personnalité ; ses sentiments, ses pensées, ses actes obéissent à la suggestion du troupeau ; la foule est régie par les instincts et les passions, forces psychiques d'ordre inférieur et beaucoup moins différenciées chez les individus que leurs facultés intellectuelles. Ainsi les philosophes, se mêlant à la politique, n'ont fait qu'exciter les peuples les uns contre les autres, tout comme le faisaient les politiciens. Certains philosophes ont, par ailleurs, présenté la guerre et son issue comme la mesure de la santé et la capacité de l'Etat. Les peuples se battent les uns contre les autres, disaient-ils, pour avoir dans l'arène de l'histoire la place qui leur est due. Et suivant la manière dont ils résistent à cette épreuve de l'histoire, ils sont victorieux ou périssent. C'est ce qui donnerait la mesure historique pour l'appréciation éthique de la guerre.

Les sentiments politiques ont troublé aussi l'esprit des philosophes. Ils n'ont pas remarqué que la valeur morale de l'activité d'une nation ne saurait être jugée uniquement d'après le succès. La morale pragmatiste du succès ne saurait non plus être dans les jugements éthiques de l'histoire, le point de vue de l'éthique pure. La victoire que



remporte un peuple à l'issue d'une guerre n'est pas une preuve suffisante du bien-fondé moral d'une prétention impérialiste. C'est uniquement sous l'angle de la politique et non pas sous l'angle de la morale que l'on peut reconnaître à l'histoire le pouvoir de «faire justice». Le problème de la moralité de la guerre est un problème de valeurs, *quaestio juris*, que l'histoire ne peut jamais transformer en *quaestio facti*. En acceptant la thèse de la morale évolutionniste sur la guerre, à savoir que celle-ci est une sélection historique légitime et que la victoire appartient toujours au meilleur, — nous affirmerions également que toute chose, rien que par son accomplissement, devient, *ipso facto*, justifiée, c'est-à-dire que l'ordre causal des actions coïncide absolument avec l'ordre des valeurs morales. Autrement dit : toute action humaine couronnée de succès, et quels que soient ses mobiles, comporte en elle-même, *a priori*, sa justification morale, et un acte politique ou militaire réussi renferme déjà le critère de la valeur. C'est à de telles aberrations qu'aboutissent les philosophes en politique, s'ils suivent la devise de Hegel, empruntée à Schiller : «*Die Weltgeschichte ist das Weltgericht*» (L'histoire universelle est le tribunal du monde).

### Histoire et politique

L'homme d'Etat s'efforce d'améliorer l'ordre social selon certains idéals. Pour remplir cette mission, il doit connaître à fond la vie, le caractère, les aspirations spécifiques et tout le patrimoine spirituel et matériel de son pays, et tout autant celui des nations voisines. Cela n'est possible que s'il connaît en même temps leur évolution historique. La matière première de l'histoire et de la politique est donc identique sous maints rapports ; il n'y a de différence que dans le but et le mode d'emploi de la matière. C'est ce qui explique que la plupart des hommes d'Etat se consacrent avec prédilection aux études historiques. L'histo-

rien met à jour l'évolution des Etats, explique les ressorts individuels et collectifs qui le déterminent, et l'homme politique, sur la base de ces données, s'attache à poursuivre le développement et le perfectionnement de l'Etat. « Sans celle du présent, la connaissance du passé ne peut être qu'imparfaite. De même, pour la compréhension de l'actualité, la connaissance des époques antérieures est indispensable . . . » avait dit, il y a un siècle, Ranke, le plus grand historien allemand.

La confiance de l'homme d'Etat dans l'histoire est d'autant plus justifiée que l'histoire politique proprement dite a toujours occupé une place prédominante parmi les branches de cette science. Le destin de l'individu et de la collectivité, de même que le progrès ou le recul de la civilisation sont, en effet, étroitement liés au développement ou au déclin de la vie de l'Etat. L'intimité des rapports entre histoire et politique a inspiré la formule selon laquelle « l'histoire est la politique du passé tandis que la politique est l'histoire du présent ». Toutefois, malgré l'importance prépondérante de la politique dans l'histoire, la science historique ne saurait se limiter à l'examen de l'évolution de la vie politique, qui ne constitue qu'un des domaines de l'activité humaine. L'histoire est quelque chose de plus que la politique du passé, de même que la politique est quelque chose de moins que l'histoire du présent. Certes la politique est le fil principal de l'Histoire, mais non le seul que file la quenouille de Clio.

Le rapport entre la politique et l'histoire se manifeste encore lorsque l'homme d'Etat pratique, afin d'étayer son action, évoque les analogies du passé. La plupart des grands hommes d'Etat créateurs sont doués d'un sens historique profond : ils ont un juste sentiment du parallélisme des situations historiques, de l'analogie entre les manifestations des forces sociales au cours de l'histoire. Le rapport intime entre l'histoire et la politique explique le fait que bon nombre de grands hommes d'Etat sont en même temps



des historiens. Il n'est pas étonnant non plus que la plupart des hommes politiques historiens se plaisent à écrire l'histoire du passé récent et du présent où eux-mêmes détiennent un rôle de premier ordre. Aussi est-il souvent difficile de tracer la limite exacte entre leur oeuvre d'historiens et l'activité qu'ils déploient comme publicistes. L'historien vit dans le passé, l'homme politique vit dans le présent. Il est naturel que si ce dernier s'adonne à l'histoire, il choisisse celle du temps présent.

Bon nombre d'hommes d'Etat de l'antiquité agissent de même. Thucydide, homme d'Etat d'une vaste érudition comme philosophe et comme rhéteur, est partisan des idées politiques de Périclès. Il prend part à la guerre du Péloponnèse en qualité de commandant de flotte, mais par suite d'un retard, il est banni. Pendant ses vingt années d'exil, il réunit une riche documentation sur la vie politique grecque de son époque et sur la longue guerre, et il écrit un ouvrage remarquable par sa pénétration et son impartialité. Ce faisant, il voulut rendre service aux hommes d'Etat désireux de mettre à profit les enseignements de l'histoire. Thucydide avait la conviction que le facteur le plus important dans la vie des peuples, c'est le pouvoir politique. Au II<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, l'armée romaine s'empare de l'homme d'Etat et diplomate grec Polybe, qui passera vingt années à Rome comme otage. Mais Polybe prend en amitié les Romains, il admire leur force militaire et approuve leurs ambitions impérialistes. Il accompagne l'armée de Scipion en Afrique et assiste à la destruction de Carthage. Plus tard, lorsque la Grèce devient province romaine, il est chargé par les Romains d'introduire dans les cités grecques le nouveau régime. Il est l'auteur d'une Histoire des Guerres Puniques.

N'est-il pas tout naturel que Jules César, le conquérant de la Gaule, une fois la campagne finie, écrive le *De Bello Gallico*? Cent cinquante ans plus tard, Tacite, ce consul érudit et d'un profond sens moral, ne croit-il pas devoir

écrire l'histoire des Germains et des Celtes pour opposer la santé morale et l'amour de la liberté de ces tribus, pleines d'énergies juvéniles, à la corruption et à l'asservissement politique des Romains de la décadence? Il écrit encore l'histoire du passé récent, depuis la mort d'Auguste (*Annales*) et donne, dans un autre ouvrage, *Historiae*, un tableau de l'histoire de sa propre époque ; les subtiles observations psychologiques qui s'y trouvent, dénotent le coup d'oeil perspicace de l'homme d'Etat qui connaît parfaitement la vie par l'expérience politique. Le ton sombre et pessimiste de son tableau est déterminé par sa conviction politique, sa révolte contre la tyrannie de Dioclétien. Avec une amère ironie, il fustige la corruption et la servilité politique de ses contemporains, victimes en cela de l'autocratie impériale. L'idéal politique de Tacite était la république aristocratique, bien qu'il sût parfaitement que les conditions historiques d'alors en interdisaient la réalisation.

Pourquoi Machiavel se fait-il historien? Pourquoi se consacre-t-il à l'interprétation des ouvrages historiques de Tite-Live? Pour tirer les enseignements de l'histoire, quant au présent et à l'avenir. La politique est en premier lieu volonté et action ; l'homme politique historien ne s'intéresse au passé que pour appuyer son action dans l'avenir. Quel est le sujet de la *Storia d'Italia* de Guiccardini, homme d'Etat florentin, gouverneur de la Romagne? Est-ce le passé lointain, comme on pourrait le penser d'après le titre? Cet homme d'Etat qui luttait pour imposer des limites constitutionnelles à la toute-puissance des Médicis, ne pouvait se sentir de la vocation que pour écrire l'histoire de sa propre époque (1492—1534).

L'homme d'Etat fait l'histoire, aussi est-ce de cela qu'il écrit le plus volontiers. Mais alors même que sa plume d'historien retrace une époque reculée, la politique de son propre temps, dont il est lui-même un facteur actif, lui fournit un auxiliaire précieux pour la reconstruction d'un monde depuis longtemps disparu : il est bien placé pour



voir comment se fait l'histoire. Ainsi l'oeuvre de l'homme politique historien reconstruisant et faisant revivre le passé est enracinée dans ses expériences personnelles dans sa connaissance de la politique et des hommes, dans son sens des réalités. Il entre dans le mausolée du passé par la porte de l'actualité. Il profite des enseignements du présent pour connaître les hommes d'autrefois ; il démêle avec une grande facilité les mobiles cachés et les ressorts secrets des événements politiques et sociaux de jadis. Il lui est possible de tracer l'évolution historique avec plus de vivacité et de situer les diverses phases de l'évolution à leur juste place parce que, étant homme politique, il connaît bien l'aboutissement de cette évolution, c'est-à-dire le présent. C'est là le secret de la plasticité saisissante des études historiques d'un Thiers, d'un Guizot ou d'un Macaulay et de nombre de mémorialistes des derniers temps : les hommes politiques ne sont pas des savants de cabinet enfermés dans les archives, leur savoir livresque se double d'une connaissance profonde de la vie.

L'homme public trouve donc, dans ses expériences propres, une aide efficace afin de poursuivre son oeuvre d'historien. En revanche, il consulte volontiers l'histoire pour en tirer de précieux enseignements en vue du présent et de l'avenir. Toujours prêt à l'action et ne perdant jamais de vue l'avenir, le comte Tisza, ce grand homme d'Etat hongrois, aimait à se pencher sur le passé ; il fit de sérieuses études historiques et a donné lui-même plusieurs essais. En ce qui concerne les événements qu'il y traite, le sort des personnages politiques dont il y est question, Tisza les envisage toujours d'un point de vue supérieur et il en fait le sujet de méditations d'un caractère universel, tout en les rapportant aussi à la politique de son propre temps. Par exemple, quand, sur la base des Mémoires de Barras, qu'il soumet à une critique serrée, — il esquisse le régime du Directoire, qui périssait tout en maintenant encore sa terreur minoritaire. Avec une pénétration psychologique

magistrale, Tisza y dessine le type du politique fanatique et de l'aventurier politique qu'il oppose au type de l'homme public pondéré et modéré. «La triste vérité révélée par les feuilles de l'histoire, — dit-il, — c'est que celui-là est d'ordinaire plus actif, plus énergique et plus résolu que celui-ci. Le fanatique est poussé par la conviction devenue en lui une passion, l'aventurier est stimulé par l'instinct de la conservation ; tous les deux apportent dans la lutte politique tout leur être, toutes les forces de leurs passions et de leur volonté, tandis que les partis modérés sont conduits par la conviction pondérée, exempte de passion. Cette conviction doit être secondée par un sens très intense du devoir, pour opposer une énergie et une résistance suffisantes aux attaques des fanatiques et des aventuriers. Celui qui veut barrer le chemin aux fanatiques ou aux aventuriers s'engage dans une lutte ingrate. C'est sur un chemin couvert de boue qu'il lui faut traîner le char de la cause publique, il doit supporter des attaques passionnées, des accusations imméritées... Mais une nation dont la majorité n'exerce pas ce mode d'accomplissement du devoir et se dérobe à ce genre de lutte, livre elle-même les destinées du pays aux expériences douteuses des partis extrémistes animés par la passion et par l'égoïsme». C'est en 1897 qu'Etienne Tisza formula cet enseignement historique. Et vingt ans plus tard, une poignée de fanatiques et d'aventuriers, bousculant la majorité modérée, mais inerte et dépourvue du courage d'affronter la lutte, précipita la nation dans la catastrophe dont Tisza devait être une des premières victimes.

Si l'homme politique trouve un précieux auxiliaire dans l'histoire, voyons quel appui l'historien savant trouve, à son tour, dans la politique. Le vrai historien, même s'il ne prend pas une part active à la politique, observe toujours avec la plus vive attention la vie publique et les hommes d'Etat de son temps, parce qu'ainsi seulement il est à même de pénétrer l'âme collective et l'atmosphère politique



des époques révolues. En effet, comment pourrait-il entreprendre d'écrire l'histoire de la ploutocratie romaine, sans connaître par exemple la vie et le mécanisme psychologique de la ploutocratie contemporaine? Comment donner un tableau précis de l'histoire d'une révolution sociale survenue dans le passé, sans connaître les maux de la société actuelle, la psychologie et les aspirations révolutionnaires des foules d'aujourd'hui? Ce sont les analogies du présent qui lui permettent de pénétrer l'esprit du passé, en même temps que de discerner avec plus de netteté les différences entre le présent et le passé. Quelque divergeantes que soient les formes que la vie politique, religieuse, morale, juridique et économique de l'humanité revêt au cours de l'histoire, il n'en existe pas moins certains traits typiques de structure qui leur sont communs. Et ces traits communs, c'est bien dans sa propre époque que l'historien peut les observer sous leur aspect le plus vivant parce qu'ils sont, pour lui, l'objet d'une expérience immédiate. Un historien qui par exemple a vécu en observateur attentif les événements des vingt dernières années comprendra, pénétrera sans doute beaucoup mieux les intrigues diplomatiques du passé, la nature des guerres, la psychologie des souverains, des hommes d'Etat et des chefs militaires, les mouvements, les révolutions et le règne des foules et les crises économiques.

Un exemple de ce genre d'historiens dont le regard embrasse la vie politique et sociale de leur époque dans toute son ampleur, est Léopold de Ranke. Les grands historiens français et anglais, tels que Guizot, Thiers, Macaulay, contemporains de Ranke, étaient des hommes politiques actifs. Mais dans l'Allemagne d'alors, où prévalait un esprit de conservatisme, les savants ne pouvaient guère jouer un rôle politique d'importance majeure, sauf tout au plus dans les rangs de l'opposition. Ranke se sent pourtant attiré vers la politique active. Dès 1832, il fonde une revue, l'*Historisch-politische Zeitschrift*, mais cette première tenta-

tive échoue bientôt, parce qu'elle a une tendance conservatrice, alors que les classes intellectuelles de l'époque sont en majorité libérales. Mais ce n'est qu'à l'arrière-plan que, Ranke joue un rôle politique, toutefois son influence directe sur la vie politique est plus grande que s'il était membre de la Diète. Plus d'une fois en effet, en des moments difficiles, Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse recourt à ses conseils. Lorsqu'en 1848 le mouvement nationaliste allemand s'allie au libéralisme afin d'obtenir, fut-ce au prix d'une révolution une Constitution basée sur la souveraineté du peuple, Ranke adresse un mémorandum au roi. Ce n'est pas la constitution parlementaire qui l'inquiète ; il voit beaucoup plus loin : ce qu'il craint c'est une révolution ouvrière à l'instar de l'exemple français, et l'avènement d'un régime républicain. Mais, au bout de quelques mois, lorsque la révolution de Vienne a pris fin, l'optimisme de Ranke renaît. Il préconise le maintien de la Constitution prussienne emportée de haute lutte, car il estime que la monarchie absolue n'est guère faite pour favoriser la réalisation de l'empire allemand sous l'hégémonie prussienne. Pour prévenir la dégénérescence de la démocratie parlementaire, il propose que la Constitution autorise le roi à choisir ses ministres sans égard à la majorité. Le suffrage universel paraît à Ranke plein de dangers, comme devant aboutir au règne de la foule ; en compensation, Ranke propose des mesures de prévoyance sociale, d'autant plus qu'il craint que les ouvriers, ayant appris le maniement des armes grâce au service militaire obligatoire, ne deviennent une grave menace pour l'Etat, en cas de chômage. Pour cette raison, l'Etat doit, selon lui, créer des possibilités de travail. Enfin les idées de Ranke triomphent. Le roi décrète la dissolution de l'Assemblée révolutionnaire, proclame la nouvelle Constitution et se réconcilie avec la bourgeoisie libérale par la reconnaissance des droits de la nation. C'est encore Ranke qui, dans un mémorandum élaboré en 1851, recommande au roi de Prusse un accord paci-



fique avec l'Autriche pour renforcer la position européenne du germanisme, et devient ainsi le précurseur des idées de Bismarck.

### **Le droit et la science économique dans la politique**

En dehors de l'érudition historique, l'homme d'Etat a également besoin de connaissances approfondies dans le domaine de la jurisprudence, de l'économie publique et de la sociologie. Cette proposition est d'ailleurs d'une évidence telle qu'elle peut se passer de toute démonstration. Aussi nous bornerons-nous à relever quelques points de vue typiques.

Les hommes qui apportent avec eux dans l'activité politique une grande érudition dans la science du droit positif représentent, pour la plupart des cas, le type du statisme unilatéral et rigide. Tel est par exemple l'avocat Poincaré qui ne cesse d'invoquer les traités de paix conclus avec l'Allemagne en exigeant la stricte exécution de leurs stipulations, même au risque de compromettre à nouveau le destin de l'Europe. Si l'Allemagne ne paie pas les réparations, c'est, selon lui, uniquement parce qu'elle ne veut pas payer, alors qu'elle aurait le moyen de le faire. Donc, si elle ne veut pas payer, il faut l'y forcer : c'est pourquoi, cinq ans après la fin de la guerre, il fait occuper la Ruhr, engageant ainsi une nouvelle action militaire, à titre de sanctions. Si, au lieu de s'ancrer dans des considérations exclusivement juridiques, Poincaré avait observé, dans sa pensée, les données de l'économie universelle, il eût pratiqué une politique beaucoup plus souple. Sa politique à lui, dictée par un juridisme intraitable, était vouée à l'échec : malgré l'occupation de la Ruhr, l'Allemagne ne paya pas, et même pour un temps, la France demeura diplomatiquement isolée.

La science économique est un élément indispensable de la culture politique, dont l'importance ne fait qu'augmenter. Mais il est dangereux qu'un homme politique donne

dans le dogmatisme économique, au lieu d'appliquer la théorie à la situation économique du moment. Le réorganisateur de la vie financière et économique de la France du XVII<sup>e</sup> siècle, Colbert, bien que connaissant à fond les théories soutenues à ce sujet dans son époque, n'est pas un théoricien. Ses idées essentielles émanent d'autres hommes, mais lui-même est un maître dans la mise en pratique. C'est un talent d'action, de réalisation, d'organisation pratique, qui a toujours une vision d'ensemble organique des objectifs qu'il poursuit. Ce n'est pas un économiste théoricien que les idées intéressent pour elles-mêmes : il pense en entrepreneur qui aspire à des succès tangibles et mesurables. Pourtant, Colbert sait apprécier la théorie à sa juste valeur. En 1663, il fonde l'Académie des Inscriptions, et trois ans après, l'Académie des Sciences, puis, en 1671, l'Ecole d'architecture ; il réorganise l'Académie des Beaux-Arts. C'est un mécène généreux pour les sciences : Paris lui doit le Jardin des Plantes ainsi que l'Observatoire.

Plus tard, la théorie prédominante sera le libéralisme économique puis le socialisme. Partout, les hommes d'Etat livrent de grandes batailles autour des principes économiques. Rappelons-nous la lutte entre Peel et Cobden, ou le mouvement protectionniste déclenché par Joseph Chamberlain au début de notre siècle, et qui finit par triompher en 1932. Quelle épreuve redoutable fut la guerre pour la capacité des hommes d'Etat en matière économique, et combien la connaissance des choses économiques a gagné en importance dans la politique, au milieu de la crise qui s'abat sur le monde après la guerre !

La spirituelle définition de Cavour, disant que l'économie nationale c'est la « science du patriotisme », n'a rien perdu de son actualité. Plus que jamais, en effet, l'économie devient le principal auxiliaire de l'homme d'Etat, contribuant ainsi à la déchéance de l'esthétisme suggestif de la rhétorique. Mais la vie économique de nos jours est si complexe que l'homme politique n'en peut plus connaître à fond toutes



les ramifications : il faut qu'il recoure à des experts. Il doit cependant avoir le coup d'oeil assez sûr pour discerner l'essence caractéristique dans les propositions des spécialistes, et pour en dégager ce qui est réalisable au point de vue politique et social. Là encore, ce n'est pas l'ampleur de l'érudition qui importe, mais l'intelligence pénétrante, allant au fond des choses et possédant les connaissances fondamentales nécessaires.

### **Le savant dans la politique**

Au cours des chapitres précédents, nos recherches ont porté sur l'attitude de l'homme politique à l'égard de la science : nous allons examiner maintenant l'aspect opposé du problème, savoir : quelle est l'attitude du savant lorsqu'il se montre sur la scène politique.

Nous avons vu que la marque principale de l'esprit scientifique est la recherche de la vérité pour la vérité elle-même, la pensée théorique concentrée, exempte de toute considération incidente. Par contre, l'homme politique est l'homme de l'action. La première question qu'il se pose n'est pas : « Qu'existe-t-il ? » mais : « Que dois-je faire ? » Nombreux sont les savants qui ne se sont pas satisfaits par les vérités découvertes d'elles-mêmes, surtout en ce qui concerne l'ordre économique ou juridique de la société : un instinct puissant les pousse à transplanter dans la réalité ces vérités qu'ils ont discernées, à transformer la société dans le sens de l'idéal qui est le leur et qu'ils croient juste. Pour ce faire, il faut s'engager sur le chemin de la politique. La plupart en entrant dans l'arène de la politique, conservent leur inclination à la pensée abstraite, leur penchant à la critique, leur conscience aspirant à lutter pour la vérité. Aussi, même en professant des idées radicales, le savant demeure-t-il le plus souvent un doctrinaire, au lieu de se transformer en homme d'action et de combat : il réclame la réalisation de ses idées, mais il le fait plutôt par la parole que par des actes. Grâce à sa

formation scientifique, son horizon est plus large, il entrevoit mieux le sens de l'évolution, il a une vision plus claire de l'avenir et de l'idéal à poursuivre. Mais son esprit habitué au raisonnement abstrait hésite dans l'action, parce qu'il se préoccupe par trop du passé et qu'il connaît la genèse historique de toute chose ; son grand savoir et son esprit critique, tendant à mesurer d'avance toutes les conditions possibles, le paralysent dans son activité et amortissent en lui le courage nécessaire à la lutte. Il freine l'enthousiasme novateur des apôtres de l'action immédiate, mais il s'efforce en même temps de vaincre l'entêtement conservateur de ceux qui s'attardent dans l'ornière. Sa passion le pousse quelquefois à aller de l'avant, mais bientôt sa raison critique le fait reculer. Plus son savoir est grand, plus les difficultés dont il se soucie sont grandes, plus il a le sens aigu de ses responsabilités, plus sa conscience est scrupuleuse — et plus il redoute l'action.

L'exemple tragique de Wilson caractérise le savant devenu homme d'Etat sans que son esprit se soit adapté au climat de la politique. Devenu homme d'Etat, Wilson reste un doctrinaire naïf. Par des déductions logiques il aboutit à l'idée de la paix éternelle et en conçoit l'instrument, la Société des Nations. Il s'acharne en faveur de cette idée même au prix de l'intervention dans la guerre mondiale. Après la victoire, Wilson lit des dissertations théoriques devant les représentants des Etats vainqueurs, — mais quant à lutter et à agir efficacement pour ses idées, il en est incapable. A la Conférence de la paix, il se montre renfermé ; il refuse d'écouter les experts et les conseillers techniques, il n'entend même pas les représentants des Etats vaincus, il laisse Clemenceau l'empêcher d'avoir un contact quelconque avec ces derniers. La faillite de son idéalisme abstrait devient manifeste : quant à ses quatorze points, ce qui en a été réalisé par les traités de paix, est moins que rien, et ces traités ont, au contraire, édicté nombre de stipulations diamétralement opposées aux principes wilsoniens.



Cette amère désillusion est l'une des notes fatales dans la carrière politique de la plupart des vrais savants. Elle résulte du contraste entre le type de l'homme de la pensée abstraite et celui de l'homme d'action pratique. Quelques exemples de ce conflit psychologique méritent d'être relevés.

Le jeune savant Macaulay publie une série d'études brillantes sur Milton et sur plusieurs personnalités éminentes de la vie politique anglaise. Cédant aux instances des Whigs, il entre au Parlement à l'âge de trente ans avec un mandat libéral. Son premier discours aux Communes est un plaidoyer retentissant en faveur de l'extension du droit électoral. Il est l'adversaire le plus hardi et le plus éloquent du mauvais régime électoral alors en vigueur. Ses discours sont autant d'essais portant la marque d'un esprit brillant et d'une érudition complète et profonde. Au cours de ses études, il se sent attiré par la grandeur mystique de l'Inde. Dans la quatrième année de son mandat (1834), il est nommé membre du Conseil Suprême de Calcutta et chargé d'élaborer le Code pénal des Indes anglaises. Le simple fait d'avoir osé accepter une tâche d'une telle importance dénote l'aspect doctrinaire de sa personnalité. Le code que rédigea Macaulay était, certes, d'un niveau élevé au point de vue théorique, mais pourtant inapplicable, parce que ne tenant pas compte des différences de religion, de morale et de coutumes entre les nombreuses races hétérogènes qui peuplent l'Inde. Macaulay se faisait le législateur d'un peuple qu'il n'avait jamais connu. Mais si son séjour aux Indes fut un insuccès pour Macaulay, homme politique, il fut d'autant plus heureux pour Macaulay historien : C'est là qu'il écrivit ses brillants essais sur Clive et Warren Hastings, les conquérants des Indes. A son retour en Angleterre, il est nommé ministre de la Guerre. Plus tard, lorsque le parti conservateur arrive au pouvoir, Macaulay, partisan du libre échange, lutte dans les rangs de l'opposition. Obéissant à ses convictions libérales, il se voit obligé en certaine occasion de dé-

fendre les droits des catholiques. Sa loyauté lui coûte son mandat ; il est mis en minorité dans sa circonscription. Mais son esprit de savant préfère la défense du principe de l'équité à l'éclat de la carrière politique.

Quand il s'engage dans la lutte politique, le savant veut réaliser ses idées nouvelles ; aussi est-il rare qu'il soit conservateur. Macaulay lutte pour les idées libérales, et quant à Mommsen, le grand philologue et historien allemand, il est un radical avancé. Mommsen fait ses premiers pas dans la politique à Schleswig. Plus tard, sa participation aux mouvements révolutionnaires de 1848 lui coûte sa chaire à l'université de Leipzig. Mais il est bientôt invité à l'université de Zurich, puis à celle de Berlin. La plupart des historiens vivant dans le passé lointain, objet de leurs études, se sentent dépayés dans leur propre époque ; quant aux multiples difficultés et anomalies de la vie politique et sociale dont ils pâttissent eux-mêmes, ils n'y voient pourtant que des incidences gênant leur travail, sans éprouver le besoin d'intervenir activement en vue de remédier aux maux. Dans les grands esprits, l'intérêt pour le passé s'unit naturellement au souci du présent.

En dépit d'une activité scientifique aussi vaste que brillante, Mommsen se sent le courage et trouve le temps de s'occuper activement de politique. Membre du parti progressiste, il est l'adversaire acharné de la politique de Bismarck. A ceux qui voudraient le renvoyer à ses études sur les civilisations préromaines, Mommsen répond : « Si mes études samnitiques m'avaient fait oublier, ne fût-ce que pour un jour, ma patrie allemande, je ne serais pas digne de vivre en cette glorieuse époque. » Mais le génie de ce grand savant n'a pas laissé de traces durables dans la politique allemande. De la science, il emporta avec lui dans la politique plutôt l'esprit critique que l'esprit créateur. Le Parlement lui servit uniquement à satisfaire ses inclinations pour le libéralisme social, sans préjudice à son activité scientifique.

Le grand médecin italien Cesare Lombroso est déjà



presque sexagénaire lorsqu'il fait ses débuts dans la vie politique pour défendre les idées de liberté et de progrès. Il se préoccupe de la misère et du manque d'hygiène des déshérités de ce monde. Une de ses idées principales vise à empêcher ou du moins à limiter, par l'action sociale, le développement des mauvaises dispositions des criminels-nés, problème qu'il a étudié à fond ; même si ces «criminels-nés» ne peuvent plus être transformés en citoyens utiles, du moins faut-il s'efforcer d'en faire des êtres inoffensifs pour la société. Lombroso croit que dans une société plus avancée, il serait même possible d'utiliser les facultés des criminels-nés pour le bien de tous. Il adhère au parti socialiste et lutte contre le chômage, l'émigration, l'analphabétisme, et contre l'impuissance de la diplomatie. Son enthousiasme pathétique lui fait voir dans le socialisme le seul chemin du salut. Mais quand il connaît de plus près la vie interne du parti socialiste, une amère désillusion s'empare de son âme de savant idéaliste. L'inertie des organisations ouvrières le rend pessimiste. Pendant les dernières années de sa vie, il retourne aux idées de l'expansion nationale.

L'activité politique apportera une déception analogue à Max Weber, un des esprits les plus brillants de l'Allemagne d'avant-guerre, esprit d'une fécondité prodigieuse : c'était un grand économiste, légiste, historien de la religion, organisateur dans le domaine scientifique. Malgré sa formidable activité de savant, il trouve le moyen de s'occuper de politique. Il débute dans les rangs du nationalisme libéral, mais peu à peu il glisse vers la gauche. Il se rapproche de plus en plus du socialisme tout en conservant l'essence de ses opinions individualistes et libérales et en critiquant le bureaucratisme du parti socialiste. Après la guerre, on fait appel à l'autorité scientifique de Weber pour tirer l'Allemagne de la crise. Il fait partie de la délégation de la paix, mais ensuite, il échoue aux élections à l'Assemblée Nationale de Weimar. Dès lors, il se retire de la politique pour reprendre sa chaire à Munich. Le tragique de ses efforts en politique

consistait en ce qu'il était supérieur, par le savoir, le caractère, la sagesse, à tous ceux qui dirigeaient alors l'Allemagne, — mais en revanche, il lui manquait la volonté de puissance et l'ambition personnelle, sans lesquelles il n'y a pas de carrière politique. Weber fut un véritable prince de l'intelligence, le maître d'un trésor immense, mais il n'était pas capable de franchir l'abîme entre la théorie et la pratique. Ses idées politiques fécondes demeurèrent totalement insoupçonnées, parce qu'il ne savait pas les appliquer aux nécessités du moment ; il ne savait ni descendre vers le peuple, ni populariser ses idées. C'était un grand savant, mais ce furent les politiciens qui monnayèrent le trésor de sa pensée.

La patrie du *common sense*, l'Angleterre, compte relativement peu d'hommes d'Etat de l'espèce de Balfour ou de Haldane, dont nous avons parlé précédemment. Chez la plupart des hommes politiques anglais, l'activité scientifique reste la « noble passion » de leur vie privée : ce sont parfois des savants, non des professeurs. Dans les universités, ils occupent tout au plus des postes honorifiques, comme Chancellor of University. Il en est autrement en Allemagne, patrie de l'érudition. Bon nombre d'hommes politiques allemands occupent, en effet, des postes actifs dans l'enseignement universitaire et le titre de privat-docent était l'objet des ambitions de plus d'un parlementaire allemand. Mais la plupart des hommes de la science qui s'aventurent dans le domaine de la politique, s'en retirent bientôt en y laissant leurs illusions.

En envisageant ici la psychologie et la carrière politiques des savants, nous n'avons en vue que le type, ce qui n'exclut aucunement la brillante réussite dans la politique pratique de certains savants à l'esprit complexe et extrêmement fécond, unissant à la pensée abstraite et au penchant à la théorie une volonté puissante, une disposition à l'action et la faculté d'organisation. Tel fut Carnot, le grand mathématicien français, auteur d'une



série d'oeuvres scientifiques géniales dans son domaine, et qui fut un homme politique de premier plan aux temps les plus critiques de l'histoire de son pays. Epris des idées de liberté et d'égalité, il prend une part active dans la Révolution française. Membre du Comité de Salut Public, en 1793, il organise l'armée révolutionnaire qui sera victorieuse. On l'appelle «l'organisateur de la victoire». Ainsi, Carnot, le mathématicien, joua un rôle déterminant dans la politique : sans l'armée qu'il créa, l'Empire napoléonien n'eut point existé.

L'esprit de Carnot semble revivre, un siècle plus tard, en cet autre grand mathématicien et homme d'Etat français que fut Paul Painlevé, génie créateur non seulement dans le domaine de la science, mais aussi sur le plan politique.

R. Virchow, l'un des plus grands noms dans l'histoire de la médecine, appartient également à cette catégorie de savants. Dans sa jeunesse, comme la plupart des savants idéalistes, il est radical. Le jeune prosecteur de la Faculté de Berlin est profondément secoué par le vent de la Révolution. Pour ses opinions révolutionnaires, il est renvoyé de son poste (1849). Il part pour Würzburg, puis, sur l'invitation de l'Université, il rentre à Berlin, et poursuit sa politique démocratique. Virchow, fondateur de la pathologie cellulaire, considérait l'organisme humain comme un Etat harmonieux formé par des milliards de cellules et ayant une Constitution tout à fait démocratique : de même, Virchow ne pouvait concevoir les Etats que fondés sur la démocratie. Il qualifia le communisme de folie, mais fit sienne l'idée principale du socialisme : organiser la société de façon à rendre supportable la vie des masses. Dans ce but il s'efforça de rehausser surtout leur niveau intellectuel ; en véritable apôtre de la culture populaire, ce professeur, célèbre dans le monde entier, fait de nombreuses conférences aux ouvriers. Par ses initiatives et son action, il contribue grandement au développement urbaniste de Berlin. Mais d'autre part, il joue, pendant quarante ans, un rôle de tout premier

ordre à la Diète de Prusse, et plus tard, au Reichstag. Il déploie une inlassable activité admirée de tous. Président de la Commission du budget au Parlement, il en traite les membres comme il traite ses assistants à la Faculté. Il rédige lui-même le rapport de la Commission sur le budget et, en même temps, dans son institut de pathologie, fait une série de brillantes découvertes. Virchow n'était pas un pseudo-démocrate : l'idéal de la justice et du progrès était profondément ancré dans son âme et s'extériorisa dans l'activité de toute sa vie. Ce génie créateur dans le domaine de la politique sociale était un véritable ami du peuple, et ce qu'il a fait pour améliorer l'hygiène des classes laborieuses, était inspiré par le grand idéal du bien-être de tous.

Cette structure psychologique complexe où la pensée scientifique créatrice va de pair avec l'habileté dans l'action politique fructueuse, est relativement rare. Dans la plupart des cas, l'un des deux l'emporte, soit l'esprit savant, soit le génie politique.

Le jeune Richelieu s'oriente vers la théologie. Il se consacre à ses études avec toute l'ardeur de son âme. Il se plaît beaucoup à l'escrime de la dialectique théologique : la confrontation de thèses antagonistes, la polémique. Le futur cardinal a une prédilection particulière pour les tournois de l'esprit et les manœuvres rapides. Il prend conscience de son talent et les victoires qu'il remporte dans les discussions théologiques éveillent ses ambitions. Sa thèse de doctorat connaît un succès retentissant. Il est sacré évêque à l'âge de vingt-deux ans. Malgré cela, il ne reste pas un savant théologien. Il fait tout pour se mêler à l'atmosphère politique de la Cour. Il sent bien que sa véritable vocation n'est pas dans la scolastique abstraite, mais dans la politique active. Les discussions théologiques furent pour son esprit un fructueux entraînement pour la politique et la diplomatie. Mais la volonté et l'action le servirent mieux que la pensée abstraite et la science.

Dans sa jeunesse, Napoléon éprouve bien souvent



l'attrait de la carrière scientifique. Durant ses années d'études à l'académie militaire de Brienne, il lit assidûment Montesquieu et d'Alembert. Il est profondément impressionné par la lecture du Contrat Social. L'oeuvre d'Adam Smith sur l'économie nationale, ainsi que les ouvrages financiers de Necker l'intéressent beaucoup ; son goût pour la théorie s'accroît. Mais l'école des Jacobins lui apprend le culte de l'action et de l'énergie : il prend conscience de ses hautes facultés d'homme d'action et d'organisateur. Sa conception des valeurs se modifie : la gloire du soldat l'attire davantage que celle du savant. Il aime cependant la compagnie des hommes de la science ; il est fier d'être de l'Académie. Même devenu général en chef, il ajoute volontiers à sa signature : «de l'Institut». Mais le jeune Bonaparte sent bien que son indomptable ambition et sa volonté de puissance trouveront, pour se faire valoir, un champ d'action beaucoup plus vaste dans le domaine militaire et politique que sur le terrain de la science. L'idéalisme scientifique qui l'animait dans sa jeunesse cède peu à peu la place au réalisme politique.

Certains hommes d'Etat dont le penchant pour la science n'a pu se donner libre cours durant leur carrière politique, dès qu'ils sont obligés de se retirer de la vie publique, éprouvent soudain dans leur âme le réveil de la *libido sciendi*, du désir de la science ; après l'ardeur de la lutte, ils aspirent à jouir de l'heureuse sérénité du penseur. Alors, en eux, l'homme tragique s'efface devant l'homme idyllique, les passions politiques se taisent et leur âme tend désormais à la recherche de la vérité ; les déchirements intimes de la conscience tourmentée par la politique s'apaisent et leur âme connaît l'harmonie avec elle-même. Quand le roi Henri VIII révoque son chancelier qui a osé désapprouver son divorce Thomas Morus est heureux de se retirer dans la vie privée. Le côté politique de sa personnalité s'efface et c'est le savant humaniste qui apparaît : l'ami d'Erasme, l'auteur de l'Utopie, le grand défenseur des étu-

des grecques à l'Université d'Oxford. Un siècle plus tard, l'un de ses successeurs, Bacon de Verulam, après la fin décevante de sa glorieuse carrière politique, se consacre entièrement à la méditation scientifique et donne une série d'ouvrages philosophiques qui détermineront une nouvelle orientation de la pensée.

De nombreux hommes d'Etat éprouvent la nostalgie de l'harmonie idyllique qui est le partage de la vie consacrée à la science. MacDonald a déclaré à Mary Hamilton, auteur d'une biographie remarquable de cet homme d'Etat britannique, que ce qu'il aimerait le mieux, c'est de se retirer à Lossiemouth, son village natal, pour réunir le recueil complet de la littérature anglaise du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'ancien premier ministre britannique est d'ailleurs un bibliophile passionné bien connu des antiquaires de Londres. Bien qu'autodidacte, l'amour de la science est profondément ancré dans son âme.

\*

En politique comme ailleurs, tout se tient étroitement : vie publique, constitution ; vie économique, problèmes culturels s'intègrent en un ensemble organique, dans le cadre de la vie nationale. De même, la vie de la nation est fonction de la vie du globe. A notre époque, ce qui se passe aux Indes ou en Chine est presque aussi important pour nous que les événements d'Allemagne ou d'Angleterre. Et dans la mesure où s'accroît cette intégration économique et politique de l'univers, la tâche à laquelle doit faire face l'homme d'Etat devient plus complexe et plus il doit aiguïser son observation et enrichir ses expériences, plus il lui faut apprendre et savoir. Sinon, il se détachera de l'ardente réalité de la vie et poursuivra les mirages d'abstractions échafaudées par lui-même. Pourtant, trop de théorie rigide, une érudition poussée à l'excès, le scientisme, l'intellectualisme unilatéral sont loin d'être des qualités avantageuses pour l'homme d'Etat, car ils obscurcissent la



spontanéité et l'objectivité du discernement, entravent l'intuition grâce à laquelle on saisit directement les corrélations des choses et amènent l'homme public à vouloir démêler par la logique ce qui ne peut être saisi que par l'instinct. Le théoricien doué d'un sens des réalités suffisant, s'il devient homme politique, doit s'efforcer de démentir Spinoza qui dit : «L'écart entre la théorie et la pratique étant plus grand dans la politique que dans n'importe laquelle des sciences à destination pratique, on estime que personne n'est moins qualifié pour gouverner l'Etat que les savants théoriciens ou les philosophes. (Regendae reipublicae nulli minus idonei aestimuntur, quam Theoretici, seu Philosophi)... La croyance générale est que les hommes politiques surveillent les hommes plutôt que de se soucier de leurs intérêts qu'ils sont plus rusés que sages (potius callidi, quam sapientes). Il est néanmoins incontestable que les hommes politiques se sont occupés des questions politiques avec plus de chance que ne le faisaient les philosophes, car en tant qu'ils considéraient l'expérience comme leur maître, ils n'enseignaient jamais des choses impossibles à réaliser dans la pratique». (*Tractatus Politicus* I. 1—2 §).

### CHAPITRE III

## LE SENTIMENT DANS LA POLITIQUE

Les sentiments, forces motrices de la politique. — Vanité et popularité dans la politique. — Ambition et volonté de puissance. — Fierté et orgueil. — Envie et jalousie. — Amitié et hostilité en politique. — L'homme politique agressif. — L'homme d'Etat animé du sentiment social. — La maîtrise de soi. — Optimisme et pessimisme en politique.

### Les sentiments, forces motrices de la politique

Dante, au troisième cercle de l'Enfer, rencontre l'ombre de Ciaccio, Florentin, qui, parlant de la lutte entre Blancs et Noirs, caractérise les politiciens dans les termes suivants :

Superbia, invidia ed avarizia sono

Le tre faville che hanno i cori accesi.

(*Enfer*. VI. 74.)

Ce serait sans doute faire preuve d'un pessimisme exagéré que d'appliquer cette image à la vie politique actuelle en général. Il est indubitable que de tous les domaines de l'activité humaine, c'est la politique qui présente la meilleure illustration de ce fait psychologique que le sentiment et la volonté caractérisent la vie morale individuelle et collective beaucoup mieux que ne le fait l'intelligence. La moralité de l'individu est déterminée en premier lieu non par son intelligence, dont il peut opposer à lui-même les objets, mais par ses sentiments et par sa volonté, grâce auxquels le centre et le sujet de sa vie morale, son *moi* réagit aux faits extérieurs, aux impressions venant du dehors. L'essence même de tout l'être moral de l'individu réside



dans le sentiment et la volonté, dont les racines s'enfoncent, à leur tour, dans les profondeurs de l'instinct. Comment les objets et les personnes du monde, de la vie qui l'entoure agissent-ils sur l'individu, comment l'individu y réagit, comment il se les assimile, comment il les convertit en idées, c'est-à-dire comment il pense — c'est encore la structure subjective du moi qui en décide au premier chef. C'est dans le terrain latent et irrationnel du moi, dans ses sympathies et ses aversions spontanées, dans ses aspirations et ses tendances instinctives qu'il faut aussi chercher les sources de l'attitude qu'adopte l'individu en appréciant la valeur du monde et des hommes.

Avant Hobbes, l'homme primitif qui assouvissait sans connaître de limite ses passions et ses instincts, en *homo naturalis*, apparaît comme une espèce de carnassier qui toutefois s'est graduellement apprivoisé dans la société. Rousseau et le romantisme idéalisent l'homme précisément quant à ses sentiments et à ses instincts : l'homme est simple, vrai, sincère, pacifique, bon de par sa nature, et il n'a été corrompu que par la civilisation. Cependant le spectacle que présentent les combats de la vie politique semble plutôt donner raison à Hobbes. Les hommes se livrent — tout comme les animaux et les plantes — une guerre incessante pour exister et pour se développer. Le globe est une immense fourmilière où les hommes s'affairent, se bousculent, s'aiment et se haïssent, se relèvent et s'écrasent les uns les autres, luttent et souffrent, sont amis ou ennemis, obéissent aux suggestions de leurs instincts et de leurs passions ; ceux-ci toutefois, filtrés par le raisonnement, voient s'atténuer leur violence élémentaire.

Cet instinct de combat jaillit avec le plus de vivacité, avec le plus de spontanéité primitive dans la politique. Nul n'a d'ennemis aussi passionnés que l'homme politique, quelque domaine de la vie que l'on observe ; en revanche, nul n'a de compagnons plus fidèles. Haine ardente d'un côté, dévouement loyal de l'autre. Attirer ou repousser — voilà

la polarité de la personnalité politique. Là où un combat se poursuit, les passions contraires s'aiguisent : on est pour ou contre. «La politique — écrit Goethe en 1827 à la comtesse O'Donnel, — est une sorte de purgatoire où les âmes à moitié damnées se tourmentent les unes les autres».

Quelle est la base profonde des sentiments et passions politiques? Pour répondre à cette question, il nous faut descendre jusqu'aux couches instinctives de la vie morale, dont nous parlions tout à l'heure. L'homme, ainsi que tout être, apporte avec lui en naissant nombre d'instincts destinés à l'aider à se conserver et à se développer. L'individu tendant à se conserver est nécessairement égocentrique : aux événements extérieurs il réagit en considérant, tout d'abord ses propres intérêts. Ce fait est éloquentement prouvé par l'observation des petits enfants ou des hommes primitifs dont l'être moral, aux racines biologiques, se manifeste encore dans sa forme «naturelle», inaltérée. Rien ne freine encore leurs instincts combattifs qui s'expriment par la colère et l'attaque. Ils donnent libre cours à leur égoïsme sans égard aucun, ils veulent tout pour eux, — manifestation de l'instinct de possession. Mais l'esprit de l'homme primitif est stimulé non seulement par l'instinct de conservation de l'individu, mais encore par celle de la race : il s'efforce de défendre ses semblables, sa famille, les membres de sa tribu, il obéit aussi à l'instinct grégaire.

Mais l'homme n'est pas un être seulement *organique* chez qui les impulsions biologiques tendant à la conservation et au développement de soi-même s'affirment, sur le plan moral, par les instincts et les émotions ; il est en même temps un être *intelligent* qui sait raisonner, qui tâche de fondre ses instincts et ses passions dans la pensée, de les rationaliser et de les adapter sagement aux conditions existantes. Chez l'homme civilisé, les instincts et les sentiments n'explorent pas en actions immédiates : l'éducation, le contenu moral et juridique de la culture personnelle, la connaissance empirique des conséquences de l'acte et enfin



la réflexion agissent, en présence de l'instinct, comme de fortes entraves. L'instinct guerrier, chez l'homme civilisé, soumis au double contrôle de la morale et de la raison, revêt des formes moins violentes. La colère s'exprimant aussi chez l'animal par l'agression physique instantanée, se traduit chez l'homme civilisé par la menace, le ressentiment et la haine, par la jalousie ou par l'esprit de vengeance. Le gourdin du sauvage est remplacé par la lame tranchante de l'ironie, de la satire. Les individus qui sont le plus près de l'état naturel, c'est-à-dire au plus bas échelon de l'évolution intellectuelle et morale (les primitifs, les petits enfants, les faibles d'esprit, tout comme les animaux,) se livrent complètement à leur instinct d'agression qui leur suggère l'anéantissement immédiat de l'adversaire, parce que le contrepoids de la raison et de l'accoutumance morale leur fait défaut. L'éducation, la civilisation, la culture consistent, avant tout, en l'empire sur soi-même, en la souveraineté de la raison sur les instincts et les passions.

A ce point de vue, les hommes, et par conséquent les hommes politiques également, présentent deux types. Chez les uns, les normes de la raison et de la culture exercent, comme force modératrice, une influence relativement réduite : ce sont des hommes instinctivement farouches et brutalement agressifs. Chez les autres, on constate une sensibilité à la voix de la raison et de la civilisation, l'impulsion des instincts est moins forte, les émotions n'entraînent pas un acte immédiat. Mais en revanche il ne faut pas croire que la raison à elle seule soit capable de créer de grandes choses si elle n'est pas animée par une passion adéquate. Les grands génies créateurs ne sont pas les hommes froids, impassibles, ce sont les âmes ardentes, passionnées mais qui, le moment venu, savent cependant écouter la voix de la raison et se dominer. Sans l'enthousiasme, les pages de l'histoire seraient restées blanches, car toute grande action, toute lutte féconde est conçue par la passion. Seulement, cette passion n'est pas au service de l'égoïsme ins-

tinctif de l'individu, mais au service d'un but plus éloigné, d'un idéal. Chez l'homme vulgairement mesquin le but mental qui freine la passion, est son propre avantage égoïste. Mais chez les âmes nobles, c'est un idéal élevé, une valeur suprapersonnelle qui, au moment voulu, comme facteur rationnel, modère les passions.

S'il y a un terrain où l'on puisse particulièrement bien observer la projection sur le plan moral des diverses formes de l'instinct poussant l'individu à se conserver et à se développer, c'est bien le terrain de la politique, où abondent le mouvement et la lutte, et qui n'a son pareil dans aucun autre secteur de la vie. Ainsi, l'ambition et la vanité ne sont que les formes sublimées de l'instinct qui crée l'émulation. Elles peuvent s'observer déjà dans les jeux de l'enfant, dans sa rivalité avec ses camarades : il veut se distinguer, paraître plus fort, plus adroit que ses compagnons, l'emporter sur eux dans la course, dans les pugilats, dans l'étude. Ce même instinct d'émulation, quoique altéré par les contingences logiques de la réflexion, reste le propre de l'homme politique durant toute sa vie sous la forme de l'ambition. Néanmoins l'égoïsme instinctif éclate parfois sous sa forme primitivement brutale : si l'homme politique, au service de son idéal, se mesure à ses émules, il veut toujours avoir plus de pouvoir afin de réaliser ses idées : la volonté de puissance jaillit naturellement dans son âme. De tous temps, le problème fondamental de la politique fut celui de la répartition du pouvoir. L'homme politique ambitieux, avide de puissance, est convaincu que son idéal est le seul juste et que lui seul est à même de le réaliser de la meilleure manière et d'employer le pouvoir à cet effet. Bien entendu se mêlent intimement à cette ambition, inconsciemment dans la plupart des cas, l'intérêt personnel et l'instinct égoïste qui portent l'individu à se développer. La politique se résume dans l'émulation pour le pouvoir, aussi la Muse de la politique, est-elle la jalousie. A côté de ses aspects émouvants, mais plus rares, la vie politique est



pleine de jalousie, d'intrigues, de suspensions et de malveillances personnelles.

C'est encore l'instinct primitif de combat et d'agression que l'on retrouve à la base du plaisir que procurent aux hommes publics la lutte dans l'opposition, le combat par les armes de l'esprit, les débats. Les grands «debaters» parlementaires sont les représentants typiques de l'esprit d'agression. L'instinct guerrier y revêt toutefois des formes spiritualisées : à l'agression physique se substitue le sarcasme, l'ironie mordante. L'arme employée dans les duels parlementaires est la lame tranchante de l'esprit. D'ordinaire, cette lame s'émousse avec l'âge, mais chez certains politiques cela n'arrive jamais. Pour un Pitt, un O'Connell, un Bismarck, un Clemenceau la passion offensive reste, jusqu'au bout, un élément vital de la politique. «*In tempestate securitas*», la sécurité dans la tempête, telle était la devise politique du chancelier Seipel : affronter le danger, repérer les positions de l'ennemi et y pénétrer vaut mieux qu'esquiver le combat.

Mais la force égoïste de l'instinct combattif est également contrebalancée par un legs moral inné à l'homme : c'est *l'instinct social*. La soumission à l'autorité d'un chef, la protection du faible, la compassion, le dévouement fidèle aux intérêts de la communauté et l'esprit de sacrifice sont autant de formes sous lesquelles l'instinct social se manifeste quotidiennement aussi dans la politique. La politique a comme force motrice non seulement l'élan démoniaque des hommes agressifs, mais aussi la charité et le dévouement des *homines bonae voluntatis*, dans le sens évangélique du terme.

### **Vanité et popularité dans la politique**

Chacun de nous a de soi-même, de son être physique et moral, une «image intérieure» plus ou moins nette. Bien entendu cette image ne reflète pas son être réel, ses qualités

intellectuelles et morales : ce n'est pas un miroir plan, mais un miroir convexe dans lequel les vertus apparaissent au «moi» grandies, tandis que les défauts y subissent un singulier rapetissement. Mais il existe aussi une «image extérieure» reflétée par un autre vaste miroir, c'est-à-dire le monde qui nous entoure ; celle-ci montre comment l'individu se reflète dans l'âme de son prochain, comment il est apprécié par l'opinion publique.

L'homme politique, homme du forum, et à qui l'opinion publique est loin d'être indifférente, aime à se contempler dans ce «miroir extérieur», pour savoir ce que les autres pensent de lui. Il consulte rarement le «miroir intérieur» — la plupart des gens en font d'ailleurs ainsi — et ce n'est que sous l'impulsion du monde extérieur qu'il est conduit à analyser ses propres qualités morales. Cette impulsion vient le plus souvent d'une attaque de son adversaire, de l'insuccès ou de l'évanouissement de ses espoirs. L'homme politique est alors contraint de s'examiner, de rechercher à l'absence de quelles qualités il doit attribuer son échec et comment il pourrait remédier à ce défaut. Par contre, quand il remporte un succès notable, le politicien se plonge avec délices dans la contemplation de ses hautes qualités : enivré de soi-même, il se livre tout entier à cette délectation, apanage du *narcissisme politique*.

Mais l'homme politique véritable est loin de se contenter d'avoir lui-même la conscience de ses qualités précieuses ou de sa puissance. Il veut en plus que ses qualités soient reconnues, appréciées et admirées du public : son image extérieure reflétée par l'opinion publique l'intéresse beaucoup plus que l'idée qu'il s'est formée de lui-même. Là réside la *vanité* de l'homme politique ; il jouit de l'importance qu'attribuent les autres à sa personnalité et en voit le reflet dans le miroir de l'opinion publique. L'admiration qu'il a pour lui-même est fondée sur celle dont il croit être l'objet. Le politicien vaniteux s'attache donc à multiplier le nombre de ses admirateurs : il tend à ce que le plus d'hommes pos-



sible admirent en lui les vertus qu'il croit ou voudrait posséder. Plus il est vaniteux, plus le centre de gravité de son âme se déplace du terrain de son moi et glisse en quelque sorte vers le dehors, vers le public, dont l'opinion donne de la valeur à sa personnalité. Et plus sa personnalité manque d'indépendance et de véritable grandeur, plus la conscience qu'il a de sa propre valeur sera fonction de l'estime des autres pour son activité et plus il éprouvera le besoin intime de la résonance du public, de la popularité.

Bien qu'à des degrés divers, la vanité plus ou moins ouverte peut être observée chez la plupart des hommes d'Etat. L'homme politique vaniteux a, peut-être, un vague sentiment de ses défauts et de ses faiblesses, mais il s'efforce de les dissimuler, de les faire oublier par l'étalage de ses grandes qualités, de remplacer son manque de talent par des titres et des décorations. Que de politiciens plus que médiocres s'empressent d'étaler, avec un grand appareil de rhétorique, leurs pauvres pensées — originales ou empruntées — d'intervenir dans toute cause populaire, fût-elle injuste, uniquement dans le but de rehausser leur importance devant l'opinion publique. La vanité est la principale source de l'*exhibitionnisme politique*. Souvent même un homme politique doué d'un réel talent se ravale par la vanité au rang d'histriion politique, de cabotin de la vie publique, éternellement en quête de l'effet qu'il pourra produire sur l'opinion : de là ses airs mystérieux, sa fatuité, ses bluffs, de même que ses fréquentes volte-face et trahisons politiques.

Le politicien vaniteux n'aime que ses thuriféraires ; il déteste ceux qui forcent son admiration. Il n'est heureux que s'il voit croître son importance aux yeux des autres, cependant que la moindre atteinte à son prestige l'afflige profondément. Les coutumes sociales de la vie politique sont établies de manière que les gens se fassent mutuellement du plaisir par la reconnaissance, pour le moins apparente, de leurs valeurs. Un pareil instrument conventionnel

servant à flatter la vanité politique consiste dans les applaudissements, l'approbation continuelle, les félicitations prodiguées à l'orateur, assaisonnées de flatteries quasi obligatoires. Tout homme d'Etat en vue, et même un ministre sans aucune valeur personnelle, et qui ne doit son autorité qu'à ses fonctions, est continuellement entouré d'une légion d'adulateurs politiques rampant devant lui, flatteurs professionnels, mais qui ne sont par ailleurs que des trublions, des intrigants et des espions.

Pourtant, même chez les grands hommes d'Etat, la vanité ne fait que diminuer la force du génie créateur. L'activité intellectuelle ne saurait être saine et avoir un élan naturel, que si elle est stimulée et orientée, en quelque sorte involontairement, par un instinct immanent. Elle devient artificielle et comme faussée, dès que l'individu, pour satisfaire ses flatteurs, s'efforce consciemment de se montrer plus grand, plus original, plus personnel, voire, incomparable. Le secret de la véritable création, en politique comme ailleurs, c'est le dévouement complet à l'idéal ; la vanité, occupant l'individu, le vouant au culte de l'opinion d'autrui, agit dans un sens opposé.

La vanité est par ailleurs la cause typique des désertions et des volte-face politiques. Les compagnons de lutte de la veille, lésés dans leur vanité, seront des adversaires le lendemain. Des hommes qui sont d'accord sur tout leur programme à l'exception d'un seul point, se combattent avec acharnement parce que leur vanité les empêche de se subordonner l'un à l'autre. Inversement, des hommes que tout sépare et qui ne s'accordent que sur un seul but à atteindre, deviennent souvent des alliés. Le front qui aujourd'hui encore est uni, se disloque en fractions demain par la faute de la vanité froissée. L'appréciation naturelle des choses se brouille complètement : la vanité accompagnée de jalousie et de rancune sépare les alliés naturels et unit dans un même camp les adversaires naturels. Ainsi parfois des partis bourgeois portant une étiquette doctrinale conservatrice



s'allient aux partis socialistes qui poursuivent le changement complet de l'ordre social, les blancs et les noirs s'unissent aux rouges, pour renverser un gouvernement bourgeois qui, d'ailleurs, défend l'ordre social établi. La sympathie et l'antipathie personnelle, la vanité et la jalousie peuvent tuer dans les âmes le sentiment de la solidarité instinctive et du respect des principes. Pour la façade cependant le politicien conserve toujours un principe formel : il porte la toge de la *véracité* implacable. Mais dans les plis de cette toge se cache la vanité qui pousse involontairement même au mensonge. La vanité dépouille plus d'un homme politique appelé à de hautes destinées, du prestige qu'il lui faudrait pour devenir un homme d'Etat d'une envergure vraiment historique. C'est qu'il fonde sa puissance et son autorité non pas sur la solide communauté de l'idéal, sur l'identité de la conception des valeurs, mais sur les flatteries qu'il prodigue aux passions populaires, sur la démocratie, dont un des instruments très efficaces est, aujourd'hui, outre la rhétorique, la presse vénale. Le démagogue vaniteux n'a que l'apparence d'un chef qui conduit : en réalité, au lieu de conduire, il ne fait que suivre la foule. Au lieu de propager un idéal, il se fait le propagateur des instincts primitifs de la foule. Le politicien vaniteux et avide de popularité ne parle jamais autrement qu' « au nom du peuple », et se vante d'exécuter la volonté populaire. Toute opposition prétend remplacer un gouvernement injuste par un gouvernement juste, mais lorsqu'elle accède au pouvoir, elle ne tarde pas à devenir elle-même le « gouvernement injuste », aux yeux de la nouvelle opposition qui, à son tour, parlera « au nom du peuple ».

La vanité de l'homme d'Etat contamine bien souvent l'âme collective, la nation elle-même : le politicien flatte la vanité nationale et sa vanité personnelle trouve une satisfaction et un encouragement dans les applaudissements de la nation. Ces politiques ne font qu'augmenter mutuellement leurs prétentions, ils perdent le sens de la mesure,

ils oublient l'insuffisance de leurs forces réelles et la difficulté de la tâche inconsidérément entreprise. Que de tragédies nationales ont été provoquées par l'excitation imprudente de la vanité d'une nation, de l'amour de la gloire!

L'homme d'Etat conscient de ses buts a le courage de résister aux tentations de la vanité et d'affronter le risque de l'impopularité. A première vue, ce type paraît contradictoire : un tel homme n'est pas populaire, il n'est pas aimé du peuple et néanmoins, il a le don inné de l'autorité, avec sa force suggestive : par son extérieur, même par sa tenue, il agit déjà sur les hommes, il s'impose à eux pour ainsi dire malgré eux. Une sorte de surpoids mystique est un élément organique des personnalités de cette taille. Ce qu'il dit n'est pas agréable aux oreilles de la foule : il exige le sacrifice, loin de flatter, il réprimande, il prêche la souffrance qu'il impose au peuple, — et malgré cela, même s'il n'est pas aimé, il est respecté. Le chancelier Seipel représentait ce type plutôt rare de l'homme d'Etat froid et distant. Il fut le premier en Europe qui, après la guerre, osa affronter la tâche ingrate de l'assainissement financier de son pays. Sans se soucier des tempêtes, des pleurs, de la résistance de grands groupements économiques, sans se soucier de sa popularité : dans l'intérêt des buts supérieurs, il sut mettre de côté les contingences affectives et, avec une froide logique, il poursuivit sa route. Et sa nation, languissant après une forte volonté dirigeante, lui obéit. S'il avait recherché les faveurs du peuple, il n'aurait jamais réussi à faire sortir l'Autriche de la débâcle économique.

L'homme d'Etat vaniteux, misant uniquement sur la popularité, n'est pas un bon psychologue des foules ; il ignore, en effet, que l'opinion populaire incline à l'outrage aussi bien qu'à la glorification, que la multitude qui tresse des couronnes aujourd'hui pour tel ou tel homme, crierà demain haro! sur lui. La Fayette qui avait eu l'occasion de bien connaître, en France aussi bien qu'en Amérique, ce qu'est la popularité, mentionne dans une de ses lettres



«cette délicieuse sensation du sourire de la multitude» qui disparaît si rapidement.

Et en effet, la vanité, la faveur et les caprices non seulement des monarques, mais aussi du peuple, constituent un terrain par trop instable pour y fonder une politique : sur une telle base, on ne peut construire que des châteaux de cartes. Le grand Miltiade, le vainqueur de Marathon, sera plus tard inculpé de haute trahison et condamné par le peuple athénien, capricieux et ingrat. Ce même peuple a exilé pour dix ans, puis condamné à mort par contumace Thémistocle, le vainqueur de Salamine, en l'accusant d'une prétendue haute trahison. Le grand chef militaire, le vainqueur des Perses, fut contraint de se réfugier à la cour du roi de Perse qui l'accueillit avec joie, enchanté que le peuple athénien se fût privé volontairement de ce chef génial.

L'histoire moderne compte également nombre d'exemples analogues et tout aussi décevants. La politique administrative, financière et coloniale de Colbert, son talent génial et son incroyable capacité de travail jettent les bases de la puissance française. Mais, au déclin de sa vie, non seulement il perd la faveur du roi dont il a osé refréner la prodigalité fastueuse, mais il est haï aussi du peuple, à tel point que son enterrement doit se faire de nuit, sous escorte militaire, et que même ainsi son cercueil est lapidé par la populace.

La popularité se nourrit principalement de succès, l'impopularité est le plus souvent provoquée par les échecs. Tant que les conditions historiques permettent à l'homme d'Etat de créer et tant que son oeuvre est couronnée de succès, il est idolâtré par la foule ; dès qu'il essuie un échec, même sans qu'il y ait de sa faute, l'opinion publique se retourne contre lui en criant haro. Le succès jette la nation comme dans l'extase, s'il excite sa vanité et son imagination romanesque, avide même d'exotisme. Tel un Hannibal moderne, Napoléon franchit les Alpes, conduit ses armées invincibles jusqu'aux pyramides d'Egypte et, avec la rapidité de la foudre, asservit toute une série d'empe-

reurs et de rois et terrasse l'Europe entière. Dès que son étoile commence à pâlir, il est abandonné par ceux-là même qui lui devaient tout ; après Waterloo, l'Empereur doit s'enfuir de Paris.

Au cours d'une longue carrière politique, l'homme d'Etat est souvent ballotté par les vagues de la faveur populaire. En 1830, Thiers est un des hommes les plus populaires en France ; en 1848, il est tout à fait impopulaire ; en 1870, il est haï, par les partisans de la résistance nationale, fêté par les royalistes tandis que les Communards le traitent de massacreur. En 1870, le coeur de toute la nation française battait à l'unisson avec Gambetta, le plus grand tribun de la France après Danton : il est l'idole de millions d'hommes quand il prêche la lutte « jusqu'au bout » contre les Allemands. Neuf années plus tard, ayant abandonné son extrême radicalisme, il est conspué et on l'empêche de parler dans sa circonscription parisienne.

Le créateur de l'unité italienne, Cavour, est battu aux élections de 1849, parce qu'il n'a pas su satisfaire la vanité de ses électeurs. En 1852, on lui donne le sobriquet de « Mylord Camillo », à cause de sa politique anglophile. Même le démocrate sincère et intransigeant qu'était Lincoln, dont l'idéal politique fut le « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », et qui ne voulait être que l'interprète et l'exécuteur de la volonté populaire, fut insulté, traité de tyran, et reçut le surnom de « roi Abraham ».

La faveur populaire est capricieuse même chez les Anglais, peuple réservé et froid. Gladstone, libéral, et Disraeli, conservateur, se relaient au pouvoir pendant plusieurs dizaines d'années : la majorité appartient tantôt à l'un, tantôt à l'autre. Une partie de la nation accusait Gladstone de n'être qu'un sophiste, de manquer de bon sens, de briguer le pouvoir et même de n'avoir aucun patriotisme. D'autres, non contents de repousser ces accusations, admiraient en lui précisément sa haute conscience des responsabilités et son enthousiasme moral. Pendant des dizaines



d'années Disraeli est exécré, haï, persiflé, ridiculisé par la parole et par l'image. Mais au soir de sa vie, lorsque la vanité nationale se trouve satisfaite par sa politique impérialiste, il devient l'homme le plus populaire du Royaume-Uni, et sa fleur préférée, la primevère, connaît la vogue et chaque année la *Primeroze League*, constituée pour perpétuer le culte de Disraeli commémore solennellement chaque année sa mort. En Orient comme en Occident, — partout où vivent des humains, l'opinion publique mesure la valeur de l'homme d'Etat tout d'abord à ses succès. Li Hung Tchang, le grand réformateur de la Chine, quand il fête son 70<sup>e</sup> anniversaire en 1892, est comblé de félicitations enthousiastes par tout l'Empire Céleste, on glorifie ses hautes qualités de diplomate, de réformateur économique et de chef militaire. Mais deux ans plus tard à peine quand, après une guerre malheureuse, la Chine se voit définitivement enlever la Corée par le Japon, la haine de tout l'Empire se concentre sur lui et ses adversaires veulent le faire pendre.

La démocratie capricieuse de la Grèce, qui dans l'antiquité exila ses meilleurs fils, s'acharne pendant la guerre contre Vénizélos dont l'incroyable énergie et la subtile intelligence de Crétois ont pourtant valu à son pays l'extension de ses frontières. L'évêque de Patras le frappe d'anathème devant une foule immense et l'on procède à sa lapidation en effigie pour que la malédiction soit plus efficace. Mais lorsque l'issue de la guerre justifie la politique de Vénizélos, il est accueilli à son retour par un discours enthousiaste de ce même évêque, au milieu des ovations frénétiques de la foule.

Plus d'une fois il arrive que l'homme d'Etat ne soit réhabilité par l'histoire et ne connaisse la popularité que plusieurs siècles après sa mort. De son vivant, Cromwell n'était pas aimé des Anglais, excepté de l'armée sur laquelle il s'appuyait. Lors de la restauration des Stuart, son cadavre fut déterré et pendu au gibet, bien que, peu de temps auparavant, on l'eût escorté au cimetière au milieu du plus grand

faute. L'esprit national anglais devait haïr Cromwell qui, dans le pays où le parlementarisme est né, traite le parlement avec mépris et le dissout plus souvent que ne l'osait faire aucun roi ; d'autre part Cromwell impose à l'Angleterre, ce pays de Constitution historique non écrite, une Charte formelle, et soumet à sa dictature militaire un peuple plus susceptible qu'aucun autre sur le chapitre de ses droits civiques. L'on comprend donc, que pendant des siècles, les Anglais ne reconnaissent pas sa grandeur et n'aperçoivent pas en lui le vrai fondateur de la grande puissance anglaise. Sa mémoire n'est réhabilitée qu'au XIX<sup>e</sup> siècle : Macaulay le nomme déjà le plus grand souverain qu'ait jamais porté le trône de l'Angleterre, parce que c'est lui qui, même s'il dut avoir recours à la violence, sauva le pays de l'anarchie et mit fin au sans-culottisme, comme le fit en France Napoléon.

Tant qu'il est de l'opposition, l'homme d'Etat jouit d'une grande popularité. Mais qu'il accède au pouvoir pour assumer la lourde tâche de faire respecter l'ordre, il sera impopulaire, voire exécré. Vers la fin du second Empire, alors qu'il fait partie du groupe d'opposition des «irréconciliables», Jules Ferry est l'idole du peuple. Il perd la faveur populaire dès qu'il arrive au gouvernement, après 1880. Le fait même d'avoir étendu la domination française à une partie du Congo, à la Tunisie, à Madagascar et au Tonkin ne suffit pas à lui rendre sa popularité ; il manque même d'être lynché par la foule. Mais l'histoire a réhabilité Jules Ferry dont la mémoire jouit d'une grande popularité posthume. La conscience qu'il avait de sa vocation historique était chez lui plus puissante que la vanité et que la recherche de la faveur populaire.

\*

L'activité et la lutte des hommes d'Etat se rapportent au présent et au proche avenir ; l'oeuvre des savants tend aux vérités éternelles et celle des artistes à la beauté éternelle. Leurs destinées se reflètent dans l'histoire de la même



manière. Après une célébrité de quelques dizaines d'années où alternent l'amour et la haine, le nom de l'homme politique sera oublié. Le grand savant, l'artiste ou le poète vivent aussi longtemps que vivent leurs livres, leurs statues, leurs édifices ou leurs poèmes. Tels des chanteurs célèbres qui, leur voix une fois perdue, sont oubliés, la plupart des hommes d'Etat sombrent dans l'oubli, à moins qu'ils n'aient vécu à une époque où ils ont pu jouer un rôle décisif dans le sort de leur pays, de sorte que leur nom et leur personne se confondent avec un chapitre de l'histoire. Se rappelle-t-on aujourd'hui les noms de la plupart des hommes d'Etat qu'on a tant admirés et applaudis il y a vingt ou trente ans ? Ce que d'Alembert dit du temple de la célébrité, s'applique avant tout à la gloire éphémère de la politique : « Il n'y a en ce temple que des morts qu'on n'a pas laissé entrer durant leur vie, et quelques vivants qui seront jetés dehors après leur mort. »

### **Ambition et volonté de puissance**

Un sentiment personnel apparenté à la vanité est l'ambition. Le vaniteux aime souvent à se faire admirer pour des qualités dont il ne dispose qu'en très faible mesure ; tandis que l'ambitieux, lui, est intimement convaincu de sa propre valeur, il ne veut pas seulement paraître grand, mais il le veut être réellement, il a le sentiment que sa personnalité est le véhicule de valeurs objectives, par conséquent, il entend prétendre à l'estime des autres. Ce que le vaniteux veut faire admirer en lui, c'est toujours une qualité personnelle : sa beauté physique, son talent d'orateur, son esprit ou son savoir. Par contre, l'ambitieux veut forcer l'estime en raison d'une vertu objective : l'objet de l'ambition du soldat est la victoire, celui de l'homme d'affaires la richesse, le paysan veut arrondir ses terres, et enfin l'homme politique convoite le pouvoir. En politique, l'ambition est, au fond, identique au désir du pouvoir.

Celui qui s'inspire d'un idéal politique visant à un ordre social meilleur et se sent appelé à le réaliser, doit logiquement convoiter le pouvoir, sans lequel il lui est impossible de réaliser ses idées et d'accomplir sa mission.

L'autre source psychologique de l'ambition politique est le désir instinctif de la puissance, le *Wille zur Macht* nietzschéen : l'individu veut déployer ses forces latentes, faire valoir sa personnalité, subordonner les autres à lui-même. L'ambition politique est l'expression de cet instinct sur le plan affectif. Dans le domaine de la politique, où la lutte se poursuit précisément autour de la répartition du pouvoir, il est déraisonnable de condamner et de rejeter, au nom de la morale, la saine ambition, la volonté de puissance en général. Ambitionner le pouvoir constitue, chez l'homme d'Etat, une tendance toute naturelle et logique, pourvu qu'elle soit accompagnée du talent et surtout du sens de la responsabilité nécessaires. Toute lutte politique, — par quelque moyens idéalistes qu'elle soit menée, — finit par la victoire de l'une des parties en présence, qui doit prendre le pouvoir. L'ambition est «maladive» si l'idée que l'individu s'est formée de sa valeur objective n'est que pure illusion subjective ; si un homme politique dépourvu de talent, de compétence, et manquant de la conscience de responsabilité qui s'impose, brigue le pouvoir, et s'il le possède, il peut causer les plus grands dommages à la collectivité.

La volonté de puissance est un des sentiments les plus instables et qui dégénèrent facilement en des formes fâcheusement dangereuses. Tout comme le vaniteux, l'homme avide de puissance a besoin des autres, non pas tant pour se faire admirer et glorifier que pour en faire les instruments de son ambition. Lui aussi, c'est du dehors qu'il tâche de renforcer son «moi», non d'une manière passive, — comme le vaniteux, — mais d'une manière active : il force les autres à adopter une conduite propre à augmenter son importance propre, c'est-à-dire qu'il trouve son plaisir et sa satisfaction à régner sur les autres. La vraie personnalité impérialiste



ne voit dans les hommes que les exécuteurs de sa volonté. Absolument convaincue de sa propre valeur, elle ne se soucie même plus de l'opinion d'autrui : «qu'ils pensent ce qu'ils veulent, pourvu qu'ils obéissent.» La volonté de puissance malade ne prétend même plus à l'estime ou à l'admiration ; l'homme d'Etat atteint de césaromanie n'aspire qu'au sentiment du pouvoir, à faire ce qui lui plaît. L'homme politique vaniteux, au contraire, dépend aussi de l'opinion de ceux qu'il domine ; il est l'esclave de ceux dont il se croit le maître. Il oublie que dès l'instant où il cherche à voir sa puissance confirmée et reconnue par l'opinion des autres, il a abdiqué une partie de son pouvoir. Il y eut des monarques et des hommes d'Etat très puissants qui pendant le jour, étaient inaccessibles sur leur trône ou dans leur chancellerie, mais qui, pendant la nuit, couraient, déguisés, les rues et les cabarets pour épier, avec angoisse, l'opinion que la foule avait d'eux. Du haut de leur dignité officielle, ils voulaient paraître indépendants des appréciations de leurs peuples, et pourtant ils étaient les esclaves de l'opinion populaire. Leur sentiment de puissance n'était freiné que par leur vanité.

La politique est, en substance, la convoitise du pouvoir ou l'exercice du pouvoir. Aussi, l'idéal moral païen : le libre déploiement des forces morales s'y affirme-t-il inéluctablement. Mettre en harmonie l'humilité chrétienne et l'acquisition et la conservation du pouvoir, est une tâche quasi surhumaine et qu'on ne peut qu'approcher, à une distance plus ou moins grande. Le contraste entre la conscience du pouvoir et la morale chrétienne en politique a, bien avant Nietzsche, été découvert par Machiavel. «Notre religion, — dit-il dans ses Discours,— voit le bonheur dans l'humilité et dans le mépris de la vie terrestre ; par contre, le paganisme voit le bien suprême dans la fierté spirituelle, dans la force physique et dans les qualités grâce auxquelles l'homme est redouté . . . Il me semble que les principes de notre religion auraient privé les hommes de leur force et

par là les auraient rendu plus propres à devenir la proie des méchants. Car les méchants se sont vite aperçus qu'ils pouvaient sans danger régner sur des hommes qui, pour parvenir au paradis, souffrent le préjudice plutôt que de le venger». Donc, la morale politique serait fondée sur la puissance : celui qui est dépourvu d'une conscience suffisante de la force et de la puissance, devrait périr.

Pas plus que Nietzsche, Machiavel ne s'aperçoit toutefois qu'au sentiment de la puissance se mêle nécessairement aussi le sentiment social, le respect d'autrui, l'idée de la communauté. Les Robinsons solitaires ne peuvent devenir des Césars. Qui exerce le pouvoir, l'exerce sur des hommes dont le bien-être ne peut lui être indifférent, puisque c'est sur eux que repose sa puissance. Pour que l'inclination impérialiste puisse affirmer son désir de puissance et d'expansion, il faut des foules. Déjà les souverains de l'absolutisme éclairé du XVIII<sup>e</sup> siècle se rendaient clairement compte de cette vérité et il est tout naturel que les hommes d'Etat des nations fondées sur la démocratie moderne en aient également conscience : en effet, c'est la communauté elle-même qui les élève, qui en fait des «chefs», qui leur donne le pouvoir, donc leur intérêt est en même temps l'intérêt de la collectivité et réciproquement. Si ces chefs veulent non seulement «jouir» du pouvoir, mais aussi l'employer à une oeuvre créatrice, ils doivent estimer, voire aimer le peuple, parce que c'est par le peuple seulement qu'ils peuvent réaliser leur idéal.

Au point de vue de la conscience du pouvoir et de la manifestation extérieure du pouvoir, une différence psychologique considérable sépare l'homme d'Etat-chef et le souverain. L'homme d'Etat-chef ne peut revêtir les attributs extérieurs de l'autorité du souverain (il n'y a réussi jusqu'ici que dans des cas extrêmement rares) parce qu' aussitôt le peuple serait désenchanté de lui. De même, le souverain ne saurait jouer le rôle politique actif de l'homme d'Etat, sans mettre en péril le prestige du trône.



Quelle est la raison de cette différence? Si l'homme d'Etat croit pouvoir décider sans se soucier du peuple et de ses représentants, et ne pas devoir respecter, ne fût-ce qu'en apparence, la puissance du peuple, — le dévouement de la foule pour le chef cesse aussitôt, le peuple se sent froissé dans sa vanité et dans son amour propre. Tel fut le destin de Robespierre dès qu'il commença d'exercer la Terreur pour son propre compte, comme un souverain absolu. L'homme d'Etat qui se donne des allures de souverain, oublie que le règne du monarque repose sur la tradition, sur le respect séculaire de l'autorité, pendant que la source psychologique de son propre pouvoir est le sentiment intime du dévouement et de la foi en lui, suscités par son ascendant et par son oeuvre. Mussolini agit en profond psychologue lorsqu'après la *marcia su Roma*, il garde intacte l'autorité royale qu'il continue à défendre. La plus grande faute de Napoléon et la raison profonde de sa tragédie fut, selon le Duce, de s'être fait couronner : « Comme consul, Napoléon fut grand, son déclin commence avec l'Empire : c'est la couronne qui le forçait à des guerres toujours renouvelées ».

L'exemple de Cromwell illustre bien la discrimination psychologique entre homme d'Etat-chef et souverain. Cromwell incarne dans l'histoire l'une des plus grandes volontés de puissance. Rien ne résiste à sa force impérieuse : le parlement pas plus que le roi. Il débute comme champion de la liberté, et devient tyran ; ses attitudes contradictoires se justifient par l'unité triomphante de sa puissance ; il fait la révolution et il châtie, il renverse le gouvernement et il en fait un autre, il est révolutionnaire au nom du peuple, mais monarque au nom de l'armée ; la conviction qu'il a de sa mission divine ne fait que renforcer sa conscience du pouvoir. Et malgré tout, lorsque le Parlement lui offre la couronne, il la refuse. En possession du pouvoir réel, il affecte de mépriser les attributs extérieurs du pouvoir, disant à ses officiers que la couronne sur sa tête n'aurait

pas plus de prix que la plume sur son chapeau. En réalité, Cromwell fut un roi sans avoir été couronné ni sacré ; néanmoins il reste homme d'Etat jusqu'à la fin, car, malgré son titre de *Highness*, il ne s'investit pas formellement de la dignité royale traditionnelle.

Dans la démocratie moderne, le pouvoir des hommes d'Etat est, en fait, de caractère personnel et repose sur le rayonnement suggestif de leurs facultés individuelles. Par contre, le pouvoir du souverain est à présent encore un pouvoir d'ordre supérieur, impersonnel, symbolique, traditionnel, acquis non par l'action individuelle mais par la naissance et revêtant un caractère historique. C'est pourquoi si, obéissant à sa volonté de puissance, au lieu de rester dans l'atmosphère plus froide planant au-dessus des partis et de la vie politique, le souverain veut gouverner directement et se mêler personnellement à la vie politique, il s'engage dans une voie dangereuse, il sape l'autorité historique de sa position. Tel fut le destin de Napoléon III qui assumait sous sa propre responsabilité la direction de la politique intérieure et extérieure. De même, l'Empereur Guillaume II, bien que se disant souverain *ex Dei gratia* se laisse entraîner par l'ambition à être non seulement un souverain « froid », mais aussi un tribun « ardent », non seulement un *Rex et Imperator*, mais aussi un *orator* qui dans toute question de politique intérieure et extérieure fait entendre sa voix d'une manière caractéristique et frappante, souvent à l'insu des ministres responsables. Après son couronnement, quand il visite les villes allemandes et reçoit leurs hommages, il écrit dans le Livre d'Or de Munich : « *Regis voluntas suprema lex* ». En effet, non seulement dans la sphère spéciale des pouvoirs de l'Etat : l'armée, l'administration et la politique, mais encore dans tous les domaines de la culture : science, littérature, arts, musique, technique, il voulait marquer toute chose de l'empreinte de son goût et de sa conception impérialiste : proportions monumentales faisant éclater le cadre harmonieux de la



beauté. En politique et en diplomatie il voulait tout diriger lui-même, personnellement : il était son propre chancelier. Ainsi s'évanouirent la majesté de l'autorité impériale et sa signification symbolique. Malgré tous les attributs extérieurs du pouvoir impérial, l'Empereur démolit lui-même les marches de son trône en se mêlant à la politique du jour avec sa rhétorique imprudente, ses actes capricieux et son attitude impulsive. Les critiques, les antipathies et les outrages qui autrement eussent atteint son chancelier, retombèrent sur son manteau impérial. Et pourquoi? Parce qu'étant souverain, il devint homme politique, parce qu'il méconnut la différence entre le rôle spirituel et moral du souverain et celui de l'homme d'Etat. Il ne cherchait même pas à se donner l'apparence d'être, comme souverain, *au-dessus* des décisions : c'était lui-même, directement, qui prenait les décisions, en jouant ainsi le rôle de dirigeant.

Combien les souverains britanniques, qui règnent et ne gouvernent pas, connaissent mieux le rôle moral et politique distinct du souverain et de l'homme d'Etat.

Si Edouard VII eut des initiatives personnelles en politique, — comme la création de l'Entente, — il n'en restait pas moins à l'arrière-plan. Le modèle des monarques constitutionnels fut sans aucun doute feu le roi George V, car il se plaçait au-dessus des partis, donnant les rênes du gouvernement tantôt aux conservateurs, tantôt aux libéraux, tantôt aux socialistes dans l'esprit de la Constitution, sans jamais s'immiscer dans les affaires des partis, dont l'hommage unanime l'entoura.

Le pouvoir est l'objet naturel de l'ambition de l'homme d'Etat, parce qu'il est l'instrument indispensable pour réaliser son idéal. Qui entre dans l'enfer de la politique, — tout comme Dante dans l'Enfer, — rencontre aussitôt le lion, symbole de la puissance. Mais sans le courage et l'ambition du lion nul ne saurait devenir un homme d'Etat d'une grandeur vraiment historique : sans volonté de puissance il n'y a pas de lutte féconde ni d'oeuvre créatrice.

L'hégémonie d'Athènes, l'empire romain, la centralisation du pouvoir en France, auraient-ils pu être réalisés sans la volonté de puissance individuelle d'un Périclès, d'un Jules César, d'un Richelieu? L'unité italienne, comme l'unité allemande, ne sont-elles pas dues en très grande partie à l'ambition d'un Cavour, d'un Bismarck? Mais ambitionner la puissance n'a rien de malsain si l'on sait se modérer selon les buts poursuivis, dans l'intérêt particulier de l'homme politique et dans celui de la collectivité. L'ambition de l'individu pour atteindre ses fins, doit être soutenue par la volonté publique : l'harmonie et l'équilibre entre cette dernière et les aspirations de l'homme d'Etat sont la clef psychologique du pouvoir politique. A tout moment, l'homme d'Etat doit savoir s'il a assez de force et de puissance pour atteindre son but. Le désir de la puissance est donc déterminé non seulement par le but, mais aussi par le moyen. Le but ne peut être le facteur décisif qu'une fois que l'on dispose des moyens appropriés. Autrement, l'homme d'Etat sera la proie des illusions, comme Napoléon le fut dans la campagne de Russie.

La plupart des hommes politiques ne regardent pas ce qu'ils ont atteint, mais ce qui leur reste à atteindre et leur ambition n'est pas satisfaite. Rares sont ceux qui, après s'être acquittés de leur tâche, savent, tel Cincinnatus ou Washington, retourner à leurs occupations ; au contraire ils veulent s'élever toujours plus haut et posséder un pouvoir encore plus stable et plus étendu. Nombre de politiciens sont capables de tout pour le pouvoir ; il changent de principes, se lient d'amitié avec leurs ennemis de la veille et répudient ceux qui croyaient être leurs amis. Le modèle classique de l'ambition et de la volonté de puissance est sans doute Alcibiade, ce jeune homme beau, riche et spirituel, neveu du grand Périclès. Il est tellement flatté et adulé que l'ambition la plus démesurée s'éveille en lui. Il est disciple de Socrate, mais son maître n'arrive pas à modérer ses passions. Obsédé par le grand exemple de son



oncle, jeune encore, il convoite le pouvoir suprême. Comprenant que seule la guerre peut favoriser ses desseins, il décide Athènes à la guerre. «Rien que pour des raisons d'amour-propre et d'orgueil, parce qu'il se sentait partout mis à l'écart, il devint l'ennemi de la paix», — écrit de lui Thucydide. Finalement, poussé par son ambition sans bornes et son désir de vengeance, Alcibiade devient traître à sa patrie.

Une caractéristique de la volonté de puissance est qu'elle a tendance à se développer. Fait typique, l'homme d'Etat ayant une forte conscience du pouvoir, éprouve une aversion instinctive à l'égard des hommes ayant une ambition et des facultés semblables aux siennes. Lorsqu'il est appelé à former un cabinet, il surprend l'opinion publique par le choix de ses collaborateurs, car d'ordinaire il préfère les hommes de médiocre talent, manquant de volonté indépendante et n'ayant jamais joué un rôle de premier plan, et cela uniquement pour que sa volonté et sa puissance ne rencontrent aucune résistance. Ses ministres ne sont pour lui que de simples rapporteurs techniques, qui n'entravent jamais l'exécution de sa volonté absolue. S'il arrivait parfois que tel ou tel homme de réelle valeur entrât dans le cabinet de Sir Robert Walpole, il ne tardait pas à s'en retirer, blessé dans son amour-propre, parce que Walpole, — comme le dit son propre fils, — «aimait tellement le pouvoir qu'il ne pouvait supporter en cela aucune rivalité». Les cabinets dits de coalition, formés par la collaboration des chefs de divers partis, ne sont jamais de longue durée, car chaque chef de parti est une personnalité autoritaire qui n'a pas l'habitude de subordonner sa volonté à une volonté supérieure. Dans les gouvernements de coalition, ce qui manque c'est une volonté dirigeante : l'ambition et le désir de puissance des ministres se heurtent sans cesse.

Trait typique du caractère de l'homme ambitieux, il veut régler lui-même toute affaire, il veut tout englober dans la sphère de sa puissance. Lorsqu'en 1850, le président

du conseil italien propose au roi Victor-Emanuel de nommer Cavour ministre du Commerce, le roi répond : « Soit, je le nomme. Mais vous pouvez être certain que sous peu, il vous prendra tous les portefeuilles ». Et en effet, bientôt, Cavour est à la fois ministre du Commerce, de l'Agriculture, de la Marine et des Finances. Mussolini dirige constamment les affaires de cinq ou six ministères. Il peut ainsi servir avec plus d'efficacité et plus de cohérence le but de puissance que déjà Machiavel indique : Le but de tout gouvernement est de durer (« Le scopo di ogni governo è durare »).

L'organisme de la puissance d'une nation prend corps sous la forme de l'Etat. Celui qui dirige l'Etat doit avoir une profonde conscience du pouvoir. L'homme à la volonté faible, incapable d'exercer le pouvoir avec énergie, ne mérite pas le nom d'homme d'Etat. « Ainsi, de tous les défauts politiques, le plus méprisable est la faiblesse : elle constitue un crime contre l'esprit même de la politique. Dans la vie privée, il y a des faiblesses d'humeur excusables. Dans l'Etat, il ne saurait en être question : l'Etat est puissance et s'il renie sa substance, on ne saurait assez le condamner ». (Treitschke.) L'homme d'Etat tant qu'il est en fonctions, doit tenir fortement le pouvoir en ses mains, mais en revanche, il faut qu'il sente et qu'il sache quand il doit y renoncer, et le remettre à d'autres, dès que les conditions réelles ayant justifié son maintien au pouvoir, ont cessé d'exister.

### Fierté et orgueil

Fierté et conscience du pouvoir sont d'origine commune. L'homme politique ayant le sentiment de sa puissance et convaincu de sa valeur et de son autorité, a la certitude de valoir mieux que les autres. En cela, il diffère du vaniteux qui veut faire naître cette conviction chez les autres. « La fierté, dit Schopenhauer, est l'estime de l'individu pour lui-même, elle se nourrit directement à une source *intérieure*, cependant que la vanité est le désir de s'assurer de l'extérieur



l'estime d'autrui». Pour cette même raison, l'homme politique fier est le plus souvent taciturne, tandis que le vaniteux est prolix. Le trait caractéristique du premier est un certain mutisme aristocratique. Par contre, le vaniteux incline à l'affabilité excessive, à la condescendance sans distinction, à la loquacité plébéienne.

Le politicien vaniteux ne se soucie guère de la valeur de ceux qui chantent ses louanges : tous les éloges lui sont bienvenus. L'homme d'Etat fier, lui, non seulement ne cherche pas, mais repousse les louanges venant d'hommes insignifiants. Il ne se soucie guère de l'approbation de la foule, tout au plus accepte-t-il celle des plus éminents. Mais leur désapprobation ne le fait aucunement dévier de son chemin.

Tout grand homme d'Etat, surtout s'il a le sentiment intense de sa mission, est naturellement fier. L'opinion contraire à la sienne, qu'elle vienne d'en haut ou d'en bas, ne le détourne guère de ses vues et, quand on le contredit, il ne s'en tient que plus fortement à ses conceptions, même au risque de compromettre ses intérêts personnels. Le véritable homme d'Etat est surtout fier de l'indépendance de sa pensée ; son amour-propre ne saurait supporter une influence étrangère. Conscient de la valeur de sa personnalité, il est peu sensible aux critiques.

L'homme d'Etat fier, sûr de lui-même, croit inébranlablement à la pureté de ses principes et à sa propre infaillibilité, même lorsqu'il est accablé par le mépris, l'ironie et la haine du monde entier. Tel est le vieux Metternich, après sa chute en 1848 : ferme et fier, il croit avoir toujours bien agi en toute chose. La fureur de la foule révolutionnaire ne l'affecte guère : impassible, il s'enfuit en Angleterre, ayant perdu le pouvoir, mais gardant son sang-froid et sa dignité. Il ne doute pas un seul instant de la justesse de ses méthodes politiques. La tranquillité de la conscience donne une sorte d'austère majesté à la figure du vieillard déchu : il ne se repent de rien, il ne rétracte rien ; le mal

à son avis venait de ce qu'on n'avait pas appliqué avec plus de vigueur ses principes politiques. Quand il se voit obligé de fuir la capitale autrichienne, il écrit au comte Hartig : « Je connais le monde et le monde me connaît : je n'ai pas à retirer un seul mot de tout ce que j'ai dit ou écrit ».

L'homme d'Etat fier fait face avec tranquillité aux attaques de ses contemporains, car il a la certitude d'obtenir satisfaction devant l'histoire. Phénomène typique, des hommes d'Etat condamnés par leurs contemporains, font appel au jugement objectif de l'historien à venir. Ils ont la conviction d'être les serviteurs d'un idéal absolu, de valeurs éternelles et non pas de petits hommes d'un moment, qui n'ont, eux, que le présent, mais ni passé, ni avenir. De par sa nature même, l'homme fier veut se soustraire à l'empire du temps, au nom des idées absolues qu'il croit représenter. Plus l'homme public est fier, plus il est animé du désir de perpétuer son moi, sa personnalité, son nom. Il s'attribue une valeur beaucoup trop haute pour pouvoir accepter l'idée de disparaître dans les flots du temps. Ce désir de se perpétuer est le secret instinctif des créations monumentales de certains hommes d'Etat qui veulent prolonger idéalement leur puissance jusque dans les époques où ils ne seront plus. Les pyramides des Pharaons, l'Acropole de Périclès, les Colisées et les basiliques des empereurs romains, tout aussi bien que les grands palais et les églises monumentales des princes chrétiens du moyen âge, les vastes constructions urbaines de Louis XIV et de Bonaparte — autant d'objectivations durables de la fierté individuelle et du désir de braver la puissance du temps.

Le sentiment de la dignité, touchant de près à la fierté, se manifeste extérieurement dans une attitude majestueuse, une ambiance de gravité supérieure et froide. L'homme fier se compare encore aux autres pour jouir de sa supériorité. Par contre, celui qui a le sentiment de sa dignité ne songe même pas à se mesurer aux autres, pour justifier



sa supériorité dont il est entièrement convaincu. A la base du sentiment de la dignité, nous retrouvons d'ordinaire la conscience de certaines qualités aristocratiques qui ne peuvent même pas être acquises par l'individu, comme par exemple la haute naissance. Le trait caractéristique du sentiment de la dignité est, en politique, le *nil admirari* — «l'homme bien né ne s'étonne de rien».

Une forme exaltée de la fierté, dans le monde politique, s'incarne dans l'homme d'Etat orgueilleux. Ce dernier se passe entièrement des éloges ou de l'admiration d'autrui, car il se suffit totalement. Mais son autarchie morale n'est qu'une apparence : un tel homme, malgré tout, a besoin des autres, notamment pour les dédaigner et les mépriser. L'idée qu'il se fait de sa propre valeur, accompagnée de la conviction que les autres sont des hommes de rien, très inférieurs, lui donne du plaisir : il se place lui-même en haut, pour que les autres soient bien au-dessous de lui. En politique, l'orgueilleux n'inspire pas seulement le sentiment de la valeur du *moi*, mais place le moi au centre même de l'univers. L'homme d'Etat orgueilleux est froid, hautain et tyrannique ; il vit pour soi et non pour les autres, qu'il dédaigne en misanthrope.

La possession du pouvoir mène facilement au mépris des hommes. «Les gens, — dit en substance Napoléon, — méritent le mépris que j'éprouve à leur égard. Je n'ai qu'à mettre un petit galon d'or sur la tunique des vertueux républicains et aussitôt ils seront comme je les veux». Nul n'a le moyen de pénétrer aussi profondément les faiblesses instinctives des humains que l'homme d'Etat qui, pour cette raison, aime à garder ses distances. «Je n'admire pas facilement les autres, — écrit Bismarck dès 1857, — le défaut de mon oeil est plutôt de voir avec plus de netteté les faiblesses des gens que leurs bonnes qualités».

## Envie et jalousie

Vue par un oeil réaliste la vie politique n'est autre chose qu'une lutte pour le pouvoir. C'est, comme tout champ de compétition, un terrain propice à l'éclosion de l'envie et de la jalousie. Le compétiteur qu'est l'homme politique, éprouve, instinctivement, du chagrin en présence du succès ou de la chance de son rival, dont l'infortune ou l'échec le réjouissent ; même si, à force d'indulgence, il tend à refouler ces sentiments indignes, il n'y réussit guère. Il mesure toujours sa propre destinée et son succès en se comparant aux autres : son regard se fixe sur ceux qui le précèdent et jamais sur ceux qui le suivent. Aux yeux de l'envieux, la grandeur est un crime. Héraclite, philosophe du VII<sup>e</sup> siècle avant J.-C., et qui avait une certaine expérience politique, remarquait à juste titre : « Personne n'a le droit d'être le plus grand parmi nous ; s'il s'en trouve un, qu'il soit au moins hors de nos frontières ». La plupart du temps l'homme politique éprouve un certain ressentiment en présence du succès de ses confrères. S'il lui arrive de remporter lui même un succès important, il est obligé de n'en parler qu'avec prudence à ses collègues, surtout à ceux qui ont échoué avant lui. Si au contraire, s'il subit un échec, il faut qu'il le dissimule à tout prix pour éviter d'en réjouir les autres qui ne manqueraient pas de le divulguer avec délice. L'homme envie toujours ceux dont l'activité se poursuit dans le même domaine que la sienne propre. L'homme politique n'envie leurs succès ni à l'artiste ni au savant, mais seulement à ses confrères. La richesse, objet de l'envie universelle et de la convoitise de tous, fait seule exception. Pour nombre d'hommes politiques la supériorité intellectuelle d'autrui est insupportable, ce qui explique les révoltes fréquentes des incapables ou des médiocres contre le talent couronné de succès. A côté de l'idolâtrie des héros, il y a aussi l'acharnement contre la grandeur.



Sous ce rapport, aucune différence entre l'atmosphère psychologique de la démocratie, de l'absolutisme ou de la dictature. Tout citoyen de l'Athènes antique avait le droit de proposer l'exil de n'importe quel homme éminent sous prétexte que celui-ci aspirait à la tyrannie. Les plus grands hommes d'Etat de la démocratie grecque furent ainsi victimes de l'envie personnelle qui excitait contre eux la foule. Sous l'absolutisme des empereurs romains l'envie fait rage aussi bien que dans la démocratie grecque. En écrivant la biographie de Julius Agricola, grand homme d'Etat et soldat, Tacite se propose de montrer comment «l'homme grand et noble triomphe de ces deux fléaux de la politique qui sévissent aussi bien dans les petits Etats que dans les grands : la méconnaissance du vrai mérite et l'envie». (... ignorantiam recti et invidiam).

Toute l'histoire politique est pleine de sombres illustrations du rôle néfaste de l'envie. Mais un chef d'Etat intelligent peut exploiter, pour le bien public, la rivalité envieuse des hommes politiques. En voyant Colbert aux prises avec les attaques haineuses de Vauban, Louvois et Le Tellier, Louis XIV ne peut s'empêcher de dire : «L'envie des uns sert à freiner l'ambition des autres» — et loin de modérer l'ambition et l'envie des deux partis adverses, il les attise afin qu'ils le servent d'autant mieux, tout en se contrôlant réciproquement.

La soeur jumelle de l'envie est la jalousie : elles se rencontrent d'ordinaire ensemble. La jalousie est le sentiment qu'éprouve l'individu dont le pouvoir ou la possession est menacé ou atteint par un rival. Le caractère fondamental de l'amour est de prétendre à l'exclusivité. Quand on aime quelqu'un, on n'admet pas qu'un autre jette ne fût-ce qu'un regard sur l'objet de son amour. En politique l'objet de l'amour est la puissance. La jalousie entre hommes politiques se nourrit de l'ambition lésée. Elle est souvent accompagnée de la vanité : l'homme d'Etat jaloux croit devoir garder son influence et son pouvoir contre tout le monde,

parce qu'il n'est admiré et envié que tant qu'il est puissant. L'homme d'Etat fier est déjà moins jaloux car, conscient de sa propre valeur, il n'admet même pas que quelqu'un puisse être dangereux pour lui. Lorsque, malgré tout, il fait une expérience contraire, il préfère se retirer discrètement plutôt que de rivaliser avec son adversaire, car ce faisant il reconnaîtrait que celui-ci est son égal.

Envie et jalousie, émanations affectives de l'effort de l'individu, pour se développer, sont en étroite union avec l'instinct de combat, l'instinct d'agression. Chez l'enfant et chez le primitif, l'envie ou la jalousie se changent aussitôt en attitude agressive. Au cours de l'évolution sociale, par le développement du sens du droit et de la morale, l'éducation s'efforce de modérer et d'étouffer ces sentiments, ainsi que l'agressivité qui en découle. Toutefois, la civilisation n'arrive qu'à les raffiner et non à les extirper : l'envie, la haine déclarées, l'agressivité matérielle sont remplacées chez l'homme cultivé par le mutisme qu'impose la malveillance, le *silentium livoris* dont parle Sénèque, ou par la malice dissimulée, par l'ironie mordante. Là où le primitif recourt à l'agression ouverte, l'homme politique lutte avec les armes de l'esprit. Malgré cela, il arrive parfois qu'au Parlement, les députés règlent leurs dissentiments à coups de poings. Les duels politiques, autrefois très fréquents, sont les manifestations de ce même sentiment.

### Amitié et hostilité en politique

Selon certains théoriciens modernes, les rapports d'hostilité constituent une caractéristique essentielle de la politique. Carl Schmitt (*Der Begriff des Politischen*, 1932) arrive à la conclusion que tout comme la morale, l'esthétique a pour critères le bien et le mal, le beau et le laid, l'économie, l'utile et le nuisible ; le signe distinctif principal de la politique, auquel se ramènent les mobiles et les actes, c'est l'amitié et l'hostilité, et ce, bien entendu, non dans un



sens normatif, mais sur le plan de la réalité, dans le monde des faits. L'ennemi, au sens politique, n'est que l'adversaire public opposé à son antagoniste sous le rapport de l'intérêt de la collectivité et non pas sous celui de l'intérêt personnel. Cet adversaire politique correspond au terme latin *hostis* et non pas à *inimicus*, ennemi personnel. Carl Schmitt invoque la terminologie des Evangiles : *Diligite inimicos vestros* et non pas *hostes vestros*. L'Evangile vise donc l'ennemi privé et non pas l'adversaire au sens politique. C'est ainsi que les chrétiens, en luttant contre leurs *hostes*, les Turcs, les Arabes, les Mongols, restèrent fidèles à l'esprit de l'Evangile. Mais cela ne veut aucunement dire que l'ennemi politique doive être haï, quant à sa *personne*. Dans le sens strictement politique du mot, l'emploi du terme *adversaire* est le plus juste, parce que les hommes politiques n'attaquent pas la personne de leurs adversaires, mais leurs principes et la façon d'agir qui en découle. Si toutefois ils s'affrontent sur le plan personnel, — ce qui est souvent inévitable — ils sont réellement ennemis.

Les rapports amitié-hostilité tenant au fond de la politique trouvent leur meilleure justification dans le fait que toute politique présuppose l'idée de pluralité : la politique n'existe que si en présence d'un parti il y en a un autre, en face d'un homme politique, un autre homme politique, en face d'une nation, une autre nation. La politique est dirigée par des unités organisées, des partis qui sont, eux, en face les uns des autres : l'attitude amitié-hostilité tient donc au caractère immanent de la politique. Ce mot d'un diplomate anglais est caractéristique à cet égard : L'homme politique, — dit-il — est plus entraîné pour le combat que le soldat, car il fait la guerre durant toute sa vie, tandis que le soldat ne la fait qu'exceptionnellement.

Le caractère amitié-hostilité de la politique est également déterminé par le fait qu'elle se ramène à la lutte pour le pouvoir. Or, tout pouvoir est, dans quelque mesure, l'emploi de la force, et comporte quelque chose

d'hostile. Tout antagonisme portant sur la conception des valeurs morales, religieuses, sociales, économiques ou autres, se transforme, tôt ou tard, en antagonisme politique, car toute conception aspire à dominer, à étendre ses appréciations dans la plus large sphère possible, à imposer, en somme, son pouvoir. Mais ce faisant elle associe et dissocie les hommes, crée des groupes d'amis et d'adversaires, — et l'on retombe en pleine politique. La politique est toujours déclenchée, par une opposition quelconque, et c'est ce qui concentre les hommes en groupes, en partis qui se livrent une lutte plus ou moins vive.

Le point culminant de ce qu'on appelle la grande politique est sans doute le moment où l'homme d'Etat reconnaît que celui qu'il croyait être son ami, est en réalité son adversaire. Bismarck était doué d'un talent particulier pour présenter qui seraient, à un moment et à une situation donnés, ses adversaires et ses alliés.

Clausewitz a justement reconnu, il y a un siècle, la nature profonde de la politique, en disant que «la guerre n'est autre chose que la continuation de la politique, par d'autres moyens.» La politique aboutit facilement à la guerre extérieure ou à la guerre civile, parce que son essence est le combat, le groupement des amis et des adversaires. Ce combat, tant qu'il est mené par les moyens de l'esprit, s'appelle politique, mais lorsqu'on recourt aux instruments de destruction physique, c'est la guerre. Le langage courant reflète bien la parenté de la guerre et de la politique, en parlant de «stratégie politique», car le but de toute stratégie est l'anéantissement de l'ennemi.

La figure historique de Cromwell réunit l'esprit de la lutte politique et de la guerre physique : de membre du Parlement, il devient tout d'un coup chef de guerre. Cette métamorphose lui est d'ailleurs aisée, car son but reste toujours le même : anéantir l'ennemi. Puisque cela ne peut se faire par des moyens purement politiques, Cromwell recourt à l'épée : il fait exécuter le roi, massacrer les Ecossais



et les Irlandais par milliers, sans épargner les prisonniers. Il emploie les mêmes méthodes en politique ; à peine convoqués, il dissout les Parlements les uns après les autres. Ses pièces de monnaie portent une devise caractéristique : *Pax quaeritur bello* — La paix par la guerre ! En 1794, Saint-Just énoncé la formule suivante devant la Convention : « En quoi consiste l'Etat libre ? Dans la destruction totale de tout ce qui s'oppose à lui. » Lorsqu'en 1793 les Jacobins envisagent la réorganisation du tribunal révolutionnaire, Robespierre dit : « Il s'agit moins de punir les ennemis de la patrie, que de les anéantir. » L'auteur de la théorie de « l'action directe », Georges Sorel, prêche à peu près les mêmes idées, en écrivant : « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie doit être menée en plein jour, sans la moindre faiblesse, et a pour but l'anéantissement total d'un ennemi irréductible. » (*Réflexions sur la violence.*) C'est ce programme que Lénine réalise. Son mot d'ordre politique est : *écraser* ! Ses instruments : la Tchéka, les geôles, les tortures, l'exil, les exécutions. Lénine, le plus grand terroriste de l'histoire, est l'extrême, la plus extrême incarnation de l'élément d'hostilité immanente à la politique, et que, dans lui, le désir de vengeance personnelle n'a fait qu'exacerber. Or, comme l'a dit Walter Scott, « la vengeance est le plat le plus savoureux qu'on ait jamais cuit dans l'enfer ». L'histoire en témoigne, — ce *sweetest morsel* est cuisiné par bon nombre d'hommes politiques.

### L'homme politique agressif

Certains individus ont un penchant inné à la haine, à l'envie, à la critique : ils sont de nature querelleuse, prodigues en remarques venimeuses et en critiques pleines de fiel, quels que soient leur profession ou leur milieu social. Le climat de la politique est particulièrement propice à l'éclosion de ces caractères. L'humeur constamment offensive n'est pas, en elle-même, de nature à rendre malveillant

l'homme du type agressif : il se peut que ce soit précisément pour servir les idéals moraux, le renouveau moral, qu'il soit si épineux, toujours prêt à l'attaque. Il ne veut anéantir son adversaire ou le mettre hors d'état de nuire que pour l'empêcher de pouvoir troubler plus longtemps la vie sociale et politique. Son but est positif, mais ses moyens sont négatifs. C'est la conception des valeurs qui joue ici le rôle principal : le type agressif ou bien conteste la valeur personnelle de l'adversaire, — c'est le pire des cas ; ou bien s'attaque à ce qui, dans la personne de l'adversaire, est contraire aux valeurs, et que l'agressif veut éliminer ou corriger — et c'est le meilleur des cas.

De même que l'amour, la haine et la malveillance sont aveugles : celui qui aime ne voit que les qualités favorables de l'être aimé, et celui qui hait ne voit dans l'objet de sa haine que des qualités sans valeur, voire, contraires aux valeurs. En outre, la haine a tendance à confondre les idées avec ceux qui les représentent. La haine, l'esprit critique outré, la malveillance, deviennent ainsi injustes à l'égard de leur objet. Dans certains cas extrêmes, que l'on rencontre surtout dans la politique, l'homme agressif projette sa haine sur tout ce qui l'entoure. Pour un homme à l'esprit aussi agressif, le monde tourne autour de deux pôles : son propre moi et son ennemi. Pour lui, le monde et les hommes n'existent que pour être attaqués, pour être l'objet de ses inclinations d'une âpreté démoniaque. C'est le monde de Satan : comme les diables au Pandaemonium, dans le Paradis Perdu de Milton, un tel homme ne peut voir que dans les ténèbres, *sub specie mali*.

Pareille forme de satanisme politique n'est, bien entendu, que la forme la plus extrême du type agressif, échauffé par une animosité incessante. Les sangliers d'Erymanthe de la vie politique, au lieu de terrasser et d'anéantir l'adversaire, se contentent des coups de boutoir de la critique blessante. Leur agressivité s'assouvit en opposant à toute proposition des critiques, des réfutations, une résistance véhé-



mente. Ce n'est pas le résultat qui leur importe, c'est l'attaque, la lutte, la critique, la polémique, le harcèlement de l'adversaire ; ils apportent à l'attaque toute leur vitalité, toutes les ressources de leur esprit. Porter des coups à l'adversaire, le blesser à vif, leur procure un plaisir esthétique et logique. Le cerveau du politicien agressif-né est un véritable casier vivant et mobile rempli de dossiers soigneusement classés et enregistrant tous les péchés réels et imaginaires de ses adversaires, toute la chronique scandaleuse de leur vie, toutes leurs déclarations contradictoires, et cela dans un ordre impeccable. Grâce à une mémoire d'une admirable ténacité, qui ne conserve que les souvenirs désagréables pour autrui, il est à même de sortir instantanément le « dossier » permettant sinon d'abattre l'adversaire, du moins de l'atteindre de la façon la plus cuisante. Il aime à prendre des poses à la Caton : c'est un moraliste acharné, quasi sadique, qui ne cesse de prodiguer avertissements et menaces, de crépiter comme une mitrailleuse contre la corruption, pour finir, bien souvent, — comme Caton — par apprendre le grec à son tour.

L'homme politique de caractère agressif représente le type de l'homme négatif-né, s'opposant à tout et comme obsédé par l'esprit de négation. Sa réaction quasi automatique est la critique, l'objection. « Je ne connais pas, dit-il, les raisons qui ont déterminé telle ou telle action du gouvernement mais je les désapprouve d'avance. » Dans la personnalité de ce militant politicien diabolique et dans son orchestration, les notes intermédiaires font défaut : il n'en sort que des cris stridents, tenant aux degrés les plus hauts de l'échelle musicale. Il ne sait s'affilier qu'à la minorité d'opposition dont la lutte est la plus âpre et la plus véhémente. Ce fait s'explique par la conviction que, moins sont nombreux les gens qui partagent son avis, plus il est probable qu'il a raison, parce que la majorité est toujours aveugle, qu'elle a l'esprit lourd ou corrompu et malveillant. Les petites sectes religieuses sont les plus dogmatiques, les plus ferventes

dans leurs convictions. De même, en politique, les petites fractions d'opposition sont les plus fanatiques : elles comprennent pour la plupart des hommes agressifs, déçus, exaspérés, échauffés par le ressentiment, qui épanchent leur bile en critiques mesquines. A la tête de semblables partis parviennent d'ordinaire non des personnes ayant des choses une compréhension profonde et douées de sérieuses facultés créatrices de chef, mais plutôt des hommes valant beaucoup moins au point de vue intellectuel, mais ayant un naturel agressif, sachant mener la lutte avec la force élémentaire des passions. N'étant pas fait pour le travail positif, l'homme politique de ce genre n'occupe le poste de chef qu'aussi longtemps qu'il peut se battre. Le vacarme de la lutte une fois apaisé, quand son parti accède au pouvoir, il lui faut céder la place à quelqu'un de plus qualifié. Mais le politicien négatif, rien que par vanité blessée, formera alors un nouveau groupe d'opposition. Il continuera de lutter pour la «liberté», tout en cherchant lui-même à attaquer et à limiter la liberté des autres. L'homme politique créateur n'aime pas cet esprit d'opposition gratuite, cette lutte stérile, même si lui-même incline fortement à la critique et à l'opposition.

L'homme politique de caractère combattif aime à se composer un visage austère. Devant le photographe ou le peintre, il pose en champion irréductible de la vérité, il se donne un air dur, sévère, inexorable. Cromwell réprimanda vertement son peintre pour ne lui avoir pas lui donné une physionomie assez morne : l'artiste avait omis de reproduire les cicatrices et les verrues de son modèle. Les dictateurs ne se font jamais représenter en hommes amènes et gais.

Vouloir illustrer le type du politique agressif, équivaut, au fond, à écrire l'histoire politique. Dans la suite nous ne mettrons en relief que la personnalité volcanique de quelques hommes d'Etat chez qui les traits psychologiques caractérisant le politique agressif s'affirment comme s'ils y étaient concentrés.



Frédéric le Grand, dans toutes ses fibres, est l'homme du combat non seulement en politique et sur le champ de bataille, mais aussi en littérature : ses odes, ses brochures, ses lettres portent l'empreinte d'un esprit sarcastique et mordant. Le vieux Pitt était redouté pour sa puissance offensive et son implacable ironie. C'est l'un des rares hommes politiques qui aient pu se permettre de prendre la parole *avant* leurs adversaires, sans se soucier trop de ce qu'ils répondraient. Peu d'hommes se sont attiré autant d'amour et de haine qu'O'Connel, le grand Irlandais. A la tête de son petit groupe, il mène pendant des années une lutte terrible contre la presque totalité du Parlement britannique. Il livre sans cesse des assauts de la dernière violence contre ses adversaires : il reste inégalable quant à la puissance de la parole, à la vivacité de l'esprit, à la promptitude fulgurante des attaques. Sa fureur belliqueuse ne connaît pas de bornes dans la grossièreté : il traite Wellington de «caporal raté» (a stunted corporal) ; d'autres de ses adversaires sont apostrophés comme le «grand menteur» (a mighty big liar), «le descendant direct d'un voleur impénitent» (the lineal descendent of an impenitent thief), le «clown titré» (titled bufoon), «l'orgueilleux mâtin» (a contumelious cur), le «scorpion», le «cochon» etc. — Mais malgré ses excès de langage, O'Connel resta toujours respectueux de la Constitution ; sa sagesse mit en garde les Irlandais contre le risque d'une insurrection armée. Toute son action politique était basée sur le catholicisme des Irlandais, mais son esprit d'opposition fier de son indépendance ne se laisse pas influencer par Rome en politique. «Nous sommes des catholiques romains, — dit-il — mais non pas les serviteurs de Rome. De Rome, autant de théologie que vous voulez, mais pas de politique!» (As much theology, as you please, from Rom, but not politics).

Une arme redoutable du politique agressif est la satire, la flèche de l'ironie qui ne manque jamais de frapper l'adversaire à l'endroit le plus vulnérable. Disraeli passait pour

un maître incontesté dans l'art de ridiculiser ; sa polémique célèbre avec le premier ministre Peel en témoigne. Gladstone, le bouillant Ecossais, n'avait que peu d'estime pour Disraeli, justement à cause de sa conduite à l'égard de Peel. Mais bien que pendant des dizaines d'années la vie politique anglaise fût un vaste duel entre ces deux hommes batailleurs, Gladstone n'osa jamais s'attaquer à la personne de Disraeli, tant il redoutait justement son ironie mordante.

Bismarck fut sans doute une des hommes d'Etat les plus combattifs, mais son tempérament sanguin et sa nature violente et satirique n'en restaient pas moins soumis, s'il le fallait, au contrôle de sa raison. Quand Bismarck haïssait quelqu'un, c'était pour toujours ; il n'était jamais capable de se réconcilier réellement avec son adversaire. Il sentait pourtant bien que la haine est une faiblesse qui obscurcit l'objectivité du jugement et paralyse le gouvernement de l'Etat. En 1874, il écrit à l'Empereur Guillaume : «La haine et la colère sont de mauvais conseil en politique; je demande à Dieu l'humilité et l'esprit de conciliation». Sujet à des accès de colère, il lui arrivait quelquefois de casser un objet à portée de sa main. «Que faites-vous si vous êtes en colère? — demanda-t-il une fois à Beust. Ne trouvez-vous pas que c'est un grand soulagement que de briser un objet quelconque?» Chez Bismarck, ce geste n'était pas seulement un exutoire pour sa haute tension colérique, mais aussi le symbole de l'anéantissement de l'ennemi. Il recourait d'ailleurs souvent à des gestes symboliques pour exprimer son mépris. Jeune député, il lui arriva une fois de ne pouvoir commencer son discours tant il était conspué par l'opposition. Alors il tourna tout simplement le dos à ses adversaires hurlants, tira un journal de sa poche et se mit à le lire. Jusque dans sa vieillesse il demeura un polémiste implacable.

L'homme politique né combattif est; comme le lion : animé de courage naturel et de l'esprit de combat ; pour lui, la lutte acharnée n'est pas une pose théâtrale, mais une



fonction naturelle, tout comme manger ou dormir. Le caractère de Gambetta se révèle sous cet aspect en 1870. Son mot d'ordre est : « la guerre jusqu'au bout ! » A cette époque, Gambetta incarne le désir de vengeance et la haine. A l'Assemblée de Bordeaux il lutte avec une fureur effrénée contre la paix dictée par Bismarck. Et cette personnalité belliqueuse dont les éléments étaient la tempête, les dangers, les barricades, qui fut le chef des irréconciliables et qui bataillait sans cesse pour la liberté, pour les droits du peuple : c'est, au fond, une nature autoritaire, un despote démocratique, qui voyait des ennemis en tous ceux qui osaient avoir d'autres opinions que lui. C'était un caractère de dictateur, de la même espèce que Clemenceau.

L'homme politique agressif est redouté de tous, mais ne craint personne. Pour lui, lutter est un sport ; il se plaît à exercer et à montrer sa force. Pendant des dizaines d'années, Clemenceau terrorise le Parlement français : il hait et attaque tout le monde, de même qu'il est haï et craint de tous. Il fait tomber une douzaine de gouvernements, bien souvent sans aucun motif valable, sur la base de suspicions sans fondement. Jusqu'à sa mort, il reste le modèle classique de l'homme politique combattif, continuellement à l'affût de nouvelles victimes, pareil au tigre. L'épithète de « tigre » s'attacha au nom de Clemenceau dans l'opinion universelle à tel point que lorsqu'après la guerre il devint docteur *honoris causa* de l'université d'Oxford, dans son diplôme il fut honoré du nom de *Tiger Gallicus*. L'idéal politique de Clemenceau était Démosthène. Il est d'ailleurs l'auteur d'une monographie du grand orateur grec, dans le caractère duquel il se reconnaît lui-même. Durant toute sa vie, Démosthène fustigea sans merci les défaitistes grecs qui voulaient abandonner la lutte contre les Macédoniens. Démosthène voulait écraser les faibles, les lassés de la lutte. Clemenceau sent revivre en lui un Démosthène français : durant la guerre il fit condamner près de quatre mille Français. Devenu vieux, Clemenceau ne se maintenait en vie

que par la haine. Dans la paix implacable qu'il dicta à l'ennemi, il voyait une oeuvre de sa vengeance personnelle, dans laquelle il déversa sa haine sans bornes. Cette haine l'emporta sur les théories pathétiques de Wilson, bêlements d'agneau, opposés aux bonds du tigre.

Les dictateurs comme Cromwell, Clemenceau, Kemal, Pilsudski, se hissent au pouvoir par la mise en oeuvre de leurs inclinations agressives. Il en est de même pour Mussolini. Son esprit combattif, son courage et son goût du risque s'inspirent du principe nietzschéen : «Vivre dangereusement !»

\*

«Ce que la vie m'a enseigné— dit Jaurès en substance — ce n'est pas l'idée du socialisme, mais le postulat qu'il faut lutter pour cette idée!» Tels sont l'essence et le sens de la vie politique : lutte pour des idées et dans l'intérêt d'idées, pour le pouvoir. Cependant, il est inévitable que, selon le tempérament plus ou moins ardent ou froid des hommes politiques, se mêlent à cette lutte les passions et les instincts : ambition et volonté de puissance, envie et jalousie, vanité et fierté, joie maligne, volupté que donne l'écrasement de l'adversaire. Ceux qui s'engagent le plus facilement dans cette lutte politique, ne sont pas les hommes placides et doux, mais les agressifs, poussés par leurs passions ardentes. Leur caractère agressif et leurs ambitions effrénées ont fait écrire à Dante

« . . . l'un l'altro si rode  
di quei che un muro ed una fossa serva. »  
*Purg.* VI., 83—4.

### L'homme d'Etat animé de sentiment social

Les sentiments prédominants du caractère agressif sont l'antipathie, la haine, l'hostilité, le penchant à la critique et à l'ironie. Quant à l'individu animé du sentiment social,



et représentant l'autre type extrême, ses traits principaux sont la sympathie, l'affection, la bienveillance, l'amitié.

Cependant que le premier se sent à l'écart des hommes en raison de ses sentiments haineux qui tendent à l'anéantissement de ses adversaires, le second éprouve le besoin continu de réduire la distance qui le sépare de ses semblables. Dans la société aussi bien que dans la vie politique, l'amour, la sympathie, la bienveillance sont des sentiments constructifs. Ils permettent une paisible vie en commun, une répartition plus juste des biens matériels et spirituels et une existence digne de l'homme. Chez l'altruiste, le sentiment prédominant est celui d'appartenir à la communauté sociale : de là son esprit de corps, son civisme et son humanité. Il se transpose facilement sur le plan psychologique d'autrui, il apprécie spontanément la valeur de son prochain, il sait découvrir en chaque âme un élément précieux. A l'égard du prochain il éprouve du dévouement, la philanthropie est la racine la plus forte de sa structure morale. S'il se consacre à la politique, c'est de cette racine que jaillit sa tendance à organiser la société, à développer la politique sociale, à assurer une répartition plus juste des biens.

L'homme politique qui représente le type pur du sentiment social réellement unilatéral ; ne voit que le bon côté des hommes, prêt à tout excuser chez ceux qui lui sont sympathiques, il incline à un dangereux idéalisme, il n'aperçoit pas le côté désavantageux des humains. Il tombe, en somme, dans l'excès opposé à celui du caractère agressif. Pour l'un le monde est une idylle, pour l'autre, un sombre drame. Le prix de la vie est pour l'un la lutte, pour l'autre, c'est la paix. Dans la société, le règne du type « social » pur (Tolstoï, par exemple), aboutit nécessairement à l'anarchie, car, ayant une estime égale pour tous les hommes, il livre les bons sans défense aux méchants. Basée sur le seul amour, sans restriction, la société ne saurait exister : il est besoin de l'organisme de l'Etat, de la contrainte, de l'ordre, parce que la société n'est pas composée d'anges.

Bien entendu, le type de l'altruiste pur dont l'âme est tout amour, est dans la politique une fiction, au même titre que celui de l'agressif. Pour atteindre ses fins, même l'homme le plus agressif est obligé de grouper ses amis et, du moins dans ses rapports avec eux, il ne peut plus laisser libre cours à ses instincts d'agression. De même qu'on ne peut faire de la politique lorsqu'on est l'objet de la haine de tous, on ne peut atteindre un idéal et des buts politiques en étant l'ami de tout le monde, en ayant pour tout le monde une égale affection. L'homme politique qui s'inspire de l'amour et de la justice et qui prend le parti des opprimés pour améliorer leur sort, se heurte nécessairement à une résistance : il doit lutter. La politique n'est que lutte, même pour l'homme animé d'un profond sentiment social, mais les moyens dont il se sert diffèrent de ceux du type agressif. L'attitude politique de Gandhi — malgré sa fameuse théorie de la non-violence — se résume en une lutte acharnée. Mais les moyens employés dans cette lutte sont déterminés par la passivité héroïque de l'âme hindoue qui exige l'amour de l'ennemi. La sagesse du Nirvanah n'admet pas l'activisme politique extérieur et la lutte des Hindous pour leur liberté nationale s'inspire de cette doctrine religieuse. Toutefois cette lutte diffère seulement par ses moyens de la lutte que soutiennent d'autres peuples pour leur indépendance.

Les hommes d'Etat s'inspirant d'un profond sentiment social sont, en général, les grands conciliateurs. S'ils luttent, ce n'est pas pour l'amour de la lutte elle-même, mais pour la paix. Tels sont : l'Empereur Auguste, Franklin, Washington, Lincoln, Léon XIII, Briand, MacDonald.

L'homme politique animé d'un sentiment social, d'un amour profond pour l'humanité, depuis le stoïcisme antique jusqu'au socialisme moderne, éprouve une forte inclination à l'*internationalisme*. Toutefois ce sentiment reste plutôt une simple projection doctrinale du raisonnement. L'exemple des partis socialistes d'avant-guerre nous montre que lorsque



la véritable communauté nationale se trouve menacée, les théories humanitaires et abstraites s'avèrent inopérantes. La Russie soviétique elle-même, dont le but théorique est pourtant l'extension de son régime politique au monde entier, — bien qu'elle prête un concours efficace aux organisations communistes de tous les pays, s'inspire cependant, quant au fond de sa politique positive, des intérêts nationaux russes.

Tout en adoptant l'idée du Manifeste Communiste de Marx et Engels : «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» Jaurès, le grand chef du socialisme français, proteste contre une autre phrase de ce même manifeste : «Les travailleurs n'ont pas de patrie.» Cette phrase, — dit-il — est vide de sens, à notre époque où toutes les nations luttent pour leur indépendance et pour leur liberté politique. Jaurès considère les nations comme des organismes vivants, et demande que le socialisme tienne également compte de ce caractère. Il est l'irréductible ennemi du chauvinisme aveugle et belliqueux, tout en restant fidèle à sa patrie française. A ses yeux les peuples civilisés sont des personnalités collectives, différant les unes des autres quant à leur caractère et leurs inclinations. Mais ils doivent conserver ces différences sous des aspects variés précisément dans l'intérêt du progrès culturel. Bien avant la guerre il conçoit l'idée d'une Société des Nations et l'analyse de manière utopiste : «L'unité du genre humain sera réalisée par la libre association des peuples libres qui rejeteront tout recours à la violence, en se soumettant à des lois universelles. Ceci ne signifie pas l'oppression des nations, mais leur éducation dans l'esprit de l'humanité, sans qu'elles perdent rien de leur indépendance, de leur liberté, de leur caractère et de leur esprit spécifique.»

## La maîtrise de soi en politique

La politique est l'art d'exercer le pouvoir, l'homme d'Etat est l'homme du pouvoir. De là découle cette norme morale qui s'impose à l'homme d'Etat lui-même : il doit avoir la force morale de vaincre sa propre personne, d'exercer le pouvoir aussi sur soi. Le vieil adage : «Pour savoir régner, il faut savoir obéir», n'a rien perdu de sa valeur. Pour se faire suivre, pour obtenir l'obéissance des hommes, l'homme d'Etat doit lui-même obéir à son idéal.

Le secret de l'art psychotechnique de l'homme d'Etat réside dans la manière dont il sait tantôt s'impersonnaliser en renonçant à sa volonté, et tantôt faire valoir sa propre nature personnelle ; il s'agit de trouver le juste équilibre entre maîtrise de soi et éros politique. Même dans les situations les plus critiques, il doit disposer d'une réserve de forces suffisante pour considérer, objectivement, sans se laisser aveugler par la passion, non seulement ses adversaires et la situation, mais encore lui-même. Si sa vue claire et calme se laisse troubler par l'impulsion de ses instincts, il court à la chute. «La tortue marchant sur le bon chemin peut battre le coursier égaré», — dit Bacon. La vie politique est bien souvent le théâtre de l'explosion effrénée des passions et des instincts humains. Les instincts d'agression s'y manifestent sous un jour cru, réel. Une des formes de l'empire sur soi est l'observation des convenances dans toutes les circonstances, car, comme dit Johannes Secundus, poète jésuite du XVII<sup>e</sup> siècle, «la forme a une force supérieure» (*vis superba formae*). Il est vrai que cet adage, ce sont moins les politiciens batailleurs qui aiment à le citer que les diplomates polis. La politique «en bras de chemise» offre un spectacle plutôt décevant.

Le manque de maîtrise de soi est fatal à l'homme d'Etat. S'il avait été capable de freiner sa volonté de puissance, Napoléon aurait pu continuer avec succès la politique de Louis XIV et stabiliser l'hégémonie française en Europe.



Mais son tempérament agressif de soldat le poussait à des conquêtes continuelles. Un des motifs de sa passion impérialiste effrénée doit être cherché dans les sensations que lui procura son ascension vertigineuse : à vingt-trois ans général, quelques années plus tard consul, puis empereur. Il ne se conforme point à la parole de Marc-Aurèle, l'empereur stoïcien qui s'adressait à lui même cet avertissement : « Mon âme, garde-toi de devenir césarienne ! Ne prends pas la couleur de la charge que tu assumes ! »

Frédéric le Grand qui aime Marc-Aurèle, en vogue au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'imité effectivement sur ce point. Il sait admirablement dominer les explosions de son tempérament débordant. Il se connaît bien et sait pourquoi, en bon rationaliste il veut être réellement un *homme raisonnable* : il s'impose l'habitude de ne jamais prendre une décision sous le coup de l'impression fraîche du premier moment, mais de différer sa résolution jusqu'à ce que son sang véhément se soit apaisé. Dans le danger, il témoigne d'un admirable empire sur soi.

Le chancelier Metternich est un exemple inégalé de réserve et de pondération. Il affirme à juste titre : « Tout est raison en moi et dans mes calculs. » De par sa nature, il représente le type statique, froid, qui n'a même pas besoin d'un grand effort de volonté pour se dominer. Le caractère de Bismarck est tout autre. Dans les petites affaires insignifiantes il se montre nerveux et d'une irritabilité extrême ; sa colère explosive ne connaît pas de bornes. Mais quant aux problèmes importants et graves de la nation, il les envisage aussitôt avec le calme froid de l'homme d'Etat, avec la lucidité d'esprit du joueur d'échecs. La force démoniaque de la passion est aussitôt tempérée chez lui par son bon sens réaliste et par sa vision objective des choses. C'est ainsi qu'il se conduit par exemple envers l'Autriche en 1866 : il n'est pas enivré par la victoire, comme son roi.

Le sang-froid et la maîtrise sur soi des hommes d'Etat anglais sont proverbiaux. Le jeune Balfour est envoyé en

Irlande pour rétablir l'ordre dans l'Ile d'Emeraude en révolte. Ce jeune homme doux, plongé dans les études philosophiques et qu'on a nommé jusque-là «un lys parfumé», se voit traité d'assassin, de voleur et de buveur de sang par les Irlandais, mais il garde son sourire calme et son flegme et fait fi des insultes. Les Anglais lui prodiguent les marques de l'affection et de l'enthousiasme, cependant que les Irlandais n'ont pour lui qu'indignation et haine, — et Balfour montre de l'un et l'autre côtés une froide modération.

De quel sang-froid Sir Edward Grey fait preuve, au moment où la guerre éclate ! Au milieu du vacarme infernal des passions déchaînées, comme il veille à ce que rien ne permette de conclure à la responsabilité de l'Angleterre dans le déclenchement des hostilités. Il fallut, par contre, que Bethmann-Hollweg eût perdu totalement le contrôle de ses nerfs pour dire à Sir Edmund Goschen, venu prendre congé après l'ultimatum, que la neutralité de la Belgique n'était qu'un «chiffon de papier» (a scrap of paper). Quel puissant instrument de propagande devint pour l'Entente cette intempérance de langage. Le comte Etienne Tisza, président du conseil de Hongrie en 1914, était un modèle merveilleux d'empire sur soi-même. Durant toute la durée de la guerre mondiale, ses ennemis, à l'intérieur du pays comme à l'étranger, l'accusèrent d'avoir déclenché la guerre, d'être l'auteur de l'ultimatum adressé à la Serbie et la cause de l'effusion de sang et de tant de souffrances ; on le couvrit de malédictions. Or, les procès-verbaux du Conseil de la Couronne, ainsi que d'autres documents historiques publiés après la guerre révélèrent que la vérité était précisément tout autre : le comte Tisza fut le seul qui s'opposât à la guerre avec la dernière énergie. Mais quand la guerre eut éclaté, contrairement à sa volonté, Tisza eut assez de force morale, assez d'empire sur soi-même, pour refouler l'égoïsme le plus naturel, pour se taire pendant quatre ans au milieu des attaques et des calomnies dont on l'accablait, — il gardait le silence, il ne démentait pas, afin de ne pas paralyser



les forces et l'élan dont la nation avait besoin pour tenir dans cette lutte qui lui avait été imposée. Les assassins de Tisza se figuraient à tort que c'était sa volonté, d'une force redoutable, qui avait précipité l'avalanche. Malgré son tempérament passionné et sa nature autoritaire, Mussolini sait se dominer au besoin. Comme il le dit lui-même, il a appris la patience et la maîtrise de soi dans la prison, au cours de ses onze incarcérations par quatre Etats différents. Il fonde le système fasciste sur la discipline, l'obéissance, la domination de soi-même et le renoncement. Au moment où il fait son entrée au palais présidentiel, Mussolini écrit : « Pour quitter sa chaumière pour un palais, il faut être prêt à y retourner. »

### Optimisme et pessimisme en politique

L'homme politique qui croit à sa vocation et à la valeur de l'idéal qu'il veut réaliser, se sent fort et de taille à résoudre sa tâche, il a en lui-même la ferme confiance qu'il pourra vaincre tous les obstacles. Un tel homme politique est naturellement *optimiste*. Son élément est la lutte, dont il accepte les risques et les souffrances, convaincu comme il est de l'issue favorable du combat. Son ambition et le sentiment optimiste de sa vocation peuvent l'élever jusqu'à l'héroïsme. Les hommes politiques de premier plan représentent tous ce type optimiste ; ils croient en eux-mêmes et au triomphe de leurs idées, sinon, ils ne pourraient pas lutter avec tant d'ardeur pour leur idéal politique. Tous les champions des mouvements de réforme sont des *mélioristes* : ils sont convaincus que l'homme peut améliorer la vie sociale par ses propres forces.

Le trait principal d'un homme pessimiste de par sa nature est le peu de confiance qu'il a en lui-même : il est timide, peureux, sa première réaction est la défense ; il se sent faible, insuffisant, continuellement persécuté ou ignoré et ce sentiment peut dégénérer parfois jusqu'à prendre des

formes pathologiques : un tel caractère ne convient guère à la politique, aussi, est-il rare qu'un homme ainsi fait descende dans l'arène de la vie publique. S'il s'y aventure pourtant, il ne tarde pas à s'en retirer, incapable qu'il est de lutter soit pour des idées, soit pour lui-même. La substance de l'homme politique est la volonté. Or, le pessimiste est incapable de vouloir sérieusement ; il ne peut que communiquer aux autres ses craintes et ses perpétuelles indécisions d'hypocondriaque.

L'optimisme futile et superficiel qui, surestimant ses propres forces et sans peser les conditions historiques et sociales, se précipite aveuglément dans le péril, est en politique aussi funeste que le pessimisme toujours angoissé, découragé, qui ne voit que les difficultés de la tâche et qui ne sait ni vouloir ni agir. En politique l'optimiste est d'ordinaire progressiste, car il croit instinctivement à l'évolution et au progrès. Le pessimiste est conservateur par définition, il redoute tout changement, et ne croit pas à la possibilité de réformes radicales, dépourvu qu'il est de volonté, d'initiative : c'est un quiétiste politique.

Il arrive souvent dans l'histoire qu'un homme d'Etat de nature optimiste, surtout à un âge un peu avancé, après maints échecs, déceptions et désenchantements, passe au type pessimiste : son amour-propre s'affaiblit, il est écoeuré de la politique, la conscience qu'il avait de sa vocation faiblit en lui, et il devient la proie d'une dépression morale, du *spleen* politique. Il représente le type de l'homme d'Etat désillusionné.

Le prince-philosophe Héraclite abdique sa dignité royale en présence des mouvements démocratiques de son pays. Quand les Ephésiens, le voyant jouer dans la poussière avec des enfants, l'interpellent, il répond : « N'est-il pas plus sage de faire ce que je fais que de gouverner dans votre société ? » L'empereur Charles-Quint fut complètement découragé par l'effondrement de ses ambitions impérialistes et par la trahison du prince de Saxe. Brisé par la lutte in-



cessante qu'il doit mener depuis sa dix-neuvième année, il abdique en 1556 en faveur de son fils et se retire dans le monastère de San Yust où il se consacre à des exercices de piété, mais il meurt bientôt. Son portrait par le Titien nous montre le type éternellement caractéristique de l'homme d'Etat déjà désabusé.

C'est encore la résignation complète, de nuance religieuse qui caractérise Thomas Morus, le chancelier anglais, quand il est jeté en prison par Henri VIII. Sur le monde politique il avait toujours eu des idées pessimistes et ce ne fut qu'au bout de plusieurs années d'efforts qu'on put le persuader d'accepter des fonctions publiques. Dans un écrit intitulé «Miroir politique», il brosse un sombre tableau des politiciens de son temps, — des politiciens de tous les temps. Morus, résigné, trouva une consolation dans la religion. De même, c'est vers Dieu que le prince François Rákóczi II tourne son âme quand, après la fin tragique des luttes héroïques qu'il soutint pour l'indépendance hongroise, il dut connaître les souffrances de l'exil. Dans ses Confessions où comme s'il s'entretenait avec Dieu, il révèle avec une émouvante sincérité ses actes et leurs motifs, il donne de l'homme d'Etat désenchanté un tableau psychologique d'une rare finesse.

Les hommes d'Etat et les souverains en exil se brisent sous les coups du destin ; après quelques tentatives infructueuses, ils quittent pleins d'amertume l'arène politique. Le feu sacré de l'ambition s'éteint en eux ; leurs mémoires, tout au plus, constituent un dernier effort de volonté.

Le pessimisme moral est représenté par la multitude importante des hommes politiques agressifs. Leur tempérament haineux obscurcit leur vue. En dressant le bilan moral de la vie, ils trouvent que l'égoïsme et la méchanceté sont prépondérants : les hommes sont rapaces et personnels ; tous leurs actes sont inspirés par leur propre intérêt, au mépris du bien commun. Le législateur, — dit Machiavel (*Discorsi* I. 3) = doit avoir la conviction que tous les hommes sont méchants

et que leur méchanceté s'exerce toutes les fois que cela leur est possible. Les hommes sont méchants, même s'ils ne le paraissent pas. Et si, parfois leur méchanceté reste cachée, c'est uniquement parce que l'expérience ne l'a pas encore révélée. Mais le temps, père de toute sagesse, la mettra au jour tôt ou tard. L'homme ne pratique la vertu que par contrainte. Le duc de La Rochefoucauld va même jusqu'à dire que les hommes ne vivraient pas longtemps en société, «s'ils n'étaient les dupes les uns des autres». Les sombres idées de La Rochefoucauld s'inspiraient avant tout de ses expériences à la Cour. Le célèbre Gulliver de Swift est sans doute l'une des plus violentes satires de la vie politique inspirée par le pessimisme moral. Aux yeux de Swift, les hommes politiques sont tous perfides, hypocrites, rapaces et pleins de malignité. Le futur homme politique doit, selon Swift, apprendre, dès l'enfance, à danser sur la corde raide. Et ce n'est sans doute pas une simple coïncidence que la danse sur la corde raide ait été, de tout temps, le symbole de l'art politique.

Dans son portrait du premier ministre, Swift manie le fouet de l'ironie avec non moins de cruauté : «Le premier ministre, — dit-il, — est un être qui ne connaît ni la joie ni le chagrin, ni l'amour ni la haine, ni la colère, ni la pitié. Il est dépourvu de toute passion et de tout désir, excepté de l'amour du pouvoir et des titres ronflants. Il sait parler de beaucoup de choses, à l'exception de ce qu'il pense. Il dit parfois la vérité, s'il espère qu'on la prendra pour un mensonge. Mais quand il ment, il désire avec une loyale sincérité qu'on lui fasse crédit . . . »

Une figure classique du type de l'homme d'Etat agressif et pessimiste est sans doute Clemenceau. Durant le demi-siècle de sa carrière politique, il n'a guère manqué une occasion de mettre en doute l'honnêteté et la bonne foi de ses adversaires. Rien ne reflète mieux le pessimisme absolu de Clemenceau que le drame «Le voile du bonheur», qu'il écrivit pendant une période d'exil politique. Sa haine pessi-



miste devint la source de son triomphe et ce triomphe, la paix cruelle qu'il imposa, est aujourd'hui une source de haine et de mécontentement. A considérer les hommes politiques du type de Clemenceau, l'on doit donner raison à Goethe : « Certes, l'humanité deviendra plus intelligente, plus savante, mais jamais elle ne sera meilleure ni plus heureuse. Le temps viendra où Dieu s'en lassera et refondra tout dans son creuset, afin de renouveler la création. »

## CHAPITRE IV

# LA VOLONTÉ DANS LA POLITIQUE

Politique et morale. — Politique et principes. — L'opportunisme politique. — Le pragmatisme politique. — Principes et partis. — Principes et nations. — Le caractère politique anglais. — Le caractère politique français. — Le caractère politique italien. — Le caractère politique allemand.

### Politique et morale

C'est la volonté que nous avons reconnue comme étant la substance la plus intime dans la structure morale de l'homme d'Etat. L'analyse de la personnalité des édificateurs d'Etat nous a montré quel facteur historique décisif réside dans la puissance et la ténacité de leur volonté et quel danger menace la vie de la nation si la volonté de ses dirigeants est faible, sans force de percussion et dépourvue de persévérance. Nous avons opposé à l'homme d'Etat à la volonté forte, — dont le type trouve sa plus haute expression dans l'homme politique soldat — les types du politicien à la volonté faible et de l'arriviste.

La caractère moral de l'homme d'Etat repose sur sa volonté. Le caractère est une tendance volontaire logique, conforme aux principes de la morale. Il présente des propriétés du point de vue du fond et de la forme. Pour le fond, son critère consiste en l'harmonie entre la tendance de la volonté de l'individu et les lois morales. Pour la forme, son principal élément constitutif, c'est la logique inflexible qui se traduit par la réalisation cohérente, ferme et indéviable des buts reconnus justes. Cet esprit de suite



signifie donc aussi l'indépendance et le pouvoir de résistance de la volonté en face des obstacles extérieurs et intérieurs, comme l'influence du dehors et la puissance des inclinations personnelles et des aspirations instinctives de l'individu, allant à l'encontre des buts fixés. Sans la persévérance propre au caractère ferme, en aucun domaine de l'activité humaine aucune oeuvre de grande envergure ne peut être réalisée.

Comment ces éléments du caractère s'affirment-ils dans la vie politique? Comment triomphent dans le caractère politique, le critère de fond : le respect des lois morales, et le critère de forme : l'attachement logique aux principes?

L'opinion générale juge avec un sombre pessimisme le caractère politique : en qualifiant quelqu'un de «politique», on entend qu'il est circonspect, calculateur, prudent à outrance, rusé et intrigant. Agir d'une manière «politique» signifie agir par une voie détournée en usant et en abusant de ruse et de malice. Ce n'est nullement par un pur hasard que déjà, dans l'enfer, Dante rencontre parmi les menteurs et les hypocrites tant de politiciens coupables d'avoir «faussé jusqu'à leur propre personnalité». Le poète ne parvient même pas à les reconnaître tous, car leur duplicité fait qu'ils n'ont plus un visage stable et que leurs traits interchangeables apparaissent sous les aspects les plus différents, au gré de leur opportunisme.

Cette opinion peu favorable à la gent politique, que l'on trouve exprimée dans de nombreux auteurs classiques, — chacun connaît, par exemple, l'appréciation peu flatteuse exprimée par le héros du «Mariage de Figaro» — est le résultat d'une expérience millénaire. La raison profonde doit en être cherchée dans la nature même de la politique pratique. En effet, la politique est l'art de la répartition et de l'exercice du pouvoir. Or, l'aspiration au pouvoir déclenche les instincts primitifs les plus sauvages, les plus difficiles à dominer et à soumettre à la raison, condition pourtant indispensable pour assurer un accord ferme entre l'atti-

tude de l'homme politique et les exigences de la morale. S'il est un domaine de l'activité humaine où l'individu subisse la tentation de recourir à n'importe quel moyen, fût-il contraire à la morale, pour réaliser son idéal, c'est bien la vie politique. L'idée machiavélique : la fin justifie les moyens, est un principe spécifiquement politique. Non pas que cela soit juste sur le plan moral en politique : même ceux qui le mettent en pratique s'en cachent, donnant ainsi la preuve du respect qu'ils ont de la morale. Mais sur le plan historique des faits, dans le monde réel de la politique, ce principe machiavélique est, sciemment ou non, mis en oeuvre un peu partout. L'homme d'Etat se sentant la mission de réaliser un idéal comme l'affranchissement ou l'expansion de sa nation, a recours, dans l'intérêt de son but, à tous les moyens qui s'offrent à lui, depuis la duperie par des manoeuvres obliques jusqu'au mensonge, sans que, dans son zèle, il ait toujours conscience de l'immoralité de ses moyens.

Pourtant, d'une manière générale, les mensonges conscients et voulus sont, en politique, des phénomènes plus rares qu'on ne le croirait. C'est qu'il y a aussi un « bovarysme » politique : souvent le politicien ment tout en croyant qu'il dit vrai. Dire la vérité est un acte psychique bien plus compliqué qu'on ne le pense. Ce que nous appelons la réalité est tissé des multiples considérations de notre conception subjective, déterminée et nuancée d'avance et inconsciemment par notre intérêt, par nos instincts, par nos sympathies et nos aversions : l'apparence subjective est, pour nous, la réalité. Seule l'analyse critique peut éclaircir ce que c'est que la réalité effective. C'est pourquoi il est souvent très difficile de discriminer la réalité et l'apparence — ou pour parler vulgairement : le mensonge, surtout dans un terrain où, comme c'est le cas en politique, les faits purement matériels se mêlent inséparablement à des jugements de valeurs et à des éléments psychiques irrationnels. La volonté qu'a l'homme d'Etat de dire la vérité n'est pas encore une ga-



rantie de la véracité de ses paroles. Tout homme politique, à l'exception des cyniques corrompus, croit dire vrai et servir la vérité. Chacun suit une apparence qu'il croit être la réalité : en jouant son rôle dans la vie publique, il se comporte inconsciemment *sub specie theatri*.

Quoi qu'il en soit, abstraction faite de ces contre-vérités dues à une interprétation subjective des faits, il est indiscutable qu'à toutes les époques, la politique est le domaine par excellence du mensonge, de la duplicité, de la versatilité et de l'emploi, de propos délibéré, de moyens incompatibles avec la morale. La plupart des hommes d'Etat dont parle l'histoire n'ont pas reculé devant les manoeuvres abusives de la diplomatie, la violence, la guerre, l'oppression de l'adversaire ; ils n'ont pas hésité à formuler des réserves mentales en signant les pactes les plus solennels et à introduire la fraude dans la comptabilité politique tout en s'efforçant de garder une moralité de façade. Rien n'est aussi vexant pour un homme politique que le fait d'être berné par un adversaire qu'il se propose lui-même de duper. C'est ainsi que le cynique Fouché, le grand maître de l'immoralité politique, dit dans ses mémoires : « C'est plus qu'un crime, c'est une faute. »

La sincérité et l'honnêteté, la franchise et la véracité sont, hélas, souvent bien mal venues en politique et en diplomatie. Si répugnant que cela puisse paraître, il n'en est pas moins vrai que l'histoire de l'humanité, — une société de fauves intelligents — témoigne irréfutablement que le culte dévoué des valeurs morales est loin d'être toujours l'instrument de la politique heureuse. Sans en faire une norme morale, l'homme d'Etat ne saurait fermer les yeux devant cette rude réalité de l'histoire, sans quoi, il ferait figure d'agneau en face des loups.

Machiavel, ce réaliste accompli, a élevé ce fait à la hauteur d'une norme politique. Pour lui, le symbole idéal de l'homme politique est le rusé renard au même titre que le lion courageux. Et quels sont ceux qui trois siècles plus

tard ont réalisé le rêve du grand Florentin : l'unité italienne ? Le renard Cavour et le lion Garibaldi.

Il ne faudrait cependant pas en conclure que les ruses politiques et l'emploi des artifices assurent toujours la victoire. Un exemple frappant à cet égard est fourni par Napoléon III dont tout le règne est une succession d'actes appuyés sur des mots d'ordre consciemment faux. C'est ainsi qu'il annonce : l'Empire, c'est la paix, alors qu'il engage une série de guerres parfaitement inutiles ; il proclame son attachement indéfectible à la liberté du peuple, cependant qu'il transforme la France en un véritable Etat policier.

Comment se reflètent les rapports de la politique et de la morale dans l'homme d'Etat d'aujourd'hui ? La démonstration la plus caractéristique à cet égard est fournie par l'officine de la politique internationale avant, pendant et après la grande guerre. Que de ruptures de contrats, de corruptions, de trahisons, de révoltes fomentées, de propagandes sciemment mensongères, d'intrigues, de prétentions illégitimes, que de duplicité, d'égoïsme et de rapacité mêlés dans les chaudrons de cette répugnante cuisine ! Les traités de paix ne sont-ils pas nés de véritables crimes politiques ? Les statuts de la Société des Nations et l'activité de cette institution ne constituent-ils pas une véritable caricature des principes wilsoniens et de l'idéal d'humanité ? Aujourd'hui que les « diktats » de paix injustes se sont en quelque sorte figés, les hommes d'Etat des pays vainqueurs font des appels grandiloquents à la solidarité des peuples ; ils ne parlent plus de la paix imposée par la contrainte, mais de la « paix par le droit », tout en considérant les traités de paix engendrés par les passions belliqueuses et imposés par la force — comme les sources intangibles du droit. Et tandis qu'ils arment à l'excès leur propre nation pour conserver le butin injustement acquis, ils condamnent solennellement les « perturbateurs de la paix ». La maladie de l'impérialisme national : la *kilométrite* sévit aujourd'hui avec la même force



qu'avant la guerre. Et, au lieu de la combattre, les hommes d'Etat la propagent.

Mais bien que la vie politique fourmille d'éléments d'immoralité, il existe certains principes moraux dont l'universalité et le respect, — ou du moins la sauvegarde de l'apparence de leur validité — empêchent le niveau moral de la politique de s'abaisser au dessous d'un certain degré. Par contre, la conception bolchéviste des valeurs politiques ignore toute loi morale stable. La morale, d'après l'idéologie soviétique, n'est en effet qu'un réflexe d'une société, d'une classe dominante. Ce que l'humanité a pris jusqu'ici pour la morale, m'est que l'ensemble des règles de conduite utiles à la bourgeoisie. « Nous autres, — a dit Lénine, dans un discours à la jeunesse — nous nions toute morale issue d'une conception autre que la conception fondée sur l'idée de classe. La morale est uniquement subordonnée aux intérêts de la lutte des classes. Doit être considérée comme moral tout ce qui sert à la destruction de la vieille société basée sur l'exploitation, et favorise l'union du prolétariat. Nous ne croyons pas aux thèses éternelles de la morale, nous dévoilons cette fraude. La morale communiste équivaut à la lutte pour le renforcement de la dictature prolétarienne. » Le nouveau Machiavel des Soviets considère comme armes politiques légitimes : le mensonge, la fraude, la duperie aux dépens des Etats bourgeois et l'organisation clandestine de la révolution. La liberté, mot d'ordre fondamental de tous les mouvements révolutionnaires de l'histoire, n'est pour lui qu'un préjugé bourgeois. Le règne du prolétariat et la liberté sont absolument incompatibles. La dictature du prolétariat et la renaissance de l'humanité par la révolution ne peuvent être réalisées que par la violence, la prison, les mitrailleuses, la potence et les balles de revolver, par la suppression totale de la liberté de la parole et de la presse, en un mot : par la terreur omnipotente. Une seule fin consacre cette terreur déchaînée : la dictature du prolétariat, qui justifie tout. Dans un discours qu'il a prononcé

en 1923, Trotzki définit la morale politique communiste dans les termes suivants : « Quand il s'agit d'employer la violence illimitée et implacable, le révolutionnaire ne doit s'embarrasser d'aucun obstacle moral. Les principes primordiaux de sa conception sont : l'athéisme, le matérialisme et l'amoralité. »

Alors même que les chefs du nouvel ordre social et politique des Soviets font de l'amoralité et du cynisme le principe fondamental de la vie de l'Etat et de la société, — au pôle opposé, MacDonald, le chef des socialistes anglais, écrit : « Le temps et les événements consolident la position de ceux qui servent l'humanité avec le plus de loyauté. »

Le chemin de l'histoire est plein de détours. Le succès des politiciens soviétiques et leur règne sur la Russie depuis près de vingt ans, semblent avoir différé, pour le moment, la justification de la conception de MacDonald.

### Les principes dans la politique

Les hommes d'Etat imbus d'un idéal politique possèdent aussi des principes politiques qui découlent de leur conception des valeurs, rattachée à leur conception du monde et à leur idéal. Ainsi, un homme politique professe des principes libéraux ou conservateurs, individualistes ou socialistes. Son attachement et sa fidélité plus ou moins grande aux principes définissent son caractère politique spécifique. Principes et caractères sont étroitement liés dans le tréfonds de la personnalité : la volonté, facteur agissant du caractère, exécute ce que lui imposent les principes.

Un homme d'Etat qui s'est fait du monde une conception consciente, mise au point par la logique, une conception qui n'est pas purement instinctive, incline tout particulièrement à faire ressortir, aussi dans la politique, l'importance des principes. L'homme d'Etat rationaliste, l'idéologue, part des définitions théoriques fournies par la raison et applique aux divers cas de l'attitude politique les principes



ainsi déduits. Les radicaux veulent, le plus souvent, appliquer à la réalité sociale leurs rigides doctrines politiques, fruit du raisonnement. L'homme d'Etat conservateur a également sa conception du monde et ses doctrines qui en découlent et qui justifient logiquement à ses yeux le maintien statique de l'ordre social existant. Si quelqu'un comprend clairement la justesse logique de certains principes politiques, sa volonté trouve dans ce fait de puissants motifs pour s'attacher à ces principes : l'évidence nationale des principes donne à la volonté une immuable fermeté. Voilà comment, en politique aussi volonté et raison sont liées l'une à l'autre.

Il convient de faire une distinction, du moins partielle, entre les principes rationnels philosophico-politiques et les maximes d'ordre pratique régissant l'action politique ; ces dernières surgissent à la surface de la conscience, en premier lieu, non par suite du travail de la raison, mais par le jeu de facteurs irrationnels tenant aux instincts, aux inclinations, à l'éducation. Les principes pratiques reflètent, par conséquent, la personnalité innée de l'homme d'Etat : ce qui, en lui, est un fait moral, est promu norme politique, et l'instinct s'affirmant à la surface de l'âme devient principe. Le noyau constant de la personnalité, les tendances innées de sa volonté et de ses appréciations assurent l'uniformité, l'unité et la fermeté de sa manière d'agir, c'est-à-dire la conformité du caractère politique avec soi-même, drapée souvent, bien entendu, dans le voile idéalisant des principes. L'homme d'Etat se délecte en quelque sorte de ces principes politiques découlant de sa structure morale même et par conséquent concordant avec celle-ci ; il aime les prôner hautement et fréquemment, ne fût-ce que pour exhiber sa fermeté inébranlable.

Ainsi fait Metternich, qui ne cesse de souligner avec une sorte de volupté, dans sa correspondance et ses mémoires, sa fidélité aux principes et proclame leur triomphe. Il déclare avec orgueil : « Mes principes ne changent pas d'un jour

à l'autre.» Il veut faire figure de «rocher de l'ordre» contre lequel viennent se briser les vagues de la révolte. Son principe suprême est l'ordre politique et social et il le présente comme le résultat logique de ses méditations sur les lois fondamentales de l'histoire. Cependant, ainsi que K. Gross l'a démontré, la véritable base morale de ce principe de l'ordre était, chez Metternich, son puissant instinct de domination et non point le raisonnement logique. C'est son instinct autoritaire qu'il satisfait en étouffant les idées subversives. Les théories révolutionnaires l'inquiètent parce qu'il est mû, comme il le dit lui-même en 1828, par un «besoin de repos invincible.»

Un homme d'Etat de grand style a toujours les yeux fixés sur les principes découlant de son idéal politique et possède assez de souplesse pour mettre au service de ce but doctrinal les détails de son action. Un proverbe anglais dit : «Pense toujours aux livres sterling, les pennys viendront tout seuls.» Bien entendu cela ne veut pas dire que dans chaque occurrence l'homme d'Etat doit partir d'idéals politiques, de principes *a priori* abstraits. Le politique «idéal» ne peut tenir bon dans la pratique. Les hommes férus de dogmes politiques et qui méprisent l'expérience, sont voués à la faillite. En revanche ceux qui veulent gouverner sans aucun principe directeur solide, se perdent dans les marais de l'opportunisme.

### L'opportunisme politique

Un des traits essentiels du génie politique créateur est l'esprit de suite dans les grandes lignes de la politique, grâce à quoi les actes sortent en quelque façon l'un de l'autre harmonieusement et s'enchaînent en une suite logique orientée vers le but final. Toutefois, seule la principale ligne de conduite peut être déterminée par ce but : les voies qui y mènent ne sauraient être rigidement définies par avance. Le but dernier que se propose Périclès est l'hégémonie



d'Athènes sur les autres Etats de la Grèce ; mais que de moyens n'essaye-t-il pas pour y parvenir, depuis la guerre jusqu'aux grandioses créations des arts ! Richelieu veut briser l'oligarchie française et établir un fort pouvoir central. L'idéal de Metternich est la conservation de « l'ordre », celui de Cavour la réalisation de l'unité italienne, celui de Bismarck l'unité nationale allemande, mais en quoi leurs idées purement abstraites auraient-elles pu servir tous ces hommes d'Etat, s'ils n'avaient pas suivi des chemins tortueux et mis en oeuvre des moyens toujours différents, -- parfois inconséquents en apparence ?

La carrière des grands hommes d'Etat montre que leur esprit de suite ne s'affirme avec fermeté qu'en ce qui concernait certaines idées fondamentales, certaines tendances volontaires, mais que, dans les détails, leur vie abonde en revirements, en volte-face, en un emploi souvent contradictoire des mêmes moyens. On ne doit guère juger le caractère politique avec la rigueur de la logique, en ne considérant uniquement que la conformité de l'action aux principes. Et pourquoi ? D'abord parce que la vie sociale et économique elle-même est en perpétuelle évolution ; l'équilibre de puissance des classes sociales est sujet à des changements. C'est en vain que l'homme d'Etat s'attache à ses principes si les conditions réelles se transforment du tout au tout et exigent l'application de principes nouveaux. S'il s'obstine à appliquer ses anciens principes, il risque de mettre l'Etat en péril. C'est pourquoi un homme d'Etat intelligent est doué d'assez de souplesse volontaire pour réviser, dans une certaine limite, et sous l'effet du changement des conditions historiques, ses vues et ses principes, et cela non par intérêt personnel, mais dans l'intérêt public. Agir ainsi ne signifie pas abandonner ses principes, mais suivre l'évolution naturelle ; il n'y a pas là opportunisme et manque de caractère, mais une capacité de progrès indispensable. L'esprit du véritable homme d'Etat est sensible et accessible aux idées nouvelles, sans qu'il

recherche pour cela la popularité. Il est une limite au delà de laquelle il ne peut s'opposer à l'opinion générale de la nation, s'il veut continuer à gouverner l'Etat. Sur les questions de moindre importance, il cède à l'opinion publique, afin de pouvoir, dans les grands problèmes, continuer à l'orienter, à la diriger, à être suivi au lieu de suivre.

D'autre part, l'évolution naturelle de l'esprit de l'homme d'Etat lui-même doit inciter également à juger avec plus d'indulgence la modification de ses principes. On ne saurait demander à un homme politique de rester fidèle, jusqu'à la fin de ses jours, à des principes érigés par sa mentalité de jeunesse. Phénomène typique, l'homme politique qui dans sa jeunesse était un critique radical, mécontent, prêt à la révolte et un idéaliste fervent, parvenu à l'âge mûr, baisse le ton, penche plutôt au conservatisme et comme malgré lui, adapte ses principes aux valeurs traditionnelles ; et cette tendance conservatrice, les expériences de la vie ne font que l'approfondir encore dans la vieillesse. Les jeunes radicaux finissent souvent par devenir dans leur âge mûr de graves autorités conservatrices. Ainsi, ce qui paraît une hérésie politique dans une génération, passe déjà dans l'autre pour une tradition sacro-sainte.

Les revirements de bonne foi sont dus en nombre de cas au dualisme de l'esprit de l'homme d'Etat que certains traits de son esprit attirent vers tel parti, et certains autres vers le parti adverse. Parfois, tel un pendule, il oscille entre les deux. Gladstone par exemple, métaphysicien de par sa nature, penche, par sentiment, vers le parti conservateur, mais sa raison l'incline au libéralisme, parti individualiste et de progrès plus rapide, ainsi qu'il le dit lui-même dans une note biographique, écrite en 1852.

Mais il existe un troisième point de vue qui en politique rend presque impossible le culte de l'immuabilité des principes. L'homme politique du type pur aspire à maintenir et développer le pouvoir de l'Etat. S'il veut sérieusement faire valoir cette tendance, plus d'une fois il se heurtera à des



principes autrefois proclamés par lui-même. La politique, en tant qu'art d'exercer le pouvoir public, est l'exploitation continue des occasions concrètes dans l'intérêt de l'Etat. Ce qui constitue la raison d'Etat, ce n'est point une appréciation doctrinale, conformée à des principes, mais bien une appréciation *ad hoc* : non pas raison pure, mais raison applicable, dont la source n'est pas la validité universelle de la raison, mais le bien public. La logique rigide des principes politiques universels *a priori* peut entraîner la ruine de l'Etat.

La structure morale du savant opérant avec des principes et des motifs rationnels et celle de l'homme d'Etat tendu entièrement vers la volonté et l'action pratiques diffèrent nettement sur ce point. « On m'a souvent reproché, — dit Bismarck — le manque de principes. S'il fallait que je me laisse guider constamment par des principes, je me trouverais dans la situation d'un homme qui doit traverser une forêt en suivant un sentier étroit et avec une large perche dans la bouche. » Au soir de sa vie, en 1895, il confie à Sidney Whitman que jamais avant d'agir il ne s'est arrêté pour se demander si sa résolution concorderait avec certaines maximes. Il lui suffisait que ses actes fussent en harmonie avec ce que son instinct lui indiquait comme le devoir. C'est pourquoi il ne prévenait jamais de ses intentions son entourage, ne discutait jamais ses projets, par crainte de perdre la sûreté de son instinct.

Accusé au Reichstag d'opportunisme, Bismarck s'écrie : « Qu'est-ce donc que l'opportuniste ? C'est un homme qui exploite l'occasion la plus favorable, pour réaliser ce qu'il considère comme possible et utile. Et c'est là, précisément, la tâche de la diplomatie. » Et comme le député Richter, de l'opposition insiste le chancelier riposte en ces termes : « Etre conséquents avec nous-mêmes est pour nous autres, hommes d'Etat, d'autant plus facile que nous avons moins d'idées politiques. Si l'homme politique n'en a qu'une seule, il est conséquent, et il l'est encore à plus forte raison, s'il

ne fait tout le temps qu'exhiber cette unique idée.» Cette fine boutade de Bismarck peut être approfondie au point de vue psychologique. Le grand homme d'Etat est une personnalité si complexe qu'il englobe, au fond, plusieurs individualités. Ce qui paraît être, chez lui, inconséquence, n'est souvent qu'une manifestation des aspects multiples de sa personnalité : il perçoit les hommes et les choses, les situations et leurs complications, sous un angle et sous un jour toujours nouveaux, ce qui fait que par suite du changement des conditions existantes, son opinion change aussi, relativement beaucoup plus vite que celle d'un simple observateur. Un sot n'a aucune peine à être conséquent avec lui-même.

Enfin, une quatrième considération conseille la prudence dans le jugement sur les revirements des hommes d'Etat : la raison des volte-face politiques est souvent l'explosion des instincts créateurs innés, et refoulés jusque là par un perpétuel « oppositionnisme » stérile. Nombreux sont les hommes d'Etat qui dans l'opposition, font longtemps figure de batailleurs impitoyables. Toutefois, n'appartenant pas au type des agressifs pur sang, le moment venu, ils ne regardent pas ce qui les sépare de la majorité au pouvoir, mais ce qui les unit à elle en principe. Parvenus au gouvernement, ils se transforment en fourmis laborieuses, deviennent des hommes d'ordre et de travail, affirmant leurs instincts créateurs. Bien entendu, leur attitude tranche avec celle qu'ils avaient eue jusque là. Mais c'est là le fait de la dialectique du pouvoir. Celui qui est au gouvernement a beau s'être montré, jusqu'à son avènement, un champion de la liberté, il devra désormais s'appliquer au maintien de l'ordre à tout prix. Etant au pouvoir, il doit sentir que la liberté sans limites mène à l'anarchie. S'il se montre faible, il risque non seulement de perdre le pouvoir, mais encore de précipiter l'Etat dans la ruine. L'idéal de la liberté a un tout autre aspect dans la conquête du pouvoir que dans sa conservation. Il arrive souvent que les champions



les plus ardents de la liberté deviennent des tyrans implacables.

Quoi qu'il en soit, en dehors des revirements de bonne foi, la vie politique offre de multiples exemples de volte-face inspirées par les mobiles les plus égoïstes : soif du pouvoir, ambition démesurée, jalousie, cupidité. C'est ainsi qu'il n'y a guère d'autres domaines de la vie où l'on puisse dire aussi fréquemment et à des intervalles relativement aussi rapprochés : « Je ne partage plus mes propres opinions. » C'est dans la politique que l'on rencontre le plus de ces gens dont le modèle est Protée, changeant constamment de forme et de couleur, et dont le philosophe est Héraclite, d'après lequel tout change et rien ne demeure, et dont le totem est le caméléon. L'histoire fourmille de ces nomades politiques qui n'arrivent jamais à se fixer définitivement.

Même la carrière politique d'un homme d'Etat de la trempe de César est pleine de contradictions dont la principale source est la soif du pouvoir. Démocrate fervent dans sa jeunesse, il mène une lutte acharnée contre l'oligarchie du Sénat, mais il finit par devenir le premier monarque de l'Empire romain et son nom est à présent encore le symbole de la dignité impériale. Dans ce chemin, qui va de la démocratie à la dictature, il est suivi par une multitude d'hommes d'Etat : à la tête du parlement, Cromwell lutte pour la liberté, contre la tyrannie royale, — une fois au pouvoir, il ne reconnaît plus d'autre volonté que la sienne, omnipotente ; Napoléon, dans sa jeunesse, est un admirateur enthousiaste de Robespierre, mais par la suite, sa soif de pouvoir en fait un monarque absolu ; Clemenceau, durant sa longue carrière, se bat toujours pour la liberté : devenu premier ministre, il se révèle un dictateur impitoyable. Yuan Si Kai combat aux côtés des révolutionnaires contre la maison impériale de Chine, mais vers 1916, par la terreur, il se fait proclamer empereur. En 1905, Lénine est encore partisan du suffrage universel, et lutte pendant la première révolution russe pour une république démocratique ; une

dizaine d'années plus tard, cet idéal lui paraît naïf et dangereux et il ne jure que par la dictature du prolétariat écrasant tout par la violence. Mussolini est d'abord socialiste, plus tard, exterminateur du marxisme ; d'abord démocrate, ensuite dictateur ; hier ennemi fanatique de l'Eglise, et même du christianisme, il rétablit aujourd'hui les anciens rapports entre l'Eglise et l'Etat. Bizarre ironie du sort : Jules Grévy qui, à l'Assemblée Nationale de 1848, propose l'abolition de la présidence de la République parce qu'inutile, — une trentaine d'années plus tard sera élu président de la République. Pendant la guerre, Stresemann est un annexionniste ardent, adversaire résolu du pacifisme ; quelques années plus tard, il sera l'un des auteurs du traité de Locarno et recevra le prix Nobel de la Paix. Son partenaire Briand est le prototype de l'homme d'Etat plein de souplesse : à ses débuts, socialiste révolutionnaire, il réclame, à l'encontre des chefs socialistes modérés, la grève générale ; devenu président du Conseil, c'est lui qui réprime avec une farouche énergie la grève des cheminots. Il est l'artisan principal de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; après la guerre il se réconcilie avec l'Eglise et rétablit les relations diplomatiques avec le Vatican. C'est lui qui, en parlant de Painlevé, savant et politicien, eut ce mot qui donne toute la mesure de sa souplesse : « Il existe des mathématiciens et des politiciens. Le mathématicien trace une ligne droite et la suit résolument, même s'il doit se heurter à un mur. Le politicien, lui, remarque le mur et l'évite. » Après la guerre, pour sa politique à tendances pacifiques, il est attaqué tout aussi violemment par les nationalistes français que Stresemann l'est par les nationalistes allemands. On n'a confiance ni dans l'un ni dans l'autre. « Nous faut-il donc mourir d'abord pour prouver notre sincérité ? » — demande alors Briand à Stresemann. Ce mot est caractéristique du destin de l'homme politique, opportuniste de bonne foi mais par nécessité.

La vie politique anglaise, elle aussi, fourmille de Protées. Leurs nombreux revirements valent à Peel, Gladstone,



Disraeli, Palmerston, Joseph Chamberlain, Winston Churchill, etc. les violentes attaques de leurs adversaires. Quant à Lloyd George, durant toute sa carrière, il n'hésite pas à brûler publiquement ce qu'il a adoré, chaque fois qu'il revient sur son opinion. Quand il voit par exemple, que les traités de paix ont mal tourné, il les critique avec la plus grande violence, comme s'il n'en était pas un des auteurs. Et lorsqu'on le lui rappelle, il observe ironiquement : «Qu'aurais-je pu faire avec ces deux hommes dont l'un (Wilson) se figurait être Jésus-Christ, et l'autre (Clemenceau) se prenait pour Napoléon?»

Pourtant la plus grande odyssée politique est la carrière de deux maîtres de l'immoralité politique : Talleyrand et Fouché qui érigèrent en principe l'infidélité aux principes. Le premier, évêque sous l'ancien régime, sert avec le même succès tous les gouvernements, depuis celui de Louis XVI jusqu'à celui de la maison d'Orléans dont il devient, à la fin de ses jours, l'ambassadeur à Londres. Il servit tous les régimes depuis Louis XVI en passant par la Révolution, le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration et à chacun, il se rendit indispensable. Esprit brillant mais caractère corrompu, ses trahisons ne se comptent pas et ce n'est pas sans raison que les caricaturistes de l'époque le représentent avec six têtes. C'est lui qui inaugure la «diplomatie à pourboires» : il pousse le cynisme jusqu'à accepter des pots de vin considérables en échange de sa bienveillance en tant que ministre des affaires étrangères. Détail pittoresque : cet homme, le plus grand comédien politique, quelque temps avant sa mort, n'hésite pas, dans un discours prononcé à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, à protester contre cette «calomnie» qui veut que la diplomatie soit la science de la tromperie et de la duplicité. «S'il est un domaine, — dit-il en substance — où l'honnêteté est l'exigence suprême, c'est bien la politique.»

L'opportunisme et le cynisme de Talleyrand n'ont leur égal que dans ceux de Fouché, son rival. Il semble qu'il

ait des antennes grâce auxquelles il pressent tous les changements politiques et modifie aussitôt son attitude en conséquence. Il ne connaît qu'un seul parti, celui qui est au pouvoir ou qui est à la veille d'y accéder. Dans toutes les situations, il sait se ménager une issue, une possibilité de se dégager à temps. C'est ainsi qu'il reste une véritable statue de l'inamovibilité pendant la période la plus tourmentée de l'histoire de France.

La carrière de ces deux hommes politiques, maîtres classiques de l'immoralité, nous fournit un exemple frappant de l'opportunisme cynique : le politicien-girouette sans scrupules, qui exploite à son profit personnel toutes les occasions. Mais en quoi consiste, en politique, l'opportunisme naturel, n'affectant pas la moralité ? A discerner les situations, les « occasions » telles qu'elles sont réellement et à les exploiter, comme le moment le permet. Dans cette acception, l'opportunisme est identique au sens des réalités dont il a été question plus haut : discernement sûr, en partie par l'intuition instinctive, en partie par le raisonnement, des conditions réelles, tension de la volonté pour en tirer le meilleur parti possible, adaptation sage aux circonstances et aux conditions de puissance réelles, mise à l'écart de toute illusion, et tout cela au profit de la collectivité, de l'Etat. Sans un opportunisme ainsi conçu il est impossible de soutenir une lutte politique fructueuse.

Les modèles exemplaires de l'attachement complet aux principes allié à l'adaptation nécessaire aux conditions historiques, sont les plus grands représentants de la politique de la papauté. Jamais l'Eglise ne transige sur les principes fondamentaux ; elle préfère par exemple laisser un pays puissant comme l'Angleterre à l'époque de Henri VIII se détacher de son sein plutôt que d'admettre la moindre atteinte au principe du sacrement du mariage. Les hommes qui dirigent la politique du Vatican sont aux prises avec l'esprit de chacune des époques et pourtant, ils y sont sensibles et se montrent pleins de compréhension ; souvent ils



se raidissent dans l'attitude du *non possumus* et ils arrivent quand même à un accord, sans que leurs principes soient entamés ; souvent ils subissent échecs, souffrances, persécutions et jusqu'à la captivité, comme Grégoire VII et Pie VII, mais ils finissent toujours par triompher ; ils sont fermement conservateurs et pourtant modernes et souples. Au Vatican s'est condensée une sagesse qui est le fruit d'une expérience politique de près de deux mille ans. Le gouvernail de la barque de Saint Pierre est le plus souvent entre les mains des maîtres les plus classiques de la politique. Plus l'orage est violent et le danger grave, plus l'Eglise voit monter en elle des énergies fraîches et rénovatrices. Elle a survécu à la grave défaite que fut la Réforme et elle s'est «rénovée dans sa tête et dans ses membres». Elle a résisté à l'«Ecrasez l'infâme!» du XVIII<sup>e</sup> siècle pour se rehausser d'autant plus par le romantisme qui se voua avec tant de ferveur au culte du moyen âge, ce dont le «Génie du Christianisme» est un si beau témoignage ; la science exacte et l'esprit critique du XIX<sup>e</sup> siècle s'attaquaient à l'essence même du christianisme, et le catholicisme a néanmoins trouvé des points de contact avec eux ; le régime libéral et démocratique de l'Etat moderne s'oppose à l'esprit de la hiérarchie ecclésiastique et de l'autorité absolue et cependant l'Eglise qui s'appuie désormais non plus sur la bienveillance des monarques, mais sur le peuple souverain, n'en devient que plus forte et plus indépendante. L'Eglise ne recule pas devant les batailles les plus rudes, mais elle sait attendre la victoire et renaître avec son ancienne substance sous une forme nouvelle. Elle sait attendre et garder une passivité patiente s'il le faut, mais aussi passer à l'action féconde, si la situation et l'époque l'exigent. Son attachement à des principes immuables ne la pétrifie pas : un sang toujours frais et chaud circule dans ses veines.

## Le pragmatisme politique

La politique est par excellence le domaine de la volonté et de l'action, où s'exercent sous une forme plus ou moins sublimée de nombreux instincts primitifs de l'homme, en particulier la volonté tendant au pouvoir, ainsi que toutes les passions inhérentes à celle-ci. Depuis que les hommes mènent des luttes politiques, le bon politique est à leurs yeux celui qui a du *succès*, qui arrive à vaincre ses adversaires, à satisfaire son désir du pouvoir, à se rendre le plus utile à la communauté, à étendre les frontières de son pays au détriment des tribus ou des nations voisines et à conquérir les plus riches butins. La lutte politique est une forme plus ou moins affinée de la lutte des peuples et des individus pour l'existence. Dans ce combat, celui-là l'emporte d'ordinaire qui est muni des meilleures armes spirituelles et matérielles, qui s'adapte le mieux aux conditions de l'existence, qui est le plus ingénieux et le plus actif et dont la volonté est la plus forte et la plus tenace. A considérer l'histoire sur le seul plan des faits et non sur celui des postulats de la morale, il est manifeste que c'est toujours le plus fort et le plus adroit qui dicte la loi, détermine l'ordre social et préside aux destinées des peuples. Bien entendu la *questio facti* de l'histoire et la *questio juris* de la morale sont deux questions distinctes.

Quand, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la science commence à examiner la vie sociale et historique sous l'angle des catégories de la vie, comme s'il s'agissait d'un organisme vivant *more biologico*, les formes effectives de la lutte efficace pour l'existence sont, par la science, érigées en normes éthiques. Partant du principe que la vie est la valeur fondamentale quant aux normes morales à assigner à l'action, considérée comme le bien suprême, on cherche à les déduire des sources biologiques de l'action, des instincts, des habitudes fonctionnelles de l'organisme. Quelle est l'action morale? Celle qui sert avec succès la conservation et le déve-



loppement de la vie, celle qui est utile à la vie humaine. On qualifie d'immorale toute action qui est nuisible à la vie humaine, qui paralyse l'homme dans la conservation et le développement de soi-même. L'éthique devient une doctrine consacrée aux formes de vie utiles et indiquant la manière de mettre les choses au service de la vie et de les rendre utiles. Dans cet esprit biologique, Nietzsche, le philosophe de la *volonté de puissance*, fonde la revalorisation de toutes les valeurs sur le triomphe du plus fort comme sur un fait naturel. D'où l'idée du *surhomme* empruntée à l'arène de la lutte pour l'existence, du surhomme qui ne serait entravé par aucune loi traditionnelle de la morale, qui règne *par delà le bien et le mal*.

Cet esprit biologique conçoit, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, non seulement la morale, mais aussi la notion logique de *vérité*, comme une fonction de l'organisme biologique, ce qui s'exprime dans la doctrine du *pragmatisme*. D'après celui-ci la vérité n'est, en somme, que le raisonnement humain adapté à l'entourage et aux nécessités, et partant utile ; être vrai équivaut à être opportun pour la vie humaine. Selon le pragmatisme de W. James, une idée est « vraie » si elle contient de la force poussant à l'action opportune et efficace, au *pragma*, c'est-à-dire si elle est utile et renforce la vie. La vérité n'est pas un but mais un *moyen* : la justesse des idées se mesure à leur efficacité pratique. La vérité ne consiste pas dans l'accord de notre pensée avec son objet, mais dans l'utilité instrumentale que présente à l'homme une idée pour la réalisation de tel ou tel but (*The Pragmatism*, 1907). Cette théorie instrumentale de la vérité ne conçoit celle-ci que comme une valeur pratique. Pour l'homme actif qui, en face de la résistance du milieu, s'efforce de se maintenir et de se développer, la vérité n'est pas un but en soi et la pensée tendant à trouver cette vérité n'est pas une fonction primaire originelle, mais seulement un moyen, une aide utile, dans la lutte pour l'existence. « Nous ne vivons pas, — dit James — pour penser, mais

nous pensons pour vivre.» La pensée et la vérité sont simplement au service de la volonté et de l'action. Il y a autant de vérités qu'il y a d'organismes d'êtres ayant des besoins différents. «Ce qui est vrai pour un insecte n'est pas vrai pour un aigle, car les représentations qui, chez l'un, rendent possible un acte utile à sa vie, peuvent être, chez l'autre, la cause de sa perte. La vérité est fonction de l'organisme ; et puisqu'il y a autant de sortes de vérités que d'organismes, les thèses contradictoires concernant le même sujet peuvent être aussi vraies les unes que les autres.» Déjà bien avant James, le philosophe de la volonté de puissance, Nietzsche, disait : «L'inexactitude d'un jugement ne constitue pas une objection contre celui-ci. La véritable question est de savoir si ce jugement renforce la vie, s'il aide à conserver la vie et la race. En principe nous sommes enclins à affirmer que les jugements les plus faux nous sont les plus indispensables ; y renoncer équivaldrait à renoncer à la vie ; ce serait la négation de la vie. (Jenseits von Gut und Böse). Si je veux définir la substance de quelque chose, je dois poser non pas la question théorique : «Qu'est-ce que c'est?», mais la question pratique : «Que puis-je en faire? A quoi puis-je m'en servir? Comment cela est-il propre à favoriser la réalisation de mon but?»

L'idée qui est à la base de l'éthique biologique comme de la logique biologique est le subjectivisme intégral et le relativisme intégral : il n'y a pas de morale valable en elle-même, pas plus qu'il n'y a de vérité valable en elle-même. L'une comme l'autre ne dépendent que des besoins et de la structure psychique de l'individu ou de la race et changent selon ceux-ci. Point de morale absolue ni de vérité absolue. Mais qu'est-ce que ce principe, sinon l'idée des sophistes de l'antiquité, telle que Protagoras l'avait formulée? Les sophistes étaient des démocrates ardents à l'époque du siècle des lumières de la Grèce antique. Et comment définir le pragmatiste moderne? «C'est un démocrate dialecticien qui hait tout ce qui est absolu, que ce soit la monarchie absolue



ou la vérité absolue ; toute tyrannie lui répugne, même celle de l'absolutisme de la vérité.»

La politique est toujours le domaine par excellence du pragmatisme : les hommes politiques ont toujours aimé à concevoir la morale et la vérité comme les moyens de la réussite. Ils les ont estimées dans la mesure où elles servaient leur but. L'homme d'Etat réaliste a de tout temps, incliné à *l'instrumentalisme politique* : la vérité n'est qu'un instrument au service d'un but politique, et inversement, tout moyen apte et fructueux passe pour vérité politique. La vérité politique est purement subjective et relative : elle change selon les âges, les peuples, selon le moment et les situations. Une activité politique fidèle aux dogmes de principe, mais qui ne mène pas à un but pratique, au succès, n'a aucune valeur. On ne saurait qualifier de morale et de vérité politiques ce qui est préjudiciable à la nation et l'entraîne à sa perte. On considère comme vrai en politique ce qui est utile. C'est l'efficacité, l'utilité, le succès qui sont la marque et la pierre de touche de la vérité politique.

Mais ce pragmatisme politique n'est-il pas identique au machiavélisme, d'après lequel la politique est indépendante des principes moraux et pour qui la seule sanction d'un acte politique est le succès, quel que soit le moyen par lequel on l'obtient ? Poussée logiquement jusqu'au bout, cette conception pragmatiste n'aboutit-elle pas au désert de l'amoralisme politique, à l'absence de tout principe ? La vie politique ne s'engloutirait-elle pas alors dans le monde démoniaque du *struggle for life* qu'aucune norme morale ne vient tempérer ?

La théorie biologique de la morale et de la vérité, qui avilit l'une et l'autre pour en faire un moyen relatif de la lutte pour la vie, moyen utile et pratique, confond les faits et les valeurs. Car même à supposer que la conception de la valeur morale et de la vérité se développe en tant que moyen pratique de la lutte pour la vie, il ne s'ensuit pas encore pour cela qu'il n'y ait pas de morale et de vérité

valables en elles-mêmes. Le pragmatisme confond la conception de la valeur morale avec le contenu de cette valeur morale, le processus de la pensée avec la vérité du contenu de la pensée. La qualité précieuse d'une valeur, la vérité du contenu d'un jugement ne peuvent évidemment pas dépendre de la question de savoir si cette valeur ou cette vérité est utile pour nous et renforce notre vie. Nous devons accepter une idée comme valable parce qu'elle est vraie et non pas, inversement, la considérer comme vraie, parce que nous la tenons pour valable, voire, pour utile. Le facteur de l'utilité, de l'opportunité peut être un élément accessoire de la vérité, et incliner notre volonté vers la vérité, mais il n'est pas un critère de nature à rendre *a priori* vérité une pensée quelconque. La vérité ne peut pas dépendre de notre volonté : celle-ci ne peut rendre vrai ce qui est faux, ni faux ce qui est vrai. Même si c'est un fait que très souvent les hommes tiennent pour exact, ce qui répond à leurs besoins subjectifs du moment, ce qui leur apporte le succès et leur est utile, — l'utilité considérée objectivement, n'est pourtant pas identique à la vérité : elle n'est qu'un mobile psychique incitant souvent les hommes à prendre certaines choses pour vraies. *Etre considéré comme vrai et être vrai sont deux choses entièrement différentes.* Le pragmatisme ne se rapporte qu'au premier terme et de ce point de vue psychologique, il a souvent raison. Mais quant au contenu objectif de la vérité, le pragmatisme ne le touche même pas. Le pragmatisme confond le but (la vérité) avec le moyen (la pensée).

En conséquence, et malgré le pragmatisme, c'est à juste titre que nous admettons l'existence de vérités et de valeurs morales absolues, valables en elles-mêmes et qui restent immuables ; seulement, elles sont, pour l'humanité, des astres brillants mais lointains dont elle ne peut se rapprocher qu'au prix de grands efforts et de multiples erreurs. Les valeurs morales immuables et éternelles doivent être valables dans la politique aussi bien que dans tous les autres



domaines de la vie humaine. Sans la foi en des valeurs absolues, il n'y a pas d'idéal politique ni de but final. Le véritable moteur du progrès politique a toujours été l'aspiration à réaliser quelque valeur idéale.

Mais qu'entendent en général les hommes politiques et l'opinion publique par «principe» et par «vérité»? Ce ne sont pas des normes morales immuables découlant des valeurs morales absolues et fondamentales (quant à celles-ci, même si on ne les respecte pas, on ne les en reconnaît pas moins, en théorie et en apparence, comme obligatoires), mais des maximes en vue de l'action, tirées des expériences de la vie sociale, des règles pratiques servant utilement les intérêts de la vie publique et de la communauté, règles qui peuvent changer de forme suivant la situation historique de l'Etat et les transformations survenues dans la structure sociale, et qui, par conséquent, ne sauraient se figer et s'ériger en dogmes. Qui oserait aujourd'hui s'attacher aux principes de la société féodale ou à la théorie étatiste de l'absolutisme du XVIII<sup>e</sup> siècle? A la suite du régime de la Sainte-Alliance qui jugula toutes les libertés, les principes de liberté, du libéralisme politique triomphèrent à partir du milieu de XIX<sup>e</sup> siècle presque partout en Europe; pendant plus d'un demi-siècle, dans les conditions historiques alors régnautes, ces principes furent le stimulant d'un puissant élan vers le progrès. Mais ne serait-il pas insensé de rester attaché à ces principes de liberté, dans leur plénitude, même lorsqu'une nation, à la suite de révolutions et du bolchevisme qui a bouleversé toute la société, est plongée dans l'anarchie? A des moments pareils, les anciens «principes», les anciennes «vérités» ne sont plus vraiment des maximes d'action pratique propres à servir utilement les intérêts de la communauté. Dans de tels cas, la «fidélité aux principes», en politique, n'a rien qui puisse inspirer l'admiration. Certes, la «fidélité aux principes» rigidement doctrinaire peut s'affubler des accessoires dramatiques d'une chute tragique «mou-

rons tous, jusqu'au dernier, pour nos principes» mais les sombres acteurs de l'histoire ne se rendent pas compte que le prix de leur attachement à leurs dogmes politiques subjectifs (leurs «principes»), se trouveront payés par le désastre et les souffrances d'une nation, ce à quoi en aucun cas ils n'ont moralement le droit. Sa fidélité personnelle aux principes, sa fermeté du caractère, n'autorise pas l'homme d'Etat à entraîner son pays dans le malheur, à être éventuellement la cause du «grandiose enterrement» de sa nation. Le dogmatisme politique n'est pas une question de fidélité aux principes, d'éthique politique, mais un manque de saine logique.

Si par «vérités» et «principes» politiques nous entendons, dans le sens que nous venons d'exposer, des règles d'action pratique, c'est à bon droit que dans leur application l'homme politique se conduit en pragmatiste : son souci doit être de choisir les moyens qui serviront le plus utilement son but, pour le bien de la communauté. Mais pour la plupart des hommes d'Etat, le pragmatisme empiète sur le domaine des lois morales valables universellement et en elles-mêmes ; ils ne les prennent en considération qu'au point de vue de l'utilité et de la réussite ; tout au plus s'efforcent-ils d'en respecter en apparence, par l'attitude qu'ils prennent, la validité obligatoire. Le monde de la politique, avec ses luttes dominées par l'instinct de puissance, incite au pragmatisme même envers les lois morales : amour du prochain, véracité, respect de la dignité humaine, de la propriété, fidélité, etc. : la plupart des hommes politiques ne les respectent que dans la mesure où elles sont utiles à la nation ou à eux-mêmes, et les enfreignent quand l'observation de ces lois entraverait leur réussite. Mais ces mêmes hommes s'indignent lorsqu'ils surprennent chez les hommes politiques d'autres nations ou d'autres partis ce même «égoïsme sacré» qui détermine pourtant constamment leur propre conduite. Cette indignation est un témoignage vivant qui démontre combien, en face du pragmatisme, la foi en certaines valeurs



et lois morales absolues est inextirpable de l'âme humaine : si l'on n'observe pas ces lois soi-même, on n'en exige pas moins que les autres les respectent jusque dans la politique.

### Principes et partis

Partout où les hommes vivent en commun, on assiste à la formation de groupes, de partis ; c'est que les hommes ne veulent pas tous la même chose, ou bien, s'ils ont un but commun, ils cherchent à l'atteindre par des moyens différents. Mais le plus souvent, le but et les moyens diffèrent. Au point de vue du principe, on peut distinguer deux types de partis : l'un s'efforce de réaliser un certain idéal et, ce faisant, attache aux principes une importance toute particulière : c'est le parti à doctrine, à programme. Les partis de l'autre type ont également un principe à leur origine, mais au cours de l'évolution ce principe s'estompe et perd beaucoup de son actualité ; cependant l'organisme du parti s'est maintenu et, grâce à une certaine élasticité, il adapte son attitude à la situation donnée : ce sont les partis historiques. Comme partis à doctrines on peut rappeler l'ancien Centre allemand, le parti chrétien-social en Autriche, et les partis sociaux-démocrates un peu partout dans le monde. Chacun de ces partis est guidé par des principes et des programmes découlant d'une conception du monde nettement déterminée. Par contre, le type du parti historique est représenté par les Whigs et les Tories en Angleterre, — parti libéral et parti conservateur — enfin par les partis démocrate et républicain en Amérique. Ces partis adaptent leur programme, au fur et à mesure, aux nécessités de la situation historique. Il arrive également que, tout en conservant leur nom traditionnel, les partis changent imperceptiblement de caractère. C'est le cas par exemple des Whigs et des Tories au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le parti à doctrines se transforme quelquefois, du moins temporairement, en un parti «historique» plus souple,

lorsqu'il entre dans une coalition gouvernementale avec d'autres partis. En pareil cas, pour des raisons de tactique ou afin d'accéder au pouvoir, le programme doctrinal est relégué au second plan ; les partis ainsi coalisés vivent au jour le jour, à force de compromis, en arrondissant les angles de leurs doctrines : ils ferment réciproquement les yeux sur les manquements à la fidélité aux principes, bien que la condition de leur participation ait été le respect de ces derniers. Ainsi, par exemple, deux partis aux doctrines diamétralement opposées, comme le parti social-démocrate allemand et le parti catholique du Centre, les «rouges» et les «noirs», ont gouverné ensemble le Reich douze ans durant après la Grande Guerre.

Les partis se gênent aussi peu pour exécuter des volte-face, manquer à leurs principes et changer d'opinion que les hommes d'Etat pris individuellement. La raison en est que d'ordinaire ils sont gouvernés par la volonté et la soif du pouvoir de quelques leaders. L'opportunisme des partis résulte de l'opportunisme des chefs. A un programme d'abord défendu avec ardeur succède, dans la pratique, l'absence de toute ligne directrice ; aux principes se substitue la tactique, au programme, une plateforme politique qui se modifie continuellement. Le parti de la foi doctrinale se mue en parti des intérêts de puissance. Souvent des partis adoptent, absorbent et assimilent plus ou moins consciemment les principes de partis situés au pôle opposé. Ainsi, aujourd'hui, les partis bourgeois à nuance libérale ont un programme social fortement accentué. Mais ces principes essentiellement socialistes seraient-ils insérés au programme des partis bourgeois, s'il n'existait pas depuis un demi-siècle un parti social-démocrate qui, s'appuyant sur les forces des masses ouvrières, exige avec insistance la solution du problème social ? Bismarck pouvait encore promettre des «gouttes d'huile socialistes» pour lubrifier les rouages du mécanisme social et lui assurer un meilleur fonctionnement, mais aujourd'hui



tout l'appareil politique fonctionne sous le signe des problèmes sociaux. Le socialisme a imposé ses principes aussi bien aux partis conservateurs qu'aux partis libéraux. Déjà, au commencement du XX<sup>e</sup> siècle, le conservateur Balfour déclarait avec conviction : «We are all socialists nowadays». Aujourd'hui tout parti cherche à résoudre les problèmes politiques en se plaçant surtout au point de vue social.

Il y a des circonstances historiques où un parti s'obstine d'une manière insensée à maintenir un principe d'importance minime, et cela au préjudice des intérêts nationaux les plus importants. L'attitude d'un parti se cramponnant, à un moment donné de l'histoire, à une nuance de principe, paralysant ainsi, par une obstination stérile, le cours normal de la vie d'une nation, nous étonne, vue dans la perspective historique. La raison psychologique qui est à l'origine de pareilles attitudes des partis, est, d'ordinaire, l'entêtement du chef de parti, la vanité qu'il met à paraître fidèle à ses principes et conséquent avec lui-même, son désir d'acquérir aussi une autorité morale. Ainsi confiné dans ses opinions, il est incapable de vues claires sur la situation à laquelle il ne peut s'adapter raisonnablement. Au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans les «Voyages de Gulliver», Swift raille spirituellement ce jeu au doctrinarisme obstiné.

### **Principes et nations. Le caractère politique anglais**

La politique traditionnelle des nations dirigeantes, le caractère typique de leurs hommes d'Etat ressortent avec une netteté particulière de l'examen de leur attitude envers les *principes*. Cet examen poursuivi sur un large plan est appelé à fournir une analyse générale de l'âme politique pour devenir une étude générale de l'esprit des Anglais, des Français des Italiens et des Allemands.

La pensée et l'action politiques des hommes d'Etat

*anglais* sont déterminées en premier lieu par la tradition historique et par la nécessité pratique. En agissant, ils s'inspirent non des principes, d'une théorie quelconque, mais des exigences posées par la situation du moment. Le principal mobile de la politique anglaise n'est jamais une insistance maniaque sur les principes et les théories rigides, mais un «sage esprit» de compromis et de conciliation. Austen Chamberlain a défini d'une manière classique l'esprit traditionnel et typique de la politique anglaise, sur le forum mondial de la Société des Nations, en 1925, lorsqu'il refusa d'apposer sa signature au Protocole de Genève, en déclarant que tout engagement de principe serait contraire à la tradition politique de sa nation (Record of the Sixth Assembly of the League of Nations, Fifth Plenary Meeting, Sept. 10th 1925). Chamberlain, en Anglais pratique, découvre sans peine le talon d'Achille de la Société des Nations, à savoir l'impossibilité d'uniformiser tous les peuples du globe terrestre sur la base de *principes*.

«Nous représentons ici, — dit Chamberlain, — une grande variété de nations qui vivent dispersées dans toutes les parties du monde, appartiennent à des races différentes, vivent sous des climats différents, adhèrent à des religions différentes et représentent toute la diversité possible quant aux institutions politiques, aux particularités sociales, au droit national et à l'évolution historique. Créer un instrument précis dans tous ses éléments, logique dans tous les sens, et appelé à régler les affaires multiples et variées d'un conglomerat si divers, — et de là les régler avec une précision logique en prévoyant toute éventualité possible et en y avisant d'avance, — est une chose qui dépasse l'intelligence dont est douée l'humanité. En effet, ne serait-ce pas à peu près la même chose que si un tailleur habile, mais à l'esprit idéal, se chargeait de couper le même costume pour toutes les personnes de cette nombreuse assemblée? Notre point de vue réservé est peut-être le résultat des particularités de l'esprit anglo-saxon, auquel



notre président a fait allusion dans la séance d'ouverture Pour l'esprit latin, — a-t-il dit, — il est naturel de formuler d'abord des principes abstraits, des règles universelles et de n'entreprendre qu'ensuite de les appliquer à des cas concrets. L'esprit de l'histoire anglaise a été tout autre et il a laissé son empreinte indélébile sur notre conception des affaires publiques. *Nous aimons à éviter le général, nous redoutons les conclusions logiques poussées jusqu'au bout, car la nature humaine est ainsi faite que la logique ne joue qu'un rôle secondaire dans notre vie quotidienne.* Nous sommes guidés par la tradition, les sentiments, les préjugés, les dispositions momentanées. En présence d'un grave problème, nous nous inspirons rarement de la logique lucide d'un philosophe ou d'un historien qui travaille dans le silence de son cabinet, éloigné du bruit de la vie journalière.

«Depuis 250 ans, nous n'avons pas eu de troubles révolutionnaires, et pourtant, au cours de ce temps, des changements énormes se sont opérés dans tous les domaines de notre existence. *Mais à aucun moment nous n'avons formulé de grands principes généraux avec une précision logique.* Au contraire, presque toutes nos décisions vitales étaient illogiques, et, précisément pour cela, plus aptes à concilier les intérêts contradictoires, à nous indiquer le chemin du juste milieu et à nous permettre d'atteindre par des moyens lents et progressifs le but que nous nous sommes fixé. Dans les assemblées des hommes d'Etat de l'Empire Britannique, nous avons posé plus d'une fois la question de savoir si nous n'aurions pu et dû tâcher de définir la Constitution de l'Empire Britannique avec netteté, noir sur blanc, non pas telle qu'elle est écrite mais telle qu'elle existe dans la pratique : chaque fois les représentants des différents gouvernements ont décidé à l'unanimité que le secret de notre unité et de notre entente réside justement dans notre souplesse extraordinaire, rendue possible précisément par notre manque de logique et de définitions

précises «(of our want of logic and our want of precise definitions)».

«... Notre pratique consistait toujours à éviter les déclarations amples concernant les principes généraux et à résister à la tentation de définir avec exactitude ce qu'il y a lieu de faire et comment il faut agir dans chaque éventualité possible, car nous savons bien que, même si nous avions d'avance pour chaque cas prévisible, néanmoins, l'événement réellement survenu ne répondrait pas précisément, dans tous ses détails, à l'un des cas prévus. Nous nous sommes élevés du cas particulier pour passer au général, au lieu de procéder du général au particulier. Nous nous sommes contentés de surmonter les difficultés de l'heure et de trouver le remède au mal qui venait à se déclarer. Notre liberté et notre sécurité ne sont pas le produit de quelque système logique composé de thèses générales, mais résultent du sage esprit de compromis (*the wise spirit of compromise*) qui, dans les moments critiques, a pénétré tous les partis britanniques, — et de prudentes concentrations sur les problèmes immédiats du moment, dont la solution était urgente.»

Ce brillant discours d'Austen Chamberlain est réellement *politica anglica in nuce*. La crainte et la réserve en présence des principes généraux, ainsi que la volonté de se conformer aux exigences concrètes du moment, sont caractéristiques de l'art politique anglais, et constituent en même temps la clef de ses succès. Cependant, ce caractère politique anglais a ses racines historiques et psychologiques.

Le peuple anglais est enclin à porter ses regards vers le passé, les traditions ; c'est le peuple «du temps» ; dans sa poésie prédomine le genre épique, dans sa vie scientifique, l'histoire. Même dans les sciences naturelles, il applique les principes de l'évolution lente. D'après Lyell, la stratification du globe terrestre est due à une évolution s'étendant sur des millions d'années et non pas à de brusques révolutions géologiques, ainsi que le savant



français Cuvier se l'est imaginé ; Darwin et Herbert Spencer présentent la hiérarchie des espèces comme le résultat d'une longue évolution historique. Et quel est le mobile principal de ce développement au milieu de la lutte pour la vie ? L'adaptation progressive aux conditions naturelles : les êtres ou les espèces qui s'adaptent le mieux aux réalités de la vie subsistent et l'emportent sur les autres. On dirait que l'idée fondamentale de l'évolution politique et économique anglaise est projetée dans cette théorie évolutionniste sur le monde des espèces animales. Le moyen pacifique de l'adaptation est, dans la société humaine, le commerce, dans la vie politique, le compromis : la nation anglaise excelle dans l'un et l'autre.

Par suite d'un lent développement, les diverses formes de la vie politique anglaise se sont établies comme les couches terrestres : l'Angleterre est aujourd'hui encore une monarchie, mais le roi n'est qu'un président à vie ; elle est une aristocratie, car une bonne partie des hommes politiques dirigeants sont lords ou le deviennent, — mais pourtant elle est une démocratie, où c'est le suffrage du peuple qui décide. Chaque forme nouvelle est successivement absorbée par l'organisme politique anglais qui le maintient en équilibre sans révolution, parce qu'il se développe organiquement et non point mécaniquement, par à-coups. La politique anglaise évolue par couches historiques, que ce soit le parti conservateur, libéral ou socialiste qui parvienne au pouvoir.

Une autre raison psychique de la réserve méfiante envers les principes est que, dans chaque domaine, l'Anglais est : *the man of action*. L'Anglais est l'empiriste né. Il ne subordonne pas l'action à la pensée, mais au contraire la pensée à l'action. C'est pourquoi il est «alogique» dans l'action (le terme «illogique» de Chamberlain nous paraît un peu fort) : l'Anglais n'emprunte pas la ligne droite de la pensée rationaliste, il évolue sur le terrain accidenté de la vie ; or, les lois de la vie sont incalculables. Ce n'est pas un

hasard que les plus grands philosophes anglais soient tous empiristes : Duns Scot au moyen âge, Bacon, Locke, Hume, Herbert Spencer à l'époque moderne. Bacon estime que la tâche exclusive de la science est d'assujettir la nature, de la dominer par la technique ; la pensée théorique n'est qu'un moyen de l'action. Ce n'est pas non plus un hasard, que le pragmatisme, qui considère la validité de la vérité comme fonction de sa valeur en vue de l'action, de sa force d'action, *power to work*, soit une théorie anglaise et américaine.

L'attitude psychique de l'homme d'action est en même temps à tendance utilitaire. Il s'attache instinctivement à obtenir des résultats par son action, il la veut utile, il veut accroître par elle sa puissance et sa fortune. L'Anglais en tant qu'homme d'action est doué d'un instinct vigoureux de coopération, d'organisation sociale spontanée, il est porté à constituer des groupements basés sur l'intérêt commun des membres, mais quant à la source de ces dispositions, ce n'est pas l'entendement, la compréhension pure et simple des avantages de l'organisation, mais quelque chose de vital et d'instinctif, la vision immédiate de la plus grande facilité et de la plus grande portée d'une action concentrée. Selon une boutade bien connue : «Un Anglais est un original, deux Anglais font un match de football, trois Anglais font déjà l'Empire». Un subtil observateur de l'âme anglaise, S. de Madariaga, formule à ce sujet les objections suivantes : la première proposition est une exagération tout à fait injuste ; la seconde exprime en effet un des phénomènes les plus caractéristiques de la société anglaise : l'esprit d'émulation, et la pointe de l'épigramme est tout simplement fausse car, pour représenter l'Empire britannique, un seul Anglais suffit amplement. Là où il y a un Anglais, tout l'Empire est présent. (*Englishmen, Frenchmen, Spaniards. An Essay of Comparative Psychology*, Oxford 1927. p. 19). L'Anglais a un sens très aigu de la discipline sociale, une grande force



collective spontanée, un sentiment de ses devoirs envers la société, sans que ceci lui soit imposé par des règles de conduite extérieures.

C'est là l'origine de l'un des traits les plus caractéristiques de l'esprit anglais : le *fair play*, la qualité exprimée par ce terme sportif. Le *fair play* signifie la bonne coopération avec l'adversaire, dans l'intérêt de l'ensemble du jeu, le sens intuitif de l'équilibre entre l'individu et l'équipe, ce qu'il est impossible de consigner dans une règle, dans une formule rigide : c'est le sentiment instinctif de l'harmonie avec l'adversaire dans l'action. L'individu sortant victorieux de la lutte n'anéantit pas son adversaire, pas plus qu'il ne le décourage dans la poursuite de l'action en commun. Cette éthique du jeu est un facteur décisif pour la vie politique anglaise elle-même. Les hommes d'Etat tout comme les masses populaires font leur éducation politique dans le jeu. La *playing attitude* du sport sert d'exemple à la conduite politique. Les hommes politiques apportent l'esprit du *fair play* du terrain de sport à Westminster. La politique est le jeu pacifique de deux partis, où les masses électorales jouent le rôle de spectateurs et d'arbitres. Ce sont elles qui favoriseront aux élections le parti qui a le mieux joué et qui s'est le mieux conformé aux règles du *fair play*. Le jeu, dans le sport, est toujours une lutte de deux camps : dans la politique également, l'Anglais tient au système des deux partis, tout le régime électoral anglais est organisé dans cet esprit. L'Anglais est habitué, sur le terrain de sport, à ne voir que deux couleurs : le bleu marine d'Oxford, et le bleu ciel de Cambridge. Il ne sent le rythme de la vie politique que dans la lutte de deux partis. L'apparition d'un troisième parti le déconcerte ; voilà ce qui explique l'élimination progressive du parti libéral de l'arène politique anglaise. La collaboration du parti gouvernemental et de l'opposition de Sa Majesté dans l'intérêt de l'Etat, tout comme dans le sport la coopération des équipes en présence dans l'intérêt de l'ensemble du jeu,

est la principale caractéristique du parlementarisme anglais. C'est pourquoi, en Angleterre, le système parlementaire a si bien fait ses preuves, à l'encontre des autres nations, dont l'âme n'est pas à tel point pénétrée de l'esprit du *fair play*.

L'âme de l'homme d'action est tendue vers l'action efficace, si bien qu'il n'aperçoit même pas les obstacles d'ordre moral auxquels se heurte son action. Cette qualité tant décriée des hommes d'Etat anglais : le *cant*, est une espèce singulière et inconsciente d'hypocrisie. L'Anglais conçoit d'avance les faits de manière à en éliminer tous les éléments susceptibles de le gêner moralement, et ainsi il croit tout à fait sincèrement et loyalement, agir d'accord avec les principes moraux, alors que ses actions sont guidées uniquement par l'égoïsme et par une conception utilitaire. Pratiquer le *cant*, signifie mentir ou mystifier tout en ayant une bonne conscience. Des connaisseurs aussi subtiles de l'âme britannique que Byron, Dickens, Ruskin et Carlyle ont fustigé comme un crime national cet art, devenu une véritable habitude psychique, qui permet aux Anglais de profiter, la conscience tranquille, des avantages de certains actes contraires à la morale. Selon un spirituel écrivain, l'Anglais dit «Christ» et pense : «coton». Les yeux levés au ciel, la main posée sur la Bible, il conquiert la moitié de la terre et trouve cela fort naturel. Ce qui est gênant au point de vue moral, il le conçoit *a priori*, inconsciemment, comme quelque chose de légitime, de conforme à l'humanité. C'est au service de l'impérialisme, de l'expansion nationale caractéristique pour la morale mercantile, que le *cant* anglais se manifeste de la façon la plus remarquable. Les Anglais jugent qu'ils possèdent de nature le droit d'occuper le territoire de n'importe quel peuple, de s'emparer de ses ressources naturelles et de les exploiter tout en ayant pour principes suprêmes «la liberté des peuples», «la diffusion de la civilisation», «l'équilibre de la puissance des nations». Comme



cette exclamation, véritable hymne impérialiste, jaillit avec une spontanéité naturelle de l'âme de Rhodes, le dernier grand colonisateur anglais : « La paix, la liberté et la justice sont les qualités les plus sublimes. Si un Dieu existe, il doit les posséder. La race anglaise réalise ces qualités au plus haut degré. Donc, si je sers Dieu, je dois aider le peuple anglais à conquérir le pouvoir dans le monde ». On pourrait se demander comment, si la puissance anglaise arrache aux autres peuples leurs possessions, les principes sublimes de la paix, de la liberté et de la justice pourront triompher. Le *cant* consiste justement en ce que les Anglais croient sauvegarder ces principes moraux quand ce sont eux qui les enfreignent dans l'intérêt de leur puissance.

### **Le caractère politique français**

L'âme politique française est d'une tout autre nature que l'anglaise. Le Français n'est pas le peuple de la lente évolution historique, mais des brusques changements révolutionnaires, un peuple impressionniste et impulsif, la nation du drame et non pas de l'épopée. La ligne de son développement n'est pas droite, mais pleine de zig-zags, oscillante. A la fin du dix-huitième siècle, au nom de la démocratie et de la liberté, la nation française renverse la royauté, mais à peine dix ans plus tard, la France devient un Empire absolu ; puis, revenant au légitimisme, elle redevient un royaume conservateur, bientôt remplacé, à la suite d'un nouveau soulèvement populaire, par une monarchie bourgeoise libérale ; une seconde révolution instaure la Seconde République ; après quoi un coup d'Etat ramène au pouvoir un Empereur. En 1870, celui-ci est renversé et la France se retrouve au point où elle était en 1793, à la République. Il n'existe guère de nation dont l'élan vital, la passion, la force impulsive et le dynamisme puissent être comparés à ceux de la France.

Aussi, le peuple français n'est-il pas voué au traditionalisme et au culte de l'histoire ; il croit facilement aux idées changeantes du rationalisme, pour lesquelles il s'enthousiasme : dans la politique française, les principes règnent, contrairement à la politique anglaise. Ce sont les Français qui construisent les premières théories politiques fondamentales et dont la répercussion fut la plus grande : Montesquieu, Rousseau, Turgot, Mirabeau, Sieyès lancent les principes et les mots d'ordre politiques retentissants comme Liberté, Egalité, Fraternité. Les hommes politiques français ont toujours besoin d'une idée générale qu'ils inculquent à la foule ; et celle-ci finit par en être obsédée. Pendant la Grande Guerre, ils mobilisent l'opinion publique mondiale contre l'Allemagne par des mots d'ordre tels que « Humanité », « Démocratie ». Après la guerre ils enveloppent dans l'idée morale de justice la sévérité des traités de paix, puis, pour faire strictement observer ces traités par les vaincus, ils martèlent dans l'âme collective la formule *« droit et sécurité »*. Derrière ces mots d'ordre sublimes se cache, au fond, pas mal d'égoïsme et de vanité nationale. Les maîtres de la vie politique française excellent dans l'art de dissimuler les intérêts concrets de la nation sous la forme la plus artistique et la plus séduisante, derrière des idées générales humanitaires, de suggérer dans le monde ces idées d'une valeur morale universelle et de les mettre au service de leur politique. Les hommes d'Etat français sont de grands psychologues : ils savent pénétrer l'âme de leur nation et celle des autres peuples, ils sont maîtres dans la transposition psychique ; leur virtuosité dans l'expression artistique et leur don de la forme contribuent dans une forte mesure au rayonnement politique de la France dans le monde. C'est ce qui explique que la sphère de la civilisation germanique, malgré les guerres perpétuelles contre la France, ait subi au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles non seulement l'influence de la culture, de la littérature et du style français, mais encore de l'esprit politique de



l'absolutisme français. Les idées politiques du siècle des lumières ont mis en effervescence tous les peuples européens. Napoléon, en posant la question des nationalités, a remué l'âme des peuples de l'Europe Orientale. C'est sous son influence que les aspirations nationales ont pris de l'essor. En 1830 et 1840, ce fut le libéralisme des doctrinaires français qui détermina l'orientation idéologique des mouvements libéraux de la bourgeoisie dans l'Est de l'Europe. Après 1871, Thiers gagne la sympathie du monde entier et obtient ainsi une souscription correspondant au quintuple du montant de l'émission destinée à couvrir l'indemnité de guerre. La politique française eut à peine besoin d'un demi-siècle pour gagner à sa cause les hommes d'Etat de la Russie, de l'Angleterre, de l'Italie, ainsi que l'opinion publique de ces pays et, la guerre mondiale éclatée, pour avoir derrière elle les cinq sixièmes du globe.

La passion des principes et des mots d'ordre généraux est la résultante du rationalisme de l'esprit français. C'est en partant de l'idée générale que le Français arrive au particulier, ce en quoi il diffère de l'Anglais. Déjà la scolastique française du moyen âge suit cette tendance : elle professe l'existence des *universaux*, des idées générales et leur domination sur le particulier, à l'encontre des Franciscains d'Oxford qui soutiennent que l'universel n'est qu'un mot vide, et que seul le particulier existe réellement. C'est ce rationalisme qui s'exprime chez Descartes et qui reste, à travers la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle, le trait dominant de la pensée française : ce qui est vrai, c'est ce que la raison discerne clairement et nettement comme tel, — pour l'Anglais, au contraire, est vrai ce dont on fait l'expérience tangiblement.

La structure psychique du rationalisme détermine une tendance naturelle à l'uniformisation, à l'absolutisme, puisque ce que la raison considère comme juste doit être réalisé à tout prix, dans tous les domaines, d'une façon uniforme. Ainsi la France est le pays des principes, des formes éta-

blies, du style, de la mode. La grande Révolution Française elle-même n'est en somme qu'un mouvement d'égalisation, de nivellement : il ne doit y avoir aucune différence entre les hommes. La mathématique est la science de la parfaite égalité logique, c'est la science préférée des Français, et Descartes s'est efforcé de transformer les autres sciences, voire même la vie, selon les lois mathématiques. Ce n'est pas un hasard qu'un savant français, Laplace, ait voulu enfermer tout l'univers dans une formule mathématique unique et générale, et que des penseurs français comme Condorcet et Auguste Comte aient cherché à consigner en des lois exactes et des schémas rationnels la vie historique elle-même, pourtant si variée, si individuelle, si imprévisible.

Dans la centralisation du pouvoir et dans les efforts de Richelieu pour réaliser l'unité juridique, s'affirme le génie mathématique, de même que dans la Révolution Française qui établit une nouvelle division territoriale — rationaliste et quasi géométrique — en départements, une nouvelle échelle du temps et de l'espace, un nouveau calendrier et un nouveau système des mesures au lieu des mesures traditionnelles. Ce n'est pas non plus un simple hasard que ce soit un Français, Tarde, qui a le mieux approfondi l'étude de l'imitation, base psychologique de l'uniformité sociale ; que le français Taine se soit efforcé de ramener chaque phénomène individuel, littéraire ou artistique, à l'influence du milieu et de l'esprit général de l'époque, et que ce soit aussi un Français, Le Bon, qui jeta les bases de la science de la psychologie des foules. La manière de penser française dilue l'histoire dans l'imitation, dans le milieu et dans la masse : toutes notions abstraites et n'abandonnant rien à l'initiative de l'individu et au facteur irrationnel.

L'Anglais est l'homme de l'action directe, le Français est l'homme du raisonnement. L'Anglais pense s'il agit et ne raisonne que dans la mesure où son action l'exige. Le Français pense d'avance ; ce n'est pas le présent seul



qui l'intéresse, mais aussi l'avenir, comme problème; il trouve du plaisir dans la pensée en elle-même. Il a une inclination très marquée à la théorie, aime à tout décomposer en ses éléments et tout définir. Il est muni d'avance de catégories rationnelles qu'il tâche d'appliquer à la réalité et à la vie : il en veut prévoir l'évolution. La devise de sa façon de penser est caractéristique : savoir, c'est prévoir ; sur le plan politique : gouverner c'est prévoir. Cependant, lorsque la vie, complexe, imprévisible, irrationnelle ne s'adapte pas exactement aux principes, aux idées et aux plans, le Français se trouble, s'énerve, s'irrite, s'affole, tandis que l'Anglais, homme d'action, qui se met à agir sans se soucier des préjugés de la raison, ne se laisse pas surprendre et s'adapte avec sang-froid et promptitude aux conditions nouvelles. «Le Français — dit Madariaga (ouvrage cité p. 33) — prépare ses actes par des études tactiques et stratégiques minutieuses, tel un joueur d'échecs. Pour lui, la vie n'est qu'une suite d'opérations militaires ; son vocabulaire concernant l'action est plein de métaphores guerrières : attaque brusquée, mouvement tournant, surprise, guet-apens, stratagème, etc.».

L'Anglais, porté à l'action et d'esprit pratique, pense en «objets». Le Français s'intéresse davantage à la projection psychique subjective des situations, il aime à s'observer lui-même et observer son action dans le miroir que constituent les réactions du monde qui l'entoure. L'Anglais recherche le pouvoir, la domination, la fortune, le Français cherche à plaire, il veut être respecté, imité, ils aspire à la gloire. L'Anglais est froid et orgueilleux, le Français est ardent et vaniteux. Le centre de gravité du sentiment de sa propre valeur, l'Anglais l'a en lui-même, tandis que chez le Français, il glisse sur le plan de l'opinion que les autres se font de lui. D'où le culte personnel si propre aux Latins. L'Anglais est essentiellement individualiste, on dit : «Chaque Anglais est une île»; un adage britannique proclame : «Ma maison est ma forteresse». Le Français, lui, est surtout

à son aise dans la société, dans la foule où on le remarque, où on l'admire, où il peut satisfaire sa vanité. C'est pour cela que K. Joël remarque que les Français sont le peuple des boulevards, des salons, des tables d'hôte.

L'esprit social des Français et l'esprit individualiste des Anglais se traduisent aussi dans leurs Constitutions respectives, ainsi que Kossuth l'a déjà souligné dans son étude. Les Français ont des «gouvernements parlementaires», les Anglais des «gouvernements représentatifs» (representative government). En France le parlement réunit en lui tout le pouvoir : en vertu du Contrat Social de Rousseau, la majorité y a pour ainsi dire un droit divin. En face du pouvoir systématiquement centralisé de l'Etat, l'individu, privé d'institutions intermédiaires, se trouve désarmé, de sorte que l'Etat peut écraser l'individu : c'est le règne de l'absolutisme de la démocratie. «D'où la facilité étonnante, — dit Kossuth — avec laquelle s'effectue hier un coup d'Etat, aujourd'hui un plébiscite, toujours dans l'intérêt du pouvoir . . . Le Français peut être grand, puissant, glorieux, si grand et si puissant, qu'il survit même à la transformation de son pays en un musée expérimental de l'humanité : mais libre il ne l'a jamais été, jamais!»

Au contraire, l'Anglais, lui, est réellement libre, car il a un «gouvernement représentatif», mais non l'omnipotence parlementaire. C'est le principe du gouvernement autonome qui règne en Angleterre ; le Parlement bien qu'il en soit l'organe le plus important, n'en est pourtant qu'un organe, parmi d'autres organes autonomes qui défendent la liberté et les droits des citoyens. Si, en France, des révolutions se produisent, c'est parce qu'il n'y a pas d'organes autonomes qui servent de soupape de sûreté contre les révolutions. L'Angleterre, elle, peut évoquer encore aujourd'hui avec fierté le mot de Milton : «Nous sommes prédestinés à enseigner aux peuples comment il faut vivre».



### Le caractère politique italien

Si l'on examine la genèse des types d'homme d'Etat italiens au point de vue de l'évolution historique, on peut considérer comme point de départ les marchands des cités-Etats arrivées à l'indépendance au cours du XI<sup>e</sup> et du XII<sup>e</sup> siècles : en leur qualité de marchands, ces bourgeois, pendant de longues générations, s'accoutumèrent à représenter aussi leur ville à l'étranger comme mandataires politiques. On sait que c'est en Italie, notamment à Florence, que la technique de la gestion des affaires rationnelle et supérieure se développa en premier lieu. Certains banquiers ou entrepreneurs possédant une fortune immense et de vastes relations, deviennent personnellement les maîtres tout-puissants de diverses cités-Etats ; cependant, leur arrivée au pouvoir ne doit pas être conçue comme l'avènement d'une personnalité ayant une force morale supérieure, mais il y faut voir plutôt le résultat du jeu momentané des énergies inhérentes à la situation. D'ailleurs, l'entrepreneur devenu prince, arrivé au pouvoir, n'était pas pénétré non plus de sentiments dynastiques ou autres de nature supérieure, mais considérait l'Etat comme une simple entreprise. Ce sont des princes-banquiers qui, même devenus monarques, demeurent des banquiers, dans l'acception la plus stricte du terme. Il va de soi qu'à cette époque, il ne peut même pas être question d'une manière de penser nationaliste. D'autre part, on ne sache pas que ces princes-banquiers aient propagé des idées historiques d'une certaine puissance. Dans les cités-Etats italiennes, le nationalisme atteignit, tout au plus, le niveau du régionalisme, dont le principe suppléait à la conscience nationale. La mentalité qui guidait les princes-banquiers était, en général, cynique, étrangère à tout héroïsme intérieur et extérieur. Peut-être est-il impossible de comprendre le Prince de Machiavel sans tenir compte de cet esprit cyniquement mercantile.

Le deuxième type est celui du condottiere ; celui-ci

diffère du premier en ce que son rationalisme n'est pas de caractère administratif. Un militarisme rationnel est, peut-être, le terme qui caractérise le mieux le type condottiere. Celui-ci possède en premier lieu les qualités qui font défaut au type du prince-banquier. Il n'a rien d'efféminé et de plus, il possède un certain ascendant personnel. C'est grâce à cet ascendant en même temps qu'à une audace et une force de volonté incomparables, qu'il peut s'emparer du pouvoir. Toutefois, il est rare que la possession de ce dernier s'étende à plusieurs générations. C'est que la conquête et la conservation du pouvoir ainsi accaparé exigent une tension si inlassable et si constante des énergies personnelles, que la présence de pareilles qualités survit rarement dans la seconde génération. Etant donné que le condottiere est le plus souvent originaire d'une contrée éloignée de celle où il réussit à imposer sa domination, il ne lui est guère possible, dans l'espace d'une vie d'homme, de créer une base traditionnelle capable de supporter ne fût-ce qu'une seule génération qui soit faible. Aussi les familles de condottiere tombent-elles au premier membre faible. Sans racines profondes, dépourvus de principes moraux supérieurs, ils ne se maintiennent au pouvoir qu'à force de volonté et d'énergie organisatrice extérieure. Dès que ces qualités déclinent, ils ne tardent pas à perdre pied. Il est intéressant aussi que l'on ne puisse guère observer dans les familles de condottiere un sentiment dynastique accentué.

Le troisième type est celui de l'homme politique suggestif exalté qui, souvent en raison même de son exaltation, ne peut guère être appelé homme politique. Ce type fut développé par les prédicateurs ambulants qui s'occupaient de politique et qui pullulaient au moyen âge et dans la première moitié de la Renaissance. Le plus puissant représentant en est Savonarole dont la figure incarne une très curieuse synthèse de l'Italien à l'esprit rationaliste, et de la personnalité mystique nourrie de scolastique. Sa chute fut déterminée par deux ordres de faits : d'un côté, l'intense



sentiment de vénération que, malgré ses diverses répugnances, le peuple florentin éprouvait à l'égard de la papauté, et de l'autre, — dans une mesure beaucoup plus forte, — peut-être la volonté de Savonarole d'imposer aux Florentins une forme de vie qui leur était absolument étrangère. Nulle part peut-être la joie de vivre n'était, dans les individus, aussi intense que précisément dans la Florence du XV<sup>e</sup> siècle. L'ascendant de Savonarole lui-même n'était pas assez fort pour changer cela.

A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, et pour longtemps, on ne rencontre pas en Italie des personnalités politiques remarquables. On pourrait dire que l'Italie s'éloigne de l'Europe ; ce ne sont que les dernières vagues des mouvements européens qui arrivent sur la terre italienne : il n'y a pas d'évolution italienne indépendante et homogène. L'Italie se ternit, devient une sorte de colonie. Il faut attendre le XIX<sup>e</sup> siècle pour assister à un mouvement important, dont deux protagonistes méritent d'être observés de près. L'un est Cavour, mais il n'est une personnalité typiquement italienne qu'en une faible mesure, car il est plutôt un représentant du libéralisme romantique européen. Ses objectifs sont également identiques à ceux des hommes d'Etat d'autres pays européens se trouvant dans une situation analogue. Pour son esprit souple, la réalisation de l'unité italienne est, au fond, un excellent champ d'activité.

Une personnalité beaucoup plus fortement nationale est Mazzini, le politique aventurier et conspirateur, avec son tempérament débordant, mais qui toutefois n'était pas assez dynamique pour atteindre de prompts résultats. Plus tard, ses énergies se sont par trop éparpillées. Mazzini n'était pas une intelligence constructive, ses buts changeaient souvent et sa vie fut une série d'échecs, dont la cause principale était cette inconstance.

La guerre mondiale apporta un très grand changement dans la mentalité du peuple italien. Deux faits importants caractérisent ce changement. L'un est la conscience de la

victoire, le réveil de la volonté de puissance ; l'autre, un sentiment de désappointement causé par la non réalisation des aspirations à l'expansion territoriale. Donc, le terrain était bien préparé pour l'action d'une personnalité politique comme Mussolini.

En examinant les traits fondamentaux de sa personnalité politique, ce qui frappe tout d'abord, c'est l'impossibilité de le ranger dans aucun des types d'homme d'Etat italiens traités jusqu'ici, quoique toutes les qualités fondamentales de ces types se retrouvent dans son individualité. Mussolini est un politique réellement rationaliste, même dans le sens strict du «deux fois deux», car il ne poursuit jamais les mirages de conceptions et d'objectifs irrationnels. Quoique très souvent ses conceptions politiques soient déterminées par des points de vue économiques, on retrouve en lui le militarisme rationnel du condottiere, mais intensifié jusqu'à l'héroïsme. Toutes ces qualités sont très fortement accentuées par son puissant ascendant personnel. La personnalité politique de Mussolini incarne donc, au point de vue historique également, une synthèse, fait que le Duce lui-même ne manque jamais de souligner. Pour les gens d'Europe centrale qui penchent au cynisme, son extraordinaire ascendant n'est pas toujours aisé à comprendre : souvent l'étranger y voit l'effet d'une attitude développée grâce à de grands talents de rhéteur et de tribun.

Il a réussi à inscrire sur son drapeau les grandes idées qui sont nécessaires pour qu'un homme d'Etat s'implante fortement dans l'âme de son peuple. Idéal de liberté nationale, idéal impérialiste de la Rome antique, idéal social : voilà les éléments durables et indissolubles de la politique mussolinienne. Par contre, il est intéressant de voir qu'il répudie même le principe de l'idéal démocratique et libéral : son idéal humanitaire, s'écartant de la démocratie courante, se confond intimement avec l'idéal social qu'il a réalisé sous la forme tout à fait nouvelle, inconnue jusqu'ici, du système corporatif fasciste.



Son attitude politique s'explique pourtant en premier lieu par une souplesse digne de ce Machiavel, si estimé par lui, souplesse dont le principal ressort psychique est le principe du *sacro egoismo* national. Mussolini refuse de se cantonner dans les limites d'un mot d'ordre : son mot d'ordre personnel est de n'en avoir aucun. Il est caractéristique, par exemple, qu'en dépit de ses anciennes dispositions antidynastiques, il ait non seulement maintenu, mais encore renforcé la royauté, ayant compris que la résistance des éléments monarchistes pourrait saper son système. De même, malgré le point de vue antireligieux qu'il avait adopté jadis, il a su, pour la satisfaction générale de sa nation, résoudre le problème si délicat des relations du Vatican avec l'Etat italien, acte par lequel il a réussi à rehausser considérablement les forces intrinsèques de sa nation, tout en continuant d'ailleurs à soutenir la conception de l'Etat totalitaire. Sa politique extérieure comme sa politique intérieure, sont dominées par cette souplesse à laquelle il réussit le plus souvent à donner l'aspect de la conscience de la mission nationale. Sa politique extérieure, dont les lignes fondamentales sont, pour la plupart, invariables, mais dont les détails subissent de rapides modifications, se poursuit également sous le signe de cette souplesse illimitée. Faire une subite volte-face n'est pas, pour lui, un cas de conscience particulier. Tout cela semble être de l'inconséquence, mais, en réalité, au point de vue de la souplesse, c'est l'affirmation d'un esprit de suite on ne peut plus tenace et plus cohérent.

Son impérialisme a un caractère délibérément national. Toutefois, derrière cet impérialisme il y a des considérations d'économie nationale très nettes et motivées. Mais ces points de vue, il n'est pas toujours disposé à les révéler même à son peuple. Par ses mots d'ordre impérialistes qui font revivre les traditions de l'ancien Empire Romain jusqu'en Afrique, il a réussi, grâce à son ascendant, à obtenir de son peuple des efforts exceptionnels, et même à

forger la complète unité morale de son peuple, à faire une âme nationale unique ; avec une merveilleuse psychotechnique il sait utiliser ce fanatisme pour la réalisation de ses aspirations impérialistes. Le succès de sa politique dépend de la question de savoir si le peuple italien, facilement suggestible, mais qui, auparavant, était peu enclin aux renoncements, restera fidèle à ses idées même quand ne sera plus la puissante personnalité du Duce qui préside à ses destinées.

### Le caractère politique allemand

Le trait foncier de l'âme politique allemande est l'intellectualisme. Celui-ci est d'une nature autre que le rationalisme français. Le Français représente l'intelligence vivace, agile, qui raisonne promptement et d'une façon originale, tandis que l'Allemand représente l'érudition profonde et riche, l'esprit de l'universalisme absorbant les connaissances les plus diverses, y compris les produits des civilisations étrangères. Le premier attache une importance primordiale à la forme de la pensée, le second à la richesse du contenu de la pensée. Le cerveau allemand souffre d'une hypertrophie de connaissances : l'excès d'érudition encyclopédique, le souci de la précision étouffent en lui la spontanéité, l'initiative, paralysent le discernement intuitif, la prise de position directe et active en présence des choses. Dans tout ce qu'ils font, les Allemands mettent trop de méthode, trop de théorie, trop de principes. La politique même, il la prennent pour une science, un système de connaissances et de principes méthodiquement prouvés, au lieu de la considérer comme un art. C'est pourquoi Bismarck, ce maître de la politique pratique, avertissait avec tant d'insistance les hommes politiques allemands que la politique n'est pas une science mais un art. Et pourtant, chez les Allemands, ce *Volk der Denker*, ce peuple des penseurs, la politique est en premier lieu, essentiellement, une affaire de convictions



idéologiques, de dogmes, de programmes théoriques, de principes. De là leur rigidité, leur lourdeur qui les empêche de s'adapter rapidement, le moment voulu, à la situation effective et de faire intervenir à l'improviste un point de vue pratique. Déjà Goethe, voilà plus d'un siècle, critiquait cette attitude unilatéralement théorique, si néfaste à la politique d'une nation. «Si on pouvait, — dit-il — inoculer aux Allemands, à l'exemple des Anglais, plus de force active et moins de philosophie, plus de pratique et moins de théorie, notre rédemption serait en grande partie assurée, sans qu'il fût besoin de la venue d'un nouveau Christ». Depuis l'époque de Goethe, on compte encore parmi les hommes d'Etat allemands beaucoup de philosophes sceptiques, songeurs, pliant sous le poids de leur érudition. Ils s'imaginent pouvoir apprendre la politique dans de gros livres, alors que la politique est un métier qui ne s'apprend ni ne s'enseigne, car il est fait d'un sens inné des réalités et de dispositions à l'action. De là vient que dans les moments critiques, au lieu des hommes politiques théoriciens et incapables d'action, les Allemands s'adressent à des soldats énergiques et actifs mais qui veulent trancher avec leur glaive le noeud gordien des difficultés politiques. L'esprit de l'impérialisme prussien a, passant à l'autre extrême, fait sentir d'une façon néfaste son influence dans la politique et la diplomatie allemandes.

Leur manque de sens pratique fait que les hommes d'Etat allemands sont, d'une manière générale, de mauvais psychologues des masses. Ils ne possèdent que dans une faible mesure la faculté de se transposer sur le plan de l'âme des autres individus et des autres nations et ils ont peu de force suggestive. Fait caractéristique, Bülow et son successeur accueillirent l'offre d'alliance qui leur fut faite à trois reprises par l'Angleterre avec une indifférence qui équivalait à un refus, et cela uniquement parce qu'ils ne parvenaient pas à concevoir la possibilité psychologique d'une entente cordiale entre la Russie et l'Angleterre,

sachant que les intérêts de ces deux pays étaient diamétralement opposés. Ils ne faisaient rien non plus pour gagner l'amitié de la Russie ; qui plus est, dans l'affaire du chemin de fer de Bagdad, ils mirent des obstacles à l'action de cette puissance. Ils laissent toujours passer le moment psychologique, s'aliènent la sympathie des autres nations, et déclenchent contre eux la coalition de tous. Pour ce qui est de leur politique coloniale, ils veulent faire tout d'un seul coup dans l'affaire de l'Asie Mineure et du Maroc ; il en fut de même de leurs armements navals. On dirait que Bismarck, ce très grand psychologue pratique avait prévu ce procédé de la politique extérieure allemande, avide, ne comptant pas avec les obstacles et avec la susceptibilité des autres puissances ; en effet, le Chancelier de Fer déclara, dès 1890, devant Friedjung : « Les Allemands ont toujours commis la faute de vouloir atteindre tout d'un seul coup ; d'autre part, ils se raidissent obstinément dans une certaine méthode. Moi, j'étais toujours content si je pouvais me rapprocher de l'unité allemande par n'importe quel chemin, ne fût-ce que de trois pas. »

Un autre trait caractéristique de l'âme politique allemande est qu'il lui manquait le sentiment de l'unité nationale et politique, sauf aux grands moments historiques tels que la Grande Guerre. Les divergences historiques et culturelles existant entre les populations de diverses souches n'ont pas permis jusqu'à ces derniers temps la formation d'une âme nationale unique et ayant une orientation identique quant aux valeurs politiques. Dans l'esprit allemand, le sentiment local, régional et particulariste était très fort et il prévalait souvent sur le souci des intérêts généraux de l'Empire. L'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud peut-être actuellement encore, ne sont pas moralement une. Ce particularisme était favorable à la culture allemande qui a pu développer son admirable fécondité et ses multiples ressources aux aspects richement nuancés, mais il n'était pas sans inconvénient du point de vue politique, quant au



développement de la puissance allemande. Il manquait aux dirigeants de la politique allemande une largeur de vues embrassant tout l'horizon de la politique mondiale ; et quant aux larges couches de la population, en ce qui concernait les intérêts de l'Empire, c'est un esprit philistin qui dominait. Aussi, surtout vers l'extérieur, la politique allemande avait quelque chose de vague, d'indécis, d'incertain, et des attitudes purement sentimentales. L'âme allemande, toujours repliée sur elle-même, aux prises avec la forme, ne parvenait pas à trouver son expression propre et son unité de style dans son action politique. Du fait de son inclination à l'idéologie, aux principes rigides, l'esprit allemand, par trop doctrinaire, manquait de souplesse, cet esprit idéaliste qui, depuis Leibniz, le *philosophe teuto-nique*, voit l'essence du monde dans l'esprit, ramène avec Fichte le monde entier au « moi », considère avec Schopenhauer l'univers comme une représentation du « moi », proclame avec Kant l'autonomie morale de l'homme et voit avec Hegel dans la notion d'Etat le moral substantialisé : cet esprit restait naïvement idéaliste, jusqu'à la maladresse, dans le monde âpre de la politique et sur le parquet glissant de la diplomatie. Politique et diplomatie exigent non pas la rêverie idéologique, mais un sens robuste des réalités et la connaissance précise des hommes, qui n'élève pas l'homme à une hauteur idéale, mais le conçoit égoïste, vaniteux, envieux et avide, tel qu'il est dans la réalité, tel que l'ont dessiné, à l'encontre des penseurs idéalistes allemands, les moralistes français et anglais, Hobbes et Hume, La Rochefoucauld et La Bruyère. L'idéalisme de l'esprit allemand, comme le dit Kjellén, « va, dans la conception du monde politique jusqu'à l'enfantillage ».

Il semble qu'à la suite de la victoire du national-socialisme, le caractère politique allemand fût arrivé à un tournant. La paix dictée à Versailles a, au bout de quinze ans, sous l'influence de la personnalité ascétique et incomparablement suggestive d'Adolphe Hitler, provoqué dans

la nation allemande terrassée à la fin de la guerre mondiale, une réaction qui se traduit par un changement radical : à l'idéalisme trop rêveur se substitue un réalisme discernant avec clarté l'intérêt de la nation, le particularisme fait place à la conscience nationale unique et active, chauffé au plus haut degré. L'exaltation du sentiment national a brisé et extirpé le communisme qui était sur le point de menacer l'Allemagne : il est incontestable que cette nouvelle âme politique allemande a défendu l'Europe occidentale contre la barbarie de l'Est, ce qui constitue un mérite historique de la plus haute importance. Adolphe Hitler s'est avéré un grand psychologue des foules : il a trouvé les instruments suggestifs le plus propres à l'agitation politique, à l'aide desquels il a réformé le fond, le contenu de l'esprit politique allemand et d'autre part, en appliquant des mesures de politique sociale de la plus grande envergure, il a réussi à rehausser les forces nationales dans une mesure tout à fait exceptionnelle.

Mais quant à la forme, les anciennes caractéristiques de l'âme politique allemande ont subsisté, seulement la conception des valeurs a changé : le caractère militaire de l'organisation du parti national-socialiste, les nombreux défilés sous l'uniforme chemise brune ont réveillé dans l'âme du peuple les traditions du militarisme prussien ; dans le régime dictatorial du III<sup>e</sup> Reich, dans la *Gleichschaltung* de toutes les institutions, la discipline militaire et bureaucratique de l'ancien royaume de Prusse semble être ressuscitée : le pouvoir impérial centraliste, le césarisme de Guillaume II, est remplacé par le régime autoritaire d'Hitler. Le commandement résolu, les mesures catégoriques, la subordination ne souffrant aucune contradiction, constituent le vieux fonds de la politique allemande. La forte conscience de la puissance universelle du germanisme qui caractérisait l'ère impériale, se trouve intensifiée par le complexe de supériorité du national-socialisme, par l'exaltation de l'orgueil de la race allemande devant les autres



racés et nations considérées comme étant de moindre valeur et par suite traitées avec une certaine hauteur qui, parfois est peu amène. C'est pourquoi cette grande nation qu'est la nation allemande, avec ses capacités prodigieuses, a, de nouveau, suscité contre elle de nombreuses animosités.

Or, l'une des sources de cette attitude réside dans l'ancien doctrinarisme politique des Allemands, qui s'affirme à présent dans la théorie exclusive du racisme, doctrine constituant la pierre angulaire de la politique intérieure et extérieure du Troisième Reich. La tâche de celui-ci, comme *Rassenreich*, est d'accomplir la mission historique de la race germanique appelée à présider à l'organisation des autres races. Dans la philosophie de l'histoire, sa doctrine dont procèdent, avec la rigidité des principes, tous les actes politiques du Reich, professe que c'est la race qui fait tout, que c'est elle qui crée ou détruit les civilisations. Alors que le marxisme doctrinaire professait la théorie de la lutte des classes, lutte de caractère économique, le national-socialisme érige le mythe du sang et de la race, comme l'idée suprême régulatrice de l'Etat. Celui-là, comme matérialisme historique déduit l'histoire universelle de l'idée abstraite de l'*homo oeconomicus*, — celui-ci, avec la dogmatique du sang de la race *nordique*, considérée comme race supérieure, construit, comme biologisme historique, l'image de l'histoire qu'il entend réaliser aussi politiquement.

Cette théorie rigide de la race enlève d'avance à la politique allemande la souplesse nécessaire. C'est ce qui explique son point de vue agressif à l'égard de la religion chrétienne, sous sa forme catholique comme sous sa forme protestante. Le III<sup>e</sup> Reich est fier de l'unité nationale qu'il a réalisée et dont il a aussi besoin au plus haut degré, dans l'intérêt de son programme et de sa mission historique. Toutefois, l'intervention violente dans le problème de la religion est de nature à rompre l'unité morale allemande. L'idée d'Etat totalitaire avait déjà été professée et réalisée par Mussolini, mais sa souplesse réaliste de politique pra-

tique a empêché le Duce d'entreprendre une lutte contre l'Eglise : au contraire, il a conclu la paix avec elle, alors que jusque-là, cette paix semblait avoir peu de chance de se réaliser. A l'opposé de cette attitude pleine de souplesse, le rigide doctrinarisme allemand, le manque de sens pratique et de discernement des intérêts réels, sont la source d'un conflit religieux susceptible d'entamer l'unité morale de la nation : en s'attaquant aux Eglises historiques, l'Etat soutient par sa puissance le néo-paganisme allemand ; selon celui-ci le christianisme n'est qu'une secte du judaïsme, par la faute de laquelle la force germanique n'est plus dans sa plénitude première, et c'est pourquoi le germanisme doit retourner à Wotan. Ce doctrinarisme exclusif ne se rend pas compte qu'il est impossible de créer artificiellement la religion, qui a de profondes racines irrationnelles, d'ordre sentimental et historique, racines que l'on ne peut extirper de l'âme populaire au profit d'une doctrine purement politique, sans compromettre et menacer l'intérêt public. Si le Troisième Reich lutte contre le bolchevisme avec des armes spirituelles si respectables, comment peut-il détruire l'une des digues les plus puissantes opposées à l'expansion du bolchevisme : les Eglises, suprêmes gardiennes de l'ordre social?





## CHAPITRE V

# LES TYPES PSYCHOLOGIQUES DES DIVERSES COUCHES SOCIALES DANS LA POLITIQUE

La politique et la théorie du milieu. — L'aristocrate dans la politique. — La «gentry» dans la politique. — Le ploutocrate dans la politique. — Le bourgeois dans la politique. — Le petit agriculteur dans la politique. — L'ouvrier dans la politique.

### La politique et la théorie du milieu

Le positivisme de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en appliquant arbitrairement les catégories des sciences naturelles à la vie morale de l'individu et de la société, supposait que la causalité régissait toute la vie spirituelle, y compris la politique et l'histoire, tout comme les phénomènes physiques. La causalité inhérente à certains facteurs stables, comme le milieu, la race et le moment, déterminerait *a priori* la vie psychique et à travers elle, l'histoire. D'après la théorie du milieu de Taine, l'individu, même le génie, dépend complètement du jeu de ces facteurs.

En observant et en analysant les faits de l'histoire, on constate toutefois que cette rigide théorie du milieu fait faillite, parce que ce mystère complexe qu'est l'individualité, cet X, cette théorie le remplace et l'explique par la notion vague du milieu, par l'inconnue Y, pour résoudre l'équation de l'histoire (*Obscurum per obscurius*). Cette théorie oublie que c'est seulement pendant son enfance que l'homme mène une vie végétative, déterminée par le milieu. Mais dès que son individualité commence à s'épanouir, l'adoles-



cent voit dans son milieu ce à quoi le dispose sa structure psychique : c'est lui-même qui façonne son entourage intérieurement d'après la vision qu'il en a. Pour l'homme, le monde où il vit n'est pas tel qu'il est en réalité, mais tel qu'il le *voit*. Un même milieu a autant d'aspects qu'il y a d'individus qui vivent dans son sein. En politique également, le même milieu agit sur les âmes différentes, de la manière la plus diverse. Cromwell, sous le règne de Charles I<sup>er</sup>, n'était qu'un simple membre du Parlement de Londres, un gentilhomme campagnard comme les autres anglais nobles, — et pourtant on sait combien il s'éleva au-dessus du Roi, du Parlement, avec quel sens prophétique il jeta les fondements de l'immense Empire britannique. Loin de s'adapter au milieu, il en triompha, au contraire, par sa force individuelle. Cavour vivait sur ses terres, comme tout autre propriétaire foncier italien, et cependant, toute son âme, dès sa jeunesse, est tendue vers l'idéal de l'*Unita Italia* qui paraissait irréalisable et qu'il a réalisé malgré tous les obstacles, grâce à la puissance de sa volonté. Rien non plus ne prédestinait, dans son milieu, Lincoln, simple ouvrier, à la présidence des Etats-Unis ; et cependant, appuyé sur ses seules forces, il s'empare, au moment le plus critique, des rênes du gouvernement, et devient l'une des figures historiques les plus vénérées de l'Amérique.

Il est indubitable que le milieu, la région, le climat, les conditions sociales, à un moment donné, ont une influence considérable sur la destinée de l'homme, mais cette influence est filtrée par le tamis de la personnalité. L'individualité n'est pas un miroir plan, mais un miroir sphérique qui, spirituellement parlant, reçoit et réfléchit sous un certain angle spécifique les rayons projetés sur lui par le milieu. Souvent, l'individu doit créer lui-même le milieu le plus propice à l'épanouissement de ses facultés. Jeune évêque provincial, Richelieu dut déployer de grands efforts pour être admis à la Cour, car il sentait que là seulement sa personnalité pourrait donner toute sa mesure. MacDonald,

qui avait passé sa jeunesse dans un petit village de pêcheurs écossais, se sentait irrésistiblement attiré par le monde inconnu de Londres, car il sentait obscurément que là seulement il pourrait se créer un milieu favorable à l'épanouissement de ses forces. Ainsi, souvent ce n'est pas le milieu qui éveille et qui détermine la personnalité, mais c'est le talent inné dans la personnalité qui repère le milieu lui convenant. Les faibles s'adaptent au milieu mais les forts lui résistent au besoin même par la violence, au prix de révolutions. Ils recherchent à le transformer à leur image. Ce n'est pas le milieu non plus qui décide seul des sentiments et de l'attitude politique de l'individu, mais le facteur décisif est ce que l'*individu* absorbe, de la politique, la façon dont il se l'assimile et dont il réagit. Dans le même milieu, l'un devient conservateur, l'autre radical, un tel libéral, un tel autre socialiste ; certains restent pieusement attachés aux traditions, tandis que d'autres y voient des entraves au progrès.

Toutefois il est indéniable que la classe sociale et le milieu dont est issu l'homme d'Etat, même si leur action n'est pas absolument décisive sur la conception des valeurs politiques et sur les sentiments politiques, — comme le croit la théorie rigide du milieu — n'en ont pas moins une influence considérable. De plus, le milieu représente un important point de vue pour ce qui est de la constitution de types. L'origine et le milieu aristocratiques inculquent à l'individu des sentiments et attitudes politiques typiquement aristocratiques, quoiqu'il y ait des aristocrates démocrates, voire révolutionnaires. L'homme politique issu de la *gentry*, a également ses traits typiques, déterminés par sa classe sociale. Il est non moins certain qu'une origine bourgeoise marque le caractère de l'homme politique avec certains traits typiques, caractérisant le commerçant, l'industriel, l'avocat ou l'employé. Et d'autre part, les classes des ouvriers agricoles et industriels, avec leur psychologie caractéristique, leur conscience de classe, leur grande fa-



culté de s'organiser, ne peuvent-elles pas être englobées dans le cadre d'un type particulier? L'examen de ces divers types sous l'angle de la psychologie politique nous importe surtout parce qu'il est susceptible de fournir de précieuses données à qui veut comprendre l'être moral des hommes d'Etat.

Mais d'abord, une question préliminaire se pose : quelles sont les classes ou les groupes sociaux où se recrutent à notre époque la plupart des hommes d'Etat dirigeants? L'étude comparée de Fritz Giese, qui a composé un tableau statistique sur l'origine des plus grandes personnalités dans trente-trois professions intellectuelles, répond à cette question. Il va de soi qu'une telle statistique ne saurait jamais être plus qu'une contribution approximative susceptible de nous orienter, car, lorsqu'il s'agit de dire quels sont ceux qui peuvent être classés parmi les grands peintres, musiciens, physiciens, soldats, juristes, hommes politiques, etc., l'appréciation subjective joue toujours un certain rôle. Par ailleurs, une autre difficulté que l'on rencontre, si l'on veut établir des catégories en partant du point de vue statistique, réside dans le fait que les classes sociales elles-mêmes ne peuvent non plus être délimitées avec précision. Les couches inférieures, moyennes et supérieures figurant dans le classement de Giese représentent, naturellement, des catégories très larges. Ainsi, par exemple, la couche supérieure ne signifie pas chez lui l'aristocratie historique au sens strict du terme, mais la classe la plus riche et la plus cultivée de la société. Il est donc difficile de situer socialement les données avec toute l'exactitude désirable. Néanmoins, pour éclaircir, ne fût-ce que *grosso modo* de quelles classes sociales sortent actuellement les hommes politiques dirigeants, en comparaison des représentants d'autres professions intellectuelles, nous relevons quelques documents statistiques de Giese, tout en tenant compte des difficultés méthodologiques signalées plus haut.

Profession	C l a s s e s		
	inférieure ‰	moyenne ‰	supérieure ‰
Peinture.....	8.90	46.50	44.60
Musique .....	4.80	52.80	42.40
Chimie .....	0.80	49.20	50.00
Physique .....	5.40	41.90	52.70
Armée .....	0.30	67.60	32.10
Industrie .....	32.30	10.10	57.60
Droit .....	0.75	34.80	64.45
Administration .....	2.00	58.00	40.00
Politique .....	15.00	51.20	33.80

(Giese : *Die öffentliche Persönlichkeit. Statistische Untersuchungen an geistigen Führern der Gegenwart.* 1928).

Nous constatons dès l'abord que les sommités de la politique se partagent, quant à leur origine, entre les classes moyenne et supérieure en proportion presque égale. Mais il est frappant d'observer combien les couches inférieures sont un terrain propice pour la politique. Si les représentants des couches sociales inférieures sont les plus nombreux dans la petite industrie — la grande industrie est dominée par les couches supérieures, — ils s'orientent en second lieu vers la politique et là, l'indice accuse une ascension continue. Il est à retenir également que les dirigeants de l'administration se recrutent surtout parmi les classes moyennes. Par contre, les couches inférieures ne sont presque pas représentées dans le domaine du droit, qui semble être la vocation typique des classes moyennes et surtout supérieures. Il en est de même de la chimie, tandis que la plupart des chefs militaires sont issus de la classe moyenne.

### L'aristocrate dans la politique

Partout où une société humaine se forme historiquement, on trouve une élite. Par suite d'une supériorité physique et morale donnée par la nature, — malgré tous les



arguments de la démocratie — toujours l'inégalité reste la loi fondamentale de la vie sociale. Les plus habiles, les plus intelligents, les plus rompus au combat, ceux qui savent commander et organiser, prennent de l'ascendant sur les autres membres de la tribu, s'emparent du pouvoir et de la fortune et dominant. Partout se forme une classe dirigeante où le pouvoir et la fortune se transmettent par voie de succession et où l'autorité et les mérites des pères passent, par la naissance, à leurs successeurs. Il en fut ainsi aux Indes, en Grèce et à Rome, aussi bien que chez les anciens Germains où, d'après Tacite, une naissance illustre ou les mérites des aïeux (*insignis nobilitas aut magna patrum merita*) conféraient déjà même aux jeunes gens une dignité princière. Les patriciens de Venise et de Gênes ou les lords anglais sont aussi fiers de leurs origines et gardent aussi jalousement leurs privilèges que les premiers colons de Virginie dont les descendants, aujourd'hui encore, ajoutent fièrement à leur nom les lettres distinctives : FFV (*First Families of Virginia*). L'une des grandes préoccupations des milliardaires de l'Amérique démocratique consiste à se chercher des aïeux dans l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> ou du XVIII<sup>e</sup> siècle : cela prête à leur nom un charme de noblesse, une patine historique. Napoléon, fils d'une modeste famille d'avocats, crée une nouvelle noblesse, fonde de nouveaux ordres, établit à la Cour une étiquette compliquée et fait ducs ou comtes un grand nombre de ses collaborateurs ; il qualifie sa propre famille de quatrième dynastie régnante, après celle des Mérovingiens, des Carolingiens et des Capets, et regrette toujours amèrement de ne devoir le trône qu'à son génie, de n'être pas né membre d'une dynastie. Il cherche à y remédier par son mariage avec une princesse de la maison de Habsbourg, dynastie de vieille souche.

Quelles sont les qualités politiques typiques qui s'attachent à la naissance aristocratique ?

L'aristocratie de naissance repose, grâce aux unions assorties, sur la transmission héréditaire, d'une génération

à l'autre, et dans une certaine mesure, de qualités éminentes : l'aristocrate existe déjà avant sa naissance. C'est ainsi que se transmettent aux enfants, par atavisme, par les traditions et par l'éducation, un certain sens des choses publiques, une certaine disposition à la politique, une sensibilité délicate pour les idées artistiques et morales, un vif sentiment de l'honneur, le sentiment de la dignité et de la liberté, ainsi que l'incorruptibilité, procédant de la conscience de l'indépendance matérielle, et une supériorité en face des goûts de la foule. De là, jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, la force tenace des aristocrates et la puissante influence qu'ils exercèrent sur la vie politique dans la plupart des Etats. Comme le caneton, à peine sorti de l'oeuf, va aussitôt se plonger dans l'eau, le jeune aristocrate, à peine majeur, trouvait son chemin dans la politique qui était son élément vital ; il considérait comme son devoir de participer aux affaires de son pays. Noblesse oblige : les grandes traditions des aïeux reportent son présent dans le passé. Dans la civilisation et la vie politique des nations, l'aristocratie eut toujours une mission historique particulière qui consistait à représenter un niveau de vie plus élevé, une formation supérieure, le maintien des relations internationales, en somme une condition sociale et morale exemplaire que les couches inférieures de la société s'efforçaient d'atteindre par degrés, selon la loi de la capillarité sociale. Aussi une grande culture et une vie de grand style ne pouvaient-elles se développer que dans les pays où il y avait une aristocratie. En général, l'aristocrate est plus fier, moins inclin aux compromis, plus sûr dans sa conduite que ne l'est l'*homo novus* issu de la démocratie. Même dans les pays où la démocratie a complètement relégué l'aristocratie au second plan, de sorte que son rôle y est devenu insignifiant, une bonne partie des diplomates sortent encore aujourd'hui des rangs de la haute noblesse. C'est que l'aristocrate possède plusieurs qualités nécessaires à la diplomatie : distinction et assurance, observation du quant à soi, patience, réserve, manières qui



en imposent dans les pourparlers et la vie mondaine, nombreuses relations de famille avec l'étranger.

Tant qu'elle règne, l'aristocratie détient des privilèges politiques et matériels. Les efforts pour garder ceux-ci expliquent suffisamment que les aristocrates soient, dans tous les domaines, les représentants du *conservatisme*. L'aristocrate aspire à maintenir l'ordre traditionnel et à éviter les innovations inquiétantes. Dans une certaine mesure, l'évolution sociale en a besoin pour être saine et pour se développer d'une manière continue et graduelle. Seulement, les qualités positives des hommes d'Etat aristocrates, surtout si elles ne sont plus alimentées par l'influence politique et par le prestige social, se muent facilement en qualités négatives funestes : le conservatisme sagement modérateur s'ankylose et devient immobilité, la conscience historique et l'énergie qui en découle se transforment en orgueil aristocratique hautain, la noblesse du goût et l'élégance en luxe raffiné et en sybaritisme, les mariages assortis deviennent la source de dégénérescence. Trait typique chez les hommes d'Etat aristocrates (il y a bien des exceptions), ils abhorrent le travail méthodique et régulier ; le rythme de leur activité est capricieux et leur ardeur au travail a de fréquentes intermittences : après quelques semaines de labeur soutenu et sérieux, ils se reposent ou vont à la chasse pour un temps assez long. Leur méthode consiste, très souvent, à n'en avoir aucune. Profondément persuadés qu'ils sont nés hommes d'Etat, ils osent de bonne foi, sans examiner leurs capacités et leur compétence, se charger de résoudre des tâches politiques de la plus haute gravité et des problèmes techniques, où ils n'ont aucune expérience, aucune connaissance technique, aucune préparation. Aussi ne doit-on pas s'étonner de leur dilettantisme dans l'action gouvernementale ; il leur arrive souvent de favoriser outre mesure telle idée ou telle branche du gouvernement, par une prédilection injustifiable, et d'ajourner sans cesse d'autres problèmes, importants et délicats, mais dont la solution exige

des efforts laborieux. Ils aiment à se borner aux grandes lignes : les détails minutieux mais importants, dont la connaissance et le règlement demandent beaucoup de travail persévérant, leur répugnent, les rebutent. Même un homme d'Etat aristocrate de la taille du comte Jules Andrassy père laissa plus d'une fois attendre dans son antichambre les conseillers appelés pour des travaux de détail urgents, tandis que sortant par une autre porte, il allait vite au Bois faire un tour à cheval.

A l'amour-propre et à l'ambition fortement accentués de l'aristocrate s'unissent souvent l'orgueil de sa naissance et le mépris pour les autres hommes. Il pratique parfois la politique comme un sport et incline à la chasse à l'homme. Blessé dans sa fierté, il est capable de rompre avec sa classe et même de lutter contre elle avec le plus amer ressentiment. C'est le cas du comte Mirabeau qui, dédaigné aux élections de 1789 par la noblesse de Provence, se fait élire par le Tiers Etat et se gêne d'autant moins pour lutter contre les prérogatives de la noblesse. Il en est également ainsi de Philippe-Egalité en France, du prince Kropotkine en Russie, du comte Michel Károlyi en Hongrie. Abandonnant leurs principes aristocratiques, ils donnent dans la démocratie extrémiste, tout en gardant, comme individus, l'orgueil aristocratique. On s'étonne de voir combien d'aristocrates anglais entrent dans le parti socialiste, inspirés souvent par un profond sentiment social (Lord Haldane, Lord Parmoor, Lord Sankey, Sir Oswald Moseley et sa femme, Lady Cynthia Moseley, Countess of Warwick, Oliver Baldwin, fils du premier ministre conservateur, etc.). L'origine aristocratique représente par elle-même en politique une certaine force suggestive : les mouvements radicaux et même révolutionnaires ont besoin du charme historique et de l'apparence de valeur d'un nom aristocratique. En leur coeur, les meneurs révolutionnaires méprisent la foule, mais ils savent qu'elle aime les noms historiques et que l'effet des couronnes ducalès assure mieux le succès de leurs mouvements.



Les avantageuses qualités politiques de l'aristocratie sont très étroitement liées à la possession du pouvoir politique qui, à travers les générations, reste la force motrice et conservatrice de ces qualités. Mais plus l'influence politique de l'aristocratie s'affaiblit, par suite de l'essor de la démocratie et du suffrage universel, plus les vraies personnalités politiques deviennent rares dans les classes supérieures : d'abord c'est la stagnation, puis la décadence manifeste : l'aristocratie ne peut pas s'adapter au climat démocratique moderne. Chez les Anglais ce processus a lentement évolué ; d'après A. Ponsonby (*The Decline of Aristocracy*) il commença par le Reform Bill de 1832 qui élargit le droit électoral. Le dernier coup vint en 1911, lors du triomphe décisif de la Chambre des Communes sur la Chambre des Lords. L'aristocratie britannique fut obligée de renoncer à une partie de ses privilèges pour sauver le reste. La vie politique anglaise, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, est une transition progressive de l'aristocratie à la démocratie : l'aristocratie cède pas à pas, selon les exigences de la situation. C'est pourquoi les orages de 1848, qui secouèrent tous les pays d'Europe, n'ont soulevé chez les Anglais que le mouvement chartiste. Les représentants des couches inférieures de la société accèdent au Parlement d'une manière successive et s'acclimatent ainsi aux traditions aristocratiques du parlementarisme anglais sans en rompre la continuité. Les grands leaders anciens du Parlement étaient souvent membres de la Chambre pendant 30 à 40 ans et avaient tout le temps d'habituer leurs nouveaux collègues aux coutumes de la vie politique. «En Angleterre, — dit Mathew Arnold — le gouvernement se compose de personnalités aristocratiques qui complètent leurs rangs par certains représentants de la vie économique, leurs relations personnelles pour la plupart». Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la plupart des aristocrates destinent au moins l'un de leurs fils à la carrière politique. En 1880 encore, il y a 155 fils de pairs à la Chambre des Communes. Parmi les 306 hommes

d'Etat qui furent ministres de 1801 à 1924, 60% portaient des titres de noblesse héréditaires et 65% avaient reçu leur éducation à Oxford ou à Cambridge. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle les économistes devinrent de plus en plus nombreux au Parlement : en 1895, on compte 189 hommes d'affaires sur 456 députés. Mais, comme ils avaient reçu leur mandat à un âge relativement mûr, ils n'avaient plus guère le temps de se distinguer, de manière à pouvoir faire partie du cabinet. Par contre, les aristocrates étaient encore jeunes quand ils passaient le seuil de Westminster et ainsi, malgré la démocratisation, ils maintenaient leur prédominance. Le pourcentage des ministres d'origine aristocratique fut de 73% entre 1801 et 1831 ; de 64% entre 1832 et 1867 ; de 60% entre 1867 et 1885 ; de 58% entre 1885 et 1905 ; de 50% entre 1906 et 1916. Mais depuis la poussée en avant du Labour-party, de 1917 à 1924, il n'y a dans les divers cabinets que 27% d'aristocrates. (cf. Kingsley B. Smellie : *Democratie und Partei in England*. 1932). Nous ne devons pas perdre de vue non plus qu'une bonne partie de l'aristocratie anglaise ne fut anoblée qu'au XIX<sup>e</sup> siècle ; il n'y a que quatre familles nobles dont les origines remontent au XII<sup>e</sup> siècle, cinq au XIV<sup>e</sup> et sept au XV<sup>e</sup>.

D'après certains observateurs anglais, les aristocrates ayant perdu la direction des affaires politiques, bon nombre d'entre eux n'ont plus de vocation proprement dite et par conséquent, les précieuses dispositions politiques qui les caractérisaient auparavant, s'affaiblissent en eux. L'homme d'Etat aristocrate cède la place au *sportsman* qui s'est démocratisé pour autant qu'il passe son temps parmi les jockeys et les keepers. Ajoutons-y l'automobilisme, très goûté des jeunes aristocrates ; ce perpétuel déplacement, qu'ils pratiquent avec tant de passion, les rend encore plus nerveux et moins disposés au travail intellectuel discipliné. L'autre type d'aristocrate est le «business-magnate» qui, du moins sur le terrain économique se rapproche de l'idéal d'une vie profitable au bien public, quoique ce type montre



une tendance à devenir une simple ploutocratie et que, considérant le money-making comme sa seule vocation, il se «dépolitise». Actuellement, le grand rôle historique de l'aristocratie anglaise est représenté plutôt par les aînés ; quant aux jeunes, ils se retirent peu à peu de la vie publique de grand style, bien que leur éducation et la force des traditions retardent ce processus.

L'aristocratie hongroise, plus fermée comme classe sociale, a également beaucoup perdu de son influence politique au XX<sup>e</sup> siècle. Depuis la fin du siècle dernier, le rôle de la Chambre des Magnats s'est effacé et seuls les aristocrates qui sont membres de la Chambre des Députés jouent encore un rôle sérieux dans la vie politique. Mais ils appartiennent aux générations plus âgées. Les plus jeunes, ceux d'aujourd'hui, ne se préparent guère à la carrière politique : comme en France depuis 1871, une «émigration intérieure» semble avoir commencé. Là où la constitution se démocratise, l'aristocrate, croyant à tort qu'il a perdu toute possibilité de pouvoir politique, se retire dans ses cercles exclusifs et devient *clubman* ou *sportsman*. Cette retraite de l'aristocratie française peut servir d'avertissement. L'on voit clairement aujourd'hui que l'aristocratie aurait pu rester un facteur politique très sérieux, mais au lieu de travailler et de se démocratiser sagement dans une certaine mesure, elle a quitté l'arène politique où s'est présenté un terrain propice aux démagogues professionnels qui, faute d'une opposition conservatrice sérieuse, ont réalisé facilement leurs réformes les plus radicales. Pourtant, l'aristocrate français aurait encore eu, malgré le principe d'égalité, assez de poids et de prestige historiques si, au lieu de ne considérer que ses aises, il ne s'était pas retiré de la vie publique pour ne prendre du service, tout au plus, que dans l'armée et dans la diplomatie. Une certaine adaptation à l'ordre nouveau aurait pu freiner le radicalisme et jeter un pont sur l'abîme qui sépare l'aristocratie de naissance des autres classes de la société.

En somme, en France comme en Hongrie, l'aristocratie se retire de plus en plus de l'activité politique. Plusieurs raisons, générales et particulières, expliquent cette attitude. Partout où a été introduit le suffrage universel, les esprits délicats se laissent décourager par les ennuis que comportent les campagnes électorales : discours populaires, flagorneries, brutalités verbales et intrigues de petits intérêts locaux. Celui qui connaît la vie parlementaire démocratique n'ignore point que les empiétements occultes des intérêts particuliers au détriment de la cause publique n'y sont pas chose rare et qu'un peu partout dans le monde, le parlement démocratique est la serre chaude d'une certaine corruption. C'est là, en partie du moins, la raison pour laquelle on parle un peu partout de la faillite du parlementarisme, bien que, moins pour le moment, il n'y ait pas de régime stable pour le remplacer. Le mot de Bodley est caractéristique : « Si, en France, un citoyen honnête s'adonne à la politique, on le considère presque avec la même pitié qu'on a en Angleterre pour un honnête homme devenu joueur ou ivrogne ». De plus, le nombre croissant des politiciens « professionnels » qui vivent de la politique sans faire vivre la politique par leurs talents, rend cette atmosphère encore plus étouffante. Si donc un bourgeois distingué hésite déjà à entrer dans l'arène politique, l'aristocrate hésite encore davantage : de toute façon, déjà, il tend à dédaigner la foule, il connaît peu et mal la vie, et avec sa fortune, il a une existence relativement aisée. Dans ces conditions, la lutte politique souvent laborieuse et pénible a moins d'attrait que la chasse ou l'automobilisme. Enfin, auparavant, l'aristocrate sacrifiait toute sa fortune à une campagne électorale ; aujourd'hui, il n'a plus les moyens de le faire.

Mais outre ces raisons d'ordre général, il est une raison spéciale qui, en Hongrie, éloigne de la vie politique les nouvelles générations de l'aristocratie : c'est le *système d'éducation* de l'aristocratie hongroise.

Si l'aristocratie anglaise a pu garder si longtemps et



garde encore aujourd'hui un rôle important dans la vie politique, c'est en grande partie grâce à son système d'éducation dans les écoles secondaires et les universités. Les antiques *Public Schools* anglaises, Eton, Harrow, Winchester, Rugby, et (comme le roi Edouard VII l'a dit à Rugby en 1907), ne se distinguent pas seulement par l'enseignement scientifique, mais aussi et plus encore par les idéals élevés qu'elles inculquent à la jeunesse, sur l'honneur, sur la virilité, sur l'esprit public. Et en effet, c'est de ces écoles que sortirent la plupart des grands hommes d'Etat, chefs de guerre et colonisateurs de l'Angleterre et de l'Empire britannique, toute une aristocratie qui a su conquérir, organiser et gouverner ce vaste Empire. Quelques exemples : d'Eton sont sortis plusieurs présidents du conseil, tels que Grey, Derby, Gladstone, Balfour, etc., des chefs de parti, des généraux, des gouverneurs, des écrivains, des savants, toute une série d'étoiles de première grandeur. Il en est de même de Harrow, qu'on a nommé «School of Prime Ministers». Le Westminster College peut s'enorgueillir de cinq premiers ministres, de plusieurs poètes et philosophes, etc.

Ces Public Schools, avec leurs traditions, leurs monuments et leurs murs antiques, font partie intégrante de l'histoire de l'Angleterre. Cette atmosphère historique est déjà par elle-même une source d'éducation morale pour les futurs hommes d'Etat. Les bâtiments séculaires, les plaques commémoratives, les bancs et les boiseries des salles d'études, les vitraux et les tombeaux des chapelles gothiques sont autant de rappels discrets à la piété, au respect du passé, au sens de la continuité de l'évolution historique, à la responsabilité envers l'avenir national. L'Anglais n'est ni radical ni révolutionnaire ; c'est la nation de l'évolution sociale progressive et quant à la réalisation de son programme national et à sa situation mondiale, il compte, non pas en années, mais en siècles. Ce calme épique et cette macroscopie historique procèdent, en partie, du

fait que ces élites politico-sociales respiraient, pendant des siècles, cette atmosphère historique des Public Schools.

Mais ce culte des traditions n'est qu'un des aspects de l'éducation politique anglaise. Qu'est-ce qui pousse l'Anglais, homme d'action, vers un avenir actif? *L'émulation*. Chaque jour, les élèves passent quelques heures à jouer, à lutter entre eux sur le magnifique *play-ground*. Certains se demandent avec inquiétude si ce culte du jeu ne porte pas préjudice à l'éducation intellectuelle : *games come first, books second*, comme dit le vieux proverbe anglais. Cependant, études et jeux sont en sain équilibre. Le cricket, le football, le hockey sont les meilleurs maîtres de l'éducation physique et morale de la nation anglaise. Tout en assouplissant le corps, ils développent aussi dans l'âme le courage et la présence d'esprit, la sûreté du coup d'oeil nécessaire à juger la situation, la rapidité d'action et le sentiment de la responsabilité, le désintéressement, le sens social et le don d'organisation, la faculté de commander et d'obéir en même temps — autant de vertus politiques, autant de signes caractéristiques de la morale de l'homme d'Etat. Les héros politiques et les hommes représentatifs de la nation anglaise furent dans leur jeunesse des «captains» de cricket ou de football. Ce n'est donc pas sans raison qu'on attribue à ce culte du sport la grandeur de la nation, son ardeur à rivaliser avec les autres peuples européens et ses succès en politique extérieure et coloniale. L'éducation anglaise ne fait que rejoindre l'idéal grec : c'est dans le jeu organisé qu'elle a trouvé l'antidote d'un intellectualisme maladif. Contrairement à nos écoles continentales, les écoles anglaises s'attachent bien plus à l'entraînement du corps, du caractère et de la volonté qu'à celui, tout exclusif, de l'intelligence. C'est leur mot d'ordre qu'elles réalisent pleinement : *education before instruction*. Elles veulent faire du jeune Anglais un *gentleman and man* dont le but dans la vie n'est pas le savoir pur et simple, mais l'action dans la famille, dans la société, dans le domaine politique et économique. Leur



idéal est l'homme pratique, habile et capable de s'orienter dans la vie, qui sait se dominer s'il le faut, et qui a confiance en lui-même. La Public School veille également à ce que la jeune élite de la nation ne soit pas exclusivement élevée dans une «splendid isolation»; c'est pourquoi elle pousse cette élite à se mêler aux autres couches sociales, à l'occasion des campements d'été et des jeux interscolaires. Les élèves d'Eton College, par exemple, jouent, en été, avec ceux, de condition plus modeste, des écoles primaires londonniennes et de Borstal-School. De plus, dans les «debating societys» des grandes écoles, on choisit de préférence, comme sujets de discussion, les questions sociales.

Un des traits caractéristiques des Public Schools grâce auquel celles-ci développent merveilleusement le sens politique de leurs élèves — est le très large *self-government* de la jeunesse. Celle-ci se gouverne elle-même au moyen de ses *captains* et *prefects*, chargés de chefs qui sont décernées d'ordinaire aux jeunes gens sur la base des résultats atteints dans leurs études et de leur conduite. C'est l'aristocratie de l'esprit qui règne dans la plupart des collèges. Les *captains* veillent à l'ordre dans la maison et dans l'école, ils sont responsables de tous les désordres, de toutes les transgressions de règles. L'ordre, le travail, tout l'esprit d'une école dépendent du tact, du jugement et de l'autorité de ces jeunes chefs. Leur rôle est si important que quelqu'un a dit avec justesse que dans les vraies Public Schools les jeunes gens s'élèvent les uns les autres, sous le regard bienveillant de leurs *masters*. L'aîné est le maître de son cadet, le gardien de l'ordre et de la discipline et il initie les jeunes aux coutumes et aux traditions de son collège. Dans cette espèce de hiérarchie, les jeunes gens se sentent de bonne heure déjà responsables de leurs semblables, ils doivent déployer tout ce qu'ils possèdent de dons d'organisation et de commandement et disposer d'assez d'énergie pour se décider et agir promptement. Comme cet esprit d'éducation et cette vie intime des anciennes Public Schools sont deve-

nus le modèle de toutes les écoles anglaises d'aujourd'hui, celles-ci contribuent constamment et dans une proportion considérable au développement du caractère national anglais tendant à l'action. En ce qui concerne l'aristocratie, son éducation se poursuit, depuis des siècles, dans le même esprit aux universités d'Oxford et de Cambridge : c'est de ces illustres institutions que sortirent les plus grands hommes d'Etat anglais. Contrairement à ce qui se passe en Angleterre, c'est le système de l'éducation privée qui prédomine dans l'aristocratie hongroise. Les jeunes aristocrates ont des précepteurs et sont ainsi, pour la plupart, privés des avantages qu'offrent les écoles publiques : le développement de l'énergie qu'exige le travail régulier, l'expérience des hommes, l'émulation, le développement du sentiment de la responsabilité, de la volonté, du caractère, des facultés d'organisation et de commandement, comme c'est le cas par exemple dans les Public Schools anglaises. La fréquentation des écoles secondaires est cependant la meilleure école de la vie, la meilleure préparation à la vie publique : une classe de l'école est une *société* en miniature.

\*

Durant de longs siècles, la nation considérée au point de vue strictement politique, fut constituée, à côté de la mince couche de la haute noblesse, par la petite noblesse, classe plus nombreuse. Plus tard une scission survint entre ces deux ordres, touchant l'exercice des droits politiques : les membres de la haute noblesse, de par leur naissance, étaient partout membres de la législation, cependant que la noblesse moyenne n'y figurait que par ses représentants élus ; plus tard, la démocratie fit perdre à la noblesse moyenne ses privilèges et les Hautes Assemblées des Etats européens furent ensuite constituées uniquement par les membres de l'aristocratie. En Angleterre, ce changement s'accomplit vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle ; en France, un



mouvement analogue se situe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, tandis qu'il tarde jusqu'en 1848 dans la plupart des autres Etats. Après les révolutions de 1918 plusieurs pays ne se contentent pas d'abolir les restes des privilèges nobiliaires, mais interdisent sous peine de sanctions pénales le port de titres de noblesse. La Constitution de Weimar était moins intransigeante à ce sujet : elle abolit tous les privilèges et considère les titres de noblesse comme faisant partie du nom de famille, ne pouvant plus faire objet de donation.

Dans les familles de la haute noblesse (Nobility) britannique, ce sont les aînés qui héritent du titre, aussi bien que du siège dans la Haute Assemblée et de la fortune familiale. La noblesse moyenne, par contre, s'incorpore à la catégorie sociale de la *gentry*. La *gentry* comprend d'ailleurs non seulement les descendants des anciens nobles, mais aussi tous les membres de la société auxquels leur fortune et leur formation intellectuelle permettent de se consacrer aux affaires publiques, d'une manière désintéressée. La *gentry* n'est donc pas une notion de naissance ou de droit, mais une notion intellectuelle et morale. Le terme *gentry* désigne des personnes qui, grâce à leur indépendance matérielle, disposent d'assez de temps pour employer leurs facultés à la direction désintéressée de la vie sociale. Ce n'est pas pour gagner sa vie que la *gentry* se consacre aux affaires publiques, mais pour accomplir son devoir civique suivant ses traditions de famille. Depuis quelque temps, cette classe s'intègre de plus en plus dans la classe moyenne. Dans la démocratie de notre époque, inclinant au radicalisme, la tâche dévolue à la *gentry*, héritière de l'ancienne noblesse, est, tout en s'attachant à l'esprit des traditions historiques de la nation, et en s'adaptant sagement aux exigences de la société nouvelle, de jouer dans la politique, et dans la vie publique en général, le rôle du frein en face des nouveaux éléments qui grandissent.

## La ploutocratie dans la politique

A l'époque de la société fondée sur le système des ordres, la base du pouvoir et de l'activité politique est la propriété foncière aux mains de la noblesse ; la bourgeoisie des villes se vouant à l'industrie, au commerce, aux finances n'a guère, en général, de droits politiques. Plus tard, lorsque les États abandonnent l'économie naturelle et que le capitalisme se développe en Europe, la puissance de l'argent fait son entrée dans la politique, L'argent devient une puissance politique et la puissance politique à son tour, cherche souvent à se transformer en argent. Les possesseurs de capitaux accumulés, les *ploutocrates*, réclament plus ou moins ouvertement une part du pouvoir politique pour la défense et le développement de leurs intérêts économiques. Le pouvoir nominal reste généralement aux mains de l'aristocratie et de la noblesse, mais, tout en demeurant à l'arrière-plan, la ploutocratie n'en exerce pas moins une influence de plus en plus forte sur les détenteurs du pouvoir ; elle ne tarde pas à trouver, avec l'argent, le moyen d'acheter presque imperceptiblement une part de la puissance politique.

Quels sont les traits typiques du caractère politique du ploutocrate ? Quels sont les sentiments et les dispositions que le ploutocrate apporte avec lui dans la vie politique ? Comment sont-ils déterminés par l'esprit capitaliste ? C'est en partant de cette dernière considération que l'on arrive au type extrême, au parachèvement « idéal » du ploutocrate.

La valeur suprême, pour le ploutocrate, c'est la valeur économique. Toutes les autres valeurs, il les évalue, les mesure en comparaison de cette dernière ; les biens spirituels ne sont appréciés par lui qu'en tant qu'ils peuvent favoriser les intérêts économiques. La valeur de la science consiste dans ses applications techniques qui favorisent la production des biens ; la morale n'est qu'un précieux



auxiliaire de l'organisation du travail, un moyen de raffermir la conscience professionnelle, la collaboration paisible et la discipline des travailleurs ; la valeur que le ploutocrate attribue à la religion est d'augmenter l'esprit de sacrifice chez les travailleurs, de tempérer leur mécontentement, de les rendre plus résistants à la souffrance ; pour le ploutocrate, l'Etat est un organisme apte à maintenir l'ordre dans la société, la libre concurrence et le règne du plus fort dans le domaine économique, à assurer le fonctionnement sans heurts de l'activité économique, à briser les grèves par la force, à ouvrir des débouchés nouveaux, à conquérir des colonies à exploiter. Le bien suprême, le but de l'existence est pour le ploutocrate l'accumulation des biens économiques sous leur forme la plus universelle : l'argent. Le capital, pour lui, est une fin en soi ; il veut accaparer la richesse pour elle-même et non pas pour la mettre au service d'un idéal supérieur d'ordre spirituel et moral.

Le véritable ploutocrate est, de par sa nature et bien souvent même sans le savoir, partisan de *l'individualisme* extrême, dont la forme politique est le *libéralisme*, assurant la liberté de la concurrence. La primauté des biens matériels signifie chez lui une activité purement égoïcentrique ; ils les accumule non pas au profit des intérêts de la société, mais pour ses propres buts personnels. Il ne tient compte des intérêts de la société qu'en tant qu'ils s'accordent avec son profit individuel, ou même le favorisent indirectement. Son intérêt privé prime toujours l'intérêt de la communauté. Aux yeux du ploutocrate, la collectivité, le peuple, n'existe que pour contribuer, par le travail et par la consommation, à l'accroissement du bénéfice particulier. L'égoïsme du ploutocrate ne voit dans l'Etat qu'une institution destinée à protéger par sa puissance les intérêts particuliers du capitalisme, à enrayner la concurrence étrangère par sa politique douanière, à interdire l'accès du pays aux marchandises bon marché et à maintenir les prix élevés sur le marché intérieur. Pour le ploutocrate, les citoyens sont ou des ou-

vriers dont la seule tâche est de travailler pour le capital, ou des consommateurs qui doivent acheter le plus possible de marchandises et au plus haut prix, ou bien des concurrents qu'il faut écraser ou, si c'est impossible, avec qui il faut s'allier en cartel pour s'assurer le profit à l'amiable.

Etant donné l'esprit individualiste du capitalisme, le ploutocrate ne peut acquérir la richesse que s'il est doué d'esprit, d'entreprise et d'initiative, de courage et de talent d'organisation. Ainsi apparaissent plusieurs qualités morales qui établissent, au point de vue formel, une certaine affinité entre la structure psychique de l'aristocratie et celle de la ploutocratie : à la nature combattive du premier correspond chez l'autre le courage entreprenant ; avec le caractère impératif de l'un peut être mis en parallèle le talent d'organisation de l'autre. Tous les deux inclinent à l'internationalisme : par ses parentés et ses relations de famille, l'aristocratie constitue, pour ainsi dire, une noblesse supranationale, alors que la ploutocratie forme, grâce à l'étroitesse des rapports économiques entre les pays et à la concentration mondiale du capital, une puissance financière internationale. C'est ce qui explique d'ailleurs l'importance primordiale aussi bien de l'aristocratie que de la ploutocratie dans la politique internationale. Ploutocratie et aristocratie se rapprochent en outre sur la voie de la dégénérescence. Les ancêtres de l'aristocratie ont été hissés au faite de la hiérarchie sociale grâce à leurs vertus militaires et politiques ; mais leurs descendants lointains, gâtés par l'opulence, sombrent dans l'hédonisme et dilapident les richesses tant morales que matérielles que leur léguèrent les ancêtres. Le même phénomène se produit, mais à un rythme accéléré, dans la ploutocratie : il est rare que le type du ploutocrate ramassant une fortune immense au prix d'un travail acharné et d'une sobriété quasi ascétique, se prolonge chez les fils et petits-fils ; les descendants, imitant le train de vie de l'aristocratie, s'adonnent au luxe raffiné et ne cherchent que la jouissance, ou bien, — et c'est le cas le plus favorable — au lieu



de l'activité économique, ils convertissent leurs instincts d'action hérités, en une activité littéraire, artistique ou scientifique.

L'image que nous venons de tracer du caractère du ploutocrate représente le type extrême où les tendances découlant de l'essence de l'esprit capitaliste s'affirment dans leur plénitude. Nous sommes loin de penser que tout ploutocrate est un être aussi cruellement égoïste, dépourvu de tout sens social et tendant uniquement à exploiter les autres, comme cela découlerait de la logique de l'esprit capitaliste. Le caractère ploutocratique est riche en variantes, depuis le Shylock shakespearien jusqu'aux Carnegie et Rockefeller, qui ont sacrifié une grande partie de leur fortune au service des grands buts moraux de l'humanité, et ce non seulement par sagesse, mais aussi par amour désintéressé du genre humain. Depuis quelques dizaines d'années, la ploutocratie prend également sa part dans les nobles missions sociales que sont la protection des arts et la charité.

Comment la ploutocratie intervient-elle dans la politique? La lutte ouverte dans l'arène politique répugne instinctivement au ploutocrate : il est rare qu'il y joue un rôle personnel. Les membres de la ploutocratie occupent rarement des sièges de députés pour défendre eux-mêmes leurs intérêts économiques. Le gros capital a d'autres moyens d'exercer son influence sur la législation et l'opinion publique. Il dépense des sommes énormes, même dans les pays démocratiques, pour les élections législatives. Les fonds destinés à soutenir la campagne électorale des partis complaisants assurent à la ploutocratie, d'un côté les dispositions favorables des électeurs, et d'autre part, la bienveillance des députés et du gouvernement sorti des rangs de ces partis. Les sommes investies dans les élections par le grand capital ont toujours suffi jusqu'à maintenant pour écarter les dangers qui menaçaient théoriquement le capitalisme dans les pays industriels dont la population compte

pourtant une majorité ouvrière et dont le régime est formellement démocratique.

En somme, à plus d'un égard, la démocratie parlementaire est une ploutocratie camouflée. Suivant le principe fondamental de la démocratie, le député est «le représentant de tout le peuple», il ne doit suivre que la voix de sa conscience et ne doit accepter son mandat d'aucune espèce de groupement d'intérêts particuliers. La ploutocratie fait toutefois le nécessaire pour qu'il l'accepte néanmoins.

La force suggestive de la parole imprimée est beaucoup plus grande que celle des discours. Aussi la ploutocratie s'efforce-t-elle de mettre la main, par la puissance de l'argent, sur la puissance morale qu'est la presse. La corruption, l'«achat» individuel de certains journalistes, méthode en vogue à l'époque de Metternich, est aujourd'hui tombée en désuétude. La presse est, elle aussi, devenue une entreprise capitaliste, qui accepte volontiers les subventions secrètes, dans la plupart des cas sous forme de publicité payée.

La technique politique avec laquelle la ploutocratie dirige, par la puissance de l'argent, les élections et la presse, est le mieux développée en Amérique, berceau de la démocratie. La campagne électorale des deux grands partis américains, républicain et démocrate, est en réalité une lutte pour le pouvoir entre deux groupes d'intérêt capitalistes. On sait qu'aux Etats-Unis tous ceux qui occupent des fonctions importantes sont réélus à un intervalle relativement court : non seulement le Président, les députés, les sénateurs, les maires et les conseillers municipaux, mais aussi les juges, les procureurs, les chefs de police et les chefs des bureaux de perception sont désignés par voie d'élection. Le grand capital, «Wall Street», participe à toutes les luttes électorales pour pouvoir influencer, non seulement la législature, mais aussi l'appareil administratif. Une élection présidentielle aux Etats-Unis coûte des sommes fabuleuses. Selon le rapport du Comité Sénatorial (Presidential Cam-



paign Expenditures. 70<sup>th</sup> Congress, 2<sup>d</sup> Session. Report 2024) la lutte électorale entre Hoover et Al. Smith dans l'hiver de 1928—29, a coûté 16·5 millions de dollars, dont 9·5 millions furent dépensés par les républicains et 7 par les démocrates. Mais ce rapport ne tient pas compte des dépenses locales, et si nous les ajoutons, le chiffre total s'élève à environ 20 millions de dollars.

Il n'est pas rare que les descendants des ploutocrates, à la deuxième ou la troisième génération, se transforment théoriquement en anti-capitalistes, s'adonnent à des rêveries sociales dans la littérature, et soutiennent avec leur argent et leur influence tous les courants radicaux. Tel est le cas de Walter Rathenau. Fils de millionnaire et lui-même économiste de premier ordre, il est président du plus grand trust allemand, de l'*Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft*. Dans ses livres brillamment écrits, Rathenau se montre un rêveur utopiste. En théorie, il est fervent partisan du socialisme d'Etat, mais en réalité, il est le représentant du capitalisme libéral. Dans ses écrits, il condamne la ploutocratie comme un régime oligarchique, réclame la réforme de la vie morale, juridique et économique, flétrit le luxe et n'admet que la satisfaction des besoins véritables et immédiats. Le nivellement de la propriété et du revenu est, selon lui, une exigence de la morale. L'Etat seul doit être riche. Tout monopole doit être aboli, ainsi que le droit d'héritage. L'avidité et la convoitise devront être remplacées par le sens de la responsabilité et le travail créateur. Il faut en finir avec la lutte de classe, supprimer tout revenu oisif, et tous les citoyens doivent bénéficier d'un bien-être égal.

Les théories de ce Platon moderne du socialisme d'Etat sont absolument anti-historiques : sa construction sociale révèle l'esprit de parvenu du ploutocrate. Il reproche à sa patrie de ne connaître que la méthode historique, de s'opposer obstinément à l'intuition qui est la seule méthode valable. Tout traditionalisme est pour lui signe d'inertie spirituelle.

Mais ce grand utopiste ploutocrate n'essaye même pas de mettre en pratique ses théories idéalistes dans les entreprises colossales dont il est pourtant le maître. Après la guerre et la débâcle allemande, Rathenau se consacre activement à la politique : il se rapproche du parti social-démocrate. Ministre de la reconstruction nationale, puis des affaires étrangères, il reste utopiste. Ses négociations avec la France ainsi que ses traités avec la Russie portent l'empreinte d'un idéalisme doctrinaire.

### **Le bourgeois dans la politique**

Au moyen âge, la bourgeoisie était l'ordre des citadins libres, pour la plupart, artisans et commerçants. Cet ordre bénéficiait d'un statut particulier dans le droit municipal. La différenciation sociale selon la fortune prévalait aussi dans cet ordre roturier : les familles plus fortunées, partant plus estimées, formaient la classe des patriciens, — sorte de noblesse citadine — en face des couches inférieures de la bourgeoisie. A partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, on considéra comme bourgeois quiconque n'appartenait ni à la noblesse, ni à la paysannerie. Avec le développement de la vie économique, la bourgeoisie aisée et de plus en plus cultivée commença de réclamer naturellement des droits politiques. En Angleterre le Tiers Etat jouissait, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, des mêmes droits que la noblesse, bien que celle-ci continuât d'assumer la direction de la politique ; par contre, en France il fallut la Révolution de 1789 pour faire valoir les droits du Tiers Etat. La bourgeoisie englobait à ce moment, en dehors des artisans et marchands, les médecins, les avocats, les professeurs et autres travailleurs intellectuels, en particulier les fonctionnaires. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, cette classe bourgeoisie est partout à l'avant-garde du libéralisme ; elle lutte pour l'égalité des droits et pour l'abolition des privilèges. Le tempête politique qui secoua, vers 1848, la plupart des pays d'Europe, fut déclenchée par l'idéal de liberté



que préconisait le libéralisme bourgeois. Après la suppression des privilèges nobiliaires, la bourgeoisie et la petite noblesse se fondent et constituent la classe moyenne dont la couche supérieure est composée de la noblesse terrienne, qui continue à aspirer à un rôle politique, et de la bourgeoisie fortunée.

Vers la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le grand capital évolue de plus en plus rapidement vers le monopole de la puissance économique. Mais de l'autre côté, par réaction, la base de plus en plus large de la pyramide sociale, le prolétariat industriel, le quatrième état, se concentre et forme un bloc de plus en plus compact. Sur la grande échelle sociale, la classe dite moyenne, se place entre le grand capital et la classe des ouvriers syndiqués. Pendant que le grand capital, qui se trouvait au sommet, et le prolétariat, qui se trouvait à la base, se livraient, pendant un demi-siècle, une lutte politique et économique, la classe moyenne qui occupait la place intermédiaire, assista longtemps à ces combats en spectatrice muette, sans prendre conscience de ses intérêts politiques et économiques, n'étant pas organisée pour la lutte de classes et ne se rendant pas compte de sa propre importance sociale. Du fait de leur libéralisme les deux couches de la classe moyenne mirent leur force politique au service du capitalisme : la couche des fortunés le faisait délibérément, la couche inférieure, inconsciemment. C'est pour cela que les socialistes ont considéré la bourgeoisie comme l'opposé du prolétariat. Cependant, la bourgeoisie d'aujourd'hui ne représente pas, tant s'en faut, une classe sociale homogène et unie. Il y a dans son sein des frictions continuelles, ville et village, grande industrie et artisanat, producteurs et consommateurs, intérêts agrariens et mercantiles, catholicisme et protestantisme, christianisme et judaïsme, etc. s'y combattent sans cesse.

Le terme «classe moyenne» est un autre nom collectif de la bourgeoisie. Qui pouvons-nous considérer comme membre de cette couche sociale ? La difficulté qu'il y a

à répondre à cette question est indiquée déjà par le fait historique que la classe moyenne n'a commencé que dans un passé récent à prendre conscience de la communauté de ses intérêts économiques et politiques et à faire certains efforts pour s'organiser. La raison profonde de ce fait réside dans le manque d'unité intérieure de cette couche sociale : si elle était, de par sa constitution, homogène et unie comme le sont la ploutocratie et la classe des ouvriers industriels syndiqués, elle eût trouvé probablement depuis longtemps, à l'instar des autres couches, sa forme d'organisation appropriée.

En décomposant la société en «classes» l'on ne doit pas perdre de vue qu'ici la notion de classe ne saurait être interprétée au sens strict du mot. Dans l'acception exacte du terme, l'on ne peut appliquer la notion de classe qu'à un groupe d'objets pourvus ou dépourvus de certaines caractéristiques communes. Mais dans les cas où il s'agit de savoir si certaines qualités se retrouvent en des objets dans une mesure plus ou moins forte, on emploie la notion plus élastique de *type*. En décomposant la société en ses diverses couches nous devrions distinguer, par conséquent, des types sociaux plutôt que des classes sociales. Les couches sociales, en fluctuation continue, ne sont pas séparées les unes des autres par des lignes de démarcation très nettes. Au contraire elles s'entrepénètrent : les membres de couches sociales inférieures s'élèvent vers les couches supérieures et créent des formes intermédiaires par rapport aux types purs. Mais même ce sens élastique de type est difficilement applicable aux couches intermédiaires, c'est-à-dire à la «classe moyenne».

A quoi cependant reconnaît-on un membre de la classe moyenne? Habituellement on applique ici une toise exclusivement économique : les revenus d'importance moyenne. Pour d'autres, le critère est un certain degré de culture et d'instruction. Mais il convient de réunir ces deux critères. La mesure économique n'est qu'un point de départ, mais la



possession d'une fortune ou d'un revenu moyens implique d'habitude un standard spirituel et moral de nature traditionnelle, que l'on ne retrouve ni chez les très riches, ni chez les très pauvres.

Voilà plus de deux mille ans, Aristote a employé, dans sa *Politique*, un critère à la fois matériel et spirituel pour caractériser la classe moyenne du point de vue de ses dispositions politico-psychiques. « Dans tout Etat, — dit-il — la population se répartit en trois classes : celle des très riches, celle des très pauvres et la classe moyenne . . . Quant à la fortune aussi, celui qui vaut le mieux, c'est l'homme moyen. Il écoute plus aisément la voix du bon sens. » Les hommes de haute naissance ou très riches sont gâtés et n'apprennent guère à obéir ; les miséreux, par contre, deviennent par trop serviles. « Ainsi se forme un Etat composé d'ilotes et de seigneurs, mais non de citoyens libres . . . Cependant l'Etat devrait se composer, autant que possible, de citoyens pourvus de droits égaux et se ressemblant, ce qui se rencontre en premier lieu parmi les hommes de la classe moyenne . . . D'ordinaire, ce sont les éléments les plus stables de l'Etat, car ils ne convoitent pas le bien d'autrui, comme les pauvres, et le leur n'est pas convoité, comme celui des riches l'est par les pauvres . . . Il est donc évident que la collectivité publique est le mieux faite quand elle s'appuie sur la classe moyenne et d'autre part que les Etats où la classe moyenne est nombreuse, sont ceux qui se sont bien organisés . . . La plus grande chance est donc si les citoyens possèdent une fortune moyenne mais pourtant suffisante ; car là où une partie de la population possède trop et l'autre rien, on assiste à la formation ou d'une démocratie extrémiste, ou d'une oligarchie exclusive, ou bien de la tyrannie, par suite de l'extrémisme dans l'un ou l'autre sens . . . Les formes démocratiques se conservent mieux et sont plus résistantes que les formes oligarchiques, du fait qu'elles comprennent une classe moyenne ; mais là où, par suite de l'absence de cette classe, ce sont les miséreux qui prennent le dessus de

par leur masse, c'est la déchéance et, à bref délai, l'anéantissement qui survient.»

Aristote fait remarquer également que les facteurs principaux de la vie spirituelle et du progrès social, «les meilleurs législateurs et hommes d'Etat se recrutent dans les classes moyennes : Solon, Lycurgue, Charondas, et nombre d'autres encore sont issus de cette couche.» Ainsi, déjà Aristote considère la classe moyenne non seulement sous l'aspect économique, mais aussi au point de vue de ses dispositions spirituelles, de la culture, de l'équilibre social et du progrès politique, points de vue qui font d'elle le facteur primordial dans le maintien de l'Etat.

A considérer les récentes définitions savantes de la classe moyenne, on constate qu'elles ne relèvent que des critères d'ordre exclusivement économique. Sans doute, l'état de fortune est un important point de vue, toutefois, son application exclusive aboutit à des généralisations arbitraires. Certains englobent les individus dans la classe moyenne sur la base de leur revenu moyen. Par exemple, Schmoller a dit avant la guerre mondiale, que sont membres de la classe moyenne ceux dont le revenu annuel est de 3000 à 8000 marks ou qui possèdent une fortune de 100,000 marks. Selon d'autres théoriciens, la classe moyenne se répartit en deux grands groupes : celui des professions indépendantes et celui des professions qui ne le sont pas. Dans la première catégorie on range les artisans, les petits commerçants et les commerçants moyens, les petits et moyens propriétaires fonciers. C'est la classe moyenne ancienne, tandis que la classe moyenne nouvelle est formée par les employés et les fonctionnaires et ceux qui exercent des professions intellectuelles. Les intérêts de ces deux groupes sont, sous bien des rapports, divergeants, voire opposés. C'est la raison pour laquelle la classe moyenne et les courants nouveaux s'affirmant dans cette classe ne présentent pas d'unité politique intime, ni de solidarité économique profonde. Si cependant la classe ancienne et la nouvelle s'unissent, c'est



plutôt grâce à leurs affinités sociales et à l'homogénéité de leurs idées conservatrices, qu'à une communauté d'aspirations économiques.

Ces tentatives de définition prouvent à l'évidence que le critère économique à lui seul ne suffit pas à délimiter la classe moyenne d'une manière tant soit peu satisfaisante. La méthode ayant pour base un barème de revenus était dès avant la guerre, peu soutenable, car le revenu annuel de nombreux ouvriers syndiqués rentrait dans les limites établies pour la classe moyenne. La grande guerre a d'ailleurs déplacé radicalement les limites des revenus des travailleurs intellectuels et manuels. Les appointements des petits employés et petits fonctionnaires ont été ramenés au niveau des salaires des ouvriers, d'autre part de nombreux intellectuels ont été réduits à exécuter un travail physique. Par contre, l'ouvrier devenu secrétaire syndical ou député, c'est-à-dire employé ou homme politique professionnel, ne s'intègre certainement pas pour cela dans l'unité morale de la classe moyenne, même quand son standard de vie est supérieur à celui des personnes appartenant à celle-ci. D'autre part, un employé qui pendant toute sa vie a fait un travail intellectuel et qui à la conscience d'appartenir à la classe moyenne, peut facilement, sous la pression de l'exploitation du grand capital, se prolétarianiser et se solidariser avec les ouvriers syndiqués.

Mais la distinction entre classes moyennes «ancienne» et «nouvelle», que nous avons signalée plus haut, et dont le critère serait l'indépendance économique, n'est pas non plus d'une certitude absolue. En effet, l'artisan et le commerçant, eux aussi, sont à un certain égard dans un rapport de dépendance tout au moins vis-à-vis des entreprises de gros, des établissements de crédit, et de la clientèle. D'autre part, nombre d'employés et de fonctionnaires jouissent d'une certaine indépendance, sans parler des professions libérales (avocats, médecins, ingénieurs, écrivains, artistes). En outre, on ne peut opposer l'ancienne et la nouvelle classe

moyenne dans le sens ci-dessus indiqué, car le terme même qui sert à les désigner n'est pas d'accord avec l'usage. En effet, ce qu'on entend couramment par classe moyenne «ancienne», ce n'est pas la petite bourgeoisie (artisans et petits commerçants), mais la petite noblesse terrienne et la bourgeoisie cultivée et aisée des villes, deux groupes qui remplissaient d'ordinaire en commun la plupart des fonctions publiques. Ainsi par exemple, en Hongrie, la classe moyenne «ancienne» est constituée précisément par cette couche d'intellectuels nobiliaire et citadine qui dirige la vie publique : ici, la classe moyenne dite historique est la classe moyenne par excellence. Le mouvement plus récent de la classe moyenne a été mis en branle également par la classe moyenne historique composée de fonctionnaires, mais cherche à attirer aussi d'autres éléments de la société (petits et moyens industriels et commerçants) dont l'idéologie est fondée sur le culte des mêmes valeurs nationales et historiques que celle de la classe moyenne ancienne et dont les intérêts économiques sont menacés par le gros capitalisme, et surtout par le prolétariat organisé, au même degré que les intérêts de la classe moyenne historique. Le mouvement de la classe moyenne française et allemande a progressé dans un sens inverse. Il fut déclenché par l'artisanat, pour organiser les artisans indépendants, en face du capitalisme, de la grande industrie, qui tendait à leur absorption, et en face de la pression des syndicats ouvriers d'autre part. Les commerçants, puis les représentants des professions libérales, les couches intellectuelles se rallièrent plus tard au programme politico-social de ce mouvement.

En dehors du point de vue économique, on pourrait se baser, pour délimiter la classe moyenne, sur le degré d'instruction. La limite inférieure pourrait être quatre classes d'école secondaire, la limite supérieure, des études universitaires ou équivalentes. Ce critère, cependant, pêche lui aussi par un excès de rigidité. Les artisans, les petits commerçants et les petits propriétaires terriens n'ont pas tou-



jours, en effet, une instruction supérieure à celle des ouvriers. Le degré d'instruction n'est donc pas non plus un critère sûr. D'autre part, si l'on songe aux membres de la classe moyenne qui exercent des professions intellectuelles, l'on doit convenir qu'ils représentent, en réalité, l'aristocratie de l'esprit dans la société, et que vue sous cet angle, la classe moyenne est l'élite. Les plus grands génies dans les domaines des sciences, de l'art et de la politique sont issus de la classe moyenne.

Ce ne sont pas les Esquimaux des régions polaires ni les nègres des tropiques qui ont construit le puissant édifice de la civilisation actuelle. De même, le progrès de la culture et de la vie publique n'est pas le produit du sol stérile de la misère, pas plus que de l'abondance amollissante de la richesse ; c'est l'oeuvre des forces morales de la classe intermédiaire, où le culte des valeurs spirituelles est une tradition profondément ancrée. Dans toute société florissante et saine, la couche moyenne est la classe dirigeante possédant les qualités que commande le travail productif intellectuel aussi bien que matériel : esprit d'initiative, invention, facultés d'organisation et de commandement, résolution, sentiment de la responsabilité. Que l'on considère l'artisan, le commerçant, l'agriculteur ou les professions intellectuelles au sens strict du mot, partout l'activité intellectuelle de la classe moyenne demeure le facteur dirigeant dans le travail que les ouvriers manuels exécutent pour la plupart d'une manière mécanique. Il semble que ce serait un certain esprit, un certain degré de culture qui définit le mieux, qui appartient à la classe moyenne. Et c'est ce qui explique le fait que, de toutes les couches sociales, c'est la classe moyenne en premier lieu qui voit le progrès, non pas uniquement dans l'augmentation du bien-être matériel, comme le voit la dogmatique marxiste du matérialisme historique, adoptée par les ouvriers organisés, ou la philosophie de Midas du grand capital, mais aussi dans la réalisation des idéals d'ordre spirituel et moral.

Le niveau intellectuel généralement élevé de la classe moyenne nous amène à envisager un troisième point de vue, celui de la conception du monde sous l'angle de laquelle on peut examiner la structure morale typique des différentes couches sociales. L'idéologie du prolétariat est relativement la plus homogène, ne serait-ce qu'en raison de l'absence de différenciation dans son instruction. Cette conception du monde, en tant qu'elle est consciente, repose sur les piliers de l'idéologie marxiste : au point de vue métaphysique, c'est du matérialisme, au point de vue éthique, c'est un utilitarisme extrême n'admettant qu'une valeur, la valeur économique. Ses conceptions sociales et politiques sont, dans tous les domaines, radicales, voire révolutionnaires : elles proclament la nécessité de bouleverser de fond en comble les bases mêmes de la société et de l'Etat, d'abolir les cadres traditionnels des nations et de réaliser le règne exclusif du prolétariat quoiqu'il y ait aussi un radicalisme bourgeois. Par contre, la conception typique que la classe moyenne se fait du monde ainsi que de la vie politique et sociale, c'est, au fond, celle du « progrès modéré » : elle représente les diverses nuances d'un libéralisme compris dans un juste sens, qui essaye d'équilibrer le rigide conservatisme de l'aristocratie et le nihilisme destructeur du prolétariat. La classe moyenne évolue généralement, selon le témoignage de l'histoire, dans le sens de la ligne des forces historiques qui agissent dans les sens de la continuité. Aussi est-elle toujours et partout la principale gardienne et promotrice de l'idée nationale. Le prolétariat et la ploutocratie penchent vers l'internationalisme et le cosmopolitisme, tandis que la classe moyenne est nationaliste et s'attache fidèlement aux traditions et aux aspirations historiques de la communauté nationale. Partout dans le monde la classe moyenne constitue l'élément le plus solide de l'organisme national. L'Internationale ouvrière, pas plus que l'Internationale dorée du grand capital, ne reconnaît d'idéal national. L'organisme social de la paysannerie est relativement lâche, à défaut



d'une culture historique assez approfondie, élément nécessaire de la conscience nationale. Le monde paysan est le soutien, instinctif et tenace mais inconscient, de la nation : c'est un réservoir d'énergies vitales, une réserve de forces intactes pour la vie nationale, une somme d'instincts amorphes, plutôt qu'une force d'action consciente et directrice. L'histoire d'une nation, la conscience de son immortalité, vivent surtout dans sa classe moyenne.

Qu'est-ce donc qui donne son homogénéité relative à l'esprit de la classe moyenne ? C'est la conscience de la *vocation historique*, de la *mission nationale* qui s'est cristallisée au prix du travail de nombreuses générations, et qui constitue un patrimoine de traditions intellectuelles et morales. N'appartient pas à la classe moyenne celui qui ne communie pas instinctivement et consciemment à la fois dans la volonté de vivre de sa nation et dans le triomphe de ses traditions morales et politiques. Un homme qui n'est pas animé de ces idées a beau avoir un revenu moyen, une instruction moyenne ou supérieure à la moyenne, il ne vit pas dans la communauté morale de la classe moyenne. Ce serait une grave erreur de croire que le sentiment de la mission historique de la nation est une qualité que des gens quelconques, enrichis, mais venus on ne sait d'où, peuvent acquérir du jour au lendemain.

Les *travailleurs intellectuels* qui représentent une grande partie de cette classe, sont les dépositaires les plus sûrs de la conscience historique de la nation. Pourquoi ? Parce qu'il existe une *connexion profonde entre la nation et la substance immanente de l'esprit*. Ce qui fait qu'une nation est une nation, ce n'est pas tant la communauté de l'origine biologico- raciale (la plupart des peuples civilisés sont un mélange de sangs divers), mais la communauté morale, la communion dans les mêmes idées, la communauté des formes de la vie, résultat de l'évolution historique, une structure psychique à peu près homogène s'affirmant dans la conception des valeurs, dans la manière d'envisager le

monde, dans les façons de penser et dans les sentiments, bref dans la culture propre à une nation. La nation est l'expression d'un principe.

Les travailleurs intellectuels sont donc en premier lieu les artisans de la culture nationale et les bâtisseurs de l'édifice de l'Etat. L'âme nationale particulière qui la distingue de l'âme collective des autres nations, se manifeste, en dehors de la langue, dans la législation, la constitution, les conceptions politiques, la littérature, l'art, l'enseignement, les coutumes, enfin dans la conscience historique. Les travailleurs intellectuels sont pour la plupart ceux qui conservent, qui façonnent et qui développent les produits du génie national. C'est là précisément que réside leur importance primordiale pour l'organisme et la vie d'une nation. Une nation dont les juristes et les fonctionnaires courent après des fantômes de droit international et se vouent au cosmopolitisme, au mépris des intérêts de leur propre nation ; dont les professeurs et instituteurs élèvent les jeunes générations dans le dédain des traditions nationales ; dont les poètes, les écrivains et les artistes rompant avec le passé national, répudient le sentiment des valeurs et les idéals que des siècles d'histoire ont cristallisés dans l'âme de leur peuple et vouent un culte exclusif à l'idéal nébuleux de l'universel humain : une telle nation cesse d'exister comme nation distincte, elle creuse elle-même sa tombe. Elle peut être un pays, mais elle n'est plus une nation.

*Dans leur immense majorité les travailleurs intellectuels sont attachés par toutes leurs fibres à la culture nationale et à l'indépendance politique de leur nation : sans cela, leur propre travail est voué à la perte, ils vivent ou meurent avec l'indépendance de leur nation.*

La notion de la classe moyenne étant à ce point liée à l'évolution spécifique des nations respectives, le mouvement international des classes moyennes inauguré en 1923 à Berne (Internationale Mittelstandsunion), ne pourra jamais devenir international dans le même sens que le sont



les organisations du grand capital ou celles de la classe ouvrière. Ce mouvement est surtout d'ordre économique et comme tel, vu le succès des organisations internationales du grand capitalisme et de la classe ouvrière, il espère atteindre à son tour des résultats par la voie de l'organisation internationale. Cependant au Congrès de Berne de 1923, on fit déjà valoir des points de vue politiques et idéologiques : la classe moyenne doit s'unir dans le monde entier contre le communisme et l'anarchisme, de même que contre la prépondérance et la morale du capitalisme extrémiste : contre le relâchement des mœurs sociales, le Congrès proclama la nécessité de chercher des remèdes sur le plan international. La lutte de principes des classes moyennes peut, à juste titre, avoir un caractère international. Mais, dès qu'on descend de la hauteur des principes et qu'on aborde les problèmes intérieurs concrets des classes moyennes dans chacune des nations, l'affirmation de la communauté d'intérêts est contrecarrée par la diversité des conceptions qu'ont des valeurs les différentes nations : ainsi par exemple la classe moyenne hongroise vivant sur les territoires détachés de la Hongrie a des intérêts diamétralement opposés, en ce qui concerne l'accès aux offices publics, l'enseignement, les réformes agraires, etc., à ceux de la classe moyenne tchèque, roumaine ou serbe. Dans la pratique, l'internationalisme finit là où l'intérêt et le sentiment du nationalisme dicent le *verbum regens*.

La classe moyenne, dont les cadres vastes et élastiques embrassent les éléments démocratiques les plus variés, de la gentry à la bourgeoisie, du petit commerçant à l'artisan, ne peut naturellement pas être homogène du point de vue des sentiments politiques. La couche inférieure de cette classe, composée de travailleurs intellectuels, de petits commerçants et d'artisans, soutenait un parti prépondérant au XIX<sup>e</sup> siècle : la démocratie libérale bourgeoise. Sa situation sociale la prédestinait à cette attitude politique. Lassalle, fils de commerçant, écrivait à l'âge de 15 ans, dans son jour-

nal : « Si j'étais né prince, je serais aristocrate corps et âme, mais comme je ne suis que simple fils de bourgeois, je serai en son temps démocrate. » Les éléments révolutionnaires et radicaux se sont recrutés à partir de 1789 dans les milieux de la bourgeoisie, parmi les écrivains, les avocats et les journalistes et parmi certains aventuriers aristocrates qui souvent essayaient d'exploiter pour leurs fins politiques la force de la classe ouvrière organisée. Quant aux chefs conservateurs des contre-révolutions, ce sont d'ordinaire des aristocrates, des hommes riches et d'origine distinguée, des bourgeois aisés ou des paysans riches. Le type esthète, dans la classe bourgeoise, est particulièrement attiré par le socialisme, comme par exemple Ruskin, Oscar Wilde, Anatole France, Bernard Shaw, H. G. Wells et le poète hongrois André Ady, même s'il répugne à participer activement au mouvement socialiste. La jeunesse intellectuelle se lance avec ardeur dans la politique radicale et abandonne le front national bourgeois lorsqu'elle n'arrive pas à trouver une situation satisfaisante dans la société, ni à assurer son avenir, comme c'est le cas aux époques où les carrières intellectuelles sont trop encombrées. A de tels moments, le prolétariat intellectuel a tendance à renverser l'ordre social et à se révolter contre le régime existant. Une société de ce genre ressemble à ces jouets américains connus sous le nom de *top-heavy*, dont la tête de plomb est trop lourde par rapport au corps, ce qui les fait tomber continuellement. L'organisme social où le prolétariat intellectuel prend des proportions démesurées, souffre en quelque sorte d'une hypertrophie de la tête et à tout moment, la communauté nationale est menacée de bouleversement. La Révolution française fût en partie prépondérante l'oeuvre des intellectuels, et en particulier des avocats jacobins, comme Robespierre, Saint-Just, Danton. Mirabeau était un écrivain déclassé, incapable de s'imposer dans son propre milieu social. Les initiateurs, les organisateurs, les chefs spirituels de la Révolution de Juillet (1830), des différentes révolutions de 1848



en Europe (février en France, mars en Allemagne, en Autriche et en Hongrie) enfin de celle d'octobre 1918 en Hongrie, étaient des écrivains, des journalistes et des avocats, des hommes politiques sortis des milieux bourgeois. Et même les chefs de file du socialisme, voire du communisme sont pour la plupart des apostats du front bourgeois, sortant de la petite bourgeoisie, comme Marx, Lassalle, Jaurès, Lénine, Kurt Eisner, W. K. Dittmann, K. Liebknecht, Béla Kun, et beaucoup d'autres. C'est ainsi que la mentalité politique des classes moyennes se fond, en passant par le radicalisme de la bourgeoisie, dans l'esprit politique de la classe ouvrière, qui exige un ordre social absolument nouveau.

Etant donné que la classe moyenne, de par son origine et ses intérêts, n'est qu'une masse amorphe d'éléments disparates, il est naturel qu'elle ne possède ni une organisation politique solide, ni une puissance de combat proportionnée à son importance. Sa majorité est constituée de travailleurs intellectuels en qui la conscience de classe est généralement minime tout comme la faculté de s'organiser. Chez le travailleur intellectuel, le sentiment de la personnalité prime tout et l'empêche de s'enrégimenter dans un mouvement de masse qui efface l'individualité et exige une discipline sévère. Comment les travailleurs intellectuels pourraient-ils s'organiser dans le cadre de syndicats empreints d'un esprit aussi homogène que le sont les syndicats ouvriers? Comment pourraient-ils réaliser la synthèse des syndicats des différentes professions intellectuelles pour en faire un bloc compact, uni au point de vue économique, moral et politique, comme c'est le cas des syndicats ouvriers? Leur niveau intellectuel supérieur, la différenciation de leur individualité, leur esprit critique fondé sur une instruction scientifique les empêchent de se laisser entraîner par la suggestion et le rythme enivrants des grands mouvements de masse, par la rage du nombre. Le travailleur intellectuel considère généralement la grève comme moralement in-

digne de lui, même lorsqu'il s'agit d'une *ultima ratio* dans la lutte pour augmenter son traitement ou pour étendre ses droits. Il se contente presque toujours de faire usage du *ius murmurandi*.

### Le petit agriculteur dans la politique

L'orientation de l'intérêt de l'agriculteur rural, ainsi que son attitude politique, ont passé par la même évolution que celle qu'a subie, au point de vue économique et social, l'esprit du village en général. La vie intellectuelle et politique s'épanouit dans les villes et de là rayonne sur les campagnes. Celles-ci absorbent successivement la culture citadine, elles l'assimilent en partie à leurs besoins, elles l'imitent en partie sans toutefois la comprendre. La facilité des communications de tout ordre, le développement des transports, la poste, la presse, les écoles, la proximité des centres industriels, le service militaire, surtout pendant la grande guerre, ont sensiblement rapproché l'esprit de la ville et le monde villageois. Les formes raffinées de la vie urbaine exercent une forte attraction sur les villages où la jeunesse rejette d'un coeur relativement léger des traditions ancestrales aussi bien sur le chapitre vestimentaire qu'en ce qui concerne l'outillage domestique, l'ameublement, les moeurs et les coutumes. Le monde rural s'est développé au cours des dernières décades non pas d'une manière calme, saine et autonome, mais en reniant ses traditions et ses propres coutumes, il a adopté les formes extérieures de la vie urbaine, non parce qu'elles lui conviennent, mais parce qu'elles sont nouvelles. La poésie du village est en voie de disparaître ; au patrimoine de traditions spirituelles et morales légué par les ancêtres, à la spontanéité naïve dans les sentiments et à la franche joie de vivre, se substitue l'esprit raisonneur et sèchement calculateur. Le nivellement moral de la ville et de la campagne est en train, et pourtant le paysan ne pourra jamais devenir un citadin «simplifié», de même



que le citadin, de son côté, ne sera jamais un campagnard «multiplié», car leurs conditions d'existence respectives sont nettement divergentes. L'âme villageoise est organiquement soudée à la nature, à la région, au monde des plantes que produisent et des animaux qu'élèvent les ruraux ; la population des campagnes a des occupations uniformes, et les gens aussi se ressemblent mieux ; la vie de famille et la propriété de la terre y ont une grande importance. L'âme du citadin moyen est peu sensible à la nature ; la population des villes présente des inégalités de fortune et de culture plus accusées et, quant à la vie de famille, sa discipline et son intimité sont relâchées par l'ambiance des grandes cités qui, au contraire, fortifie le sens de l'indépendance chez les membres de la famille. L'homme des grandes villes ne se sent pas enraciné dans le sol natal dans la même mesure que le campagnard ; la population citadine étant fort disparate, les surfaces de friction entre individus sont plus nombreuses, partant l'atmosphère est plus favorable au développement de la conscience de classe et de la lutte de classes ainsi qu'à l'organisation des diverses couches sociales pour la défense de leurs intérêts, bref à l'activité politique.

Cet esprit d'organisation et de politique se diffuse de plus en plus à la campagne. Les masses rurales commencent à acquérir une conscience politique et à défendre leurs intérêts par leurs propres forces. Le niveau de leur instruction s'est beaucoup élevé par rapport à l'état d'il y a trente à quarante ans, elles sont de plus en plus accessibles aux idées nouvelles, s'intéressent aux innovations techniques dans l'agriculture et prennent de l'intérêt aux questions politiques. Par suite de leur attachement profond à la terre et du fait de leurs intérêts économiques, les petits agriculteurs se préoccupent en premier lieu, en politique, des problèmes relatifs à la propriété foncière et à la situation juridique et sociale des ruraux ; ces considérations sont également à la base de leur organisation politique. Et, bien que conservateurs par définition, comme tous ceux qui

vivent au sein de la nature, on voit renaître toujours uniformément leur besoin de la terre, en particulier quand ils habitent dans la proximité de grandes exploitations rurales, ce qui leur suggère des tendances réformistes économico-politiques, surtout en ce qui concerne une répartition plus juste de la propriété foncière. Depuis la guerre, le monde paysan ayant pris conscience de ses intérêts politiques et économiques, veut collaborer activement à la vie politique et à la législation, et s'est organisé en un parti séparé. Toutefois, ces couches ont encore fortement besoin d'être dirigées par les éléments intellectuels. Mais le peuple des villages lui-même n'a pas encore une confiance très forte dans les capacités politiques, dans l'instruction de ses propres fils sortis de ses rangs, et confie souvent à des intellectuels le soin de représenter ses intérêts dans la législation. Directement ou indirectement, la classe des cultivateurs, ayant pris conscience de ses intérêts, arrive, dans la plupart des pays, à défendre efficacement les intérêts politiques de la population agricole en face de ceux de la ploutocratie industrielle et de la classe des ouvriers syndiqués.

Toutefois, la classe paysanne n'est pas non plus homogène au point de vue économique et social. Des différences notables séparent le riche propriétaire paysan, l'agriculteur moyen et le petit cultivateur qui ne possède qu'un modeste lopin de terre. Il existe entre eux des nuances de hiérarchie, des distances morales, tout comme entre les diverses couches superposées de la classe moyenne. La propriété foncière constituant une base d'existence relativement sûre, en général c'est une conception relativement conservatrice qui prévaut parmi les diverses couches rurales. Cependant les grandes masses des ouvriers agricoles qui ne possèdent pas de terre — et dont le nombre s'accroît d'une façon redoutable — constituent, par suite de la mécanisation de l'agriculture et de la crise mondiale, un terrain particulièrement propice pour les idées radicales extrémistes du socialisme agraire, voire, pour les doctrines communistes qui voient dans



la propriété privée de la terre la source principale des maux dont souffre la société et préconisent la socialisation des terres, leur répartition ou leur transformation en grandes exploitations agricoles d'Etat. Les continuelles oscillations et les incohérences dans le programme et la politique agraire des communistes russes, les résultats piteux des expériences collectivistes agissent dans un sens modérateur sur les aspirations analogues du prolétariat agricole d'Occident.

### L'ouvrier dans la politique

Le développement de l'industrie mécanique, le grand essor de la technique moderne ont donné naissance, dès le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, au «Quatrième Etat», à la formation de l'immense armée des ouvriers industriels, qui déclenche, d'abord dans les cadres nationaux, puis sur le plan international, le mouvement ouvrier organisé, d'ordre politique et économique, un des courants les plus puissants et les plus gros de conséquences que connaisse l'histoire moderne. Parmi les conquêtes les plus importantes de l'organisation et de la solidarité ouvrières, il faut compter d'une part les moyens efficaces de défense des intérêts du prolétariat contre le capitalisme, et d'autre part la puissance et la force de percussion politique du bloc compact des ouvriers, qui vont en croissant dans le monde entier. La classe ouvrière se place sur le terrain de la lutte de classes ; elle s'est affranchie de la bourgeoisie, au point de vue politique, et elle poursuit le combat par ses propres moyens.

En face d'une «bourgeoisie» faiblement organisée se dresse la masse hostile et solidement organisée du prolétariat. Dans la société de la Rome antique, les *proletarii*, bien que citoyens, occupaient dans la hiérarchie sociale et économique le degré le plus bas : ils ne payaient pas d'impôts, et pour cause, et leurs devoirs envers l'Etat se limitaient à fournir le matériel humain, des *proles*. Leurs moyens d'existence étaient tout à fait incertains et ils dépen-

daient des familles bourgeoises (gentes), leurs employeurs. Marx établit une analogie entre la situation de ces misérables prolétaires romains et celle des ouvriers industriels de la société capitaliste moderne. Ceux-ci sont également en droit des citoyens, mais ils vivent dans une absolue dépendance et leurs conditions d'existence sont incertaines, étant donné que les moyens de production sont entre les mains des capitalistes qui exploitent cruellement l'énergie productrice du prolétariat. L'industrialisation rapide a contraint des masses de plus en plus importantes au travail à l'usine, impersonnel et monotone, les a déracinées au point de vue social, et les a vouées à une existence essentiellement précaire. La classe ouvrière ressent comme une injustice la formule grandiloquente du libéralisme : «la libre concurrence», fondée sur le principe de l'égalité, mais en apparence seulement, car, grâce à sa fortune et à son instruction supérieure, la bourgeoisie s'est assuré dans la lutte pour l'existence, des avantages inégalables. La grande force du marxisme consiste en ce que, par un procédé faussement simpliste, il a réduit la société à deux classes : la bourgeoisie qu'il faut haïr et écraser et le prolétariat. «Le marxisme a créé, — écrit Etienne Dékány dans sa *Psychologie politique* — une cible de haine peinte en couleurs si voyantes qu'elle inspire tout naturellement ce sentiment. Pourtant il est douteux qu'il ait jamais existé toute une «classe» bourgeoisie qui fût absolument égoïste, antisociale et possédée par l'esprit d'exploitation. Cependant le marxisme continue à se servir de cette image et à propager inlassablement la haine... Le fait le plus sombre du XIX<sup>e</sup> siècle est que des millions d'êtres humains aient pu adopter cette gamme de sentiments.»

Cependant, la classe ouvrière n'est pas non plus une couche sociale homogène. En soumettant l'organisme du prolétariat à une sorte d'examen histologique, on découvre une différence importante entre l'ouvrier spécialisé et le simple manoeuvre : le premier est animé d'un sentiment



de vocation actif ; le second ne montre, à l'égard du travail, que passivité et indifférence ; le premier touche un salaire régulier et a déjà des besoins intellectuels ; le second mène une vie végétative et pénible ; l'ouvrier qualifié envoie souvent ses enfants dans les écoles supérieures qui leur ouvrent l'accès aux places occupées ordinairement par la bourgeoisie, alors que ceux du manoeuvre poussent comme des plantes sauvages ; le premier, déjà citadin invétéré, est habitué à une vie plus raffinée, à des exigences plus élevées, le second, citadin de fraîche date, se sent déraciné dans la ville ; l'un, une fois qu'il a atteint une situation de petit bourgeois, abandonne la lutte, tandis que l'autre, dont la situation est toujours plus précaire, poursuit la lutte de classe.

La couche sociale la plus proche du prolétariat est la petite bourgeoisie. Nombreux en sont les membres qui tombent dans les rangs du prolétariat, et en revanche, de nombreux ouvriers s'élèvent au niveau de la petite bourgeoisie. Marx analyse la mentalité de cette classe, surtout à l'époque de la révolution allemande de 1848, et il en parle avec beaucoup de mépris. «La petite bourgeoisie est forte quand il s'agit de palabrer, mais impuissante au moment de l'action et lâche quand on lui demande de courir le moindre risque. Le caractère mesquin de ses affaires et de ses manipulations d'argent se traduit, chez le petit bourgeois, par un manque d'énergie et d'initiative courageuse. Il est donc vraisemblable que son action politique présentera les mêmes caractéristiques». (Karl Marx et F. Engels : *Révolution et Contre-Révolution*.)

Quelle est la conception typique que se fait du monde le prolétariat ? Quels sont les mobiles de ses sentiments politiques ? Quelles sont ses manières de penser et quelles sont ses méthodes en politique ?

Dans sa conception du monde, la catégorie suprême est la matière, dans sa hiérarchie des valeurs, la valeur suprême est la valeur économique, l'utilité. Dans toute l'histoire de

l'humanité il ne voit que la lutte économique et, pour lui, toutes les valeurs spirituelles (religion, morale, science, art) sont déterminées exclusivement et totalement par les conditions économiques. La conception sociale et politique issue d'une telle idéologie ne peut être que révolutionnaire : elle proclame la nécessité de faire sortir la société de ses gonds historiques, et de créer un monde entièrement nouveau, organisé suivant la hiérarchie des valeurs du prolétariat et sous la domination exclusive de celui-ci. L'exemple de l'Union Soviétique est l'illustration tragique, se poursuivant depuis bientôt vingt ans, de l'expérience visant à réaliser, dans le grand laboratoire de l'histoire mondiale, cette conception du monde et cette politique.

L'idéologie matérialiste et le travail industriel déterminent chez la classe ouvrière l'esprit unilatéralement technique, dont l'idéal est l'homme-machine ayant à la place de l'âme un moteur. Le monde mécanisé de la dictature du prolétariat, comme c'est le cas en Russie, veut tout technifier. L'utopie économique poursuivie par le régime soviétique voudrait franchir d'un bond les siècles durant lesquels l'évolution de l'industrie des machines s'est accomplie en Europe Occidentale. Elle a la prétention naïve de comprimer par la force l'évolution historique. Elle croit pouvoir, sur un ordre, transformer les masses russes incultes et indolentes en actives équipes ouvrières à l'américaine. «L'homme nouveau», l'idéal prolétarien, n'est qu'un homoncule prolétarien, artificiellement préparé, dans les alambics de la pensée rationaliste.

Les ouvriers industriels doivent leur puissance politique, qui contrebalance celle de la ploutocratie, au fait qu'il sont bien organisés. Le penchant à l'organisation stricte est un des aspects les plus caractéristiques de la mentalité politique du prolétariat qui sent instinctivement et consciemment à la fois, que sa force est dans l'union. Les lois pour la défense du travail, les assurances sociales, les systèmes des conseils d'ouvriers dans les usines, l'organisation



des syndicats, les contrats collectifs de travail, le droit de grève, l'autonomie de la classe ouvrière dans divers domaines, démontrent amplement la solidité de l'édifice échafaudé par la solidarité ouvrière, pour la défense de sa classe, dans le cadre du système juridique de la société capitaliste.

Plus les masses ayant le droit de vote s'élargissent, plus leur organisation, qui est la source de leur force et où ils puisent la conscience quasi malade de leur propre valeur, gagne en importance. Mais là où il y a organisation, la naissance d'une oligarchie est inévitable. «L'organisation, de par sa nature, présente des traits foncièrement aristocratiques», dit R. Michels dans son livre *Zur Soziologie des Parteiwesens* (1925, p. 33.). Il faut des chefs qui dirigent, qui commandent aux masses: ainsi se produit la différenciation entre la majorité et la mince couche des chefs de l'oligarchie ouvrière.

L'aristocratie fonde le règne d'un petit nombre sur l'inégalité de l'origine et du sang; la démocratie édifie le règne du grand nombre sur l'égalité, la souveraineté du peuple. Là, règne le pathos de l'inégalité, ici celui de l'égalité. L'un et l'autre ne sont qu'apparences: dans l'aristocratie comme dans la démocratie, c'est toujours le petit nombre qui règne, avec cette différence que dans cette dernière ce sont les chefs de partis, les meneurs qui constituent l'aristocratie de la foule. Il n'y a pas d'inégalité dans l'aristocratie, et il n'y a pas d'égalité dans la démocratie. Le règne des masses se transforme nécessairement, au fond, en aristocratie, car les leaders constituent une oligarchie, ce sont eux qui décident de la politique des masses. L'organisation révolutionnaire combat théoriquement l'oligarchie conservatrice, mais une fois au pouvoir, elle produit immédiatement, elle aussi, une oligarchie des chefs socialistes ou des commissaires du peuple. Paradoxe social: plus un organisme se développe, plus la démocratie, au sens littéral du mot, y perd du terrain, car le pouvoir et la dictature des chefs organisateurs augmente en proportion. De toute évidence, la

masse est incapable de se gouverner. Si elle se révolte contre ses chefs, et les chasse, elle ne tarde pas à se doter d'une oligarchie nouvelle. Le règne des masses n'est que le but, mais le moyen reste toujours l'autocratie ou le règne de l'oligarchie de l'organisme. Si le gouvernement n'est assuré que par les chefs, la démocratie, au sens étymologique du mot, c'est à-dire le règne du peuple, se ramène à un gouvernement dont le peuple est exclu. La démocratie extrême est, d'après l'amère expression de Byron, «l'aristocratie de la racaille». (An aristocracy of blackguards.)

Quel est donc le chemin typique qui mène au pouvoir un membre du prolétariat? Il commence par se faire remarquer au sein du syndicat, il en devient le secrétaire et l'orateur, place de temps en temps un article dans les publications du parti; puis il est élu conseiller municipal, ensuite député, enfin chef de parti. Jeune homme, il commence sa carrière à l'aile d'extrême-gauche de l'organisation, ensuite, comme fonctionnaire du syndicat, il est amené à faire une politique conformiste au sein du parti, il prend de l'autorité, pour finir par faire partie de l'oligarchie dirigeante de l'organisation. C'est le chemin qu'ont parcouru la plupart des chefs sociaux-démocrates, comme Bebel, Ebert, Scheidemann; Braun, ancien typographe devenu président du conseil de Prusse; Severing, ancien serrurier devenu ministre de l'Intérieur de Prusse; Noske, ancien bûcheron et sous-officier devenu ministre de la Guerre du Reich, et beaucoup d'autres. Le prolétariat a pleine confiance dans des chefs issus de son sein, parce qu'il voit en eux des représentants qui connaissent son langage et qui savent faire entendre ses revendications. En effet, beaucoup d'entre eux méritent l'attachement et le respect du prolétariat, si l'on considère qu'ils doivent faire des efforts considérables, déployer une grande activité comme orateurs et agitateurs, être continuellement sur le qui-vive, et souvent même subir, pour le peuple, la prison.

Un second trait typique de l'ouvrier devenu homme



politique est sa soif de savoir, son besoin profond de suppléer à l'imperfection de ses études. Il est surprenant et émouvant de voir à quel niveau élevé d'instruction un simple ouvrier parvient à se hausser, pour mieux s'armer dans la lutte contre la société bourgeoise. Le grand Lincoln qui fut tour à tour journalier, valet, bûcheron, matelot, boucher, épicier et qui n'alla qu'une année à l'école, lut dès son enfance la Bible, les fables d'Esopé, les Aventures de Robinson Crusoe, l'histoire des Etats-Unis, plus tard Shakespeare et Burns. Dans sa jeunesse il écrivait dans un journal local et, le soir, il faisait des discours dans les réunions. A vingt-cinq ans, à l'époque héroïque de la démocratie américaine, quand l'ouvrier ne pouvait pas encore apprendre dans les syndicats le métier de la politique, il devint l'un des députés de l'Illinois. Dès lors il redoubla d'ardeur dans ses études, devint avocat, membre du Congrès et finalement l'un des plus grands présidents des Etats-Unis.

L'homme politique issu de la classe ouvrière et qui atteint par ses propres moyens à une culture approfondie, revise les opinions extrémistes de sa jeunesse et devient généralement modéré. Ainsi, par exemple, MacDonald, élevé dans un petit village de pêcheurs écossais, d'abord chef socialiste, a fini par gouverner l'Angleterre en s'appuyant sur le parti conservateur ; Fritz Ebert, ancien sellier, devenu rédacteur en chef d'un journal socialiste et l'un des leaders du parti social-démocrate allemand, ayant soutenu, pendant la guerre, Bethmann-Hollweg, prend le pouvoir après la révolution, écrase le mouvement spartakiste, s'oppose à la dictature du prolétariat et devient le premier président de la République Allemande.

Les souffrances subies pendant son enfance et sa jeunesse sont une école pour le prolétaire futur homme politique. Mussolini décrit avec un sens profond le fond psychologique de cette école : « La faim est une bonne éducatrice, presque aussi bonne que la prison et les ennemis. Ma mère gagnait 50 lire et la forge de mon père rapportait très

irrégulièrement. Nous vivions tous dans deux petites pièces. La viande n'apparaissait presque jamais sur notre table. Par contre, il y avait des polémiques, des luttes et des espoirs passionnés. Mon père fit de la prison pour ses menées socialistes. Lorsqu'il mourut, des milliers de camarades suivirent son cercueil. Tout cela fut pour moi un puissant stimulant. Avec un autre père, je serais devenu un autre homme. Ainsi je pouvais former mon caractère dès la maison paternelle». (E. Ludwig : *Entretiens avec Mussolini*, p. 43.)

Le travail manuel est aussi, à beaucoup d'égards, une excellente école de préparation à l'activité politique. Voici ce qu'en dit Mussolini : «Les impressions qu'il procure se gravent dans l'âme humaine qui en conserve la trace jusqu'à la mort. Devant le marteau et le feu, l'homme est envahi par une puissante passion pour la matière qu'il voit se plier sous sa volonté. Le maçon qui construit une fenêtre m'inspire toujours une profonde sympathie ; j'aimerais le mieux être à sa place». Quand, en Suisse, il travaillait douze heures par jour, dans une fabrique de chocolat, ou montait 120 fois par jour les briques au deuxième étage d'un chantier de construction, «il sentait obscurément que tout cela n'était qu'une école en vue de l'avenir». (*Ibid.* pp. 43—45.)

La source psychique de la haine de classe que le prolétariat ressent à l'égard de la société bourgeoise est le mépris et les humiliations que ses membres rencontrent dès leur enfance. On fait sentir à l'enfant des prolétaires, dès l'âge le plus tendre, la différence de classes. C'est ce qui le rend révolutionnaire et ce qui éveille en lui la conscience de classe, qui sera renforcée par l'influence de son entourage, de son éducation, de la presse de parti et de l'organisation dont il deviendra membre.

Un autre trait caractéristique des sentiments politiques de la classe ouvrière est l'affirmation de l'*internationalisme*. Parallèlement à la concentration internationale du grand capital, la masse des ouvriers industriels a développé



progressivement ses organisations internationales. Depuis la fondation du Bureau International du Travail par la S. D. N. on élabore même une législation du travail universellement valable. Le prolétariat ne sent assurée sa puissance qu'en concentrant dans une organisation unique les ouvriers manuels du monde entier. Suivant l'idéologie marxiste, la nation, la patrie n'est qu'une forme d'organisation du pouvoir de la bourgeoisie. Il n'est pas douteux que le prolétariat ne doive beaucoup à son organisation internationale. Cependant la tendance à supprimer les différences nationales même au sein des mouvements ouvriers n'est que pure illusion. De même que le tempérament et la mentalité de l'Anglais, du Français, de l'Allemand, du Russe diffèrent, l'âme et le caractère des chefs socialistes issus de ces peuples présentent à leur insu de nombreux traits irrationnels divergents. Leur mot d'ordre rationnel est : «Prolétaires du monde entier, unissez-vous!» Toutefois, on ne peut tout de même pas mettre au même diapason psychique les masses prolétariennes anglaises, françaises, allemandes, russes, etc. ainsi que leurs chefs. Aux congrès ouvriers internationaux, quoique les délégués tombent souvent d'accord sur les questions de principe rationnels, dès qu'on en vient aux détails concrets, on voit percer les traits des divers caractères nationaux, les préjugés, les intérêts particuliers aux diverses nations. Déjà Lassalle se déclarait Allemand et Jaurès, Français, malgré tous leurs principes visant à la collaboration internationale. La psychose de la Grande Guerre dressa des murs de séparation entre les socialistes des différents peuples. On se souvient de la bataille que se livrèrent au Congrès ouvrier international de 1921 les socialistes anglais qui défendaient la II<sup>e</sup> Internationale et les socialistes russes affiliés à la III<sup>e</sup> Internationale. La politique économique d'après-guerre est empreinte, dans tous les Etats, qu'ils soient gouvernés par des partis bourgeois ou socialistes, d'un esprit de protectionnisme national. Quelle différence y a-t-il, en effet, au point de vue

du nationalisme, entre la politique extérieure expansionniste des soviets, leur politique douanière, leur tendance à l'autarchie, et la politique des autres nations? L'égoïsme national se fraie un chemin jusque sous la dictature du prolétariat : là encore, un abîme sépare la théorie et la pratique.

En ce qui concerne l'internationalisme et le penchant à l'extrémisme politique, une nuance marquée distingue le prolétaire originaire d'une grande ville et l'ouvrier immigré plus tard de la campagne. A l'encontre du prolétaire vivant dès son enfance dans les sombres banlieues des grandes agglomérations, dans une atmosphère de haine de classes et d'idéologie internationaliste, l'ouvrier venu de la campagne garde encore dans le tréfonds subconscient de son âme les souvenirs idylliques de son enfance, l'image de la terre natale, un certain attachement à elle, quelque affection estompée pour la glèbe, un certain ressouvenir historique, quoique affaibli. Chez un peuple possédant un sens aigu de l'histoire, comme l'anglais, ce sentiment national est particulièrement fort dans l'âme de l'ouvrier.

Le relèvement du bien-être, la possibilité de l'établissement stable, la construction d'habitations ouvrières, la création d'un foyer, peuvent seuls atténuer dans l'âme des prolétaires le sentiment du déracinement, de l'incertitude de l'existence, et de la haine de classe. Les moyens fournis par l'assistance sociale et le secours mutuel, les assurances contre les maladies et contre le chômage et les retraites ouvrières ne sont que des palliatifs au sentiment de l'insécurité de l'existence. L'instruction et l'éducation, le rehaussement du niveau intellectuel aident l'ouvrier à apprécier avec plus de justesse sa situation sociale, renforcent sa confiance en soi-même et accroissent la force collective de la classe ouvrière dans le sein de la société. Cependant l'instruction plus intense, si elle n'est pas accompagnée de l'amélioration du bien-être matériel et du standard de vie, ne suffit pas à assurer le juste développement du senti-



ment civique et politique : en effet, partout dans l'univers, le spectre du prolétariat intellectuel assombrit l'horizon de l'histoire à venir.

\*

Dans un de ses dialogues (*Protagoras*, chap. XII), Platon symbolise par un mythe émouvant la naissance des capacités politiques de l'humanité. Prométhée, voyant combien l'homme est impuissant et démuné en face de l'animal, vole, pour les lui donner, le feu d'Héphaistos et la sagesse d'Athênê. Ainsi l'homme acquit les connaissances nécessaires à assurer sa subsistance pure et simple ; mais quant à l'intelligence politique, la capacité d'organiser la vie de l'Etat, il ne pouvait les obtenir ainsi, car c'est Zeus qui détenait ces dons que Prométhée ne put dérober, parce que la demeure céleste de Zeus était gardée par de redoutables gardiens. Aussi les hommes vivaient-ils dispersés, sans s'agglomérer en Etats. Dispersés, ils étaient la proie des fauves. Grâce aux dons de Prométhée, ils pouvaient subsister, mais non se défendre, ... «Dépourvus qu'ils étaient précisément de l'art politique (*politikè technè*), dont l'art de faire la guerre est une des parties. Ils essayèrent, évidemment, de s'unir et de se défendre en construisant des cités. Mais chaque fois qu'ils s'aggloméraient dans une cité-Etat, ils ne tardaient pas à s'offenser l'un l'autre précisément parce qu'ils ignoraient l'art politique ; ainsi, ne tardaient-ils pas à se disperser de nouveau, à périr. Donc, Zeus, redoutant la disparition du genre humain, envoya Hermès sur la terre, afin d'inculquer aux hommes le respect mutuel et le droit, qui devaient être les ornements de nos Etats et les liens de l'affection. Hermès demanda à Zeus comment il devait dispenser aux hommes le respect mutuel et le sentiment du droit. Dois-je les répartir, — demanda-t-il — comme sont répartis les métiers ? En effet, ceux-ci sont répartis de la façon suivante : celui qui connaît l'art de la médecine, suffit à de nombreux non initiés, et il en est de même pour

les autres métiers. Dois-je donc distribuer le sentiment du respect mutuel et du droit, de la même manière, ou bien les distribuer à tous? — Tu n'as qu'à en donner à tous — dit Zeus — afin que chacun en ait une part. Car les Etats ne pourraient subsister si le sentiment du droit et du respect mutuel étaient le partage d'un petit nombre de gens seulement, comme c'est le cas pour les autres arts et les autres métiers».

D'après ce magnifique mythe de Platon, les qualités qui constituent l'âme politique sont le propre de tout homme, elles ne sont pas liées à la descendance d'une certaine couche sociale, elles ne sont pas une sorte de privilège spirituel. La politique n'est pas un métier particulier qui ne peut être exercé que dans un certain groupe de la société. L'homme d'humble naissance peut devenir un grand homme d'Etat, aussi bien que le rejeton d'une classe riche et affinée par l'histoire : Thémistocle, issu d'une famille obscure, possédait de hautes qualités d'homme d'Etat, tout comme Périclès, de haute naissance ; Marius, fils d'un simple manoeuvre et qui, pauvre plébéien qu'il était, grandit près de la charrue, s'empara du gouvernail de l'empire romain aussi bien que Jules César qui déjà dans son nom portait le prestige d'une vieille famille patricienne ; les dons politiques de Colbert, fils d'un savonnier de Lyon, se frayèrent un chemin dans l'édification de l'Etat français, tout comme avant lui, ceux de l'aristocrate Richelieu ; Napoléon, fils d'un pauvre avocat de Corse, était doué d'un génie militaire et politique que nul souverain né empereur n'a égalé ; la grandeur d'homme d'Etat de Lincoln, qui fut journalier dans sa jeunesse, le dispute à celle de Washington, grand propriétaire de haute naissance ; le fils de commerçant juif Disraeli n'eut pas moins de mérite comme homme d'Etat dans l'expansion et dans la consolidation de l'empire britannique, que tel noble lord issu de n'importe quelle grande famille ; en Mussolini, élevé dans une humble forge, se déploient des facultés d'homme d'Etat qui ne le cèdent en



rien à celles de Cavour, né comte, et créateur de l'unité italienne ; l'énergie politique de Kossuth, fils d'une famille de petite noblesse, sans fortune, intervint dans le destin historique de la Hongrie aussi bien que le génie politique de l'aristocrate Széchenyi. L'histoire universelle justifie le mythe de Platon : Zeus a distribué les dons politiques parmi les hommes sans distinction de classe sociale, d'origine, ni de profession.

---

# TABLE DES MATIÈRES

## INTRODUCTION

### L'HOMME D'ÉTAT ET L'HISTOIRE

	Page
L'homme d'Etat, force motrice de l'histoire.....	5
La politique d'aujourd'hui peut-elle produire de grands hommes d'Etat? .....	14
Morale et psychologie de l'homme d'Etat.....	20

## PREMIÈRE PARTIE

### MORALE DE L'HOMME D'ÉTAT

#### CHAPITRE PREMIER

##### **La conscience de la vocation politique.**

Importance de la conscience de la vocation chez l'homme d'Etat	29
Genèse de la conscience de la vocation.....	33
L'aspect métaphysique de la conscience de la vocation.....	41
Conscience de la vocation et pessimisme.....	48
Absence de la conscience de la vocation politique.....	49

#### CHAPITRE II

##### **Conscience de l'idéal politique.**

Politique et doctrines.....	55
L'idéal politique .....	69
Idéal de la liberté .....	74
Idéal religieux et national .....	80
L'idéal impérialiste .....	83
L'idéal économique .....	108
L'idéal social .....	112
L'idéal humanitaire.....	121
Elargissement des idéals.....	132
Idéal politique et fiction.....	135
Les idéals démolisseurs de traditions .....	138



## CHAPITRE III

**L'érôs politique.**

	Page
Amour de l'idéal politique .....	147
Politique et désintéressement.....	150
Politique et bonheur.....	158

## CHAPITRE IV

**La volonté et sa puissance.**

La volonté, essence de la personnalité de l'homme d'Etat....	165
Puissance de la volonté.....	168
Ténacité dans la volonté.....	169
Le politicien arriviste.....	173
Les héros de la volonté en politique.....	178
Le politicien-soldat.....	186
Le politicien à volonté faible.....	193
La capacité de travail chez l'homme d'Etat.....	195

## CHAPITRE V

**Le sentiment de la responsabilité.**

Le sentiment de la responsabilité chez l'homme d'Etat.....	205
Responsabilité individuelle et responsabilité collective.....	210
Responsabilité et démocratie.....	211

## CHAPITRE VI

**La force de suggestion.**

La force suggestive de l'homme d'Etat.....	219
La puissance de la parole.....	224
La puissance de la plume.....	231

## CHAPITRE VII

**La connaissance des hommes.**

L'homme, matière de la politique.....	233
La psychosophie de l'homme d'Etat.....	237
La misanthropie de l'homme d'Etat.....	239
L'homme d'Etat, maître en l'art du compromis.....	241
La connaissance de l'âme nationale.....	246
La connaissance de l'esprit de parti.....	249

## CHAPITRE VIII

**Le sens des réalités.**

	Page
Eléments psychologiques du sens des réalités.....	255
Les entraves au sens des réalités.....	259
Sens des réalités et histoire.....	261

## DEUXIÈME PARTIE I

## PSYCHOLOGIE DE L'HOMME D'ÉTAT

## CHAPITRE PREMIER

**Divers types de l'âme politique.**

Structure complexe de l'âme politique.....	267
Unité morale et style politique.....	272
L'homme d'Etat subjectif et l'homme d'Etat objectif.....	274
L'âge et la politique.....	278
Pensée abstraite et concrète en politique.....	287
Statisme et dynamisme en politique.....	294

## CHAPITRE II

**L'intelligence dans la politique.**

Le raisonnement politique.....	305
L'intuition politique.....	310
L'imagination politique.....	316
Types de l'imagination politique.....	324
Types de raisonnement politique.....	328
La science dans la politique.....	333
Culture générale et culture spécialisée dans la politique....	338
La philosophie dans la politique.....	347
Histoire et politique.....	384
Le droit et la science économique dans la politique.....	392
Le savant dans la politique.....	394

## CHAPITRE III

**Le sentiment dans la politique.**

Les sentiments, forces motrices de la politique.....	405
Vanité et popularité dans la politique.....	410



	Page
Ambition et volonté de puissance.....	420
Fierté et orgueil.....	429
Envie et jalousie.....	433
Amitié et hostilité en politique.....	435
L'homme politique agressif.....	438
L'homme d'Etat animé de sentiment social.....	445
La maîtrise de soi en politique.....	449
Optimisme et pessimisme en politique.....	452

## CHAPITRE IV

### **La volonté dans la politique.**

Politique et morale.....	457
Les principes dans la politique.....	463
L'opportunisme politique .....	465
Le pragmatisme politique.....	475
Principes et partis .....	482
Principes et nations. Le caractère politique anglais.....	484
Le caractère politique français.....	492
Le caractère politique italien.....	498
Le caractère politique allemand .....	503

## CHAPITRE V

### **Les types psychologiques des diverses couches sociales dans la politique.**

La politique et la théorie du milieu.....	511
L'aristocrate dans la politique.....	515
La ploutocratie dans la politique.....	529
Le bourgeois dans la politique.....	535
Le petit agriculteur dans la politique.....	549
L'ouvrier dans la politique.....	552
Index alphabétique .....	569

## INDEX ALPHABÉTIQUE.

- Adams (J.) 353.  
 Ady (André) 547.  
 Agricola 434.  
 Alcibiade 228, 427, 428  
 Alexandre le Grand 41, 43, 85,  
     86, 88, 90, 91, 92, 322.  
 Alexandre I<sup>er</sup> (tsar) 76, 156.  
 Alexandre II 120.  
 Alexandre III. 309.  
 Andrassy (Jules, comte) 200, 519.  
 Annibal 85.  
 Apponyi (Albert, comte) 324, 325.  
 Arany (Jean) 324.  
 Aristide 73.  
 Aristophane 282.  
 Aristote 20, 55, 56, 89, 150, 187,  
     224, 235, 236, 337, 534, 538,  
     539.  
 Asquith 203, 258, 286.  
 Attila 91, 92.  
 Auguste 90, 125, 131, 387, 447.  
 Augustin (Saint) 358.  
 Azuar 193.  
 Babaut 358.  
 Bacon 154, 237, 259, 403, 449  
     489.  
 Bakounine 78, 370.  
 Balboa 86.  
 Baldwin (Oliver) 519.  
 Baldwin (Stanley) 302.  
 Balfour 203, 378, 399, 450, 484,  
     524.  
 Balzac 271, 324.  
 Barras 388.  
 Beaumarchais 217.  
 Bebel 117, 119, 261, 300, 557.  
 Beethoven 29.  
 Bem (général) 76.  
 Bentham (Jérémie) 95, 377.  
 Berenguer (général) 193.  
 Bergson 314, 375.  
 Berlioz 203.  
 Bethmann-Hollweg 194, 202, 451,  
     558.  
 Beust 443.  
 Bibulus 188.  
 Binzer 370.  
 Bismarck 9, 10, 11, 24, 25, 29,  
     36, 37, 47, 77, 81, 103, 107,  
     115, 133, 137, 139, 159, 170,  
     178, 181, 189, 190, 197, 198,  
     200, 202, 209, 243, 263, 264,  
     265, 269, 274, 278, 280, 290,  
     308, 311, 312, 331, 333, 358,  
     360, 364, 380, 410, 427, 432,  
     443, 444, 450, 466, 468, 469,  
     483, 503, 505.  
 Blum (Léon) 380.  
 Bodley 523.  
 Boileau 175.  
 Bonald 298, 356.  
 Boniface VIII, 114.  
 Bonnar Law 203.  
 Borgia (César) 223.  
 Boselli 286.  
 Bossuet 42.  
 Brauer (A.) 264.



- Braun 557.  
 Briand 129, 130, 131, 215, 229,  
 238, 278, 280, 447, 471.  
 Brutus 42.  
 Burke (E.) 94, 138, 297, 298, 356.  
 Burns (John) 203, 558.  
 Butler (N. M.) 283.  
 Bülow (prince) 25, 202, 209, 264,  
 504.  
 Byron 155, 251, 324, 327, 328,  
 491, 557.  
 César 9, 10, 22, 26, 29, 43, 85,  
 86, 89, 90, 91, 92, 133, 159,  
 162, 187, 188, 189, 198, 244,  
 274, 331, 343, 386, 427, 470,  
 563.  
 Calvin 44.  
 Canning 289.  
 Caprivi 202.  
 Carducci 328.  
 Carlyle 6, 14, 96, 97, 360, 491.  
 Carnegie 532.  
 Carnot 399, 400.  
 Catherine II (impératrice) 353.  
 Catherine d'Aragon 49.  
 Caton 138, 249, 440.  
 Cavour 9, 10, 11, 22, 29, 34, 35,  
 73, 76, 77, 133, 137, 139, 178,  
 223, 270, 274, 278, 290, 331,  
 337, 343, 393, 417, 427, 429,  
 461, 466, 500, 512, 564.  
 Chamberlain (Austen) 123, 124,  
 485, 487, 488.  
 Chamberlain (Joseph) 151, 301,  
 345, 378, 472.  
 Charlemagne 91, 92, 133.  
 Charles I<sup>er</sup>, 512.  
 Charles V, 155, 162, 453.  
 Charles XII, 11.  
 Charondas 539.  
 Chateaubriand 298, 356.  
 Churchill (Winston) 203, 278,  
 302, 379, 472.  
 Cicéron 225.  
 Cincinnatus 427.  
 Clausewitz 361, 437.  
 Clemenceau 10, 13, 26, 29, 77,  
 78, 127, 138, 157, 179, 201,  
 215, 262, 278, 280, 286, 300,  
 330, 395, 410, 444, 445, 455,  
 470, 472.  
 Cléopâtre 90.  
 Clive 86, 94, 396.  
 Cobden 95, 108, 110, 111, 393.  
 Colbert 102, 108, 109, 110, 159,  
 197, 201, 246, 262, 277, 331,  
 343, 393, 416, 434, 563.  
 Comte (Auguste) 5, 495.  
 Condorcet 5, 13.  
 Cortez 86.  
 Cromwell 10, 24, 26, 29, 42, 44,  
 45, 81, 90, 93, 94, 96, 145, 159,  
 187, 189, 262, 278, 418, 419,  
 424, 425, 437, 441, 445, 470,  
 512.  
 Curzon 99.  
 Cuvier 488.  
 Daladier 380.  
 D'Alembert 354, 402, 420.  
 D'Annunzio 328.  
 Dante 42, 318, 323, 405, 426, 445.  
 Danton 52, 85, 155, 156, 226,  
 417, 547.  
 Darwin 488.  
 Démosthène 26, 73, 138, 444.  
 Derby (lord) 202, 524.  
 Desaix 6.  
 Descartes 494, 495.  
 De Valera 79, 223.  
 Dékány (Etienne) 553.  
 Dickens 318, 491.  
 Diderot 354.  
 Dioclétien 387.

- Disraeli 39, 96, 97, 99, 133, 136,  
     159, 180, 202, 203, 223, 224,  
     241, 273, 274, 277, 280, 285,  
     312, 335, 343, 376, 377, 418,  
     442, 472, 563.  
 Dittmann (W. K.) 548.  
 Dostoïewski 300.  
 Dreyfus 157.  
 Droysen 360.  
 Dumarsais 354.  
 Duns Scot 489.  
 Dürer 280.  
  
 Ebert (Fr.) 557, 558.  
 Eckhardt (Alexandre) 42.  
 Edison 29.  
 Edouard VII. 426, 524.  
 Eisner (Kurt) 548.  
 Engels 377, 448, 554.  
 Enghien (duc d') 102.  
 Ephialte 158.  
 Erasme 402.  
 Esope 558.  
 Etienne (Saint) 133.  
 Eugène de Savoie 223.  
  
 Faguet 16, 201, 210, 211, 282, 340.  
 Ferdinand V, 156.  
 Ferrero (G.) 223, 224.  
 Ferry (Jules) 365, 419.  
 Fichte 32, 59, 96, 103, 122, 138,  
     367, 368, 369, 506.  
 Forzano 183.  
 Fouché 183, 460, 472.  
 France (Anatole) 547.  
 Francke (O.) 107, 191.  
 François d'Assise (Saint) 29.  
 François-Joseph I<sup>er</sup> 325.  
 François-Poncet 380.  
 Franklin (Benjamin) 289, 447.  
 Frédéric-Guillaume IV, 391.  
 Frédéric le Grand 11, 24, 26,  
     195, 202, 204, 290, 291, 292,  
     309, 354, 442, 450.  
 Freeman 100.  
 Friedjung 505.  
  
 Gambetta 159, 223, 226, 417, 444.  
 Gandhi 82, 83, 222, 447.  
 Garibaldi 76, 461.  
 Gentile 286.  
 Gentz 298.  
 Geoffrey 42.  
 George V, 426.  
 Giese (Fr.) 35, 40, 514, 515.  
 Gioberti (V.) 371.  
 Gladstone 22, 82, 95, 133, 197,  
     203, 270, 271, 278, 280, 285,  
     301, 335, 376, 417, 443, 467,  
     471, 524.  
 Goethe 20, 152, 197, 269, 279,  
     280, 327, 333, 407, 456, 504.  
 Gomperz (Th.) 370.  
 Gorki 120.  
 Goschen (E.) 451.  
 Görres 356.  
 Guillaume I<sup>er</sup> (empereur) 200,  
     202, 309, 443.  
 Guillaume II, 202, 309, 326, 425,  
     507.  
 Grandi 286.  
 Green 100.  
 Grégoire VII, 474.  
 Grey (lord) 136, 203, 379, 451,  
     524.  
 Grévy (Jules) 157, 226, 471.  
 Gross (Karl) 465.  
 Guiccardini 387.  
 Guizot 45, 357, 380, 388, 389, 390.  
 Gustave-Adolphe 322.  
  
 Haldane (lord) 359, 378, 379,  
     399, 519.  
 Hamilton (M.) 403.  
 Harding 185.



- Hartig (comte) 431.  
 Hegel 96, 160, 298, 358, 359, 360, 362, 364, 365, 366, 369, 380, 384, 506.  
 Heine 328.  
 Helfferich 246.  
 Hengist 100.  
 Henri VIII 48, 49, 154, 402, 454, 473.  
 Héraclite 295, 433, 453, 470.  
 Herbart 319.  
 Herder 333, 369.  
 Herriot 131, 203, 380.  
 Hertling 286, 380, 381.  
 Herz (C.) 157.  
 Hindenburg 187.  
 Hitler 139, 181, 248, 375, 506, 507.  
 Hobbes 406, 506.  
 Hoche 6.  
 Holbach 354.  
 Hoover 184, 185, 204, 534.  
 Horsa 100.  
 House (colonel) 201.  
 Hugo (Victor) 273.  
 Humboldt 298.  
 Hume 489, 506.  
 Ibsen 280.  
 Irwin (W.) 186.  
 Ito (prince) 104, 105, 106, 133, 139, 159.  
 Jaspers (K.) 27.  
 James (William) 476, 477.  
 Jaurès 117, 159, 261, 365, 380, 448, 548, 560.  
 Jefferson 353.  
 Joel (K.) 497.  
 Johannes Secundus 449.  
 Joseph II (empereur) 285, 290, 291, 353.  
 Jugurtha 73.  
 Kant 29, 194, 280, 291, 381, 382, 506.  
 Kaunitz 285, 292, 293, 299, 353.  
 Károlyi (Michel, comte) 519.  
 Kemal Atatürk 10, 15, 73, 79, 80, 139, 187, 274, 445.  
 Kerenski 121.  
 Ketteler 113.  
 Kingsley (B.) 521.  
 Kipling 98.  
 Kjellén 506.  
 Kléber 6.  
 Kosciuszko 75, 76, 80.  
 Kossuth 73, 76, 131, 132, 133, 203, 280, 343, 497, 564.  
 Kropotkine (prince) 519.  
 Kun (Béla) 548.  
 La Bruyère 151, 506.  
 Lacour-Gayet (G.) 156.  
 La Fayette 75, 262, 415.  
 Laplace 495.  
 La Rochefoucauld 455, 506.  
 Lassalle 32, 47, 117, 358, 362, 363, 364, 548, 560.  
 Le Bon (G.) 445.  
 Ledru-Rollin 76.  
 Leech 241.  
 Lagarde (P.) 12.  
 Leibniz 506.  
 Lénine 7, 26, 52, 117, 119, 120, 121, 140, 198, 247, 261, 274, 310, 358, 361, 365, 366, 369, 438, 462, 470, 548.  
 Léon XIII 29, 113, 114, 115, 280, 447.  
 Lichtenberg 312.  
 Liebknecht 121, 230, 548.  
 Li-Hung-Tchang 106, 107, 139, 159, 418.  
 Lincoln 125, 126, 127, 131, 163, 289, 417, 447, 512, 558, 563.

- Lloyd George 13, 127, 172, 231, 262, 278, 289, 302, 310, 330, 472.  
 Locke 489.  
 Lombroso 397.  
 Lotze 378.  
 Louis XIII 201.  
 Louis XIV. 102, 201, 310, 431, 434, 449.  
 Louis XVI 472.  
 Louis-Philippe 328, 357.  
 Louvois 434.  
 Lucain 125.  
 Ludendorff 85, 190, 194.  
 Luther 9, 44.  
 Luxemburg (Rosa) 230.  
 Lyell 487.  
 Lycurgue 539.  
 Mably 358.  
 Macaulay 39, 388, 389, 390, 396, 397, 419.  
 MacDonald 15, 145, 146, 159, 310, 375, 403, 447, 463, 512, 558.  
 Machiavel 23, 42, 199, 241, 263, 372, 373, 387, 422, 429, 454, 460, 498.  
 Mac-Mahon 157.  
 Madariaga (S.) 489, 496.  
 Mahomet 29, 86, 91.  
 Maistre (Joseph de) 41, 298, 356.  
 Marc-Aurèle 450.  
 Marceau 6.  
 Marius 90, 132, 563.  
 Marlborough 157, 262.  
 Marx (Karl) 120, 358, 361, 362, 363, 364, 365, 369, 377, 448, 548, 554.  
 Masaryk (T.) 79.  
 Mathias Corvin 133.  
 Maurepas 201.  
 Maximilien (prince) 381.  
 Marie-Thérèse 353.  
 Mazarin 90, 101, 102, 223.  
 Mazzini 76, 500.  
 Mello-Franco 123.  
 Metternich 202, 244, 277, 299, 330, 354, 356, 430, 450, 464, 465, 466, 533.  
 Michel-Ange 9, 29, 280.  
 Michels (Robert) 119, 556.  
 Mill (J. St.) 253.  
 Miltiade 158, 416.  
 Milton 396, 439, 497.  
 Mirabeau 36, 155, 156, 228, 493, 519, 547.  
 Molière 282, 327.  
 Moltke 361.  
 Mommsen 397.  
 Montesquieu 352, 354, 402, 493.  
 Morus (Th.) 42, 48, 49, 153, 154, 159, 202, 402, 454.  
 Moseley (C.) 519.  
 Moseley (O.) 519.  
 Murat 156.  
 Musset 324.  
 Mussolini 10, 14, 15, 17, 42, 69, 83, 133, 139, 143, 144, 145, 160, 182, 183, 187, 188, 193, 202, 231, 240, 247, 249, 261, 274, 278, 286, 303, 312, 315, 326, 343, 370, 371, 373, 374, 375, 424, 429, 452, 471, 501, 502, 508, 558, 563.  
 Mutsu-Hito 105.  
 Müller-Freienfels 166.  
 Napoléon I<sup>er</sup> 6, 9, 10, 13, 20, 24, 25, 26, 46, 74, 75, 85, 88, 91, 98, 102, 103, 133, 155, 156, 159, 163, 187, 189, 197, 198, 199, 222, 223, 248, 262, 263, 274, 289, 298, 299, 312, 314, 322, 331, 343, 401, 416, 419, 424, 427, 432, 449, 470, 494, 516, 563.



- Napoléon III 77, 137, 171, 223,  
 273, 322, 425, 461.  
 Naumann 113.  
 Necker 262, 402.  
 Newton 29, 320.  
 Nicolas I<sup>er</sup> (tzar) 44.  
 Niebuhr 298.  
 Nietzsche 31, 63, 119, 142, 150,  
 160, 172, 283, 315, 335, 372,  
 373, 422, 476, 477.  
 Noske 557.  
 Novalis 20, 356.  
  
 O'Connel (D.) 36, 81, 410, 442.  
 O'Donnel (comtesse) 407.  
 Orlando 13.  
  
 Pachitch 78, 84.  
 Painlevé 380, 400, 471.  
 Paléologue (M.) 35.  
 Palm 102.  
 Palmerston 111, 289, 322, 472.  
 Pareto (V.) 371, 373.  
 Parmoor (lord) 519.  
 Paul (Saint) 30.  
 Peel 36, 111, 393, 443, 471.  
 Périclès 10, 22, 24, 29, 86, 88,  
 90, 92, 133, 153, 159, 224, 239,  
 282, 343, 351, 386, 427, 465,  
 563.  
 Petőfi 324, 327.  
 Philippe-Egalité 519.  
 Pie VII 474.  
 Pie IX, 114.  
 Pilsudski 15, 73, 78, 187, 274, 445.  
 Pitt 22, 38, 39, 94, 133, 138, 155,  
 159, 262, 280, 289, 343, 410,  
 442.  
 Platon 41, 90, 147, 149, 224, 280,  
 347, 358, 381, 534, 562, 563,  
 564.  
 Plaute 282.  
 Plutarque 106, 153.  
  
 Poincaré 29, 78, 209, 392.  
 Polybe 386.  
 Pompée 159, 188.  
 Ponsonby 520.  
 Primo de Rivera 187, 192, 193.  
 Prohászka (O.) 113.  
 Protagoras 352, 477.  
  
 Raphaël 272.  
 Ranke 360, 385, 389, 390, 391.  
 Rathenau 130, 152, 159, 534.  
 Rákóczi (François II) 454.  
 Rembrandt 218, 280.  
 Renan 70, 201, 370.  
 Rhodes (C.) 97, 98, 99, 492.  
 Richelieu 24, 29, 101, 133, 262,  
 277, 331, 338, 401, 427, 466,  
 495, 512, 563.  
 Richter (E.) 468.  
 Robespierre 52, 77, 85, 90, 118,  
 120, 156, 226, 358, 424, 438,  
 470, 547.  
 Rockefeller 532.  
 Roederer 314.  
 Rosebery 173.  
 Rousseau 63, 352, 353, 354, 406,  
 493, 497.  
 Royer-Collard 357.  
 Ruge 76.  
 Ruskin 82, 491, 547.  
 Russel (O.) 137.  
  
 Saint-Just 118, 156, 226, 358,  
 438, 547.  
 Salisbury 98, 301, 378.  
 Salz (A.) 88.  
 Sankey (lord) 519.  
 Savigny 298, 356.  
 Savonarole 499, 500.  
 Scheidemann 557.  
 Schiller 182, 324, 384.  
 Schlegel 356.  
 Schmoller 539.

- Schopenhauer 63, 119, 378, 429, 506.  
 Schmitt (Carl) 251, 435.  
 Scipion 386.  
 Scott (Walter) 251, 438.  
 Seipel 113, 181, 410, 415.  
 Sénèque 227, 435.  
 Severing 557.  
 Shakespeare 29, 318, 320, 324, 558.  
 Shaw (Bernhard) 547.  
 Shelley 251.  
 Sieyès (abbé) 353, 493.  
 Smith (Ad.) 95, 402.  
 Smith (Al.) 534.  
 Socrate 9, 161, 224, 427.  
 Solon 539.  
 Sorel (G.) 370, 371, 372, 375.  
 Spencer (H.) 488, 489.  
 Spinoza 404.  
 Staline 52, 247.  
 Stefani 286.  
 Stein (baron) 46, 74, 75, 138, 139, 159, 298, 331, 380.  
 Stinnes 151.  
 Stresemann 129, 130, 181, 244, 245, 257, 316, 471.  
 Stubbs 100.  
 Swift 455, 484.  
 Swinburne 98.  
 Sylla 132.  
 Széchenyi (Etienne, comte) 237, 564.  
 Tacite 386, 387, 516.  
 Taine 495, 511.  
 Talleyrand 156, 263, 472.  
 Tarde 495.  
 Tardieu 380.  
 Tennyson 100.  
 Tertullien 80.  
 Thalès 347.  
 Thémistocle 158, 416, 563.  
 Thiers 226, 262, 271, 278, 280, 357, 388, 389, 390, 417, 494.  
 Thomas d'Aquin (Saint) 114, 380.  
 Thomson 94.  
 Thucydide 88, 386, 428.  
 Tilak 82.  
 Tirpitz 190, 194, 379.  
 Tisza (Etienne, comte) 159, 179, 388, 389, 451.  
 Tite-Live 387.  
 Titien (Le) 280, 454.  
 Tolstoï 82.  
 Tocqueville 337, 357.  
 Treitschke 360, 429.  
 Trotzki 120, 463.  
 Turgot 139, 201, 355, 493.  
 Tyrtée 328.  
 Vauban 434.  
 Venizelos 73, 79, 418.  
 Vercingetorix 73.  
 Verdi 280.  
 Victor Emmanuel 429.  
 Victoria (reine) 202.  
 Virchow (R.) 400.  
 Volpi 286.  
 Voltaire 291, 352.  
 Walpole (R.) 428.  
 Warren Hastings 86, 94, 396.  
 Warwick (comtesse) 519.  
 Washington 73, 75, 182, 353, 427, 447.  
 Weber (M.) 30, 398, 399.  
 Wellington 262, 442.  
 Wells (H. G.) 547.  
 White (W. A.) 129.  
 Whitman (S.) 468.



Wilde (Oscar) 547.

Wilson 13, 127, 128, 129, 139,  
200, 201, 294, 395, 445, 472.

Windthorst 81.

Wolff (Christian) 290.

Wordsworth 251.

Xénophane 295.

Yuan-Si-Kai 191, 470.



